

L'ANGLETERRE

ET SA POLITIQUE

ÉTRANGÈRE ET INTÉRIEURE

1900-1914

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.

PAR

FRANÇOIS NOVION

Maître de conférences à l'École Polytechnique
Professeur agrégé d'anglais au Collège Stanislas
et à l'École Supérieure de Commerce.

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

—
1924

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction
réservés pour tous pays.

L'ANGLETERRE
ET SA POLITIQUE
ÉTRANGÈRE ET INTÉRIEURE
1900-1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552827_0015

L'ANGLETERRE

ET SA POLITIQUE

ÉTRANGÈRE ET INTÉRIEURE

1900-1914

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris.

PAR

FRANÇOIS NOVION

Maître de conférences à l'École Polytechnique
Professeur agrégé d'anglais au Collège Stanislas
et à l'École Supérieure de Commerce.

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1924

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction
réservés pour tous pays.



AVANT-PROPOS

Dans l'histoire générale de l'Europe, la période des quinze années qui ont précédé la Grande Guerre présente un intérêt considérable, non seulement à cause du plaisir que nous éprouvons toujours à passer en revue des événements dont nous avons été témoin, mais surtout en raison même de l'abondance et de l'importance des faits qui s'y sont produits.

Dans l'histoire de l'Angleterre, en particulier, cette période, qui s'étend des derniers jours de Victoria à l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne, revêt un caractère d'importance exceptionnelle. Elle présente, en effet, une évolution de la politique, tant extérieure qu'intérieure, si considérable qu'elle peut surprendre chez une nation généralement si lente à se transformer. D'une part, l'abandon de la politique d'isolement splendide et le rétablissement de l'équilibre européen par la formation de la Triple Entente, — d'autre part, la décadence et la débâcle du gouvernement conservateur, l'avènement du gouvernement libéral instaurant une politique sociale avancée, la suppression quasi totale du rôle de la chambre des Lords, —

font de ces quinze années une des périodes les plus agitées et les plus surprenantes de l'histoire de la politique anglaise.

On comprend donc aisément qu'ils soient nombreux les auteurs qui ont consacré à l'un ou l'autre des faits ayant marqué cette période, des articles de journaux, des études de revues, des ouvrages plus approfondis, voire même des thèses, constituant dès aujourd'hui un ensemble littéraire dont la bibliographie ci-jointe, quelque étendue qu'elle soit, ne prétend donner qu'une faible idée.

Toutefois, à part quelques manuels d'histoire générale de l'Angleterre, où la question est forcément traitée d'une façon très succincte, il n'existe pas, à notre connaissance, d'ouvrage donnant une vue d'ensemble sur toute l'étendue de cette période.

Suivre pas à pas, dans ses causes, son développement et ses manifestations, cette double évolution extérieure et intérieure, — exposer la transformation totale de la politique étrangère de l'Angleterre, son immixtion dans les affaires et les conflits continentaux, — relater la fin presque dramatique d'une période gouvernementale de vingt années, puis les débuts et le développement d'une période gouvernementale nouvelle où devait être modifiée dans ses bases mêmes une constitution séculaire, tel est le but de la présente étude.

Peut-être nous reprochera-t-on de nous être attaqué à une période si proche de nous. C'est « *the history in the making* », l'histoire en formation. Sans doute il est difficile d'écrire l'histoire de faits aussi récents ; nous ne possédons pas encore le recul nécessaire. Nous n'avons pas accès aux documents définitifs et une partie de ceux que nous pouvons consulter ne sont peut-être pas entourés de

toutes les garanties qu'exigent les écrivains qui étudient l'histoire de temps plus éloignés.

Et cependant, en nous servant des documents que nous avons à notre disposition, journaux, revues, ouvrages divers, textes des traités, — en faisant aussi largement appel aux souvenirs que nous avons accumulés au cours d'un séjour ininterrompu de douze années en Angleterre au milieu d'événements que nous avons vécus passionnément, nous avons cru intéressant d'essayer de relater, non pas d'une façon définitive certes, mais dans ses grandes lignes, l'histoire de cette période d'une si surprenante fécondité.

Nous nous sommes abstenu d'entrer dans de trop nombreux détails ; aussi bien le cadre restreint de notre ouvrage nous l'interdisait. Nous n'avons pas non plus la prétention d'avoir rien *découvert*. Faisant abnégation de toutes sympathies ou antipathies personnelles, nous nous sommes borné à collationner et assembler méthodiquement des faits dont la plupart de nos lecteurs ont été témoins et qui se sont passés à des dates et dans des circonstances connues. En les exposant aussi clairement que possible dans leur enchaînement les uns avec les autres, nous nous sommes efforcé de donner, non pas des opinions et des jugements que l'avenir contredirait peut-être, mais un simple compte-rendu général des forces en action et de leurs résultantes.

Un de nos maîtres a dit : « Tout le monde commet des erreurs... ce qui est anormal, c'est d'en commettre beaucoup, constamment, malgré l'effort le plus persévérant pour être exact. »

Le principe de faillibilité étant ainsi admis, nous espérons cependant que cet ouvrage ne renferme qu'un mini-

num d'erreurs et nous souhaitons qu'il puisse servir de base à ceux qui, plus tard, ayant en mains des documents plus nombreux et plus définitifs, auront la curiosité d'étudier d'une façon plus approfondie cette période si importante de l'histoire d'Angleterre.

PREMIÈRE PARTIE

LES DERNIÈRES ANNÉES

DU

GOUVERNEMENT CONSERVATEUR

A

L'Entente Cordiale et l'antagonisme anglo-allemand

CHAPITRE PREMIER

**L'Angleterre à la fin du XIX^e siècle.
Mort de Victoria (22 janvier 1901) —
Avènement d'Edouard VII.**

A l'aurore du vingtième siècle, la vie sociale en Angleterre, agitée, fiévreuse, présente un mélange étrange de gaieté et d'inquiétude, d'assurance et d'anxiété, d'énergie et d'hésitation. Depuis plusieurs années déjà, bien des gens trouvaient quelque peu pesante la contrainte des vertus familiales et domestiques que l'exemple de la vieille reine avait mises à la mode et presque imposées. Aussi, quand l'effacement voulu de la souveraine, son absence affectée de toutes les cérémonies extérieures du gouvernement, permirent de relâcher quelque peu le dogme de morale qui avait sévi si lourdement, beaucoup, et non des moindres par le rang social, se hâtèrent-ils d'en profiter. La prospérité industrielle et commerciale des vingt dernières années leur fournissait d'ailleurs les moyens de se livrer à des plaisirs dont ils avaient été si longtemps privés.

Chez ces gens qui ont hâte de jouir d'une fortune rapidement acquise, la coutume du *week-end* se répand de plus en plus. Aux tranquilles réunions dont les joies de la famille faisaient tous les frais, ont succédé des *parties* autrement animées et autrement coûteuses. Les réceptions dans les

grands hôtels deviennent à la mode. La classe moyenne suit le mouvement et se passionne pour le cricket, le golf, les courses et le jeu ; au théâtre, les *musical comedies*, rarement musicales, plus rarement comiques, servent de prétexte à des exhibitions de jolis décors, de costumes chatoyants et de belles épaules. — La tendance générale se manifeste par une frénésie du clinquant et des fanfreluches chez les classes inférieures qui s'imaginent que c'est là le caractère distinctif du goût et de l'élégance.

L'avènement de la presse à bon marché, dont la valeur réelle est supérieure à ce qu'on pouvait attendre, force les autres journaux à baisser leurs prix. En faisant connaître au public la fortune fabuleusement rapide des grands millionnaires de Kimberley et du Rand, la presse sème dans beaucoup d'esprits des espoirs d'enrichissement facile, des idées de dépense et de luxe. Dans toutes les branches de l'activité financière, la spéculation est intense.

Si l'on s'en tient aux apparences, la situation commerciale est excellente. Les années 1898 et 1899 ont présenté une prospérité sans parallèle. Les filatures travaillent à plein ; la métallurgie est florissante, ainsi que l'industrie des produits chimiques, malgré l'infériorité de son outillage en comparaison de l'outillage allemand. L'agriculture elle-même, malgré la lenteur de ses progrès, semble donner les meilleures espérances. — Le lancement de l'*Oceanic*, de la *White Star Line*, paraît ouvrir une ère nouvelle aux armateurs. — Beaucoup de petites banques se sont amalgamées en grandes sociétés de crédit.

Pas de grèves : les Trade-Unions semblent en décadence. Elles ne comptent guère que 21 0/0 des ouvriers et 12 0/0 des ouvrières. Il existe cependant un projet de Fédération nationale des Trade-Unions et quelques menaces de grève générale se font parfois entendre. On n'y prête guère attention ; la prospérité actuelle de l'Empire britannique est si grande. Le sentiment général s'exprime même avec une certaine fanfaronnade : « We are all imperialists now ! »

s'écrie Joseph Chamberlain, à Birmingham, le 28 janvier 1899. Le succès de l'Angleterre dans l'affaire de Fachoda n'était pas étranger à la diffusion de ce sentiment.

Dans le monde politique, nous trouvons trois partis :

Les Conservateurs jouissent d'une majorité considérable. En présence de l'anxiété que cause la guerre sud-africaine, qui traîne en longueur et a déjà coûté beaucoup d'hommes et beaucoup d'argent, ils se préoccupent assez peu de législation intérieure.

Dans le parti Libéral, une scission s'est produite. Dès le raid Jameson, un certain groupe libéral, qu'on surnomme avec mépris les *Little Englanders*, avait commencé à considérer d'un œil soupçonneux toute politique d'expansion. Il avait désapprouvé la campagne du Soudan et l'annexion qui s'ensuivit et protesté contre la destruction de la tombe du Mahdi. Maintenant certains membres, tels que Campbell-Bannerman et Lloyd George, prononcent au Parlement des discours violents contre la guerre du Transvaal. Les Libéraux impérialistes prennent le point de vue opposé. Invoquant la nécessité des progrès de la civilisation, ils défendent le principe de cette guerre, causée par l'obstination des Boers à refuser aux colons britanniques la représentation au Parlement transvaalien. Lord Rosebery dirige ce groupe, mais est assez mal vu par nombre de Libéraux à cause de son peu de sympathie pour les réformes sociales.

Quant au parti irlandais, constatant la froideur de Lord Rosebery à l'endroit du Home Rule, il s'affranchit peu à peu de ses liens avec les Libéraux.

Cependant le budget de 1901, malgré l'établissement de divers impôts nouveaux dont on espérait tirer 11 millions de livres, prévoyait un déficit net de près de 41 millions. Les dépenses navales et militaires pour 1900-1 s'élevaient à près de 118 millions de livres, alors que l'*income-tax*, par suite des réductions et exemptions trop nombreuses, ne rendait pas ce que la prospérité publique pouvait faire espérer.

En fait, cette prospérité était plus apparente que réelle. Le montant des importations (523 millions de livres en 1900) excédait de beaucoup celui des exportations (354 millions). On avait le sentiment qu'une grande partie du capital employé venait de l'étranger. Des banqueroutes retentissantes et des kracks désastreux bouleversaient le Stock Exchange.

Au point de vue extérieur, tandis que la Conférence de la Paix avait lieu au moment même où toutes les nations se livraient à des expériences militaires, les relations toujours tendues avec la France que l'on taxait d'anglophobie, constituaient une menace constante et, d'autre part, l'Empereur d'Allemagne demandait une augmentation de sa flotte.

A ces circonstances, joignons la tournure défavorable que prenaient les opérations dans l'Afrique du Sud et l'impopularité, soigneusement dissimulée ou combattue cependant, de cette guerre dont on avait dit que jamais l'Angleterre n'était partie en campagne « à un moment où il y eût tant d'incertitude au sujet du *casus belli* » (*Nineteenth Century*, octobre 1899).

Notons aussi le mécontentement général au sujet de l'administration et le discrédit jeté sur les classes dirigeantes, notamment en la personne des officiers anglais. Sans doute, la délivrance de Ladysmith (1), au bout de 5 mois de siège, avait ranimé les courages. Elle avait donné lieu dans toute l'Angleterre, mais particulièrement à Londres à des scènes d'enthousiasme et de joie délirante, surprenantes chez ce peuple généralement si réservé dans la manifestation de ses sentiments. Sans doute aussi, grâce à un appel vibrant au patriotisme impérialiste et à la fierté nationale, le gouvernement conservateur avait été victorieux aux élections « Khaki » de 1900 où il avait pris pour programme la continuation de la guerre jusqu'au bout. 402 unionistes, 186 libéraux et 82 nationalistes étaient nommés au Parlement, ce qui assurait aux unionistes une majorité nette de 134 voix.

(1) Par Sir Redvers Buller et Lord Dundonald, le 28 février 1900.

Et cependant la situation était loin d'être aussi claire que les résultats paraissaient le montrer. Un sentiment d'instabilité planait chez les masses flottantes qu'on appelle en anglais *The man in the street*, et qui, n'ayant pas d'idées politiques arrêtées, passent volontiers d'un parti à l'autre, suivant les intérêts et les émotions du moment, et dont le vote détruit souvent une majorité. Et l'avenir devant rester trouble tant que les questions de politique extérieure n'auraient pas été résolues, une incertitude pénible régnait dans le monde commercial.

Telle était la situation générale de l'Angleterre quand, le 22 janvier 1901, après une courte maladie, la reine Victoria s'éteignit à l'âge de 82 ans. La mort de cette souveraine qui avait restauré l'esprit monarchique dans l'âme du peuple britannique, causa par tout l'empire un deuil réel. « Cette femme qui, dans la situation la plus en vue du monde, avait donné l'exemple le plus remarquable par sa conduite et son caractère, a légué son nom à une époque auprès de laquelle pâlissent les gloires du siècle d'Elisabeth » (Lord Rosebery). — « Elle était aimée par ceux-mêmes qui n'aimaient pas l'Angleterre » (Arthur Balfour) et son règne de 63 ans avait été « le plus profitable qu'on eût jamais vu dans aucune nation et à aucune époque du monde » (Campbell-Bannerman).

Ses funérailles, magnifiques et imposantes, furent une véritable manifestation de la profonde douleur nationale qu'accompagnait la sympathie du monde entier à l'égard de cette reine qui, par sa vie exemplaire, avait inspiré à tous, même à ses ennemis, le respect et la vénération.

Son fils, Albert-Edouard, prince de Galles, lui succéda. Il fit savoir immédiatement qu'il règnerait sous le nom d'Edouard, désirant laisser le nom d'Albert, dans l'histoire d'Angleterre, à son père, le Prince Consort. Pour la première fois depuis 63 ans, la nation anglaise put chanter « *God save the king* », et par session spéciale du Parlement, il fut proclamé « Edouard VII, Roi de Grande-Bretagne et

d'Irlande et de tous les Dominions britanniques au-delà des Mers... » Quelques jours après, le 14 février 1902, il ouvrait solennellement le Parlement.

Né le 9 novembre 1841, il avait eu pour véritable précepteur le Prince Albert qui lui avait inspiré deux traits distinctifs de son propre caractère : la sympathie envers les humbles et les déshérités, et cette universelle curiosité qui le poussait à s'intéresser à toutes les manifestations de l'intelligence de son temps, dans la science, dans la littérature, dans l'industrie et dans l'art. Avant d'entrer à Cambridge, il fit un voyage au Canada, puis aux Etats-Unis où il fut reçu à la Maison-Blanche par le Président Buchanan.

En 1862, il épousa Alexandra, fille aînée de Christian VII, roi de Danemark, que, l'année précédente, au cours d'un voyage et par un hasard sans doute fort bien dirigé, il avait rencontrée dans la cathédrale de Worms.

Très affecté par la mort du Prince Albert survenue en décembre 1862, le Prince Edouard visita l'Egypte et la Palestine, et ce voyage laissa en lui des impressions profondes puisqu'il le refit plus tard en compagnie de sa jeune femme. — En 1875, il accomplit dans l'Inde un voyage officiel, véritable événement historique qui servit de préface au couronnement de sa mère comme Impératrice des Indes.

Ce fut vraiment le seul acte politique officiel auquel il prit part avant son avènement. La reine Victoria, après la mort de son mari, s'était réservé l'action politique et les relations avec ses ministres. Mère ou grand'mère de presque toutes les familles régnantes de l'Europe, se considérant elle-même comme « l'âme visible, la conscience du peuple anglais (1) », et aussi comme un agent hors cadres et hors ligne de la diplomatie britannique, elle avait délégué à son fils et à sa bru les fonctions sociales, levers, réceptions, bals, galas, inaugurations, etc. Pendant quarante ans,

(1) A. FILON. — *L'Angleterre d'Edouard VII.*

le Prince de Galles soutint sans défaillance la fatigue et l'ennui de cette figuration royale (1), grâce à son goût pour le progrès, la nouveauté, les sports, l'art et aussi parce qu'il avait conscience de son propre succès et de sa popularité croissante.

Cette popularité se manifesta nettement chaque fois qu'une circonstance mit ses jours en danger : en 1871, où il eut une attaque de fièvre typhoïde ; — en 1898, où il fut victime d'un accident chez M. F. de Rothschild ; — en 1900, où un attentat fut commis contre lui à Bruxelles.

N'ayant jamais été associé à aucun acte politique important, n'ayant jamais eu part à aucune des hautes fonctions que gardait encore la royauté, il atteignit le jour de son avènement sans que personne, en dehors de son cercle intime, eût pu soupçonner les grandes qualités politiques dont il devait faire preuve. On pouvait donc se demander si le nouveau roi se contenterait d'être seulement roi de nom, laissant toutes les charges de sa fonction à ceux que les indications du Parlement lui feraient appeler au pouvoir, ou si, continuant la tradition de sa mère, il prendrait une part active à la politique étrangère et dans quel sens il l'orienterait.

Le couronnement devait avoir lieu le 26 juin 1902. De toutes les parties de l'Empire et de l'étranger arrivaient des représentants civils et militaires de toutes nationalités et de toutes races qui devaient prendre part à la cérémonie. Entre temps, la paix avait été signée le 31 mai à Vereeniging. L'heureuse terminaison de cette guerre de près de trois ans et l'annexion des deux républiques boers à l'Empire britannique étaient comme le don de joyeux avènement offert par le roi à son peuple.

Subitement, deux jours avant la date fixée, le roi tomba

(1) « Si je pense comme ma mère, parler est inutile ; si je ne pense pas comme elle, parler est criminel ». (Paroles d'Edouard VII, rapportées par le prince de Teck et citées par M. J. Carrère, *L'Empire britannique et le rapprochement franco-anglais*).

très sérieusement malade de pérityphlite et dut être opéré immédiatement. Pendant quelques jours, l'anxiété générale fut grande à son sujet. Enfin, le 29 juin, il était déclaré hors de danger et, après qu'il eût passé sa convalescence à Cowes, dans l'île de Wight, le roi Edouard VII et la reine Alexandra furent couronnés, le 9 août, dans l'abbaye de Westminster. L'heure était venue où, sous la pression des circonstances, l'Angleterre se verrait contrainte de renoncer à son attitude de « splendide isolement » et où des transformations profondes, radicales, allaient s'opérer dans sa politique.

CHAPITRE II

La politique étrangère de la Grande-Bretagne à la fin du règne de Victoria et au début du règne d'Edouard VII.

Les guerres franco-allemande de 1870-71 et russo-turque de 1877 avaient eu pour résultat la rupture de l'équilibre européen au profit de l'Allemagne, dont la prospérité croissante ne pouvait qu'inquiéter la France amoindrie et la Russie menacée. L'hostilité de l'Italie à l'égard de la France depuis l'occupation de la Tunisie, et la formation de la triple alliance austro-germano-italienne de 1882 aggravèrent la situation et rendirent inévitable le rapprochement franco-russe.

Le gouvernement de Londres, loin de voir d'un œil favorable ce rapprochement, avait continué, après 1870 comme avant, à soutenir plus ou moins directement les Etats de l'Europe Centrale contre la France et la Russie. L'Allemagne, unifiée, grandie matériellement et moralement par sa victoire, ne visait encore qu'à la suprématie continentale qui n'intéressait pas particulièrement l'Angleterre. — L'Autriche, embarrassée par ses difficultés intérieures, ne cherchait guère à s'étendre que vers les Balkans, et cette politique servait encore l'Angleterre puis-

qu'elle faisait échec aux ambitions russes. — Donc, la France, d'une part, grande puissance maritime sur l'autre rive de la Manche, grande puissance méditerranéenne depuis sa conquête de l'Algérie et l'établissement de son protectorat sur la Tunisie, et tendant à devenir une grande puissance coloniale, — la Russie, d'autre part, cherchant à obtenir un débouché sur la Méditerranée et à s'étendre indéfiniment vers l'Inde et en Asie en général, — restaient, aux yeux de l'Angleterre, les deux voisines inquiétantes (1) dont il fallait entraver le développement. Telle fut, sous des dehors d'indépendance et de réserve insulaires, l'attitude observée, jusqu'à l'avènement d'Edouard VII, aussi bien par Salisbury que par ses grands continuateurs, Rosebery et Chamberlain.

Partout où la Russie témoigna des velléités d'expansion, elle se heurta aux objections britanniques. Partout où nous voulûmes agir, défendre nos droits, exercer notre influence, conclure des traités, affermir nos conquêtes coloniales, en Tunisie, en Egypte, au Soudan, à Madagascar, au Sénégal, au Dahomey, au Congo, au Siam, en Chine, aux Nouvelles-Hébrides, à Terre-Neuve, nous vîmes se dresser devant nous, tantôt discrets, tantôt nettement exprimés, le mauvais vouloir et l'hostilité du gouvernement anglais. En 1900 même, la France s'était offerte pour rétablir l'ordre au Maroc et avait obtenu l'assentiment de presque toutes les puissances européennes. Elle se heurta à l'opposition très nette de l'Angleterre, peu désireuse de voir s'établir aux portes de la Méditerranée une nation considérée comme hostile, et elle dut laisser le Maroc en proie au chaos et à l'anarchie.

Toute différente avait été l'attitude de l'Angleterre à l'égard de l'Allemagne. Les liens dynastiques qui unissaient les deux pays n'étaient d'ailleurs pas sans influence sur la politique suivie par le gouvernement anglais. Non seu-

(1) Voir l'Appendice à la fin du chapitre.

lement il avait permis, et même favorisé, dans une certaine mesure, la formation de la Triple-Alliance, non seulement il laissait l'Allemagne prendre sur l'Autriche une prépondérance de plus en plus grande ; mais, en 1890, il lui cédait Héligoland dont elle devait faire plus tard une base navale formidable et il appuyait l'expansion de l'Allemagne hors d'Europe. C'est ainsi que le docteur allemand Fisher avait pu accomplir au Maroc des voyages prétendus scientifiques et, en 1888, El Mokri avait été reçu en audience à Berlin. — En Chine, l'Allemagne, mettant à profit le meurtre de deux de ses missionnaires en 1897, s'était fait donner à bail pour 99 ans, en guise de compensation, Kiao-Tchéou et sa baie ; elle avait obtenu de plus la concession de deux chemins de fer et une bande de terrain de 20 kilomètres à droite et à gauche des voies ferrées. Et l'Angleterre n'avait élevé aucune objection. — En 1900, un accord anglo-allemand, dirigé en réalité contre les empiètements de la Russie, assurait l'intégrité de la Chine ; mais l'Allemagne obtenait un agrandissement de ses comptoirs et des monopoles de navigation. — Et Guillaume II, dans un discours prononcé à Elberfeld, parlait de cet accord comme d'une entente avec le plus grand des États *germaniques* en dehors de l'Allemagne.

Déjà, le 9 novembre 1899, Salisbury, au sujet d'un accord anglo-allemand récemment conclu concernant les îles Fidji, avait déclaré. « Nos relations avec la nation allemande sont à l'heure actuelle tout ce que nous pouvons désirer ». — Quelques jours après, J. Chamberlain prononçait à Leicester un discours dans lequel il préconisait la formation d'une alliance entre l'Angleterre, l'Allemagne et les États-Unis. Ce projet, déclara Lord Rosebery, ne fut pas accueilli avec assez de cordialité pour encourager le gouvernement à y persévérer. — Cependant, en février 1901, Chamberlain reprenait son idée sous la forme d'une alliance avec la Triplice. Des difficultés survenues au sujet du retrait des troupes allemandes de Chine firent échouer ce plan.

Ce fut à la fois l'apogée de l'amitié anglo-allemande et le commencement de sa décadence. Le télégramme adressé par Guillaume II au Président Kruger en 1896 avait produit en Angleterre l'effet d'un coup de tonnerre par un ciel bleu (1). Cette impression était encore vivace dans l'esprit de bien des gens. On se souvenait du retentissant voyage, en 1898, à Jérusalem où Guillaume II, tout en se faisant le champion du catholicisme et subventionnant les missions protestantes, s'était déclaré l'ami et le protecteur du Croissant.

Mais, par-dessus tout, l'opinion publique anglaise était blessée de l'attitude de l'Allemagne à l'égard de la guerre du Transvaal. Certes, la plupart des puissances européennes trouvaient cette guerre injuste et cruelle. Mais le ton de la presse allemande était particulièrement acerbe et violent. Non contents de se réjouir des échecs subis par l'armée britannique, certains journaux n'allaient-ils pas jusqu'à déclarer que cette guerre marquait le commencement de la décadence de l'Angleterre épuisée et que l'heure était venue pour l'Allemagne, jeune, bien armée et prospère, de prendre sa place. C'étaient là des allégations que l'orgueil britannique pouvait difficilement supporter.

(1) Voici le texte de ce télégramme : « Je vous adresse mes sincères félicitations pour avoir réussi, sans invoquer les secours des puissances amies, par la seule force de votre peuple, à repousser les bandes armées perturbatrices de la paix, qui avaient envahi votre pays, à rétablir la paix et assurer votre indépendance contre toute attaque du dehors ».

D'après des recherches récemment publiées, il semble bien que ce fameux télégramme ne fut pas envoyé au Président Kruger sur l'initiative isolée de Guillaume II. Cet envoi ne serait, au contraire, que le point culminant d'une véritable machination ourdie contre l'Angleterre par le gouvernement allemand qui espérait bien, — il fit, d'ailleurs à cette époque, des ouvertures très nettes à ce sujet aux gouvernements français et russe, — que la France et la Russie le suivraient dans cette voie. Ces agissements échouèrent complètement et, d'après un entretien de M. Saint-John, ministre de Grande-Bretagne à Berne, avec M. Barrère, ministre de France au même poste, il paraît que Guillaume II, pour éviter une déclaration de guerre par l'Angleterre, fut obligé de faire au gouvernement anglais les plus complètes excuses. — Consulter à ce sujet : E. Bourgeois et G. Pagès ; *les Origines et les Responsabilités de la Grande Guerre*.

Cette antipathie très nette de la nation allemande ne s'était pas manifestée que par le ton de la presse, voire même par celui de certains discours prononcés au Reichstag et ailleurs. Edouard VII avait pu la constater lui-même quand il s'était rendu à Kronberg, le 23 février 1901, au chevet de sa sœur malade, l'Impératrice Frédéric, puis au mois d'août suivant, à Wilhelmshoehe, lors de ses funérailles. L'accueil non seulement glacial, mais souvent hostile, qui lui avait été fait en ces occasions, ne lui avait laissé aucune illusion sur les sentiments des populations dont il était l'hôte.

A l'esprit du peuple anglais montait le souvenir d'événements auxquels on n'avait pas pris garde tout d'abord. A diverses reprises, l'Allemagne avait tenté un rapprochement avec la France : en 1895, lors de la guerre sino-japonaise ; en 1897, à l'occasion d'un accord concernant le Togo. — Chaque fois que quelque catastrophe avait mis la France en deuil, Guillaume II n'avait pas manqué d'envoyer des télégrammes de sympathie. — Bien mieux, au cours d'une visite qu'il avait faite à bord de l'*Iphigénie*, alors en croisière en Norvège, n'avait-il pas été jusqu'à exprimer le plaisir que cette visite donnait à son cœur de marin et de « camarade » !

En mars 1901, des divergences d'interprétation au sujet de l'accord de 1900 concernant l'intégrité de la Chine, s'élevèrent entre le gouvernement de Londres et celui de Berlin qui semblait favoriser la Russie dans sa politique mandchourienne. — On commençait à voir d'un œil inquiet l'influence de plus en plus envahissante que l'Allemagne, grâce à de nombreuses sociétés plus ou moins pangermanistes, exerçait sur l'Autriche. — Enfin les amabilités que Guillaume II prodiguait à Abdul-Hamid, et les concessions commerciales, mais surtout celles du chemin de fer de Bagdad, — route la plus courte de l'Europe aux Indes et vers l'Extrême-Orient, — que cette attitude avait procurées à l'Allemagne, accentuaient encore l'in-

disposition de l'Angleterre à l'égard de son ancienne amie.

Un incident grave vint déterminer le revirement des sentiments de la nation anglaise. Le 25 octobre 1901, dans un discours prononcé à Edimbourg, Chamberlain, excédé des attaques violentes de la presse et des orateurs allemands contre la guerre sud-africaine, avait dit : « A « tout ce que nous pourrons faire, nous pourrons trouver « des précédents dans les actes de ces nations qui critiquent « aujourd'hui notre « barbarie » et notre « cruauté » ; mais « nous n'avons jamais rien fait qui approche des exemples « qu'elles nous ont donnés en Pologne, au Caucase, au « Tonkin, en Algérie, en Bosnie, et surtout dans la guerre « franco-allemande. » A cette attaque directe, le comte von Bülow avait répliqué le 8 janvier par un discours cinglant qu'il terminait ainsi : « Dans cet ordre de choses, rappelons- « nous la remarque de Frédéric le Grand qui, apprenant « qu'on l'avait attaqué ainsi que l'armée prussienne, « répondit : « Laissez cet homme tranquille et ne vous « inquiétez pas ; il mord sur du granit. » — Herr Liebermann von Sonnenberg avait même été jusqu'à traiter Chamberlain de « coquin le plus odieux que Dieu eût jamais vu sur la terre », et les soldats anglais de « bandes de brigands et troupeaux de voleurs ».

A la suite de ces événements, l'amitié se transforma en haine et l'Angleterre, à qui ses difficultés et ses revers dans le Sud-Afrique avaient révélé certaines de ses faiblesses, commença à comprendre de quel côté était vraiment pour elle le danger. Dès lors, les deux pays, jadis si intimes, étaient moralement, sinon officiellement séparés. La reine Victoria n'était plus là pour interposer son influence maternelle et son autorité diplomatique, et les sympathies personnelles d'Édouard VII l'inclinaient plutôt vers la France que vers l'Allemagne.

Victoria, par l'application et l'intelligence qu'elle avait concentrées sur l'exercice de ses fonctions, avait acquis

une expérience continue, plus vaste, plus compréhensive que celle d'aucun de ses ministres. Un seul coup d'œil rétrospectif sur une époque ou une autre de son long règne lui permettait de juger immédiatement les avantages et les inconvénients, les mérites et les fautes d'une ligne de conduite politique. Mais, plus occupée, plus intéressée surtout par l'évolution intérieure de l'État, appliquant toute son adresse et son autorité à défendre les prérogatives royales contre les empiètements du parlementarisme, elle s'immisça le moins possible dans les conflits européens, si ce n'est pour satisfaire des sympathies allemandes vers lesquelles son hérédité, son mariage et son affection maternelle l'entraînaient.

Édouard VII, spectateur du règne de sa mère, avait, au cours de ses quarante années de représentation royale, tout observé et tout appris des nations européennes, de leurs gouvernements et de leur diplomatie. Il savait le secret de leurs forces et de leurs faiblesses. Il connaissait aussi la force et la faiblesse de l'Angleterre et avait pu constater qu'à l'époque de son avènement, si l'Angleterre était respectée de tous en raison de sa puissance, elle était aussi détestée de tous ou presque tous. Son sens psychologique lui faisait distinguer parmi tous ces ennemis ceux qui n'étaient brouillés avec l'Angleterre que pour des griefs d'ordre moral ou sentimental aisément remédiables. Mais il voyait aussi une grande nation, la dernière venue parmi les nations européennes, s'avancer, ardente, travailleuse, tenace et disciplinée, belliqueuse aussi, fière déjà de ses succès et de sa prospérité, et ne dissimulant plus ses espoirs et ses ambitions. Or ces ambitions ne tendaient à rien moins qu'à ravir à l'Angleterre la première place dans le monde. Aussi le programme politique d'Édouard VII se trouva-t-il établi et, pour ainsi dire, imposé dès les premiers jours de son règne : abandonner le « splendide isolement », se rapprocher de la France et de la Russie et rétablir, par des moyens pacifiques, l'équilibre européen.

Edouard VII comprenait cependant quel cataclysme serait un conflit armé entre l'Angleterre et l'Allemagne. Aussi, loin de donner prise à la méfiance, il sut, au début de son règne en particulier, cacher ses sentiments personnels, et conserva toujours avec son neveu des relations non seulement courtoises, mais parfaitement cordiales. Quand Guillaume II vint à Londres, lors des funérailles de Victoria, il fut nommé maréchal de l'armée anglaise, tandis que le Kronprinz recevait l'Ordre de la Jarretière. En quittant l'Angleterre, Guillaume II fut même l'objet d'une véritable ovation populaire. Il est vrai que, de son côté, il avait essayé d'effacer l'impression pénible du fameux télégramme de 1896. A l'occasion de l'entrée des troupes britanniques à Prétoria, il avait adressé à la reine Victoria un télégramme de félicitations. — En 1900, il a une entrevue avec le Prince de Galles à Altona ; il refuse de recevoir à Berlin le Président Krüger lors de sa tournée continentale à la recherche d'une puissance médiatrice et, plus tard, il déclare hautement, dans les journaux anglais eux-mêmes, qu'il n'a jamais eu à l'égard de l'Angleterre une attitude hostile.

En janvier 1902, il envoie à Londres le chef de son cabinet naval, l'amiral von Senden Bibran avec une lettre autographe pour le roi et, le 26 du même mois, il fait une réception très cordiale au Prince de Galles venu à Berlin pour fêter son anniversaire et le nomme colonel des cuirassiers rhénans. — Peu de temps après, Edouard VII envoie à Guillaume II la copie d'un portrait de Frédéric le Grand qui se trouvait au château de Windsor. — En juin, Guillaume II confère à Edouard VII le grade de grand-amiral de la marine allemande. — En août, le duc de Cambridge assiste à l'inauguration, en présence du Kaiser et de sa famille, d'un monument élevé à la mémoire de l'Impératrice Frédéric. — En septembre, M. Brodrick, ministre de la guerre, Lord Roberts et deux généraux anglais assistent aux grandes manœuvres allemandes à Francfort-sur-l'Oder. — Le

16 octobre, les généraux boers arrivent à Berlin ; ils sont accueillis avec enthousiasme par la population. Mais Guillaume II refuse de les recevoir tant qu'ils ne seront pas présentés par l'ambassadeur de Grande-Bretagne. — En novembre, Guillaume II inspecte à Shorncliffe son régiment, le 1^{er} Dragons, et de là va fêter l'anniversaire du roi à Sandringham où il a des entrevues cordiales avec les membres du Gouvernement. C'est à la suite de ce voyage qu'en décembre 1902, l'Angleterre et l'Allemagne firent de concert une démonstration navale contre le Vénézuéla, à l'appui de diverses revendications financières et commerciales (1).

Quelques nuages assombrissent cependant ces aménités officielles réciproques. En 1901, l'Angleterre avait nettement pris position au sujet du chemin de fer de Bagdad dont l'Allemagne avait obtenu la concession en 1899. Le terminus des chemins de fer devait être Koweït, sur le golfe Persique, et en 1901, des troupes turques avaient été envoyées pour y débarquer et occuper la ville. Mais le gouvernement anglais ayant refusé de reconnaître la suzeraineté du Sultan sur le Scheik de Koweït, un navire de guerre anglais s'était opposé à l'opération.

L'Allemagne, frustrée dans ses espoirs ambitieux et pressentant peut-être déjà l'isolement dans lequel l'orientation nouvelle de la politique anglaise allait la placer, tenta alors de se rapprocher des Etats-Unis. La presse officieuse allemande prétendit qu'au moment de la guerre de Cuba, le gouvernement britannique avait essayé d'organiser une action collective des Puissances en vue de désapprouver la politique américaine, et que cette tentative n'avait échoué que grâce au refus de l'Allemagne d'y

(1) Cette démonstration collective suscita dans l'opinion publique des protestations véhémentes dont la *Navy League*, le *Times* et le *Spectator* se firent les interprètes. A cette occasion, R. Kipling publia un poème dans lequel il dénonce cet « engagement secret... signé avec notre ennemi déclaré. »

coopérer. Lord Cranbourne, en janvier 1902, prouva à la Chambre des Communes la fausseté de cette allégation.

Guillaume II pensa alors qu'une visite de son propre frère, le Prince Henri, grand-amiral de la flotte allemande, aurait plus de succès pour opérer le rapprochement désiré avec le gouvernement de Washington. Le prince arriva en Amérique le 22 février 1902, produisit au cours de sa tournée une excellente impression de franchise et de courtoisie et, dans un dîner qui lui fut offert à New York par la presse américaine, énonça sans ambages le but officiel de sa mission. — Le 25 février, il avait pris part, en qualité de parrain, au baptême du *Météor*, yacht de course de Guillaume II ; miss Alice Roosevelt, fille du Président, était la marraine. — Et Guillaume II, pour remercier les Etats-Unis de la réception dont son frère avait été l'objet, fit à la démocratie américaine ce don étrange d'une « statue de Frédéric le Grand pour être érigée à Washington ». — Mais ces diverses tentatives de rapprochement n'avaient provoqué aux Etats-Unis aucun enthousiasme.

Les relations officielles anglo-allemandes, cependant, restèrent empreintes du caractère de courtoisie qu'Edouard VII leur conserva soigneusement et, au début de 1903, le comte von Bülow pouvait déclarer au Reichstag : « Nos « relations gardent le caractère amical qu'elles ont depuis « longtemps. J'espère qu'avec le temps l'opinion publique « en Allemagne et en Angleterre se laissera guider par la « même pensée. »

APPENDICE

Bien que cela soit en dehors du cadre de notre étude, il est impossible de ne pas mentionner ici les accords secrets qui ont précédé, accompagné ou suivi le renouvellement de la Triple Alliance, conclu le 20 février 1887, à Berlin, après de laborieuses négociations.

Ces accords viennent d'être révélés dans « Les traités politiques secrets de l'Autriche-Hongrie (1879-1914), d'après les documents des

archives d'Etat de Vienne, publiés et commentés par A. F. Pribram » (Tome I, p. 49 et suivantes).

Ils instauraient un véritable système d'alliances, destiné à s'opposer à toute velléité d'expansion de la France dans la Méditerranée et de la Russie en Orient.

Ce sont :

I. Note italienne au Gouvernement de la Grande-Bretagne, en date du 12 février 1887, Londres : «...1° On maintiendra autant que possible le *statu quo* dans la Méditerranée ainsi que dans l'Adriatique, la mer Egée et la mer Noire. On aura par conséquent soin de surveiller et au besoin d'empêcher tout changement qui, sous la forme d'annexion, occupation, protectorat ou d'une toute autre manière quelconque, porterait atteinte à la situation actuelle au détriment des deux puissances. — 3° L'Italie est toute prête à appuyer l'œuvre de la Grande-Bretagne en Egypte. La Grande-Bretagne à son tour est disposée à appuyer, en cas d'envahissement de la part d'une tierce puissance, l'action de l'Italie sur tout autre point quelconque du littoral nord d'Afrique, et notamment dans la Tripolitaine et la Cyrénaïque. — 4°... l'Italie et l'Angleterre se promettent appui mutuel dans la Méditerranée pour tout différent qui surgirait entre l'une d'elles et une tierce puissance... »

II. Note correspondante de la Grande-Bretagne au Gouvernement italien, en date du 12 février 1887, Londres : «... le Gouvernement de Sa Majesté désire agir dans le concert et l'accord le plus étroit avec celui de l'Italie. Les deux puissances désirent que les rivages de l'Euxin, de la mer Egée, de l'Adriatique et de la côte nord de l'Afrique restent dans les mêmes mains qu'actuellement. Si, par suite d'événements funestes, il devient impossible de maintenir le *statu quo* absolu, les deux puissances désirent qu'il n'y ait pas d'extension de la domination d'une autre grande puissance sur une partie quelconque de ces côtes... »

III. Accession de l'Autriche-Hongrie à cette convention, en date du 24 mars 1887, Londres : «... le Gouvernement austro-hongrois se félicite particulièrement du rapprochement entre l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie et de la consolidation des rapports réciproques qui en résultent... Mon Gouvernement a la conviction que l'Angleterre et l'Autriche-Hongrie ont les mêmes intérêts en ce qui concerne l'ensemble de la question d'Orient, et dès lors les mêmes besoins d'y maintenir autant que possible le *statu quo*, d'empêcher l'extension d'une puissance au détriment des autres et par conséquent d'agir de concert pour faire valoir ces principes cardinaux de leur politique... »

IV. Acceptation de cette accession par l'Italie, en date du 24 mars 1887, Londres : «... Je m'empresse d'accepter au nom du Gouvernement de Sa Majesté le Roi, l'adhésion de celui de Sa Majesté l'Empereur, à l'entente italo-anglaise..

V. Acceptation de cette accession par la Grande-Bretagne, en date du 24 mars 1887, Londres : «... en ce qui concerne les territoires riverains des mers dont la situation politique touche plus spécialement aux

intérêts de l'empire austro-hongrois, les buts de la politique anglaise et de la politique autrichienne sont les mêmes... Sans déterminer à l'avance le caractère que la coopération des deux puissances devrait prendre dans chaque éventualité particulière, les efforts du gouvernement de Sa Majesté, en harmonie avec ceux du Gouvernement austro-hongrois, tendront constamment à assurer dans ces régions, aussi longtemps que possible, le maintien du *statu quo*, et si malheureusement cela cessait d'être possible, à empêcher le développement d'une nouvelle domination hostile aux intérêts des deux pays... »

VI. Traité séparé entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, en date du 20 février 1887. Berlin. — Art. I. Les hautes parties contractantes n'ayant en vue que le maintien, autant que possible, du *statu quo* territorial en Orient, s'engagent à user de leur influence pour prévenir toute modification territoriale qui porterait dommage à l'une ou à l'autre des puissances signataires du présent traité. Elles se communiqueront tous les renseignements de nature à s'éclairer mutuellement sur leurs propres dispositions, ainsi que sur celles d'autres puissances. Toutefois, dans le cas où, par suite des événements, le maintien du *statu quo* dans les régions des Balkans ou des côtes et îles ottomanes dans l'Adriatique et dans la mer Egée deviendrait impossible et que, soit en conséquence de l'action d'une puissance tierce, soit autrement, l'Autriche-Hongrie ou l'Italie se verraient dans la nécessité de le modifier par une occupation temporaire ou permanente de leur part, cette occupation n'aura lieu qu'après un accord préalable entre les deux susdites puissances, basé sur le principe d'une compensation réciproque pour tout avantage territorial ou autre que chacune d'elles obtiendrait en sus du *statu quo* actuel, et donnant satisfaction aux intérêts et aux prétentions bien fondées des deux parties...

VII. Traité séparé entre l'empire allemand et l'Italie, en date du 20 février 1887, Berlin. — Art. III. S'il arrivait que la France fit acte d'étendre son occupation ou bien son protectorat ou sa souveraineté, sous une forme quelconque, sur les territoires nord-africains, soit du vilayet de Tripoli, soit de l'empire marocain, et qu'en conséquence de ce fait l'Italie crût devoir, pour sauvegarder sa position dans la Méditerranée, entreprendre elle-même une action sur lesdits territoires nord-africains, ou bien recourir sur le territoire français en Europe, aux mesures extrêmes, l'état de guerre qui s'ensuivrait entre l'Italie et la France constituerait *ipso facto*, sur la demande de l'Italie et à la charge commune des deux alliés, le *casus fœderis* avec tous les effets prévus par les articles II et V du susdit traité (*) du 20 mai 1882, comme si pareille éventualité y était expressément visée. — Art. IV. Si les chances de la guerre entreprise en commun contre la France amenaient l'Italie à rechercher des garanties territoriales à l'égard de la France pour la sécurité des frontières du royaume et de sa

(*) Ce traité séparé, ainsi que le précédent, furent conclus en même temps et signés le même jour que le deuxième traité de la Triple-Alliance.

position maritime, ainsi qu'en vue de la stabilité de la paix, l'Allemagne n'y mettra aucun obstacle et, au besoin, et dans une mesure compatible avec les circonstances, s'appliquera à faciliter les moyens d'atteindre un semblable but.

VIII. Note espagnole au gouvernement italien, en date du 4 mai 1887, Madrid. — «... 1^o l'Espagne ne se prêtera envers la France, en ce qui concerne entre autres les territoires nord-africains, à aucun traité ou arrangement politique quelconque, qui serait directement ou indirectement dirigé contre l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche, ou contre l'une ou l'autre de ces puissances. — ... 3^o En vue des intérêts engagés dans la Méditerranée et dans le but principal d'y maintenir le *statu quo* actuel, l'Espagne et l'Italie se tiendront sur ce sujet en communication, en se faisant part de tout renseignement propre à éclairer sur leurs dispositions respectives, ainsi que sur celles des autres puissances. »

IX. Note italienne correspondante au gouvernement espagnol, en date du 4 mai 1887, Madrid : «... le Gouvernement du roi se réserve, en même temps, d'examiner, en plein accord avec les gouvernements de LI. MM. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, et l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie, si et dans quelle mesure, il y aurait lieu, selon les circonstances, de se concerter ultérieurement avec le cabinet de Madrid, pour mieux assurer encore le but que lui aussi se propose. En attendant, le Gouvernement de Sa Majesté... considère comme entrant dès aujourd'hui en vigueur, et pour une durée de quatre ans, l'accord secret établi par le présent échange de notes... »

X. Déclaration d'accession austro-hongroise à cette convention, en date du 5 mai 1887, Vienne. — «... Le soussigné témoigne sa satisfaction que les négociations aient abouti à un résultat de nature à assurer le concours de l'Espagne à la réalisation du programme de paix et de conservation dont s'inspirent les gouvernements d'Autriche-Hongrie et d'Italie... »

XI. Note austro-hongroise au Gouvernement de la Grande-Bretagne en date du 12 décembre 1887, Londres. — «... Le Gouvernement de S. M. I. et R. A. est tombé d'accord avec le Gouvernement d'Italie pour proposer au Gouvernement de la Grande-Bretagne l'adoption des points suivants : «... 2^o Maintien du *statu quo* en Orient fondé sur les traités à l'exclusion de toute politique de compensations. — 3^o Maintien des autonomies locales établies par ces mêmes traités. — 4^o Indépendance de la Turquie gardienne d'intérêts européens (indépendance du Kalifat, liberté des détroits, etc.) de toute influence étrangère prépondérante. — 5^o Par conséquent la Turquie ne peut ni céder, ni déléguer ses droits suzerains sur la Bulgarie à une autre puissance, ni intervenir pour y établir une administration étrangère, ni tolérer des actes de coercition entrepris dans ce dernier but, sous forme soit d'occupation militaire, soit d'envois de volontaires. De même la Turquie, constituée par les traités gardienne des détroits, ne pourrait non plus céder aucune portion de ses droits souverains, ni déléguer ses pouvoirs à aucune autre puissance en Asie-Mineure. — 7^o En cas de résistance de la Turquie à

des entreprises illégales, telles qu'elles se trouvent indiquées à l'art. V, les trois puissances se mettront aussitôt d'accord sur les mesures à prendre pour faire respecter l'indépendance de l'empire ottoman et l'intégrité de son territoire, telles qu'elles sont consacrées par les traités antérieurs. — 8° Si cependant la conduite de la Porte, de l'avis des trois puissances, prenait le caractère de complicité ou de connivence avec une pareille entreprise illégale, les trois puissances se considéreront comme justifiées par les traités existants à procéder, soit conjointement, soit séparément, à l'occupation provisoire par leurs forces de terre ou de mer de tels points du territoire ottoman qu'elles reconnaîtront d'accord nécessaire d'occuper à l'effet d'assurer les buts déterminés par les traités antérieurs. — 9° L'existence et le contenu du présent accord entre les trois puissances ne devront être révélés ni à la Turquie ni à d'autres puissances qui n'en auraient déjà été informées sans le consentement antérieur de toutes et de chacune des trois puissances susdites... »

XII. Note britannique correspondante au gouvernement austro-hongrois, en date du 12 décembre 1887, Londres : «... le secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères de Sa Majesté... est chargé par le Gouvernement de Sa Majesté de faire part au gouvernement austro-hongrois de son entière adhésion aux neuf points récapitulés dans la note identique des deux puissances (Autriche-Hongrie et Italie), c'est-à-dire... » (suit la répétition des neuf points contenus dans la note précédente).

XIII. Note italienne correspondante au gouvernement austro-hongrois, en date du 16 décembre 1887, Vienne.

CHAPITRE III

Les causes de l'antagonisme anglo-allemand.

Les espoirs d'une entente anglo-allemande exprimés par le comte von Bülow ne se réalisèrent pas.

Outre les raisons d'ordre moral ou politique que nous avons déjà exposées, il existait en effet d'autres raisons, d'ordre économique, voire même de sécurité nationale, que jusqu'alors, par orgueil et par confiance en sa suprématie incontestée, l'Angleterre n'avait pas prises en considération et sur lesquelles elle venait enfin d'ouvrir les yeux.

En 20 ans, l'Allemagne était devenue une puissance commerciale, agricole, industrielle et maritime, capable de faire concurrence aux vieilles nations européennes, et qui, par ses progrès rapides, menaçait d'enlever à l'Angleterre elle-même la prépondérance qu'elle possédait depuis si longtemps. Dès 1885, une commission parlementaire nommée à l'effet d'enquêter sur la diminution de l'activité industrielle et commerciale de l'Angleterre, avait signalé la rivalité et la concurrence de plus en plus grandes de l'Allemagne.

En 25 ans, de 1875 à 1900, la production de la houille en Allemagne avait plus que quintuplé. — En 20 ans, de 1875 à 1895, la production du fer avait plus que doublé ; en 5 ans, de 1895 à 1900, celle de la fonte et de l'acier avait augmenté de 50 0/0. — En 1870, les industries métallurgiques occupaient 170.000 ouvriers. En 1900, elles en

occupaient plus d'un million. Aussi, du quatrième rang qu'elle tenait en 1870, parmi les grandes puissances, au point de vue commercial, l'Allemagne était-elle passée au deuxième rang en 1900 où son commerce général avait atteint 10.795.593.000 marks (importations : 6.042.992.000 ; exportations : 4.752.601.000).

L'accroissement formidable de sa population était à lui seul une menace. De 35 millions d'habitants en 1850, cette population était montée à 56 millions en 1900 ; tandis que celle du Royaume-Uni qui, en 1851, était de 27 millions, n'atteignait pas 42 millions en 1901.

Au point de vue maritime, les progrès de l'Allemagne n'étaient pas moins inquiétants. Certes, l'Angleterre conservait, et de loin, le premier rang ; mais l'Allemagne qui, en 1870, ne tenait que le cinquième rang, était devenue en 1902, la deuxième puissance maritime du globe. Sa flotte marchande dont le tonnage excédait de beaucoup celui de ses propres besoins, faisait maintenant une concurrence redoutable à la flotte anglaise sur toutes les grandes routes maritimes du monde.

L'année 1902 fut pour l'Angleterre une année de prospérité commerciale sans précédent. Son commerce général se monta à £ 878.210.948 (importations £ 528.860.284 ; exportations et réexportations £ 349.350.664) :

Or, cette situation, bien que très satisfaisante en apparence, n'était pas ce qu'elle aurait dû être. L'Angleterre ne tenait plus l'avance qu'elle avait autrefois sur les autres nations. Alors que l'Allemagne voyait ses industries se créer ou se développer avec une rapidité surprenante, l'Angleterre constatait au contraire chez elle un ralentissement de la progression d'autrefois. La valeur de ses produits métallurgiques qui, en 1892, était déjà de 46 millions de livres n'était en 1902 que de 48 millions ; et cette même année 1902, malgré la prospérité générale, l'industrie des constructions navales, si importantes pour l'Angleterre, traversait une crise inquiétante.

Partout, et même en Angleterre, malgré le stigmate « *made in Germany* », les produits allemands concurrençaient les marchandises anglaises. Ils étaient toujours meilleur marché, en conséquence des prix moins élevés de la main-d'œuvre allemande, et souvent de meilleure qualité à cause de l'instruction technique plus répandue et mieux organisée qu'en Angleterre, et aussi parce que l'industriel allemand allait étudier, à l'étranger, d'abord les procédés de fabrication de ses concurrents et ensuite les besoins de sa future clientèle. — De tous les coins du monde, les agents consulaires anglais signalaient la difficulté avec laquelle les produits anglais luttaienent contre les produits allemands. A Sheffield même, le commis-voyageur allemand réussissait à placer de la coutellerie allemande.

Mais, par dessus tous ces motifs d'inquiétude, se dressait une considération qui intéressait dès cette époque la sécurité de l'Angleterre et qui, dans un avenir plus ou moins rapproché, mettrait en question, non plus sa suprématie, mais son existence même.

Depuis de nombreuses années, mais surtout depuis le *Naval Defence Act* voté en 1889, la Grande-Bretagne avait fait d'énormes sacrifices afin de créer la marine nécessaire pour la défense de ses propres côtes et de son empire colonial et pour assurer à son commerce la liberté des mers. En 1893, ses dépenses navales se montaient à £ 14.000.000. En 1901-2, son budget naval s'élevait à £ 30.875.500, et, en 1902-3, il atteignait £ 31.255.000. — En 1896, Lord Goschen avait posé le principe du *two-power standard*, à savoir que la Grande-Bretagne devait posséder « une flotte capable de se mesurer avec celles de deux puissances quelconques ».

Or, en 1883, le budget naval allemand était de 45 millions de francs. En 1890-91, il avait plus que doublé (98 millions). En 1896-97, la *Ligue Pangermaniste* et le *Flottenverein* (ligue maritime) inaugurent une campagne

systématique en faveur d'une flotte puissante. Le Kaiser nomme l'amiral von Tirpitz au ministère de la marine et le comte von Bülow à celui des Affaires Etrangères. — En 1897-98, le budget naval atteint 146 millions. — Le 14 juin 1898, la grande loi navale est votée, en application de laquelle la flotte allemande comprendrait, en 1920, 38 cuirassés de 10.500 tonnes, 14 croiseurs-cuirassés de 8000 tonnes, 38 croiseurs protégés et 96 contre-torpilleurs. — En 1900, von Tirpitz fait voter un budget de 185 millions qui prévoit la mise en chantier tous les ans de 2 cuirassés, 1 grand croiseur et 3 petits croiseurs, « pour le service hors des eaux métropolitaines ». — Enfin, en 1902, le budget naval allemand s'élève à 250 millions.

Comment l'Angleterre ne se serait-elle pas émue de ce développement intense et continu d'une force navale que ne justifiaient ni l'étendue des côtes à défendre, ni l'importance des colonies à protéger. « *Unsere Zukunft ist auf dem Wasser* » (notre avenir est sur l'eau), avait dit Guillaume II (1). Et le baron Marschall avait déclaré : « Nous voulons que l'épée allemande soit tranchante sur terre et sur mer ». — Entre l'Angleterre et l'Allemagne, la rivalité économique, industrielle et navale, avait creusé un fossé profond. Dès 1902, l'Angleterre voyait poindre le jour où l'Allemagne, déjà grande puissance commerciale et devenue sa concurrente maritime, ne se contentant plus des déchets de territoires incultes ou malsains, négligés par l'Angleterre et la France en Afrique, chercherait à se tailler à elle-même un empire colonial aux dépens des autres. L'Angleterre n'avait plus aucune raison de penser qu'alors son propre empire serait épargné par les appétits allemands. Dès 1902, et malgré toutes les affirmations officielles du contraire, l'ennemie pour l'Angleterre, ce n'était plus, comme autrefois, la France ou la Russie, c'était l'Allemagne.

(1) Le 23 septembre 1890 à l'inauguration du nouveau port de Stettin.

CHAPITRE IV

Edouard VII inaugure une politique nouvelle. L'Entente Cordiale.

En présence de la situation que nous venons d'exposer, on comprend que le gouvernement anglais, renonçant à l'isolement hautain qui avait caractérisé la politique extérieure du règne de Victoria, ait cherché à se rapprocher des autres grandes nations européennes qui, toutes ou presque toutes, éprouvaient alors, à l'égard de l'Angleterre une profonde antipathie. Il eut la chance de trouver en Edouard VII « un ambassadeur de génie » (1), qui consacra à l'accomplissement de cette tâche ardue et délicate son incomparable expérience de quarante années de services officiels, accrue et, pour ainsi dire, mise au point par « deux années d'études et de préparatifs, 1901-1903 » (2).

Le 2 avril 1903, Edouard VII débarque à Lisbonne où il resserre la vieille amitié anglo-portugaise et rassure l'opinion publique en démentant certains bruits concernant l'acquisition par l'Angleterre de la colonie portugaise de Delagoa-Bay.

De là, il se rend, le 16 avril, à Malte qu'aucun souve-

(1) J. BARDOUX. — *Victoria I^{re}, Edouard VII, George V.*

(2) V. BÉRARD. — *L'œuvre d'Edouard VII.*

rain anglais n'avait jamais visitée. Par des paroles adroites et des promesses, bientôt réalisées d'ailleurs, il trouve le moyen d'y raffermir un loyalisme jusqu'alors très précaire.

Il visite ensuite l'Italie (23-30 avril). Le renouvellement de la Triple Alliance avait été signé le 28 juin 1902, et en août, le jeune roi Victor-Emmanuel III avait été reçu par Guillaume II à Berlin. Le voyage d'Edouard VII avait donc une importance toute particulière, accentuée encore par le récent rapprochement franco-italien. Non seulement Edouard VII sut conquérir la sympathie et l'amitié de Victor-Emmanuel, mais, par une diplomatie remarquable, il réussit, lui, chef de l'Eglise anglicane, à avoir, le 29 avril, avec le pape Léon XIII, une longue et fertile entrevue, sans blesser en rien les susceptibilités de la nation italienne.

C'est le 1^{er} mai 1903 qu'Edouard VII arriva à Paris. Sans doute, dans les relations officielles des deux pays, une détente sensible s'était produite depuis le début du nouveau règne. M. Paul Cambon avait, en décembre 1898, succédé au baron de Courcel à l'ambassade de France, et Lord Lansdowne qui, en novembre 1900, avait pris la direction des Affaires Etrangères et comprenait la menace que représentait pour la Grande-Bretagne l'expansion allemande, était assez favorable à la France. — En 1901, l'extension de nos concessions à Shanghai avait fait l'objet d'un accord amiable. Mais, dans la population française, le souvenir de Fachoda avait laissé une impression de méfiance et d'amertume. Certaine fraction politique affichait même une attitude franchement hostile à l'Angleterre. Résumant les sentiments de la nation, E. Lavisse avait pu dire : « Per-
« sonne en France, si ce n'est une très petite bande de fous,
« ne souhaite une guerre avec l'Angleterre. Tout ce que ce
« pays compte de gens éclairés répugne à l'idée d'une si
« criminelle et barbare folie. Mais il est certain que des
« sentiments d'antipathie nationale qui sommeillaient dans
« la masse se réveillent, et voici que les gens sensés sont

« réduits à considérer comme possible la folie barbare et « criminelle (1) ».

D'autre part, la population française se demandait si, dans ce roi qui allait être son hôte, elle retrouverait son ancien favori, le Prince de Galles, dont, en 1899, M. (depuis Sir) Thomas Barclay, président de la Chambre de Commerce britannique à Paris et l'un des grands artisans de l'Entente Cordiale, avait dit : « Il n'y a pas en France, « même parmi les Français, d'homme plus populaire que « le Prince de Galles. S'il existe au monde un homme qui, « par un seul mot, ait le pouvoir de conquérir les bonnes « grâces de la nation française tout entière, c'est lui. »

L'accueil fait au roi à son arrivée fut poli et réservé. Les toasts échangés, le soir, au dîner de l'Elysée, furent froids. Mais Édouard VII s'était promis de faire aimer l'Angleterre en se faisant aimer lui-même. Le 2 mai, un dîner lui fut offert par la Chambre de Commerce britannique qui avait pris l'initiative du rapprochement anglo-français. Dans son discours, il prononça les mots décisifs : « La divine Provi- « dence a voulu que la France fût notre proche voisine et, « j'ose l'espérer, notre meilleure amie. Il n'est pas deux « nations au monde que leur prospérité fasse plus intime- « ment solidaires l'une de l'autre. Il est possible qu'il y ait « eu dans le passé des malentendus et des causes de « dissentiment ; mais ces différences, sont, j'en suis certain, « heureusement dissipées et oubliées. Je suis persuadé que « l'amitié et l'admiration que nous éprouvons tous pour la « nation française et pour ses glorieuses traditions peuvent, « dans un avenir prochain, se transformer en un senti- « ment de profonde et sincère affection entre les deux « pays. C'est le but de tous mes désirs et je compte sur « vous, Messieurs, qui résidez dans cette belle ville et « recevez l'hospitalité de la République française, pour « m'aider à atteindre ce résultat ».

(1) E. LAVISSE. *Revue de Paris*, janvier 1901.

Ces paroles allèrent au cœur même de la population. A l'Hôtel de Ville, le roi répondit en français au discours de bienvenue qui lui fut adressé par le Président du Conseil Municipal. « Je n'oublierai jamais, dit-il, ma visite « à votre charmante ville. Je puis vous assurer que c'est « avec le plus grand plaisir que je reviens à Paris où je me « trouve toujours comme si j'étais chez moi ».

Paris fut sensible à ce compliment, d'ailleurs sincère, et quand le roi quitta la capitale, le demi-succès qu'il avait eu à son arrivée se transforma en triomphe.

Le 6 juillet, le Président Loubet, accompagné de M. Delcassé, ministre des Affaires Étrangères, rendit au roi Édouard VII sa visite. A Buckingham Palace, au Guildhall, à Windsor, à Aldershot, le Président fut l'objet de réceptions enthousiastes. Les discours échangés furent empreints de la plus sincère cordialité. « J'ai l'espoir, dit « le roi, que nos deux pays garderont toujours l'un avec « l'autre les relations les plus intimes et l'amitié la plus « profonde ». — Dans son télégramme d'adieu, le 9 juillet, M. Loubet remercia le roi et la nation britannique, au nom de « la France, amie de l'Angleterre », de l'accueil qui lui avait été fait, et le roi répondit en exprimant son ardent désir que l'amitié fût durable entre les deux nations.

Quelques jours plus tard, le 22 juillet, un groupe d'environ 80 députés et sénateurs français se rendait à Londres à l'invitation de leurs confrères britanniques, inaugurant ainsi des relations amicales interparlementaires qui ne pouvaient que resserrer les liens d'amitié entre les deux pays.

L'Entente Cordiale était fondée.

Sir Thomas Barclay qui, depuis plusieurs années, menait, aussi bien en France qu'à Londres, Edimbourg, Glasgow, Cardiff, etc, une campagne en faveur du rapprochement anglo-français, vit ses efforts récompensés par la signature d'une Convention d'Arbitrage, le 14 octobre 1903. Aux termes de cette convention, les deux gouvernements

s'engageaient à soumettre au tribunal d'arbitrage de La Haye « tous différends d'ordre juridique ou se rapportant à l'interprétation de traités déjà existants, qui viendraient à s'élever entre les deux pays et n'auraient pu être résolus par les moyens diplomatiques ». Il était expressément stipulé toutefois que cette convention ne s'appliquerait pas « aux différends qui mettraient en cause les intérêts vitaux, l'indépendance ou l'honneur des parties contractantes ». — Il est bon de remarquer que, dès le 30 octobre, le tsar Nicolas manifestait par une lettre autographe adressée au président Loubet sa satisfaction de voir cette convention conclue entre les deux gouvernements anglais et français.

Mais ce n'était là qu'un préliminaire au grand accord que signèrent le 8 avril 1904, au Foreign Office, au nom de leurs gouvernements respectifs, Lord Lansdowne et M. Paul Cambon. Ce fut la première grande manifestation de l'Entente Cordiale.

Ce traité réglait la majorité des différends coloniaux qui, pendant de longues années, avaient divisé la France et l'Angleterre. Il fixait les droits respectifs des pêcheurs anglais et français à Terre-Neuve, établissait les frontières des possessions anglaises et françaises dans la Sénégambie et le Haut-Niger, délimitait les sphères d'influence des deux pays au Siam en tenant compte des traités franco-siamois des 7 octobre 1902 et 13 février 1904, reconnaissait notre domination à Madagascar et prévoyait la nomination d'une commission anglo-française aux Nouvelles-Hébrides. — D'autre part, nous reconnaissons la suprématie en Égypte de l'Angleterre qui y maintiendrait le *statu quo* politique ; nous nous engageons à ne plus soulever la question du caractère temporaire de l'occupation britannique dans ce pays, moyennant certaines clauses concernant la Caisse de la Dette et autres questions d'ordre financier, le maintien des écoles françaises, et l'octroi au commerce français pendant 30 ans de conditions égales à celles du commerce anglais.

Par contre, l'Angleterre reconnaissait notre influence au Maroc ; elle nous y laissait toute liberté d'action « pour y maintenir l'ordre et y apporter notre assistance dans l'établissement de toutes les réformes administratives, économiques, financières et militaires, dont le pays pouvait avoir besoin ». — De son côté, la France s'engageait à maintenir le *statu quo* politique du Maroc, à respecter les droits que l'Angleterre y tenait, « en vertu de traités, conventions et usages » antérieurs, à donner au commerce anglais les mêmes avantages qu'au commerce français pendant 30 ans, à ne pas élever de fortifications sur la côte marocaine opposée à Gibraltar. — Les deux gouvernements s'engageaient à « se prêter mutuellement l'appui de leur diplomatie pour la conduite de leur politique respective en Égypte et au Maroc ».

Ce traité, — dont M. Balfour disait, le 6 mai 1904, à la manifestation annuelle de la *Primrose League* à l'Albert Hall, qu'il était « un échange dans lequel celui qui donne « fait peu ou point de sacrifices, alors que celui qui reçoit, « reçoit ce qui a pour lui une importance énorme », — ce traité avait une portée beaucoup plus grande ; il n'était pas seulement un règlement d'affaires épineuses et fertiles en conflits possibles. Il était, suivant la parole de M. Deschanel, à la Chambre des Députés, le 13 novembre 1904, « l'expression d'une situation internationale nouvelle ». — Il servit de préface à des rapprochements multiples : anglo-italien, franco-italien, anglo-hispano-français, anglo-russe surtout, grâce auxquels l'équilibre se trouva rétabli en Europe et qui auraient pu instaurer un régime de relations internationales cordiales et pacifiques.

L'amitié franco-anglaise s'affirma et se développa en de nombreuses manifestations :

Du 10 au 12 octobre 1904, voyage à Londres et réception au Royal College of Surgeons de 150 docteurs français, invités par un comité de docteurs anglais présidé par Sir W^m Broadbent.

Le 22 décembre, le vice-amiral Fournier est élu président de la Commission internationale chargée de faire une enquête au sujet du bombardement des chalutiers anglais par la flotte de l'amiral russe Rozdjensvensky (1). — Grâce à la bonne entente anglo-française, cet incident, qui aurait pu entraîner des conséquences fatales, fut résolu à la satisfaction des nations anglaise et russe.

Le 7 avril 1905, Édouard VII se rendant à Marseille, où il devait s'embarquer pour faire avec la reine une croisière dans la Méditerranée, s'arrête à Pierrefitte ; le président Loubet vient à sa rencontre, puis l'accompagne à Paris. — Le 16 avril, le roi, arrivant à Alger, reçoit à bord de son yacht *Victoria and Albert M. Jonnart*, gouverneur-général de l'Algérie, puis lui rend sa visite à terre où il est reçu par le maire d'Alger.

Du 29 avril au 1^{er} mai, Édouard VII, de retour de sa croisière, s'arrête à Paris, est reçu à l'Élysée (30 avril), visite le Salon, assiste au déjeuner donné en son honneur chez le marquis de Breteuil où il a un long entretien avec M. Delcassé.

Le 6 juillet, l'escadre anglaise de l'Atlantique, sous les ordres de l'amiral May, est reçue à Brest par l'amiral Caillard et y est l'objet d'un accueil enthousiaste. — Les 15 et 16 juillet, réception à Paris des officiers anglais par M. Loubet et par le Président du Conseil.

Le 7 août, l'escadre de l'amiral Caillard arrive à Cowes. Le roi reçoit à bord de son yacht l'amiral et ses officiers et donne un dîner en leur honneur. — Fêtes magnifiques à Portsmouth. — Le 9 août, le roi passe en revue les escadres anglaise et française à Portsmouth ; l'amiral Caillard offre en son honneur un déjeuner à bord du *Masséna*. — Le 10, déjeuner offert en l'honneur de l'amiral Caillard et 80 de ses officiers au Guildhall. — Le 12, déjeuner offert à Westminster Hall en l'honneur de l'amiral et 130 de ses

(1) Voir Chapitre VIII, p. 95.

officiers par un groupe d'environ 250 membres des deux Chambres du Parlement anglais, bien que le Parlement eût été prorogé la veille. — Le 16, M. Loubet envoie au roi un télégramme de remerciements pour la réception faite à l'escadre française et exprime sa confiance dans les relations amicales qui existent entre les deux nations.

Le 7 octobre, visite du Conseil Municipal de Paris à Londres. Dîner offert par le London City Council à l'Hôtel Cecil.

Du 3 au 6 mars 1906, Édouard VII, se rendant à Biarritz, s'arrête incognito à Paris et rend visite au président Loubet en l'honneur duquel il offre un dîner à l'ambassade britannique.

Du 3 au 7 mai, Édouard VII, de retour de Biarritz, s'arrête à Paris où il est reçu par M. Fallières, récemment élu Président de la République. — A la réception qui lui est offerte à l'Élysée, Édouard VII prononce ces paroles : « Vous savez les sentiments que j'éprouve pour le bonheur « et la grandeur de la France ; ce sont des sentiments qui « resteront toujours gravés dans mon cœur. Je souhaite « avant tout la prospérité de votre grande nation et je suis « sûr que l'Entente Cordiale entre nos deux pays fera plus « que tout pour sauvegarder la paix ».

Du 4 au 9 juin, 80 universitaires français et une centaine de membres de la Société des Professeurs de Langues visitent Londres. Réceptions par le roi et la reine à Windsor, — puis au Foreign Office, à l'Education Office, à l'Université de Londres, au London City Council, à Oxford et à Cambridge.

Du 13 au 18 octobre, visite du Lord-Maire de Londres et du London City Council à Paris.

CHAPITRE V

Les relations anglo-allemandes.

La question marocaine.

La Conférence d'Algésiras (janvier-avril 1906).

L'Acte d'Algésiras (7 avril 1906).

L'Allemagne, se sentant de plus en plus isolée en conséquence des divers rapprochements ci-dessus mentionnés et surtout des relations de plus en plus cordiales de l'Angleterre avec la France, s'efforça de renouer avec les diverses grandes puissances des rapports plus intimes. La part qu'elle avait prise dans l'affaire du Vénézuéla avait produit aux Etats-Unis une indignation telle que le Dr von Holleben dut céder la place, à l'ambassade d'Allemagne à Washington, au baron Speck von Sternburg, premier secrétaire de l'ambassade et marié à une Américaine. Cependant, sauf avec la Russie, les tentatives de rapprochement faites par le gouvernement allemand étaient accueillies assez froidement, au point que le député socialiste von Vollmar avait pu dire au Reichstag, le 20 janvier 1903, que l'Allemagne faisait la cour à toutes les puissances et se voyait évincée par toutes l'une après l'autre.

La tâche était difficile en effet, car, trop souvent, se

produisaient des événements de nature à indisposer l'opinion publique dans les pays étrangers et particulièrement en Angleterre. — Le Canada ayant décrété une surtaxe sur les importations allemandes, le baron von Richthofen, ministre des Affaires Etrangères, n'avait-il pas, le 15 avril 1903, menacé l'Angleterre et tout l'empire britannique de représailles commerciales ! — Et le 19 décembre 1903, au banquet donné à Hanovre en l'honneur du centenaire de trois régiments représentant la Légion allemande qui avait servi pendant la guerre de la Péninsule et à Waterloo, Guillaume II n'avait-il pas glorifié cette légion qui, « avec l'aide de Blücher et des Prussiens, avait sauvé l'armée anglaise de l'anéantissement ! ». — D'autre part, les budgets navals allemands ne cessaient d'augmenter et celui de 1904-5 dépassait de 15.600.000 marks les dépenses prévues par la grande loi navale de 1900.

Entre temps, le traité anglo-japonais du 30 janvier 1902 (1) avait causé une véritable irritation dans la nation allemande qui y voyait une barrière dressée contre la politique d'expansion germano-russe qu'elle s'efforçait depuis 1901 de pratiquer en Extrême-Orient. Le comte von Bülow avait cependant déclaré au Reichstag que ce traité n'affectait en rien les intérêts de l'Allemagne qui, affirma-t-il, ne poursuivait dans ces régions aucun but de conquêtes territoriales. — Cependant, pendant la guerre russo-japonaise, l'Allemagne ne cacha pas que toutes ses sympathies allaient vers la Russie.

Toutefois, entre les gouvernements anglais et allemand, les rapports, officiellement du moins, restaient courtois. En juin 1904, l'Allemagne donnait son assentiment au traité anglo-français du 8 avril. — Du 24 juin au 1^{er} juillet, le roi Edouard fit une visite à Guillaume II et se rendit à Kiel, puis à Hambourg. Bien que ce voyage n'eût vérita-

(1) Voir chapitre VIII, p. 90.

blement aucun caractère politique, les réceptions magnifiques dont il fut marqué servirent de prétexte à des échanges de toasts très cordiaux entre les deux souverains et, le 12 juillet, était signée à Londres une Convention d'arbitrage anglo-allemande similaire à la convention anglo-française de 1903.

Enfin, le 5 décembre 1904, Herr Bebel ayant prétendu au Reichstag que l'Allemagne avait donné à penser aux Anglais que « la marine allemande était construite uniquement dans le but de frapper un grand coup contre l'Angleterre », le comte von Bülow répondit à ces allégations que la marine allemande n'était construite que dans un but purement défensif. « Que gagnerait aujourd'hui une nation, » ajouta-t-il, si elle parvenait à abattre une de ses rivales « maritimes?... Je ne puis concevoir que les gens sensés « des deux pays (Angleterre et Allemagne) puissent « prendre au sérieux l'idée d'une guerre anglo-allemande... J'espère que les destinées des deux nations seront toujours déterminées par ces hommes de sang-froid « qui savent que le plus grand bien de l'Allemagne et de « l'Angleterre, non seulement dans le présent, mais dans « tout l'avenir, sera obtenu par le maintien des relations « pacifiques actuelles. »

Verba volant!... et ces déclarations officielles se virent démenties dès que la question marocaine en offrit l'occasion propice. — Deux accords, conclus entre la France et le Maroc, les 20 juillet 1901 et 20 avril 1902, avaient établi des « liens d'amitié entre les deux gouvernements » ; tout en consacrant « l'intégrité de l'empire chérifien », ils instauraient entre la France et le Maroc une véritable coopération pour « l'amélioration de la situation de voisinage immédiat qui existe entre eux, par tous les arrangements particuliers que nécessite ledit voisinage ».

Or le Maroc avait grand besoin de réformes. La révolte de Bou-Hamàra en 1902 et les succès qu'il avait remportés sur les troupes du sultan Moulaï-Abdul-Aziz, les tentatives

faites en 1903 par le propre frère du sultan pour s'emparer du trône, avaient plongé l'empire marocain dans un état absolu d'anarchie, au point qu'en mai 1904, un chef de brigands, Raisouli, avait fait prisonniers un Américain, M. Ion Perdicaris, et son beau-fils, M. Varley, sujet britannique, et ne les avait relâchés que sur les instances de la France auprès du sultan et moyennant une forte rançon.

Une pareille situation était intolérable, non seulement parce qu'elle entravait le développement des richesses du pays, mais surtout à cause de la situation du Maroc à l'entrée de la Méditerranée et à proximité de l'Algérie et de grands états européens. — En 1905, le commerce marocain se divisait comme suit : 39 % avec la France ; — 32 % avec l'Angleterre ; — 12 % avec l'Allemagne, — 5 % avec l'Espagne. — Les puissances les plus directement intéressées à ce que l'ordre fût promptement rétabli étaient donc, tout d'abord la France, en raison du voisinage de ses territoires coloniaux et de son commerce prépondérant ; l'Angleterre, en conséquence de ses intérêts stratégiques aussi bien que commerciaux, et l'Espagne, par suite de sa situation sur la rive opposée de la Méditerranée ; enfin l'Allemagne, qui n'avait aucune raison de se plaindre tant que ses intérêts commerciaux seraient sauvegardés.

C'est cette suprématie évidente que le traité anglo-français du 8 avril 1904 avait consacrée, sous réserve des stipulations que nous avons déjà mentionnées plus haut, en reconnaissant à la France le droit d'intervention politique au Maroc. Il fallait cependant prévoir le cas où le gouvernement marocain se montrerait incapable de maintenir l'ordre. Un traité secret anglo-franco-espagnol établit donc qu'au cas où la situation du pays rendrait nécessaire l'établissement définitif du protectorat français, une certaine portion de la partie nord serait concédée à l'Espagne, et, le 6 octobre 1904, une déclaration franco-espagnole délimitait les sphères d'influence de la France et de l'Espagne au Maroc.

La conclusion de ces divers traités, à la négociation desquels Édouard VII, M. Paul Cambon et le roi Alphonse XIII (1) prirent une grande part, causa en Allemagne un mécontentement profond qui se manifesta par le ton acerbe de la presse et la violence de maint discours. La *Gazette de la Bourse* déclara que cette « fraternisation » solennelle entre les anciens adversaires (France et Angleterre) devait forcément provoquer la plus grande perturbation dans les affaires internationales, et c'est au milieu de cette perturbation que nous cherchons aujourd'hui à tâtons quelques nouvelles amitiés ». — Le 11 avril 1904, la *Rheinische Westfälische Zeitung* disait : « Le Maroc est une affaire allemande... Si l'Allemagne s'abstient de réclamer, elle reviendra les mains vides de la distribution mondiale. Puisque l'Angleterre se trouve éliminée de la question marocaine, l'Allemagne n'a plus affaire qu'à la France. La situation est si favorable que le comte von Bülow lui-même aura le courage de l'exploiter... L'heure est venue où l'Allemagne doit s'assurer la possession du Maroc depuis l'Atlas jusqu'à la mer. » — Dans la *Kreuz Zeitung* du 13 avril, le Professeur Schiemann déclarait : « Puisque le maintien du *statu quo* commercial est assuré pour 30 ans, il faut nous tenir pour satisfaits. Notre imagination politique ne va pas assez loin pour nous représenter ce que sera la France en 1934. Mais elle ne sera certainement pas ce qu'elle est aujourd'hui. » — Enfin, le 14 avril, le comte Reventlow ayant déclaré qu'il pourrait être avantageux pour l'Allemagne de provoquer des « points de friction » entre les autres Puissances, le comte von Bülow avait répondu : « Quand on est absolument déterminé à créer des points de friction, c'est une sottise d'aller le crier sur les toits. Dans la politique de Frédéric le Grand, il y a peut-

(1) Le 31 mai 1906, Alphonse XIII épousa la Princesse Ena de Battenberg.

« être des actes machiavéliques, mais il avait d'abord écrit « son Anti-Machiavel ».

Cependant, en juin, l'Allemagne avait donné son assentiment au traité anglo-français contre lequel, il est vrai, aucune Puissance n'avait émis d'objection. D'ailleurs, dans les milieux politiques allemands, on avait l'impression que le rapprochement entre la France et l'Angleterre aurait pour effet d'affaiblir l'alliance franco-russe. Il y avait, pensait-on, trop de points de conflit possibles entre la Russie et l'Angleterre pour qu'une amitié durable pût s'établir entre elles. — La Société Coloniale allemande et le Congrès Pangermanique avaient bien demandé que l'Allemagne fit valoir ses « droits politiques et commerciaux au Maroc » et réclamât « une base navale allemande » sur la côte marocaine ; mais le gouvernement parut se désintéresser de la question.

Le gouvernement français venait de soumettre à l'approbation du sultan un projet de réformes lorsque, le 22 mars 1905, Guillaume II prononça à Brême un étrange discours, mélange de phrases belliqueuses, d'assurances pacifiques, de considérations religieuses et d'exhortations morales. Il y décrivait l'Allemagne comme « une voisine honnête et pacifique », inspirant à tous « la plus absolue confiance ». Si l'histoire parle un jour de la « souveraineté mondiale des Hohenzollern », cette souveraineté aura été « fondée, non sur des conquêtes faites par l'épée, mais par la confiance mutuelle de ces nations qui se hâtent toutes vers le même but ». L'armée allemande ayant atteint « tout le développement nécessaire », l'heure des armements navals est venue. « Chaque cuirassé lancé par l'Allemagne « est une garantie de plus de la paix sur la terre ; nos « adversaires n'en auront que moins de tendances à nous « chercher querelle et notre alliance n'en sera que plus précieuse à nos amis. »

La presse mondiale commentait encore cet extraordinaire discours, que d'aucuns avaient appelé le discours pacifique

du Kaiser, lorsque, quelques jours après, se produisit le coup de théâtre dont il n'avait été que le prologue.

Le 31 mars 1905, Guillaume II arrive à Tanger à bord du *Hamburg* qu'escortait le croiseur *Friedrich-Karl*. Il est reçu par Abd-el-Malek, oncle du sultan, et se rend avec lui à la Légation d'Allemagne. Là, il prononce un discours dans lequel non seulement il insiste sur l'importance des intérêts commerciaux et industriels de l'Allemagne au Maroc, mais aussi affirme sa détermination de ne laisser aucune Puissance s'interposer entre lui et le sultan qu'il considère comme « le souverain indépendant d'un État indépendant », et de conserver avec ce souverain des relations directes.

Ce discours était un véritable défi lancé à la France, l'Angleterre et l'Espagne, signataires des traités de 1904. La presse officieuse allemande se chargea d'ailleurs d'exposer le point de vue de l'Allemagne. N'ayant pas été consultée avant la signature du traité anglo-français, elle voulait maintenant que la France réparât cet oubli dans une Conférence où la question marocaine serait examinée en présence des autres Puissances intéressées.

Dès le 12 avril, en effet, le comte von Bülow proposait aux Puissances la réunion d'une Conférence internationale dans le but d'étudier les réformes à introduire au Maroc. En même temps, le comte von Tattenbach, ministre d'Allemagne à Lisbonne, était envoyé à Fez pour obtenir du gouvernement marocain certains privilèges pour l'Allemagne et pour l'engager à ne tenir aucun compte de l'accord anglo-français. D'autre part, la France était officieusement menacée d'une guerre au cas où elle n'accéderait pas aux exigences de l'Allemagne. Le moment était d'ailleurs bien choisi. La Russie, alliée de la France, venait de subir des revers désastreux dans sa guerre avec le Japon et se trouvait matériellement incapable de nous porter secours en cas d'attaque. L'Angleterre, à peine remise de la guerre sud-africaine, se tiendrait aussi probablement à l'écart. Une

campagne de presse habilement menée tendait même à démontrer que l'Angleterre s'efforçait d'envenimer le conflit franco-allemand pour rendre la guerre inévitable.

Le 28 mai, le sultan rejeta le projet de réformes du gouvernement français et proposa la convocation d'une Conférence internationale qui étudierait la mise à exécution de réformes qu'il avait lui-même décidé d'introduire dans son empire. L'Allemagne s'empressa d'accepter ; mais l'Angleterre, fidèle à ses engagements, refusa de prendre part à cette Conférence à moins qu'elle ne fût approuvée par la France. Cette attitude fut hautement appréciée par la presse française.

M. Delcassé refusa d'adhérer à la réunion de la Conférence ; mais les menaces de guerre avaient produit sur l'opinion publique l'effet que l'Allemagne en attendait. La France n'était pas prête et, le 6 juin, il dut donner sa démission. La chute de ce grand artisan de l'Entente Cordiale était pour l'Allemagne un beau succès et le comte von Bülow reçut le titre de prince.

M. Rouvier prit le portefeuille des Affaires Étrangères et, le 10 juillet, il annonça à la Chambre des Députés que le gouvernement français, s'étant mis d'accord avec le gouvernement allemand sur les questions qui seraient posées à la Conférence internationale, acceptait en principe la proposition faite par le sultan de convoquer cette Conférence. Le 12 juillet, l'Angleterre donnait également son adhésion. Enfin, après de difficiles négociations, le 28 septembre, les gouvernements français et allemand, ayant arrêté les bases de la Conférence, dont la principale était la reconnaissance du traité anglo-français, convinrent que cette Conférence aurait lieu le plus tôt possible à Algésiras. Les révélations faites par le journal *Le Matin*, au sujet d'offres fermes de coopération militaire et navale que la Grande-Bretagne aurait faites au gouvernement français en cas de guerre, ranimèrent l'hostilité de la presse allemande à l'égard de l'Angleterre. En septembre, Herr Bassermann,

leader du parti national libéral, avait déclaré à Essen que l'Angleterre s'efforçait d'établir de nouvelles coalitions contre l'Allemagne afin de rassembler les forces nécessaires pour l'écraser. « Les menaces de l'Angleterre, ajoutait-il, « ne nous empêcheront pas de construire la flotte puissante « dont nous avons besoin. Les discours insolents des « amiraux anglais et les déclarations imprudentes des « diplomates anglais ne nous influenceront pas ». — Et Guillaume II, encouragé par son succès, prononçait le 26 octobre à Berlin un discours belliqueux dans lequel il exhortait l'armée allemande à garder « sa poudre sèche, son « épée aiguisée, ses yeux fixés droit au but, ses muscles « tendus ».

La Conférence, dont le sultan avait, le 28 octobre, approuvé le programme, s'ouvrit le 16 janvier 1906, à Algésiras, sous la présidence du duc d'Almodovar. Grâce à l'appui constant de l'Angleterre et de la Russie, à la bienveillance de l'Italie, aux interventions équitables des États-Unis, la France put tenir tête à l'intransigeance des plénipotentiaires allemands.

Le 7 avril, l'Acte d'Algésiras était signé. Tout en établissant l'organisation de la police marocaine et réglant les réformes financières, il consacrait la prédominance politique de la France au Maroc, le maintien du gouvernement du sultan et l'égalité des droits commerciaux pour toutes les Puissances. C'était là les bases mêmes de l'accord franco-anglais et des réformes que nous avions proposées. L'Allemagne avait espéré nous isoler ; ce fut elle qui se trouva isolée. L'Entente Cordiale qu'elle avait tenté de disloquer sortit de cette épreuve plus forte et plus respectée. La Conférence d'Algésiras donna enfin aux représentants de l'Angleterre et de la Russie l'occasion de faire cause commune avec la France, et cette communauté de pensée et d'action politiques devait aboutir à la cessation de l'antagonisme anglo-russe qui, tant de fois dans le passé, avait failli entraîner des conséquences néfastes. Ainsi se trouva

préparé l'accord anglo-russe qui, en 1907, allait sceller la Triple Entente.

L'Acte d'Algésiras fut accueilli avec satisfaction en Grande-Bretagne. Le 6 avril, Lord Fitzmaurice, sous-secrétaire d'État aux Affaires Étrangères, se déclara convaincu que cet accord serait une nouvelle garantie d'une collaboration harmonieuse entre les Puissances, et constituait un grand progrès vers le rétablissement de la civilisation et de l'ordre sur les côtes méridionales de la Méditerranée. Il ajouta que les bonnes relations de l'Angleterre avec la France et les autres Puissances seraient fortifiées par la coopération de leurs représentants à Algésiras.

L'impression fut fort différente en Allemagne. Le rapport lu au Congrès annuel de la Ligue Pangermanique à Dresde, le 31 août, constatait que la Conférence d'Algésiras avait été une défaite pour l'Allemagne et que « l'isolement « manifeste de l'Empire allemand, joint aux déclarations « de M. Delcassé et à l'hostilité active des milieux influents « en Angleterre » avait démontré la situation précaire de l'Allemagne comme grande puissance dans l'avenir. — Le comte Reventlow déclara même que la seule proposition que l'Allemagne pût faire désormais, c'était que l'Angleterre réduisît le progrès de ses constructions navales jusqu'à ce que la flotte allemande fût égale à la flotte britannique ; alors l'Allemagne s'engagerait à ne plus augmenter la sienne.

Le 5 avril, le prince von Bülow avait dit au Reichstag que l'attitude de l'Allemagne dans la question marocaine avait eu pour but, non point de contester les droits politiques et historiques de la France et de l'Espagne, mais de démontrer que l'Empire allemand ne voulait pas se laisser traiter comme une « quantité négligeable » dans une question relative à un pays indépendant où la porte devait rester ouverte à la concurrence des pays étrangers.

Lorsque, le 14 novembre 1906, il reparut au Reichstag

après une longue absence causée par la maladie, il déclara que, malgré l'intensité du patriotisme français qui obligeait l'Allemagne à être « toujours en vedette pour protéger les « possessions qu'elle a recouvrées » sur les Vosges, il pensait cependant qu'un accord pourrait intervenir un jour entre les deux pays, non seulement, « dans les sphères commerciales, industrielles ou financières », mais aussi « au sujet de quelque question coloniale ou autre ». Cependant « l'Entente Cordiale, sans le maintien de bonnes relations « entre les Puissances occidentales et l'Allemagne, serait « un péril pour la paix de l'Europe ». — Entre l'Allemagne et l'Angleterre, il n'y avait pas de divergences politiques vraiment profondes. « L'enthousiasme de l'Allemagne pour les Boers avait eu son origine, non dans la haine pour l'Angleterre, mais dans l'esprit romantique et idéaliste allemand ». Le temps et la patience, après une si longue période de malentendus, ramèneraient les bonnes relations entre l'Allemagne et l'Angleterre.

En dépit du ton optimiste de ces déclarations officielles, l'Allemagne comprit quel échec sa politique venait de subir ; l'attitude de l'Italie, très franche, mais très nettement favorable à la France, lui suggérait déjà quelques doutes sur la solidité de la Triple Alliance. La France, malgré les intrigues et les menaces de sa rivale, venait de remporter, grâce à l'appui fidèle et sans réserves de l'Angleterre, une grande victoire diplomatique.

B

Politique intérieure du Gouvernement Conservateur.

CHAPITRE VI

L'impérialisme d'expansion et l'affaiblissement du ministère conservateur.

Tandis que se produisait cette évolution considérable dans la politique extérieure de l'Angleterre, des transformations non moins profondes s'opéraient dans sa politique intérieure, transformations qui, après 20 années presque ininterrompues de gouvernement, devaient aboutir à la chute du parti conservateur.

A l'avènement d'Edouard VII, on peut dire que l'homme le plus populaire, non seulement de l'Angleterre, mais de tout l'empire britannique, était Joseph Chamberlain. Maire de Birmingham, puis membre libéral du Parlement, il s'était déclaré (1892) contre le Home Rule irlandais de Gladstone et avait passé dans les rangs des Conservateurs dont il était devenu bientôt l'un des représentants les plus influents. Député d'une des circonscriptions les plus industrielles du pays, homme d'affaires lui-même, il se fit, dès 1886, l'apôtre de l'impérialisme, mais dans le but très net d'orienter les sentiments impérialistes de la nation vers la réalisation pratique de projets concrets et très définis : unifier, organiser, armer l'Empire. Il fallait grouper les Colonies, ces nations en formation, autour de la mère-patrie, et constituer un immense Etat fédératif, capable de se suffire à

lui-même, et qui, par sa force économique d'abord, et par sa force militaire plus tard, deviendrait l'Empire le plus puissant du monde. — En attendant, il fallait aussi, surtout peut-être, assurer à la vieille Angleterre le maximum des avantages que représentait l'éveil de ces jeunes nations à la vie commerciale et industrielle, et les lier à la mère-patrie par un système de tarifs préférentiels réciproques, qui aurait pour effet d'éliminer, ou tout au moins de réduire au minimum, la concurrence étrangère.

Ministre des Colonies, dès 1895, dans le ministère Salisbury, ne perdant pas une occasion d'encourager l'orgueil britannique, expressif dans ses discours, énergique dans ses actes, exaltant chez tous les sujets du « British Empire » l'idée de la supériorité de la race anglo-saxonne, les persuadant de l'honneur et du privilège dont ils jouissaient en étant citoyens de l'Empire le plus vaste que l'humanité ait jamais connu, (1) les convainquant de la nécessité d'étendre cet Empire, non seulement pour défendre ses frontières, mais pour établir ses droits sur les régions où les influences étrangères pourraient autrement s'exercer, Chamberlain ne tarda pas à prendre, par la propagation de cet impérialisme d'expansion, la première place dans l'esprit des Colonies. — De grandes cérémonies, imposantes et fastueuses : les deux jubilés de 1887 et 1897, les funérailles de Victoria, puis le couronnement d'Edouard VII, le rétablissement des réceptions et des galas de la cour, l'accroissement du prestige monarchique par suite de la part directe prise par le roi dans la politique extérieure, — contribuèrent à entretenir et enflammer dans la nation britannique le chauvinisme impérialiste surexcité par la guerre du Transvaal dont Chamberlain fut l'un des principaux protagonistes.

(1) Les timbres-poste du Canada (émission 1898) représentent un planisphère sur lequel les possessions britanniques sont marquées en rouge ; au bas du timbre cette citation : « We hold a vaster Empire than has been. »

A la suite de la retraite, en 1902, puis de la mort, en 1903, de Lord Salisbury, l'influence de Chamberlain s'accrut encore dans le cabinet Balfour où il avait gardé le portefeuille des Colonies.

Le but poursuivi par cet impérialisme d'action paraissait intéressant à la majorité, urgent à un grand nombre ; la difficulté commençait quand on cherchait les moyens de le réaliser. Comment constituer cette Fédération d'Etats séparés par les océans et plus encore par la diversité des intérêts ? Comment concilier par une formule politique et économique unique ces races distinctes et leurs tendances si souvent contradictoires ? Introduire au Parlement des représentants des Colonies ? c'était un moyen de douteuse efficacité. — Le lien le plus sûr et le plus durable serait celui de l'intérêt.

La conférence des Premiers Ministres coloniaux, convoquée par Chamberlain en 1897, afin de poser les bases d'une convention douanière inter-impériale, n'avait pas, faute d'entente, donné de résultats. Les ministres coloniaux s'étaient simplement engagés à « conférer avec leurs collègues pour examiner la possibilité, en vue de développer les relations commerciales, d'établir des tarifs préférentiels. »

L'appel aux sentiments patriotiques, pendant la guerre sud-africaine, avait mieux réussi. Les différentes parties de l'Empire avaient fait preuve d'une union enthousiaste dans une action commune. Aussi Lord Rosebery avait-il pu dire : Cette guerre a prouvé « que l'Empire est une réalité, « qu'il a la solidité et la cohésion d'un roc, et qu'il ne se « compose pas de membres disséminés de par le monde. Si, « avec tous nos revers, nous avons acquis la preuve que « notre Empire est un empire uni et, par suite, sera à « l'avenir un facteur dominant de la politique mondiale, « nous avons retiré de la guerre un bénéfice suffisant. »

Néanmoins, une deuxième conférence internationale, réunie dans l'été de 1902, ne donna pas tous les résultats

qu'on aurait pu en espérer. La question de la « défense impériale » y fut posée. Le duc de Devonshire déclara que cette question était de « celles qui ne peuvent attendre. Si « nous attendons qu'elle se résolve d'elle-même, nous « pourrions bien attendre jusqu'à ce qu'il n'y ait plus du « tout d'Empire britannique à défendre ». — Malgré cet appel pressant, malgré même l'offre faite par Chamberlain de la création d'un Conseil d'Empire où les colonies seraient représentées, les ministres coloniaux, — tout en affirmant qu'à l'heure du danger, les colonies accourraient certainement, comme elles l'avaient fait déjà, pour prendre leur part dans la défense de l'Empire, — n'offrirent qu'une augmentation de leur participation aux dépenses navales. Aucune décision ne fut prise au sujet de l'armée. — En ce qui concerne l'union douanière, la Conférence reconnut que, dans les circonstances actuelles, un système général de « libre-échange inter-impérial » serait impraticable, mais que « le principe des droits préférentiels » offre de nombreux avantages. On déclara donc « désirable que les colonies qui n'ont pas encore adopté cette politique, donnent, autant que les circonstances le permettront, un traitement préférentiel réel aux produits et objets manufacturés du Royaume-Uni. » Par contre, le gouvernement britannique était respectueusement prié de reconnaître « la nécessité d'accorder dans le Royaume-Uni un traitement préférentiel aux produits et objets manufacturés des colonies, soit en supprimant, soit en réduisant les impôts existants ou futurs. » — Les représentants du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Cap et du Natal s'engagèrent à proposer à leurs parlements respectifs l'adoption de droits de faveur pour les produits du Royaume-Uni, ainsi que la création ou l'augmentation des droits sur les marchandises d'importation étrangère.

En janvier et février 1903, Chamberlain fit un voyage dans toute l'Afrique du Sud, visita Durban, Pietermaritzburg, Prétoria, Johannesburg, Vryburg, Bloemfontein,

Port Elisabeth, le Cap, etc, prononçant de nombreux discours, prêchant partout la patience, la tolérance, la réconciliation des deux races boer et anglo-saxonne, l'harmonie et l'effort commun pour le bien du pays. Il fut accueilli avec enthousiasme par les Anglais et avec une politesse correcte, mais froide, par les Boers.

Avant son départ de l'Angleterre, il avait émis, au sujet de la taxe de 1 sh. sur le blé, l'opinion que cette taxe devait être supprimée pour les blés provenant des colonies, mais maintenu sur les blés provenant de l'étranger. Dans la discussion du budget au Parlement, le Chancelier de l'Echiquier, M. C. T. Ritchie, qui s'était déclaré nettement libre-échangiste et avait même menacé ses collègues du Cabinet de démissionner, insista avec la plus grande fermeté pour la suppression totale de cette taxe qui, votée pendant la guerre sud-africaine, ne devait être que temporaire. Ritchie l'emporta.

La défaite était grave pour Chamberlain. 1902 avait vu l'apogée de sa popularité ; 1903 révélait déjà entre certains de ses collègues du ministère et lui de sérieuses divergences de vues. Le 15 mai, dans un grand discours prononcé devant ses électeurs à Birmingham, Chamberlain déclara que le moment était venu où le pays devait délibérément adopter ou rejeter une politique d'unification impériale et préconisa l'adoption de tarifs protectionnistes. « Commettez « une erreur dans votre politique impériale, ajouta-t-il ; « elle sera irréparable... Pour ma part, je crois à un « Empire britannique, à un Empire qui, tout en considérant « de son devoir de maintenir des relations cordiales avec « toutes les nations du monde, doit cependant se soutenir « seul et se suffire à lui-même, contre la concurrence de « tous ses rivaux. Je ne crois pas à une « petite Angleterre » « séparée de ceux qui, par la nature même des choses, « doivent la soutenir et la chérir, une petite Angleterre « qui se trouverait alors entièrement à la merci de ceux « qui envient sa prospérité actuelle et qui se sont montrés

« prêts à faire tout leur possible pour empêcher son union
« future avec les races britanniques répandues à travers le
« monde. »

Or, le même jour, M. Balfour, recevant une délégation conservatrice venue pour protester contre la suppression de la taxe sur le blé, déclara, au sujet d'un projet de tarifs préférentiels qui lierait les Colonies à la mère-patrie, qu'une telle union politique n'était pas encore possible, et que cette innovation devait être demandée, non pas par une ou deux industries particulières, mais par la conscience et l'intelligence de la masse de la nation.

La scission à laquelle tout le monde s'attendait ne tarda pas à se produire, mais dans des conditions que personne n'avait prévues. — Le 18 septembre, M. Ritchie, Chancelier de l'Echiquier, et Lord George Hamilton, Secrétaire d'Etat pour l'Inde, tous deux libre-échangistes, envoyèrent leur démission. Mais le même jour Chamberlain démissionna également. Quelques jours plus tard, Lord Balfour of Burleigh, Secrétaire d'Etat pour l'Ecosse, et M. Arthur D. Elliot, secrétaire financier au Trésor, tous deux libre-échangistes, se retirèrent. — Enfin, M. Balfour, ayant le 1^{er} octobre, dans un discours prononcé à Sheffield, exprimé son intention d'abandonner les traditions fiscales suivies par deux générations pour établir une politique de tarifs protectionnistes sur les marchandises étrangères, le duc de Devonshire lui-même, lord-président du Conseil, et libre-échangiste, démissionnait le 6 octobre. (1)

(1) La démission du duc de Devonshire causa dans le public une impression d'autant plus profonde qu'il était considéré comme l'un des membres les plus pondérés et les plus expérimentés du Cabinet. Le 15 juin, il avait prononcé à la Chambre des Lords sur la question fiscale un discours remarquable qu'il terminait ainsi : « Ce sont là des « questions telles, que tout homme d'Etat digne de ce nom reconnaîtra « qu'elles ne peuvent être résolues par le seul fait de compter les votes « dans une élection générale. Pour ma part, je le déclare nettement, « quand bien même je saurais que tous les ouvriers qui possèdent « le droit de vote sont prêts à voter pour la mise à l'essai de pareilles « expériences, quand bien même je saurais que nos Colonies sont prêtes

Pourquoi, dans ces conditions, Chamberlain s'était-il retiré ? Il expliquait lui-même dans sa lettre de démission à M. Balfour qu'il désirait avoir les mains parfaitement libres afin de pouvoir se livrer à sa propagande de réforme protectionniste sans être gêné par ses obligations envers ses collègues.

Pour bien comprendre la situation politique à la fin de 1903, il nous est nécessaire de revenir quelque peu en arrière. En 1899, le parti libéral se trouvait extrêmement divisé. Les Libéraux-Impérialistes, sous la conduite de Lord Rosebery, avaient adopté les doctrines impérialistes tout en y joignant un programme de réformes sociales et démocratiques. — Ceux qui, loin d'embrasser les idées impérialistes, avaient critiqué la guerre du Soudan et devaient bientôt se montrer les adversaires violents de la guerre du Transvaal, avaient été surnommés « *the little Englanders* ». — Une troisième fraction était celle des libéraux non anti-impérialistes. Ils étaient peu favorables cependant à Lord Rosebery auquel ils reprochaient son chauvinisme sentimental (*jingoïsme*) et sa tiédeur à l'égard des réformes démocratiques. Son indifférence, pour

« à nous accorder pour ces expériences toute la collaboration désirable, « je n'y donnerais pas mon assentiment tant qu'en mon âme et conscience, je ne serais pas absolument convaincu que ces expériences « sont basées sur des principes économiques absolument sûrs et qu'il y « toute raison de croire qu'elles profiteront à la masse tout entière « de la nation et non pas seulement à certaines sections plus favorisées « de la classe ouvrière... Si les changements que l'on propose sont basés « sur de solides principes économiques, alors il n'est pas douteux qu'ils « soient politiquement nécessaires. Mais d'autre part, si ces avantages « politiques, — et je reconnais leur importance, — ne peuvent être « acquis qu'en infligeant à notre peuple des privations, des difficultés « et des raisons de se plaindre, alors, je le déclare, aucune politique « ne saurait aboutir plus sûrement et plus rapidement à la dissolution « et à la désagrégation de notre Empire britannique. Une politique « de traitements préférentiels pour nos Colonies, basée sur la taxation « des produits alimentaires, serait absolument irrévocable ; car, revenir sur cette politique après l'avoir adoptée, ce serait s'exposer « aux conséquences les plus sérieuses et les plus graves... »

ne pas dire son hostilité, à l'égard du Home Rule, lui aliénait d'ailleurs beaucoup de libéraux qui trouvaient mauvais que cette question du Home Rule fut prise en main, puis abandonnée par le parti libéral, suivant le caprice du moment.

Aussi Lord Rosebery avait-il été remplacé comme chef du parti libéral par Sir William Harcourt, puis par Sir Henry Campbell-Bannerman que, cependant, Sir Charles Dilke appelait « l'un des membres les plus conservateurs occupant un siège sur les bancs des Libéraux » — et dont le *Times* (17 janvier 1899) disait que, probablement, il « siégerait assis sur la haie, sans donner pleine « satisfaction à aucune des sections de son parti, mais aussi « sans en offenser violemment aucune ».

La désunion chez les Libéraux était telle que le professeur Goldwin Smith (1) avait pu dire que les Libéraux avaient bien un leader, mais pas de parti. La guerre sud-africaine accentua encore ces divergences. Alors que certains, avec M. Asquith et Sir E. Grey, trouvaient en elle une manifestation naturelle de l'impérialisme d'expansion, d'autres exprimaient dans des discours violents leur réprobation à l'égard de cette guerre qu'ils considéraient comme une guerre capitaliste dans laquelle le sang du soldat était répandu et l'argent de la nation dépensé dans le but de s'emparer des mines d'or du Rand. Et tandis que Campbell-Bannerman protestait contre la dévastation systématique des pays boers, Lloyd George invectivait violemment le gouvernement au sujet de la mortalité effroyable dans les camps de concentration, laquelle, dans certains cas, avait atteint 450 pour 1000. Ces divergences étaient d'autant plus regrettables que, sans elles, le parti libéral aurait pu tenter assez facilement d'ébranler un gouvernement dont le manque de clarté et la faiblesse de dé-

(1) Fondateur du *Bystander*, auteur de *Canada and the Canadian question*, *History of the United States*, *Irish history and Irish character*. *The Empire*, *Rational Religion and Rationalistic Objections*, etc.

termination se manifestaient en mainte occasion, au point qu'il n'obtint un jour qu'une majorité de 16 voix.

La *National Liberal Federation* ayant, en février 1902, affirmé son attachement à Campbell-Bannerman, Lord Rosebery avait répondu à cette manifestation en transformant, avec M. Asquith, Sir E. Grey, Sir Henry Fowler et M. Haldane, l'ancienne *Liberal Imperialist League* en *Liberal League*, dans l'espoir que tous les Libéraux s'y rallieraient. Mais Campbell-Bannerman n'était pas homme à laisser ses adversaires le supplanter au moyen de manœuvres de ce genre ; il continua à lutter ardemment pour les principes purement libéraux. Il se rendait compte d'ailleurs que, la guerre terminée, le parti libéral se ressaisirait. En fait, plusieurs bills, tels que l'*Education Bill* en 1902, maladroitement présentés par le Gouvernement, virent à diverses reprises les Libéraux unis sur des terrains où le chauvinisme ne jouait aucun rôle.

La démission, le 13 juillet 1902, de Lord Salisbury, « le dernier des grands hommes d'Etat de l'ère victorienne » (1), avait entraîné divers changements dans le Ministère. Balfour était devenu Premier, et tandis que Chamberlain conservait son portefeuille des Colonies, Ritchie devenait Chancelier de l'Echiquier ; Austen Chamberlain, ministre des Postes et Télégraphes ; Lord Dudley, lord-lieutenant d'Irlande ; Sir William Anson, président du Board of Education.

La paix de Vereeniging une fois signée, la surexcitation sentimentale que la guerre avait déterminée tomba peu à peu et le parti libéral commença à se ressaisir. On se rendait compte que cette guerre, qui avait coûté 23.000 hommes et 223 millions de livres, avait été fort mal conduite par un gouvernement qui ne s'y était jamais préparé. Les méthodes mêmes qu'il avait employées pour réduire les Boers, l'incendie des fermes, le ravage systéma-

(1) *Times*, 14 juillet 1902.

tique du pays, l'énorme mortalité dans les camps de concentration, frappaient maintenant l'esprit des libéraux même les plus prévenus. Déjà, dans plusieurs élections partielles, des candidats libéraux ou travaillistes avaient enlevé des sièges jusqu'alors considérés comme acquis au parti conservateur unioniste. Dans d'autres circonscriptions restées fidèles à ce parti, la majorité conservatrice était considérablement tombée. Et maintenant, Lord Rosebery et MM. Asquith et Haldane, tout en défendant encore les doctrines impérialistes, se montraient aussi fervents partisans du libre-échange que Campbell-Bannerman et Lloyd George.

C'est ainsi que la situation politique avait évolué lorsque se produisit le coup de théâtre ministériel relaté plus haut. A maintes reprises, Balfour avait déclaré qu'il n'existait aucun désaccord entre lui et Chamberlain. Qu'allait-il donc faire en présence des démissions nombreuses du Cabinet ? C'était la question qu'on se posait curieusement dans tous les milieux politiques. La réponse fut simple : il garda le pouvoir. Peut-être n'était-il pas fâché de se trouver libéré de la présence d'un collaborateur dont il ne partageait pas entièrement toutes les doctrines et qui, par sa politique trop hardie, semblait devoir compromettre l'avenir même de son parti. M. A. Chamberlain remplaça Ritchie à l'Echiquier ; M. Alfred Lyttleton succéda à Chamberlain aux Colonies ; M. Brodrick prit le ministère de l'Inde, tandis que M. Arnold Forster le remplaçait au War Office. Aux yeux de tous, Balfour semblait avoir constitué un « ministère d'attente » pour maintenir le parti conservateur au pouvoir jusqu'à ce que Chamberlain eût réussi à convertir la nation à sa politique protectionniste.

CHAPITRE VII

Le Protectionnisme.

Décadence du parti conservateur.

Campbell-Bannerman forme un ministère libéral (11 décembre 1905).

Les élections de 1906. — Déroute des Conservateurs.

Joseph Chamberlain jouait gros jeu. Dans la lutte qu'il venait d'entamer, il risquait tout le prestige qu'une longue vie politique lui avait acquis. Mais, s'il en sortait vainqueur, lui qui, sans être Premier Ministre, avait cependant voulu faire de son *Colonial Office* le plus important de tous les ministères, il deviendrait le chef incontesté du Gouvernement et se classerait dans l'histoire nationale au rang des Beaconsfield et des Gladstone. Son influence était incontestablement énorme. Quelles qu'eussent été les erreurs commises pendant la guerre sud-africaine, on ne lui en avait reproché aucune, et l'heureuse terminaison du grand conflit par l'annexion d'un vaste pays extrêmement riche n'avait fait qu'accroître la renommée de ce grand « missionnaire de l'Empire ». Populaire en Angleterre, plus célèbre dans les colonies qu'aucun homme d'Etat anglais ne l'avait jamais été, il entendait peut-être encore résonner à ses oreilles les acclamations et les hurrahs dont la foule enthousiaste l'avait accompagné

jusqu'au Guildhall, le 13 février 1902, lorsqu'il y avait reçu le titre de Citoyen libre de la Cité de Londres, en reconnaissance des services qu'il avait rendus à l'Empire. Le prestige dont il jouissait, le patriotisme sincère dont il était animé, sa conviction profonde et indéniable des avantages que pouvait présenter une union intime entre les colonies et la mère-patrie, lui firent-ils oublier que son discours du 15 mai à Birmingham n'avait pas été favorablement accueilli dans tous les milieux ? Était-il aussi poussé par quelque secrète ambition personnelle ? Toujours est-il qu'il n'hésita pas à mettre en jeu toute sa fortune politique et se lança corps et âme dans une campagne qui devait durer plus de deux ans pour aboutir aux élections de janvier 1906.

Le discours de Birmingham devint un véritable programme politique sur lequel se déclina la guerre des partis. Les Libéraux oublièrent leurs divisions anciennes et récentes et s'unirent presque unanimement pour la défense du Libre-Echange. On peut dire que toutes les autres questions de politique intérieure passèrent désormais à l'arrière-plan. Il serait impossible de relater ici tous les incidents, toutes les manifestations auxquels cette campagne donna lieu. La liste des principaux discours, meetings, etc. (1) que nous donnons ci-dessous n'en fournira qu'une faible idée. — Pour les Libéraux convaincus, les projets de J. Chamberlain n'étaient qu'une pure tentative réactionnaire et l'impérialisme qu'il préconisait deviendrait pour le moins un asservissement auquel il faudrait que l'Angleterre se pliât. L'idée de tarifs protecteurs suggérée par Chamberlain avait réveillé les sentiments protectionnistes chez nombre d'Unionistes qui y voyaient le moyen d'ouvrir de force les marchés étrangers du commerce britannique tout en lui réservant les marchés coloniaux. Les Libéraux, au contraire, y virent une tentative

(1) Voir l'appendice à la fin du chapitre.

faite pour assurer un surcroît de bénéfices aux fabricants et à leurs actionnaires aux dépens de la classe pauvre et au prix de difficultés perpétuelles avec les pays étrangers. — Les Protectionnistes répliquaient que, si une grande partie de la population était vraiment trop pauvre pour pouvoir supporter une taxe légère, c'est que le libre-échange n'avait pas fait grand'chose pour la classe ouvrière. — Un certain nombre d'économistes ayant publié un manifeste dans lequel ils se déclaraient opposés aux projets de Chamberlain, d'autres économistes y répondirent immédiatement en exprimant l'opinion contraire.

Sans entrer dans les détails des discussions qui firent l'objet des innombrables discours prononcés par les orateurs des deux partis, nous citerons quelques-uns des arguments généraux sur lesquels ces discours étaient basés :

Pour le protectionnisme : Le commerce avec les colonies devient de jour en jour plus important ; il faut l'encourager et l'accroître encore en le protégeant contre la concurrence étrangère.

Les colonies, pays neufs où l'industrie et le commerce commencent à se développer, sont nécessairement protectionnistes. D'une part, la diversité de leurs systèmes fiscaux constitue un obstacle au développement de l'unité de l'Empire. D'autre part, protégeant déjà, par leurs tarifs, leurs industries naissantes contre la rivalité étrangère, elles peuvent être amenées, le jour où elles se suffiront à elles-mêmes, à les protéger contre l'Angleterre elle-même ou contre les colonies concurrentes. De là un danger de désagrégation, voire même de dissolution de l'Empire britannique. Il faut abaisser et, si possible, supprimer, au profit de la mère-patrie d'abord, des colonies entre elles ensuite, ces divers remparts fiscaux.

En présence des obligations créées par les nécessités militaires, navales et sociales, le budget subit un accroissement constant que l'income-tax ne suffira bientôt plus à combler. Les tarifs préférentiels y pourvoient, ils per-

mettront aux industries en décadence de se relever ; — d'où une augmentation de travail, et par conséquent de prospérité générale ; — mais aussi ils sauveront l'agriculture anglaise de sa décadence actuelle et de la ruine éventuelle.

Contre le Protectionnisme. — C'est le libre-échange qui a donné à l'Angleterre sa prospérité économique actuelle, constatée par les statistiques du Board of Trade. Grâce à lui, les classes ouvrières vivent aujourd'hui mieux et à meilleur marché qu'autrefois. Pourquoi abandonner une méthode fiscale qui a fait ses preuves pour se lancer dans l'incertitude et dans l'aventure ?

La concurrence est nécessaire pour stimuler l'esprit d'initiative et obtenir le rendement maximum.

Le libre-échange permet d'acheter au prix minimum les matières premières et assure ainsi le développement et l'accroissement de l'industrie, et par suite la prospérité de la nation entière.

Les tarifs proposés par les protectionnistes augmentent le prix de la vie en général, mais surtout, puisqu'ils s'appliquent au blé et à la viande, ils augmenteront le prix de la nourriture du peuple.

Dès le 6 octobre 1903, à Glasgow, devant 6000 auditeurs, M. Chamberlain exposa un projet préliminaire de tarifs. Il demandait un droit de 2 shillings par quarter (environ 254 kilogrammes) sur le blé étranger, un droit correspondant sur la farine étrangère, et un droit de 5 % sur la viande et les produits de laiterie. Le prix de la vie pour les classes ouvrières n'en serait augmenté que d'environ 8 pence (1) par semaine et par individu dans les campagnes et d'environ 9 1/2 d. dans les villes. Par contre, il proposait une réduction de 75 % du droit sur le thé, de 50 % du droit sur le

(1) Nous représenterons désormais les mots : shilling par *sh.* et penny ou pence par *d.*

sucre, et des réductions correspondantes sur le café et le cacao. Il en résulterait une diminution de la vie de 8 1/2 d. dans les campagnes et de 9 d. environ dans les villes. — Un droit maximum de 10 % sur les produits manufacturés compenserait les pertes causées au budget par ces réductions.

L'année 1903 n'était pas terminée que Chamberlain, bien qu'ayant souffert, dans l'intervalle, d'une attaque de goutte, avait déjà prononcé des discours à Greenock, Newcastle, Tynemouth, Liverpool, Birmingham, Cardiff, Newport, s'appliquant à démontrer les avantages que le protectionnisme apporterait aux industries particulières des régions dans lesquelles il parlait.

Le 16 décembre, Chamberlain annonça la formation d'une commission d'études pour l'élaboration d'un « projet scientifique » de tarifs. M. Chaplin, M. Charles Booth, Sir Alexander Henderson, Sir A. Hickman, M. W. H. Grenfell, Sir Vincent Caillard, Sir Alfred Jones, Sir A. T. Lewis, Sir Andrew Noble, Sir Charles Tennant, M. Charles Parsons, Sir Walter Peace, en faisaient partie ; plus tard, d'autres protectionnistes célèbres, parmi lesquels Sir Robert Herbert, vinrent s'y joindre ; si bien qu'en janvier 1904, cette commission comptait 58 membres.

La propagande menée par la *Birmingham Liberal Unionist Association* et par la *Tariff Reform League* était contre-balancée par celle de la *Unionist Free Food League* et de la *Free Trade League*. — M. Asquith, Lord Rosebery, le duc de Devonshire, Sir Henry Campbell-Bannerman, M. Morley, Sir Michael Hicks-Beach, Lord Goschen, et d'autres encore reprenaient les arguments développés par M. Chamberlain et y ripostaient par des arguments contraires. — Déjà dans plusieurs élections partielles rendues nécessaires par le décès ou la démission de quelques membres du Parlement, les protectionnistes avaient subi des défaites significatives. A Saint Andrews Burghs, à Norwich, et dans le Argyllshire, le gouvernement perdait

des sièges ; dans d'autres circonscriptions les majorités des candidats de l'opposition augmentaient considérablement.

Tandis que Chamberlain attribuait le manque de travail en Angleterre à la franchise accordée aux marchandises étrangères alors que les produits anglais étaient soumis à l'étranger à des tarifs prohibitifs, les Libéraux faisaient valoir leurs arguments en faveur du libre-échange : le « *big loaf* », le gros pain quotidien, qu'il avait assuré aux classes ouvrières, — et, par contre, l'augmentation du prix de la vie qui résulterait inévitablement de l'adoption de tarifs protecteurs.

Une autre question, importante au point de vue colonial, s'ajouta aux difficultés déjà grandes du gouvernement. Le Transvaal venait d'admettre dans les mines la main-d'œuvre chinoise par contrat, que la Nouvelle-Zélande avait, au contraire, formellement proscrite. En ratifiant la décision sud-africaine, le gouvernement donnerait tort à la Nouvelle-Zélande. — Les Libéraux ne manquèrent pas cette occasion de fortifier leur opposition : n'avait-on fait une guerre si coûteuse que pour voir les mines du Rand fournir du travail à des individus qui n'avaient rien de britannique, et cela à des conditions de contrat d'une moralité moins que discutable. — L'argument était excellent pour se concilier la faveur des ouvriers anglais qui, d'ailleurs, n'auraient ni pu, ni su, ni voulu exécuter le travail accepté par les Chinois.

Au fur et à mesure que le parti libéral devenait plus uni, des doutes, des hésitations se manifestaient dans le parti unioniste que M. Winston Churchill allait bientôt abandonner pour se joindre aux Libéraux. Tous les prétextes étaient bons, d'ailleurs, pour interpeler le gouvernement qui, le 2 mars 1904, n'obtenait qu'une majorité de 40 voix. En vain M. Balfour, se rendant compte que l'opinion nationale était loin d'être mûre pour la nouvelle politique fiscale préconisée par M. Chamberlain et comprenant les

dangers que courait son parti, essayait-il d'adopter une position à mi-côte en se déclarant non protectionniste, mais partisan néanmoins d'un système de tarifs de représailles (*retaliation-policy*) contre les pays à tarifs hostiles. — Immédiatement Chamberlain s'emparait de ces déclarations, y trouvant ou feignant d'y trouver une approbation de sa propre politique. Aussi l'indécision augmentait-elle de plus en plus dans le parti unioniste. On en arrivait à se demander qui en était le leader, M. Balfour, ou M. Chamberlain, et lequel des deux conduisait l'autre.

Cependant meetings et discours se succédaient presque journellement. Jamais question politique ne fut plus abondamment discutée en Angleterre. La comparaison des libre-échangistes entre le « gros pain » et le « petit pain » agaçaient les protectionnistes. Ceux-ci, par contre, exaspéraient leurs adversaires en proclamant *urbi et orbi* que le protectionnisme, c'était le « travail assuré pour tous ».

On ne s'en tenait d'ailleurs pas à ces généralisations : tous les aspects de la question étaient examinés et retournés : le Protectionnisme crée-t-il effectivement le commerce ou n'affecte-t-il que la répartition ? — Le Libre-Echange favorise-t-il la fabrication soignée et perfectionnée aux dépens de la fabrication facile et élémentaire ? — En empêchant les importations d'un pays étranger, détruirait-on ou ne détruirait-on pas le travail qui permettait de payer ces importations ? — On étudiait, on commentait les statistiques publiées par le Board of Trade et qui indiquaient, à première vue du moins, une prospérité indéniable. Mais, à l'augmentation du montant total du commerce, existait-il une augmentation correspondante des produits fabriqués, et par conséquent, une augmentation réelle du travail ? On discutait chaudement la relation entre les salaires et le prix de la vie, la proportion entre les importations de matières premières et les réexportations. On comparait le nombre des chômeurs, les prix des denrées alimentaires et autres objets nécessaires à la vie et

aussi le nombre des heures de travail, en Angleterre et dans les pays étrangers.

La situation politique à cette époque présentait cette anomalie piquante que l'opposition s'attaquait à des principes qui, officiellement du moins, n'étaient pas ceux du gouvernement. M. Balfour avait même fini par refuser de discuter la question fiscale dans ses discours, prétextant que cette question n'était pas du ressort du gouvernement actuel et ne pouvait être agitée et résolue qu'après consultation nationale. Cette déclaration avait soulevé chez ses propres électeurs de Manchester une telle réprobation que, le 27 janvier 1903, il consentit à donner lecture de ses opinions à ce sujet, rédigées « sur une demi-feuille de papier à lettre » :

1° Je désire modifier notre système fiscal de façon à acquérir une liberté d'action qu'il nous sera impossible d'avoir tant que nous resterons attachés au principe qui veut qu'aucune taxe ne soit imposée sauf pour équilibrer le budget. Cette liberté d'action, je la désire surtout pour trois raisons : Elle nous donnera plus de force dans toutes les négociations par lesquelles nous pourrons obtenir l'abaissement des tarifs étrangers hostiles. Elle pourra nous permettre de protéger l'indépendance fiscale des Colonies qui désirent nous accorder un traitement préférentiel. Elle pourra nous être utile là où nous voudrions arrêter l'importation des marchandises étrangères qui, en conséquence de primes à l'exportation ou de tarifs protecteurs, sont vendues au-dessous de notre prix coûtant. Ces importations sont, en fin de compte, aussi nuisibles au consommateur qu'elles sont ruineuses pour nos producteurs.

2° Je désire l'union commerciale plus intime avec les Colonies, et cela parce que je désire l'union plus intime sous toutes ses formes les meilleures, et parce que cette forme particulière a une grande importance intrinsèque et a reçu fortement l'appui des Colonies. Je crois aussi qu'elle produira probablement des avantages commerciaux de plus en

plus grands, aussi bien pour les Colonies que pour la mère-patrie en encourageant une plus grande liberté d'échange entre elles. Sans doute, une pareille union commerciale présente de nombreuses difficultés, qui pourront être examinées surtout par une conférence coloniale, pourvu que celle-ci puisse les discuter sans aucune réserve ni limite.

3° Je recommande donc que le Budget soit présenté sous cette forme à une conférence.

4° Je ne désire pas, dans le but d'aider la production nationale, augmenter les prix à l'intérieur du pays.

L'imprécision de cette déclaration, cette façon de ne répondre qu'à demi aux questions posées, le fait même que M. Chamberlain mit deux mois pour déclarer son adhésion au « programme de la demi-feuille », ne firent qu'accentuer les hésitations des députés unionistes. A tort ou à raison, beaucoup d'entre eux avaient l'impression qu'ils étaient « entraînés », et cela non pas tant par M. Chamberlain que par une organisation dans laquelle les grands industriels étaient singulièrement nombreux. — Le 8 mars, sur une interpellation de Winston Churchill, au sujet des tarifs préférentiels, la majorité gouvernementale tombait à 42. — A la fin du mois, les Libéraux ayant proposé des ordres du jour désapprouvant la politique ministérielle, Balfour refusa d'assister aux séances, sous prétexte que le sujet des interpellations proposées, déjà maintes fois discuté d'ailleurs, n'intéressait pas le gouvernement actuel. L'indignation soulevée par cette façon cavalière de traiter le Parlement fut telle que, dès lors, en présence de l'hostilité croissante, on pouvait se demander pourquoi M. Balfour restait au pouvoir. Il voulait sans doute épargner à son parti extrêmement désuni les risques d'un appel à l'opinion nationale. La question n'avait plus besoin d'être posée : le Gouvernement que les élections enverraient au pouvoir, aurait, non plus à faire une enquête sur le problème fiscal, mais ou bien à continuer, comme par le passé, ou bien à transformer com-

plètement, la politique fiscale du Royaume-Uni. Espérait-il qu'en prolongeant la période des débats oratoires, la lumière finirait par se faire sur tous les projets protectionnistes nuageux et indécis auxquels l'idéalisme de Chamberlain avait donné naissance ? C'est ce qui semble ressortir assez nettement de la déclaration faite par M. Chamberlain lui-même, à Birmingham, le 3 novembre 1905, à une époque où il ne restait plus aucun doute sur l'éventualité prochaine d'une élection générale. Ecartant presque entièrement les principes du protectionnisme absolu, il disait en effet que tout ce dont la nation avait besoin, c'était une modification du système libre-échangiste.

M. Balfour, en restant au pouvoir, semblait donc avoir pour but d'amener aux élections générales un parti unioniste, capable de présenter une politique personnelle, et non plus simplement une défense des principes de la *Tariff Reform League* contre les Libéraux. Mais ses temporisations, ses tergiversations mêmes, avaient donné à ses adversaires une avance d'un an dans la campagne électorale. Au point de vue législatif, les deux dernières années avaient été à peu près stériles, et cela n'était pas sans affaiblir encore la position du gouvernement qui, dans une élection partielle, à Brighton, avait, en avril, perdu un siège considéré de tout temps comme acquis aux Conservateurs. — Le 20 juillet, M. Redmond, chef du parti nationaliste irlandais, ayant proposé une réduction du traitement alloué au Premier Secrétaire pour l'Irlande, le Ministère fut même mis en minorité (200 voix contre, 196 pour). — Quatre jours plus tard, M. Balfour annonça qu'en dépit de ce fait, le Gouvernement avait décidé de rester au pouvoir. Cette déclaration fut accueillie par les huées de l'Opposition ; Sir Edward Grey lui-même alla jusqu'à dire que désormais le respect mutuel qui doit exister entre la Chambre et le Premier Ministre devenait impossible.

De jour en jour, la situation du gouvernement se faisait plus précaire. Les députés unionistes eux-mêmes semblaient

perdre tout intérêt aux débats parlementaires. Il ne restait plus à M. Balfour qu'une seule chance : Le dernier gouvernement libéral était tombé il y avait plus de 10 ans. Parmi les hommes d'Etat qui en avaient fait partie, Sir Wm. Harcourt, Lord Kimberley et Lord Herschell étaient morts ; Lord Rosebery se tenait à l'écart ; Lord Spencer était sérieusement malade ; Lord Ripon avait 74 ans et Sir Henry Fowler 75 ; Sir George Trevelyan, M. Shaw Lefevre, M. Arnold Morley et M. Arthur Acland avaient abandonné la politique.

Si le Gouvernement conservateur se retirait, les Libéraux seraient-ils en état de former un ministère ? Les Libéraux impérialistes accepteraient-ils un Gouvernement dont Sir Henry Campbell-Bannerman, récemment encore si impopulaire parmi eux, prendrait la direction ? — Si, d'autre part, c'était à Lord Rosebery qu'était confié le soin de former le Ministère, les Radicaux ne lui refusaient-ils pas leur appui ?

Le 4 décembre, M. Balfour donna sa démission et, le 5, Sir Henry Campbell-Bannerman était nommé Premier Ministre. Le 11, le Ministère était formé avec M. Asquith aux Finances, Sir Edward Grey aux Affaires Etrangères, M. Haldane à la Guerre, Lord Tweedmouth à la Marine, Lord Elgin aux Colonies (avec M. Winston Churchill comme sous-secrétaire d'Etat), M. Lloyd George au Commerce, M. J. Morley au Ministère de l'Inde, M. Herbert Gladstone à l'Intérieur, M. Birrell à l'Education. Lord Aberdeen devenait vice-roi d'Irlande et M. John Burns président du Local Government Board.

Le 8 janvier 1906, le Parlement ayant été dissous, la campagne électorale s'ouvrit immédiatement, et dès les premiers résultats, il ne resta aucun doute sur la victoire éclatante que les Libéraux allaient remporter.

En effet les 670 sièges de la Chambre des Communes se répartirent comme suit :

Libéraux.....	377	Conservateurs.....	132
Travailleurs.....	53	Libéraux unionistes..	25
Nationalistes irlandais.	83		

Alors qu'aux élections de 1896 et 1900, les majorités conservatrices avaient été respectivement de 152 et 132 voix, en 1906 la majorité libérale et travailliste sur les groupes conservateurs et unionistes était de 356.

Fait significatif : M. Balfour avait été battu à Manchester par près de 2.000 voix (6.403 contre 4.423). De plus, M. Lyttleton, M. Walter Long, M. Gerald Balfour, M. Pretyma, M. Arthur Elliot, M. Brodrick, Lord Stanley, M. Ailwyn Fellowes, M. Bonar Law, qui avaient fait partie du ministère conservateur, avaient été également battus. — Grâce à la complaisance de M. Alban Gibbs qui se retira en sa faveur, M. Balfour fut pourtant élu, le 27 février, par la Cité de Londres.

APPENDICE

Le lecteur trouvera ci-dessous la liste des principaux discours, meetings, etc., qui ont signalé la campagne électorale de 1905-06 :

15 août 1903. — Manifeste d'un certain nombre de professeurs et d'économistes opposés aux projets de Chamberlain. — D'autres économistes exposent dans la presse des vues contraires.

6 octobre. — Chamberlain commence sa campagne à Glasgow et propose une esquisse de projet fiscal.

7 octobre. — Chamberlain à Greenock.

8 octobre. — Asquith à Cinderford.

9 octobre. — Ritchie à Croydon.

9 octobre. — Lord Spencer au « Eighty Club » qualifie Chamberlain « l'un des hommes d'Etat les plus « risque-tout » et les moins scrupuleux, qui n'a jamais hésité à employer n'importe quel moyen pour faire triompher sa cause ».

12 octobre. — Austen Chamberlain à Acocks Green.

13 octobre. — Lord Rosebury à Sheffield.

15 octobre. — Sir Henry Campbell-Bannerman à Bolton.

16 octobre. — Lord Goschen au *Passmore Edwards Hall* compare le prix de la nourriture en Angleterre, en France et en Allemagne.

19 octobre. — Morley (contre Chamberlain) à Manchester.

20 octobre. — Conférence de la *Durham and North Riding Liberal Unionist Association*. Scission parmi les libéraux.

20 octobre. — Remis d'une attaque de goutte, Chamberlain parle à Newcastle.

21 octobre. — Chamberlain à Tynemouth.

23 octobre. — Le duc de Devonshire élu président de la *Unionist Free Food League*.

24 octobre. — Asquith à Newcastle.

27 octobre. — Chamberlain à Liverpool.

28 octobre. — Chamberlain à Liverpool parle des industries de l'horlogerie et de la verrerie.

31 octobre. — Sir William Harcourt à Rawtenstall (Lancashire).

31 octobre. — Asquith à Paisley.

4 novembre. — Chamberlain à Birmingham (10.000 auditeurs.)

5 novembre. — Sir Michael Hicks-Beach (contre Chamberlain) à Manchester.

6 novembre. — Lord Goschen, à la Chambre de Commerce de Liverpool, traite des « Tariffs, protective, preferential, retaliatory. »

7 novembre. — Lord Rosebery à Leicester, conjure les unionistes libre-échangistes de se joindre aux autres libre-échangistes pour la lutte ; il demande aux libéraux d'oublier leurs anciennes querelles pour s'unir en ce moment d'importance vitale pour l'avenir du commerce britannique et de la puissance britannique.

13 novembre. — Balfour à Bristol. — Sir M. Hicks-Beach se déclare partisan d'une nouvelle politique fiscale.

13 novembre. — Sir Henry Fowler, aussi à Bristol.

17 novembre. — Campbell-Bannerman à Frome, se rallie avec enthousiasme à l'appel de Lord Rosebery.

17 novembre. — Chamberlain fait ses adieux aux agents généraux des Colonies qui retournent dans leurs pays.

18 novembre. — Ritchie à Thornton Heath.

20 novembre. — Chamberlain à Cardiff.

21 novembre. — Chamberlain à Newport, sur l'industrie de l'étain.

25 novembre. — Asquith à Barnstaple.

25 novembre. — Lord Rosebery et Lord Goschen, au meeting de la *Free Food League*, au Queen's Hall : Le duc de Devonshire, disent-ils, veut faire l'office de frein dans la locomotive ministérielle dont le mécanicien est descendu, laissant prendre sa place par un autre qui fait dégringoler la ligne à sa machine à toute vitesse et « malgré tous les signaux contraires ».

9 décembre. — Assemblée annuelle des *Central and Associated Chambers of Agriculture*, — se déclare presque à l'unanimité favorable à la politique de Chamberlain.

11 décembre. — Sir John Dickson-Poynder, (dep. cons. Chippenham, Wiltshire) demande aux Unionistes libre-échangistes, de coopérer avec les Libéraux pour la défense du libre-échange.

12 décembre. — Le duc de Devonshire conseille aux électeurs de ne pas voter pour un candidat unioniste, s'il est partisan de Chamberlain et de la *Tariff Reform League*.

12 décembre. — Lord Rosebery à Edimbourg.

15 décembre. — M. Chaplin à Ware (pour Chamberlain).

15 décembre. — Les Lords Goschen, James of Hereford, Balfour of

Burleigh, George Hamilton et M. Ritchie, donnent leur adhésion aux recommandations faites le 12 décembre par le duc de Devonshire.

16 décembre. — Chamberlain à Leeds annonce la formation d'une commission d'études pour l'élaboration d'un projet de tarifs.

28 décembre. — M. Haldane à Edimbourg.

1^{er} janvier 1904. — Le Ministère Fédéral d'Australie invite M. Chamberlain à visiter la Commonwealth. Chamberlain décline l'invitation en prétextant qu'actuellement il est à même de mieux servir les colonies « ici, dans la mère-patrie ».

4 janvier. — Sir John Gorst à Preston (contre Chamberlain).

6 janvier. — Lord Rosebery à Edimbourg déclare que le Ministère se trouve dans une situation « anormale et humiliante ».

Statistiques du Board of Trade, publiées en janvier :

Total des importations et exportations en 1903 : 903 millions de livres, soit 25 millions de plus que le chiffre le plus haut qui ait jamais été enregistré. — Les exportations de produits manufacturés se sont élevées à 235 millions de livres, l'augmentation portant sur les industries principales : fer, machines, lainages.

7 janvier. — Lloyd George au « New Reform Club ».

11 janvier. — Lord George Hamilton, à une réunion des restaurateurs et hôteliers de Londres (contre Chamberlain).

11 janvier. — Balfour dans sa circonscription de Manchester.

11 janvier. — Chamberlain à l'Association des orfèvres et joailliers de Birmingham.

12 janvier. — Balfour à Manchester. — deux discours vagues, pour ne pas dire ambigus. — Il cherche évidemment à maintenir l'unité du parti conservateur et à modérer le zèle des partisans de Chamberlain.

12 janvier. — Sir H. Fowler à Wolverhampton.

13 janvier. — Sir H. Campbell-Bannerman à Maidstone. — Tous deux commentent sévèrement l'attitude équivoque observée par Balfour dans la question du protectionnisme.

15 janvier. — Première réunion de la « *Tariff Commission* », recrutée par Chamberlain.

18 janvier. — Chamberlain au Guildhall. — Nous avons encore, dit-il, l'esprit trop provincial, je devrais dire trop modeste. Dans la grande révolution qui a séparé les Etats-Unis de la Grande-Bretagne, le plus grand homme que cette révolution ait produit, c'est, à mon avis, Alexandre Hamilton. C'était un soldat et c'était aussi un homme d'Etat. Il a laissé à ses concitoyens un précieux héritage en leur dévoilant le secret de l'union et en leur disant : « Apprenez à penser *continentalement* ! » — Eh bien ! mes concitoyens, si je puis me permettre de vous donner aujourd'hui un conseil, je vous dirai : « Apprenez à penser *impérialement*. Je ne vous demande aucun sacrifice sérieux. Je vous demande d'être dignes de votre passé ; je vous demande de vous souvenir que l'avenir de ce pays qui vous est cher à tous n'est autre que l'avenir de la race britannique... Quant aux Colonies, pensez à ce qu'elles sont : pensez à ce qu'elles seront ; partagez leur désir d'une union plus étroite ; ne faites rien qui puisse les décourager ; mais au con-

« traire, prouvez-leur votre désir de coopérer avec elles dans tous les efforts qu'elles font ou se proposent de faire. Ainsi, et seulement ainsi, vous pourrez maintenir les traditions du passé, le renom de cette Cité Impériale, et la permanence de ce puissant agent de paix et de civilisation que nous appelons l'Empire britannique ».

(Succès et enthousiasme énormes ; bien que ce discours ne produise pas tout l'effet désiré).

18 janvier. — M. John Morley à Arbroath.

19 janvier. — Lord Rosebery, à la *Free Food League*, à Manchester, se déclare partisan jusqu'à un certain point d'un système de représailles économiques (*retaliation*), fort différent de la politique de protection ou de préférence.

Les résultats des élections partielles sont de plus en plus défavorables au Gouvernement et à Chamberlain.

20 janvier. — M. John Morley à Forfar.

20 janvier. — M. Bonar Law à Bradford, déclare que tout l'avenir commercial de l'Angleterre se trouve maintenant dans les limites de l'Empire.

20 janvier. — Austen Chamberlain à Stalybridge.

21 janvier. — M. Bryce à East Grinstead (contre Chamberlain).

21 janvier. — L'évêque de Hereford dénonce « cette propagande protectionniste, farouche, déchirante, fabriquée à Birmingham ».

22 janvier. — Campbell-Bannerman au « Eighty Club ».

22 janvier. — Asquith à Southport.

23 janvier. — Le duc de Bradford à Bedford (pour Chamberlain).

23 janvier. — Le Dr. Cunningham, à Cambridge, préconise une taxe sur les produits alimentaires pour encourager la main-d'œuvre dans les campagnes.

25 janvier. — W. Churchill à l'Institut des Banquiers à Dublin.

26 janvier. — Le Prof. Ashley à la *London Institution* s'élève contre une politique qui prétend combattre les tarifs hostiles par la liberté d'importation.

27 janvier. — Campbell-Bannerman, à Glasgow, dénonce les transformations successives du projet de Chamberlain et le qualifie de « spéculation en faillite. »

27 janvier. — Lord Hugh Cecil à Worcester.

28 janvier. — Lord Goschen à Halifax.

28 janvier. — A. Chamberlain à King's Norton.

29 janvier. — Lord Goschen à Newcastle.

29 janvier. — Sir Edward Grey, à Manchester, désapprouve les représailles économiques comme inefficaces.

30 janvier. — Chamberlain à l'Hôtel de Ville de Birmingham.

8 février. — Le duc de Devonshire au Guildhall.

8-10, 12 et 15 février. — Discussion aux Communes sur la question fiscale. John Morley (contre). — Gerald Balfour, président du Board of Trade (pour), déclare que le Gouvernement ne suit pas une politique protectionniste et que, tout en étant partisan d'un tarif de faveur pour les Colonies, il ne cherche nullement à défendre les pro-

jets de Chamberlain. Le Gouvernement est prêt à lutter pour le libre-échange, par le moyen de tarifs de représailles, mais ne saurait agir sans en avoir reçu le mandat de la nation. — Lord Hugh Cecil déclare que Balfour aime à se faire passer pour plus protectionniste qu'il n'est en réalité. La politique de préférence pour les Colonies produirait probablement plus d'irritation et de division que d'unité. Il termine en disant qu'il ne faut pas avilir l'idée d'Empire en la transformant en l'idée d'une « gigantesque affaire où l'on se partage les bénéfices ». —

Sir E. Grey : La préférence coloniale conduirait à des malentendus graves. Le libre-échange dans l'Empire serait une chose splendide, mais il est irréalisable. L'action préconisée à Birmingham nuirait à notre prospérité, démoraliserait la politique et retarderait indéfiniment les réformes sociales.

Plusieurs membres (Sir J. Dickson-Poynter, Sir G. Bartley, M. Lloyd George) se plaignent des hésitations du Gouvernement. Sir John Gorst va jusqu'à mettre en doute sa sincérité.

M. Lyttleton (secrétaire pour les Colonies) répond au nom du Gouvernement qu'il ne s'agit pas simplement d'une lutte entre le libre-échange et le protectionnisme, mais de l'abandon de la politique de « laissez faire » que les circonstances actuelles ne justifient plus. Les initiatives individuelles en Angleterre ne peuvent plus se maintenir avec succès contre les entreprises officiellement protégées de la concurrence étrangère.

M. Becketts, membre du Parlement pour Whitby, et banquier, déclare que les banquiers sont opposés aux théories de Chamberlain. Il défie le parti protectionniste de prouver ses allégations et condamne fortement l'attitude et les projets protectionnistes du Gouvernement.

Sir H. Campbell-Bannerman déclare qu'en présence des résultats des récentes élections particulières, il se demande ce que le Gouvernement attend pour dissoudre le Parlement.

M. Akers-Douglas, ministre de l'Intérieur, déclare que le Gouvernement, partisan de représailles économiques et non d'une politique protectionniste, s'opposera à cette politique tant que le pays ne s'y sera pas déclaré favorable.

En résumé, les déclarations faites par divers membres du Cabinet tendent à indiquer que, pour le moment, le Gouvernement abandonne les projets de Chamberlain, quitte à changer d'attitude plus tard.

18 et 19 février. — Débat à la Chambre des Lords.

Le duc de Devonshire se plaint de la politique incertaine du Gouvernement, qui ne doit pas se résumer en deux mots : « négociations et représailles ». Il demande à tous les électeurs d'exiger des candidats l'engagement formel de s'opposer au protectionnisme sous quelque forme que ce soit, même si ce candidat est favorable au Gouvernement unioniste. — Lord Robertson dit que la politique du Gouvernement ressemble à l'horizon vers lequel on avance, mais qui recule toujours. Si, comme M. Akers-Douglas l'a promis, on ne doit pas imposer les denrées alimentaires et les matières premières importées, comment exercera-t-on les représailles économiques ?

Plusieurs Lords se plaignent du manque de décision et de l'incohérence du Gouvernement (les Lords Cadogan, Spencer, James of Hereford, etc.).

29 février. — Lord Rosebery, au banquet annuel de la *Liberal League*, déclare que le parti libéral est enfin un parti uni. Il ajoute qu'il est criminel de « placer la nation en face de ce dilemme : les objets nécessaires à la vie — ou le maintien de l'Empire ? »

Au Parlement, toutes les occasions sont bonnes pour reprendre le débat : le 2 mars (le Gouvernement n'obtient que 40 voix de majorité), le 3 mars, le 7 mars, le 9 mars (majorité : 46 voix), le 10 mars.

12 mars. — Lord Rosebery à Newcastle-on-Tyne.

14 mars. — Débat à la Chambre des Lords.

Le parti unioniste se désagrège de plus en plus, à cause des questions de l'*Education Bill*, de la main-d'œuvre chinoise (à propos de laquelle Campbell-Bannerman propose un vote de blâme à l'adresse du Gouvernement qui n'obtient que 57 voix de majorité).

29 mars. — Avant l'ajournement du Parlement pour les vacances de Pâques, Campbell-Bannerman constate que la politique fiscale du Gouvernement devient de plus en plus vague. Le Gouvernement prétend qu'il existe un remède souverain à tous les griefs industriels et que ce remède sera appliqué dès qu'une élection générale aura eu lieu. Pourquoi, dans ces conditions, le Premier Ministre ne s'adresse-t-il pas au pays tout de suite ? Indécision, hésitation, confusion ! Est-il conforme aux principes de la Constitution qu'un Premier Ministre se cramponne au pouvoir en dépit des défaites réitérées qu'il subit dans tout le pays ?

17 mai. — Le duc de Devonshire, M. Asquith et Lord Hugh Cecil à Devonshire House.

18 mai. — Le duc de Devonshire à l'assemblée du *Liberal Unionist Council*. menace de se retirer si l'association ne se déclare pas neutre en ce qui concerne la question fiscale. L'association est reformée « sur des bases démocratiques ». Les partisans du libre-échange s'en séparent.

18 mai. — Grand débat aux Communes. — Au sujet d'un ordre du jour proposé par Balfour, Asquith déclare que cet ordre du jour est un subterfuge et un affront fait à la Chambre. Il n'a d'autre objet que de maintenir le parti conservateur au pouvoir et de retarder « dans l'intérêt d'un ministère discrédité, pendant quelques semaines ou quelques mois de honte, le jugement inévitable de la nation ». — Majorité gouvernementale : 55.

2 juin. — Campbell-Bannerman, au « Eighty Club », au banquet offert en son honneur.

3 juin. — Le centenaire de la naissance de Cobden est l'occasion de nombreuses manifestations libre-échangistes à Midhurst, Manchester, Edimbourg, etc.

3 juin. — Les Tariff Reformers célèbrent le centenaire de Cobden à leur façon. — Dr Cunningham au « Compatriots » Club à Cambridge, et, le 4 juin, MM. H. J. Mackinder et L. J. Maxse à l'*University Tariff Reform League* à Oxford.

4 juin. — 70 grandes manifestations dans toute la Grande-Bretagne. Campbell-Bannerman, W. Churchill, Lloyd George, Dr Clifford à l'Alexandra Palace. — J. Morley à Birmingham. — Sir R. Giffen à Haywards Heath. — Sir R. Reid à Carlisle. — M. Fletcher Moulton à Derby.

10 juin. — Grand meeting de la *Liberal League* au Queen's Hall de Londres. — Lord Rosebery expose le programme de la ligue. Les libéraux, dit-il, sont impérialistes : mais leur impérialisme est tout différent d'un autre impérialisme de mauvais aloi qui s'annonce à coups de grosse caisse. Les libéraux combattent la mauvaise administration, la mauvaise législation, le protectionnisme officiel ou officieux ; mais ils ont à lutter aussi contre deux parlementaires, stratégistes consommés. Il faut que tous les Libéraux, même les libéraux unionistes, se rallient à la *Liberal League*.

Les élections continuent à être défavorables au Gouvernement. Dans une grande réunion libérale donnée par Lord Durham à Lambton Castle, Lord Rosebery parle de ce « gouvernement pour rire » qui n'existe plus que dans l'intérêt de Chamberlain.

8 juillet. — Anniversaire de Chamberlain. — Dîner en son honneur offert à l'Hôtel Cecil par 200 membres du Parlement, en marque de « sympathie générale pour sa politique de tarifs commerciaux préférentiels dans l'Empire ». Il déclare que les Conservateurs sont résolus à maintenir le Gouvernement au pouvoir aussi longtemps que possible et tant que les ministres eux-mêmes penseront pouvoir continuer à rendre service à la patrie.

14 juillet. — Première réunion du *Liberal Unionist Council* dont font partie deux ministres, Lord Lansdowne et Lord Selborne. Plusieurs unionistes libre-échangistes avaient refusé d'y prendre part, déclarant que le nouveau groupe était « une machine destinée à soutenir les nouvelles doctrines de Birmingham sur la politique protectionniste et préférentielle ». — Chamberlain est élu président : Lord Lansdowne et Lord Selborne vice-présidents. Un ordre du jour est voté déclarant que l'heure est venue de réformer complètement le système fiscal, approuvant la demande faite par le Premier Ministre d'une augmentation de pouvoirs lui permettant de contre-balancer les tarifs hostiles, avec l'espoir que les liens entre les diverses parties de l'Empire seront resserrés par une union commerciale basée sur des tarifs préférentiels.

Dans la soirée, seconde réunion à l'Albert Hall. Chamberlain expose les principes du Conseil. Ordre du jour voté sur la proposition de Lord Tennyson : confiance dans le Gouvernement, le félicite du récent accord anglo-français et approuve sa politique fiscale.

21 juillet. — Chamberlain à la première assemblée annuelle de la *Tariff Reform League* à Stafford House.

22 juillet. — A la Chambre des Lords, Lord Rosebery interpelle au sujet du rôle accepté, le 14 juillet, par deux ministres, à la réunion du *Liberal Unionist Council*, et proteste violemment contre les tergiversations dangereuses du Gouvernement.

27 juillet. — Sir H. Campbell-Bannerman et Sir W. Harcourt au *National Liberal Club*.

1^{er} août. — Campbell-Bannerman interpelle aux Communes sur le rôle accepté par deux ministres, le 14 juillet, à la réunion du *Liberal Unionist Council*. — En réponse, Balfour se déclare libre-échangiste, quoique, dans certaines circonstances, des taxes, même sur les denrées alimentaires, pourraient devenir nécessaires. — Majorité gouvernementale : 78.

4 août. — Chamberlain à Welbeck Abbey devant 10 à 12.000 auditeurs, surtout des agriculteurs, sous la présidence du duc de Portland.

20 septembre. — Lord Rosebery, à Lincoln, déclare que le Gouvernement est devenu un danger pour le pays.

26 septembre. — Chamberlain répond à Lord Rosebery dans le *Times*.

27 septembre. — Réponse de Lord Rosebery à Chamberlain.

30 septembre. — C. H. Seeley, libre-échangiste, à Lincoln.

30 septembre. — W. Churchill à Manchester.

1^{er} octobre. — Congrès de sociétés commerciales des comtés de Yorkshire, Lancashire, Cheshire et West Yorkshire, — demande une révision de la politique fiscale.

3 octobre. — Grand discours de Balfour au « *Scottish Conservative Club* » à Edimbourg : Le protectionnisme se propose d'encourager les industries nationales en élevant les prix à l'intérieur. Personnellement, il n'est pas protectionniste et, si son parti adopte une politique protectionniste, il n'acceptera pas d'en être le chef. Mais, en ce qui concerne les Colonies, on ne peut pas laisser la question où elle en est, « dans une impasse dangereuse pour l'Empire tout entier ». La question pourra être résolue au moyen d'une conférence que le parti unioniste devra convoquer après les prochaines élections. Les membres en seront absolument affranchis de toutes vues ou instructions spéciales. Ils décideront, d'abord, si les Colonies désirent une union plus étroite avec la métropole, et ensuite par quels moyens cette union peut être réalisée. Mais l'unification impériale ne doit pas être imposée à l'opinion publique et il faut l'envisager au point de vue politique et patriotique plutôt qu'au point de vue économique.

4 octobre. — M. Courtney à Falkirk, commentant ce discours, dit que Balfour est un libre-échangiste qui prépare les voies au protectionnisme.

5 octobre. — Grand discours de Chamberlain à Edimbourg, sous la présidence du duc de Bedford. Il propose un droit de 2 sh. par quartier de blé et de 5°/o sur les autres produits agricoles. Lui aussi, comme M. Balfour, refuse le nom de protectionniste ; des tarifs de représailles abaisseront les prix, assureront le marché intérieur et faciliteront la production. Une conférence intercoloniale produira des résultats merveilleux pour le commerce et pour l'Empire.

8 octobre. — Asquith, à Ladybank, dénonce Chamberlain et Balfour comme protectionnistes tous deux ; mais Balfour s'efforce d'éviter la catastrophe qui menace depuis longtemps.

10 octobre. — Haldane à Haddington.

10 octobre. — Sir Charles Dilke à Newent.

10 octobre. — M. Cripps dans le Lancashire.

11 octobre. — Asquith à Newburgh.

18 octobre. — Lord Hugh Cecil : lettre au *Times*, expose les divergences de vues de Chamberlain et Balfour.

28 octobre. — Chaplin, au Congrès de l'Union nationale des Associations conservatrices et constitutionnelles, préconise un changement de la politique fiscale et la convocation d'une conférence coloniale « pour examiner le problème de l'union fiscale impériale ».

29 octobre. — Lord Rosebery, à Trowbridge, compare le ministère à une troupe de chiens que l'on fait sauter à travers des cerceaux au claquement d'un fouet. Puisque la conférence coloniale que le ministère projette de convoquer doit décider si les Colonies désirent ou non les tarifs préférentiels, c'est la preuve que ces colonies n'ont jamais fait d'offre à ce sujet. Chamberlain a simplement essayé de sacrifier l'indépendance fiscale de la Grande-Bretagne et n'a réussi qu'à jeter la désunion dans l'Empire.

31 octobre. — Lord Salisbury, à Liverpool, demande aux Conservateurs de s'unir sur les bases du discours de Balfour à Edimbourg.

31 octobre. — Lord Avebury à la *London Institution*.

2 novembre. — M. J. Spencer Phillips, président de l'Institut des Banquiers, attribue à l'agitation fiscale la détresse financière actuelle.

4 novembre. — Campbell-Bannerman à Edimbourg.

7 novembre. — Asquith à Southampton.

8 novembre. — Sir E. Grey à Coventry.

8 novembre. — Bonar Law à Edimbourg.

10 novembre. — Le ministre Lord Salisbury décrit le projet de Chamberlain d'une union impériale comme « un grand rêve impérial qu'il est actuellement impossible de réaliser ».

12 novembre. — Le duc de Devonshire à Rawtenstall expose les divergences de vues entre Chamberlain et Balfour.

17 novembre. — M. Wyndham à Douvres.

18 novembre. — Lord Selborne, au dîner du *Liberal Union Club*, à l'Hôtel Cecil, déclare que le seul but de l'opposition est de jeter la désunion parmi les Unionistes.

28 novembre. — Balfour à un banquet à l'Hôtel Cecil.

30 novembre. — Asquith à Southend.

1^{er} décembre. — Bonar Law à Glasgow.

2 décembre. — Lord Hugh Cecil à Oxford.

5 décembre. — Lord Rosebery, à Glasgow, dénonce le danger que constitue pour l'Empire le conflit des intérêts pécuniaires suscité par la campagne de réforme fiscale ; le parti libéral devra s'occuper, s'il arrive au pouvoir, des questions d'éducation, de tempérance, de logement, et de capacité dans les services administratifs.

10 décembre. — Une délégation de députés unionistes, sous la conduite du duc de Norfolk invite le Gouvernement à demander aux Colonies de prendre une part plus grande dans les dépenses mi-

litaires et navales. Sur une somme de 36 millions de livres pour la Marine, les colonies n'apportent qu'une contribution de 325,000 livres, alors qu'en 50 ans leur commerce maritime est monté de 24 millions à 234 millions de livres par an.

13 décembre. — Brodrick se déclare partisan des doctrines de Balfour, mais non de celles de Chamberlain.

14 décembre. — Lord George Hamilton fait la même déclaration.

14 décembre. — A. Chamberlain dans le East Worcestershire se déclare nettement protectionniste.

15 décembre. — Grand discours de Chamberlain à Limehouse. — Il discute les objections de ses adversaires et qualifie d'« argumentation méprisable » les discussions sur le point de savoir si les Colonies ont ou non déjà fait des offres d'union commerciale.

18 décembre. — Asquith lui répond à Cardiff.

19 décembre. — M. Lyttleton remplace Balfour malade, à Glasgow, parle de la prochaine conférence coloniale dans des termes qui paraissent en désaccord avec les récentes déclarations de Balfour à ce sujet.

Publication du *Livre Bleu* fiscal. En 1904, l'exportation des produits manufacturés a battu tous les records. L'absence de travail ne peut donc être imputée à la concurrence étrangère.

5 janvier 1905. — Lord Selborne à Wolverhampton, puis à Handsworth. La prochaine lutte politique aura lieu entre ceux qui croient à un plus grand avenir de l'Empire et ceux qui n'y croient pas.

7 janvier. — La *Liberal Unionist Association* du Nottinghamshire se déclare favorable à une alliance avec le *Liberal Unionist Council*, partisan déclaré de la réforme fiscale. Sur quoi, Lord Belper, président, Sir Ch. Seeley, vice-président et M. C. H. Seeley, député de Lincoln, donnent leur démission de l'Association.

11 janvier. — Chamberlain, à Preston, sur la situation de l'industrie cotonnière en Angleterre. Il s'efforce de prouver le caractère redoutable de la concurrence faite par les pays à tarifs protecteurs.

12 janvier. — A Glasgow, Balfour ne donne pas les précisions sur lesquelles on comptait au sujet de sa politique concernant le problème fiscal. En revanche, il déclare que le grand problème militaire du moment est la « défense de l'Afghanistan ». — Bien que ne faisant aucune allusion à la prochaine conférence coloniale, il exprime l'espoir que les conférences coloniales seront bientôt, dans le mécanisme de l'Empire, un rouage aussi essentiel que la Chambre des Lords elle-même.

13 janvier. — Lord George Hamilton, à Blackburn, expose les conséquences regrettables que le protectionnisme entraînerait pour l'industrie cotonnière du Lancashire.

16 janvier. — Sir E. Grey, à l'Association libérale de l'Université de St-Andrews, dit que les partisans de la réforme fiscale ressemblent à des gens perdus dans le brouillard. Ils s'appellent l'un l'autre et se demandent : « Où est M. Balfour ? »

17 janvier. — Winston Churchill qui s'est rallié au parti libéral,

dénonce à Manchester « l'incompétence administrative » du Gouvernement, « son manque de sincérité et presque d'honnêteté en refusant d'exposer devant la nation, nettement et carrément, les principes fiscaux qu'il a l'intention de défendre ».

19 janvier. — Lord Stanley, postmaster-general, se déclare libre-échangiste, quoique favorable à la politique de représailles économiques préconisée par M. Balfour.

20 janvier. — Chamberlain, dans une lettre ouverte à un candidat réformiste, déclare qu'il n'y a entre Balfour et lui-même « aucune divergence de principe » : ils ne diffèrent que « sur la question de méthode et de tactique. »

La confusion parmi les Unionistes s'accroît de jour en jour.

27 janvier. — Malgré les attaques et les échecs subis par son parti, Balfour, à Manchester, déclare sa ferme intention de rester au pouvoir et donne lecture de son programme fiscal libellé « sur une demi-feuille de papier à lettre ». Il expose les difficultés que rencontrera le parti libéral et défie les leaders libéraux d'exprimer nettement la politique qu'ils suivront s'ils reviennent au pouvoir.

28 janvier. — Lord Goschen, à Cambridge, critique « la demi-feuille de papier à lettre » de Balfour.

1^{er} février. — Chamberlain, à Grimsby, devant 7.000 auditeurs : La modification des tarifs canadiens en faveur de la Grande-Bretagne a eu pour résultat une augmentation de 5 à 6 millions de livres dans les échanges commerciaux, représentant du travail toute l'année, à 30 sh. par semaine, pour 32.000 ouvriers. N'est-il pas raisonnable d'examiner « s'il n'y a pas plus à faire dans le même ordre d'idées » ? Lui-même ne se propose pas de diminuer la quantité de pain quotidien de ses auditeurs, mais de leur donner plus d'argent pour en acheter, car toute la question sociale pour les pauvres se réduit à un seul mot : « Du travail ! »

1^{er} février. — A. Chamberlain, chancelier de l'Echiquier, à Malvern : La question fiscale « est une question essentielle, non seulement pour notre prospérité en tant que grande puissance coloniale, mais pour notre situation de grande puissance impériale et mondiale ».

2 février. — A. Chamberlain à Birmingham : Est-il impossible de consacrer à l'entretien des forces nationales les sommes que produirait un impôt sur l'importation des produits manufacturés étrangers ?

3 février. — Haldane, à Chertsey, répond au discours de Chamberlain : Si nous adoptions un système préférentiel à l'égard du Canada, les Etats-Unis lui offriraient des conditions spéciales et le Canada aurait alors à choisir entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Ce serait là une situation grosse de dangers pour l'unité impériale.

3 février. — M. Bryce, à Stroud : Après l'adoption des tarifs réduits, le commerce du Canada a augmenté beaucoup plus vite avec la France, la Belgique et les Etats-Unis qu'avec nous. — Chamberlain prétend que nous ne faisons rien pour les Colonies. Est-ce ne rien faire que de payer 86 millions de livres par an pour entretenir une armée et une marine capables de les défendre ?

10 février. — Lettre ouverte de Lord Spencer à M. Corrie Grant, député de Rugby : Les propositions de Chamberlain sont protectionnistes et les Libéraux doivent y faire la plus vigoureuse opposition. — « L'attitude de M. Balfour est plus subtile et moins nette, mais ses idées sont en réalité les mêmes ». — Une conférence coloniale ne saurait résoudre la question fiscale tant que le pays n'aura pas été consulté.

14 février. — Campbell-Bannerman interpelle violemment sur la politique générale et particulièrement la politique intérieure du Gouvernement.

15 février. — Asquith fait une interpellation analogue.

Le Chancelier de l'Echiquier répond que le Gouvernement demande simplement une plus grande liberté d'action pour négocier d'une façon efficace avec les puissances étrangères au sujet des questions fiscales et pour pouvoir encourager une union plus intime avec les Colonies. — Sir E. Grey critique acerbement la politique de Chamberlain et de Balfour.

16 février. — Chamberlain affirme sa communauté de principes avec Balfour et prononce un plaidoyer général en faveur de sa politique de réformes fiscales. — Balfour répond à diverses interpellations, en particulier de Lord Hugh Cecil, M. Austin Taylor et Campbell-Bannerman. — Majorité gouvernementale : 63. — (Quelques jours après, le 22 février, sur une interpellation concernant les questions militaires, cette majorité tombe à 47 voix.)

1^{er} mars. — L'assemblée annuelle, à Londres, de l'Association des Chambres de Commerce du Royaume-Uni vote un ordre du jour favorable à la politique protectionniste et à la réunion d'une Conférence coloniale.

8 mars. — Grand débat aux Communes, amorcé par W. Churchill qui demande à la Chambre de déclarer que « l'unité permanente de l'Empire britannique ne sera pas assurée par un système de droits préférentiels basés sur la taxation protectrice des denrées alimentaires. Lyttleton, Lord G. Hamilton, Chamberlain, Balfour et Asquith prennent successivement la parole. — Majorité gouvernementale : 42.

13 mars. — Interpellation de Lord Portsmouth à la Chambre des Lords sur la politique fiscale dans l'Inde.

28 mars. — A la suite d'une discussion au sujet de certaines citations faites par Chamberlain, extraites du discours de Lord Salisbury, Lord Hugh Cecil déclare à Greenwich que son père, vers la fin de sa vie, était en complet désaccord avec les projets de Chamberlain.

Fin mars, début avril. — Balfour refuse d'assister à 4 séances, pour lesquelles des ordres du jour défavorables à la politique fiscale du Gouvernement ont été proposés. Il prétexte que le sujet de ces discussions ne peut être pris en considération par le Parlement actuel et qu'il a déjà fait l'objet d'un trop grand nombre de discours. — Cette attitude méprisante soulève la plus vive indignation dans les rangs de l'opposition et chez un grand nombre d'Unionistes libre-échangistes.

10 avril. — Inauguration du *Free Trade Unionist Club*, sous la présidence du duc de Devonshire.

18 avril. — Assemblée annuelle du *Liberal Unionist Club* sous la présidence de Chamberlain.

23 avril. — Tumulte à la Chambre des Communes à la suite de certaines déclarations faites par Balfour concernant la prochaine conférence coloniale de 1906. — Campbell-Bannerman dépose un ordre du jour demandant que la séance soit levée immédiatement en raison de « la déclaration faite par le Premier Ministre, que la question des tarifs préférentiels pour les colonies pourrait être soumise à la conférence coloniale de 1906, avant que le pays eût eu l'occasion de se prononcer à ce sujet. » — Le tumulte dure plus d'une heure. M. Lytton n'arrive pas à se faire entendre et le vice-président est obligé de lever la séance.

2 juin. — Balfour, devant 10.000 auditeurs, à l'Albert Hall, demande aux Unionistes, libre-échangistes ou protectionnistes, de s'unir pour donner au gouvernement le pouvoir de mener efficacement des négociations fiscales avec les autres pays et pour favoriser l'ouverture d'une conférence coloniale.

3 juin. — Chamberlain interprète à sa manière le discours prononcé la veille par Balfour. « La réforme des tarifs est la partie la plus importante de la politique unioniste... La préférence aux Colonies est la partie la plus importante de la politique fiscale... La préférence aux Colonies sera le premier article du prochain programme unioniste ».

5 juin. — Interpellation du duc de Devonshire à la Chambre des Lords. — Il demande si c'est le Premier Ministre ou M. Chamberlain qui dicte au Gouvernement sa politique fiscale. — Lord Spencer résume le débat en disant qu'il est permis de se demander si M. Chamberlain est « l'adversaire, le rival, ou l'allié, de M. Balfour ».

7 juin. — Interpellation analogue de Campbell-Bannerman aux Communes.

7 juin. — M. Gully, « speaker » de la Chambre des Communes, donne sa démission pour raisons de santé. — M. J. W. Lowther lui succède.

13 juin. — Haldane à Tranent (East Lothian) déclare que le Gouvernement, qui a fait tant de mal en n'adoptant pas une ligne de conduite nette au sujet de la réforme fiscale, « a fourni au parti libéral, autrefois divisé et ébranlé, une politique qui l'a unifié », à savoir que la nation, avant d'abandonner le libre-échange sous lequel elle a vécu et prospéré, doit être sûre du terrain sur lequel on l'invite maintenant à marcher.

27 juillet. — Le duc de Devonshire interpelle à la Chambre des Lords et dépose un ordre du jour déclarant que la Chambre désapprouve toute proposition tendant à établir un tarif général, ou de représailles, et tout système de préférence coloniale basé sur la taxation des denrées alimentaires. — Majorité gouvernementale : 64.

9 octobre. — Asquith, à Auchtermuchty, sur la décadence du régime parlementaire sous le gouvernement de Balfour.

Recrudescence de manifestations oratoires dans les deux camps. — L'aspect de la campagne politique a changé. Ce sont les Libéraux qui maintenant semblent sûrs de la victoire. Ils laissent à l'arrière-plan leurs petites querelles et s'unissent sur la question principale, convaincus que, sur ce point, ils ont pour eux l'opinion générale de la nation.

15 octobre. — Asquith à Edimbourg discute les théories de Chamberlain à la lueur des statistiques commerciales des trois dernières années.

20 octobre. — Sir E. Grey, à la Cité, prononce un discours qui recueille l'approbation générale sur la nécessité de la continuité dans la politique étrangère de la Grande-Bretagne.

1^{er} novembre. — Lord Londonderry, à Sunderland, constate la « scission dangereuse » qui s'est produite dans le parti unioniste.

2 novembre. — Lyttleton, dans un vigoureux discours, défend sa politique coloniale.

2 novembre. — Arthur Elliot, à Gateshead, parle en faveur du libre-échange.

2 novembre. — A. Chamberlain à Stirchley, déclare « qu'aux yeux du Gouvernement et du Premier Ministre », la question fiscale est « la plus grande des questions que le Gouvernement a à proposer à la nation ».

3 novembre. — Chamberlain, à West Birmingham, se déclare en faveur d'une prompte dissolution du Parlement.

7 novembre. — Lord Hugh Cecil, dans le *Times*, déclare que la tactique de Chamberlain est, non pas d'un homme d'Etat mais d'un fanatique.

10 novembre. — W. Churchill, sur la stupéfiante situation politique actuelle. — « Des vice-rois furieux donnent leur démission ; des ministres s'insultent, se contredisent et se désavouent mutuellement ; des membres du même gouvernement et du même parti se disputent le Premier ministre comme des chiens se disputent un os ».

11 novembre. — Balfour à Seeham Harbour.

14 novembre. — Congrès de l'Union nationale des Associations Conservatrices et Constitutionnelles à Newcastle-on-Tyne. L'ordre du jour préconise « une réforme du système fiscal, telle que, sans augmenter le prix de la vie pour les classes pauvres du pays, elle puisse assurer aux produits britanniques un traitement plus juste par les nations étrangères, empêcher la pratique des primes à l'exportation et augmenter considérablement le commerce réciproque et préférentiel entre les diverses parties de l'Empire britannique. »

Malgré un discours vigoureux de Balfour, le Congrès semble se rattacher entièrement à la politique de Chamberlain.

16 novembre. — Campbell-Bannerman à Portsmouth.

16 novembre. — Asquith à Blyth.

Tous deux sont d'accord pour déclarer la politique de Balfour aussi obscure maintenant qu'auparavant.

21 novembre. — Chamberlain, à l'assemblée annuelle du *Liberal*

Unionist Council à Bristol : le parti unioniste est d'accord aux représailles commerciales et la préférence coloniale : mais on ne peut pratiquer de représailles commerciales sans instaurer un système général de tarifs commerciaux.

23 novembre. — Commentant ce discours, le *Times* déclare que Chamberlain a effectivement demandé au parti unioniste de s'unir pour lutter en faveur de sa propre politique fiscale, et que, désormais, Balfour n'a plus qu'à se retirer. — Les articles de fond des grands journaux qui, tous, concluent dans le même sens, semblent être inspirés par Balfour lui-même.

20-25 novembre. — Lord Rosebery fait en Cornouailles une tournée politique en faveur des candidats libéraux.

23 novembre. — Campbell-Bannerman, à Stirling, s'étant prononcé en faveur du Home Rule, Lord Rosebery, le 25 novembre, à Bodwin, déclare « énergiquement, explicitement et une fois pour toutes » qu'il ne se rangera jamais sous cette bannière.

La menace d'une division à ce sujet dans le parti libéral, est écartée grâce à des discours adroits prononcés par Asquith, le 27 novembre, à Newcastle-under-Lyme, et par M. Bryce, le 30, à Aberdeen.

4 décembre. — Balfour démissionne, sous prétexte que son parti, divisé sur la question fiscale, ne pourrait apporter à la question de la redistribution des sièges parlementaires, l'unité de vues nécessaire.

5 décembre. — Le roi invite Sir Henry Campbell-Bannerman à former le nouveau ministère.

11 décembre. — Le Ministère libéral est constitué.

8 janvier 1906. — Dissolution du Parlement.

Revue générale de la politique du Gouvernement Conservateur.

CHAPITRE VIII

La politique étrangère du gouvernement conservateur de 1900 à 1906.

Lamentablement, dans une défaite qui ressemblait fort à une déroute, le gouvernement conservateur s'était écroulé. Il était cependant, sauf durant l'intervalle libéral de 1892-95, resté au pouvoir 20 ans. Il est donc juste d'en passer en revue les actes principaux et d'en dresser, pour ainsi dire, le bilan, du moins pour la période qui nous intéresse.

Nous avons vu comment, sous l'habile impulsion d'Edouard VII, l'hostilité latente entre l'Angleterre et la France fut transformée en une « Entente Cordiale » qui, non seulement, donna lieu au règlement satisfaisant des questions en litige entre les deux pays, mais se manifesta par l'appui très net et très franc apporté à la France par l'Angleterre dans la période difficile de la Conférence d'Algésiras.

Nous savons aussi ce que furent, dès les premières années de ce siècle, les relations de l'Angleterre avec l'Allemagne : officiellement très correctes, donnant lieu à des échanges de visites courtoises, mais ne suffisant pas à masquer la jalousie profonde et la suspicion mutuelle entre les deux nations.

Italie. — Entre 1900 et 1906, un revirement très notable se produisit dans les relations de la Grande-Bretagne avec l'Italie. — Au cours de sa déplorable guerre contre l'Abyssinie, en 1896, l'Italie avait souvent rencontré l'hostilité très marquée de l'Angleterre. Cette hostilité s'était manifestée également en 1901 lorsque l'Italie avait témoigné quelques intentions de conquérir la Tripolitaine. La tension était même devenue assez forte entre les deux pays quand, en 1899, M. Chamberlain avait prescrit certaines mesures destinées à supprimer dans les écoles de Malte l'enseignement de l'italien qui, jusqu'alors, y avait été obligatoire. Le 28 janvier 1902, il déclarait à la Chambre des Communes que la langue anglaise était beaucoup plus répandue à Malte que la langue italienne, laquelle n'était pas comprise par plus de $\frac{1}{7}$ de la population. Au sujet du refus opposé par le gouvernement local au vote des crédits nécessaires aux dépenses, Chamberlain déclara que, si cette opposition ne cessait pas, il se verrait contraint d'abroger la Constitution en vigueur depuis 1887, ou tout au moins de la modifier de façon à permettre au gouvernement britannique de s'assurer le contrôle dans l'administration de Malte (1). Cependant, « il serait déplorable, ajouta-t-il, qu'un malentendu altérât ou diminuât, en quoi que ce fût, les sympathies qui ont existé et qui, nous l'espérons, existeront longtemps entre l'Angleterre et l'Italie, » lesquelles ont, dans la Méditerranée, des intérêts réciproques. Il était donc décidé à retirer les mesures relatives à l'usage obligatoire de l'anglais comme langue officielle. — Le 18 juillet, Lord Lansdowne déclarait à la Chambre des Lords que les relations de l'Angleterre avec l'Italie avaient un caractère très cordial.

(1) C'est d'ailleurs ce qu'il fit en septembre 1903, sous prétexte que les 18.000 électeurs ne représentaient pas les 180.000 habitants de l'île, — en introduisant, malgré les protestations des députés élus, une nouvelle constitution qui, en fait, assurait la majorité aux fonctionnaires anglais.

Le 28 juin 1902, le renouvellement de la Triple-Alliance pour 5 ans avait été signé à Berlin par le comte von Bülow, le comte Lanza et M. de Szogyeny, ambassadeur d'Autriche-Hongrie. Mais, le 9 juillet, comme pour affirmer qu'il entendait garder sa pleine liberté d'action, le roi Victor-Emmanuel partait pour Saint-Pétersbourg, sans s'arrêter ni en Allemagne, ni en Autriche. C'était la première fois qu'un roi d'Italie rendait visite à un tsar dans son propre pays. — Il est vrai que, quelques semaines après, le 27 août, Victor-Emmanuel était l'hôte de Guillaume II à Potsdam.

Edouard VII se rendait compte cependant que, si l'Italie continuait d'être l'alliée de l'Allemagne et de l'Autriche, c'était par intérêt plutôt que par sympathie. Le 23 avril 1903, il arrivait à Naples et, le 27, à Rome où il fut reçu par le roi Victor-Emmanuel. L'accueil qui lui fut fait par la foule dans les rues magnifiquement décorées, fut empreint du plus sincère enthousiasme et la presse italienne fit, sur cette visite du souverain anglais, les commentaires les plus favorables.

Est-ce pour détruire l'effet produit par cette manifestation d'amitié anglo-italienne que Guillaume II se rendit à Rome dès le mois de mai ? Accueilli avec enthousiasme, à son arrivée, il froissa l'amour-propre italien par le déploiement de pompe militaire dont il crut nécessaire de s'entourer lors de sa visite au Vatican et, le 27 mai, l'Italie dénonçait les traités commerciaux qui la liaient à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie.

L'accueil fait par l'Angleterre au roi et à la reine d'Italie au cours de leur visite en novembre, n'en fut que plus cordial. Salués à leur arrivée à Portsmouth par le Prince de Galles, ils furent l'objet d'une réception chaleureuse de la part du roi Edouard et de la reine Alexandra à Windsor. — Au Guildhall, le Lord-maire de Londres parla de « l'amitié inébranlable qui existait depuis si longtemps » entre les deux nations ; et, au banquet offert en l'honneur des hôtes royaux, Victor-Emmanuel,

ayant fait allusion aux « traditions de confiance mutuelle » établies entre les deux pays par l'assistance que l'Angleterre avait apportée à l'Italie aux jours de la lutte pour son indépendance, exprima le souhait que les deux nations continuassent à avancer unies dans la voie du progrès et la civilisation. » — De leur côté, les deux ministres des Affaires Etrangères, Signor Tittoni et Lord Lansdowne, avaient ensemble des entretiens au cours desquels « fut complètement établi et confirmé l'accord qui existait sur tous les points entre la Grande-Bretagne et l'Italie. » — Le 21 novembre, le roi et la reine d'Italie quittaient l'Angleterre, reconduits jusqu'à Portsmouth par le Prince de Galles.

Le rapprochement franco-italien qui se traduisit par l'accord méditerranéen concernant la Tripolitaine et le Maroc, contribua beaucoup à resserrer les liens entre l'Angleterre et l'Italie. M. Delcassé s'y employa énergiquement et le gouvernement italien nous en manifesta sa reconnaissance en nous donnant son appui sans réserves à la Conférence d'Algésiras. — D'autre part, l'Angleterre avait reconnu les « droits » de l'Italie sur la Tripolitaine et la Cyrénaïque. Le 23 juin 1906, Signor Tittoni, au banquet de la *Dante Society*, affirmait que « l'amitié traditionnelle de l'Italie envers l'Angleterre, amitié qui remonte à l'époque de la renaissance de l'Italie, est encore et restera toujours une des caractéristiques principales de la politique italienne. » Et le 18 décembre, à la Chambre italienne, il déclarait que la politique italienne doit viser à maintenir et consolider, non seulement la Triple Alliance, mais aussi les relations amicales de l'Italie avec la France et la Grande-Bretagne ; et il rendait hommage aux efforts faits par Edouard VII pour le maintien de la paix en Europe.

D'autres manifestations de cordialité, d'autres échanges de visites royales, devaient, par la suite, rendre plus intimes les relations de l'Italie avec la France et la Grande-Bretagne. Si la Triple-Alliance continua à se maintenir, il

devint cependant évident que l'Italie n'avait nullement l'intention de s'astreindre à suivre la politique austro-allemande et, dès cette époque, il était permis de douter qu'en cas de guerre, l'Italie apporterait à l'Allemagne et à l'Autriche sa coopération. Grâce aux efforts et à la diplomatie des gouvernements anglais et français, l'Entente Cordiale gagnait peu à peu à Rome les sympathies que la Triple Alliance y perdait.

Japon. — Le soulèvement des Boxers en 1900, mais surtout l'influence de plus en plus grande de la Russie et les empiétements constants de l'Allemagne en Chine, déterminèrent le gouvernement conservateur à prendre en Extrême-Orient une initiative hardie. Les Japonais, ces Anglais de l'Asie, s'étaient rapidement assimilés les progrès et la civilisation de l'Europe. Leur armée, équipée et organisée à l'européenne, avait fait bonne figure dans la répression de la révolte des Boxers ; et leur marine, pourvue des derniers perfectionnements, se classait déjà parmi les plus puissantes du monde. Le gouvernement anglais comprit toute l'importance qu'il y avait, pour la sauvegarde de ses propres intérêts en Asie, à se faire de cette nation nouvelle une amie. Aussi un emprunt japonais de 125 millions fut-il bien accueilli et rapidement souscrit à Londres en octobre 1902. Mais, dès le 15 janvier, une note anglo-japonaise avait été adressée au gouvernement chinois pour protester contre la concession de certains droits exclusifs faite à des sujets russes en violation des traités antérieurs.

Ce n'était là, d'ailleurs, qu'un préliminaire, (1) et, le 30 janvier 1902, après un an de négociations dont le secret

(1) Ce qui n'empêcha pas Lord Cranbourne, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, le 4 juillet, de déclarer, assez inconsiderement d'ailleurs, en réponse à une interpellation à ce sujet : « Nous ne recherchons pas les alliances, nous les accordons ». — Il est vrai que, le 7 juillet, M. Balfour, avec son habileté oratoire coutumière, sut atténuer le mauvais effet produit par cette déclaration.

fut scrupuleusement gardé, Lord Lansdowne et le Baron Hayashi, ministre du Japon à Londres, signaient un traité formel d'alliance anglo-japonaise dont voici la teneur :

I. — Les Hautes Parties Contractantes, ayant mutuellement reconnu l'indépendance de la Chine et de la Corée, se déclarent entièrement dégagées de toutes tendances agressives à l'égard de l'un ou l'autre de ces pays. — Considérant, cependant, leurs intérêts spéciaux, dont ceux de la Grande-Bretagne se rapportent principalement à la Chine, tandis que le Japon, en outre des intérêts qu'il possède en Chine, est intéressé à un degré tout particulier, au point de vue politique, aussi bien que commercial et industriel, en Corée, les Hautes Parties Contractantes reconnaissent qu'il sera permis à l'une ou l'autre d'entre elles de prendre toutes mesures qui pourront être indispensables pour la sauvegarde de ces intérêts s'ils étaient menacés, soit par l'action agressive de n'importe quelle autre puissance, soit par des troubles en Chine ou en Corée, et qui nécessiteraient l'intervention de l'une ou l'autre des Hautes Parties Contractantes pour la protection des personnes ou des biens de ses sujets.

II. — Si la Grande-Bretagne ou le Japon, défendant leurs intérêts respectifs ci-dessus décrits, se trouvait entraîné à une guerre avec une autre puissance, l'autre Partie Contractante gardera une stricte neutralité et s'efforcera d'empêcher d'autres Puissances de prendre part aux hostilités contre son alliée.

III. — Si, dans le cas précité, une Puissance ou des Puissances quelconques, prenait part aux hostilités contre ledit allié, l'autre Partie Contractante viendra à son aide et mènera la guerre en commun et conclura la paix en commun accord avec lui.

IV. — Chacune des deux Parties Contractantes s'engage à ne pas conclure, sans avoir consulté l'autre, des accords séparés avec une autre Puissance, et qui seraient de nature à porter préjudice aux intérêts ci-dessus décrits.

V. — Si, de l'avis de la Grande-Bretagne et du Japon, les intérêts ci-dessus décrits viennent à se trouver en conflit, les deux gouvernements communiqueront pleinement et franchement l'un avec l'autre.

L'art. VI détermine que cet accord, applicable immédiatement, est valable pour 5 ans, et, — s'il n'est pas dénoncé à la fin de la 4^e année, — restera en vigueur jusqu'à un an après sa dénonciation par l'une ou l'autre des parties contractantes, — sauf au cas où l'une des parties se trouverait en guerre, auquel cas l'alliance continue *ipso facto* jusqu'à la conclusion de la paix.

Lors de la publication de ce traité, — qui était, en fait, la première manifestation d'une politique extérieure nouvelle, l'abandon du « splendide isolement », — quelques hommes politiques exprimèrent la crainte que, par suite des obligations qu'il comportait, la Grande-Bretagne ne se trouvât, un jour ou l'autre, entraînée dans une guerre. M. Norman et Sir H. Campbell-Bannerman y virent la possibilité d'une nouvelle tension des relations avec la Russie. Cependant, d'une façon générale, le traité fut bien accueilli et l'on jugea que, s'il ne supprimait pas toute possibilité de conflit armé dans l'Extrême-Orient, du moins il en limiterait l'étendue et les conséquences.

Les liens d'amitié ne firent que se resserrer entre les deux pays au cours des années suivantes. Le 27 juin 1905, le prince et la princesse Arisugawa arrivaient en Angleterre où ils devaient séjourner plusieurs semaines. Ils furent reçus par les membres de la famille royale et par le roi lui-même et, lors de son départ, le prince Arisugawa, qui avait été nommé grand-commandeur de l'Ordre du Bain, ayant remercié la nation anglaise du chaleureux accueil dont il avait été l'objet, se fit l'interprète des sentiments d'amitié sincère qui unissaient son pays à la Grande-Bretagne.

Le 12 août 1905, un nouveau traité d'alliance fut signé

entre la Grande-Bretagne et le Japon (1). C'était, en fait, une révision, ou plutôt une extension du traité de 1902. — En cas d'agression non provoquée contre l'une des parties contractantes, l'autre partie devait immédiatement venir à son aide en quelque endroit que ce fût, sans qu'il fût désormais nécessaire qu'une autre Puissance se joignît à l'agresseur. — Tout en maintenant le principe de la « porte ouverte » en Corée, le traité reconnaissait les intérêts prédominants du Japon dans ce pays, et le Japon pouvait, pour les protéger, y prendre toutes les mesures nécessaires. — D'autre part, la Grande-Bretagne avait les mains libres pour protéger ses propres intérêts sur les frontières de l'Inde. Les deux parties contractantes s'engageaient à ne conclure avec une autre Puissance aucun accord de nature à porter préjudice aux stipulations du présent traité, qui devait être valable pour 10 ans. Après quoi, il continuerait à être valable jusqu'à l'expiration d'une année après sa dénonciation par l'une ou l'autre des parties. « Si, cependant, à cette date, l'une ou l'autre des parties se trouvait en guerre, l'alliance serait maintenue, *ipso facto*, jusqu'à la conclusion de la paix ».

Si le Japon fut satisfait de la sécurité relative que cet accord lui assurait, il ne fut pas moins flatté d'avoir été traité à l'égal d'une grande puissance par l'Angleterre. Aussi, lorsqu'en octobre, l'escadre britannique de l'Extrême-Orient, sous les ordres de l'amiral Sir G. Noël, arriva à Tokio, elle y fut reçue avec un enthousiasme indescriptible. La légation de Grande-Bretagne à Tokio fut élevée au rang d'ambassade, et cet exemple fut bientôt suivi par les autres Puissances. — Enfin, au commencement de l'année 1906, le prince Arthur de Connaught, accompagné par l'amiral Sir Edward Seymour, le général Sir T. Kenny-Kelly, le colonel Davidson, le capitaine Wyndham et M. Lampson,

(1) Les négociations de paix entre le Japon et la Russie étaient alors en cours. Aussi le traité ne fut-il publié que le 26 septembre, le traité de Portsmouth ayant été signé le 5 septembre.

vint au Japon pour remettre au mikado les insignes de l'Ordre de la Jarretière. Des fêtes magnifiques furent données en l'honneur, non seulement de la mission, mais des officiers et équipages de l'escadre britannique.

Russie. — L'entente anglo-japonaise et les deux traités de 1902 et 1905 qui l'avaient consacrée, ne pouvaient être vus d'un œil très favorable par la Russie qui comprenait trop bien que c'était surtout contre elle que la nouvelle alliance était dirigée.

La Russie n'avait jamais pardonné à la Grande-Bretagne l'opposition qu'elle lui avait manifestée durant la guerre contre la Turquie. C'est l'envoi d'une flotte britannique devant Constantinople en 1878 qui avait arrêté dans leur développement les ambitions russes et, pendant toute une génération, l'hostilité qui s'ensuivit entre les deux pays s'exprima en Afghanistan, au Thibet, en Perse, en Chine, partout où se trouvaient en conflit leurs intérêts respectifs.

Après la guerre sino-japonaise, la Russie, la France et l'Allemagne avaient exigé la restitution par le Japon de la presqu'île du Liao-Toung à la Chine. La Grande-Bretagne avait refusé de se joindre à cette réclamation. En 1897, l'Allemagne avait obtenu Kiao-Tchéou, la Russie, Port-Arthur. La Grande-Bretagne n'avait obtenu que la cession à bail de Wei-Haï-Wei (juillet 1898). Mais, le 8 avril 1902, était signée la convention mandchourienne. Le gouvernement chinois rentrait en possession des « pouvoirs souverains et administratifs dans la Mandchourie » qui devait rester « partie intégrante de l'empire chinois ». Cependant le gouvernement chinois s'engageait à « observer strictement les stipulations du contrat passé avec la Banque russo-chinoise le 27 août 1896, concernant la construction du chemin de fer chinois de l'Est ». — Par contre, la Russie s'engageait à retirer ses troupes de la Mandchourie dans les 18 mois qui suivraient la signature de la convention.

En fait, grâce aux clauses relatives à la protection du chemin de fer mandchourien, la Russie conservait la haute-main sur toute la région. Elle tenta, par un traité secret, de s'assurer certains privilèges concernant les mines et les voies ferrées. Mais les protestations des États-Unis, de l'Angleterre et du Japon, firent échouer cette manœuvre. La Russie n'en continua pas moins à étendre son influence militaire et commerciale en Mandchourie. Harbine qui, en 1897, n'était qu'un groupe de huttes de terre, devint une ville russe de 9.000 habitants. Les communications par eau et par chemin de fer, les forts, les arsenaux, les entrepôts, étaient entre les mains des Russes.

En 1903, loin d'avoir retiré ses troupes de Mandchourie, la Russie mettait à cette évacuation des conditions qui ne tendaient à rien moins qu'à lui assurer une sorte de monopole industriel et commercial de toute la province. En même temps, elle s'opposait au développement de l'influence japonaise en Corée. — Le 13 août, la province de l'Amour, ainsi que les districts du Kouantoung « cédés à bail » par la Chine, étaient érigés en vice-royauté. Le vice-amiral Alexeïeff était nommé « vice-roi de l'Extrême-Orient », avec tous pouvoirs militaires, navals, administratifs et diplomatiques et la charge de veiller sur les intérêts et les besoins des sujets russes établis sur les frontières des territoires placés sous sa juridiction et « de l'autre côté de la frontière ». — Cependant, sur les protestations de Tokio et de Washington, la Russie retira quelques-unes de ses conditions et promit l'évacuation de la province de Moukden pour le 8 octobre. Mais, au contraire, Moukden elle-même fut réoccupée et, le Japon faisant déjà ses préparatifs pour la guerre qui devait éclater bientôt, les troupes russes furent renforcées dans la province et l'amiral Alexeïeff passa en revue à Port-Arthur une armée de 21.000 hommes. Le Japon exigea alors l'accomplissement des promesses faites au sujet de la Mandchourie et l'abandon de la politique agressive de la Russie en Corée ; le gouvernement russe

répondit évasivement. Il négligea même entièrement de répondre aux dernières représentations faites par le Japon, le 13 janvier 1904, concernant la Corée et la Mandchourie. Et le 6 février le Japon rompit les relations diplomatiques.

Le traité anglo-japonais obligeant l'Angleterre à porter secours au Japon au cas où une autre puissance se joindrait à la Russie, il s'ensuivit qu'aucune autre nation ne prit part aux hostilités. Cependant, au cours de la guerre russo-japonaise, les relations entre la Russie et l'Angleterre se trouvèrent très tendues à plusieurs reprises, en raison de la façon dont les navires de guerre russes traitèrent les navires de commerce britanniques qu'ils supposaient, à tort ou à raison, chargés de contrebande de guerre.

Mais l'incident du Dogger Bank, survenu le 21 octobre, faillit déterminer entre les deux pays une crise fatale. La flotte russe de la Baltique, qui avait quitté Libau le 13 octobre, pénétra dans la mer du Nord dans la nuit du 20 au 21. En arrivant au-dessus du Dogger Bank, les navires russes prirent pour des torpilleurs japonais les chalutiers de Hull qui étaient en train de pêcher et firent feu sur eux pendant plus de dix minutes. L'un des chalutiers fut coulé, quelques autres avariés ; deux pêcheurs furent tués et plusieurs blessés. La flotte russe s'éloigna ensuite sans porter secours à ses victimes, ni même signaler l'incident aux sémaphores de Douvres. Dès que la nouvelle fut connue, une clameur d'indignation et de fureur s'éleva dans toute la Grande-Bretagne contre la Russie. Le Tsar adressa immédiatement au roi, par l'intermédiaire de Sir Ch. Hardinge, ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Pétersbourg, un message de sincères regrets et la promesse que réparation complète serait faite dès que l'affaire aurait été éclaircie. Mais ce n'est que grâce aux efforts de la diplomatie française, appuyée par le bon vouloir du roi Édouard VII, qu'une rupture fut évitée entre les deux nations. Une commission internationale, sous la présidence du vice-amiral Fournier, fut réunie à

Paris et, le 27 février 1905, publia les résultats de son enquête. Tout en évitant de blesser les susceptibilités russes, elle donnait pleinement raison à la Grande-Bretagne. En mars, le gouvernement russe paya une somme de £ 65.000 en compensation des pertes infligées par ses navires aux chalutiers anglais.

Grâce à la médiation du Président Roosevelt, un accord préliminaire de paix eut lieu, le 29 août 1905, entre la Russie vaincue et le Japon vainqueur. Le traité définitif fut signé à Portsmouth (New Hampshire, États-Unis) le 5 septembre. Le Japon avait renoncé à exiger une indemnité de guerre ; il recevait Port-Arthur et les territoires adjacents, la moitié de l'île Sakhaline au S. du 50° degré lat. N., toute la voie ferrée entre Chang-Tchoun et Port-Arthur. La Russie lui abandonnait ses droits miniers dans cette région, lui concédait des droits de pêche sur les côtes russes et reconnaissait la prédominance des intérêts japonais en Corée. Les deux puissances s'engageaient réciproquement à évacuer la Mandchourie et à rendre à la Chine ses droits souverains dans les régions occupées par leurs troupes.

En Asie Centrale, la Russie avait aussi essayé de développer son influence. Lors de sa visite à Saint-Pétersbourg, en septembre 1902, le Shah de Perse, répondant au toast proposé par le Tsar, avait exprimé l'espoir que « les liens « qui unissaient les deux pays et qui étaient déjà si solides, « seraient resserrés encore plus que par le passé ». — Un emprunt persan de 10 millions de roubles, souscrit par la Banque d'Escompte et de Prêts de Perse (qui était virtuellement entre les mains des Russes) sous l'autorité de la Russie, avait été gagé sur les recettes des douanes. La Banque obtenait la concession d'une route de Kasbin et Tauris à la frontière russe, laquelle devait faciliter grandement le développement du commerce russe avec la Perse. — Un accord commercial, signé entre les deux pays en février 1903 accordait à la Russie des avantages consi-

dérables. — En juin, le Grand-Duc Alexandre Michaelovitch, directeur de la navigation commerciale et des ports, passait avec la compagnie commerciale de navigation à vapeur d'Odessa un contrat relatif à l'organisation d'un service régulier avec les ports du Golfe Persique. La Compagnie recevrait, pendant 11 ans, une subvention annuelle de 200.000 roubles du gouvernement russe qui lui rembourserait de plus les droits de passage des navires par le canal de Suez. On projetait également un service régulier entre Odessa et Koweït sur le Golfe Persique.

D'autre part, le gouvernement russe avait essayé, en 1902, d'établir des relations commerciales avec l'Afghanistan, mais s'était heurté à l'opposition de l'Angleterre qui, d'ailleurs, suivait pas à pas les progrès de la Russie en Perse. Le 2 février 1903, l'Ordre de la Jarretière avait été conféré au Shah en grande solennité. Cette cérémonie avait été suivie par la signature d'un traité commercial anglo-persan dont le commerce anglais devait bénéficier. Mais, émue de l'influence sans cesse grandissante de la Russie dans cette région, l'Angleterre eut recours, pour y faire échec, à une démonstration dont les résultats furent considérables.

Le 16 novembre 1903, Lord Curzon, vice-roi des Indes, et Lady Curzon, accompagnés d'une suite imposante, quittaient Karatchi sur le *Hardinge* escorté de quatre croiseurs, pour accomplir une croisière dans le Golfe Persique. Lord Curzon rendit visite au sultan de Mascate, offrit, à Bender Lingah, un dîner en l'honneur des gouverneurs des ports du Golfe, fit escale aux îles Bahrein dont il reçut le Scheik Isa ben Ali ; à Koweït eut lieu un échange de réceptions entre Lord Curzon et le Scheik Mubarek. Ayant encore visité les Îles d'Ormuz et Pasni, la mission revint à Karatchi le 7 décembre.

Cette croisière, dont le but avait été surtout de faire échec aux prétentions de la Russie sur Bender Abbas, impressionna vivement les populations et démontra à la

Russie que si, sur 138 navires entrés dans le port de Bushire, 133 battaient pavillon britannique, l'Angleterre était décidée, le cas échéant, à faire valoir ses droits.

Au Thibet, la rivalité des deux nations trouva également à s'exercer. Toutes deux étaient désireuses d'établir leur influence politique sur ce pays mystérieux, placé nominale-ment sous la suzeraineté de la Chine, mais sur lequel le gouvernement chinois, de son propre aveu, n'avait, pour ainsi dire, aucun contrôle. — Dès 1890 et en 1893, des accords avaient été signés entre le gouverneur chinois du Thibet et le gouvernement de l'Inde pour le règlement de certaines discussions relatives à l'établissement des frontières et des droits de pacage. Les Thibétains n'en avaient pas moins continué à rendre aussi difficiles que possible les relations commerciales. Aussi, entre 1897 et 1903, la moyenne des échanges commerciaux entre l'Inde et le Thibet n'avait pas dépassé 115.000 livres. Le gouvernement chinois se prétendait incapable d'imposer sa volonté au Thibet ; les Thibétains, de leur côté, déclaraient que les accords de 1890 et 1893 ne leur avaient même pas été communiqués.

En 1900-1901, une mission dont le but était resté assez mystérieux avait été envoyée à Saint-Pétersbourg par le Dalai-Lama.

En 1902, le gouvernement chinois proposa d'envoyer un commissaire chinois sur la frontière indo-thibétaine pour discuter sur place les questions en litige. En mai 1903, le chargé d'affaires britannique à Pékin faisait savoir que, conformément à cette proposition, le vice-roi des Indes allait nommer des commissaires qui se rencontreraient avec les représentants de la Chine et du Thibet à Khamba Jong et, le 3 juillet, le vice-roi informait le gouverneur chinois à Lhassa que le colonel Younghusband, commissaire britannique, allait partir pour Khamba Jong. La mission britannique y arriva en effet, dans le courant de juillet, mais n'y trouva aucun représentant ni de la Chine, ni du

Thibet. Bien qu'ayant un caractère nettement pacifique, cette mission comprenait une escorte de 200 hommes d'infanterie indigène et une réserve de 3.000 hommes stationnés à Sikkim sous les ordres du colonel Macdonald. En fait, elle était une démonstration contre les projets que la Russie avait récemment manifestés à l'égard du Thibet. Un échange de communications eut lieu entre les gouvernements britannique et russe, l'Angleterre se plaignant des menées des agents secrets de la Russie au Thibet ; la Russie, au contraire, affirmant qu'elle n'avait nullement l'intention d'annexer ce pays et qu'elle attachait même beaucoup d'importance à ce que le *statu quo* n'y fût pas modifié.

Dans l'intervalle, les Thibétains, loin d'envoyer les délégués annoncés, se préparaient à la résistance par les armes. L'expédition britannique ayant commencé, le 31 mars 1904, à s'avancer vers Gyang-Tsé, se heurta bientôt à une forte armée thibétaine retranchée derrière une solide muraille construite en travers de la route. Une bataille s'ensuivit, au cours de laquelle 600 Thibétains, dont le général, furent tués et 200 faits prisonniers. — Après avoir livré deux autres combats, l'expédition arriva à Gyang-Tsé le 11 avril et s'empara du fort. Ayant encore repoussé diverses attaques, en particulier à Karola Pass, le colonel Younghusband fit savoir, par une lettre adressée au Dalaï-Lama, que, passé le 25 juin, il ne recevrait plus les délégués thibétains. La lettre lui revint sans avoir été ouverte. En conséquence, le 5 juin, il s'empara de nouveau du fort de Gyang-Tsé que les Thibétains avaient repris ; puis, le 14 juillet, l'expédition qui comptait maintenant 1.000 hommes de troupes britanniques et 2.000 soldats indigènes, marcha sur Lhassa qu'elle atteignit le 3 août. Le Dalaï-Lama s'était réfugié en Mongolie. Le Tashi-Lama, auquel il avait, avant sa fuite, confié la régence, signa, le 7 septembre, un traité publié en janvier 1905, par lequel le Thibet s'engageait à respecter les

conventions de 1890 et 1893, à ouvrir des marchés à Gyang-Tsé, Gartok et Yatong, sous la direction d'agents officiels, à entretenir les routes et en créer de nouvelles. Il s'engageait surtout à n'accorder à aucune puissance étrangère des concessions territoriales, ni à lui permettre, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants quelconques, d'intervenir dans les affaires thibétaines, ni à lui concéder aucuns droits commerciaux qui ne fussent également concédés au gouvernement britannique. Enfin, le gouvernement thibétain s'engageait à payer une indemnité de guerre de 500.000 livres sterling, réduite ensuite à 166.000 en considération de l'occupation « temporaire » de la vallée de Chumbi.

L'expédition Younghusband avait eu beaucoup à souffrir de la rigueur des intempéries ; mais elle avait servi à prouver que le gouvernement de l'Inde pourrait toujours atteindre la ville sainte de Lhassa quand les circonstances l'y obligeraient, et que si l'Angleterre, qui reconnaissait la suzeraineté de la Chine sur le Thibet, s'engageait à ne pas intervenir dans les affaires intérieures du pays, elle était résolue à ne point le laisser tomber sous l'influence d'une autre puissance.

Le 27 avril 1906, le gouvernement chinois ratifia, par un accord spécial, le traité anglo-thibétain. Il prenait à sa charge l'indemnité de guerre qui s'y trouvait stipulée et, à la fin de 1906, le montant du commerce indo-thibétain avait déjà presque doublé.

L'attention du gouvernement russe avait été trop absorbée par ses embarras intérieurs, puis par sa guerre avec le Japon, pour qu'il pût intervenir d'une façon effective dans le conflit anglo-thibétain. Force lui fut donc d'accepter le fait accompli. D'ailleurs, à la suite du traité russo-japonais de Portsmouth, un revirement marqué se produisit dans les sentiments des hommes d'Etat russes à l'égard de l'Angleterre. Ils reconnurent que si le Japon avait finalement renoncé à l'indemnité de guerre demandée tout

d'abord, ce fait était dû au renouvellement de l'alliance anglo-japonaise et à l'influence même du gouvernement britannique. Ils s'exprimèrent désormais en faveur d'un accord anglo-russe pour le maintien du *statu quo* en Asie Centrale, de préférence à la conclusion d'une alliance, que beaucoup avaient jusqu'alors préconisée, avec l'Allemagne, protectrice déclarée du Sultan. La situation politique intérieure très troublée de la Russie empêcha cependant que ce projet fût encore mis à exécution.

C'est le gouvernement libéral qui devait accomplir cet important changement dans la politique extérieure de la Grande-Bretagne, conformément à l'abandon du « splendide isolement » et à la formation d'alliances nécessaires au maintien de l'équilibre européen, qui furent la clef de voûte de l'édifice politique d'Edouard VII.

CHAPITRE IX

La politique intérieure du Gouvernement conservateur de 1900 à 1906.

Armée et Marine. — Réformes sociales.

Le Licensing Act. — L'Education Act de 1902.

La guerre sud-africaine, si longue et si coûteuse en hommes et en argent, avait démontré combien défectueuse était l'organisation militaire de l'Angleterre. L'une après l'autre, les commissions d'enquête, sur le service sanitaire, sur les contrats militaires, et surtout sur la conduite générale de la guerre, — avaient révélé un manque absolu de prévoyance et d'organisation. Des réformes s'imposaient. Aussi les budgets de l'armée, une fois terminée la guerre sud-africaine, ne diminuèrent-ils pas dans la proportion à laquelle on aurait pu s'attendre, ainsi qu'il ressort des chiffres suivants :

Budgets de l'Armée :

1901-02	£ 92.915.000
1902-03	£ 69.310.000
1903-04	£ 34.245.000
1904-05	£ 36.889.500
1905-06	£ 29.813.000
1906-07	£ 29.786.000 (gouvernement libéral)

La nomination de M. Saint-John Brodrick, (depuis Lord Midleton), au Ministère de la Guerre en 1900, avait été assez froidement accueillie, vu le peu de compétence qu'il semblait posséder pour remplit un poste aussi important. Il se mit cependant résolûment à l'œuvre, aidé en cela par Lord Roberts. Il se proposait de créer une réserve importante de troupes bien instruites et, dans ce but, organisa un plan d'après lequel les hommes s'engageraient pour une durée de 3 ans avec rengagement facultatif à l'expiration de cette première période. L'armée devait être organisée en 6 corps d'armée, 3 corps existant réellement ; les 3 autres, à l'état de « squelettes », seraient des corps d'instruction que, le cas échéant, on compléterait à l'aide des réserves. Ce projet ne fut pas accueilli favorablement. On lui reprochait de viser trop haut, sans satisfaire cependant aux besoins immédiats. Il fallait surtout trouver les recrues. Or, ce projet n'encourageant pas les engagements par des avantages spéciaux, le recrutement devint de plus en plus ardu. Les hommes ne renouvelant pas leur engagement à la fin des 3 premières années, l'envoi des détachements dans les Indes et aux Colonies ne se fit pas sans difficulté ; et le plan Brodrick fut finalement abandonné.

M. Arnold-Forster qui succéda à M. Brodrick au Ministère de la Guerre en 1903 reprit l'œuvre de réforme de son prédécesseur que rendait plus pressante l'abandon définitif du projet d'alliance anglo-allemande qui avait assez longtemps hanté le cerveau des politiciens conservateurs. Arnold-Forster adopta un plan d'après lequel les engagements seraient acceptés, suivant les besoins, pour 3 ans ou pour 9 ans. Les engagés de 9 ans fourniraient les contingents nécessaires au service extérieur ; les engagés de 3 ans formeraient les réserves. — Cependant, nombre de gens, et non des moins influents, préconisaient le service obligatoire ; mais si pressants que fussent les arguments qu'ils faisaient valoir, la thèse du service obligatoire était trop impopulaire et trop en opposition avec les coutumes

nationales pour que le Gouvernement se risquât à lui donner son appui. On se contenta donc de demi-mesures, assez peu fructueuses d'ailleurs.

Cependant, en novembre 1903, M. Balfour avait nommé un Comité composé de Lord Esher, de l'amiral Sir John Fisher et du colonel Sir George S. Clarke, chargé de préparer un projet de reconstitution du Ministère de la Guerre. Se basant sur les conclusions de la Commission d'enquête sur la guerre sud-africaine, ce Comité présenta, en janvier 1904, un rapport à la suite duquel diverses réformes importantes furent effectuées : Le poste de Commandant en chef était aboli ; le contrôle général de l'armée était confié à un Conseil de l'Armée, composé du Secrétaire d'Etat à la Guerre (M. Arnold Forster) président, de 4 membres militaires (les généraux Lyttelton, Douglas, Plumer et Wolfe Murray), du Sous-Secrétaire d'Etat parlementaire (Lord Donoughmore), du Secrétaire financier à la Guerre (M. Bromby Davenport) et du Sous-Secrétaire permanent à la Guerre (colonel Sir Edward Ward). — On décentralisait considérablement les services. Le duc de Connaught était nommé au poste nouveau d'Inspecteur Général et devenait en même temps Président d'un organisme nouveau, le Conseil de Sélection, chargé d'examiner et de décider les promotions au-dessus du grade de capitaine, afin d'éviter les abus auxquels le favoritisme avait donné lieu.

Le gouvernement conservateur avait dépensé beaucoup d'argent pour les réformes militaires et n'avait obtenu que des résultats assez peu satisfaisants. Il fut plus heureux dans les efforts qu'il fit pour augmenter la puissance de la marine. Les rivaux de la Grande-Bretagne, au point de vue naval, n'étaient plus comme autrefois la France et la Russie, mais les Etats-Unis et surtout l'Allemagne. Pour conserver à la Grande-Bretagne sa suprématie, malgré le développement naval « extraordinairement rapide et formidable » de

l'Allemagne, le gouvernement conservateur dut imposer à la nation des charges considérables. Le budget de la marine était en 1891-92 de 15.500.000 livres. Les chiffres ci-dessous montrent dans quelles proportions il dut être augmenté pour soutenir efficacement la lutte avec les puissances rivales, bien qu'en 1905-06, certaines économies pussent être réalisées.

Budgets de la Marine :

1901-02	£ 30.875.500
1902-03	£ 31.255.500
1903-04	£ 34.457.500
1904-05	£ 36.889.300
1905-06	£ 33.389.500
1906-07	£ 31.869.500 (gouvernement libéral)

Au cours de la Conférence internationale de 1902, les Colonies s'engagèrent à augmenter dans une certaine mesure leur contribution aux dépenses générales de la marine. C'est ainsi que l'Australie offrit de payer £ 200.000, la Nouvelle-Zélande £ 40.000, la Colonie du Cap £ 50.000, le Natal £ 35.000 et Terre Neuve £ 3.000.

En décembre 1904, une délégation unioniste, dont faisaient partie le duc de Norfolk, Lord Avebury et une quarantaine de députés unionistes, parmi lesquels Sir Michaël Hicks-Beach, représenta à M. Balfour que le Canada, malgré son importante marine marchande, ne contribuait en rien à l'entretien de la marine de guerre britannique et que, sur un budget de 36 millions de livres, les autres colonies à gouvernement autonome ne participaient encore que pour £ 325.000, somme tout à fait hors de proportion avec le développement de leurs marines marchandes et surtout de leur commerce qui, en 15 ans, était passé de 24 millions à 234 millions de livres par an. M. Balfour ne fit aucune difficulté pour reconnaître le bien fondé de ces observations ; mais le gouvernement, déjà fort embarrassé par sa campagne de politique fiscale, protectionniste et préférentielle,

ne voulut pas risquer de s'aliéner le bon vouloir des Colonies en leur demandant de contribuer pour une plus grande part aux dépenses générales.

En 1902, certaines modifications avaient été apportées aux cours d'instruction suivis par les élèves-officiers de marine. Tous devaient suivre uniformément les mêmes cours jusqu'à leur nomination d'officier ; après quoi, ils pouvaient suivre des cours spéciaux pour les officiers mécaniciens, commissaires de la marine, etc. suivant leurs aptitudes et leurs préférences. Cette réforme eut pour résultat de développer une plus grande camaraderie entre les officiers des différents services, tout en maintenant à un haut degré l'esprit de corps.

En décembre 1904, le gouvernement adopta certaines réformes tendant, d'une part, à rajeunir la marine britannique et, d'autre part, à réaliser une meilleure distribution de ses forces. 130 navires d'anciens modèles furent mis en réforme. La marine britannique fut répartie comme suit : 1^o Flotte de la Manche. — 2^o Flotte de l'Atlantique avec Gibraltar comme base. — 3^o Flotte de la Méditerranée avec Malte comme base. — A chacune de ces flottes était jointe une escadre de croiseurs. — 4^o Escadre dite de « Service Particulier » stationnée à Davenport : elle remplaçait l'escadre de l'Amérique du Nord supprimée et devait exécuter des croisières dans l'Atlantique et servir à l'instruction des cadets et des mousses. — 5^o Flotte de l'Extrême-Orient (Chine, Indes Orientales, Australie). — 6^o L'Escadre du Cap devait assurer la liaison entre l'Escadre de Service Particulier et celle de l'Extrême Orient.

Il est juste de mentionner, à l'actif du Gouvernement conservateur, le lancement, le 10 février 1906, 5 mois après sa mise en chantier, du premier « Dreadnought », le plus grand et le plus puissant des navires de l'époque. L'apparition de ce navire, d'un déplacement de 17.900 tonnes, armé de 10 canons de 12 pouces, de 26 canons à tir rapide à projectiles de 12 livres contre les torpilleurs, et de 5 lance-tor-

pilles, devait déterminer une véritable révolution dans la construction et l'armement de toutes les flottes du monde.

La guerre sud-africaine, d'une part, avec les inquiétudes et les soucis très réels qu'elle entraîna, jusqu'au jour où le succès final fût en vue, — d'autre part, les difficultés et les dissensions soulevées dans la politique intérieure par la campagne protectionniste de Chamberlain, les divisions de plus en plus marquées au sein du parti conservateur, tandis que, de jour en jour, l'unité se faisait plus forte dans le parti libéral, — ne laissèrent au gouvernement unioniste, dans les dernières années de son existence, ni le loisir ni l'occasion de prendre l'initiative de réformes sociales à propos desquelles il aurait eu la quasi-certitude, sinon de se trouver battu, du moins de voir passer dans les rangs de l'opposition un bon nombre de ses partisans dont la fidélité n'était que trop visiblement chancelante.

Le *Employment of Children Act* (1903) donna aux Conseils de Comté et aux Conseils municipaux le droit de réglementer le travail des enfants suivant leur âge et leur sexe ; de limiter les heures de travail et de fixer les occupations auxquelles on pourrait les employer. Les règlements ainsi établis devaient être soumis à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Le *Aliens Act* fut voté en 1905 pour protéger la Grande-Bretagne contre le flot de plus en plus grand d'immigrants indésirables. Certains quartiers des grandes villes, en particulier dans l'est de Londres, étaient positivement envahis par des individus de nationalité souvent mal définie, sans moyens d'existence, vivant dans des conditions sanitaires dangereuses pour la salubrité publique et acceptant de travailler à des tarifs qui faisaient une concurrence déloyale à la main-d'œuvre nationale. — Désormais tout immigrant se verrait refuser l'autorisation de débarquer s'il était fou, idiot, ou atteint d'infirmités ou de maladies telles qu'il fût suscep-

tible de devenir éventuellement une charge pour la charité publique ; — s'il ne pouvait fournir la preuve qu'il possédait ou était en mesure d'acquérir les moyens de subvenir décentement à sa propre existence ; — s'il était susceptible d'être extradé en raison de crimes commis à l'étranger. Désormais les immigrants ne pourraient débarquer qu'à l'un des huit ports où un fonctionnaire d'immigration était nommé pour examiner leur cas.

Si ces deux lois, — et quelques autres de moindre importance, — furent généralement accueillies assez favorablement par le public, il n'en fut pas de même du *Licensing Act* et du *Education Act*, qui donnèrent lieu à des discussions et des polémiques violentes.

La guerre du Transvaal qui venait d'éclater n'avait pas permis au public en général d'accorder en 1899 au rapport de la Commission royale d'enquête sur les « Licences » toute l'attention qu'il méritait, puisque la question intéressait une des industries les plus importantes du Royaume-Uni. Cette Commission se composait de 24 membres : 8 négociants en boissons alcooliques, 8 partisans des doctrines de tempérance, 8 neutres. Le président, Lord Peel, était d'avis que, par une sorte de négligence, l'Etat avait laissé les licences de vente de boissons alcooliques perdre leur caractère purement annuel. Les détenteurs de licences avaient jusqu'à un certain point le droit de compter sur le renouvellement sans difficulté de leur privilège. Il fallait donc informer ces commerçants qu'au bout d'un certain nombre d'années, l'Etat rentrerait pour ainsi dire en possession de toutes les licences ; dans l'intervalle, les commerçants devraient prendre les mesures nécessaires pour s'adapter aux conditions nouvelles. — Les 24 membres de la Commission n'avaient pu se mettre d'accord sur ces principes et Lord Peel avait donné sa démission. En fait, la Commission publia, non pas un, mais deux rapports, qui avaient cependant quelques points communs : 1° dans certains districts, le nombre des établissements « licenciés » était beaucoup

trop grand pour l'importance de la population, et c'est dans ces districts que les arrestations pour ivresse étaient le plus nombreuses. Il fallait donc, en 7 années, réduire le nombre des licences proportionnellement à la population ; — 2° une indemnité pourrait être payée en compensation des licences supprimées autrement que pour infraction aux lois. Mais, tandis que le rapport de la majorité attribuait à cette indemnité le caractère d'une compensation pour la perte d'un capital réel, celui de la minorité n'attribuait cette indemnité qu'aux licences supprimées avant 7 ans ; — 3° les épiceries autorisées à vendre des boissons alcooliques seraient soumises au contrôle et à la juridiction des autorités compétentes ; — 4° les heures d'ouverture, le dimanche, seraient réduites. Les autorités locales pourraient même décréter la fermeture totale des établissements le dimanche.

La question fut reprise en 1902 par le gouvernement désireux de se conserver l'appui des cléricaux ; mais la loi qu'il fit voter avait trait, non pas à la réduction des licences, mais à la répression de l'ivresse. Aussi, dans plusieurs villes, à Farnham, Birmingham, Liverpool, Nottingham, les autorités locales se chargèrent elles-mêmes de réduire le nombre des établissements « licenciés » dans leurs propres districts.

Enfin, en 1904, une loi fut votée qui permettait aux Cours de justice (*Quarter Sessions*) de refuser le renouvellement des licences. Une indemnité serait accordée aux propriétaires des établissements ainsi supprimés ; cette indemnité serait prélevée sur un « fonds d'assurances » constitué par le produit d'une taxe imposée sur les établissements licenciés du district, proportionnellement à leur valeur annuelle. — Au cours de 1905 et 1906, plus de 1000 établissements furent ainsi supprimés moyennant indemnité.

Le vote de cette loi donna lieu à des polémiques violentes et prolongées. Sans doute, la question intéressait les gens soucieux de voir préserver la moralité publique ;

mais elle intéressait aussi, à un haut degré, une foule de capitalistes, petits et grands. En effet, les *public-houses* étaient, pour la plupart, la propriété des grandes sociétés de fabriques de bière, sociétés aux actionnaires nombreux et aux actions très haut cotées en Bourse. Les *public-houses* constituaient la part la plus importante de l'actif de ces sociétés et une excellente garantie pour les actionnaires. Rendre possible la suppression de ces établissements, c'était menacer dans leur existence même les sociétés qui en étaient propriétaires. On conçoit que, dans ces conditions, la loi fut loin de recueillir l'approbation unanime, et le mécontentement qu'elle suscita dans une certaine catégorie d'électeurs trouva l'occasion de se manifester aux élections de 1906.

En 1902, le gouvernement conservateur se résolut à introduire dans l'instruction publique une réforme profonde. Jusqu'au milieu du *xix^e* siècle, l'Etat s'était abstenu de prendre part à l'organisation de l'enseignement. Quand il voulut aborder le problème, il se posait ainsi : d'un côté, l'Etat ; de l'autre, l'église anglicane, l'église catholique et les églises dissidentes (non-conformistes).

La loi William Forster de 1870 divisa le Royaume-Uni en districts scolaires (*school-districts*), organisés et contrôlés par des conseils scolaires (*school-boards*) autorisés à lever une taxe scolaire (*school-rate*), à subventionner les écoles existantes et à en créer de nouvelles. Chaque *school-board* pouvait assurer dans les écoles de son district l'enseignement religieux ou le supprimer totalement.

Sur les réclamations des non-conformistes qui craignaient que les églises puissantes, anglicane et catholique, fussent les principales à bénéficier de la loi, l'amendement Cowper-Temple fut ajouté à la loi. Il interdisait à toute école subventionnée l'usage d'un catéchisme ou rituel relevant d'une religion particulière. Par contre, les établissements scolaires ouverts en application de la loi

nouvelle devaient réserver une partie de leur temps à l'explication de la Bible, les parents restant d'ailleurs libres de faire dispenser leurs enfants d'y assister. C'était l'école en dehors des sectes (*undenominational*).

Sous ce régime, l'enseignement primaire devenu obligatoire s'était développé considérablement. En 1902, on comptait, en Angleterre et dans le pays de Galles, 20.000 écoles primaires pour 32 millions d'habitants. Les *school-boards* avaient créé 6000 écoles (*board-schools*), fréquentées par 2.600.000 enfants.

Cependant le moment vint où le gouvernement dut se préoccuper des besoins des écoles volontaires qui instruisaient plus de la moitié des enfants anglais et gallois. Malgré les dons des particuliers, malgré les subventions de l'Etat plusieurs fois augmentées, ces écoles n'arrivaient pas à se maintenir au niveau des *board-schools*. Il aurait été trop onéreux pour les finances publiques d'acheter ou de louer ces écoles volontaires aux sociétés qui les avaient fondées. D'ailleurs les partisans de l'éducation religieuse « *dénominationnelle* » (anglicane, catholique, juive, etc.) se refusaient à abandonner les écoles qu'ils avaient jusqu'alors administrées et qui seraient alors soumises aux conditions établies par la clause Cowper-Temple.

Le *Education Act* voté en 1902, pour faire face à cette situation, abolit les *school-boards* auxquels on avait reproché leur incompétence, mais surtout leurs ambitions et leurs dépenses excessives. La direction et le contrôle de toutes les écoles primaires sont désormais confiés à des *Education Committees* nommés par les Conseils de Comté et les Conseils municipaux. Les *board-schools* qui existaient déjà sont maintenues sous le nom de « *undenominational-schools* », les écoles volontaires sous celui de « *denominational schools* » ; et celles-ci, pour la première fois, ont le droit, si la subvention de l'Etat ne leur suffit pas, de réclamer les frais de leur entretien à la municipalité qui, par

l'intermédiaire de son *Education Committee*, a le contrôle direct de l'enseignement laïque dans toutes les écoles. Cependant les sociétés ou sectes religieuses continuent à diriger l'enseignement religieux dans les écoles qu'elles ont fondées. Ces écoles religieuses sont d'ailleurs administrées dans chaque ville par un comité de 6 membres, dont 4 sont choisis parmi leurs fondateurs ou patrons et 2 seulement dans l'*Education Committee* de la ville ou du Comté.

En fait, il résulte de ces réformes que les contribuables non-conformistes sont, dans bien des localités, obligés de subvenir malgré eux à l'entretien d'écoles dans lesquelles on donne un enseignement différent du leur, voire même contraire à leurs principes. — Au point de vue de l'enseignement en général, la loi de 1902 introduisit des améliorations notables ; mais elle détermina un mécontentement considérable dans certains milieux religieux qui, en plus de la question pécuniaire ci-dessus mentionnée, reprochaient leur incompétence aux *Education Committees* composés de gens souvent peu qualifiés pour le rôle qu'ils avaient à remplir.

Un fait extraordinaire et presque sans précédent se produisit alors : De toutes parts, des contribuables appartenant à toutes les classes de la société, mais surtout aux classes supérieures, organisèrent ce qu'on appela la « *passive resistance* », et refusèrent de payer les taxes d'enseignement aux autorités municipales. Force fut au gouvernement d'avoir recours à des mesures coercitives et, à la fin de 1904, 37.296 sommations avaient été lancées et 1504 ventes par autorité de justice exécutées, pour le recouvrement des taxes dues par les « *passive resisters* » dont 80 subirent des condamnations de prison.

La crise prit une tournure plus aiguë encore dans le Pays de Galles où la grande majorité des Conseils de Comté, composés surtout de non-conformistes, se refusèrent à consacrer l'argent des taxes municipales à l'en-

retien d'écoles sur lesquelles ils ne possédaient pas un contrôle absolu. Il en résulta que, dans les écoles « *dénominationnelles* », les instituteurs ne furent pas payés et le combustible fit défaut en hiver. En 1904, M. Lloyd George alla même jusqu'à conseiller aux parents d'envoyer leurs enfants dans des écoles purement volontaires, afin que les écoles subventionnées se vissent contraintes à renoncer à leur enseignement. Bien qu'en Angleterre, où la situation s'améliora peu à peu, l'application de la loi parût produire des effets satisfaisants, il n'en resta pas moins une impression d'injustice qui ne fut pas sans répercussion sur le résultat des élections de 1906 et à laquelle le gouvernement libéral s'efforça de remédier.

DEUXIÈME PARTIE

LA POLITIQUE INTÉRIEURE
DES LIBÉRAUX

A

Les ministères Campbell-Bannerman et Asquith.

CHAPITRE X

Causes de la défaite des Conservateurs aux élections de 1906.

Le gouvernement conservateur avait gardé le pouvoir pendant 20 ans presque sans interruption et cette longue durée de domination suffirait peut-être, dans une certaine mesure, à expliquer son insuccès aux élections de 1906, les peuples, comme les gens, étant curieux de changement. Mais en vingt années, un gouvernement, si parfait qu'il soit, n'a-t-il pas mainte chance de mécontenter ses électeurs ? Et dans les dernières années, certaines causes, que les pages qui précèdent ont déjà indiquées, transformèrent cette possibilité d'échec en une débâcle absolue.

L'argument qui pesa le plus fortement sur l'esprit des électeurs en général fut le mécontentement profond qu'avait suscité le gouvernement unioniste par sa politique intérieure hésitante, ses dissensions intestines et l'incertitude de sa politique fiscale. — Les fautes néfastes commises pendant la guerre sud-africaine, l'impéritie, l'imprévision, le gaspillage qui s'y étaient si souvent révélés, les lourdes charges qui en étaient résultées pour les finances publiques, avaient laissé dans l'esprit des électeurs une impression défavorable pour le gouvernement qui en était responsable.

— La campagne de réforme fiscale, si attrayante dans ses principes, si mal conduite cependant, suivie avec tiédeur et dilettantisme, sinon avec indifférence, par ceux des membres du gouvernement qui ne s'y étaient pas encore déclarés hostiles ; les perspectives d'augmentation du prix de la vie que cette réforme semblait annoncer ; l'augmentation certaine qu'elle faisait prévoir pour le prix des matières premières, — et aussi je ne sais quel vague soupçon que M. Chamberlain, sous le couvert d'une campagne patriotique et impérialiste, poursuivait la réalisation de certaines ambitions personnelles, avaient aussi poussé un grand nombre d'électeurs vers les rangs de l'opposition. Ce peuple de consommateurs et de transformateurs était encouragé d'ailleurs à ce revirement par la prospérité commerciale et industrielle des dernières années dont les statistiques rendaient si précaire la valeur des arguments exposés par les protectionnistes contre le libre-échange. — L'adoption de la main-d'œuvre chinoise au Transvaal, les conditions très dures auxquelles les ouvriers chinois avaient dû se soumettre et certains scandales auxquels donna lieu leur vie en commun dans des sortes de camps de concentration, avaient déterminé l'hostilité des classes ouvrières. — Le « Education Act » de 1902, par l'accroissement de dépenses qu'entraînait son application, mais surtout par la fureur qu'il provoqua chez les non-conformistes, vint joindre aux causes politiques de mécontentement un élément religieux. — Le « Licensing Act » y ajouta un élément d'ordre financier.

D'autres raisons, moins importantes peut-être que les précédentes, ne contribuèrent pas moins au succès des Libéraux. Les masses ouvrières, poussées par un désir encore vague de réformes sociales, donnèrent leur appui aux candidats socialistes et ouvriers ou aux candidats libéraux qui favorisaient leurs tendances. — L'hostilité des ouvriers syndicalistes s'était d'ailleurs accrue depuis que les tribunaux avaient rendu les Trade-Unions responsables des dommages commis par leurs adhérents au cours de conflits ouvriers

et de grèves (1). — Enfin, le refus opposé en juillet 1905 par Lord Stanley, ministre des Postes et Télégraphes, aux demandes d'augmentation de salaires présentées par le Comité de Bradford de ses employés, augmentation qui aurait entraîné une dépense annuelle de 2.500.000 livres, aliéna encore au parti unioniste un grand nombre de ses anciens adhérents.

Le parti libéral sortit vainqueur d'une lutte dans laquelle la question du Home Rule irlandais n'avait joué aucun rôle. La majorité libérale et travailliste sur tous les autres groupes était de 190 voix. Le nouveau gouvernement n'avait donc pas besoin de s'assurer par certaines concessions le bon vouloir des nationalistes irlandais. Par contre l'entrée à la Chambre des Communes de 53 membres travaillistes allait avoir sur la politique intérieure une influence qui ne tarda pas à se manifester.

(1) Voir chapitre XII, affaire du Taff Vale Railway.

CHAPITRE XI

Evolution de la politique anglaise vers le radicalisme et le socialisme. — Puissance du Premier Ministre.

L'évolution de la politique anglaise vers le radicalisme et le socialisme, si rapide qu'elle semble avoir été depuis l'avènement au pouvoir du parti libéral, est en réalité la résultante du mouvement que les gouvernements conservateurs lui avaient plus ou moins consciemment imprimé.

Il est probable qu'elle aurait commencé à se manifester beaucoup plus tôt si certains facteurs, tels que la propagation de l'impérialisme d'expansion d'abord, et la guerre sud-africaine ensuite, n'en avaient pour un temps détourné l'opinion publique.

Lorsque Disraeli arriva au pouvoir en 1867, il comprit, lui, chef du parti conservateur, que la réforme de la politique anglaise dans un sens démocratique était la question à l'ordre du jour. Aussi fit-il voter une loi électorale par laquelle le droit de vote était conféré à tous les « householders », c'est-à-dire tous ceux qui occupaient une maison, même sans en être propriétaires. Manœuvre habile par laquelle il conquist, dans une certaine mesure, à son parti la faveur populaire. — La loi électorale de 1884 étendit encore le droit de vote et augmenta de 2 millions le nombre des électeurs.

Ainsi la vieille Angleterre monarchique et ploutocratique s'est acheminée par étapes vers le suffrage universel auquel elle est pratiquement arrivée aujourd'hui. La Chambre des Communes n'est plus cette assemblée où les fils des Lords venaient faire leur apprentissage politique. Elle représente véritablement la voix de la nation.

D'autres facteurs ont contribué à apporter dans les habitudes constitutionnelles anglaises des modifications essentielles. Autrefois les deux partis en présence, whig et tory, libéral et conservateur, se succédaient au pouvoir à peu près régulièrement. Chaque parti n'avait à compter qu'avec l'opposition du parti adverse. Mais la formation et l'intervention du parti nationaliste irlandais, prêt à soutenir ou à combattre le parti au pouvoir quel qu'il soit, selon que celui-ci lui est favorable ou non, ont amené des complications dans les programmes politiques et détruit la quasi-régularité de l'alternance des gouvernements libéral et conservateur.

Aussi la Chambre des Communes est-elle devenue, plus que jamais, une chambre de partis administrativement et financièrement constitués en associations puissantes, exerçant leur activité par des services de propagande admirablement organisés. Les membres de la Chambre des Communes ne sont que les délégués de ces associations. Chaque jour, un fonctionnaire de leur parti, appelé « whip » (fouet), et qui jouit d'un pouvoir moral considérable, leur adresse une notice rappelant l'ordre du jour de la prochaine séance, chaque article étant souligné d'un certain nombre de traits allant de 1 ou 2 pour les affaires peu importantes jusqu'à 5 pour les affaires urgentes à la discussion et au vote desquelles il est indispensable que tous les membres du parti soient présents. — S'ils appartiennent au parti ministériel, leur intérêt aussi bien que leur devoir les oblige à suivre servilement la politique du cabinet. Si, au contraire, ils font partie de l'opposition, ils pourront exprimer les critiques les plus vives sans grand espoir d'influencer le résultat final, car

le ministère, même mis en minorité, n'est pas obligé de démissionner.

Ce n'est d'ailleurs pas la Chambre des Communes elle-même qui fixe son ordre du jour. Les élections se faisant pour ou contre un certain programme, le gouvernement, qui représente la majorité victorieuse, n'a qu'à suivre le programme préconisé par son parti. Le « leader of the House », qui est le chef de la majorité, peut en proposer les divers articles au moment qu'il lui plaît. Pour arrêter les tentatives d'obstruction, il peut même, malgré les protestations de l'opposition (« gag ! »-bâillon !), demander à la Chambre de voter la clôture d'un débat. Sans doute, un jour par semaine est réservé à l'examen et la discussion des propositions que certains membres peuvent avoir à faire ; mais les projets de loi importants émanent presque tous de l'initiative du gouvernement. Quand le programme gouvernemental est épuisé, les membres du parti n'ayant pas été élus et n'ayant pas, pour ainsi dire, engagé leur responsabilité pour voter d'autres mesures, c'est une nécessité autant qu'un devoir pour le chef du gouvernement de demander à la nation de signifier, par de nouvelles élections, son approbation d'un programme nouveau.

On se rend compte du pouvoir formidable que possède le Cabinet des Ministres. Bien que responsable devant le Parlement et ayant à répondre aux interpellations qui lui sont adressées, il n'a pas à craindre, dans des conditions normales, de se trouver mis en minorité. Un échec occasionnel n'a pas pour résultat obligatoire la chute du gouvernement. Mais si, par suite de circonstances nouvelles, en présence, par exemple, du résultat adverse des élections partielles, celui-ci ne se sent plus assuré d'avoir pour lui l'opinion populaire, il lui reste le grand moyen : dissoudre la Chambre des Communes et en appeler aux électeurs. Si le vote national se déclare contre lui, il n'a évidemment qu'à céder la place à ses adversaires. Mais, dans le cas contraire, son pouvoir est considérablement accru et il peut désormais

imprimer à sa politique une intensité plus grande. C'est ainsi qu'en 1900, le gouvernement conservateur eut recours aux élections « Khaki », qui lui donnèrent plein pouvoir pour continuer et mener jusqu'au bout la guerre sud-africaine.

Dans de telles conditions, les élections générales ne sont qu'un appel à la nation en faveur de la politique d'un parti, voire même, étant donné la puissance du chef du gouvernement, en faveur de la politique d'un homme. Celles de 1892 consacrèrent l'influence politique de Gladstone; celles de 1895 rendirent le pouvoir à Lord Salisbury. Celles de 1906 marquèrent la chute définitive de Chamberlain; celles de janvier et décembre 1910 proclamèrent l'approbation par le pays de la politique financière et sociale de Lloyd George.

Ainsi donc, tandis que le rôle du Parlement se borne de plus en plus à approuver les projets et les actes du Gouvernement, celui-ci tant qu'il a pour lui l'appui du pays, exerce le pouvoir dans sa plénitude, et l'on peut dire que le Premier Ministre est, en fait, le maître de la nation.

CHAPITRE XII

L'avènement du Labour Party.

Non seulement les élections de 1906 chassèrent du pouvoir le gouvernement conservateur qui l'occupait depuis 20 années presque consécutives ; — non seulement elles proclamèrent la défaite du protectionnisme et l'attachement de l'Angleterre à la politique de libre-échange qui avait fait sa force commerciale et industrielle ; — non seulement elles assurèrent au parti libéral, sur toutes les combinaisons possibles de l'opposition, même en y comprenant les Irlandais, une majorité nette de 190 voix ; — non seulement elles présentaient une particularité qui ne s'était pas produite depuis longtemps, à savoir que la question du Home Rule n'y avait pour ainsi dire joué aucun rôle et que, par suite, le nouveau gouvernement n'allait pas avoir besoin de s'assurer par des concessions la faveur des 83 nationalistes irlandais ; — mais encore et surtout, elles marquèrent un fait nouveau et qui devait exercer l'influence la plus considérable sur la politique intérieure de l'Angleterre : l'entrée à la Chambre des Communes de 53 membres du parti ouvrier qui, jusqu'alors, n'y avait compté qu'un nombre à peu près négligeable de représentants.

Dans les circonscriptions accoutumées à élire des membres travaillistes, telles que Newcastle, Northumber-

land et certaines villes des régions minières, le parti ouvrier avait obtenu des majorités écrasantes ; dans d'autres villes industrielles, comme Barrow-in-Furness, Middlesborough, Stockport, Saint-Helen's, les candidats ouvriers avaient chassé les conservateurs de leurs sièges.

Et cependant le parti ouvrier, considéré en tant que parti politique, était de formation toute récente. Avant 1903, bien qu'il existât aux Communes un petit nombre de membres travaillistes, tels que John Burns représentant de la circonscription de Battersea, leur action était sans influence pratique sur les décisions de la Chambre. Les syndicats ouvriers, *Trade-Unions*, constituaient à proprement parler ce qu'on pouvait appeler le parti ouvrier. Le nombre énorme de leurs adhérents (1), les capitaux importants qu'ils avaient amassés, leur donnaient une puissance considérable. Mais jusqu'en 1903, leur action ne s'était exercée que dans le domaine purement corporatif : défense des intérêts des ouvriers, organisations de secours mutuels.

Dans certaines corporations, ils avaient réussi à assurer à leurs adhérents un véritable monopole du travail. Les non-syndiqués (*blacklegs*) n'étaient pas admis à travailler là où des syndiqués étaient employés ; et d'autre part, les trade-unionistes boycottaient impitoyablement les usines, chantiers ou ateliers qui employaient des non-syndiqués.

Le grand moyen d'action des trade-unions était la grève, rendue effective et complète par le *picketing* : un certain nombre de grévistes syndiqués, payés ou non par les unions, attendaient les ouvriers à la sortie des ateliers ou des chantiers et leur persuadaient, quelquefois par la violence, de cesser le travail. Les tribunaux avaient dû, à plusieurs reprises, sévir contre des excès de ce genre. Les poursuites avaient été entamées contre les unionistes individuellement et personnellement.

(1) Le mouvement syndicaliste ne cessa de s'accroître. A la fin de 1908, il y avait en Grande-Bretagne 1165 syndicats comprenant 2.378.248 syndiqués.

Mais, en août 1900, éclata sur le *Taff Vale Railway*, une grève d'autant plus préjudiciable aux intérêts publics et privés que cette ligne transportait une grande partie du charbon destiné à la marine anglaise. Elle se termina, au bout de 10 jours seulement, par un accord qui, dans une certaine mesure, donnait satisfaction aux employés. Mais la Compagnie intenta, non plus à certains syndiqués individuellement, mais au syndicat en bloc, un procès pour abus illégal du « picketing », et obtint tout d'abord un jugement favorable. L'affaire ayant été portée devant la Cour d'Appel, celle-ci cassa le jugement. Le directeur de la Compagnie en appela alors à la Cour suprême de la Chambre des Lords. Ceux-ci rendirent leur arrêt le 22 juillet 1901.

Jusqu'alors la jurisprudence avait considéré que les Trade-Unions, ne possédant pas de personnalité civile, n'étaient susceptibles ni de poursuivre, ni d'être poursuivies, *sue or be sued*. La Chambre des Lords renversa cette jurisprudence. « Si le législateur », dit le Lord Chancelier dans ses considérants, « a créé une entité qui peut posséder, « prendre des employés à son service, causer des dommages, on doit admettre qu'il l'a *implicitement* soumise « à l'éventualité de poursuites... » Et l'Union des Employés de Chemins de fer fut condamnée à payer £ 23.000 à la Taff Vale Railway Company.

Ainsi, par cette interprétation nouvelle de la loi, la situation juridique des Trade-Unions se trouvait radicalement changée. Désormais, leur puissance financière était à la merci des procès où pouvaient les entraîner les excès de leur action et de leur propagande. Dès la fin de 1901, le *Times* signalant les progrès énormes accomplis par l'Allemagne et les Etats-Unis, grâce au perfectionnement de leur outillage et leur production toujours croissante, déclarait les trade-unions responsables de la crise de l'industrie anglaise, et demandait leur dissolution. En mars 1902, ce même journal publiait des articles où il comparait, par exemple, le nombre de briques qu'un maçon ordinaire

pouvait poser en un jour avec celui qu'un maçon syndiqué consentait à poser.

En présence de telles menaces contre leur existence même, il ne restait aux trade-unions qu'un parti à prendre : s'organiser politiquement afin d'exercer sur la politique intérieure et, en particulier, sur la législation ouvrière, une influence en proportion avec leur puissance numérique et leur importance sociale.

En mars 1902, un membre libéral de la Chambre des Communes proposa une résolution de refonte des lois concernant les Trade-unions. Il demandait surtout que leurs droits aussi bien que leurs obligations et leurs responsabilités fussent nettement définis. En mai, cette proposition fut rejetée, mais par 29 voix seulement de majorité. Les trade-unions comprirent dès lors la nécessité qu'il y avait pour elles d'être représentées par un groupe parlementaire expressément élu pour soutenir leurs revendications.

Au Congrès ouvrier de Swansea (septembre 1901) le président, M. Bowerman, avait déjà déclaré au sujet du jugement rendu par la Chambre des Lords :

« Une des leçons que nous enseignent les événements actuels, et une leçon qui ne saurait être trop profondément gravée dans l'esprit des travailleurs, c'est la nécessité, la nécessité impérieuse, absolue, d'augmenter la représentation ouvrière à la Chambre des Communes. Si excellent que puisse être le travail législatif dû à l'initiative ou au concours des députés ouvriers, leur petit nombre en limite trop étroitement les résultats... Les ouvriers anglais devraient se rendre compte de la force politique immense dont ils disposent... Le plus souvent, ils se contentent de remettre leurs intérêts aux mains de représentants qui, à quelques exceptions près, sont incapables de se faire une idée exacte de leurs besoins et de leurs désirs... Leurs intérêts ne peuvent être réellement défendus que s'ils en chargent des hommes choisis par eux, *dans leurs*

« *propres rangs*. Il faut qu'ils fassent entrer aux Communes leurs hommes à eux, pour faire leur besogne à eux... Il ne s'agit pas de retomber dans l'éternel jeu de bascule, de s'imaginer que pour influencer sur les débats du Parlement, il suffit de remplacer un certain nombre de conservateurs par un certain nombre de libéraux, ou réciproquement. Non, il s'agit d'élire des représentants qui ne soient pas autre chose que les mandataires de la classe ouvrière. » (1)

Au cours des délibérations, un des délégués, M. Sexton, exprima les mêmes idées sous une forme plus nette et plus véhémement encore : « Vous vous plaignez, dit-il, de l'injustice de la loi actuelle ! Qui l'a faite, cette loi ? Ce sont les patrons que leurs propres ouvriers envoient siéger à la Chambre des Communes. Il y a, dans le Royaume-Uni, 8 millions d'ouvriers ; 3 millions au moins sont en possession du droit de vote ; s'ils savaient se servir de leurs suffrages, le Parlement ne serait pas ce qu'il est. Nous autres, ouvriers, nous dépensons 2 millions de livres par an pour nous défendre contre le patronat et, le jour des élections, pour qui votons-nous ? Pour des patrons, qui s'empressent de tuer cet unionisme, pour lequel nous faisons tant de sacrifices ! »

Paroles symptomatiques qui révèlent les progrès accomplis par l'évolution de l'idée politique dans les masses ouvrières ! — Le Congrès de Swansea avait réuni 400 délégués, représentant 1.200.000 ouvriers ou employés. A l'issue du Congrès, une résolution fut votée, pressant les trade-unions d'organiser sans retard leur action politique.

Cette action ne tarda pas à se manifester. Dès l'été de 1902, le candidat présenté par l'Union des ouvriers de l'industrie cotonnière était élu sans concurrent à Clitheroe (Lancashire). Toutefois ce n'était là qu'un résultat isolé, obtenu dans une circonscription spéciale, par une Union

(1) Cité par P. Mantoux : *A travers l'Angleterre contemporaine*.

particulière, sans coopération ni entente avec les autres Unions.

Le Congrès ouvrier réuni à Londres en septembre 1902 vota une résolution invitant la Commission de Représentation parlementaire du parti ouvrier (*Labour Representation Committee*) à convoquer une conférence de toutes les organisations ouvrières intéressées au mouvement dans le but de : « 1° établir une base d'action commune à tous les élus ouvriers — 2° publier des manifestes en faveur des candidats présentés par ces organisations et prendre des mesures pour que ces manifestes soient distribués ou affichés dans leurs circonscriptions respectives — 3° assurer, par tous les moyens convenables, le succès des candidats désignés. »

Cette Conférence devait être la première manifestation, et une manifestation très remarquable, de l'organisation politique collective du Parti Ouvrier. Elle se réunit à Newcastle, du 19 au 22 février 1903. Elle créa une caisse commune, constituée par une cotisation annuelle de 1 penny par membre, qui devait fournir les fonds nécessaires pour soutenir la candidature d'un certain nombre de membres du parti. Ces membres ne seraient plus les représentants d'une Union particulière, mais de toutes les Unions constituées en Parti Ouvrier. — Il fut décidé d'autre part que, l'indemnité parlementaire n'existant pas encore, la caisse commune verserait aux députés travaillistes une indemnité de £ 200 par an. — Enfin la Conférence de Newcastle décida que désormais la propagande électorale du *Labour Representation Committee* s'exercerait uniquement en faveur des candidats travaillistes.

Ainsi le Parti Ouvrier était définitivement fondé ; il avait pris, dès l'abord, les mesures financières nécessaires pour soutenir son action et devait bientôt remporter une victoire aussi significative qu'éclatante. — Moins de trois semaines après la Conférence de Newcastle, le siège de Woolwich devint vacant. Cette circonscription où se trou-

vait le plus grand arsenal de l'Angleterre occupant plus de 14.000 ouvriers, semblait toute acquise au parti conservateur, promoteur des expéditions coloniales et partant des armements de toutes sortes. De fait, depuis 1883, les majorités conservatrices aux diverses élections de 1886, 1892 et 1895, avaient toujours été en augmentant. En 1900, le candidat conservateur avait été élu sans concurrent. En mars 1903, le parti conservateur posa la candidature de l'amiral Lord Charles Beresford, président de la *Navy League*.

Le Parti Ouvrier, constitué comme nous l'avons relaté plus haut, présenta comme candidat l'homme dont le nom venait en tête de la liste de 9 candidats établie par la Conférence de Newcastle : William Crooks. Ce n'était pas un inconnu. En 1892, il avait été élu membre du Conseil de Comté de Londres et, en 1901, maire de Poplar. Devant les électeurs de Woolwich, il développa un programme de réformes sociales et surtout de réformes législatives assurant aux ouvriers le droit de coalition et le droit de grève. Le 11 mars 1903, il fut élu par 8.700 voix contre 5.460 (1). C'est là une date historique dans l'évolution de la politique intérieure de l'Angleterre. En présence de cette première victoire du Parti Ouvrier, luttant désormais dans l'arène politique par ses propres moyens et pour son propre compte, le *Times* écrivait : « La signi-
« fication trop claire de cette élection, c'est que le mouve-
« ment ouvrier, ce même mouvement qui, sur le conti-
« nent, a rompu l'équilibre des partis politiques, se fait
« sentir à présent dans notre pays et que non seulement
« les deux grands partis qui se partagent l'Etat, mais la
« nation tout entière, auront bientôt à compter avec lui ».

Et en effet les élections de 1906 firent entrer aux Communes 53 députés travaillistes dont 24 avaient plus ou

(1) Cette victoire fut suivie, à peu d'intervalle, par un autre succès du Parti Ouvrier. — M. Arthur Henderson enleva le siège de Barnard Castle aux conservateurs qui l'occupaient précédemment.

moins adopté le programme du parti libéral. Mais les 29 autres étaient les candidats du « Labour Representation Committee » et s'étaient engagés à former un parti indépendant. De fait, lors de la réunion, le 15 février, de ce « Committee », le président, M. A. Henderson, déclara que le Parti Ouvrier, « soutiendrait le Gouvernement quand ce serait possible et lui ferait opposition quand ce serait nécessaire ».

CHAPITRE XIII

Les premières manifestations des nouvelles tendances politiques. Législation ouvrière.

C'était vraiment une Chambre d'hommes nouveaux en politique qui se réunit pour la première fois le 13 février 1906. L'évolution récente de la pensée politique n'avait pas eu seulement pour résultat l'organisation politique des classes ouvrières. Elle avait fait sentir son influence même sur beaucoup d'esprits qui n'en admettaient pas tous les principes. L'importance, dans la campagne électorale, de la question de la main-d'œuvre chinoise au Transvaal, que l'on avait été jusqu'à représenter comme une sorte de résurrection de l'esclavage, était très caractéristique à ce sujet. Nombreux étaient les membres nouveaux des Communes qui ne devaient pas leur élection à leur situation héréditaire, à leur influence locale, à leur habileté oratoire ou leur réputation intellectuelle, mais uniquement à leur enthousiasme pour un nouvel idéal politique et social. Le libéralisme de 1906 ne ressemblait plus guère au libéralisme bourgeois de 1892. Le programme présenté au Congrès de la Fédération Nationale Libérale en 1905 : projets de législation sur les différends entre patrons et ouvriers, d'imposition sur la propriété non

bâtie, d'indemnité parlementaire, de suffrage féminin, était très symptomatique. Sir Charles Dilke, au cours de la campagne électorale, avait même, à maintes reprises, fait allusion à l'élaboration possible d'un budget dont les ressources, tirées de la fortune des individus, seraient employées à mettre en œuvre des réformes sociales.

Le ministère libéral, sans négliger les affaires extérieures, eut donc à s'occuper plus particulièrement de politique intérieure (1). L'Angleterre se ressentait encore des pertes en hommes et en argent qu'elle avait subies du fait de la guerre du Transvaal. La réaction pacifiste qui avait suivi cette guerre était loin d'être apaisée (2). Le goût des aventures, des conquêtes et des expéditions coloniales était tombé avec le parti conservateur. Les Libéraux, dans l'enthousiasme de leurs convictions pacifistes, ne s'étaient pas encore rendu compte de la signification réelle et profonde des armements toujours croissants de l'Allemagne, ou espéraient arriver éventuellement avec elle à une entente sur la limitation des constructions navales. Aussi,

(1) Nous avons vu comment l'impérialisme d'expansion, en vigueur sous le régime conservateur, qui s'en était habilement servi comme de dérivatif à la tendance des réformes sociales et politiques, s'était peu à peu transformé, dans le parti libéral, en impérialisme d'union. Dès le 19 juillet 1901, M. Asquith disait : « Le mot *empire* prend un sens différent suivant qu'il sort de différentes bouches et entre dans différentes oreilles. Pour nous, libéraux, que veut-il dire ? Est-ce une entreprise pour l'exploration et l'exploitation des races du globe ? Est-ce une simple association commerciale, fondée sur la communauté des profits et pertes ? Est-ce simplement une société d'assurances mutuelles destinée à protéger ceux qui en font partie contre les attaques du dehors ? Pour nous, la signification et la valeur de l'Empire résident dans ce fait que, malgré toutes ses imperfections et toutes ses lacunes, malgré tous ses points faibles et tous ses points noirs, il constitue le plus vaste et le plus fécond essai que le monde ait encore vu pour faire vivre en commun des sociétés libres, d'origine et de nationalités diverses. Une pareille conception de l'Empire stimule ces aspirations et ces efforts que nous résumons sous le nom de réformes sociales. C'est à nos hommes d'Etat de faire en sorte que l'Empire mérite qu'on désire y vivre et qu'on accepte de mourir pour lui ».

(2) Voir n. 1, p. 134.

pendant les trois premières années qui suivirent son arrivée au pouvoir, c'est sur les budgets militaire et naval que le gouvernement libéral s'efforça de réaliser les économies nécessaires pour la mise en œuvre des réformes sociales. Ce n'est que devant le refus persistant de l'Allemagne qu'il se décida à consacrer à ces budgets les crédits devenus indispensables pour assurer la sécurité du pays. Mais déjà la poussée de l'opinion publique vers les réformes était trop forte, la nécessité s'en faisait sentir trop impérieusement pour qu'il fût possible de reculer. Pour faire face aux besoins que ces réformes avaient créés ou allaient créer, M. Lloyd George accomplit la véritable révolution fiscale que constitue son budget de 1909 et qui transforma en crise constitutionnelle l'antagonisme qui, depuis longtemps déjà, existait entre la Chambre des Communes et la Chambre des Lords.

Un des premiers actes du gouvernement libéral fut de régler la question de la main-d'œuvre chinoise au Transvaal, qui, réellement ou facticement, avait joué un si grand rôle

(1) Plusieurs membres du Cabinet libéral, Sir Henry Campbell-Bannerman et M. Lloyd George en particulier, adversaires acharnés de la politique de Chamberlain, avaient souvent protesté contre la guerre du Transvaal et s'étaient à maintes reprises exprimés en termes véhéments sur les excès auxquels, selon eux, elle avait donné lieu. Le 14 juin 1901, à un banquet offert par la Reform Union, Sir Henry Campbell-Bannerman s'était écrié : « On veut qu'après avoir terrassé les hommes contre lesquels nous nous battons, nous les punissions aussi sévèrement que possible. On veut que nous ravagions leur pays, brûlions leurs foyers, brisions leurs instruments agricoles et leurs outils... On dit quelquefois que la guerre est la guerre. Quand vous interrogez, on vous dit que la guerre actuelle n'est pas la guerre. Quand donc une guerre cesse-t-elle d'en être une ? Quand elle est conduite avec les méthodes barbares employées en Afrique !... »

Quant à D. Lloyd George, ses protestations contre la guerre du Transvaal lui attirèrent souvent l'hostilité d'auditoires tout acquis à l'enthousiasme impérialiste. A Birmingham où il n'avait pas craint d'aller provoquer l'idole de la circonscription, M. J. Chamberlain, il dut s'échapper, déguisé en policeman, de la salle où il devait parler. A Bangor, dans sa propre circonscription, la foule faillit lui faire un mauvais parti. Il fut cependant réélu, aux élections khaki par 400 voix de majorité.

dans la campagne électorale. Le Cabinet Balfour, avant de se retirer, avait autorisé l'importation de 14.000 Chinois à laquelle le gouvernement libéral ne put s'opposer. Mais, appliquant à la lettre le texte : « Attendu que c'est Notre volonté et Notre bon plaisir que toutes les personnes vivant dans nos Dominions ne soient pas assujetties à des conditions de travail ou de résidence présentant un caractère servile », le Gouvernement décréta qu'il n'appartenait pas aux autorités sud-africaines, mais au gouvernement britannique lui-même d'autoriser désormais l'importation des coolies chinois.

Conscient de sa puissance et décidé à en user, le Parti Ouvrier qui, pour souligner sa ferme intention de garder son indépendance, alla s'asseoir sur les bancs de l'opposition, fit preuve, dès son entrée aux Communes, d'une extraordinaire activité à laquelle, aussi bien le parti conservateur que le parti libéral, tous deux désireux de s'attirer son appui, le cas échéant, se prêtèrent de bonne grâce. — Il avait, dans sa réunion préliminaire du 12 février 1906, élu comme président du parti, Keir Hardie, secrétaire de l'Union des Mineurs du Ayrshire (Ecosse), et député pour la circonscription de Merthyr Tydfil, et comme « whip », J. Ramsay Macdonald, secrétaire du Labour Representation Committee et député de Leicester.

Le 21 décembre 1905, à l'Albert Hall, quelques jours avant les élections, Sir Henry Campbell-Bannerman avait résumé le programme social de son parti : « Nous désirons, disait-il, faire en sorte que la terre devienne moins *a pleasure-ground*, un parc d'agrément, pour les riches, et davantage *a treasure-house*, un grenier d'abondance, pour les pauvres. »

On pouvait donc s'attendre à ce que le nouveau Parlement consacraît une grande partie de ses labeurs à la législation ouvrière ou sociale. Celle-ci fut abondante en effet. Nous nous bornerons à mentionner quelques-unes des lois les plus importantes.

L'une des premières, la plus impatiemment attendue d'ailleurs, fut le *Trade Disputes Bill*, qui transforma la situation légale des Trade-Unions et définit leurs responsabilités. L'attorney-general Sir J. Lawson-Walton présenta le 28 mars le projet gouvernemental (1). Mais celui-ci ne donnait que partiellement satisfaction au parti ouvrier. En effet, tout en accordant aux Trade-Unions des droits nouveaux très étendus, le rapporteur de la loi se refusait « à créer des privilèges pour la classe ouvrière et à reconnaître aux syndicats des avantages analogues à ceux dont jouissait antérieurement une partie de la population ». Il limitait cependant la responsabilité pécuniaire des Trade-Unions aux actes autorisés par les comités exécutifs des Unions.

Ainsi les caisses syndicales seraient restées à la merci de procès que le Labour Party considérait « non comme un moyen d'obtenir justice, mais comme un moyen de faire la guerre » (2) et de paralyser l'action des Unions. — Aussi le Labour Party s'éleva-t-il violemment contre cette clause du projet gouvernemental et, le 30 mars, M. Hudson, député travailliste de Newcastle-on-Tyne, déposa en son nom un projet de loi stipulant que les fonds des Unions seraient insaisissables contre toute demande de dommages-intérêts. — M. Keir Hardie déclara qu'en effet les Trade-Unions ne se contenteraient pas d'un réseau de fils de fer barbelés pour protéger leurs caisses ; elles voulaient que celles-ci fussent, une fois pour toutes, mises hors de la portée des canons ennemis.

Un coup de théâtre se produisit alors. Le Premier Ministre déclara qu'il ne voyait aucune raison pour ne pas se rallier à ce point de vue et que les deux projets de loi pouvaient être combinés. — La troisième rédaction qui en ré-

(1) La Commission royale chargée de dresser ce rapport avait été nommée en juin 1903. Elle comprenait, entre autres membres, Sidney Webb, chef de l'école Fabienne, et Arthur Cohen, deux des principaux propagateurs des doctrines socialistes en Angleterre.

(2) « Speaker » du 31 mars 1906.

sulta fut présentée aux Communes le 3 novembre. Au nom de l'Opposition, M. Balfour, tout en répugnant à la pensée d'accorder à de grandes combinaisons industrielles, qu'elles fussent patronales ou ouvrières, une situation exceptionnelle, déclara qu'il se consolait à l'idée que, dans le passé, les Anglais s'étaient toujours montrés capables d'une sage modération dans l'exercice des pouvoirs exceptionnels qui leur avaient été confiés. — Et le Bill passa aux Communes sans opposition.

Le 12 décembre, les Lords, qui n'étaient pas partisans de la loi, la votèrent cependant en en rejetant la responsabilité sur les électeurs qui avaient envoyé au Parlement une majorité décidée à introduire cette innovation. Ils proposèrent toutefois un petit amendement que les Communes rejetèrent d'ailleurs le 18, et le Bill fut définitivement voté le 21 décembre 1906.

Cette loi renversait la fameuse décision des Lords du 22 juillet 1901, dans le procès du *Taff Vale Railway* (1). Non seulement les syndiqués ont désormais le droit de refuser de travailler avec un non-syndiqué et d'appuyer ce refus par une déclaration de grève ; non seulement ils peuvent organiser des patrouilles et se livrer au « picketing » pacifiquement pour persuader aux travailleurs de se joindre à la grève ; mais encore et surtout leurs fonds deviennent insaisissables, même si, au cours des excès commis, la culpabilité de leurs agents ou de leurs affiliés est démontrée.

Le « *Workmen's Compensation Act* » (loi sur les accidents du travail) fut présenté par M. Gladstone, ministre de l'Intérieur, le 26 mars 1906. C'était une extension considérable des droits conférés aux ouvriers par le « *Employers' Liability Act* » de 1880 et les « *Workmen's Compensation Acts* » de 1897 et 1900. L'Acte de 1897 excluait du béné-

(1) Voir chapitre XII.

fice de la loi toutes les classes d'ouvriers qui n'y étaient pas expressément mentionnées. — Le projet gouvernemental de 1906 devait, au contraire, faire bénéficier toutes les classes d'ouvriers qui n'en étaient pas expressément exclues, c'est-à-dire que le mot « *ouvrier* » comprendrait toute personne qui aurait accepté un contrat de travail et qui ne serait pas agent de police, employé de bureau, domestique, ou membre de la famille de l'employeur. — Cependant, grâce à divers amendements, tous les employés, et même les domestiques furent admis au bénéfice de la loi qui devint applicable aux accidents survenus au dehors aussi bien qu'au dedans du lieu habituel de travail. Un grand nombre de maladies professionnelles furent reconnues dont la liste pouvait être augmentée par la seule décision du Home Secretary (ministre de l'Intérieur). La durée de l'invalidité légale constituant le droit à l'indemnité fut réduite de 15 à 8 jours. Enfin les ouvriers ou leurs ayant droit furent admis à se prévaloir du bénéfice de la loi, même en cas d'accidents résultant de la négligence ou de l'inconduite de l'employé, dans les cas de mort ou d'incapacité permanente. — La loi fut définitivement votée le 13 décembre 1906.

Le « *Education (Provision of Meals) Bill* », qui était au nombre des motions examinées par le congrès du *Labour Representation Committee* au Memorial Hall de Londres, en février 1906, fut proposé aux Communes, le 2 mars, par M. W. T. Wilson, député travailliste pour Westhoughton (Lancashire), et voté au cours de l'année. Il prescrit aux municipalités de créer des *cantines scolaires* où des repas seront servis aux enfants indigents. Le remboursement n'en sera pas exigé des parents pauvres ; mais les municipalités, pour couvrir leurs frais, sont autorisées à instituer une taxe de 1/2 penny par livre imposable. — Dans la seule ville de Londres, dès 1907, 6.000 enfants bénéficièrent de cette innovation.

Le « *Coal Mines' Eight Hours Act* », limitant à 8 heures

la journée des ouvriers des mines, suscita, dès sa proposition aux Communes le 20 février 1908, une opposition considérable. Une députation envoyée par les manufacturiers et les compagnies de chemins de fer et représentant une consommation annuelle de 70 millions de tonnes, exposa, le 26 mars, au Home Secretary, les craintes des consommateurs. — Aux Communes et aux Lords, l'Opposition (à laquelle se joignirent de nombreux libéraux), protesta contre cette loi qu'elle considérait comme une mesure de surenchère électorale : la population minière ne comptait que 900.000 personnes, tandis que l'industrie du fer, à elle seule, occupait plus d'un million d'employés. Sous la pression du Labour Party, le Gouvernement tendait manifestement à favoriser une classe particulière aux dépens de la population tout entière (1). Le résultat d'une pareille politique serait qu'une grande partie des 250 millions de livres de capital britannique annuellement disponible, au lieu de chercher un placement dans les industries britanniques, émigrerait vers l'étranger (2). — Malgré ces protestations, — et d'autres encore relatives à l'augmentation du prix du charbon, de la diminution de la production, de l'extrême difficulté que les compagnies éprouveraient à s'adapter aux conditions nouvelles, etc. — cette loi, que les mineurs attendaient depuis près de 20 ans, fut définitivement adoptée le 18 décembre 1908.

Le « *Sweated Industries* (3) *Bill* », déposé le 21 février 1908 par M. Toulmin, député de Bury (Lancashire), fut adopté et amplifié au nom du Gouvernement par M. Winston Churchill, président du Board of Trade, le 24 mars 1909. Cette loi qui protège une catégorie de tra-

(1) M. J. F. Mason, député de Windsor, aux Communes, le 22 juin.

(2) Lord Newton, président de la Ligue des Consommateurs de charbon, — à la Chambre des Lords, le 15 décembre.

(3) to sweat = suer. — Sweated industries = industries « pressurées jusqu'à la sueur ».

vaillleurs généralement isolés et non organisés en syndicats, est particulièrement importante en ce qu'elle marque pour la première fois l'intervention gouvernementale dans l'établissement et la mise en vigueur d'un tarif minimum de salaires. Votée en septembre 1909, cette loi établit la création de *wage-boards*, commissions mixtes composées de représentants des patrons et des ouvriers en nombre égal, avec un président nommé par les membres eux-mêmes ou par le Home Secretary. Ces commissions ont le pouvoir de fixer des salaires minima pour certaines industries particulièrement *sweated* (confections, cartonnages, dentelles à la machine, etc.) dont la liste peut d'ailleurs être augmentée par le Home Secretary. Des inspecteurs industriels surveilleront l'application des salaires adoptés et tout employeur coupable d'infraction aux décisions des *wage-boards* sera passible d'emprisonnement.

Malgré les efforts du gouvernement, le nombre des sans-travail (*unemployed*) était considérable. Des manifestations imposantes avaient eu lieu sous la forme de « *hunger-marches* » (marches de la faim), organisées par des milliers d'ouvriers. Certaines se rendirent à Londres, bannières en tête, et exposèrent au Gouvernement que le travail existait réellement et devait être fourni aux ouvriers de bonne volonté.

Le « *Labour Exchanges Bill* » de 1909 s'efforça d'apporter un remède à cette situation inquiétante. L'Angleterre fut divisée en 10 districts, ayant chacun une « *clearing-house* » en relations avec la clearing-house centrale établie à Londres. 30 à 40 bourses du travail furent créées dans des villes de plus de 100.000 habitants, 45 dans des villes plus petites et environ 150 dans celles de moins de 50.000 habitants. Un conseil mixte de patrons et d'ouvriers fut institué dans chaque grand centre sous la présidence d'un fonctionnaire permanent. Toute personne sans emploi pouvait se faire inscrire à l'une de ces bourses du travail ; si

une situation lui était trouvée dans une autre région, elle recevrait une carte qui lui permettrait d'être hospitalisée gratuitement sur la route, dans les établissements d'assistance publique. — Le 18 mars 1910, M. S. Buxton, qui avait succédé au Board of Trade à M. Winston Churchill devenu Home Secretary, annonçait que déjà une centaine de Bourses du Travail étaient ouvertes ; 270.000 personnes s'y étaient fait inscrire ; 32.500 places y avaient été offertes et 19.907 acceptées.

Cette innovation mettait entre les mains de l'Etat le contrôle du marché du travail. Elle eut de plus l'avantage de lui fournir de précieuses indications pour l'élaboration, deux ans plus tard, de la loi sur l'assurance contre le chômage.

Non content d'avoir régularisé, à leur avantage, la situation des Trade-Unions, de protéger les faibles de l'industrie et de réglementer le marché du travail, le Gouvernement libéral reprit à son compte une idée que les Conservateurs n'avaient pas eu la sagesse, — ou l'habileté, — de poursuivre. En 1899, la commission chargée, sous la présidence de M. Henry Chaplin, d'enquêter sur un projet de loi de retraites pour la vieillesse, avait élaboré un rapport favorable. Mais, bien qu'on l'eût approché à diverses reprises sur ce sujet, J. Chamberlain, absorbé dans ses projets impérialistes et protectionnistes, n'avait pas cru devoir prêter à cette question l'attention qu'elle méritait. Les Retraites pour la Vieillesse devinrent un des articles importants du programme libéral pendant la campagne électorale de 1905-06 et D. Lloyd George qui avait fait partie de la commission de 1899, ne manqua pas de les réaliser lorsqu'en 1908, M. Asquith l'appela à la Chancellerie de l'Echiquier.

CHAPITRE XIV

Démission et mort de Campbell Bannerman. Le Ministère Asquith. — David Lloyd George.

Quand, sur le point de partir pour Biarritz, au printemps de 1908, Edouard VII était allé rendre visite à son premier ministre, il avait trouvé Sir Henry Campbell-Bannerman, déjà fort affecté par la mort de sa femme en 1907 et très fatigué de l'effort qu'il produisait depuis deux ans, souffrant de l'influenza. Quelques jours après le départ du roi, Campbell-Bannerman dut, le 5 avril, donner sa démission. Il mourut le 22. Beaucoup regretèrent cet homme franc, honnête et bienveillant. Il avait su imposer à son Gouvernement la dignité et le secret de ses délibérations. Entièrement dévoué à son parti, il l'avait conduit sagement dans des circonstances difficiles et avait habilement évité les bévues ou les excès dont ses adversaires n'eussent pas manqué de tirer parti.

Pendant quelques jours, le royaume se trouva dans une situation extraordinaire : sans souverain, sans premier ministre et sans prince de Galles (celui-ci était en visite à Berlin auprès de l'empereur d'Allemagne). M. Asquith, appelé d'urgence à Biarritz par le roi, revint à Londres Premier Ministre. Divers changements eurent

lieu dans le ministère. M. Lloyd George, en particulier, devint Chancelier de l'Echiquier et fut remplacé au Board of Trade par M. Winston Churchill. M. Mac Kenna remplaça à l'Amirauté Lord Tweedmouth, pratiquement obligé de démissionner par suite de circonstances que nous relaterons plus tard (1), et fut lui-même remplacé au Board of Education par M. W. Runciman. Lord Crewe prit le portefeuille des Colonies.

Personne ne fut surpris de voir la Chancellerie de l'Echiquier confiée à D. Lloyd George. Bien que relativement jeune encore, — il est né en 1863, — il avait déjà derrière lui une carrière brillante.

Fils d'un Gallois, M. George, qui n'avait pas réussi comme maître d'école à Manchester et était mort peu de temps après son retour au village natal ; — adopté par son oncle maternel, M. Lloyd, qui, dans son village de Llanystumdwy, exerçait à la fois les fonctions de pasteur baptiste et la profession de cordonnier, et fit faire à son neveu des études de droit ; — apprenti à 16 ans chez un *solicitor* de Port-Madoc ; — *solicitor* lui-même à 21 ans, — David Lloyd George avait gagné son premier procès contre un clergyman anglican qui prétendait interdire l'inhumation d'un non-conformiste dans le cimetière de l'endroit. Il se fait dès lors remarquer par son ardeur à défendre le nationalisme gallois sous ses trois aspects fondamentaux : liberté religieuse, réforme de la propriété rurale, conservation de l'idiome national. — A 26 ans, il est élu député pour Carnarvon et il n'a jamais depuis lors quitté le Parlement.

En 1895, le nouveau chef du parti libéral, Sir William Harcourt, n'eut pas de peine à lui faire comprendre qu'en s'attachant au nationalisme gallois, il ne suivait qu'une politique de clocher et à lui persuader qu'il avait devant

(1) Voir chapitre XXVIII.

lui de plus hautes destinées. Nous savons déjà l'attitude courageuse et dangereuse à la fois que Lloyd George assumait à l'égard de la guerre du Transvaal, de l'*Education Bill* de 1902 et pendant la campagne protectionniste de J. Chamberlain. Aussi, dès 1905, son rôle de principal orateur des non-conformistes et du prolétariat lui avait fait attribuer le portefeuille de Président du Board of Trade.

Beaucoup ne le croyaient qu'orateur ; il s'improvise homme d'affaires. En 1906, il fait voter le *Merchant Shipping Act Amendments Bill*, améliorant la condition des équipages de la marine marchande, — et le *Census of Production Bill*, instituant le recensement quinquennal, et si possible biennal, du commerce britannique, afin d'établir des statistiques dignes de foi en ce qui concerne la production, les matières employées, les machines, les salaires, les heures de travail, etc. — En même temps, par le *Port of London Bill* (1908), il s'efforce de rendre au port de Londres, si durement éprouvé depuis la fameuse grève des docks, son importance et sa prospérité d'antan.

Mais ce qui avait, plus que toute autre cause, contribué à le mettre en évidence, c'est l'habileté remarquable dont il avait fait preuve dans des circonstances alarmantes pour la nation tout entière. Vers la fin de l'été 1907, un conflit s'éleva entre le personnel des chemins de fer et les compagnies. Les cheminots se déclarant mécontents de leur situation, avaient, dès le 19 janvier, adressé aux divers conseils d'administration une liste de leurs revendications comprenant, entre autres, la journée de 8 heures pour le personnel des trains, une augmentation de salaire de 50 % pour le service du dimanche, et la présence de représentants de l'*Amalgamated Society of Railway Servants* dans toute députation d'employés chargée de soumettre des revendications aux directeurs. Ceux-ci se refusèrent à reconnaître l'*Amalgamated Society* comme le représentant général du personnel des chemins de fer et répondirent

que chaque compagnie recevrait séparément les redevances de ses propres employés. Ils faisaient remarquer d'ailleurs que 20 ⁰/₀ à peine des employés de chemins de fer étaient affiliés à l'*Amalgamated Society* et que ce syndicat était par conséquent mal venu à prétendre représenter la corporation dans son ensemble. Cette question de « représentation » se compliquait du fait de la rivalité qui existait entre l'*Amalgamated Society of Railway Servants* et l'*Associated Society of Engineers and Firemen* (syndicat des Mécaniciens et Chauffeurs).

En octobre, le conflit avait pris une tournure inquiétante et, dans les deux camps, on se préparait à l'éventualité d'une grève générale des chemins de fer dont le principe avait été voté par 76.925 voix contre 8.773. Mais, le 6 novembre, le pays respira en apprenant que les compagnies, d'une part, et les syndicats des cheminots, d'autre part, avaient adopté un projet de conciliation et d'arbitrage présenté par M. Lloyd George. Les employés de chemins de fer seraient divisés en groupes à la tête de chacun desquels se trouverait un conseil d'arbitrage, composé de représentants de la compagnie et des employés, qui aurait à entendre des différends relatifs aux heures de travail et aux salaires. En cas de désaccord, les différends seraient soumis à un Conseil central de conciliation, composé de représentants de la compagnie et d'employés choisis dans chaque conseil d'arbitrage particulier. — En dernier ressort, les questions seraient jugées par un arbitre unique nommé par le « Speaker » de la Chambre des Communes et le « Master of the Rolls. »

Le roi, paraît-il, avait beaucoup contribué à cette heureuse solution d'une affaire qui aurait pu être désastreuse pour le pays. Elle eut, en tout cas, pour résultat, de modifier sensiblement l'opinion défavorable que beaucoup s'étaient faite sur D. Lloyd George. Ce politicien, que bien des gens se représentaient comme un démagogue violent, venait de déployer, dans une question d'administration inté-

rieure, des qualités modératrices que bien peu lui soupçonnaient (1).

C'est cependant M. Asquith que l'opinion publique désignait et qu'Edouard VII choisit pour succéder à Sir Henry Campbell-Bannerman. Né en 1852 d'une vieille famille non-conformiste du Yorkshire, Herbert Henry Asquith, après des études préliminaires faites au *City of London School*, avait obtenu, en 1869, une bourse pour Balliol College à Oxford. Il s'y était distingué par son intelligence et son esprit méthodique et déjà le « master » du Collège, le Dr Jowett, disait de lui : « He will get on, he is so direct. » (2)

Reçu avocat à Londres en 1876, il attira sur lui l'attention par l'habileté avec laquelle il défendit John Burns, prévenu d'avoir tenu un meeting illégal à Trafalgar Square.

En 1888, Sir Charles Russell, qui représentait Parnell dans son procès contre le *Times*, prit comme *assistant* M. Asquith qui fut un jour appelé à interroger (« cross-examine ») l'administrateur du *Times*, M. Macdonald, auquel il arriva à faire dire tout ce que celui-ci aurait préféré taire. Ces révélations décidèrent du procès.

(1) En janvier 1908, un autre grand conflit ouvrier éclata. Vu la crise qui sévissait alors sur les chantiers de construction de navires, les directeurs des chantiers du nord-est de l'Angleterre avaient décidé de baisser les salaires, mais les ouvriers, au nombre de 5.000, ne voulurent pas accepter cette réduction et se déclarèrent en grève (21 janvier). En février, leur exemple fut suivi par 14.000 mécaniciens à la suite d'un différend analogue. Une troisième grève éclata peu après dans les bassins de radoub. — Après des négociations prolongées et compliquées auxquelles, en février et mars, M. Lloyd George, alors Président du Board of Trade, prit une part active, les directeurs déclarèrent, le 2 mai, un lock-out général qui s'étendit aux chantiers de la Mersey, de la Clyde et de Barrow-in-Furness. — De nouvelles négociations furent alors entamées par l'entremise de M. Winston Churchill et, le 26 mai, les nouvelles conditions offertes par les directeurs furent acceptées par les représentants des ouvriers (24.145 pour ; 22.110 contre). Le 29 mai, le travail reprenait dans tous les chantiers.

(2) « Il fera son chemin, car il va droit au but ».

Ce succès acheva de mettre en vue le jeune avocat. Aux élections législatives de 1886, il fut élu par la circonscription de East Fife. Très attaché à Gladstone qui l'avait puissamment soutenu pendant sa campagne électorale, il se fit remarquer aux Communes par son argumentation en faveur de l'indemnité parlementaire : il proposait de trouver les £ 250.000 nécessaires en réduisant les traitements de certains fonctionnaires et même en supprimant un certain nombre de sinécures.

Réélu en 1892, c'est lui qui provoqua la démission du gouvernement conservateur en proposant un amendement au discours du trône. Dans le ministère libéral, M. Asquith reçut le portefeuille du Home Office. Il fit preuve de courage en soutenant les autorités locales et les forces de police dans l'affaire de la grève de Featherstone où deux manifestants avaient été tués. Il avait été appuyé dans cette ligne de conduite par John Burns lui-même ; mais les extrémistes du Labour Party lui en gardèrent longtemps rancune.

Au cours des trois années (1892-95) que le gouvernement libéral resta au pouvoir, Asquith avait présenté le *Factories and Workshops Act* et le vote de cette loi lui permit de sortir grandi de la débâcle subie par le parti libéral à cause de son entêtement à soutenir la cause du Home Rule irlandais.

Lord Rosebery ayant résigné ses fonctions de *leader* du parti libéral, M. Asquith refusa sa succession. « Il pensait », dit le *Times*, « que la poire n'était pas assez mûre. » Vers cette époque, il s'empressa de saisir l'occasion offerte par les circonstances de se libérer définitivement de l'entrave que représentait à ses yeux le parti irlandais. — Nous savons déjà comment il jugea la guerre du Transvaal. Sa conception nouvelle de l'impérialisme le désigna comme chef des impérialistes libéraux et il fut élu, avec Sir Edward Grey, Sir Henry Fowler et M. Haldane, vice-président de la *Liberal League*. Nous avons vu, enfin, que pendant la campagne protectionniste, il fut l'adversaire le plus acharné et le plus implacable de Chamberlain.

Dans le ministère de Campbell-Bannerman, il avait géré les finances publiques avec bonheur et avec succès. Grâce aux économies réalisées principalement sur les budgets naval et militaire, son administration se résumait par des chiffres éloquents : Diminution d'impôts : 5 millions de livres ; — Suppression de dépenses : 8 millions de livres ; — Amortissement de la dette publique : 30 millions de livres. — Ces économies allaient, — on le pensait du moins, — permettre de mener à bien le projet de loi sur les retraites pour la vieillesse que le Gouvernement caressait depuis longtemps. Le principe en avait déjà été proposé, dès le 10 mai 1907, par M. W. H. Lever, mais rejeté provisoirement par le Gouvernement lui-même comme entraînant des dépenses auxquelles l'Etat n'était pas encore en mesure de faire face.

Le tempérament *business-like* dont D. Lloyd George avait fait preuve comme Président du *Board of Trade* le désignait pour la seconde place, et nul ne s'étonna de le voir succéder à M. Asquith à la Chancellerie de l'Echiquier. « L'avenir », écrivit alors M. Gardiner, *editor* du *Daily News*, « est en M. Lloyd-George ».

CHAPITRE XV

La Législation libérale.

L'opposition de la Chambre des Lords.

Les Education Bills de Birrell (1906) et Mac Kenna (1908).

Le Licensing Bill (1908).

Vu l'arrivée encore toute récente de D. Lloyd George à la Chancellerie de l'Echiquier, c'est M. Asquith qui, le 7 mai 1908, en exposant son budget pour 1908-9, présenta le *Old Age Pensions Bill*. Aux termes du projet de loi, tout individu, âgé de 70 ans, non étranger, jouissant de ses facultés mentales, ne recevant pas actuellement d'allocation de l'assistance publique, non disqualifié par une condamnation, recevrait, à partir du 1^{er} janvier 1909, une pension de 5 shillings par semaine. Le nombre des futurs retraités était évalué à 572.000 et les dépenses à 6 millions de livres.

Il était difficile à des députés élus d'élever des objections contre un projet si favorable à un très grand nombre d'électeurs. L'opposition fut assez vive cependant. Certains membres, dans le but d'embarrasser le Gouvernement, poussèrent la surenchère jusqu'à l'absurde. La plupart

dissimulèrent leurs objections sous la forme d'amendements de toutes sortes. (1)

Suivant la théorie des Conservateurs, en effet, les retraites pour la vieillesse devaient être une assurance à la formation de laquelle les bénéficiaires auraient peu à peu contribué, et non un don gratuit de l'Etat. Le projet gouvernemental détournait le peuple des vertus d'épargne et d'économie. — Au point de vue purement pratique, beaucoup considéraient que cette loi, à un moment où les ressources budgétaires devaient être consacrées à des mesures de sécurité nationale, lançait le pays dans une véritable aventure financière ; car il apparaissait déjà que les dépenses dépasseraient vraisemblablement de beaucoup les évaluations gouvernementales. Où trouverait-on l'argent ? — Le 6 juillet, une protestation, signée d'une vingtaine de personnages particulièrement versés dans les questions d'assistance publique, parmi lesquels les Professeurs Darwin, Dicey, Knight et Kenny, Sir William Chance, Sir Edward Brabrook, etc., demandait que le vote de la loi fût remis à une session ultérieure après un examen plus approfondi.

Mais le 17 juin, M. Lloyd George avait déclaré que déjà 178 propositions d'amendements avaient été déposées et qu'il n'y avait aucune raison pour que le nombre ne s'en trouvât pas bientôt doublé. Il s'en débarrassa habilement, quoiqu'un peu sommairement, en faisant adopter le système dit de la « guillotine », qui consiste à fixer pour la discussion de chaque clause du projet un temps limité passé lequel toute proposition qui n'a pas été examinée est automatiquement rejeté. D'ailleurs, le 16 juin, M. Asquith avait fait à la

(1) Le 30 juin, M. Lloyd George déjoua cette tactique : L'opposition avait imaginé de déposer des amendements ridicules, illogiques, irrationnels, sans s'occuper des dépenses qu'ils entraîneraient, de façon à pouvoir dire aux électeurs : « Vous voyez, nous, nous votons pour vous ; mais ces mauvais radicaux, ce sont eux qui ont voté contre vous ». — Un certain amendement, proposé par M. Mildmay, aurait accru de 100.000 le nombre des retraités et de £ 1.300.000 par an le chiffre des dépenses.

Chambre des Communes un éloquent appel. Il reconnaissait que le projet gouvernemental n'était qu'un essai, mais la Chambre resterait-elle « tranquillement assise, les bras « croisés, l'énergie endormie, tandis que les pauvres, les « indigents, les délaissés, s'en iraient en long cortège, « traînant lamentablement les derniers jours de leur vie, « après avoir consacré leurs années de vigueur au travail et « au service de l'Etat. »

La loi passa donc sans trop de difficultés à la Chambre des Communes. Par contre, l'opposition fut vive à la Chambre des Lords où les susceptibilités électorales n'entraient pas en ligne de compte. Lord Cromer alla même jusqu'à proposer que la loi ne fût appliquée, dans son état actuel, que jusqu'au 1^{er} décembre 1915. Mais les Lords, n'ayant pas constitutionnellement le droit d'apporter une modification quelconque à une loi financière, cet amendement, — et bien d'autres avec lui, — fut rejeté par les Communes. Lors du vote définitif, l'échelle des retraites fut fixée, suivant le revenu annuel des retraités, ainsi qu'il suit :

Revenu annuel inférieur à £ 21.....	5 sh. par semaine
» de £ 21 à £ 23.12.6....	4 sh. »
» de £ 23.12.6 à £ 26.5.....	3 sh. »
» de £ 26.5 à £ 28.17.6....	2 sh. »
» de £ 28.17.6 à £ 31.10.....	1 sh. »

Dès le 26 septembre, les feuilles de demandes de retraites étaient distribuées aux ayant-droit par les soins des bureaux de poste. — Le gouvernement libéral venait d'accomplir une mesure qui ne contribua pas peu à lui assurer le succès aux élections de 1910.

En même temps qu'il améliorait la condition des travailleurs et qu'il les libérait sur leurs vieux jours des soucis matériels de l'existence, le gouvernement libéral s'intéressa à la question de leur logement.

Quelques tentatives intéressantes avaient été faites précédemment dans ce sens, notamment par les *Housing of the Working Classes Acts* de 1890 et 1903. En 1899, un

projet de loi avait été soumis au Parlement, par lequel les autorités municipales auraient été autorisées à faire des avances de fonds aux ouvriers pour leur permettre de se rendre acquéreurs de leurs maisons. Ce projet n'avait pas abouti parce que, d'une part, il était difficile de limiter les prêts à une certaine classe de la société, et que, d'autre part, en attachant l'ouvrier à une certaine localité, cette loi aurait risqué d'entraîner des difficultés graves au cas où le travail viendrait à manquer.

Cependant des sociétés de bienfaisance s'organisèrent pour la construction, dans diverses parties de Londres notamment, de vastes *lodging-houses* où, moyennant un loyer modique, des ménages d'ouvriers purent trouver un logis suffisamment spacieux, bien aéré et bien éclairé. D'autre part, certaines municipalités, celle de Manchester en particulier, faisaient un pas vers la solution du problème des agglomérations urbaines en facilitant considérablement les moyens de communication avec les faubourgs. Le *Housing of the Working Classes Act* de 1900 permit même aux autorités municipales d'élever des habitations ouvrières en dehors des limites de leur propre juridiction, de façon à réaliser la construction à meilleur marché.

En automne 1908, fut voté le *Housing of the Working Classes (Ireland) Bill*. Il engageait les autorités locales irlandaises à profiter des avantages offerts par les diverses lois déjà en vigueur et autorisait notamment les caisses d'épargne postales irlandaises à leur consentir des prêts à 2 1/2 % pour la construction de logements ouvriers.

Pour remédier à la congestion causée par l'afflux des populations vers les villes, M. John Burns, Président du Local Government Board, présenta, le 26 mars 1908, le *Housing and Town Planning Bill*. Mais, bien qu'assez favorablement reçu en deuxième lecture en mai, ce bill fut rejeté au cours de la session. Le Gouvernement revint cependant à la charge le 17 février 1909. Il avait déjà

démontré la nécessité d'une action législative sur ce sujet. A Glasgow 26 %, et à Londres 14 % des habitants ne disposaient que d'une seule chambre. D'autre part, il était devenu impossible de laisser les villes s'étendre sans que des principes méthodiques fussent adoptés pour leur agrandissement. Il fallait aussi éviter la formation de faubourgs encombrés, laids, mal disposés, sur des terrains qui devraient être gardés libres de constructions et dont on devrait préserver la beauté naturelle. Une refonte générale de tous les *Housing Acts* déjà en vigueur s'imposait.

Le projet Burns, voté en automne 1909, donne aux autorités locales le droit d'acquérir, même de force, les terrains nécessaires pour la construction de logements ouvriers. Elles pourront à cet effet contracter des emprunts dont le délai de remboursement pourra s'étendre jusqu'à 80 ans, à un taux d'intérêt aussi réduit que possible. Leurs droits, concernant la démolition ou la mise en état des habitations insalubres, sont considérablement augmentés. En ce qui concerne l'extension des villes, les autorités locales seront autorisées à acheter les terrains nécessaires et à exécuter les démolitions pour élargir les voies ou créer des espaces libres, parcs et jardins. La loi réserve même au Président du Local Government Board le droit de réveiller le zèle des autorités locales trop indifférentes en les obligeant à lui soumettre un plan des améliorations ou des agrandissements qu'il jugerait nécessaires.

Le vote du *Housing and Town Planning Act* consacra la popularité de M. John Burns. Cet ouvrier mécanicien, membre de l'*Amalgamated Society of Engineers*, pouvait à juste titre être considéré comme l'un des organisateurs du trade-unionisme sous sa forme actuelle. Dès 1887, il écrivait : « L'unionisme porte en lui-même la source de sa propre dissolution » (1), et pressait les trade-unions de ne plus se considérer uniquement comme des sociétés de

(1) Cité par E. GUYOT, *L'Angleterre* (Le Problème ouvrier).

secours mutuels. Toujours prêt à payer de sa personne, souvent poursuivi pour manifestations, discours, désordres, condamné même à la prison comme agitateur, il n'en continuait pas moins à réclamer partout ce qu'il estimait être la justice. C'est lui qui avait, en 1889, organisé la terrible grève des docks qui, pendant un mois, paralysa le port de Londres. Il sut conquérir la sympathie de la nation. Une souscription publique fournit £. 48.736 que J. Burns distribua en secours de grève, tandis que l'Australie lui adressait télégraphiquement une contribution de £ 30.000. Les directeurs des docks durent céder sur presque toutes les revendications des dockers. Cette victoire éclatante donna au syndicalisme un nouvel essor. Beaucoup d'ouvriers, jusqu'alors tièdes ou même indifférents, s'empressèrent de s'affilier aux Unions ou d'y rentrer de nouveau. En moins d'un an, l'effectif des Trade-Unions s'accrut de 200.000 adhérents. La Fédération des Mineurs qui, en 1888, ne comptait que 36.000 unionistes, en compta 200.000 en 1893.

Le syndicalisme ainsi rénové, J. Burns l'orienta vers le socialisme, mais un socialisme qui tendait non pas à détruire les institutions politiques traditionnelles de l'Angleterre, mais à s'y introduire et à les utiliser, à les mettre au service de la classe ouvrière. L'obstacle le plus difficile à surmonter aurait été la lenteur d'adaptation aux idées nouvelles qui est l'un des traits caractéristiques de la nation anglaise. La campagne menée par la presse et par le *Times* en particulier contre les Trade-Unions, la décision, formidable pour l'avenir du syndicalisme, prise par la Chambre des Lords dans l'affaire du *Taff Vale Railway*, vinrent hâter l'organisation de la classe ouvrière en parti politique.

John Burns était le premier travailliste qui fût membre d'un ministère anglais. Lorsqu'en 1905, Asquith l'appela au Local Government Board, cette nomination fut accueillie avec intérêt, mais aussi avec une certaine curiosité. On se

rappelait l'arrivée tumultueuse à la Chambre des Communes, en 1892, du premier député travailliste, Keir Hardie, en chemise de flanelle et en casquette, sur un char à bancs où chantaient à tue-tête une vingtaine de camarades, aux accents discordants d'un cornet à piston. On savait sans doute que J. Burns ne se livrerait pas à ces excentricités. On se demandait cependant quelle serait son attitude sociale aussi bien que politique. Irait-il à la cour en veston ? Resterait-il fidèle à son démocratique « chapeau melon » ? Il eut tôt fait de répondre à ces commérages. Très simplement, sans morgue, il adopta la tenue de cour, dans les circonstances où elle était nécessaire, et garda son veston et son « melon » dans les autres. De plus il fit rapidement comprendre qu'il ne considérerait pas son office comme une sinécure. Il se mit immédiatement à surveiller les institutions qui dépendaient de son ministère et, dès 1906, deux des conseils d'assistance publique (Boards of Guardians) de Londres étaient poursuivis pour corruption et détournements, celui de Poplar en juillet, celui de West Ham en novembre ; et plusieurs fonctionnaires furent traduits en justice, notamment pour malversations commises au sujet des contrats passés par les conseils d'assistance publique.

Les questions agraires ne devaient pas laisser le gouvernement libéral indifférent. Sans avoir la prétention de déterminer parmi les populations urbaines d'un pays éminemment industriel, un sérieux « retour à la terre », on pouvait du moins rendre plus facile et plus sûre la vie de ceux qui, dans des conditions économiques peu favorables, lui restaient cependant attachés.

Le *Land Tenure Bill*, qui devint plus tard le *Agricultural Holdings Act*, fut présenté, le 9 mars 1906, par M. Agar Robartes (1). Il donne au fermier le droit de réclamer, à la

(1) M. Agar Robartes, député libéral pour la circonscription de Bodmin, en Cornouailles, était le fils de Lord et Lady Clifden. Des

fin de son bail, des indemnités pour l'augmentation apportée, grâce à ses soins, à la valeur du domaine ; il abolit la nécessité d'obtenir le consentement préalable du *landlord* pour réparer les bâtiments, aménager des prairies, planter des vergers ; il établit le droit à indemnité pour les dégâts commis par le gibier que le fermier n'est pas autorisé à détruire, et pour les « troubles non raisonnables » apportés à la jouissance du fermier. — En fait, cet acte donne au fermier une garantie contre le renvoi arbitraire pour raisons politiques ou religieuses, et contre toute velléité du *landlord* d'augmenter le loyer en raison d'améliorations effectuées par le fermier lui-même. Très combattu aux Communes, et plus encore à la Chambre des Lords, par l'opposition qui y voyait une application du principe de la double propriété, celle du fermier et du *landlord*, le bill ne fut voté qu'en décembre.

Le *Crown Lands Act* de 1906 est une manifestation très significative de l'esprit nouveau en matière de propriété foncière. Il conférait au *Board of Agriculture* l'administration des domaines de la Couronne. Les terres royales furent immédiatement morcelées entre un grand nombre d'agriculteurs qui devinrent fermiers à vie de l'État.

Le *Small Holdings and Allotments Act*, présenté, le 27 mai 1907, par M. L. V. Harcourt, député pour Rossendale (Lancashire) et Premier Commissaire des Travaux, ne se propose pas de créer une classe de petits propriétaires ruraux, mais des locataires cultivateurs, à l'abri des caprices des grands propriétaires fonciers, et sûrs de pouvoir conserver la jouissance de leurs terrains, sans cependant posséder le droit de les vendre. Il a pour but en

protestations s'étant élevées au sujet d'un *garden-party* organisé chez ses parents, en septembre 1905, par son agent électoral, ce fait fut considéré comme *corrupt-t-ea'ing*, et son élection fut invalidée. En août 1906, M. Freeman Thomas, candidat libéral, fut élu à sa place par 4969 voix contre 3876 données au candidat unioniste.

Le Bill que M. Agar Robartes avait proposé fut repris, à la fin de juin 1906, par M. Soares, député de Barnstaple (Devonshire).

effet de fournir des terrains de superficie modeste où un petit cultivateur, voire même un ouvrier des villes, une fois sa journée finie, et aussi le samedi après-midi et le dimanche, pourront se livrer à des occupations à la fois saines et rémunératrices. Pour ce faire, les Conseils locaux achèteront ou loueront, de gré ou de force, (dans le second cas, c'est le Board of Agriculture qui règlera le différend), des terrains qui seront morcelés en *small holdings* (50 acres (1) au maximum) ou en *allotments* (5 acres au maximum). Les *small holdings* pourront être loués ou vendus ; mais les *allotments* ne pourront être que loués. Les fonds nécessaires seront fournis aux Conseils locaux par des emprunts remboursables en 80 ans et par des subventions annuelles de l'État (dont la première fut de £ 100.000). N'ayant pas la possibilité d'hypothéquer leurs terres, les locataires d'*allotments* emploieront leur capital à les améliorer et à y construire les bâtiments nécessaires, d'autant mieux qu'à l'expiration de leur bail, ils recevront des indemnités pour les améliorations qu'ils auront effectuées.

Cette loi ne passa pas sans opposition. Les Conservateurs protestèrent contre le rachat forcé qu'ils considéraient comme un attentat à la propriété ; ils demandèrent que l'achat, et non pas seulement la location des allotments, fût autorisé. Mais les libéraux, et surtout les travaillistes, le refusèrent nettement, ne voulant pas créer une nouvelle classe de petits propriétaires fonciers. Sir H. Campbell-Bannerman prononça, le 17 août, une vigoureuse défense de cette loi qu'il déclara être « la plus sensationnelle et la « plus ambitieuse de toutes les modifications apportées « récemment dans aucun pays à la question agraire ». Il n'en attendait pas des résultats immédiats, mais il espérait qu'elle contribuerait à rétablir l'esprit de confiance en soi,

(1) 1 acre = 40 ares environ.

d'indépendance et d'initiative. La loi fut définitivement votée le 27 août.

A toutes les lois de réformes sociales proposées par le Gouvernement, et plus particulièrement à celles que nous avons étudiées ci-dessus (sauf, peut-être au *Trade Disputes Bill*), la Chambre des Lords avait fait une opposition violente. Cet antagonisme se manifesta d'une façon plus aiguë encore au sujet des *Education Bills* et du *Licensing Bill*.

On se rappelle quel mécontentement l'*Education Bill* de 1902 avait suscité parmi les non-conformistes qu'il obligeait, en fait, à contribuer pécuniairement à l'entretien d'écoles où l'on donnait un enseignement contraire à leurs principes. Les Libéraux, dans leur programme électoral (et cela avait été l'un des facteurs de leur succès), s'étaient engagés à réformer cette loi.

M. A. Birrell, Président du Board of Education, s'efforça donc d'introduire une mesure qui, si elle ne donnait pas satisfaction pleine et entière à tous, n'infligeait du moins à aucune classe de la société, des griefs aussi sérieux que le Bill de 1902. Le 31 janvier 1906, à Bristol, il avait annoncé son Bill comme devant être « le Bill de la session » et la solution de toutes les difficultés religieuses qui avaient jusqu'alors entravé l'éducation populaire.

L'*Education Bill* qu'il présenta à la Chambre des Communes, le 9 avril, proposait donc de faire de toutes les écoles élémentaires des écoles entretenues par des taxes municipales (*provided schools*) en en confiant la direction aux autorités locales. Celles-ci, après entente avec les propriétaires des *voluntary schools*, auraient le libre usage des écoles tous les jours, de 9 heures à 4 heures, sauf le samedi et le dimanche ; moyennant quoi, l'entretien en incomberait aux autorités. Distinction serait faite entre l'enseignement moral basé sur la lecture de la Bible, commun à toutes les écoles, et l'enseignement religieux proprement dit donné le samedi

et le dimanche, aux frais des fidèles, par des maîtres distincts. Les autorités locales auraient seules le pouvoir de nommer les instituteurs dont aucune épreuve ni aucune obligation religieuses ne seraient exigées et qui n'enseigneraient ni le samedi ni le dimanche.

Ces clauses donnaient satisfaction aux non-conformistes. Mais le Bill proposait également que, dans les villes où il existerait des *undenominational schools* en nombre suffisant, l'enseignement *denominational* pourrait être donné dans les écoles transférées aux autorités locales, à condition que les 4/5 des parents des élèves en exprimassent le désir.

Le Bill suscita, dès son apparition, les critiques les plus vives. Dès le 10 avril, l'archevêque de Canterbury, primat d'Angleterre, écrivit que certaines propriétés avaient été données par des bienfaiteurs (dont beaucoup vivaient encore) dans le but unique d'y maintenir l'enseignement dénominationnel ; aliéner ces propriétés équivalait à une véritable confiscation. Pis encore, le bill enlevait aux fidèles le droit de mettre en action des principes que, depuis un demi-siècle, tous les gouvernements les avaient encouragés à maintenir. Les évêques des diocèses anglais et gallois déclarèrent que le bill devait être combattu sans la moindre hésitation. — La *Tablet*, organe catholique romain, le qualifia : la « nouvelle loi pénale » — et l'archevêque catholique de Westminster, Mgr Bourne, protesta contre l'ingérence de l'Etat dans les droits des parents et contre la confiscation de propriétés destinées à un but religieux. Le 19 avril, l'évêque de Manchester, dans une lettre pastorale, déclarait que ce bill n'était qu'une tentative à peine dissimulée de laïcisation (*secularism*) et demanda à ses paroissiens de s'opposer de toutes leurs forces au vote de cette loi.

La plupart des autres évêques anglicans, bien qu'en termes généralement plus modérés, exprimèrent des opinions analogues. Enfin, fait extrêmement significatif, des

prières publiques furent demandées pour le dimanche de la Pentecôte, à toutes les églises de quelque confession qu'elles fussent, par une lettre signée des archevêques de Canterbury et d'York, du primat d'Ecosse (évêque de Saint-Andrews), de représentants de l'Eglise écossaise, de l'*United Free Church* et des principales sectes non-conformistes, et approuvée (quoique non signée) par l'archevêque catholique de Westminster.

Péniblement parvenu à la troisième lecture, après avoir subi des assauts de toutes parts, le malheureux Bill fut encore attaqué comme « maladroît dans ses méthodes, désastreux dans ses résultats pour les autorités locales, injuste pour les écoles ecclésiastiques » (1). M. Redmond, député de Waterford, déclara que le parti nationaliste irlandais ne pouvait approuver une mesure qui condamnait 500 écoles catholiques d'Irlande, soit à accepter un enseignement religieux odieux aux catholiques, soit à mourir de faim.

Cependant, après une vigoureuse et éloquente défense de M. Birrell, le Bill fut adopté aux Communes par 369 voix contre 177.

L'opposition fut beaucoup plus violente encore à la Chambre des Lords. Lord Northcote alla même, le 2 août, jusqu'à s'écrier : « Le Bill est mort ! »... Et c'est absolument transformé, défiguré par des amendements de toutes sortes qu'il revint, le 10 décembre, à la Chambre des Communes. Celle-ci rejeta en bloc les amendements des Lords comme « dénaturant complètement le caractère de la loi telle que l'avaient adoptée les Communes et contredisant les principes sur lesquels elle était basée. » Mais, par 132 voix contre 52, les Lords maintinrent leurs amendements.

Et le 19 décembre, le Gouvernement annonça qu'il retirait son projet de loi. Mais, déclara Sir Henry Campbell-

(1) M. Long, député de Dublin.

Bannerman, il était intolérable qu'un parti nettement et incontestablement condamné par le vote national pût dénaturer et annihiler la politique que les électeurs demandaient. Heureusement la constitution britannique offrait à la Chambre des Communes d'autres ressources. On saurait bien trouver un moyen de faire enfin prévaloir la volonté de la nation exprimée par la bouche de ses représentants élus.

Un nouvel *Education Bill* fut présenté le 24 février 1908 par M. Mac Kenna qui, en janvier 1907 avait succédé, au Board of Education, à M. A. Birrell nommé Chief Secretary pour l'Irlande. Ce Bill s'efforçait de tenir compte, dans une large mesure, des amendements réclamés pour le précédent. Mais, devant les objections élevées par l'archevêque de Canterbury, force fut au Gouvernement de le retirer.

Enfin un troisième *Education Bill* fut préparé par les soins de M. Runciman qui, dans le ministère Asquith, avait pris la place de M. Mac Kenna, nommé Premier Lord de l'Amirauté. Mais, en présence des exigences de plus en plus nombreuses du *Representation Church Council*, M. Asquith retira ce projet en déclarant que cet échec était « le plus lourd désappointement de sa vie publique ».

Le gouvernement conservateur avait fait voter en 1904, un *Licensing Bill* qui, s'il avait eu pour résultat de diminuer déjà dans une notable proportion le nombre des cabarets, présentait, par contre, des inconvénients qui, aux yeux du gouvernement radical, exigeaient une réforme immédiate. Tout d'abord, l'Acte de 1904 avait institué un système de juridiction lent et coûteux ; mais surtout, il reconnaissait aux établissements expropriés le *droit* à une indemnité qui, en fait, était fournie par une caisse alimentée par l'ensemble des établissements. C'est ce *droit* que le gouvernement radical jugea illégal, se basant sur ce fait que la licence d'exploitation d'un cabaret n'a qu'un caractère annuel et, par suite, éminemment révocable.

En conséquence, le 27 février 1908, M. Asquith alors Chancelier de l'Echiquier, en présentant son *Licensing Bill*, dit qu'il était grand temps que l'Etat reprît le contrôle et la propriété d'un monopole qu'on avait imprudemment laissé lui échapper. La réduction du nombre des *licences*, que l'acte de 1904 avait certainement accélérée, était encore insuffisante.

En résumé, le nouveau Bill était, dans une certaine mesure, une application du système proposé par la Commission de 1899 présidée par Lord Peel. Il prévoyait la fermeture obligatoire, en 14 ans au plus, d'un certain nombre de *public-houses*, jusqu'à ce que le nombre en fût réduit à la proportion suivante établie entre le chiffre de la population et celui des établissements patentés :

Régions où la population est de :

2 habitants par acre — 1 licence par 400 habitants						
2 à 25	»	»	—	»	»	500 »
25 à 50	»	»	—	»	»	600 »
50 à 75	»	»	—	»	»	700 »
75 à 100	»	»	—	»	»	800 »
100 à 200	»	»	—	»	»	900 »
au-dessus de 200	»	»	—	»	»	1000 »

Les établissements fermés avant l'expiration des 14 ans, c'est-à-dire avant 1923, auraient droit à une indemnité ; après 1923, l'Etat reprendrait la liberté absolue d'accorder, renouveler ou supprimer les licences, selon qu'il le jugerait à propos.

D'après ce projet, le nombre des établissements patentés serait réduit de 95.700, chiffre actuel, à 65.000 environ. Les électeurs de chaque district de paroisse auraient le droit de s'opposer à l'attribution de nouvelles licences. Le Bill édictait aussi que, sauf à Londres, les *public-houses* ne seraient ouverts, le dimanche, que pendant une heure dans le milieu de la journée et deux heures le soir. Les autorités judiciaires pourraient en interdire l'accès aux enfants, y réglementer le travail des femmes et exiger la fermeture

des établissements à l'époque des élections. En cas d'infraction, elles pouvaient refuser le renouvellement de la licence sans aucune indemnité.

Ce n'était pas seulement pour les tenanciers des *public-houses* que ce Bill était lourd de conséquences financières, mais aussi pour tous les citoyens, — et ils étaient nombreux, — qui, sous la forme d'actions et d'obligations, avaient des intérêts dans l'industrie de la bière et des distilleries. Dès son apparition, ce fut un *tolle* général. On déclara que, dans son hostilité contre une certaine branche du commerce et de l'industrie, le Gouvernement faisait table rase des espoirs légitimes de citoyens auxquels il n'avait rien à reprocher. Il allait détruire la stabilité financière des brasseries dans lesquelles beaucoup de capitalistes, grands et petits, avaient placé leur fortune. D'autre part, les obligations des brasseries se trouvant sur la liste des titres que les tuteurs pouvaient acheter pour le compte de leurs pupilles, toutes les personnes, les orphelins, les veuves, dont les moyens de subsistance avaient été confiés aux soins d'un tuteur légal, étaient appelées à souffrir considérablement. Des meetings de protestation furent organisés à Burton-on-Trent, le 7 mars, et au Queen's Hall, le 9. Lord Burton, directeur de la brasserie Bass, dénonça le Bill comme un monument de malhonnêteté nationale. Cinquante agents de change de Londres déclarèrent que c'était une véritable mesure de confiscation. A la Bourse, le marché des valeurs de brasseries fut momentanément suspendu. — D'autre part, le 25 juillet, un meeting monstre qui réunit plus de 100.000 personnes arrivées en cortèges des diverses parties de Londres, eut lieu en faveur du Bill à Hyde Park. Plus de 40 membres du Parlement y prirent la parole et M. Winston Churchill profita de l'occasion pour y prévenir les Lords que, s'ils rejetaient le Bill, « les ressources de la Constitution n'étaient pas encore épuisées ». Cependant le *Free Church Council* donna au Bill son appui. L'archevêque de Canterbury et l'évêque de Londres, bien que

n'en approuvant pas tous les détails, se déclarèrent en sa faveur. Lord Peel lui-même lui accorda son approbation.

Par une coïncidence regrettable pour le Gouvernement, le député libéral de la circonscription de Peckham mourut sur ces entrefaites. L'élection qui s'ensuivit, dans ce district populeux de Londres, devint, par le fait même des circonstances, l'occasion d'une lutte très chaude à laquelle prirent part toutes sortes d'organisations qui n'avaient joué jusqu'alors que des rôles très secondaires. Les partisans du suffrage féminin qui, en principe, auraient dû rester indépendants, devinrent de fougueux anti-libéraux, de même que les membres de la Ligue des Consommateurs de charbon, rendus hostiles par le *Coal mines (Eight Hours) Bill* qui venait d'être soumis au Parlement. Les diverses ligues de brasseurs et de cabaretiers déployèrent naturellement la plus grande activité.

Cette campagne électorale donna à la localité de Peckham l'aspect d'une véritable foire où l'on exhibait, pour l'éducation politique du public, des « leçons de choses » illustrées : hommes déguisés en mineurs, protestant contre la journée de 8 heures obligatoire ; marchandises importées proclamant de façon pittoresque leur pays d'origine ; suffragettes en tenue de prisonnières, etc. Le soir de l'élection, l'aspect de la localité rappelait celui des rues de Londres, le jour de la délivrance de Ladysmith ou de Mafeking.

Finalement, la majorité libérale de 2.339 voix en 1906, se changea en une majorité unioniste de 2.494 voix en faveur de M. H. C. Gooch qui, détails piquants, pratiquait lui-même l'abstention absolue de toute boisson alcoolique et était le frère d'un membre libéral de la Chambre des Communes.

La défaite était mauvaise pour le Gouvernement, et les adversaires du Bill ne manquèrent pas de l'exploiter. Ils faillirent cependant compromettre leur succès par les scènes de désordre auxquelles certains d'entre eux se

livrèrent au meeting organisé au Queen's Hall, le 26 mars, par l' *United Kingdom Alliance* qui avait invité M. Lloyd George à y prendre la parole. Les procédés de manifestation employés à cette occasion par certains cabaretiers et leurs clients furent particulièrement scandaleux. Les partisans du Bill se hâtèrent d'en faire état.

Le projet ne pouvait, cependant, qu'être défavorablement accueilli par les masses populaires. Ouvriers et paysans étaient naturellement sensibles à cette menace de voir fermer les endroits où ils allaient, soit le soir, soit le dimanche, oublier autour des chopes de *glorious beer* la monotonie de leur vie quotidienne.

Très discuté aux Communes, le Bill passa cependant, grâce à l'acceptation par le Gouvernement de nombreux amendements. Il n'en fut pas de même à la Chambre des Lords. Le 24 novembre, 250 pairs unionistes, convoqués à Lansdowne House par le marquis de Lansdowne, avaient, à une majorité écrasante, décidé de condamner le *Licensing Bill*, parce que 1° il ne tendait pas véritablement à résoudre la question de l'alcoolisme ; 2° il infligeait de graves préjudices à un nombre considérable des sujets de Sa Majesté ; 3° il violait les principes d'équité et de justice.

Le 25 novembre, le Earl of Crewe, qui avait voté contre cette décision, fit allusion à la Chambre des Lords à la séance qui s'était tenue « non dans cette Chambre, mais dans une maison célèbre située sur une place célèbre », et demanda aux Lords s'ils manifesteraient autant de sympathie pour les book-makers ou les prêteurs sur gages. Le rejet du Bill par la Chambre des Lords ne ferait, affirma-t-il, que hâter la main-mise de l'Etat sur le contrôle du commerce des boissons. Le marquis de Lansdowne répliqua que sa convocation des Lords chez lui avait un précédent : celui de la réunion convoquée par Gladstone lors de la discussion au Parlement du *Home Rule Bill* en 1886. Il passa en revue les objections soulevées par le *Licensing Bill* et déclara que, vu le rejet certain par les Communes

de tous les amendements que les Lords pourraient y proposer, il ne restait à ceux-ci qu'à le rejeter purement et simplement.

Malgré les discours favorables prononcés par l'archevêque de Canterbury, l'évêque de Londres, le Earl of Rosebery, Lord Balfour, etc. la Chambre des Lords, le 27 novembre, rejeta le Bill par 272 voix contre 96.

Quelques jours après, l'*Education Bill* de Runciman avait le même sort.

Ainsi, devant l'opposition des Lords, le Gouvernement libéral avait dû, en moins d'un mois, retirer deux projets de loi votés par les Communes et auxquels il attachait la plus grande importance. L'antagonisme entre les deux Chambres se trouvait porté à un degré d'exaspération tel que la solution n'en pouvait plus être fournie par des conférences et des tentatives de conciliation.

B

La Bataille des Lords et des Communes

CHAPITRE XVI

La question de la Chambre des Lords en 1908.

Après 20 années de gouvernement conservateur, à peine interrompues par l'entr'acte libéral de 1892-95, il était facile de prévoir que le retour au pouvoir des Libéraux en 1906 allait ramener sur le tapis politique la question de la Chambre des Lords. De fait, étant donné le programme d'émancipation politique que les Libéraux s'étaient fixé, on pouvait penser qu'une des premières préoccupations du nouveau gouvernement serait de supprimer cette Chambre aussi gênante que désuète, ou tout au moins de la réformer et d'en restreindre les pouvoirs de façon à la mettre hors d'état de faire échec à la politique nouvelle.

N'était-ce pas véritablement un anachronisme politique que l'existence même de cette Chambre dont les membres, qui ne tenaient pas leur mandat de la volonté populaire, siégeaient presque tous par droit héréditaire, sans que les considérations d'intelligence, de capacités ou de mérites eussent à intervenir ? Sans doute, parmi les 606 pairs dont elle était composée, on remarquait bien quelques littérateurs, quelques savants, d'anciens administrateurs coloniaux, un petit groupe d'industriels, qui, par les services rendus, avaient mérité la reconnaissance de la nation ; mais aussi, à côté des représentants de quelques très anciennes

familles, combien de lords de noblesse récente qui avaient conquis leur titre et leur blason sur les champs de bataille du Stock Exchange et de la City !

Il est vrai que, depuis 1831, — et c'est un argument que les Conservateurs ne manquaient pas de faire valoir, — les divers gouvernements libéraux avaient créé 215 lords ; mais la teinte démocratique de ceux-ci s'était rapidement atténuée dans l'atmosphère du prestige, du luxe et des traditions aristocratiques, et la Chambre des Lords ne comptait guère, en fait, que 90 libéraux et radicaux, perdus, noyés au milieu d'un seul parti, le parti conservateur.

Encore, sur ces 606 membres, un grand nombre ne siégeaient-ils pour ainsi dire jamais, les uns en raison de leur âge ou de leurs infirmités, d'autres pour cause d'impotence ou de maladies, beaucoup par pur ennui ou par indifférence. Ce n'est guère qu'aux séances où l'on discutait quelque réforme d'un radicalisme inquiétant que cette aristocratique et ploutocratique Chambre prenait l'aspect d'une assemblée politique. — Dans ces occasions mêmes, les débats étaient souvent très rapides. Du 27 février au 21 novembre 1908, la Chambre des Communes avait, au cours de 30 séances, examiné, étudié, discuté, amendé le *Licensing Bill*. Les Lords le rejetèrent en 3 séances, après l'avoir condamné d'avance en une simple réunion particulière.

Si la Chambre des Lords était, par son essence même et par tradition, conservatrice, elle possédait un autre caractère. Bien que ne représentant aucun parti spécial de la nation, on peut dire que la grande majorité de ses membres appartenait à une seule classe, celle des grands propriétaires fonciers. Au moment où M. Lloyd George présenta son budget de 1909, 4.150.000 hectares, c'est-à-dire environ 20 ⁰/₀ de la superficie totale du Royaume-Uni, étaient la propriété de 282 membres de la Chambre des Lords. On comprend donc qu'ils offraient une cible facile aux accusations de partialité et aux attaques de toutes

sortes, dans une cause où ils se trouvaient être à la fois juges et partie.

Et cependant, suivant la Constitution britannique, aucun projet ne pouvait acquérir force de loi tant qu'il n'avait pas été voté en troisième lecture par la Chambre des Lords aussi bien que par celle des Communes. Ainsi, dans un pays qui se vantait d'avoir créé en Europe le régime parlementaire, une Chambre aristocratique, héréditaire, conservatrice et ploutocratique, — cette Chambre que ses ennemis appelaient la Chambre des Landlords, — pouvait amender à son gré, mutiler, transformer au point de les rendre méconnaissables, les projets de lois présentés et adoptés par la Chambre élue ; elle pouvait même les rejeter et faire ainsi échec à la volonté de la nation exprimée par la voix de ses représentants.

Or, dans l'exercice de ce pouvoir extraordinaire, la Chambre des Lords ne cachait guère ses préférences. Le Gouvernement était-il conservateur, la Chambre des Lords votait, sans même souvent les amender, les bills gouvernementaux ; mais un gouvernement libéral arrivait-il au pouvoir, aussitôt le crible commençait à fonctionner, retenant tous les projets importants ou les pulvérisant, les émiettant impitoyablement. De 1874 à 1880 et de 1886 à 1892, sous Beaconsfield et Salisbury, la Chambre des Lords s'était contentée d'enregistrer les lois présentées par ces gouvernements conservateurs. Elle n'en avait rejeté qu'une, celle qui autorisait un veuf à épouser sa belle-sœur. De même, de 1895 à 1903, les conservateurs avaient trouvé en elle une majorité docile et toujours prête à les soutenir. Au contraire, de 1880 à 1886, et de 1892 à 1895, Gladstone et Lord Rosebery avaient vu leurs bills radicaux, tronqués, tailladés ou même tout simplement rejetés. Et voici que, depuis les élections de 1906, la Chambre des Lords se montrait plus draconienne que jamais ; toute la législation sociale ou foncière, votée par les Communes libérales, revenait de la Chambre des Lords,

épluchée, amendée, transformée, voire même guillotinée.

Les Lords définissaient d'ailleurs eux-mêmes le rôle qu'ils prétendaient remplir : La Chambre des Lords ayant la durée, la permanence, devait protéger le peuple contre ses propres entraînements, contrebalancer ce que pouvait avoir d'excessif l'ardeur de la Chambre des Communes, temporaire et variable, dépendant trop de ses électeurs, et par suite, trop sensible aux impressions du moment ; mais aussi la Chambre des Lords avait la mission d'arrêter les Communes, nommées pour 7 ans, dans l'élaboration et la poursuite d'une politique non conforme à celle pour laquelle elles avaient été élues. Loin d'être un obstacle à la manifestation de la volonté nationale, les Lords, au contraire, en étaient les arbitres ; ils l'interprétaient dans son ensemble et sa continuité. Et si les Communes la perdaient de vue, plusieurs années après les élections ; si, sous la poussée des impressions passagères, dans l'entraînement de considérations politiques momentanées, sous la pression impérative d'un Cabinet trop avide de réformes que le pays ne demandait pas ou pour lesquelles il n'était pas encore mûr, les Communes se laissaient aller à dépasser la volonté nationale, c'était le rôle de la Chambre des Lords de les rappeler aux limites de leur mandat et de demander de nouvelles élections générales.

Les Lords ne manquaient pas, d'ailleurs, de défenseurs, dans l'opinion publique de ce pays éminemment conservateur et qui donne à chaque instant tant de preuves d'attachement à ses institutions séculaires. Nombre d'entre eux étaient non seulement respectés, mais vénérés et aimés par les populations parmi lesquelles ils vivaient, dont ils partageaient même parfois l'existence, qu'ils faisaient vivre, et qui recevaient si souvent leurs libéralités et leurs largesses. D'autre part, l'expérience politique les avaient rendus maîtres dans l'art de reculer pour mieux sauter. Leur attitude était souvent passive et modeste. Ils savaient

céder sur certains points pour pouvoir imposer plus énergiquement leur volonté sur certains autres. S'il avaient successivement rejeté les trois *Education Bills* de 1906 et 1908 et le *Licensing Bill* de 1908, n'avaient-ils pas accepté le *Trade Disputes Bill* qui, cependant, renversait leur propre verdict sur l'affaire du Taff Vale Railway et accordait aux Trade-Unions des privilèges et des garanties qu'ils leur avaient d'abord déniés.

Aussi, aux yeux de bien des gens, ceux qu'on appelait ironiquement les *Landlords* étaient-ils vraiment les *peers of the land*, les pairs du pays, les gardiens des traditions séculaires, auxquels il incombait de maintenir l'unité et le prestige de la nation. N'était-ce pas eux qui, en 1893, avaient rejeté le second *Home Rule Bill* de Gladstone? N'avaient-ils pas alors exprimé la véritable volonté nationale qui, deux ans plus tard, s'affirmait triomphalement en rendant le pouvoir au parti conservateur? N'avaient-ils pas alors sauvé l'intégrité du royaume?

La question aurait été déjà fort ardue si les deux partis en présence avaient été résolus à la discuter en toute bonne foi et toute sincérité. Mais les intérêts personnels, l'orgueil, l'envie, l'antagonisme des classes, les haines sociales, vinrent y ajouter autant d'éléments qui firent de la querelle une bataille où les rivaux ne s'épargnèrent guère.

Effectivement, dès que le gouvernement libéral de 1906 introduisit ses mesures de réforme radicale, il se heurta à l'opposition violente des Lords. Ceux-ci prétendaient que, sous le régime électoral en vigueur, il était très possible que la Chambre des Communes représentât fort imparfaitement les sentiments réels du pays. Une simple majorité suffisait pour envoyer un député aux Communes; n'était-il pas juste que la Chambre des Lords élevât la voix pour représenter les innombrables votes qui ne pouvaient autrement se faire entendre. Les Libéraux ne manquaient pas de riposter que les Lords ne s'étaient jamais préoccupés de

représenter les votes libéraux sous les gouvernements conservateurs. Lorsqu'ils avaient, par exemple, adopté l'*Education Bill* de 1902, ils n'avaient guère prêté l'oreille aux protestations des non-conformistes ; et voici que maintenant ils rejetaient l'*Education Bill* de 1906 sous prétexte qu'il lésait les intérêts des anglicans et des catholiques. Le *Plural Voting Bill*, qui refusait aux électeurs possédant des propriétés dans plusieurs circonscriptions le droit de voter dans plus d'une circonscription, avait été rejeté également par les Lords sous prétexte que la réforme électorale devait être entreprise dans son ensemble et non en détail. Par contre, le *Trade Disputes Bill*, que nombre de gens considéraient comme une innovation des plus graves, puisqu'il plaçait au-dessus de la loi commune certains groupements de citoyens, avaient trouvé grâce devant les yeux des Lords. En l'adoptant, ces défenseurs de l'ordre établi avaient déclaré qu'ils s'inclinaient devant la volonté populaire nettement exprimée à ce sujet au cours des élections, et que, si la loi était mauvaise, les électeurs ne devraient s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Le rejet par la Chambre des Lords de l'*Education Bill* de 1906 suscita à la Chambre des Communes une exaspération violente (1). Les Lords eux-mêmes comprirent que leurs droits et leurs prérogatives allaient bientôt être mis en question. Ils essayèrent de prendre les devants et, le 6 mai 1907, Lord Newton présenta un projet de réforme tendant à :

1° restreindre le caractère héréditaire de la Chambre des Lords en décrétant qu'un lord par hérédité n'aurait le droit de siéger que s'il possédait certaines qualifications ou avait été élu « pair représentant ». Les pairs représentants ne seraient élus que pour une session parlementaire seulement ;

2° donner à la Couronne le droit de nommer des pairs à vie, au nombre de 100 au maximum ;

(1) Voir l'appendice à la fin du chapitre.

3° réduire le nombre des évêques siégeant à la Chambre des Lords, proportionnellement à la réduction effectuée dans le nombre des pairs héréditaires ;

4° nommer des pairs représentants pour l'Ecosse et l'Irlande, suivant le système adopté pour l'Angleterre ;

5° permettre à un pair héréditaire qui ne désirait pas siéger à la Chambre des Lords de poser sa candidature pour la Chambre des Communes.

Cependant Lord Cawdor fit valoir que, dans une pareille question, la Chambre des Lords devait procéder avec une extrême circonspection et proposa la nomination d'une Commission d'enquête chargée d'examiner les suggestions faites à diverses reprises pour accroître l'efficacité de la Chambre des Lords en matière de législation.

Lord Newton ayant retiré son projet, c'est cette dernière proposition que les Lords adoptèrent par 198 voix contre 46.

Cependant, aux Communes, les esprits commençaient à s'échauffer. Les 24, 25 et 26 juin, la question fut âprement discutée. Le 25, M. A. Henderson, au nom du Labour Party, déposa une proposition déclarant que la Chambre des Lords, représentant des intérêts opposés à l'intérêt général de la collectivité, était un obstacle au progrès de la nation et devait être abolie. M. Winston Churchill, dans un discours particulièrement violent, déclara que la Chambre des Lords, étant « d'un seul parti, héréditaire, non expurgée, non « représentative, irresponsable, absente », devait être considérée non comme une institution nationale, mais comme un instrument employé sans aucun scrupule par un certain parti contre un autre parti dans l'Etat. L'abolition de son veto était d'importance vitale pour les Libéraux qui avaient le désir sincère d'effectuer de grandes réformes sociales.

Le 26, les Communes rejetèrent par 315 voix contre 100 la proposition Henderson, mais adoptèrent par 432 voix contre 147 la résolution que Sir Henry Campbell-Bannerman avait présentée le 24 : « Afin de mettre à exécution la

« volonté du peuple exprimée par ses représentants élus, le
« pouvoir de l'autre Chambre de modifier ou de rejeter les
« projets de loi votés par la Chambre des Communes devra
« être restreint légalement de façon telle que, dans les
« limites d'une seule session parlementaire, la décision
« finale des Communes prévale. »

Cette menace resta cependant sans exécution immédiate et, pendant quelque temps, l'émotion sembla se calmer. Ce n'était qu'une apparence et le rejet par les Lords du *Licensing Bill*, le 27 novembre 1908, ralluma l'incendie qui ne faisait que couver. Ce rejet complet d'une mesure qui, aux yeux des Libéraux, était le résultat d'une longue campagne et la manifestation de tendances déjà anciennes, par une réunion particulière des Lords au domicile particulier de l'un d'eux, éveilla un ressentiment violent chez ceux des Libéraux qui, jusqu'alors, avaient réservé leur jugement. Ils comprirent qu'ils ne se battaient pas à armes égales. Et lorsqu'on vit l'hostilité avec laquelle les Lords discutaient, amendaient, mutilaient toutes les propositions de législation sociale des Communes, on comprit que celles-ci allaient bientôt donner à la lutte un aspect nouveau.

Cependant, le 3 décembre 1908, parut le rapport de la Commission d'enquête nommée par les Lords pour la réforme de leur propre Chambre. Ce rapport proposait d'établir une distinction entre les pairs en général et les « Lords de Parlement ». Sauf en ce qui concerne les pairs du sang royal, la pairie n'entraînerait plus *ipso facto* la possession d'un siège à la Chambre. Les pairs héréditaires, y compris ceux d'Ecosse et d'Irlande, auraient le droit d'élire 200 représentants. Les archevêques siègeraient de droit ; les évêques éliraient entre eux 8 représentants. D'autre part, aurait droit à un siège tout pair qui aurait rempli les fonctions de Ministre, Vice-Roi de l'Inde, Gouverneur-général du Canada ou de l'Australie, Haut-Commissaire de l'Afrique du Sud, Lord-Lieutenant d'Irlande, etc. La Chambre des Lords comprendrait ainsi un peu moins de

400 membres au lieu des 606 actuels. Le rapport suggérait aussi de faire élire un certain nombre de membres par les Conseils de Comté et les Conseils municipaux.

La Chambre des Communes ne tint aucun compte de ces velléités de réforme. Le 11 décembre, une adresse parvenait à M. Asquith, lui rappelant que Gladstone dans le dernier discours qu'il eût prononcé aux Communes (1^{er} mars 1894), avait insisté sur la nécessité de résoudre le conflit existant entre les deux Chambres, et demandant au Gouvernement de « traduire par des actes les paroles de Gladstone dans le plus bref délai ». 223 députés avaient signé cette adresse ; 25 autres avaient préféré substituer aux derniers mots l'assurance de leur « concours sans réserve dans la poursuite de cette tâche ».

Le soir même, M. Asquith assistait au *National Club* à un banquet donné en son honneur par environ 200 membres libéraux du Parlement. Le discours qu'il y prononça eut un retentissement considérable : Le *Licensing Bill*, déclarait-il, avait été longuement mûri par le pays et par la Chambre des Communes : il avait été voté par une majorité énorme. Cependant, avant même que les clauses en eussent été développées devant la Chambre des Lords, une réunion privée, convoquée par le leader de l'Opposition chez lui, avait décidé du sort de ce bill. Une majorité, composée principalement d'individus inconnus, l'avait rejeté sans autre forme de procès. Quel contraste entre l'accueil fait aux *Education* et *Licensing Bills* du gouvernement conservateur et à ceux du gouvernement libéral ! L'acceptation ou le rejet d'un projet dépendait maintenant du caprice d'une assemblée qui, dans une même session, avait voté le *Trade Disputes Bill* et rejeté le *Plural Voting Bill*. M. Asquith invitait donc le parti libéral à considérer le veto des Lords comme la question dominante de la politique actuelle. Toutefois, conseiller au roi de dissoudre le Parlement immédiatement serait reconnaître aux Lords le droit de décider des circonstances et du moment de la dissolution, prétention historiquement

inadmissible et, en pratique, absurde. Toute la vie d'un gouvernement libéral se passerait alors en une suite d'élections générales. M. Asquith termina en déclarant que le Budget serait le centre des travaux parlementaires de la prochaine session. La propriété foncière et le commerce des boissons, auxquels les Lords ne veulent pas que l'on touche, fourniront les sommes dont le Chancelier de l'Echiquier a besoin pour combler le déficit, et si les Lords rejettent ce Budget, alors le Gouvernement acceptera la bataille. « C'est sur ce Budget que nous serons vainqueurs ou vaincus et que nous serons condamnés ou approuvés par nos contemporains et par la postérité ».

APPENDICE

Nous ne pouvons mentionner ici que quelques-uns des discours auxquels la bataille des Lords et des Communes a donné lieu :

Le 18 janvier 1907, à Bristol, M. *Birrell* dénonce la tactique employée par les Lords qui ont voté le *Trade Disputes Bill* tout en rejetant l'*Education Bill*. En agissant ainsi, ils n'ont fait que rendre plus impérieuse la nécessité d'une solution du problème de l'enseignement dans le sens de la laïcisation.

Le 23 janvier, à Newcastle, M. *Lloyd George* déclare qu'il faut éliminer de la Constitution le privilège des Lords ; mais que, si les Libéraux ne sont pas résolus à mener la bataille jusqu'au bout, ce sera « pire qu'une farce » de soulever cette question en quoi que ce soit.

Le 24 janvier, à Edimbourg, le Lord-Advocate, M. *Thomas Shaw*, déclare que c'est au Gouvernement et non aux Lords, qu'il appartient de choisir le moment de dissoudre le Parlement. Il ajoute qu'à son avis, la campagne devra commencer par le vote d'une résolution limitant le veto des Lords à une seule session parlementaire ; après quoi, les projets adoptés par les Communes et rejetés par les Lords devront recevoir la promulgation royale sans être modifiés par les Lords. Il va même jusqu'à menacer déjà ceux-ci de faire échec à leur obstination par la création d'un nombre suffisant de pairs libéraux.

Le 1^{er} février, à Hull, M. *Balfour* se défend contre les critiques de son propre parti. Il termine son discours en disant que le Gouvernement a menacé les Lords, l'Eglise et l'Union impériale. Il faut que les Unionistes fassent comprendre au pays les dangers que représentent les projets radicaux ; « l'étrange assemblage de partis » qui gouverne actuellement se maintient au pouvoir en servant alternativement le

jeu de l'un ou de l'autre. Voilà le véritable péril. C'est à la Chambre des Lords qu'il appartient de veiller à ce que la volonté du peuple soit exécutée, comme elle l'a fait déjà au sujet du *Home Rule Bill* de 1893.

Le 4 février, à Manchester, M. *Winston Churchill* dénonce la Chambre des Lords comme le champion déclaré de la propriété foncière. On aura raison d'elle en rattachant aux lois de finances les projets qu'elle voudrait rejeter, — en créant de nouveaux pairs, — en s'attaquant à la « puissance du porte-monnaie ».

Le 7 février, à Leeds, l'Attorney-general, *Sir J. Lawson Walton* (il essaya ultérieurement d'atténuer la portée de son discours), déclare que le « Gouvernement s'efforcera d'exécuter la volonté du peuple en faisant voter des projets que les Lords se hâteront de rejeter. La Couronne et le peuple s'uniront alors pour renverser l'aristocratie. »

Le 12 février, le discours du Trône contient cette déclaration, assez vague d'ailleurs : « Des questions graves affectant notre système parlementaire se sont élevées par suite de divergences malheureuses entre les deux Chambres. Mes Ministres étudient la question et s'efforcent de trouver une solution à cette difficulté ».

Au cours de la discussion, le *marquis de Lansdowne* défend la ligne de conduite adoptée par les Lords à l'égard du *Plural Voting Bill* et de l'*Education Bill* et déclare que le pays appréhende le péril d'une Chambre des Lords non réformée beaucoup moins que celui d'une Chambre des Communes non contrôlée.

Aux Communes, M. *Balfour* compare l'Attorney-general, *Sir J. Lawson Walton*, à Robespierre et déclare que le Gouvernement, avant de s'occuper des questions sociales, cherche à bouleverser la Constitution.

Sir Henry Campbell-Bannerman reconnaît que, dans le discours du Trône, la partie la plus importante est la phrase relative à la Chambre des Lords. On a dit quelquefois que la Chambre des Lords est un chien de garde ; oui, mais tantôt ce chien somnole, tantôt il se réveille et devient féroce. Quand le Gouvernement est d'une certaine teinte, la Chambre des Lords abdique tous ses droits ; quand l'autre parti arrive au pouvoir, elle devient au contraire agressive. Le chef de l'opposition actuelle peut toujours être assuré de se voir « soutenu par des hommes qui ne sont pas élus, mais nés. » Or la Constitution cesse d'être représentative si le chef du parti vaincu continue à avoir indirectement la haute main sur les travaux législatifs. *Sir Henry* ajoute que le problème pourrait bien être « plus facile qu'on ne pense à résoudre... En tous cas, il faut qu'il soit résolu » et le Gouvernement s'en occupe.

Le 18 février, la discussion continue. — *Lord Percy* remarque que les méthodes suggérées pour restreindre les pouvoirs de la Chambre des Lords ne sont ni rationnelles, ni pratiques, et qu'il n'y est pas question de consultation nationale. Pourquoi ? — En fait, les Lords ne se sont jamais obstinés à rejeter des mesures qu'ils savaient approuvées par le peuple. Si donc la Chambre des Lords est vraiment partielle,

le Gouvernement devrait la réformer et la fortifier pour la rendre impartiale. Mais tel n'est pas son but. Le projet exposé, le 24 janvier, par le Lord-Advocate ne tend à rien moins qu'à réduire le Parlement à une Chambre unique.

M. Asquith répond que personne ne saurait défendre le système actuel grâce auquel la Chambre Haute accepte sans broncher les projets conservateurs et rejette ou mutile la plupart des projets libéraux. Le rejet du *Plural Voting Bill* est un véritable défi à la volonté populaire. Quant aux réformes sociales, dès qu'un projet quelconque touche aux intérêts fonciers, il est immédiatement dilué et dénaturé de façon à satisfaire le goût d'une assemblée qui s'est constituée la gardienne de ces intérêts. Un pareil état de choses est une caricature, une moquerie du régime parlementaire. Le Cabinet est décidé à y apporter un remède efficace.

M. A. Henderson, au nom du Labour Party, demande, non la réforme, mais la suppression des Lords.

M. F. E. Smith demande à quels signes on a vu que le pays était indigné contre les Lords. Qui donc réclamait l'*Education Bill* ? Le fond de la querelle des Libéraux contre les Lords, c'est que les Lords n'ont pas rejeté le *Trade Disputes Bill*. Le Gouvernement devrait perdre l'habitude de confondre le parti libéral avec la volonté nationale.

M. Balfour dit que les accusations portées contre les Lords se réduisent à ceci : Ils ont voté le *Trade Disputes Bill* et modifié l'*Education Bill*. Or ils ont voté le premier parce qu'ils croyaient fermement qu'il était réclamé par la nation. Quant au second, leurs amendements apportaient un remède à la plupart des griefs des non-conformistes. Faut-il supprimer les Lords pour cela ? Ce serait folie de confier les pouvoirs législatifs à une Chambre unique.

M. Birrell, au nom du Gouvernement, déclare que chacun sait que la Chambre des Lords ne joue plus le rôle d'une seconde Chambre intelligente. Dans les conditions actuelles, les Libéraux ne peuvent plus faire voter leurs mesures que sous la menace d'une révolution. Les élections seront-elles donc annuelles pour eux, tandis qu'elles sont septennales pour les Conservateurs ?

Le 24 juin, Sir Henry Campbell-Bannerman développe sa résolution relative à la restriction du veto des Lords. Après avoir établi que la prétention des Lords au droit d'exiger la dissolution de la Chambre des Communes est une usurpation de la prérogative royale, il expose un plan de réforme, d'après lequel les questions en litige entre les deux Chambres seront portées, à plusieurs reprises, devant une Commission mixte, composée en nombre égal de membres choisis dans les deux Chambres. En cas d'impossibilité d'entente, le projet voté par les Communes serait renvoyé aux Lords avec avertissement que, quelle que soit leur décision, le projet prendra force de loi. Cependant, pour éviter toute possibilité de loi non demandée par la volonté nationale, la durée du Parlement serait réduite à 5 ans.

M. Balfour fait remarquer les pouvoirs considérables des Communes

et les pouvoirs restreints des Lords. En matière de législation, le temps ne compte pas. Le Parlement se doit de réfléchir longuement avant de prendre des décisions importantes. Tous s'accordent à reconnaître que le peuple peut se tromper. Ce qu'il faut rechercher, c'est la permanence et la continuité des institutions. À son avis, la Chambre des Lords est le mécanisme le plus propre à maintenir les réformes dans un juste milieu. Il cite l'exemple du *Home Rule Bill* de 1893. Mais Sir *Henry Campbell-Bannerman* appartient à une école de radicalisme qui veut modifier le mécanisme législatif ; il ne cherche qu'à susciter une querelle avec les Lords dont le rôle actuel est de veiller à ce que la volonté populaire soit réellement exécutée. Pourquoi le Gouvernement, s'il est sincère, tarde-t-il tant à déposer un projet de réforme ?

CHAPITRE XVII

Le « **People's Budget** » de Lloyd George.

L'idée d'employer le Budget comme arme de combat avait déjà été émise à diverses reprises au cours de l'année. Le Budget présenté par Asquith pour 1908-9 contenait déjà quelques innovations significatives. Il établissait une différence au point de vue de la taxation entre les revenus gagnés et non gagnés, (*earned et unearned income*), et augmentait considérablement les droits de succession. Aussi, l'un des chefs du Labour Party, M. Snowden, avait-il déclaré, le 25 mai 1908, qu'il considérait en partie le Budget comme un moyen de redresser les inégalités sociales. De son côté, M. Lloyd George avait annoncé que, s'il devenait nécessaire de trouver de nouvelles ressources, la richesse du pays était grande ; elle augmentait considérablement de jour en jour ; il ne serait que juste de demander aux riches de contribuer largement à améliorer le sort des pauvres. C'était d'ailleurs l'intérêt même des riches qu'il n'existât pas trop de pauvreté à côté d'une si énorme richesse.

Le 1^{er} octobre 1908, à Swansea, il prononce un discours extrêmement violent dans lequel il attaque le capital. Sur la richesse foncière doit retomber le soin de pourvoir aux

besoins des travailleurs âgés, infirmes et malheureux. « On « nous dit que le capital va faire grève, qu'il va émigrer « vers d'autres pays... Eh bien ! je l'en défie ! Qu'il essaie ! « oui, je l'en défie !... » Les charges de l'Etat ne sont pas justement réparties sur les diverses classes de la société. Il pourrait citer 12 individus dont le revenu moyen, pendant les périodes de dépression les plus noires, auraient suffi à entretenir pendant un mois entier 50.000 ouvriers et leurs familles. Et cependant ce sont ces individus-là qui viennent proposer la réforme fiscale et la taxation du pain comme remède au manque de travail. Sans doute, le parti libéral a déjà fait quelque chose pour soulager la misère ; mais il fera plus encore.

Le 22 décembre, à Liverpool, il s'en prend plus particulièrement aux Lords dont la Chambre n'est qu'une assemblée purement conservatrice. L'Irlande, sur laquelle, depuis des générations, les Lords exercent leur puissance, est un exemple frappant des résultats de leur action sur la propriété et le crédit. Depuis 40 ans, ils refusent l'autonomie religieuse au pays de Galles qui continue à refuser de payer la dîme et les taxes d'éducation. Le Gouvernement ne supportera pas plus longtemps « l'usurpation de « Lord Lansdowne et de son royal acolyte des Communes. « Il faut lutter et, pour cela, il faut poser le problème sur « la question des finances. Est-ce le libre-échange ou la « réforme fiscale qui paiera les réformes sociales ? »

D'ailleurs, le 29 juin, à la Commission des Retraites pour la Vieillesse, M. Lloyd George avait fait cette remarque significative : « Je n'ai pas d'œufs à couvrir ; je « cherche en ce moment un poulailler à dévaliser ! »

Et en effet, l'établissement d'un budget *nouveau* n'était plus seulement une question de politique démocratique et sociale ; il était devenu une nécessité financière. Les réformes sociales coûtaient cher. Certaines, telles que la journée de 8 heures dans les mines, la loi sur les accidents du travail, coûtaient cher aux industriels ; mais d'autres,

la création des Bourses du Travail, par exemple, commençaient à être onéreuses pour l'Etat. Les Retraites sur la Vieillesse, surtout, devenaient une lourde charge. En déposant son budget pour 1908-9, M. Asquith avait prévu que le nombre des retraités serait d'environ 572.000 et et les dépenses d'environ 6 millions de livres. Or, dès le début de 1909, le nombre des postulants était déjà évalué à 620.000 et, le 28 février, le Gouvernement demandait, à cet effet, un crédit supplémentaire de £ 900.000. L'évaluation pour ce seul article dans le budget de 1909-10 s'éleva à £ 8.750.000 et atteignit £ 9.220.000 dans le budget de 1910-11.

Loin de s'arrêter là, le Gouvernement songe d'ores et déjà à un autre grand projet social, les assurances contre la maladie et le chômage et, à une heure où une politique de stricte économie eût semblé sage, il se propose de mettre le pays en rapport, de reboiser les provinces, d'élargir les voies de communication et d'en créer de nouvelles. Ces mesures sont confiées à une *Development Commission* à la disposition de laquelle est mis immédiatement un crédit de £ 900.000.

D'autre part, si, dans ses illusions humanitaires et pacifistes, le gouvernement libéral avait cru bon de réaliser des économies sur les budgets naval et militaire de 1907 et 1908, il était bien obligé maintenant de constater que l'Allemagne, non seulement faisait la sourde oreille, mais opposait nettement une fin de non-recevoir à toutes les propositions qui lui étaient faites dans le but de limiter les armements. Ne venait-elle pas de réduire de 25 à 20 ans la durée de service de ses navires et d'adopter un programme naval aussi inquiétant que formidable. Il fallait donc reprendre la lutte des armements et faire vite pour rattraper le temps perdu. Aussi le budget naval de 1909-10 comportait-il déjà sur celui de 1908-9 une augmentation de 3 millions de livres.

Bref, en raison de ces divers sujets de dépenses, le dé-

ficit pour 1909 était de 16 millions et celui de 1910 serait de 20 millions de livres. Comment combler ce déficit ? Comment aussi se procurer les ressources nécessaires pour la mise en œuvre des réformes envisagées ?

Deux solutions se présentaient : augmenter les impôts indirects et en créer de nouveaux ; — augmenter les impôts directs.

A la première de ces solutions, le gouvernement libéral ne voulait ni ne pouvait songer. Un accroissement des impôts de consommation aurait atteint trop sensiblement les classes populaires. Le prix de la vie avait déjà suffisamment augmenté depuis 1900 ; en fait, l'accroissement en était comparativement supérieur à celui des salaires. Faire peser sur les classes laborieuses les charges nécessitées par les besoins budgétaires, c'était donc risquer d'accroître, dans une mesure dont les conséquences pouvaient être graves, les causes du *labour unrest*, de l'agitation ouvrière, qui se manifestait déjà de façon assez inquiétante. D'autre part, c'eût été donner prise aux attaques des *tariff-reformers*, puisque le principal argument dont les Libéraux s'étaient servis contre eux pendant la campagne électorale de 1905-6, était précisément que leurs réformes eussent certainement entraîné un accroissement notable du prix de la vie. « Your food will cost you more ! » Ce cri d'alarme des Libéraux sonnait encore trop fort dans toutes les oreilles pour qu'ils allassent risquer de se l'entendre crier à leur tour. Pour des raisons politiques aussi bien que sociales, il fallait donc renoncer à chercher dans une augmentation des impôts indirects les ressources devenues indispensables à l'élaboration du Budget.

C'est donc à la seconde solution que M. Lloyd George s'arrêta. Elle était d'ailleurs trop conforme à ses opinions anti-capitalistes, elle favorisait trop sa politique sociale, pour qu'il pût hésiter un seul instant à y recourir. Reste à voir de quelle manière il en appliqua les principes.

Le 16 février 1909, au milieu d'un cérémonial plus

brillant encore que d'habitude, le roi et la reine ouvrirent solennellement la session parlementaire. Le discours du Trône contenait, entre autres, un long paragraphe déclarant que, vu les frais imposés, en particulier, par les Retraites pour la Vieillesse et l'augmentation des armements navals, les dépenses de l'année se trouveraient considérablement augmentées ; que le Budget demanderait une longue et sérieuse discussion et laisserait peu de temps disponible pour d'autres travaux législatifs.

Ce n'est donc pas sans quelque appréhension que le pays attendait l'exposé du Budget. On avait déclaré que « les ressources des finances libre-échangistes étaient en faillite », que les taxes foncières préconisées par les Libéraux ne pourraient être appliquées sans le vote préalable d'une loi d'évaluation des fortunes que les Lords n'accepteraient jamais, que M. Lloyd George allait mettre à sec la caisse d'amortissement de la dette publique, augmenter les droits sur les « licences », accroître l'income-tax, imposer ou réimposer le charbon, le sucre, le thé, le tabac, etc.

C'est le 29 avril que M. Lloyd George exposa son célèbre budget. On peut brièvement résumer comme suit les ressources qu'il se proposait d'obtenir, soit en augmentant les impôts existants, soit en en créant de nouveaux.

Automobiles. — Impôt gradué, allant de £ 2. 2. 0. par an pour les voitures de moins de 6 1/2 H.P. jusqu'à £ 21 pour les voitures de 40 à 60 H. P., et £ 42 au-dessus.

Motocyclettes. — £ 1 par an.

Essence pour moteurs. — Impôt de 3 d. par gallon (1), réduit de moitié pour les taxis et les autobus.

Income-tax (impôt sur les revenus).

Revenus gagnés (earned income) :

inférieurs à £ 2.000 : 9 d. par livre ;
de £ 2.000 à £ 3.000 : 1 sh. par livre.

(1) 1 gallon = 4 1/2 litres environ.

Sur les Revenus gagnés supérieurs à £ 3.000, et sur tous les *Revenus non gagnés* (unearned income) : impôt de 1 sh. 2 pence par livre.

De plus, une super-tax de 6 d. par livre est établie sur tous les revenus supérieurs à £ 5.000, taxe calculable sur la somme par laquelle ces revenus dépassent £ 3.000.

Cependant, pour favoriser la petite bourgeoisie, un « abatement » de £ 10 par enfant de moins de 16 ans est accordé aux revenus inférieurs à £ 500.

DROITS DE SUCCESSION

1° *Death duties.*

Successions de £	100 à 500.....	1 %
»	500 à 1.000.....	2 »
»	1.000 à 5.000.....	3 »
»	5.000 à 10.000.....	4 »
»	10.000 à 20.000.....	5 »
»	20.000 à 40.000.....	6 »
»	40.000 à 70.000.....	7 »
»	70.000 à 100.000.....	8 »
»	100.000 à 150.000.....	9 »
»	150.000 à 200.000.....	10 »
»	200.000 à 400.000.....	11 »
»	400.000 à 600.000.....	12 »
»	600.000 à 800.000.....	13 »
»	800.000 à 1.000.000.....	14 »
Au-dessus de £ 1.000 000.....		15 »

2° *Settled Estate Duty.* —

Est doublé : 2 % au lieu de 1 %.

3° *Legacy and Succession Duty.* —

Passe de 3 % à 5 % dans certains cas (collatéraux).

Passe de 3 % à 10 % dans tous les autres cas.

Dons entre vifs. —

Sont assujettis aux *death duties*, si le décès du donateur survient dans les 5 ans qui suivent le don (1).

(1) Cette limite fut finalement réduite à 3 ans.

PLUS-VALUES FONCIÈRES

1^o Droit de 20 % sur les plus-values *non gagnées* (*unearned increment*), imposable lors de la vente de la terre, ou lors de son transfert par succession, ou sur les baux d'une durée de plus de 14 ans.

2^o Taxe de 1/2 penny par livre, sur les terres non-développées d'une « valeur-capital » de plus de £ 50 l'acre, — ainsi que sur la « valeur-capital » des mines non-exploitées (1).

3^o Droit de *réversion* de 10 % sur tous profits faits par le bailleur à l'expiration d'un bail par suite des améliorations (constructions, travaux, augmentation de la clientèle et des affaires, etc.) apportées, du fait du seul locataire, à la valeur de la chose louée.

Les terres agricoles (champs, prairies, etc.), les maisons d'habitation à petit loyer, les « small holdings » et les terrains de jeux, sont exempts, sous certaines conditions, de la taxe sur les *unearned increments*.

Les terres agricoles sont également exemptes du droit de *réversion*.

DROITS SUR LA FABRICATION ET LA VENTE DES BOISSONS
ALCOOLIQUES

En raison de leur complexité, nous ne pouvons citer ici que les principaux.

Brasseries et distilleries. — Droits proportionnels de licence aux quantités produites :

£ 1 par 100 barils de bière jusqu'à 200 barils (2).

12 sh. par 50 barils de bière au-dessus de 200.

(1) Cette dernière taxe fut, lors de la discussion devant la Commission des Finances, transformée en une taxe de 5% sur les *mineral royalties* (redevances payées aux propriétaires de la surface).

(2) Le baril vaut environ 163 litres.

Vente au détail. — Licences.

Droit égal au tiers ou à la moitié de la « valeur annuelle » du fonds de commerce, suivant que les ventes portent uniquement ou non, sur la bière. Dans les deux cas, un droit fixe minimum est établi, variant de £ 5 à £ 3. 10. 0. dans les districts non-urbains ou les localités de moins de 2.000 habitants ; s'élevant jusqu'à £ 23. 10. 0 dans les villes de plus de 100.000 habitants ; atteignant £ 35 à Londres.

Des licences spéciales devront être obtenues pour la vente des boissons sur les paquebots et dans les wagons-restaurants.

Des mesures particulières sont applicables à la vente des boissons dans les hôtels et restaurants.

Le produit de la vente des spiritueux dans les clubs est frappé d'un droit de 6 d. par livre sterling.

Droit sur les alcools. — Augmenté de 3 sh. 9 d. par gallon.

Droit sur le tabac brut. — Passe de 3 sh. à 3 sh. 8 d. par livre de 450 grammes. — Augmentation analogue sur le tabac manufacturé.

Amortissement de la Dette Publique. — £ 24.500.000 au lieu de £ 28.000.000.

En terminant l'exposé de son Budget, M. Lloyd George déclara que le total des recettes s'élevait à £ 162.500.000 et celui des dépenses à £ 162.202.000, soit un excédent de recettes de £ 488.000 pour faire face aux éventualités imprévues. Les dépenses étaient destinées à assurer l'inviolabilité du pays et à faire en sorte que le pays fût plus que jamais digne d'être défendu. Aucun Chancelier de l'Echiquier, ajouta-t-il, ne s'était jamais vu, en temps de paix, dans l'obligation de faire face à des dépenses aussi élevées, et il conclut :

« Ce budget est un budget de guerre. Il marque en effet le début d'une guerre implacable contre la pauvreté. Je ne

« puis m'empêcher d'espérer, de croire fermement que, avant que notre génération ait disparu, nous aurons fait un grand pas vers l'époque heureuse où l'indigence, avec ses souffrances et ses laideurs, sera aussi éloignée du peuple de notre pays que les loups qui, jadis, infestaient ses forêts ».

Qui donc allait fournir au Budget les ressources nécessaires pour atteindre ce but magnifique ? Quelle classe de contribuables ce Budget, dont M. Austen Chamberlain (1) dit qu'il n'était pas *un* Budget, mais *six*, se proposait-il de frapper ?

Sans doute les droits et impôts sur l'alcool, l'essence et le tabac se trouvaient augmentés assez considérablement et allaient fournir au Trésor un accroissement de recettes estimé à £ 3.300.000. — L'augmentation des droits de Timbre rapporterait £ 450.000. Mais ce n'était pas là des taxes que le public songerait à trouver exagérées. Ce n'était pas elles qui donnaient au Budget de 1909 son caractère de nouveauté. Ce n'était pas à elles que Lord Rosebery faisait allusion quand il déclara que le Budget était « révolutionnaire » (*Times* du 22 juin).

Ce qui caractérise nettement ce Budget, c'est que les augmentations de taxes qu'il comporte et les taxes nouvelles qu'il institue ne frappent qu'un nombre limité de contribuables.

Les *Licence duties* doivent produire £ 2.400.000. Or, si tous les établissements patentés sont imposés, ce sont les grosses maisons, les grandes distilleries, les grandes brasseries, les grands hôtels, les *public-houses* à grosse clientèle et à grosses recettes des grandes villes, qui supporteront la majeure partie de l'augmentation. Les petits cabarets, et notamment ceux des petites villes et des villages, ne verront pas leur quote-part sensiblement augmentée.

(1) A la Chambre des Communes, le 17 mai. — M. J. Austen Chamberlain, fils du célèbre Joseph Chamberlain ; il avait été Directeur des Postes et Télégraphes (1902-3), puis Chancelier de l'Echiquier (1903-5).

Les *taxes successorales*, qui produiront £ 2.850.000, restent les mêmes pour les successions de moins de £ 5.000. Pour les autres, elles ne dépasseront pas le chiffre de 15 % précédemment en vigueur ; mais alors que ce taux maximum s'appliquait jusqu'alors seulement aux successions supérieures à £ 3.000.000, il s'appliquera désormais à toutes celles qui dépassent £ 1.000.000. Cependant, même ainsi, le budget ne s'attaque encore qu'à un nombre très restreint d'individus.

L'*income-tax* est appelé à produire un revenu net de £ 3.200.000. Or, les divers « abatements » prévus favorisent nettement les petites fortunes et surtout celles des familles nombreuses, au point qu'un revenu de £ 2.000 qui payait en 1906 £ 100 d'*income-tax* ne paiera en 1910 que £ 75. On calcule que 700.000 contribuables se verront ainsi l'objet d'une diminution d'impôt dont ils n'auront qu'à se réjouir, tandis que 10.000 seulement seront frappés par l'augmentation de 2 pence sur l'*income-tax* et par la super-tax de 6 pence imposable à partir de £ 3.000 sur les revenus supérieurs à £ 5.000.

Les *taxes foncières*, y compris le *mineral rights duty* ne produiront que £ 600.000, du moins dans la première année de leur application. C'est un rendement minime ; mais ces taxes établissent un principe nouveau d'importance considérable. « Les plus-values », dit le Chancelier de l'Echiquier, « ne sont dues ni à une dépense de capital, ni à une dépense d'intelligence, mais à l'énergie et à l'esprit d'entreprise de la collectivité. » — « Ces taxes », dit M. Asquith (1), « ne sont pas des taxes sur la terre, mais un prélèvement fait sur les augmentations de valeur de certaines terres, augmentations qui résultent de causes sociales, et non de l'initiative d'un seul individu. »

Or, il n'existe pas au monde un pays où la terre soit moins morcelée, où la richesse immobilière se trouve con-

(1) Au meeting de la City, le 24 juillet 1909.

centrée en un nombre de mains aussi petit que dans le Royaume-Uni. 50 % de la superficie totale du royaume appartiennent à 2.500 propriétaires. 20 % de la superficie totale sont, nous l'avons déjà fait remarquer, la propriété de 282 membres de la Chambre des Lords.

Or la taxe sur les plus-values ne sera pas prélevée sur les terres agricoles qui n'ont pas « une valeur supérieure à leur « valeur réelle en tant que terres agricoles », ni sur les *small holdings* de moins de 50 acres ou d'une valeur globale inférieure à £ 75 par acre, occupées et cultivées par leurs propriétaires, ni sur les terrains d'habitations d'une valeur inférieure à £ 40 à Londres, à £ 26 dans les villes de 50.000 habitants, à £ 16 dans les autres localités, ni sur les terrains de jeux appartenant aux municipalités, ou à certaines associations charitables, universitaires, etc. Ici encore, c'est donc à une minorité que les nouvelles taxes s'appliquent.

Et cette politique financière nouvelle, qui donc peut dire où elle s'arrêtera ? Cette distinction établie entre les revenus gagnés et non gagnés, où en limitera-t-on les conséquences ? Et lorsque l'Etat met la main sur une notable portion des plus-values, — sans d'ailleurs se préoccuper des moins-values, — n'est-ce pas là un acheminement singulièrement rapide vers l'expropriation totale, vers la nationalisation ?

Les Libéraux déclarent vouloir encourager le retour à la terre ; mais ils le font en préconisant l'exploitation agricole sous forme de baux, bien plutôt qu'en favorisant la création d'une nouvelle classe de propriétaires fonciers, fût-ce même de petits propriétaires. Les Conservateurs aussi veulent encourager le retour à la terre et, pour ce faire, ils proposent l'établissement de droits protecteurs sur les importations étrangères, et en particulier d'un droit de 2 shillings par quarter de blé. Les Libéraux leur objectent que ce droit ne constitue qu'une protection insuffisante, tandis qu'un droit plus élevé serait extrêmement préjudiciable à la marine marchande britannique et à nombre d'industries. Et finale-

ment, c'est le consommateur qui paierait. Non, si le retour à la terre s'effectue, c'est le *landlord* qui doit en faire les frais. Les nouvelles taxes sur les terres non exploitées sont donc telles qu'il se verra bientôt dans l'obligation de louer à des fermiers, voire même de morceler et de vendre ses domaines. Et si le petit cultivateur et l'industriel se trouvent ainsi encouragés, l'application des taxes fournira d'autre part à l'Etat une source appréciable et continue de revenus.

Ce sont donc les grands capitalistes et les grands propriétaires qui vont être frappés et, parmi eux, plus que n'importe quelle autre classe de la société, les Lords, gardiens et représentants les plus puissants de la propriété foncière. Et c'était bien là le but auquel visait le Gouvernement : acculer la Chambre des Lords à rejeter un bill très important, de façon à mettre en question le problème de son existence même.

CHAPITRE XVIII

La bataille budgétaire.

Les Lords rejettent le Budget (30 novembre 1909).

Pourquoi, après le rejet de l'Education Bill, après la résolution de Sir H. Campbell-Bannerman (26 juin 1907) sur la nécessité de restreindre les pouvoirs des Lords ; pourquoi, après le rejet du Licensing Bill en 1908, le Gouvernement n'avait-il pas déjà cherché à prendre l'offensive ? C'est qu'il jugeait que les Lords pouvaient encore se défendre facilement et peut-être avec succès.

N'auraient-ils pas fait valoir, devant l'opinion d'un peuple éminemment attaché à ses traditions et à ses habitudes, le trouble que les nouveaux bills eussent jeté dans la vie sociale. Et pourquoi ? pour obéir, non pas aux désirs de la nation, mais à ceux de dissidents qui vivent en marge de la religion établie, et à ceux des *teetotalers* qui, si leurs intentions sont louables, ne sont souvent que des maniaques et qui, d'ailleurs, ont toujours la liberté d'appliquer à eux-mêmes leurs doctrines sans avoir le droit de les imposer à autrui.

Les Lords n'auraient-ils pas été jusqu'à dire que le Gouvernement, avec son *Licensing Bill*, cherchait à favoriser, au détriment d'une industrie véritablement nationale, mais d'opinion conservatrice, d'autres industries plus récentes, celles des marchands de thé, de boissons gazeuses et de

cacao, qui, menant dans la presse radicale la propagande contre l'alcoolisme, ne faisaient en réalité que de la réclame pour leurs propres marchandises ? Quel intérêt personnel, eux, les Lords, avaient-ils à rejeter ces deux grands bills ? Ce ne sont pas les 2 archevêques d'York et de Canterbury et les 24 évêques, d'une part, et Lord Iveagh, d'autre part, malgré les intérêts considérables que ce dernier possède dans l'industrie des boissons, qui avaient constitué les majorités de 132 voix contre 52 et de 272 voix contre 96 devant lesquelles les deux bills avaient échoué. Les Lords n'avaient-ils pas prouvé leur largeur d'idées en votant d'autres bills : Trade-Disputes, Compensation, etc., nés exclusivement des tendances radicales du Gouvernement ?

Devant de tels arguments, il eût été malaisé et maladroit d'attaquer la Chambre des Lords à propos de bills que nul ne lui contestait le droit de rejeter. Mais aujourd'hui, la question se pose de tout autre façon. Il ne s'agit plus, en effet, comme en 1893, pour le Home Rule, d'un bill qui intéresse l'unité politique du royaume. Il s'agit d'une loi de finances. Or, depuis 1860, depuis les difficultés de Gladstone avec la Chambre des Lords au sujet de l'abolition des droits sur l'importation du papier, tous les *money-bills* sont réunis dans le budget. Les Lords n'ont donc d'autre alternative que de l'accepter ou le rejeter en bloc. Or les Libéraux leur déniaient le droit de le rejeter et même de l'amender. Les Lords eux-mêmes, malgré leur répugnance à adopter certains budgets radicaux, s'y étaient pourtant résignés. Rejeter le Budget, c'est, en effet, désorganiser les services publics, c'est mettre en jeu la vie même de la nation. Mais à quoi le Budget de 1909 s'attaque-t-il en fait ? A des monopoles qui ne sont que dans les mains de quelques-uns : monopole des licences, monopole du capital, monopole foncier. Et si les Lords, rompant avec les habitudes politiques du pays, ont l'audace de rejeter ce Budget, qui ne comprendra que, dans le procès qui se débat, ils sont à la fois juges et partie, que ce n'est plus l'intérêt de la collec-

tivité, mais leurs propres intérêts de propriétaires et de capitalistes qu'ils défendent ?

Et cette seule pensée ne les rend guère sympathiques. Sans doute, dans les circonscriptions rurales, nombre d'entre eux jouissent d'une popularité incontestable. Le prestige du nom, mais aussi leur générosité, leur bienveillance, leur ont acquis bien des sympathies. Mais le Royaume-Uni est un pays de population éminemment urbaine. En quoi la question des Lords et de leurs privilèges peut-elle intéresser les populations qui s'entassent dans les maisons grises et froides, bâties comme à l'emporte-pièce et alignées interminablement au long des rues monotones des villes industrielles ? Le simple examen de la question n'est-il pas, au contraire, de nature à éveiller ou à raviver, chez les classes ouvrières, les sentiments de jalousie et d'envie, quand elles viennent à comparer leur existence de labeur et de misère avec le luxe et la richesse des Lords opulents et privilégiés ?

Et puis, — car enfin, il faut bien, quelque moyen qu'on emploie, arriver à équilibrer les dépenses et les recettes, — si les Lords rejettent le Budget, quelle alternative proposeront-ils ? Etablir des tarifs douaniers qui auront pour conséquence immédiate de rendre plus chers le pain quotidien et tous les articles nécessaires à la vie journalière du peuple ? Entre une telle réforme, d'une part, qui frappe toutes les classes de la nation et, indubitablement, avec plus de rigueur, les classes populaires, et d'autre part le « People's Budget », qui ne s'attaque qu'aux riches et aux aristocrates, comment la masse du peuple pourrait-elle hésiter ?

D'ailleurs, quoi qu'en disent Lord Rosebery et d'autres orateurs, ce Budget, s'il est un événement social plutôt qu'économique, n'est pas révolutionnaire. Depuis 20 ans, les riches sont devenus plus riches ; les revenus de plusieurs milliers de livres ne sont pas rares dans la bourgeoisie même ; les très grandes fortunes sont beaucoup plus nom-

breuses qu'autrefois. La supertax peut être considérée comme la part réclamée par l'Etat dans l'accroissement considérable qu'il a donné aux fortunes particulières l'occasion d'acquérir par certaines lois telles que les *Limited Liability Acts* et par les nombreux encouragements et facilités que sa législation a offerts à l'initiative individuelle. Si nouveaux que puissent paraître ses principes, le « *People's Budget* » est en réalité construit sur le modèle classique des budgets, puisqu'il combine la taxation indirecte, avec la taxation directe, demandant à l'une et à l'autre une part de ses ressources.

Dès son apparition, le Budget fut violemment attaqué (1). La super-tax et les taxes foncières n'étaient, dit-on, que des manifestations de la lutte d'une classe contre une autre. On fit valoir que les travaux d'évaluation, nécessaires pour établir la base de la taxation des plus-values, coûteraient beaucoup plus cher que la taxe ne rapporterait. Les commerçants patentés, le « *Trade* », déclaraient que les nouvelles taxes qu'on leur imposait, n'étaient qu'une vengeance pour la défaite du *Licensing Bill*. — Par contre, les Libéraux se réjouissaient de voir le Budget démontrer l'élasticité de la politique financière du libre-échange et l'inutilité de recourir au protectionnisme pour faire face aux dépenses sans cesse croissantes. Une fois terminés les travaux d'évaluation, la taxe sur les plus-values deviendrait de plus en plus productive. Elle aurait d'autre part l'immense avantage d'amener sur le marché des terres jusqu'alors inexploitées ; ce à quoi les Conservateurs répliquaient qu'en effet les terres mises en vente seraient si nombreuses que le prix en baisserait terriblement et que, d'autre part, le nouvel état de choses mettrait fin aux bonnes relations qui avaient toujours existé entre les habitants des campagnes et les grands propriétaires.

(1) Voir l'Appendice à la fin du chapitre.

Dès la fin de mars, bien que les prédictions pessimistes des Conservateurs relativement au déficit budgétaire se trouvent considérablement démenties, il est néanmoins évident que le Chancelier de l'Echiquier aura à trouver 12 millions de livres par de nouveaux impôts. Les difficultés navales lui créent un surcroît d'embarras, tout en le justifiant dans ses projets de taxation nouvelle. Déjà l'on pressent que la Chambre des Lords rejettera le budget et s'efforcera de rendre inévitable la dissolution. En mai, les grands financiers de la City adressent au Premier Ministre une lettre de protestation contre le Budget. En juin, s'est fondée la *Budget Protest League* ; et la *Incorporated Land Society*, comprenant toutes les principales agences qui s'occupent de la vente, location et gérance des terres, proteste à son tour contre les préjudices considérables que les taxes foncières infligeront à la propriété.

Les Tariff Reformers qui, malgré leur échec aux élections de 1906, n'ont pas cessé leur propagande, la reprennent de plus belle : Au lieu de surcharger d'impôts les sujets britanniques, à quelque classe qu'ils appartiennent, pourquoi ne pas se procurer les ressources nécessaires en taxant les importations de l'étranger ? « *Tax the foreigner* » devient leur cri de guerre et, pendant un certain temps, la lutte semble leur être favorable. Mais le grand chef du mouvement, celui qui lui avait donné toute son extension dans l'opinion publique ; l'homme qui, sans atteindre le prix suprême de la puissance politique, avait cependant exercé sur la nation plus d'influence personnelle que bien des premiers ministres, et dont le nom restera attaché à l'histoire de son pays comme l'une des plus grandes figures de son temps, Joseph Chamberlain avait dû se retirer du combat, à la suite d'une attaque de paralysie, et tout faisait prévoir qu'il ne pourrait plus prendre part aux batailles politiques.

D'ailleurs le parti conservateur manque d'organisation centrale. Nombreuses sont les sociétés conservatrices : Primrose League, Anti-Budget League, Budget Protest

League, Tariff Reform League, Land Union, Junior Conservative Association, Junior Unionist Association, etc.; elles sont trop nombreuses. L'accord ne règne pas entre elles sur les principes essentiels de leur programme. Les bonnes volontés sont gaspillées, les efforts morcelés, les fonds absorbés par les frais généraux non centralisés.

Et puis, il faut bien le constater, les orateurs de l'opposition prêchent des doctrines qui ne touchent pas au vif leurs auditoires, et ils le font en termes peu accessibles aux oreilles populaires. Lord Rosebery, à Glasgow, le 10 septembre, se borne à un exposé théorique de la question, sans citations de faits concrets; il s'en tient à des formules doctrinales d'économie politique, à des raisonnements abstraits et ne présente aucune conclusion.

Quittant son ironie et son dilettantisme coutumiers, M. Balfour, au Bingley Hall, le 22 septembre, dans un discours d'une argumentation serrée, est plus frappant, plus direct. Il touche ses auditeurs au bon endroit, celui de la prospérité britannique. Il compare la situation industrielle d'autrefois avec celle d'aujourd'hui. « Autrefois, nous « étions les premiers...; aujourd'hui, nous ne sommes même « plus les seconds et, sur certains points, nous en sommes « réduits à nous réjouir d'avoir la troisième place. » Et il conclut : « Croyez-vous qu'après un tel Budget, le citoyen « qui placera son argent d'une manière légale, sera aussi « sûr de jouir de sa fortune que sous le régime meilleur « d'autrefois ? »

Mais ce sont là des arguments qui ne s'adressent qu'à une catégorie restreinte d'auditeurs. Pour convaincre les classes populaires qu'il est mauvais, ce Budget qui, cependant, les attaque si peu et les favorise tant, il faut des arguments *ad usum plebis*. Il faut des hommes qui, ni par la vie qu'ils ont menée, ni par leurs origines, ne soient suspects au peuple. C'est l'un des plus grands avantages du parti ministériel que, — toute question d'éloquence mise à part, — il a des orateurs qui sont ou savent se mettre tout près du peuple.

C'est, entre autres, M. Winston Churchill qui, bien que fils d'un lord, n'a pas craint de « mettre la main à la pâte », dont l'existence est un modèle extraordinaire d'activité et qui, désapprouvant les doctrines protectionnistes, a quitté en 1904 le parti conservateur pour se joindre aux Libéraux. Avec une verve ironique, il retourne contre l'Opposition les arguments mêmes dont elle s'est servie. Il n'hésite pas à se moquer des transes dans lesquelles les taxes nouvelles ont plongé son cousin, le riche duc de Marlborough. Il émaille ses discours de tableaux saisissants et trouve à chaque instant de ces mots qui restent dans l'esprit et que le peuple répète : « Le percepteur ne demandera plus : « Combien avez-vous?... » mais « Comment l'avez-vous eu ? »... (Leicester, 4 septembre).

C'est aussi M. Asquith, successeur émérite de Campbell-Bannerman, qui met au profit de sa cause sa science juridique et appuie ses affirmations sur des chiffres indiscutables. Lorsque l'Opposition cite parfois l'autorité d'orateurs libéraux, tels que Gladstone, Asquith lui réplique qu'elle élève aujourd'hui des mausolées aux prophètes qu'elle a jadis lapidés. Sans acrimonie, posément, il démontre non seulement la futilité et l'insuffisance, mais les périls du Protectionnisme et prouve que la politique du Gouvernement (« peu m'importe le surnom qu'on lui applique ! ») est la seule qui convienne aux difficultés de l'heure actuelle.

Mais c'est surtout D. Lloyd George, auquel son passé politique, outre sa naissance et son éducation, assurent la faveur populaire. *Solicitor* rompu aux difficultés de la chicane, il manie les arguments avec une dextérité incomparable. Tour à tour gouailleurs, pittoresques, violents, ou empreints de lyrisme biblique ou d'idéalisme social, ses discours ont l'éloquence qui persuade les foules. Ils sont même parfois grossiers et brutaux, et on peut les taxer de démagogie ; mais l'archevêque d'York lui-même attribue cette tendance au mystérieux *huel* celtique « qui fait que l'orateur parle « sans savoir ce qu'il dit et surexcite ses auditeurs sans

« qu'ils sachent pourquoi. » Il a des mots qui frappent cruellement ses adversaires : « Il y a un grand krack sur les ducs » — « Un duc coûte aussi cher que 2 dread-noughts : les ducs inspirent autant de crainte, mais durent « plus longtemps » (Newcastle, 9 octobre). Il cause avec son auditoire, l'interpelle, le questionne. Il a surtout l'art de donner à ses narrations le ton tour à tour enjoué et ironique qui plaît à la foule, l'amuse et finit par la convaincre. Sa diatribe sur le renouvellement du bail de la maison Gorringer est déjà très caractéristique ; mais nous ne saurions mieux faire que de citer ici un passage de son discours de Newcastle, tel qu'il est rapporté par notre regretté maître et ami A. Filon dans son livre « *L'Angleterre d'Edouard VII* » :

« Je me rappelle un fait où sont réunis tous les abus auxquels mon budget essaie de porter remède. Je vous conterai cette histoire, si vous avez la patience de l'écouter. (*Parlez, Parlez !*) C'était dans un district sauvage du Yorkshire. A quatre milles à la ronde, point de ville ou de village : aucune station de chemin de fer, point de mine, point d'usine.

« Des spéculateurs viennent trouver le propriétaire de ce lieu et lui disent : « Nous croyons qu'il y a du charbon ici. « Permettez-nous de creuser. » — « Creusez, » répond le propriétaire ; « je ne vous demanderai qu'une légère indemnité. » — « Combien voulez-vous pour la surface ? » — « Presque « rien. Le terrain me rapporte 15 shillings l'acre : vous me « donnerez 4 livres. » — « Mais il faut que nous construi- « sions des maisons pour nos hommes. Nous prétendons bâtir « un village modèle. » — « Excellent ! J'aime beaucoup ce « village modèle. Aussi ne vous demanderai-je que 10 livres « par acre ! » (La foule : *C'est une honte, une indignité !*) Mais non, je pourrais vous citer des propriétaires qui veulent, en pareil cas, cinquante, soixante ou même cent fois la valeur primitive. Celui-ci ne demandait que dix-huit fois la valeur de son terrain. C'était le plus doux, le

plus modéré des propriétaires. (*On rit*). Donc, le village se bâtit. « Ah ! dit ce bon propriétaire, j'oubliais l'étang ! Il « me rapportait une livre par an et ne vaudra plus rien « quand vos maisons seront bâties. Tenez, prenez-le. Je vous « en fais cadeau... pour une bagatelle : vingt livres de loyer « par an. Quand vous aurez trouvé du charbon, — voyez si je « suis accommodant ! — je me contenterai de six pence par « tonne amenée à la surface : une misère ! » Or cette misère lui rapporte aujourd'hui 20.000 livres et la somme montera dans quelques années à 40.000.

« Plus on descend dans la terre, plus les frais augmentent. La société minière qui a dépensé un demi-million de livres pour le premier établissement, alors que le propriétaire n'a pas fourni un penny, voit ses bénéfices décroître pendant que ceux du propriétaire croissent en proportion. Cependant ils viennent encore le trouver : « Nous avons « besoin de terrains pour bâtir de nouveaux cottages ». — « Qu'à cela ne tienne ! Vous les aurez cette fois pour « 150 livres l'acre, mais à une condition : on ne bâtira pas de « cabaret. » Et bien ! personne n'applaudit à la belle action de ce propriétaire modèle d'un village modèle ? Il n'y a donc pas ici de partisans de la tempérance ? (*Quelques bravos se font entendre.*) Oh ! pardon, j'oubliais la fin de la phrase : « On ne bâtira pas de cabaret... sans le consentement du « propriétaire ». A la bonne heure ! Voilà un homme qui tient à ses principes. Vous sentez que, pour les lui faire abandonner, il faudra y mettre le prix ». (*Rires et applaudissements.*)

Voilà bien les procédés d'argumentation qu'il fallait pour plaire à la masse du peuple anglais, réfractaire aux raisonnements théoriques, peu ouvert même aux idées générales, mais éminemment sensible aux faits tangibles et aux chiffres frappants.

Et en vérité ceux qui assistèrent à l'imposante « démonstration » organisée par la *Budget League*, le 24 juillet, dé-

filant par les grandes artères de la capitale, ceux qui lurent les devises révolutionnaires et menaçantes qui s'étaient sur les énormes bannières rouges à deux hampes que suivaient les manifestants ; ceux qui entendirent les discours véhéments, enflammés, prononcés du haut de 12 estrades élevées dans Hyde Park, à côté même de Park Lane où s'alignent les somptueuses résidences des financiers millionnaires ; ceux qui constatèrent que la Fédération de l'Industrie du Bâtiment, si gravement atteinte, prétendait-on, par le Budget, comptait dans cette manifestation des milliers de représentants ; ceux qui lurent dans les comptes-rendus de la presse que le nombre des participants à cette démonstration « habilement montée » (*le Times*, était d'environ 250.000. ceux-là auraient pu croire que la cause du Budget était gagnée. D'ailleurs comment un Gouvernement qui avait déjà réalisé des réformes sociales si importantes : Trade Disputes Bill, accidents du travail, journée de 8 heures aux mineurs, retraites pour la vieillesse, etc., et qui en préparait d'autres plus importantes encore, n'aurait-il pas joui de la faveur populaire ?

Or, il est un fait à constater : dans les élections partielles qui ont eu lieu depuis le début de 1909, non seulement le Gouvernement n'a pas gagné un seul siège, mais à Cleveland (9 juillet) la majorité libérale a fortement diminué ; à East Edimbourg (16 avril) elle n'était que de 458 voix au lieu de 4.174 en 1906. A Central Glasgow, le 2 mars, l'Opposition a reconquis, par 7.298 voix contre 5.185 le siège qu'elle avait perdu en 1906. Et voici que, le 28 octobre, dans la circonscription presque exclusivement industrielle et ouvrière de Bermondsey, le Gouvernement perd encore un siège pour lequel, aux dernières élections, il avait obtenu une majorité de 4.759 voix.

En même temps, des défections sensationnelles, telles que celles de Sir Alfred Pease et de Lord Joicey, se produisaient dans le parti libéral. Lord Rosebery avait déjà donné, en septembre, sa démission de président de la

Liberal League et du *Scottish Liberal Club*. Il semble même abandonner la lutte et refuse de parler à Birmingham. Dès octobre, les objections nombreuses que d'autres bills gouvernementaux, tels que le *Irish Land Bill* et le *Housing and Town Planning Bill*, soulèvent à la Chambre des Lords, montrent que le Budget n'est pas le seul point sur lequel les deux Chambres se trouvent en conflit. Il paraît déjà probable que les Lords rejeteront le Budget. Les grands établissements financiers de la City (Rothschild, Gibbs, Schröder and Stern, etc.) viennent d'ailleurs de leur adresser une pétition leur demandant de soumettre la question au jugement de la nation. On fait valoir que l'Etat pourrait se procurer les fonds qui lui sont nécessaires au moyen d'emprunts. Déjà la presse se livre à de nombreuses polémiques sur les droits constitutionnels de la Chambre des Lords de toucher aux lois financières. Le bruit court que le Gouvernement dissoudra le Parlement dès que le Bill aura été rejeté ; peut-être même sans attendre cette éventualité, fera-t-il appel au pays dès que le Bill aura été voté aux Communes. Les meetings pour ou contre ont lieu par centaines.

Dans toute cette campagne, la presse anglaise s'abstient de prononcer le nom du roi. Cependant les correspondants à Londres des journaux étrangers, rapportent qu'Edouard VII est très affecté à l'idée d'une crise constitutionnelle. Le 5 octobre, M. Asquith est subitement mandé à Balmoral où, quelques jours auparavant, le roi a reçu la visite de Lord Cawdor (que l'on considère comme l'un des principaux partisans du rejet) et aussi celle de Lord Rosebery. Cette initiative royale aurait, dit-on, pour but d'éviter un conflit entre les deux Chambres. Puis Lord Lansdowne et M. Balfour sont, à leur tour, mandés à Buckingham Palace. Mais le résultat de ces entretiens reste secret.

Le 5 novembre, près de sept mois après sa présentation par le Chancelier de l'Echiquier, le Budget fut voté à la Chambre des Communes par 379 voix contre 149. Mais

déjà l'hostilité des Lords à son sujet ne faisait aucun doute. Certains d'entre eux s'étaient même livrés à des manifestations qui leur avaient valu plus de désapprobation que de louange. Dès le 3 août, le duc de Portland n'avait-il pas annoncé qu'il allait réduire les dépenses dans ses domaines et diminuer les sommes qu'il avait jusqu'alors consacrées aux œuvres charitables ! Le 18 septembre, le duc de Rutland n'avait-il pas en public traité les ministres de pirates ! Et, vers la même époque, en guise de protestation contre le Budget, le duc de Buccleuch n'avait-il pas cru de bon goût de refuser sa cotisation habituelle d'une guinée à un club de foot-ball du Dumfriesshire !

Aussi le pays ne fut-il pas étonné outre mesure lorsque, le 16 novembre, le marquis de Lansdowne fit savoir qu'à la deuxième lecture du Budget à la Chambre des Lords, il proposerait la résolution suivante :

« Que cette Chambre n'est pas justifiée à donner son assentiment au Bill, tant qu'il n'aura pas été soumis au jugement du pays. »

Le 22 novembre, lorsque la séance s'ouvrit, la Chambre des Lords avait rarement été aussi comble. 400 pairs étaient présents. Dans les tribunes, où se pressaient de nombreux spectateurs, on remarquait le roi de Portugal, les membres du corps diplomatique et un grand nombre de membres des Communes.

Lord Lansdowne, en proposant la motion ci-dessus, ne chercha pas tant à discuter le Budget en détail qu'à prouver que les Lords avaient, étant donné les circonstances, le droit et le devoir de le rejeter. Jamais, pas plus en 1861 qu'en 1661, les Lords n'ont renoncé à ce droit. S'ils n'en ont pas usé, c'est qu'ils reculaient devant les conséquences de ce rejet. D'ailleurs, toutes les lois quelles qu'elles soient, ne sont-elles pas promulguées « par Son Excellence Majesté le Roi, sur le conseil et avec le consentement des Lords spirituels et temporels. » Et, tous les ans depuis plus de 3 siècles, les Communes elles-mêmes ne reconnaissent-

elles pas ce droit à la Chambre des Lords en soumettant toutes les lois, le budget comme les autres, à son approbation ? Or, ce Budget n'est pas une loi financière unique, c'est un faisceau de mesures législatives financières réunies sous le nom de Budget. A des moyens d'attaque exceptionnels, il faut opposer des moyens de défense exceptionnels. M. Lloyd George n'a-t-il pas déclaré lui-même que son « projet contient plus de méthodes nouvelles de procurer des revenus à l'Etat qu'aucun projet de loi proposé depuis 48 ou 50 ans ? » Et, après avoir discuté les principes de ces « méthodes nouvelles », Lord Lansdowne conclut ainsi :

Nous condamnons ces impôts parce que : 1^o ils sont improductifs, étant donné le but qu'on se propose actuellement ; — 2^o ils frappent les gens sur ce qu'ils n'ont pas ; — 3^o ils sont cumulatifs et frappent à plusieurs reprises les mêmes contribuables ; — 4^o ils choisissent, pour lui infliger un traitement spécial et sévère, une classe qui ne le mérite pas ; — 5^o ils gênent et entravent le marché foncier ; — 6^o ils reposent sur des erreurs socialistes, « d'après lesquelles vous agissez, mais que vous n'osez pas avouer ».

Au nom du Gouvernement, le Lord Chancelier répliqua que le rejet était « légal, mais non constitutionnel » ; que l'argument d'« usage rare » était le prélude à toutes les usurpations de pouvoir, et il réitéra la menace qu'on avait déjà entendu prononcer plusieurs fois, à savoir que jamais un gouvernement libéral n'accepterait plus le pouvoir, sans avoir au préalable reçu des garanties contre une répétition des agissements des Lords à l'égard de ses propositions.

Il est à noter que les Lords eux-mêmes étaient loin d'être unanimes au sujet de leur droit de rejet. Si les Lords Halsbury, Willoughby de Broke, Welby, Revelstoke, Halifax, Dunmore, Leith of Fyvie, Avebury, Milner, Mayo, Rothschild, Curzon of Kedleston, Cawdor, le duc de Norfolk, le marquis de Salisbury, l'évêque de Bristol et d'autres se déclarèrent en faveur de la résolution, par

contre, les Lords Sheffield, Stanley of Alderley, Ribblesdale, Saint-Davids, l'archevêque d'York, les évêques de Birmingham et de Hereford manifestèrent nettement leur opposition. Les Lords Cromer, Lytton et l'archevêque de Canterbury annoncèrent qu'ils s'abstiendraient de voter. Lord Rosebery, bien qu'opposé au Budget, montra tous les dangers qu'il y aurait, dans les circonstances actuelles, pour la Chambre des Lords, à le rejeter et annonça qu'il ne prendrait pas part au vote. Les Lords Morley of Blackburn, Courtney of Penwith et James of Hereford ne cachèrent pas qu'à leur avis, en rejetant le Budget, la Chambre des Lords allait jouer son va-tout.

Cependant, le 30 novembre, par 350 voix contre 75, la Chambre des Lords adopta la résolution Lansdowne et rejeta le Budget.

Quelles raisons purent déterminer les Lords à prendre une décision si importante que M. Asquith, et même plusieurs Lords après lui, n'avaient pas hésité à s'écrier : « C'est là qu'est la révolution » ? Espéraient-ils voir se renouveler à leur profit ce revirement d'opinion qui, en 1895, leur avait donné raison et avait renversé le gouvernement libéral ? En constatant que les faveurs libérales octroyées aux populations des campagnes ne portaient pas ombrage à la popularité dont ils jouissaient dans leurs fiefs, s'exagéraient-ils l'importance de cette popularité ? Avaient-ils trop compté sur le fond de conservatisme qui est la base du tempérament anglais ? S'étaient-ils illusionnés sur la signification réelle des résultats des récentes élections partielles si généralement défavorables au Gouvernement, et l'élection de Bermondsey, en particulier, avait-elle pris à leurs yeux une importance exagérée ? Escomptaient-ils le réveil des sentiments patriotiques ravivés par les difficultés actuelles de l'Angleterre avec l'Allemagne ? Croyaient-ils bénéficier de l'indignation soulevée à ce sujet dans certains milieux par le pacifisme peu clairvoyant des radicaux ?

Toujours est-il qu'ils ne pouvaient se leurrer sur les conséquences que leur acte hardi pouvait et allait entraîner. Ils savaient qu'en refusant au Gouvernement les crédits nécessaires, ils rendaient inévitable la dissolution. Or Lord Salisbury n'avait-il pas déclaré que seules les Communes avaient le pouvoir de provoquer une crise ministérielle ? Depuis 1860, les lois de finance étant devenues indivisibles, ils n'avaient d'autre alternative que de rejeter ou adopter le Budget en bloc. Donc, en droit, ils pouvaient rejeter le Budget de 1909 ; mais, depuis 1860, ils n'avaient jamais exercé même ce dernier droit qui leur restait. En le resuscitant subitement, ils avaient contrevenu aux usages depuis longtemps établis ; ils avaient comme le disait déjà en 1846 le duc de Wellington, « violé les règles établies d'une procédure parlementaire qui subsiste depuis 200 ans. » Ils avaient, comme le déclara le Lord Chancelier, le 23 novembre, commis un acte « légal, mais non constitutionnel. »

APPENDICE

Nous mentionnons ci-dessous quelques-uns des discours et événements les plus importants auxquels la question du Budget a donné lieu :

9 janvier. — A East Lothden, *M. Haldane* : Il est devenu nécessaire de faire un pas en avant pour rétablir le centre de gravité de la politique.

11 janvier. — A Birmingham, *M. Austen Chamberlain* déclare que les Unionistes sont prêts à accepter la bataille sur les questions de la réforme douanière et de la Chambre des Lords.

13 janvier. — *M. Winston Churchill*, à Birmingham, blâme l'esprit étroit des politiciens par lesquels cette ville se laisse dominer ; il demande instamment au parti libéral de ne pas s'effrayer du nombre et de la puissance des journaux de l'opposition, car « la parole peut toujours battre la presse »... La réforme de la Chambre des Lords sera la question dominante des élections générales. Que les Lords viennent donc imposer la dissolution au sujet du Budget ! On avait dit que le gouvernement libéral serait impuissant dans les affaires impériales ; l'expérience a prouvé le contraire ; quant aux questions intérieures, sa politique n'est pas encore mûre ni parfaite, mais le champ reste libre pour les réformes sociales.

18 janvier. — A Brierley Hill, *Lord Crewe* : Les prérogatives de la Chambre des Lords sont la question qui domine la politique actuelle.

Si les pairs pouvaient arrêter les progrès constitutionnels, non seulement le parti libéral, mais n'importe quel système de partis disparaîtrait.

18 janvier. — A Leeds, *Lord Cromer* : Le rapport de la Commission Rosebery présente une base sérieuse de discussion... Le référendum serait la meilleure façon de consulter l'opinion publique... Le prochain Budget sera probablement le tournant de notre politique fiscale pour de nombreuses années à venir... L'exode des capitaux britanniques vers l'étranger, les 8 heures des mineurs, le Licensing Bill, toutes ces questions ne sont pas de nature à inspirer confiance.

26 janvier. — L'*Attorney-General* à South Shields et (1^{er} février) *M. Masterman* à Yarmouth, déclarent qu'aucun gouvernement libéral n'acceptera à l'avenir le pouvoir tant que les prérogatives de la Chambre des Lords n'auront pas été modifiées. Le premier semble prévoir la création de nouveaux lords ; le second, une réforme constitutionnelle.

30 janvier. — *M. Lloyd George*, à la *Law Society*, s'excuse de sa « mauvaise plaisanterie » sur le « poulailier à dévaliser ». Il se défend d'aucun sentiment d'animosité contre qui que ce soit dans ses projets financiers. Son seul but est de protéger les intérêts de la nation.

16 février. — Ouverture du Parlement par Edouard VII et la reine Alexandra. — Discours du Trône.

18 février. — A la Chambre des Communes, *M. Barnes* (député travailliste de Blackfriars, Glasgow) : Les propositions contenues dans le discours du Roi sont totalement insuffisantes pour remédier aux causes et aux effets du manque de travail. Les causes sont la propriété privée de la terre, le capitalisme et les machines perfectionnées ; les bourses du travail ne serviront à rien. Les remèdes seront la taxation de la propriété foncière, le reboisement, la nationalisation des chemins de fer et la réduction des heures de travail.

M. Harold Cox, (dep. lib. de Preston) préconise l'assurance contre le chômage que la Tariff Reform serait impuissante à enrayer.

M. Burns conteste l'efficacité de la nationalisation des terres comme moyen de réduire le chômage. Il annonce que diverses réformes sociales sont encore à l'étude.

M. Snowden (dep. trav. de Blackburn) déclare que la Tariff Reform ne ferait qu'aggraver tous les maux sociaux et industriels actuels.

22 février. — *M. Ponsonby* (dep. lib. de Stirling Burghs), propose un amendement au discours du Trône, demandant qu'en présence du rejet par trop fréquent de mesures importantes par les Lords, une loi soit présentée immédiatement, conformément à la résolution du 26 juin 1907, c'est-à-dire assurant que la volonté des Communes prévaudra dans les limites d'une seule session parlementaire.

M. Asquith : La question de la Chambre des Lords est le grand problème de la politique actuelle. Toutefois le Gouvernement a résolu de ne pas le soumettre au pays immédiatement, ne voulant pas concéder aux Lords le droit de fixer eux-mêmes l'heure de la dissolution du Parlement, et, d'autre part, le programme est déjà complètement

arrêté pour toute la session et doit être accompli. Mais cette question sera présentée dès que les obligations du Parlement le permettront.

M. Balfour : Jamais le rejet de l'*Education Bill* n'a soulevé contre les Lords l'indignation du pays qui les approuve même d'avoir rejeté le *Licensing Bill*. Si le Premier Ministre sentait qu'il a vraiment le pays derrière lui, il n'aurait jamais prononcé le discours qu'on vient d'entendre.

M. Ramsay Macdonald (dep. trav. de Leicester) demande l'abolition des Lords le plus tôt possible.

M. F. E. Smith (dep. unioniste de Walton, Liverpool) fait remarquer que, depuis 1860, les Libéraux ont créé 249 pairs et les Conservateurs 161 seulement.

M. Mac Neill (dep. nat. irl.) suggère que la réforme du veto des Lords soit exécutée par la création de 400 à 500 nouveaux pairs.

M. Bonar Law (dep. cons. de Dulwich). Si les élections générales ramènent au pouvoir le gouvernement actuel, il pourra beaucoup plus facilement exécuter son programme social. Mais s'il craint la défaite, il n'a pas le droit de rester au pouvoir.

9 mars. — *M. Asquith*, au Queen's Hall : Le Libre-Echange trouve dans l'expérience les meilleurs arguments en sa faveur. Le protectionnisme serait fatal à la prospérité nationale. Ses partisans prétendent que les capitaux britanniques fuient à l'étranger. En fait, d'après l'*« Economist »* du 20 février, 3 milliards de livres sont placés à l'étranger dont plus de la moitié dans l'empire britannique ; et cela ne représente même pas 20°/o de la fortune nationale. Les capitaux étrangers affluent en Grande-Bretagne ; les capitaux britanniques placés dans les industries britanniques augmentent constamment ; le montant brut des intérêts déclarés pour l'income-tax a augmenté de 24°/o en 8 ans, tandis que la population n'a augmenté que de 8,3 °/o. Le libre-échange a contribué au développement de l'Empire : mais il a fait aussi de la Grande-Bretagne le grand agent de transports et le *clearing-house* du monde. C'est lui qui a préservé la politique de toute corruption.

12 mars. — *M. Balfour*, au banquet de la Tariff Reform League, au Constitutional Club, répond à *M. Asquith* : Si l'on protège les industries naissantes dans les pays neufs, pourquoi ne pas protéger ici les industries déjà existantes ? Il ne s'agit pas de protéger des industries pour lesquelles votre pays n'est pas qualifié ; mais tôt au tard, il faudra bien poser la question fiscale. Espérons que ce sera sous une forme qui ne causera aucun « choc » à nos industries ni au commerce national.

31 mars. — Grand meeting convoqué par le Lord-Maire de Londres au Guildhall. *M. Balfour* et *Lord Rothschild* y blâment la politique navale du Gouvernement.

29 avril. — *M. Lloyd George* présente son Budget à la Chambre des Communes.

3-5 mai. — Discussion générale aux Communes.

M. Balfour, au nom de l'opposition, présente des critiques générales du Budget, s'élève contre l'abolition de l'ancien fonds d'amortisse-

ment de la dette publique, — contre les taxes foncières qui ont pour résultat la dissimulation et la fuite des capitaux vers l'étranger, — contre la limitation à la propriété foncière des taxes sur les plus-values. Il déclare que les taxes sur les licences ne sont qu'une vengeance mal dissimulée. Bref, les propositions contenues dans le Budget ont déjà fortement ébranlé la confiance et le crédit.

M. John Redmond, chef du parti nationaliste irlandais, déclare qu'au point de vue britannique, le Budget est « admirable et courageux » ; mais, au point de vue purement irlandais, la taxe sur le whisky détruit à elle seule tous les avantages que l'Irlande a retirés des retraites sur la vieillesse ; la taxe sur le tabac est « cruelle ». Quel intérêt les *Dreadnoughts* présentent-ils pour l'Irlande ?

M. Barnes, au nom du Labour Party, approuve le Budget.

M. Winston Churchill : L'opposition, qui propose constamment des dépenses nouvelles pour la défense nationale et dont les innombrables amendements aux retraites pour la vieillesse eussent entraîné d'énormes charges, est mal venue à critiquer le Budget.

M. Lloyd George défend les principes généraux de son budget dont *M. Balfour* n'a guère critiqué que le quart. L'Irlande est loin de payer la part qui lui reviendrait normalement ; elle devrait se rappeler les avantages qu'elle tire des retraites pour la vieillesse. En Allemagne, conservateurs et protectionnistes sont favorables à une taxe sur les plus-values, qui existe, d'ailleurs, depuis des années, sous forme de contributions municipales dans certaines villes allemandes. Quant à la taxe sur les terres non-exploitées, la Commission des Habitations ouvrières l'a elle-même préconisée. Le Gouvernement ne recherche que la justice et l'intérêt national.

5 mai. — *M. Chaplin* attaque le Budget, qu'il considère comme la première phase d'une Guerre livrée par le Socialisme à la propriété.

M. Snowden voudrait voir les riches plus pauvres pour que les pauvres fussent plus riches. Ce Budget est le commencement du gouvernement démocratique.

M. Asquith : Les impôts indirects proposés par le Budget soutiennent favorablement la comparaison avec les impôts sur le thé, le sucre et le charbon préconisés par les Conservateurs. Il remarque en passant que personne n'a attaqué la *super-tax*. Quant à la taxe sur les plus-values non gagnées résultant de causes sociales, elle ne sera prélevée que lors du transfert des propriétés. Elle tendra à diminuer la congestion dans certaines villes comme Glasgow où 120.000 habitants s'entassaient dans des logements d'une seule chambre. Et pour les droits sur les boissons, les commerçants sauront bien les faire payer aux consommateurs. On prétend que les capitaux iront à l'étranger. Partout où ils iront, ils rencontreront un ministre des finances dont les besoins ne sont pas moindres que ceux du Chancelier de l'Echiquier. Pourquoi l'opposition à qui l'on demande de présenter d'autres propositions financières, se refuse-t-elle à le faire ? Proposera-t-elle des impôts sur le blé, la viande, le lait et le beurre ?

M. Austen Chamberlain : Ce Budget restreint les ressources de l'An-

gleterre pour le cas de guerre. Les taxes ne tiennent pas compte de la capacité comparative de paiement des contribuables. Les droits successoraux entameront le capital qui devrait être réservé au développement du pays. L'orateur fait remarquer combien il est difficile de distinguer entre les plus-values gagnées et non gagnées. Il conclut en demandant pourquoi le Gouvernement s'obstine à faire semblant de se quereller avec ses alliés les socialistes.

7 mai. — *M. Balfour*, au congrès annuel de la *Primrose League* à l'Albert Hall : Le Gouvernement, qui a blâmé ses prédécesseurs d'avoir augmenté les dépenses de la nation, les a dépassés dans cette voie. Il a adopté à la hâte un système de retraites pour la vieillesse qu'il est aujourd'hui obligé d'amender conformément à l'expérience de l'étranger et a supprimé des taxes qui faisaient peser une partie des dépenses sur les classes avantagées. Il n'a pas maintenu l'exécution des programmes navals, au grand détriment des constructeurs qui avaient fait des frais considérables en prévision des constructions nécessaires.

Aujourd'hui devant l'extension de la puissance navale de l'Allemagne, il est obligé de revenir sur ses décisions. Ce Budget est un budget de vengeance, injuste, sans aucun principe, et nuisible à la capacité de production du pays. Le Gouvernement lui-même ne semble pas y comprendre grand'chose.

Le 10 mai, aux Communes, *M. Shirwell* (dep. lib. d'Huddersfield), défend les *licence-duties*. Comparés à la population, les revenus qu'ils produiront sont moindres qu'en 1880. Cependant le nombre des *public-houses* a augmenté et la valeur moyenne d'une licence a sextuplé. A New-York, les *licence-duties* rapportent en moyenne £ 633 par 1.000 hab. ; à Londres, £ 45 seulement.

M. Herbert Samuel, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, déclare que jusqu'ici le Budget a été profitable aux commerçants ; ils ont augmenté le prix des spiritueux de 1 penny par verre, soit 5 sh. 4 d. par gallon, alors que les droits proposés ne représentent que 3 sh. par gallon. La différence constitue un bénéfice additionnel de £ 2.776.000 par an pour les public-houses seulement. Quant à la bière, l'augmentation de 1/2 d. par pinte représente un bénéfice annuel de £ 13. 000.000. En fait, les commerçants auront à payer £ 4.000.000 de droits et feront, dans l'ensemble, £ 20.000.000 de bénéfices. (Ces chiffres furent cependant largement démentis en raison de la diminution de la consommation).

12 mai. — *M. Harold Cox* (dep. lib. de Preston), fait remarquer que les taxes sur les plus-values enlèvent à la terre une partie de sa valeur actuelle. Si l'on taxe les plus-values, pourquoi ne pas établir de compensation pour les moins-values ? Ce n'est pas en gardant la terre qu'on fait fortune, mais en achetant intelligemment et en exploitant rapidement. La spéculation n'existe-t-elle pas aussi sur le coton, et même sur la main-d'œuvre ? Si l'on suppose que la valeur d'un domaine ait monté, puis baissé, puis remonté un peu vers sa valeur primitive, le propriétaire sera taxé, bien qu'en fin de compte, il ait perdu de l'argent. Ce sont là des taxes qui deviendront de moins en moins productives, au fur et à mesure de leur application. Si cer-

tains propriétaires ont abusé de leurs pouvoirs, est-ce une raison pour les attaquer tous ?

M. Lloyd George : Dans certains pays, on impose le capital. Ici, on a choisi une valeur produite par les efforts de la collectivité. Dans la répartition des charges, c'est à ceux qui bénéficient du travail de la collectivité qu'il faut s'adresser d'abord. En Allemagne, la taxe sur les plus-values a été appliquée avec tant de succès dans certaines villes que les conservateurs l'ont proposée comme taxe d'Empire.

15 mai. — Une lettre est adressée au Premier Ministre. Elle porte les signatures des principaux établissements financiers de la City : Rothschild, Baring, Antony Gibbs and Sons, Huth and Co, C. F. Hambro and Sons, J. S. Morgan and Co, Fröhling and Goschen, Lord Avebury, Sir Felix Schuster, etc. Les financiers protestent contre la diminution du fonds d'amortissement ; ils sont prêts à payer leur part des dépenses qu'ils reconnaissent nécessaires, mais s'alarment de la disproportion croissante des charges imposées à une classe restreinte de contribuables. L'augmentation des taxes successorales et de l'income-tax et l'établissement de la super-tax porteront un grand coup au commerce et à l'industrie : elles décourageront l'entreprise privée et l'esprit d'économie et entraîneront tôt ou tard le chômage et la diminution des salaires.

16 mai. — *M. Balfour* : On qualifie de démocratique le budget actuel. Il ne faut pourtant pas confondre la démocratie et le vol. Si l'on ajoute, aux droits mortuaires déjà en vigueur, les nouveaux droits proposés, la taxation sur les grandes fortunes a augmenté de 75 %. Une telle augmentation est dangereuse. Il est absurde de traiter la propriété foncière comme si l'on pouvait la morceler et la négocier comme des valeurs de chemins de fer. Ce budget n'établit aucune distinction entre les biens qui produisent un revenu et ceux qui, comme les tableaux, le mobilier, etc., ne produisent rien. Si l'on assimile à l'income-tax l'impôt levé sur les grandes fortunes, on arrive à un impôt de 6 à 7 sh. par livre. Un pareil prélèvement opéré sur le capital ne peut qu'entraver le développement des affaires et entraînera souvent le chômage. A une époque où le courant économique a déjà de fortes tendances vers l'amalgamation des entreprises, on ne peut que déplorer tout ce qui peut nuire au maintien du petit commerce. Les taxes proposées auront pour résultat, non pas une répartition différente de la terre, mais une exploitation moins bonne de la répartition actuelle.

17 mai. — Aux Communes, *M. Asquith*, faisant allusion à cette protestation, fait remarquer que la part demandée au capital dans l'établissement du budget n'est pas excessive en ce qui concerne l'income-tax. En France, aux termes du projet d'impôt sur le revenu, un revenu de £ 4.000 paiera 1 sh. 5 d. par livre. Un revenu de £ 20.000 paiera 1 sh. 7 d. par livre, c'est-à-dire le même taux qu'en Grande-Bretagne. En Prusse, la somme due à l'Etat et à la municipalité sur un revenu de £ 5.000 est de 2 sh. par livre et va être augmentée.

Les inégalités que comportait autrefois l'income-tax anglais ont été

supprimées en 1906, et M. Asquith considère cet impôt comme un rouage permanent du mécanisme fiscal du pays. Le taux moyen en est actuellement de 9,6 pence par livre ; le Budget propose de l'élever à 10,8 pence et à 11,5 pence, si l'on y joint la *super-tax*. Les signataires de la protestation peuvent donc se tranquilliser.

M. *Austen Chamberlain* déclare que ce Budget n'est pas un budget, mais *six*. Le discours que le Premier Ministre vient de prononcer n'a rien de convainquant. Si les taxes sont plus élevées dans d'autres pays, cela ne prouve nullement que les augmentations ne soient pas de nature à nuire à la prospérité britannique. La taxe de 1 sh. 2d. pèsera lourdement sur les petits revenus non gagnés. De plus, M. Asquith n'a pas tenu compte de ce que l'*income-tax* s'ajoute à l'augmentation des droits successoraux.

Sir *Ch. Dilke* : Si la taxation est si défavorable au placement des capitaux, comment se fait-il qu'en Australie seulement, 400 millions de livres aient trouvé un emploi. Si c'est l'absence d'impôts directs qui attire les capitaux, pourquoi les capitalistes ne font-ils pas leurs placements à Monaco ?

M. *Pretyman* (dep. unioniste de Chelmsford) fait remarquer que les droit successoraux produiront 26 millions de livres, alors que 25 millions seulement sont consacrés à l'amortissement de la Dette publique. De ce fait, le capital national se trouve donc diminué.

20 mai. — Le *Chancelier de l'Echiquier* reconnaît qu'un danger réel existerait si le Gouvernement attaquait les riches, parce qu'ils ne sont pas nombreux ; mais il soutient que ses propositions répartissent les charges avec justice. Au point de vue électoral, c'est même un reproche qu'on peut leur adresser. Les riches ne sont pas si impuissants qu'on veut bien le dire. Ils ont plus que jamais la presse entre leurs mains ; ils ont leur influence et leurs organisations politiques. On a cité des cas exceptionnels, comme s'ils étaient la généralité. Ce n'est pas sur l'agriculteur que la majeure partie des charges tombera. L'agriculteur ne paiera que £ 1.250.000 de droits successoraux sur 17 à 18 millions. En fait, la plupart des propriétaires fonciers, bien qu'autorisés à payer ces droits en 8 acomptes annuels, préfèrent les acquitter en un seul paiement. On a dit que, depuis 1894, les droits mortuaires ont enlevé 250 millions au capital national. Mais d'après les calculs de Sir Robert Giffen, ce capital s'est accru de 3.500 millions et s'accroît annuellement de 250 millions.

21 mai. — A la réunion de la *Women's Unionist and Tariff Reform Association* à St-James's Hall, M. *Balfour* : Tout le monde attend la réforme fiscale pour laquelle les agissements du Gouvernement ont fait la meilleure propagande. Le système fiscal actuel est en faillite et, puisque nous sommes poussés vers un système protecteur, ce serait folie de ne pas saisir cette occasion de sauvegarder notre commerce et de resserrer l'union de l'Empire. Il existe, il est vrai, parmi les Colonies, une petite minorité défavorable à une union fiscale ; mais la politique fiscale adoptée par la majorité montre bien quelles sont leurs tendances générales.

21 mai. — A la réunion annuelle de la *Yorkshire Liberal Association*, à Sheffield, *M. Asquith* : Les critiques contre le Budget sont sévères, mais quelquefois justes. Aussi le Gouvernement, tout en maintenant les principes généraux, est-il prêt à prendre en considération certains cas particuliers. Il faut trouver l'argent ; tout le monde est d'accord sur ce point. Toutes les classes de la société doivent payer leur part. Aucun article de première nécessité ne doit être taxé. Comment le capital peut-il acquitter sa juste part si ce n'est par une augmentation des taxes foncières et de l'income-tax ? — Lorsque les droits successoraux furent modifiés en 1894, on parla déjà de chômage et d'exode des capitaux. Or, en 1907-8, sur les 67.000 successions passibles des impôts, 274 dépassaient £ 100.000 et s'élevaient au total de 87 millions de livres ; les autres s'élevaient à 194 millions. Le revenu brut passible de l'income-tax était de 734 millions de livres en 1897-8 ; il s'est élevé à 943 millions en 1906-7 et à 1.040 millions en 1908-9. Où donc le capital pourrait-il s'enfuir ? En Allemagne et en France, les charges actuelles et futures sur le capital sont plus lourdes que chez nous. La Prusse, notre grande rivale commerciale, vient d'émettre un emprunt de 40 millions de livres pour combler ses déficits. Nous avons envoyé pour 1 milliard 1/2 de livres de marchandises anglaises aux Indes et aux colonies et 2 milliards à des pays d'où nous n'importons que des denrées alimentaires et des matières premières. Dans la propriété foncière, la plus-value est normale, la moins-value exceptionnelle. La terre est un élément essentiel pour la collectivité ; la terre est limitée et chacun est personnellement intéressé à ce qu'elle soit exploitée aussi bien que possible. Si un propriétaire bénéficie d'une plus-value qu'il n'a pas gagnée par ses efforts personnels, la collectivité a le droit d'en prendre sa part. Les taxes proposées trouvent leur justification dans les buts mêmes auxquels on les destine. La suprématie navale, les retraites pour la vieillesse, sont des questions que nul ne songe à discuter. Mais les retraites ne sont que le premier article d'un vaste programme social qui comprendra l'assurance contre le chômage et l'invalidité. Quel Budget les Tariff Reformers peuvent-ils proposer ? La Tariff Reform, c'est la taxation des objets nécessaires à la vie ; c'est l'établissement d'industries favorisées ; c'est la création, aux frais de la collectivité, d'une plus-value non gagnée pour des intérêts protégés. Les électeurs peuvent choisir ; le Gouvernement attend leur décision avec confiance.

7 juin. — Aux Communes, *M. Austen Chamberlain* propose le rejet du Budget (cette proposition fut battue par 366 voix contre 209) et l'adoption de la Tariff Reform : Les propositions du Gouvernement ont, dans l'ensemble, un caractère de confiscation. Les charges sont injustement réparties, surtout en Irlande et en Ecosse. En vérité, la plus-value non gagnée est triplement imposée : entre les mains du propriétaire, entre celles des locataires à bail, et au moment de la succession. La taxe sur les terres non exploitées frappe lourdement l'agriculture ; elle est applicable même si l'exploitation ne réussit pas ;

elle contribuera à détruire la beauté des paysages suburbains : elle porte un grand coup à la valeur des hypothèques.

M. Ure (lord-advocate) répond que le Budget frappe le superflu et taxe ceux qui peuvent payer. Les limites de la taxation sur les riches sont loin d'être atteintes. En 10^e ans, les revenus bruts passibles de l'income-tax ont augmenté de 30^o /_o, les dépenses nationales de 15^o /_o; en aucun pays, les riches ne sont aussi heureux. Ce n'est pas le propriétaire qui a créé la terre ; la terre est limitée ; elle est essentielle à l'existence même de la collectivité à qui elle doit sa valeur. On parle de difficultés d'évaluation. Quand une compagnie de chemins de fer a besoin d'un terrain, n'arrive-t-on pas à l'évaluer ? Bien d'autres évaluations, et de plus difficiles, se font journellement. Ce budget est un grand budget démocratique ; les riches doivent en supporter leur part courageusement.

8 juin. — *M. Redmond*, chef du parti irlandais : Au point de vue britannique, ce Budget est en effet un grand budget démocratique ; mais les députés irlandais ne sont pas à Westminster pour discuter des questions britanniques. Ce Budget est un budget unioniste proposé par un gouvernement favorable au Home Rule ; il viole à la fois la lettre et l'esprit de l'acte d'Union. Les retraites pour la vieillesse, quoique profitables à l'Irlande, sont une extravagance qu'un Parlement irlandais n'aurait jamais sanctionnée. L'argent qu'elles coûtent aurait dû être employé à drainer, améliorer et exploiter le sol. L'Irlande aura maintenant à supporter des taxes plus lourdes que jamais proportionnellement à sa population. Les taxes sur les boissons causeront la ruine d'un grand nombre de petits commerçants irlandais.

M. Bonar Law (dep. un. de Dulwich) : Ce Budget est un budget de vengeance socialiste. Le Gouvernement a perdu, et il le sait, la confiance du pays.

Le *Chancelier de l'Echiquier* tourne en ridicule cette accusation de socialisme. En France, les droits de succession varient de 1 à 20,5^o /_o et, avec l'impôt sur le revenu, rapportent annuellement à l'Etat 30 à 40 millions de livres. En Nouvelle-Zélande et en Australie, les taxes sur les terres non exploitées sont beaucoup plus élevées. Les Nationalistes irlandais détestent peut-être le Gouvernement, mais ils haïssent les conservateurs unionistes. Si le Gouvernement voulait faire acte de vengeance, il aurait d'autres moyens de se procurer les 16 millions de livres qui lui sont nécessaires qu'en imposant l'Ecosse et l'Irlande. L'Opposition peut-elle suggérer un meilleur budget ? — Depuis des siècles, l'Angleterre n'a pas vu baisser son pavillon. « Qu'elle soit fière aussi que, sous son pavillon, le travail honnête trouve une autre récompense que la mendicité. C'est dans ce but que nous voulons recueillir l'argent ».

9 juin. — Le Lord-Maire et les représentants de la municipalité de Dublin déposent sur le bureau de la Chambre des Communes une protestation contre le Budget.

9 juin. — *M. Baljour* proteste contre ce fait que, en prévision de vagues réformes sociales, le Budget prévoit plus de recettes que de

dépenses. La super-tax et les droits de succession sont cause que les capitaux émigrent par millions. Autrefois les étrangers envoyaient leurs titres à Londres ; aujourd'hui, ils les envoient en Belgique, en Hollande et aux Etats-Unis. Le Canada et l'Inde n'ont pas d'income-tax. Les industries indiennes concurrentes des nôtres seront soutenues par des capitaux britanniques. Les taxes foncières sont d'une obscurité extraordinaire : on donne déjà 5 interprétations différentes, aux mots « valeur de site ». M. Ure, disciple convaincu de Henry George, lequel n'était pas socialiste, mais « quelque chose de beaucoup plus stupide », a défendu la taxe sur les terres non exploitées. Son meilleur argument, c'est que la terre ne peut se sauver. La taxe sur les plus-values est moins applicable à la terre qu'à n'importe quoi, en raison des difficultés d'évaluation. Sans doute les experts évalueront tout ce que vous voudrez, « même votre âme immortelle » ; mais quelle créance attacher à leurs évaluations ? Les plus-values sur les valeurs de Bourse sont autrement faciles à calculer. Est-ce la société d'aujourd'hui qui a créé la valeur de la terre ? Si les terrains de Glasgow ont une valeur, ils la doivent au commerce, et les esclaves des Antilles et l'univers entier y ont contribué. Quel droit leurs héritiers peuvent-ils faire valoir ? Si vous imposez une super-tax sur tout individu qui, ayant les cheveux rouges, possède un revenu de £ 10.000 par an, ne pourra-t-il pas prétendre que ce sont ses cheveux rouges qui vous l'ont désigné ? Ce Budget est en contradiction absolue avec les doctrines ordinaires de l'honnêteté financière.

M. Asquith, ayant répondu à ces objections, termine ainsi : Où trouvera-t-on l'argent nécessaire ? Le Gouvernement le prend aux sources qui peuvent le donner, sans imposer exagérément la richesse, sans entraver l'industrie, sans taxer les articles nécessaires à la vie ou au confort élémentaire du peuple.

Juin — Formation de la Ligue de Protestation contre le Budget, sous la présidence de M. Walter Long.

Protestation de la « Incorporated Land Society ».

Lord Onslow annonce la mise en vente d'une partie de ses domaines de Surrey.

Des députations des commerçants patentés d'Irlande, et des Universités d'Oxford et de Cambridge présentent leurs doléances au Chancelier de l'Echiquier qui promet de les prendre en considération.

22 juin. — Aux Communes, M. Lloyd George fait remarquer que l'Irlande ne possédant pas de mines, ayant peu d'industries et une population peu dense, paiera très peu d'impôts sur les plus-values et les terres non-exploitées. Il s'explique sur l'application de la taxe aux terres agricoles : La valeur des terres situées à proximité d'une ville n'est pas une valeur agricole ordinaire ; une terre agricole peut acquérir une valeur artificielle en raison de l'ouverture d'une mine, de l'établissement d'une industrie nouvelle, de l'extension d'une ville ou des possibilités de construction. Cette valeur sera taxée. Il cite un exemple dans lequel les demandes d'« allotments » ont fait monter de 300 % le prix de la terre. Une partie du produit des taxes sera

d'ailleurs attribuée aux municipalités. (Cette déclaration inattendue est accueillie avec surprise). Mais puisque le Budget est profitable à l'agriculteur de bien des façons, il est juste que l'agriculteur paie sa part.

M. Balfour fait remarquer que c'est la première fois qu'on parle du « partage du butin ». La valeur de toute terre, comme de toute propriété, dépend de la collectivité. *Les terres noires* de Russie sont redevables à la Grande-Bretagne d'une portion de leur valeur. Allons-nous demander à la Russie de nous en concéder une partie ? Il est impossible d'établir une distinction dans les plus-values des diverses sortes de biens.

Au sujet de l'attribution aux autorités locales d'une partie de la taxe sur les plus-values, Lord Robert Cecil fait remarquer que la plus-value n'est créée ni par l'Etat, ni par la localité, mais par l'énergie individuelle de certains citoyens. Le *Central London Railway* a fait doubler la valeur des maisons dans le faubourg londonien de Shepherd's Bush. Cette plus-value devrait logiquement être répartie entre les actionnaires du chemin de fer.

22 juin. — Lettre de Lord Rosebery publiée dans le *Times*. Le Budget est une révolution sociale et politique accomplie sans que le peuple y joue un rôle. La nation doit commencer à s'apercevoir qu'il y a des fissures dans la Constitution.

23 juin. — Grande réunion de négociants et hommes d'affaires au Cannon Street Hotel. — Lord Rothschild, président, déclare que les signataires de la lettre du 15 mai, sont tout disposés à accepter leur part des nouvelles charges, mais protestent contre les projets de développement, reboisement, etc., du pays. Ils auraient préféré un surcroît de constructions navales. Le Budget est un budget socialiste, et, pour mettre à exécution plusieurs de ses projets, le Gouvernement a institué des tribunaux irresponsables. Des tribunaux de ce genre ont « coûté à l'un des Stuarts sa tête et à un autre son trône ». Que les adversaires du Budget se fassent entendre et ce n'est pas en vain qu'ils s'adresseront au Parlement.

Lord Avebury ajoute que l'accumulation des nouvelles charges sur le capital et le revenu découragera l'esprit d'initiative et d'économie et sera très préjudiciable au commerce et à l'industrie. Les capitaux étrangers ne viendront plus en Grande-Bretagne et le Budget sera désastreux aussi bien pour les pauvres que pour les riches. Sir Felix Schuster proteste contre les charges excessives imposées à une minorité d'électeurs et suggère une augmentation d'income-tax de 2 d. par livre au lieu des taxes proposées.

Le soir du même jour, au dîner offert en son honneur par le *National Liberal Club*, Sir E. Grey présente habilement la défense du Budget. C'est à tort, déclare-t-il, que Lord Rosebery l'a qualifié de révolutionnaire. Le grand défaut de notre constitution, c'est sa lenteur. C'est aussi le point faible de la démocratie qu'elle soit obligée de déléguer son autorité à ses représentants. Sans doute, les actes du ministère doivent être contrôlés, mais le contrôle exercé par la Chambre

des Lords est une entrave plutôt qu'un adjuvant à la volonté du peuple. Même dans la précédente Chambre des Communes, il se trouvait des partisans d'une taxe sur les plus-values non gagnées et, chez les Libéraux, cette question était considérée comme un axiome. Or cette taxe ne s'applique qu'à l'avenir ; ce n'est donc pas une confiscation. L'évaluation en est un des rouages nécessaires ; elle sera faite sur la valeur marchande véritable de la terre. Cette taxe n'opprime en rien l'industrie et nul plus que M. Lloyd George ne se rend compte des difficultés contre lesquelles lutte l'agriculture. Quel que soit le point de vue auquel on se place, le Budget est bon : il impose le superflu, il taxe les gens selon leur capacité de paiement. D'autre part, il démontre que les finances libre-échangistes sont loin d'être en faillite et qu'elles offrent encore d'autres alternatives. Il ne faut pas trop se laisser influencer par certains cas extrêmes, dont beaucoup sont d'ailleurs imaginaires. Un budget protectionniste en présenterait de bien plus graves. La Tariff Reform tend à exclure du parti conservateur des hommes d'une réelle distinction intellectuelle, exception faite pour M. Balfour dont les discours sont parfois révisés par les Tariff Reformers « comme s'il était un de ces individus qui doivent se présenter à certaines dates fixes à la police ». Sir E. Grey se déclare convaincu que si les fanatiques de la Tariff Reform viennent jamais à mettre la haute main sur le parti conservateur, ce sera la ruine du pays, au point de vue de l'industrie comme au point de vue de l'Empire. Mais ce serait un grand malheur si le gouvernement libéral s'arrogeait le droit de dicter aux Colonies leur politique fiscale. Si le Gouvernement actuel avait suivi les conseils de l'Opposition, jamais la Fédération de l'Afrique du Sud n'aurait été réalisée.

24 juin. — Banquet du *Land and Housing Reform Joint Committee* au Holborn Restaurant, sous la présidence de Sir John Brunner. M. Asquith fait d'abord remarquer que, en application du « *Small Holdings Act* », 42.000 acres auront bientôt été acquis, tandis que, sous le régime du *Small Holdings Act* de 1892, c'est à peine si, en 15 ans, on en avait acquis 900. En parlant de « budget révolutionnaire », c'est évidemment aux taxes foncières que Lord Rosebery faisait allusion. Or, le 22 mars 1894, à St-James's Hall, Lord Rosebery s'était publiquement déclaré partisan de la taxation des valeurs foncières. Toutes les épithètes appliquées à notre Budget, nous les avons déjà vu appliquer à la loi des finances de Sir Wm. Harcourt qui, en 1894, établissait les droits mortuaires. Les taxes foncières ne sont pas des taxes sur la terre, mais sur la valeur commerciale ajoutée à la terre du fait des efforts mêmes de l'Etat. Sans doute cette méthode de taxation est nouvelle et complexe ; on peut la critiquer. Or les deux grands arguments contre la taxation des plus-values sont : 1^o qu'elle devrait aussi s'appliquer aux autres biens (ce qui est une raison pour le faire, en cas de besoin) ; 2^o qu'on devrait aussi tenir compte des moins-values, ce qui est puéril. Un coup d'œil jeté sur le rapport publié par le *Times* sur le marché financier, prouve que les terres trouvent facilement des acheteurs, malgré le Budget. Le meeting

de la City a reconnu les nécessités budgétaires, mais désapprouvé toutes les taxes nouvelles. Quelle alternative peut-il offrir ?

M. *Lloyd George* prend alors la parole. Il tourne en dérision les accusations de socialisme et de confiscation proférées par Lord Rothschild et va même jusqu'à s'écrier : « Nous en avons plus qu'assez de Lord Rothschild ! » Il y a des pays qui n'admettent pas que les grands financiers leur dictent leur politique. Notre pays est de ceux-là. C'est l'esprit de parti qui fait agir les détracteurs de notre Budget lequel répartit équitablement les charges et offre l'avantage de pourvoir, non seulement aux besoins de l'année courante, mais à ceux que créeront plus tard les réformes sociales projetées.

29 juin. — Dans le *Times*, en réponse au défi lancé par M. Asquith, Lord Avebury accepte la réduction de l'amortissement de la dette publique, les nouveaux impôts indirects et droits de timbre, et même l'augmentation de 2 d. sur l'income-tax ; mais il demande la suppression des taxes foncières et de la supertax ; car leur rendement prévu (1 million de livres) est plus que contrebalancé par la somme de £1.100.000 que vient de rapporter à l'Etat la succession Morrison. M. *Lloyd George* répond que le « rendement prévu » ne s'applique pas qu'à 1909-10, mais à une année complète. D'autre part, Lord Avebury ne tient aucun compte des dépenses à venir, telles que les constructions navales et les retraites pour la vieillesse qui sont certainement appelées à augmenter. Même ainsi les propositions de Lord Avebury laissent encore un déficit de 4 millions.

M. *Leonard Currie*, président de la *City Liberal Association* suggère l'élévation à 1 sh. 4 d. de l'income-tax, avec réduction à 1 sh. pour les revenus gagnés. Cette augmentation, plus 2 millions de livres prélevés soit sur l'amortissement de la dette, soit sur les recettes des théâtres, etc., permettront de supprimer l'augmentation des droits mortuaires et de l'impôt sur le tabac, ainsi que la super-tax.

23 juin. — Formation de la *Budget League* sous la présidence de M. *Haldane*.

28 juin. — Au sujet de la taxe sur les plus-values, M. *Balfour* rappelle l'exemple de Cobden qui avait placé en propriétés foncières des capitaux considérables, croyant que la terre augmentait normalement, régulièrement et continuellement de valeur. Il se trouva par la suite dans des difficultés financières très graves d'où il ne se serait pas tiré sans le secours de ses amis. Etant donné les déclarations de M. Asquith (24 juin), on peut craindre que le Gouvernement ne se mette un jour ou l'autre à faire des expéditions de piraterie analogues sur les autres biens. Cela inoculera à toute notre vie nationale « le poison de l'insécurité ».

16 juillet. — Au banquet annuel de la *National Union of Conservative and Constitutional Associations*, à l'Hôtel Metropole, Lord Lansdowne déclare que la Chambre des Lords « fera son devoir », mais n'avalera certainement pas le Budget « sans sourciller ».

17 juillet. — M. *Winston Churchill*, à Edimbourg, attaque violemment le « monopole de la terre », proclame l'excellence du « nouveau

livre du Jugement » et déclare que les classes laborieuses paient leur part des nouvelles taxes « en silence et avec dignité ».

22 et 23 juillet. — *M. Asquith* défend les projets du Gouvernement devant le *Eighty Club* au Holborn Restaurant et à une réunion des *city-men* au Cannon Street Hotel. Il insiste sur les exemptions accordées à diverses catégories de contribuables. La seule alternative, dit-il, est un budget de tarifs protecteurs ; mais les exemples de l'Allemagne et de l'Amérique ne sont guère encourageants et le pays ne semble pas encore converti au protectionnisme.

24 juillet. — Enorme manifestation à Hyde Park en faveur du Budget.

27 juillet. — Réunion de la *London City Conservative Association*. — Un grand pays commercial, dit *M. Balfour*, a besoin de se sentir en sûreté à l'extérieur et à l'intérieur. Pour ce qui est de l'extérieur, les débats actuels sur les constructions navales n'ont rien de rassurant ; quant à l'intérieur, le Budget, si lourdement qu'il pèse sur certaines classes, est encore plus préjudiciable aux commerçants et aux travailleurs. Combien des exemptions dont *M. Asquith* a parlé (22 juillet), n'ont été introduites que sur la demande pressante de l'Opposition ! *M. Balfour* expose les critiques habituelles contre le Budget et défend la *Tariff Reform* qui, à son avis, ne peut entraver ni le commerce ni l'industrie. Le pays donnera son verdict aux élections générales. Le Budget actuel, c'est le Socialisme.

30 juillet. — A Limehouse, devant 4.000 auditeurs, *M. Lloyd George* défend son Budget. La Cité, dit-il, a demandé l'augmentation du budget naval ; les ouvriers du Derbyshire, de Cleveland, de Dumfries, ont immédiatement accepté de payer ; mais les riches de Belgravia (l'un des quartiers les plus riches de Londres) se sont mis à hurler. Ils ne veulent pas payer les retraites pour la vieillesse. Pourquoi donc les avaient-ils promises ? C'est qu'ils croyaient bien que les ouvriers les paieraient eux-mêmes. Le Budget demande de l'argent pour soulager la pauvreté, le chômage et la maladie, pour les veuves et les orphelins, pour développer notre terre. Ce sont les taxes foncières que l'on attaque avec le plus de férocité. Or, près des docks de Londres, un terrain autrefois loué 2 ou 3 livres l'acre, a été vendu 6.000 à 8.000 livres l'acre. A Golder's Green, près de Hampden, par suite de l'établissement du « tube » (le métro de Londres), un terrain a monté de £ 100 à £ 2.100. Le duc de Northumberland avait un terrain qu'il louait 30 sh. l'acre. On a voulu y construire une école. Il en a demandé £ 900 l'acre. En Ecosse, un terrain était loué £ 11.2.0. par an. On a voulu y établir un champ de tir pour torpilles. Ce terrain a été vendu à la nation au prix de £ 27.225. Puis il cite le cas de la maison Gorrings, grand magasin de nouveautés dans Buckingham Palace Road à Londres. Le bail étant arrivé à expiration, le duc de Westminster consentit à le renouveler aux conditions suivantes : 1° un loyer foncier annuel de £ 4.000, au lieu du loyer primitif de £ 350 par an ; 2° une amende (« une amende, vous entendez bien ! ») de £ 50.000 ; 3° un autre loyer de £ 1.200 pour l'usage d'un terrain sur lequel se-

raient édifiées d'énormes et coûteuses constructions, d'après des plans approuvés par le duc. Un tel exemple, ce n'est pas « des affaires », c'est « du chantage ». Lui, fils du peuple, s'est promis, en élaborant son budget, qu'on ne verrait plus un seul buffet vide.

3 août. — Le duc de *Portland*, à Welbeck, annonce que, pour faire face aux nouveaux impôts, il réduira les dépenses dans ses domaines ainsi que le montant des sommes qu'il destinait aux œuvres charitables.

9 août. — Lord *Lansdowne*, à Bowood, dénonce le Budget comme une « julienne de propositions » qui entraînent une taxation du capital comme on n'en vit jamais en Angleterre. Il compare M. Lloyd George à la « mouette voleuse », qui vit en volant le poisson pêché par les autres mouettes. Il fait pressentir que la Chambre des Lords soumettra le Budget à l'approbation du peuple.

9 août. — A Saltburn, *M. Winston Churchill* déclare que le Budget doit sa popularité croissante au fait qu'il soulève la question constitutionnelle. Le Gouvernement lutte de tout son pouvoir, et l'opposition se montre « inepte ». Des déclarations du genre de celle du duc de Portland « valent leur pesant d'or » pour la cause des libéraux. Le Budget est nécessaire : il est juste pour tous les partis. Même avec les nouveaux impôts, la Grande-Bretagne restera le meilleur pays du monde pour les riches, et elle le sera encore plus quand elle sera devenue le meilleur pays du monde pour les pauvres. Au point de vue financier, ce budget est solide ; et il n'y a pas d'alternative. On a proposé un droit de 10 % *ad valorem* sur les 143 millions de livres d'importations annuelles ; ce droit rapporterait 14 millions. Mais, une fois faites toutes les déductions pour réexportations, importations des Colonies, frais de perception, etc., il ne resterait que 5 1/2 millions pour faire face au déficit actuel de 16 millions. Pour trouver le surplus, il faudrait taxer les denrées alimentaires.

9 août. — Aux Communes, *M. Balfour*, fait remarquer que la taxe sur les terres non exploitées rapportera un peu plus de £ 40.000 alors que les frais d'évaluation et d'expertise atteindront 10 millions. Plus tard, il déclare que le but du Gouvernement est d'obtenir, non pas de l'argent, mais des votes aux élections, en ne taxant qu'une minorité de citoyens. C'est le coup le plus grave qu'on ait jamais porté aux grandes traditions financières du pays.

M. Asquith répond que si, en effet, l'on frappe aujourd'hui une certaine classe de propriétaires, c'est qu'ils n'avaient jamais jusqu'alors payé leur juste part. Il faut juger cette taxe, non pas d'après son rendement probable dans un an ou deux, mais comme une partie seulement d'un système fiscal nouveau et complexe.

11 août. — *Le Chancelier de l'Echiquier* fait un exposé de l'organisation des évaluations. Le pays sera divisé en 200 districts dans chacun desquels il y aura un chef-expert avec 2 ou plusieurs adjoints, ainsi que des inspecteurs. Le travail demandera 3 ou 4 ans. La dépense initiale pour la 1^{re} et la 2^{me} années s'élèvera à £ 300.000. Les traitements et les frais des experts seront d'environ £ 300.000 par an ; la moitié de ces dépenses sera temporaire. Les dépenses totales sont éva-

luées à 2 millions de livres. Les taxes foncières rapporteront cette année £ 325. 000. La taxe sur les mines inexploitées sera remplacée par un droit annuel de 5 °/o sur les « mineral royalties », etc., qui rapportera cette année environ £. 350.000. Les évaluations une fois terminées, les dépenses annuelles s'élèveront probablement à £ 150.000 et monteront peut-être jusqu'à 3 à 400.000 livres. Le rendement sera faible cette année, mais il augmentera d'année en année, tandis que les frais d'expertise iront en décroissant.

A propos de cette différence entre les dépenses et le rendement, Lord *Robert Cecil* cite un vieux dicton : « When I was young and had no sense, I bought a shilling for 18 pence. » (Quand j'étais jeune et n'avais aucun sens, je payais 18 pence pour un shilling.)

M. Balfour dit que le but du Gouvernement est maintenant visible : il s'agit d'exécuter un plan de réformes sociales préconisé par quelques ministres et par les radicaux et socialistes extrêmes. Depuis des semaines, le Parlement discute des propositions qui auront pour résultat d'augmenter de £ 438.000 le déficit. Voilà la dernière victoire des finances libre-échangistes.

En fait, c'est un projet de révolution sociale qui, bon ou mauvais, coûtera très cher et ne doit pas être incorporé dans un bill dont l'objet est de combler un déficit.

10 août, — A Leeds, *Sir E. Grey* souligne le désaccord qui existe parmi les Unionistes au sujet du Budget. Il faut de l'argent pour assurer la sécurité à l'extérieur et à l'intérieur. Ce sont des finances bien établies et la satisfaction du peuple qui font la sécurité du capital. Après ce Budget comme avant, notre pays sera le meilleur pour les capitalistes. L'Opposition n'a fait que rendre le Budget plus populaire en exagérant ses protestations contre les taxes foncières qui ne taxent qu'une valeur acquise par certaines terres par suite des progrès de la collectivité. Les tarifs de chemins de fer seraient plus bas et les salaires plus hauts si les compagnies n'avaient dû payer aussi cher les terrains nécessaires. Sans doute, il y aura des cas pénibles ; mais l'Etat lui-même s'est trouvé dans des « cas pénibles » quand il a voulu acheter certains terrains pour construire des écoles. L'Opposition proteste en réalité contre les évaluations qui prouveront combien, dans nombre de cas, les plus-values méritent d'être taxées. S'il y a, comme l'a dit Lord Lansdowne, une « mouette voleuse », c'est bien le propriétaire du sol. Si c'est nécessaire, le peuple choisira entre ce budget libre-échangiste et celui que la Tariff Reform lui proposera.

13 août. — A Blechley, *M. Asquith* défend le budget avec les mêmes arguments : Ajouter 2 ou 3 pence à l'income-tax, cela n'aurait pas été « un moyen financier héroïque, ni même honnête ». Trois principes ont présidé à l'élaboration du Budget : continuer à amortir la dette publique, — prévoir les dépenses futures, — répartir les charges sur toutes les classes de la société.

31 août. — Lord Rosebery prononce un grand discours « devant les négociants de Glasgow opposés à un grand nombre des principes du Budget ». Il avait au préalable donné sa démission de président de

la *Liberal League* : Le Budget, dit-il, est « une révolution sans mandat populaire ». Les charges qui vont être imposées ne tomberont pas seulement sur les ducs, « classe pauvre, mais honnête », mais aussi sur les sociétés de secours mutuels et d'assurances ouvrières. Ce Budget est « inquisitionnel, tyrannique et socialiste... » Un grand danger, profond, « subtil, insidieux, se dissimule sous ce Budget : le danger du Socialisme. » Toutes les formes de protectionnisme sont mauvaises ; mais le Socialisme, c'est « la fin de tout », la négation de la foi, de la famille, de la propriété, de la monarchie, de l'Empire. Toutefois, Lord Rosebery, au grand désappointement de son parti, ne suggère aucun programme défini d'action.

1^{er} septembre. — Les Communes rejettent par 250 voix contre 52 un amendement de *M. Redmond* tendant à exempter l'Irlande des taxes sur les licences. Mais *M. Asquith* promet, aux protestations de l'Opposition, qu'un tarif minimum sera appliqué en Irlande.

4 septembre. — A Leicester, *M. Winston Churchill* ridiculise l'opposition des Lords contre le Budget ; il insiste sur l'urgence des réformes sociales. D'un côté, dit-il, nous voyons l'abîme entre les riches et les pauvres, le peuple enlevé à la terre, le manque de discipline et d'éducation morales chez les jeunes gens, le travail de l'enfance, la dégénérescence physique, le trafic de l'alcool, le chômage, les travailleurs privés d'un minimum de confort, l'augmentation du luxe vulgaire et triste : de l'autre, nous voyons « les forces morales, spirituelles, civiques et scientifiques » augmentées grâce au Budget. Le percepteur ne demandera plus : « Combien avez-vous ? » mais « Comment l'avez-vous eu ? » (phrase dont l'Opposition ne manqua pas de s'emparer). La lutte actuelle contribuera probablement à « écraser » le veto des Lords.

6-11 septembre. — Le Congrès des Trade-Unions, à Ipswich, comprenant 495 délégués représentant 1.701.000 syndiqués, approuve le Budget.

Septembre. — Lord Rosebery donne sa démission de président du *Scottish Liberal Club*.

16 septembre. — A Leeds, Lord *Percy* énonce, comme faisant partie d'un programme unioniste, l'allègement des charges qui pèsent sur l'agriculture, l'établissement d'un système de coopération agricole, l'émission d'emprunts d'Etat à bas intérêt pour l'achat de *small holdings*.

17 septembre. — Au Bingley Hall, devant 10.000 auditeurs dont près de 100 députés libéraux, *M. Asquith* fait un exposé de la politique sociale et financière du Gouvernement. « Peu m'importe le surnom qu'on lui applique ! » cette politique « suit, strictement et sans détours, « sur un terrain nouveau, les lignes du libéralisme historique du passé. « Ce n'est pas par des formules scientifiques qu'on peut définir les relations de l'individu et de l'Etat ; c'est la pratique seule qui peut « les exprimer ». Les classes ouvrières n'ont élevé aucune protestation contre les taxes sur les spiritueux et le tabac. C'est contre les taxes foncières et successorales qu'ont porté les attaques les plus violentes.

Celles-ci prennent un caractère de particulière gravité lorsqu'elles proviennent d'un homme d'Etat éminent comme Lord Rosebery. Aussi peut-on douter qu'il ait compris l'esprit du Budget qui, loin de faire tort aux propriétaires, améliorera leur situation, grâce aux réductions proposées pour leur income-tax. Les épithètes adressées aux taxes successorales ne sont pas neuves ; on les a appliquées aux droits de succession de Gladstone en 1853. Ces taxes, laissées par Sir W. Harcourt au taux moyen de $4\frac{3}{4}\%$, élevées à 5% en 1908, monteront maintenant à $6\frac{1}{2}\%$. Si on les remplaçait par une augmentation d'income-tax, on les percevrait avant et non après la mort du contribuable. Quelles conclusions pratiques Lord Rosebery a-t-il proposées ? Les lecteurs de son discours se trouvent dans la situation d'un explorateur enthousiaste qui, ayant atteint le Pôle Nord, n'y découvrirait rien, sinon que la boussole y devient folle. Lord Rosebery dit que ce Budget socialiste est « la fin de tout » et cependant il demande aux Lords d'attendre avant de prendre une décision. Et quant à la Tariff Reform, « je défie M. Balfour de me donner une réponse nette à ce sujet ». — Que feront les Lords ? Mutiler ou rejeter le Budget, ce serait accomplir la plus formidable révolution qu'on ait vue depuis les jours du Long Parlement. Tous les bills financiers portent ce préambule que les crédits sont accordés par les Communes. On ne fait aucune mention des Lords depuis 1628 ; ce principe a été confirmé dans les célèbres résolutions de 1672 et 1678. Pitt, le duc de Wellington, Lord Rosebery lui-même, Lord Salisbury, M. Balfour, l'ont affirmé également. Le rejet du Budget, ce serait, comme M. Balfour l'a pratiquement reconnu en juin 1907, le chaos financier et administratif. En matière de finances, les Lords sont impuissants, les Communes sont « suprêmes ». L'amendement, aussi bien que le rejet, par les Lords, sont également hors de question. « C'est là qu'est la révolution ! » et cela soulèverait des problèmes beaucoup plus vastes et plus profonds que celui de savoir si les Lords ont le droit de s'immiscer dans les questions de finances. Non seulement le parti libéral est prêt à accepter le défi, il l'attend avec impatience.

22 septembre. — Au Bingley Hall, M. Balfour répond au discours précédent. — M. Austen Chamberlain, qui préside, lit une lettre de son père louant sans réserves les capacités et le courage de M. Balfour et déclarant que Birmingham restera fermement attaché à l'Unionisme. C'est au peuple qu'il appartient de choisir entre le parti unioniste et le Gouvernement. « J'espère, conclut la lettre, que la Chambre des Lords trouvera le moyen d'imposer des élections générales et, dans ce cas, je suis d'avance certain du résultat ».

M. Balfour : On prétend que ce Budget est le budget du pauvre. Quelle aberration ! Est-ce en abolissant la richesse qu'on abolit la pauvreté ? Le Budget abandonne les traditions de Peel et de Gladstone. Toute sa force repose sur les espoirs qu'il a fait naître d'une révolution socialiste. Au point de vue industriel, la Grande-Bretagne n'a plus la suprématie : « sur certains points nous en sommes réduits à nous réjouir d'avoir la troisième place ». Et voici que le capital

est prêt à fuir n'importe où ; et lorsqu'il émigre, c'est le pauvre qui en souffre. Alors que d'autres nations s'efforcent de nous ravir notre commerce colonial, notre inaction est stupéfiante. Mais ce Budget menace aussi notre sécurité ; il va entraver toutes les industries et coupe l'herbe sous le pied à toutes les initiatives. La dépréciation qui en résulte pour la propriété foncière est injuste et désastreuse. « La folie socialiste ne pourrait pas aller plus loin » que les propositions du Gouvernement relatives à la terre. On entrave le développement de l'industrie du bâtiment ; dans les *small holdings*, on substitue la location à la propriété qui, seule, peut en assurer le succès. Le vieil individualisme pédantesque des Libéraux était absurde ; mais ce communisme mal taillé est dangereux, surtout pour les salariés. Ce n'est pas dans l'atmosphère du Budget que les réformes sociales fleuriront. A quoi bon les Bourses du Travail s'il n'y a pas de travail ! La seule alternative possible, c'est la Tariff Reform. Le seul tribunal qui puisse juger de la question, c'est le tribunal populaire. Si le peuple comprend, il préférera la Tariff Reform au Socialisme.

18 septembre. — Le duc de Rutland exprime en public son désir de « baillonner » les députés travaillistes et traite les ministres de pirates.

Septembre. — Le duc de Buccleuch, en manière de protestation contre le Budget, refuse d'acquitter sa cotisation d'une guinée pour un club de foot-ball du Dumfriesshire.

20 septembre. — Aux Communes, le Chancelier de l'Echiquier annonce les concessions qu'il avait promises pour les propriétaires fonciers (ces concessions représentent £ 500.000 pour l'année courante), ainsi que de nouvelles déductions d'income-tax pour dépenses faites sur un domaine.

4 octobre. — *M. F. E. Smith*, à un meeting unioniste à Limehouse, fait voter, par 4.000 voix contre 8, une résolution contre le Budget.

8 octobre. — A North Bristol, *M. Birrell* : ne pense pas que les Lords rejettent le Budget ; en tous cas les Libéraux sont prêts à la lutte.

Au *National Liberal Club*, *M. Winston Churchill* : le rejet par les Lords serait « un attentat contre la Constitution » et ferait de la Chambre des Lords la première puissance après la Couronne. Il donnerait au Gouvernement un grand avantage tactique, mais la politique n'est pas un jeu. Une fois le Budget voté par les Communes, il n'y aura pas de compromis possible, et le Ministère ne craint pas le résultat.

9 octobre. — A Newcastle-on-Tyne, devant un auditoire de 4.000 hommes, grand discours du Chancelier de l'Echiquier : Depuis l'introduction du Budget, le commerce a augmenté, mais il y a « un krack sur les Ducs ». Les protestataires sont les tariff-reformers et les grands propriétaires, ces derniers parce que les expertises foncières mettront un terme à leurs exigences fantastiques. Il cite des cas de « propriétaireisme » dans la vallée de Rhondda et le Yorkshire et déclare que si l'industrie métallurgique a besoin d'être protégée, ce n'est pas contre l'étranger, mais contre les propriétaires. Les Lords veulent rendre inévitable la révolution, mais c'est le peuple qui la dirigera. — « 500 individus ordinaires, pris accidentellement parmi les sans-travail »

passeront-ils outre aux décisions des millions d'ouvriers employés dans les industries qui font la richesse nationale ? « Qui donc a fait « de 10.000 individus les propriétaires du sol et, de tout le reste de la « population des vagabonds sur la terre où nous sommes nés ?... » ...« Les réponses sont pleines de périls pour l'ordre de choses que représentent les Pairs... » Si les Lords entravent le vote du Budget, les Libéraux auront un compte sérieux à régler avec eux.

15 octobre. — A Leeds, Lord *Curzon of Kedleston* accuse le Chancelier de démagogie et déclare que la Chambre des Lords, en présence des 250 amendements qui restent encore à discuter, n'a pas encore pris de décision au sujet du Budget ; mais elle ne se laissera pas influencer par des considérations personnelles et ne cherche pas à provoquer un conflit constitutionnel. La Constitution est non-écrite. Les Lords se sont uniquement abstenus d'exercer leur droit d'amender les lois financières, mais n'y ont jamais renoncé. Il y a trois raisons pour lesquelles ils pourraient rejeter le Budget : parce que c'est un cas de « *tacking* » (greffage de lois diverses sur une loi de finances) et M. Gladstone, en 1861, a reconnu que, dans ce cas, le rejet était légitime ; — c'est un budget nuisible ; — il est basé sur des principes tels qu'il est nécessaire de le soumettre à l'approbation populaire. — L'orateur préconise la Tariff Reform.

16 octobre. — A Abernethy, M. *Winston Churchill* déclare que la « taxation sur l'étranger » est « l'évangile des charlatans et la croyance des mouettes ». Il s'agit de choisir entre la taxation des salaires et la taxation de la richesse.

19 octobre. — A Ealing, Lord *Milner*, partisan de la Tariff Reform, signale la confusion jetée dans les finances nationales par des amendements au Budget qui n'ont été acceptés par le Gouvernement que pour s'assurer des votes aux élections. Il est indiscutable que les Lords ont le droit de rejet et, s'ils l'exercent, cela n'entraînera nullement un « chaos financier ».

19 octobre. — Aux Communes, M. *Ridsdale*, député de Brighton, fait remarquer que l'impôt sur les plus-values, s'ajoutant à l'estate-duty, au succession-duty et au settlement-duty, si une terre passait à un héritier non apparenté au propriétaire, on arriverait à prélever 47 % de la valeur de la propriété. Ce sont là des taxations fantaisistes et, dans la vie privée, une gérance fantaisiste de la fortune vous conduit à la mendicité.

Le Budget étant arrivé à sa forme définitive aux Communes, M. *Lloyd George* publie dans la *Nation* un article sur « les problèmes du Budget ». Une des plus grandes luttes qui se soient livrées depuis 250 ans a commencé. Elle comporte quelques-unes des questions les plus importantes qui séparent le Libéralisme du Toryisme, le Libre-Echange du Protectionnisme : la taxation de l'indispensable ou celle du superflu et des monopoles, — lutte, aux frais de la nation, contre la pauvreté et la misère, — responsabilité de l'Etat dans le développement du pays. En 1894, Sir William Harcourt avait assuré au budget des ressources considérables ; elles ont été gaspillées par les Conservateurs

surtout en armements dont la guerre du Transvaal a démontré la futilité. Le Budget actuel se propose d'assurer des ressources croissantes destinées aux réformes sociales et au développement du pays. L'avenir du parti libéral dépend du courage et de la fermeté qu'il emploiera à réaliser les espoirs du peuple.

2-5 novembre. — Troisième lecture du Budget. *M. Austen Chamberlain* propose le rejet : Le Gouvernement a augmenté les dépenses et en a d'autres en vue qu'il équilibre en imposant des charges spéciales à certaines classes spéciales actuellement en disgrâce. Que les capitalistes libéraux prennent garde ! Les nouvelles taxes socialistes les atteindront tôt ou tard. Ce sont des taxes auxquelles on ne devrait recourir qu'en dernier ressort. L'orateur fait un appel éloquent en faveur de la *Tariff Reform*.

M. Harold Cox, désapprouve les taxes foncières qui, dans l'année courante, ne rapporteront que £ 50.000, et les taxes sur les licences qui ne s'attaquent qu'à une catégorie particulière de contribuables. Cependant, il votera le Budget parce qu'il faut bien combler le déficit et que la *Tariff Reform* est une des formes les plus pernicieuses du socialisme. Mais il condamne la prodigalité du Gouvernement et le caractère socialiste des Retraites pour la vieillesse et du *Development Bill*.

M. Snowden, député travailliste de Blackburn : La signification du socialisme, c'est que toute richesse créée par la collectivité doit être possédée et distribuée par la collectivité au profit de la collectivité. Taxer cette richesse, ce n'est pas pratiquer le socialisme, c'est seulement faire un pas vers le socialisme. Toute la législation du dix-neuvième siècle s'est efforcée de supprimer les maux qui dérivent de la possession privée du sol et de la richesse. Jamais un Chancelier socialiste n'aurait fait de distinction entre les plus-values foncières et les autres ; mais les socialistes ne pouvaient guère espérer mieux. Le Budget n'est pas révolutionnaire ; il empêche, au contraire, la révolution. Mais qu'on y prenne garde ! Les classes ouvrières n'ont pas l'intention de rester dans l'état actuel. Quant à la *Tariff Reform*, elle ne peut qu'augmenter les loyers et les bénéfices. Si le Gouvernement fait appel au pays, il sera soutenu par le Labour Party.

5 novembre. — Le Budget est voté aux Communes par 379 voix contre 149.

16 novembre. — Le marquis de *Lansdowne* fait savoir qu'à la deuxième lecture du Bill à la Chambre des Lords, il proposera la résolution suivante : « Que cette Chambre n'est pas justifiée à donner son approbation au Bill, tant qu'il n'aura pas été soumis au jugement dupays ».

23 novembre. — Le Budget arrive à la Chambre des Lords.

Le marquis de *Lansdowne* propose sa résolution : Le droit pour la Chambre des Lords de rejeter une loi de finances a été expressément reconnu en 1689. Il doit être réaffirmé en présence de l'interprétation erronée des Communes. La question n'est pas de savoir si la Chambre peut, mais si elle doit rejeter le Budget. Celui-ci n'est pas un budget

ordinaire ; il faut le soumettre au corps électoral. Il s'ensuivra sans doute des difficultés financières auxquelles l'Opposition s'efforcera de remédier , mais il vaut mieux un chaos financier temporaire que permanent.

Le *Lord Chancellor* déclare que le rejet par les Lords est « légal, mais non constitutionnel ». Il constituerait un empiètement direct sur les privilèges des Communes et les pouvoirs de la Couronne. Il détruirait l'équilibre des pouvoirs établis par la Constitution et permettrait à la Chambre des Lords de « tenir le Gouvernement du pays dans le creux de sa main ». Jamais un gouvernement libéral n'acceptera de nouveau le pouvoir tant qu'il ne sera pas garanti contre une répétition des agissements des Lords à l'égard des ses propositions.

Lord *Rosebery* déclare que ses propres déclarations concernant la Chambre des Lords ne lui permettent pas de voter pour la résolution de Lord Lansdowne. Il reconnaît cependant qu'à des méthodes anormales d'attaque, il faut opposer des méthodes anormales de défense. Or ce Budget est une question d'importance vitale : il menace d'empoisonner les sources de la suprématie nationale ; mais les pouvoirs et la sécurité de la seconde Chambre ont plus d'importance encore. Ce Budget est brutal, vindicatif, terrifiant pour le capital ; mais, si on le soumet à la volonté nationale, d'autres questions viendront s'y ajouter et une élection générale n'est pas un referendum. Que les pairs remettent à 150 d'entre eux le soin de voter en leur nom. La Chambre des Lords, en tant que chambre de revision, n'a jamais eu autant d'importance qu'aujourd'hui où des quantités de bills insuffisamment étudiés lui sont envoyés sans presque avoir été discutés. Si la Chambre des Lords rejette le Budget, elle affaiblira son propre pouvoir et se livrera à ses ennemis. Mais, en votant le Budget, en laissant le pays se rendre compte de ses effets, elle amènera au pouvoir un gouvernement anti-socialiste, et la réforme de la seconde Chambre s'ensuivra tôt ou tard. Quant à lui, Lord Rosebery, il ne peut voter ni pour l'une ni pour l'autre de ces deux alternatives.

29 novembre.— Lord *Morley of Blackburn* discute la résolution Lansdowne. Elle présente 5 points importants : 1^o elle attribue aux Lords le contrôle de la taxation ; 2^o elle leur arroe le droit d'imposer la dissolution en refusant les crédits ; 3^o un nouveau Parlement deviendra nécessaire chaque fois que celui du moment ne plaira pas aux Lords ; 4^o elle substitue à la suprématie représentative une autorité oligarchique et non représentative ; 5^o elle va démolir tout le système financier de l'année. Lord Salisbury l'a dit : « Les Pairs appartiennent trop à une seule classe ; c'est pourquoi un accord financier entre les deux Chambres est impossible ». Pourquoi les Lords feraient-ils valoir leurs prétentions aujourd'hui ? Si le peuple penche vers la Tariff Reform, pourquoi ne pas lui laisser le temps de se rendre mieux compte de ce qu'elle est et ne pas faire appel au corps électoral après qu'il aura éprouvé les effets du Budget ? Affirmer le droit de rejet aujourd'hui, c'est faire « un coup de joueur ». Burke n'a-t-il pas déclaré que « les Lords n'ont aucunement le droit de disposer de la bourse

publique » ? Les électeurs peuvent demander une politique financière ; mais ils doivent avoir confiance en leurs représentants qui ont décidé de la question en toute connaissance de cause. On prétend qu'en votant pour la résolution Lansdowne on entrave le Socialisme. Mais le peuple n'est pas socialiste. Toutefois les horreurs de notre système industriel ont donné naissance à un vaste courant de pitié et de sympathie ; les mouvements et les expériences socialistes laisseront derrière eux des éléments fertiles de bien. Voter la résolution, c'est faire de la Chambre des Communes un mannequin. Ce Budget n'a rien de révolutionnaire. En 1853, à propos du droit de succession, n'a-t-on pas traité M. Gladstone de « vautour » ? aujourd'hui, on en fait un aigle ou un cygne. Déterminer une crise constitutionnelle, c'est ouvrir la porte à des conflits de partis violents ; c'est peut-être entamer une lutte très pénible et très longue.

Lord *Rothschild* déclare que, dans l'ensemble, la City est défavorable aux clauses foncières du Budget, parce qu'elles diminuent la sécurité des hypothèques et mettent certaines catégories de fonctionnaires au-dessus de la loi. Aujourd'hui, l'on trouve facilement de l'argent pour les placements étrangers, mais il est difficile d'en trouver pour les entreprises anglaises même les meilleures. Les valeurs russes et japonaises ont monté depuis la guerre russo-japonaise ; les valeurs anglaises ont baissé depuis la guerre du Transvaal.

Lord *James of Hereford* soutient que les Lords n'ont pas le droit de rejeter le Budget.

30 novembre. — *L'archevêque d'York* déclare que, bien qu'indépendant, il ne pourra s'abstenir de voter. A son avis, le Budget n'est pas révolutionnaire. Ce qui a paru révolutionnaire, ce sont certains passages des discours de M. Lloyd George ; mais ils sont dûs à la « tendance qu'a le tempérament celtique à s'adapter à l'ambiance », tendance accentuée encore par le mystérieux *huel* celtique « qui fait que l'orateur parle sans savoir ce qu'il dit et surexcite ses auditeurs sans qu'ils sachent pourquoi ». Il ne croit pas au danger du socialisme, à la destruction de la famille, de la propriété et de la religion ; car, Dieu merci ! le peuple anglais manque de logique. Si, par l'action de l'Etat, on peut donner aux classes faibles la possibilité d'une vie heureuse, ce sera une barrière efficace contre le socialisme. Jamais la nécessité d'une seconde Chambre forte ne s'est autant fait sentir. Si la résolution Lansdowne passe, il en résultera que la Chambre des Lords perdra ses droits de contrôle législatif ; l'équilibre des pouvoirs sera détruit, le commerce disloqué ; les tendances socialistes s'accroîtront et les réformes sociales seront différées.

Lord *Curzon of Kedleston* se refuse à croire que la misère et ses conséquences puissent être atténuées par des impôts. Voter le Budget, c'est augmenter le chômage et la détresse ; c'est abaisser le niveau social. Le Budget établit une « inquisition presque intolérable ». Pourquoi Lord Rosebery, après avoir conduit ses troupes jusqu'aux murailles, les abandonne-t-il sur la brèche ? La Chambre des Lords n'a pas le droit de renoncer sans lutte à ses privilèges et de rabaisser la Cons-

titution britannique au rang des constitutions à chambre unique de la Bulgarie ou de la Grèce.

Lord *Cawdor* résume les arguments de l'Opposition et conclut en disant qu'une Chambre des Communes non contrôlée par une seconde Chambre, est un système de gouvernement qui n'offre aucun attrait à un peuple amoureux de liberté.

Lord *Crewe* répond au nom du Gouvernement : L'Opposition s'est transformée en Comité de Salut public pour refuser les crédits. Admettre le droit de rejeter le Budget, c'est annihiler le gouvernement représentatif. La Chambre des Lords est sur le point de commettre une erreur tragique. Le Gouvernement ne voit pas avec plaisir la crise qui se prépare ; il est obligé d'y faire face parce que l'existence même de son parti est en jeu et que, du maintien de l'équilibre entre les puissances gouvernantes de l'Etat, dépend le maintien de l'Empire. S'il revient au pouvoir avec une majorité, il s'arrangera immédiatement pour obtenir des garanties de nature à empêcher que ses lois soient détruites par la Chambre des Lords.

26 novembre. — A Glasgow, Lord *Milner* déclare que c'est le devoir des adversaires du Budget de ne pas le laisser passer et « au diable les conséquences ! » (*Damn the consequences !*). Insistant sur les dangers d'un gouvernement unicaméral, il conseille aux Unionistes de faire leurs préparatifs de défense pour opérer « une ruée de derviches dans une guerre de barbares ».

30 novembre. — A minuit, la Chambre des Lords rejette le Budget par 350 voix contre 75.

CHAPITRE XIX

La campagne contre les Lords. Les élections de janvier 1910.

Le Gouvernement ne tarda pas à relever le gant que les Lords venaient de lui lancer (1). Dès le lendemain, M. Asquith annonça la résolution qu'il proposa aux Communes le 2 décembre : « Que l'action de la Chambre des Lords de refuser de voter les mesures financières adoptées par les Communes pour le service de l'année constitue une violation de la Constitution et une usurpation des droits de la Couronne. » En proposant cette résolution, M. Asquith déclara que « la Chambre serait indigne de son passé et des traditions dont elle est la gardienne », si elle laissait passer un seul jour sans montrer sa ferme intention de ne pas tolérer une pareille usurpation... La véritable question, ajouta-t-il, est de savoir si, chaque fois que les Libéraux seront au pouvoir, la Chambre des Lords sera toute puissante. Sans avoir provoqué le défi, le Gouvernement l'accepte, car il croit fermement que ce sont les principes fondamentaux du gouvernement représentatif qui sont en jeu.

Malgré la réplique de M. Balfour qui déclara que les

(1) Voir l'Appendice à la fin du chapitre.

Lords avaient fait leur devoir, et l'avaient fait sans crainte, la résolution Asquith fut votée par 349 voix contre 134.

Le discours du roi, lu à la séance finale de la session, le 3 décembre, par le Lord Chancelier, fit allusion au Budget Bill. Il remerciait les Communes « de la libéralité et des soins avec lesquels elles avaient pourvu aux lourds accroissements des dépenses nationales dûs aux nécessités de la défense de l'Empire et des réformes sociales » ; et il exprimait le regret « que ces mesures soient restées inutiles ».

La Grande-Bretagne restait sans budget, sans crédits votés. Toutefois le « chaos financier » tant prédit ne se produisit pas. Les commerçants acceptèrent généralement d'acquitter à la livraison des marchandises les droits de douane établis par le Budget et qui leur seraient remboursés au cas où le nouveau Parlement ne les sanctionnerait pas. On comprenait d'ailleurs que le prochain ministère, à quelque parti qu'il appartînt, se trouverait dans l'obligation de mettre ces droits en vigueur, pour l'année courante tout au moins. D'autre part, le Trésor accepta de percevoir les taxes, soit d'après l'ancien tarif, sujet à perception supplémentaire, soit d'après le nouveau tarif, sujet à remboursement, suivant la décision éventuelle du prochain Parlement. Quant à l'income-tax, on continua à le déduire au taux de 1 sh. 2 d. sur tous les dividendes, comme on le pratiquait depuis mai.

Sans attendre la proclamation royale qui, le 10 janvier 1910, dissolvait l'ancien parlement et fixait au 15 février l'ouverture du nouveau, les deux partis en présence commencèrent immédiatement leur campagne électorale. La question budgétaire en fut naturellement le pivot central. Les Conservateurs reprirent leurs plaidoyers en faveur du protectionnisme. La réforme fiscale, assuraient-ils, procurerait à l'Etat les ressources dont il avait besoin ; il encouragerait l'agriculture et les industries, mêmes celles du fer et du coton où le marasme avait été si grand en 1908 ; il soutien-

draît les efforts de la marine britannique contre la concurrence croissante et de plus en plus redoutable de la marine allemande; il supprimerait le chômage et, sans surcharger le contribuable, il soulagerait la pauvreté. Enfin, grâce à la préférence accordée aux Colonies, il resserrerait l'union impériale. — Les Libéraux, au contraire, montraient les progrès accomplis par le commerce et l'industrie britanniques; l'essor nouveau de la prospérité nationale, après la crise de 1908 et du début de 1909, ainsi qu'en témoignaient les statistiques. Ils reprenaient l'ancienne protestation de 1906: « Your food will cost you more »; et à la sécurité du libre-échange qui avait fait ses preuves, ils opposaient l'incertitude, voire même les dangers, auxquels l'établissement de tarifs protecteurs pouvait entraîner la nation.

Les Radicaux prêchaient la nécessité et les avantages des réformes sociales. Les Conservateurs, exploitant la panique qui venait de passer sur l'Angleterre au sujet d'une invasion possible par l'Allemagne, réclamaient d'urgence l'augmentation des forces navales et militaires.

Au sujet de la Chambre des Lords, les Conservateurs reconnaissaient généralement l'utilité d'une réforme. Les Libéraux et Radicaux demandaient des garanties contre une répétition de la tactique employée à l'égard de leurs bills, depuis 4 ans, par les Lords.

Quant au Labour Party, plus furieux que jamais contre les Lords qui venaient (20 déc. 1909) de confirmer à l'unanimité le jugement rendu par la Cour d'appel contre l'*Amalgamated Society of Railway Servants*, (28 nov. 1908) et de déclarer qu'il était illégal pour une trade-union de consacrer une partie de ses fonds à payer les membres travaillistes du Parlement, le Labour Party exigeait la suppression pure et simple de la Chambre des Lords.

La lutte électorale fut menée par les divers partis avec plus de vigueur encore qu'en 1906. Les facilités et la rapidité des communications permirent aux orateurs, Lords ou Commoners, de prononcer souvent dans la même semaine

trois ou quatre discours dans des circonscriptions souvent très éloignées l'une de l'autre. Les dépenses électorales des candidats étant limitées par la loi, ceux-ci étaient aidés dans leur propagande par des organisations, telles que la *Tariff Reform League* et la *Free Trade Union*, qui louèrent des magasins et exposèrent dans les vitrines, les unes, des articles « made in Germany », les autres, des denrées alimentaires d'aspect répugnant qui étaient sensées représenter la nourriture de l'ouvrier allemand. Dans ces exhibitions souvent ridicules, outre que bien des articles n'avaient rien d'authentique, les différences qui existent entre les goûts et la manière de vivre des deux nations n'étaient nullement prises en considération. Cependant les murs se couvraient d'affiches humoristiques et d'une ingéniosité souvent hors de la portée du lecteur populaire.

Mais, en réalité, malgré toute l'énergie déployée, les questions qui formaient la base des discours prononcés de part et d'autre, avaient été déjà si souvent discutées, que les orateurs ne pouvaient guère que répéter des arguments maintes fois employés. M. Balfour et M. Haldane ne purent prendre part à la première partie de la campagne, souffrant l'un d'une bronchite, l'autre d'une affection des yeux ; mais les autres membres principaux des deux partis se multiplièrent de tous côtés. M. Asquith, M. Lloyd George et Sir E. Grey parlèrent devant des auditoires considérables ; ce dernier, en particulier, renommé pour sa modération, était écouté avec intérêt et confiance. MM. Long, Austen Chamberlain et Bonar Law, et les Lords Cawdor, Milner et Curzon of Kedleston (auxquels on attribuait l'initiative du rejet du Budget), soutenaient avec éloquence la cause des Conservateurs, tandis que l'amiral Lord Charles Beresford entreprenait de son côté une campagne particulière pour l'augmentation de la marine anglaise.

Le 10 décembre 1909, à l'Albert Hall, devant 10.000 auditeurs (les femmes avaient été exclues, en raison des troubles causés par les suffragettes dans des meetings récents,

et plusieurs milliers de citoyens n'avaient pu obtenir de cartes d'entrée), M. Asquith prononça le discours-programme de son parti. Il montra l'énergie déployée par la Chambre des Communes qui aurait fait plus et mieux encore sans l'hostilité déclarée des Lords. Les retraites pour la vieillesse forment maintenant partie intégrante de notre législation. Mais les Education et Licensing Bills ont été rejetés ; les Lords ont refusé au pays les crédits nécessaires pour ses réformes militaires, navales et sociales. A la dernière dissolution, « nous avons compté sans notre hôte ». Il faut que le Gouvernement établisse sur une base inébranlable le principe du gouvernement représentatif. Ce sera son premier devoir d'obtenir « que soit inscrite sur le « *Statute Book* la reconnaissance explicite et complète « qu'il est hors du pouvoir de la Chambre des Lords de « s'immiscer à aucun degré, d'une façon ou dans une intention quelconque, dans les affaires financières du pays. « La question n'est pas de savoir si nous aurons un gouvernement bi-caméral ou uni-caméral. Mais la Chambre « des Lords a présenté tous les inconvénients et aucun des « avantages du gouvernement uni-caméral ». Et M. Asquith, comme d'ailleurs presque tous les autres orateurs de son parti, reprit, dans ses termes mêmes, la déclaration de Campbell-Bannerman en 1907 : « Il faut que la volonté du peuple exprimée après mûre réflexion par ses représentants élus, puisse prendre force de loi dans les limites d'une seule session parlementaire. » M. Asquith ajouta, et cela devint une sorte d'épilogue aux discours de tous les orateurs libéraux pendant cette campagne : « Nous ne reprendrons le pouvoir que si nous recevons des « garanties qui nous assurent contre le retour d'une semblable usurpation ».

Quelles seraient d'ailleurs ces garanties ? On se gardait bien de se déclarer à ce sujet. On laissait seulement circuler l'opinion qu'elles seraient données par le roi ; ou que des pairs libéraux seraient créés en nombre suffisant pour

noyer dans leur Chambre même les Lords conservateurs et réactionnaires. De même que certains phénomènes, bruits ou apparitions, produisent d'autant plus d'effroi qu'ils restent plus mystérieux, la menace de ces fameuses garanties dont nul ne pouvait rien affirmer de certain, ne fut assurément pas sans influence sur le résultat des élections.

Mais ce qui frappe particulièrement le lecteur des discours de cette campagne, c'est un caractère de personnalité dans les attaques, que l'on n'avait pas coutume de rencontrer dans les campagnes électorales d'Outre-Manche. Plus que tout autre, M. Lloyd George se distingua par la virulence de ses diatribes personnelles dont beaucoup ont véritablement un caractère injurieux. Déjà, dans son discours de Limehouse, le 10 septembre, il ne s'était pas montré très tendre à l'égard du duc de Westminster. Le 9 octobre, « à Newcastle, il avait attaqué les Lords en bloc : « Il y a « un grand krack sur les ducs... Ils sont descendus de leurs « perchoirs. Ils grognent comme des cochers d'omnibus, « parce que ma charrette a fait tomber un des filets d'or de « leur vieux carrosse de gala... » Il va plus loin encore, le 3 décembre, au banquet donné en son honneur par le *National Labour Club*. Il compare la composition des deux Chambres : « Vous trouvez aux Lords des propriétaires et « des constructeurs de navires ; aux Communes, vous trouvez « non seulement des propriétaires et des constructeurs, mais « des hommes qui ont servi devant le mât... Vous trouvez « aux Lords des propriétaires de mines de charbon ; aux « Communes, vous trouvez des mineurs. Vous trouvez aux « Lords des membres des conseils d'administration de compagnies de chemins de fer ; aux Communes, vous trouvez, « outre cela, des hommes qui ont servi comme employés et « comme porteurs... » Et comme mis en verve par l'établissement de ces contrastes, il ne s'en tient plus à des généralités, il attaque directement et personnellement les adversaires de son parti. C'est Lord Lansdowne, qu'on a forcé à rejeter le Budget : « s'étant laissé prendre au piège, il s'est

« dit qu'il valait mieux manger le fromage que de l'abandonner à quelque autre rat ou souris. » C'est Lord Curzon of Kedleston : « Tout ce qu'on peut dire de lui, c'est qu'il est moins périlleux de lui laisser gouverner la Chambre des Lords que l'Inde ». Lord Cromer, ancien gouverneur de l'Égypte, qui a voté *pour* le Budget, « est l'homme qui, ayant trouvé une province dévastée par son gouvernement, désolée par la guerre, l'avait transformée, lorsqu'il la quitta, en une terre d'abondance et d'heureuse prospérité. » — Mais, par contre, Lord Milner, qui a voté *contre* le Budget et dont le mot d'ordre est : « au diable les conséquences ! », celui-là « avait trouvé une terre riante (l'Afrique du Sud) et prospérant par bonds ; quand il la quitta, après deux ans de mauvais gouvernement et de faux calculs, ce n'était plus qu'un désert brûlé et noirci. Il a un génie tout particulier pour conduire à leur ruine les pays et leurs institutions. » Lord Rothschild et Lord Revelstoke sont de grands exportateurs de capitaux britanniques et « d'excellents vendeurs. » Les discours des ducs de Rutland et de Beauford ont « un relent d'écurie ».

Le 31 décembre, à la manifestation libérale du Queen's Hall, il proclama : « La terre d'Angleterre n'est pas faite pour les perdrix, mais pour les paysans ! », et le 7 janvier, à Peckham, il ajouta : les Lords « n'ont jamais tant travaillé de leur vie. Ils ne sont pas habitués à un pareil effort et j'espère qu'ils tiendront... Ils vont avoir leur tour et nous allons, pour un temps, les mettre au moulin de discipline. »

Le Parlement ayant été dissous par proclamation royale du 10 janvier 1910, les élections s'ouvrirent par la nomination sans opposition de M. Joseph Chamberlain pour West Birmingham et de deux autres unionistes, et se terminèrent par la proclamation, le 14 février, des résultats pour les îles Orcades et Shetland.

Nous donnons ci-dessous le tableau des résultats des

élections générales de janvier 1910, comparés à la composition du Parlement, lors de son élection en 1906 et de sa dissolution.

Janvier 1906		à la dissolution		Janvier 1910	
Libéraux	377	} 513	373	} 397	274
Labour Party..	53		46		41
Nat. irlandais..	83		83		71
Conservateurs.	132	} 157	} 502	Nat. irlandais.	11
Lib ^x unionistes.	25			Nat. indépend.	229
				Conservateurs.	229
		Unionistes.	167	Lib ^x unionistes	43

Ainsi le parti libéral conservait le pouvoir, mais sa majorité était réduite des deux tiers. S'élevant théoriquement à 125 voix, elle tomberait à 42 si les nationalistes se retiraient. Elle disparaîtrait totalement si le Labour Party faisait acte d'indépendance. Il était évident que le parti irlandais tenait en mains la clef de la situation. Seul il pouvait assurer au gouvernement libéral une majorité suffisante ; or les nationalistes indépendants étaient ouvertement hostiles au Budget que M. Redmond lui-même et ses partisans n'avaient soutenu que dans l'espoir de voir enfin abolir le veto des Lords, seul grand obstacle qui restât encore à l'établissement du Home Rule.

Aussi, comme pour bien affirmer la prépondérance que le parti irlandais comptait prendre dans les décisions de la nouvelle Chambre, dès le 10 février, M. Redmond déclara à Dublin que le Gouvernement avait le devoir de présenter la question du veto des Lords avant celle du Budget. Agir autrement, serait de sa part un manquement aux promesses qui lui avaient valu l'appui des Irlandais.

La menace, quoique dissimulée, n'en était pas moins nette et avait une portée d'autant plus accentuée que, deux jours auparavant, le 8 février, la Conférence du Labour Party, à Newport, avait adopté une résolution exigeant l'abolition du veto et refusant toute réforme de la Chambre des Lords. Pis encore, le 17 février. M. Barnes, le nouveau président du Labour Party, publie, au nom de son parti,

une protestation contre l'intention que l'on prête au Gouvernement de reprendre le pouvoir sans avoir obtenu du roi des garanties contre le veto et de faire passer avant toute autre la question du Budget.

Le 21 février, Edouard VII ouvrait solennellement à la Chambre des Lords le troisième Parlement de son règne. Dans son « Adresse », il fit allusion, entre autres choses, à la situation financière actuelle dont il faudrait s'occuper le plus tôt possible et ajouta :

« My Lords and gentlemen : Des événements récents ont montré que des différends sérieux, dûs à des divergences réitérées d'opinion, se sont élevés entre les deux Chambres de la législature. Des propositions seront, dans le plus bref délai possible, déposées devant vous, pour définir les relations entre les Chambres du Parlement, de manière à assurer l'autorité sans partage des Communes en matière de finance, et leur prédominance en matière de législation... »

Or, lorsqu'au cours de la discussion de l'adresse, M. Asquith (1), — ayant parlé d'abord du Budget qu'il fallait voter à nouveau, de l'Emprunt de guerre de 1900 qu'il fallait rembourser, des Bons du Trésor émis à la suite du rejet du Budget et qui, échéant le 31 mars, devaient être renouvelés et dont le montant, en y comprenant 4 millions de livres avancés par la Banque d'Angleterre, s'élevait à £ 21.200.000 ; — lorsque M. Asquith eut fixé les vacances de Pâques et de la Pentecôte et qu'il eut enfin déclaré qu'alors on s'occuperait de la Chambre des Lords au sujet desquels une loi pourrait être votée avant la fin de la session, ... alors M. Redmond se leva : Les Nationalistes, déclara-t-il, sont à la Chambre uniquement pour aboutir au Home Rule. Aux dernières élections, ils ont appuyé de tout

(1) Quelques modifications avaient eu lieu dans le Ministère : M. Winston Churchill, ayant pris le portefeuille du Home Office, avait été remplacé au Board of Trade par M. Sydney Buxton, remplacé lui-même aux Postes et Télégraphes par M. Herbert Samuel.

cœur le Gouvernement parce que celui-ci leur avait promis l'abolition du veto des Lords, ce qui revient à promettre l'établissement du Home Rule. Si le Cabinet peut donner l'assurance que le Veto Bill passera dans l'année, alors les Nationalistes le soutiendront ; mais certainement, ils ne donneront rien pour rien.

La semaine qui suivit cette déclaration menaçante fut employée surtout en discussions pour et contre la Tariff Reform, au cours desquelles, le 24 février, le Gouvernement n'obtint qu'une majorité de 31 voix.

Enfin, après des discussions où l'attitude du parti nationaliste ne fit que s'accroître, M. Asquith, le 3 mars, éclaircit la situation. Il déclara que le Budget serait examiné *après* que le Gouvernement aurait proposé des « résolutions » établissant les relations entre les deux Chambres, et que, ces « résolutions » une fois adoptées par les Communes, le Ministère ne resterait pas au pouvoir s'il ne se sentait pas en mesure de faire voter le Veto Bill. Cela signifiait que le conflit éclaterait en mai, que des « garanties » seraient demandées au roi si les Lords s'opposaient aux « résolutions », et qu'en cas de refus de la part du roi, un nouvel appel serait fait au corps électoral.

Cependant, non sans quelque difficulté, les partis quelque peu hétérogènes qui constituaient la majorité gouvernementale finirent par se mettre d'accord et, le 27 avril, le Budget 1909-10 fut voté aux Communes par 324 voix contre 231. Le lendemain, 28 avril, après trois heures seulement de débat, la Chambre des Lords l'adoptait à l'unanimité. Sa promulgation par décret royal, le 29, permit enfin de reprendre la perception des taxes interrompue depuis les premiers jours de décembre 1909.

La Chambre des Lords comprenait trop bien que sa propre vie était en jeu pour ne point tenter un effort suprême. Ce n'est point au gouvernement bi-caméral, disaient les conservateurs, que les élections de janvier ont donné tort, mais

au principe de l'hérédité dans la Chambre Haute. Dans les circonstances actuelles, il constitue un anachronisme. C'est ce principe qu'il faut modifier. Et, comme pour donner au pays une belle preuve de courage et d'abnégation, voici que les Lords entreprennent leur propre réforme. Le 9 mars, Lord Rosebery en pose la base en proposant les trois résolutions suivantes :

1° Une seconde Chambre forte et efficace n'est pas seulement partie intégrante de la Constitution ; elle est nécessaire au bien de l'Etat et à l'équilibre parlementaire.

2° Le meilleur moyen d'obtenir une telle assemblée est de réformer et de reconstituer la Chambre des Lords.

3° Le préliminaire indispensable à cette réforme et cette reconstitution est le principe même que la possession d'une pairie ne suffira plus pour donner le droit de siéger et de voter à la Chambre des Lords.

Ces résolutions furent adoptées, le 22 mars, les deux premières à l'unanimité, la troisième par 176 voix contre 15.

Cependant, sans se préoccuper de cette velléité de conversion *in extremis*, M. Asquith déposait aux Communes le 21 mars, et faisait voter les 7 et 14 avril, 3 résolutions d'une tout autre nature :

1° Il convient qu'une loi enlève à la Chambre des Lords toute possibilité de rejeter ou d'amender un bill de finance, c'est-à-dire tout bill qui, dans l'opinion du Speaker (président de la Chambre des Communes), contient seulement des clauses relatives à la totalité ou à quelqu'un des articles suivants : imposition, rappel, remise, modification ou règlement de taxes, prélèvement sur les fonds d'Etat consolidés ou demande de crédits, affectation, contrôle ou règlement de fonds publics, émission, garantie ou remboursement d'emprunts, ou toute question se rapportant à l'un quelconque de ces sujets.

2° Il convient qu'une loi limite les pouvoirs de la Chambre des Lords relativement à tous les autres bills, en sorte que tout bill, qui aura été adopté par la Chambre des Com-

munes en trois sessions successives et rejeté trois fois par les Lords, « prenne force de loi sans le consentement de la Chambre des Lords dès que la Couronne y aura donné son assentiment. » Cependant, deux années au moins devront s'écouler entre la date du dépôt du bill et celle de son vote définitif à la Chambre des Communes. Sera considéré comme rejeté par la Chambre des Lords tout bill qu'elle n'aura pas adopté, soit sans amendement, soit avec les seuls amendements qui peuvent être adoptés par les deux Chambres à la fois.

3^o Il convient que la durée d'un Parlement soit limitée à 5 ans (au lieu de 7).

A la suite du vote de ces résolutions, M. Asquith déclara que si les Lords rejetaient la politique gouvernementale ou refusaient de la prendre en considération, le Cabinet se verrait dans l'obligation de « conseiller » à la Couronne de recourir aux mesures nécessaires pour que cette politique prît force de loi pendant cette même session parlementaire. De quelle nature serait le « conseil » en question ? Le moment n'était pas venu de le préciser, ; mais si le Gouvernement ne pouvait pas obtenir les garanties nécessaires, il démissionnerait ou demanderait la dissolution, mais dans des conditions qui assureraient l'exécution de la volonté populaire telle qu'elle se serait affirmée aux élections.

M. Balfour s'écria alors que cette déclaration était le résultat des longues négociations qui avaient eu lieu entre le Gouvernement et les Nationalistes. « Le Gouvernement « a acheté le vote des Irlandais et il l'a payé au prix de sa « dignité ».

Cependant, Lord Rosebery déposait, le 13 avril, à la Chambre des Lords, les résolutions suivantes :

1^o A l'avenir, la Chambre des Lords se composera de Lords de Parlement :

a) choisis par l'assemblée entière des pairs héréditaires parmi eux, et nommés par le roi ;

b) siégeant en vertu de leurs fonctions officielles ;

c) choisis en dehors de l'assemblée des Lords.

2° La durée des fonctions de tous les Lords de Parlement sera la même, sauf en ce qui concerne ceux qui siègent *ex officio* ; ceux-ci siégeront aussi longtemps qu'ils occuperont les fonctions qui leur confèrent un siège.

Ainsi, tandis que les radicaux, aidés ou, pour mieux dire, poussés par les travaillistes et les nationalistes irlandais, se montraient intransigeants, les Lords s'efforçant de se rallier la faveur populaire par la manifestation d'une bonne volonté et d'une largeur d'idées trop tardives, abandonnaient définitivement le principe d'hérédité et cherchaient à se reconstituer d'une manière plus conforme aux tendances modernes.

APPENDICE

Le lecteur trouvera ci-dessous un résumé succinct des discours les plus importants prononcés au cours de la campagne qui s'ensuivit.

3 décembre. — Au banquet offert en son honneur par le *National Liberal Club*, M. Lloyd George : Le rejet du Budget marque le début d'une des luttes les plus grandes et les plus grosses de conséquences des temps modernes. La suprématie appartiendra-t-elle à la Chambre des Lords dont l'insolence s'est accrue du fait de son immunité et qui n'est qu'une branche de l'organisation tory. Je n'accepterai pas, dit l'orateur, même pour une heure, de faire partie d'un cabinet libéral qui n'aura pas reçu pleins pouvoirs pour promulguer une loi assurant à la Chambre des Communes le droit de mettre en vigueur, dans une seule session parlementaire, ses mesures législatives, avec ou sans le consentement des Lords. Il compare la composition des deux Chambres. Il attaque personnellement et en termes d'une extrême violence, les Lords qui ont rejeté le Budget. « Chaque milligramme de liberté est plus précieux que du radium ? Or, pour que les Communes aient le droit de voter les crédits en redressant les injustices sociales, l'Angleterre fut autrefois inondée de sang ». Les Anglais ont-ils l'intention de renoncer à ce droit sans lutter ?

3 décembre. — Assemblée annuelle du *Liberal Unionist Council* au Drill Hall, à Plymouth ; plus de 7.000 auditeurs. Lord Lansdowne déclare que le Gouvernement a perdu le contact avec le peuple. Il dénonce les nouvelles taxes projetées. Les questions en litige sont : la Tariff Reform, le Gouvernement uni-caméral, les progrès du Socia-

lisme. Au sujet du rejet par les Lords, il demande : Quelle est la valeur d'un droit qui ne s'exerce jamais ? Si l'on reconnaît aux Communes seules le droit de voter les budgets, un bill de finance pourra prononcer la dissolution de l'union avec l'Irlande ou le désétablissement de l'Eglise. Les Lords luttent pour les libertés du peuple. Ils ont fait appel au peuple et attendent le résultat avec confiance.

4 décembre. — A Leith, *Sir Edw. Grey* : Le conflit était à prévoir depuis les dernières élections. Les Lords n'ont attendu que pour pouvoir choisir leur propre terrain. Les droits des Communes sur le vote des crédits sont la base fondamentale des libertés anglaises. Le parti libéral luttera jusqu'au bout et exigera que ces droits puissent s'exercer sans aucun contrôle et qu'un gouvernement libéral puisse gouverner dans des conditions justes et équitables. Les élections seront grosses de conséquences formidables qui prendront un développement plus grand qu'on ne saurait l'imaginer. Mais le parti libéral lutte pour la liberté ; il a confiance dans le peuple avec l'appui duquel il vaincra.

6 décembre. — A Manchester, *M. Winston Churchill* souligne les dangers qu'entraînerait pour l'industrie du coton l'élévation des prix de revient, conséquence de tarifs protecteurs. Les exportations pour novembre 1909 dépassent de £ 4.174.000 celles de novembre 1908. Depuis 4 ans, 15 millions de livres ont été placés dans les filatures du Lancashire, fournissant du travail à 55.000 ouvriers. Ce sont justement les articles pour l'importation desquels on a construit le canal de Manchester que la Tariff Reform taxerait. Si l'étranger doit payer les droits, pourquoi M. Balfour a-t-il promis l'importation libre du coton ?

7 décembre. — A Bolton, *M. Winston Churchill* signale que, depuis 40 ans, le nombre moyen des Lords qui ont pris part aux votes n'est que de 110 sur 600 environ.

8 décembre. — A Liverpool, *M. Winston Churchill* : Que faut-il taxer, la richesse ou les salaires ? Le capital et le revenu de la nation augmentent rapidement. Depuis 10 ans, le revenu a augmenté de £ 100 par individu ; les salaires n'ont augmenté que d'une livre. Est-ce là le résultat du libre-échange ? Non, car, en réalité, les salaires sont plus élevés en Grande-Bretagne que dans les pays protégés d'Europe, et la vie y est moins chère. Il établit par des chiffres qu'un système protecteur serait insuffisant pour fournir les ressources nécessaires à l'Etat.

9 décembre. — A Crewe, *M. Winston Churchill* : Le Budget est nécessaire pour les réformes sociales et, en particulier, pour les assurances nationales et les bourses du travail. C'est le Budget du Peuple ; il inaugure les réformes foncières et déjà, au point de vue de la tempérance, ses bienfaits se font sentir, car la consommation du whisky a sensiblement diminué.

11 décembre. — A Oldham, *M. W. Churchill* ridiculise l'insuffisance des déclarations toujours vagues de M. Balfour.

8 décembre. — Le *Birmingham Daily Post* publie, probablement sous l'inspiration de M. Jos. Chamberlain, le programme de réforme

fiscale d'un gouvernement unioniste. Les divers droits proposés produiraient de 16 à 20 millions et les frais de perception ne s'élèveraient qu'à 250.000 livres.

9 décembre. — A Carnarvon, *M. Lloyd George* prononce deux discours, en partie en gallois, dans lesquels il défend son Budget et surtout la nécessité des évaluations. Le château de Lord Bute à Cardiff n'est taxé que sur £ 924 par an ; « tout à côté, une petite boutique de tailleur », d'une superficie de 400 yards carrés, est taxée sur £ 947. A Carnarvon, on voulait acheter pour en faire un cimetière, un terrain taxé sur £ 2 par acre ; le propriétaire en a demandé £ 847. Nous voyons avec joie approcher « la lutte ; la liberté ne descend pas du ciel « comme la manne ; si on l'a conquise, c'est pas à pas, en foulant le « sable des déserts, en livrant combat aux ennemis, en traversant le « Jourdain, en chassant du pays les Jébuséens. » La race anglaise n'a à craindre qu'une seule chose : la stagnation. Une fois l'orage passé, les pauvres auront à leur portée quelque chose qui adoucira la rigueur de leur sort. (Ce discours fut violemment attaqué par les Unionistes qui contestèrent l'authenticité des exemples donnés : « la petite boutique de tailleur », entre autres, était, en réalité, un grand magasin de nouveautés très prospère établi dans une des rues principales de la ville.)

10 décembre. — A l'Albert Hall, grand discours-programme de *M. Asquith* devant 10.000 auditeurs (voir texte ci-dessus).

10 décembre. — Grand discours de *M. Balfour* aux électeurs de la City. Le Budget, dit-il, est la principale question proposée aux électeurs. Mais le Gouvernement prétend donner à la Chambre des Communes le pouvoir sans contrôle sur la nation. Trois questions se posent : N'est-il pas nécessaire de faire appel au peuple dans certains cas ? Ne nous trouvons-nous pas en présence d'un de ces cas-là ? Existe-t-il un autre moyen de faire appel au peuple ? Les attaques actuelles contre la Chambre des Lords ne sont que le point culminant d'un long complot tramé en vue d'arriver au gouvernement uni-caméral. Ce complot ingénieux n'a pas réussi. Le système uni-caméral est incompatible avec le fonctionnement démocratique d'un gouvernement représentatif. L'orateur conclut en déclarant que le maintien de l'Empire, de l'Union et de la Constitution est la grande obligation traditionnelle du parti unioniste.

16 décembre. — A Oldham, *Lord Curzon* défend la Chambre des Lords : Les aptitudes politiques sont héréditaires dans beaucoup de grandes familles anglaises. C'est le principe de l'hérédité qui permet à la Chambre des Lords de représenter le sentiment permanent, les dispositions permanentes du peuple anglais. Mais il y a dans cette Chambre des éléments non héréditaires ; 170 de ses membres ont fait partie des Communes ; 200 ont servi dans l'armée ou la marine ; 70 ont servi en Afrique du Sud. S'il n'y a pas d'ouvriers à la Chambre des Lords, — et pourquoi n'y en aurait-il pas ? — il n'y a pas de grands généraux ni d'anciens gouverneurs coloniaux aux Communes. Depuis 1831, on a créé 255 pairs libéraux et 181 pairs conservateurs.

Renan n'a-t-il pas dit que toute civilisation est l'œuvre des aristocraties ? Maine n'a-t-il pas dit que, sous un régime démocratique, l'Angleterre n'aurait jamais vu la Réforme et nombre d'autres grandes transformations politiques ou économiques ? Non seulement les Lords ont le droit de rejeter les money-bills, mais une Chambre des Communes non contrôlée serait un péril pour l'Angleterre.

16 décembre. — Au Queen's, Hall, Londres, *M. Lloyd George* s'adresse particulièrement aux non-conformistes : Ce sont eux qui ont assuré aux Communes le contrôle des crédits. Ils luttent pour la liberté de conscience. Les Lords leur sont essentiellement hostiles. Renan a été cité par Lord Curzon ; mais le Charpentier de Galilée a exercé une influence autrement grande sur ce qu'il y a de meilleur et de plus élevé dans la civilisation. Dans les campagnes anglaises, on voit souvent un château aristocratique à côté duquel s'élève une vilaine petite chapelle en brique rouge ; « c'est le seul endroit du village qui ose tenir tête au château ». Les non-conformistes ont libéré les fermiers gallois de la tyrannie de leurs landlords.

17 décembre. — A Sheffield, *Lord Cromer*, président des *Free Trade Unionists*, demande à ses partisans de voter pour les Unionistes, dans l'intérêt de la défense nationale, de l'Union, de l'Eglise, et pour le maintien d'une seconde Chambre. Tout en reconnaissant la nécessité d'une réforme, il s'étend sur les mérites de la Chambre des Lords, notamment en matière de politique étrangère et impériale.

17 décembre. — A Derby, *Lord Curzon* expose les mérites de la Tariff Reform et les besoins urgents de la défense nationale, surtout contre l'Allemagne. Le programme libéral d'aujourd'hui n'est qu'une répétition du vieux programme de Newcastle.

17 décembre. — A Huddersfield, *Lord Milner* dénonce les dangers du gouvernement uni-caméral. Il fait remarquer que, sur 14 millions de ressources nouvelles présentées par le Budget, 6 millions seraient produits par les taxes sur la bière, le tabac et les spiritueux. Le peuple ne paierait pas plus sous un régime protecteur. En surchargeant les riches d'impôts, on aggraverait le chômage. Ce qui importe, c'est d'augmenter la production de la nation et de l'Empire.

18 décembre. — A Leeds, *Lord Cawdor* : Est-ce par imitation de la Bulgarie et de la Grèce que le Gouvernement veut se débarrasser de la seconde Chambre ? Si l'on donne le Home Rule à l'Irlande, comment l'Angleterre pourra-t-elle empêcher l'établissement d'une base navale à Belfast ? Les exportations allemandes ne cessent d'augmenter. Il est urgent que nous nous assurions les marchés coloniaux.

21 décembre. — Au Reform Club de Liverpool, *M. Asquith* répond aux arguments des Lords Cawdor et Curzon et de MM. Balfour et Chamberlain. La question d'un gouvernement uni-caméral n'est pas en cause ; il s'agit seulement de savoir si la Chambre des Lords doit garder la suprématie quand un gouvernement libéral est au pouvoir.

A Birkenhead, *M. Asquith* passe en revue l'œuvre accomplie par le Gouvernement, déclare que l'attitude des Unionistes à l'égard des retraites pour la vieillesse constitue le chapitre le plus honteux des

Annales politiques de la Grande-Bretagne », défend longuement le Budget et la politique libre-éclangiste et dénonce les variations constantes des protectionnistes.

21 décembre. — A Burnley, *Lord Curzon*, tout en admettant la nécessité de réformer les principes d'hérédité, défend la Chambre des Lords. Il préconise la coopération des classes au lieu de la lutte des classes.

22 décembre. — Au Congrès Libéral gallois, à Cardiff, *M. Lloyd George* : Les Lords voient qu'ils se sont trompés : il est trop tard. Le Pays de Galles a contre eux un grief particulier, car ce sont eux qui se sont opposés au désétablissement de l'Eglise galloise.

A Swansea, *M. Lloyd George* insiste sur les dangers que la Tariff Reform ferait courir au commerce maritime anglais ; il expose les projets du Gouvernement à l'égard des travailleurs. « Le Gouvernement, dit-il, veut expulser la faim de la civilisation britannique ».

13-24 décembre. — Dans une série de lettres au *Daily Mail*, le socialiste *Robert Blatchford* décrit les préparatifs de l'Allemagne pour la guerre et attribue au Gouvernement allemand des intentions absolument hostiles à l'égard de l'Angleterre.

22 décembre. — Les élections générales sont fixées au 15 janvier.

1^{er} janvier. — A Reading, *M. Lloyd George* constate que les Colonies approuvent le Budget ; il déclare que « la base des difficultés de notre système social, c'est le caractère précaire de la vie » et fait entrevoir l'assurance contre le chômage.

3 janvier. — Dans le Haddingtonshire, *M. Asquith* défend la politique du Gouvernement qui a instauré un système de défense impériale bien établi ; il déclare que « notre situation navale est maintenant d'une supériorité inattaquable ».

3 janvier. — A Hereford, *M. Austen Chamberlain* fait l'éloge de la « politique constructive » des Unionistes : Union de l'Empire, puissance de la marine, Tariff Reform. et attaque le Budget qui est le commencement de la nationalisation de la terre.

4 janvier. — A Brighton, *M. Asquith* tourne en ridicule les discours prononcés par les Lords et défend les taxes foncières. Le total des ventes enregistrées au Stock Exchange en 1908 s'élevait à £ 5.620.000 ; il est monté à £ 6.344.000 en 1909 et, dans cette même année, les demandes de capitaux ont été plus fortes que jamais sauf en 1908. Le Budget actuel a été pesé et examiné avec plus de soin qu'aucun autre. Le Gouvernement lutte pour les principes fondamentaux du Gouvernement représentatif.

4 janvier. — A Hanley, *M. Balfour* : Jamais les idéaux des deux grands partis politiques n'ont été aussi divergents. De leur conflit dépend la sécurité actuelle et le développement futur de l'Empire britannique qui ne peut être sûr du lendemain que s'il possède la suprématie navale. A quoi bon exciter une irritation inutile contre une grande puissance amie ? J'admire beaucoup l'Allemagne, je voudrais que nous profitons de son expérience. Les hommes d'Etat et diplomates des autres nations sont unanimes à dire qu'un conflit

est inévitable tôt ou tard entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne. Je ne suis pas de leur avis. Mais ils ajoutent que le peuple britannique ne se rend pas compte de ses responsabilités et sera certainement battu. Des Allemands éminents ont même déclaré : « Croyez-vous que nous permettrons jamais à la Grande-Bretagne d'adopter la Tariff Reform ? » Cela me fait bondir ! Je ne veux pas croire à la guerre ; mais l'unique façon de sauvegarder la paix, c'est de s'assurer la victoire en cas de guerre. De plus il faut nous organiser pour le commerce aussi bien que pour notre défense. La Grande-Bretagne ne peut plus, comme c'était l'aimable rêve de nos ancêtres, être l'unique puissance manufacturière du monde. La rivalité est inévitable ; faut-il nous y préparer ? On nous dit que c'est aujourd'hui la lutte entre le Protectionnisme et le Socialisme ; c'est exact, mais dans un sens plus profond. Les Socialistes ne voient pas que la base de toute vie nationale effective, de toute réforme sociale, c'est la confiance qui maintiendra le capital dans le Royaume-Uni et y favorisera l'initiative. Un système fiscal protecteur a toujours eu pour résultat une augmentation du commerce intérieur et extérieur ; il stimule la production et augmente les bénéfices à distribuer. Si le peuple britannique ne profite pas de l'occasion actuelle, il aura mérité son malheur. Mais je considère aussi les effets de la Tariff Reform pour les Colonies ; celles-ci nous ont montré l'exemple ; refuserons-nous de le suivre ? Que les travailleurs et les citoyens de toutes classes réfléchissent bien à la question et puisse 1910 être le début d'une ère nouvelle !

7 janvier. — A Bath, *M. Asquith*, et à Peckham, *M. Lloyd George* répondent à ces discours. *M. Asquith* : Le chef de l'Opposition a essayé de ressusciter les craintes au sujet de l'Allemagne, qui cependant étaient tombées à plat. Jamais, de mémoire d'homme, la défense de nos côtes n'a été aussi bien assurée qu'aujourd'hui. Quant au Budget, la nation conservera-t-elle son système fiscal ou livrera-t-elle à un groupe irresponsable de partisans l'ensemble de notre organisme législatif ?

M. Lloyd George : Le discours de *M. Balfour* est le dernier sursaut d'un désespéré qui voit sa cause perdue : Les guerres ont toujours été faites par ceux qui les croyaient inévitables. Après avoir détruit la Constitution, voici que les Unionistes se préparent à détruire le système fiscal et à risquer une guerre avec une puissance européenne ; et tout cela, pour échapper à l'évaluation foncière !

6 janvier. — A Pontnewydd, *M. Mac Kenna*, premier lord de l'Amirauté : *M. Balfour* accuse le Gouvernement de vivre sur les navires et les approvisionnements accumulés par ses prédécesseurs. Or les crédits de cette année-ci sont plus élevés que ceux votés sous *M. Balfour* ; le Gouvernement a commandé des navires plus puissants et en plus grand nombre que ceux commandés par les Conservateurs. Si l'on considère le programme Cawdor, on verra qu'à l'heure actuelle, *M. Balfour* aurait construit ou commandé 16 cuirassés ; le Gouvernement en a construit ou commandé 16, mais beaucoup plus puissants. A l'heure actuelle, la Grande-Bretagne a 7 dreadnoughts en construc-

tion, l'Allemagne en a 2. Quand l'Allemagne en aura 4, la Grande-Bretagne en aura 10 ; elle en aura 20 quand l'Allemagne en aura 13. Cela nous conduit au 31 mars 1912. Nul doute, que l'an prochain, les chiffres du programme britannique ne soient aussi satisfaisants.

4 janvier. — A Manchester, *Lord Curzon of Kedleston* : Réduire les Lords à l'impuissance serait accomplir une révolution comme on n'en a pas vue depuis la Guerre Civile. Il peut se faire qu'un Ministère ne représente pas la Chambre des Communes, encore moins la volonté populaire ; c'est pourquoi il faut une seconde Chambre plus forte. Dans l'industrie cotonnière, l'Angleterre se voit distancée par les nations étrangères ; le remède, c'est la réforme douanière.

5 janvier. — A Liverpool, le *marquis de Lansdowne* défend les Lords. Le Lord Chancelier lui-même a reconnu que les Lords ont le droit de traiter des lois de finance. Ce que le Gouvernement veut, c'est démolir la machine constitutionnelle et soumettre le pays à la volonté d'une majorité de hasard aux Communes et à celle du ministère. Sans doute, la Chambre des Lords présente des défauts. Il nous faudrait une Chambre composée de pairs qualifiés par leurs antécédents, élus par le corps général des Lords ou créés à vie.

7 janvier. — A Salisbury, le *marquis de Lansdowne* accuse les orateurs libéraux de semer la haine des classes. Sous un gouvernement uni-caméral, aucune institution, aucun intérêt britannique ne sera garanti. Si le gouvernement libéral entreprend la réforme de la Chambre des Lords, où trouvera-t-il le temps de s'occuper d'autre chose ?

7 janvier. — A Brighton, *Lord Curzon of Kedleston* : En rejetant le Budget, les Lords ont attiré l'attention du public sur la question du gouvernement uni-caméral. MM. Asquith et Haldane et Sir E. Grey passent pour modérés ; mais MM. Lloyd George et Churchill montrent le véritable caractère et l'étendue de la politique gouvernementale. Les socialistes de Grande-Bretagne et de l'étranger y applaudissent ; libéraux et socialistes se sont mis d'accord pour éviter les élections à 3 candidats.

9 janvier. — A Manchester, manifestation en faveur du Home Rule. *M. Redmond* demande aux Irlandais d'Angleterre, de Galles et d'Ecosse de voter pour l'abolition des Lords. C'est aux Lords que l'Irlande doit toutes ses souffrances. Abolir leur veto, c'est ouvrir la route au Home Rule. Tout ce que l'Irlande demande, c'est la liberté qu'on a accordée au Transvaal. Que les électeurs irlandais de Grande-Bretagne ne se laissent pas influencer par les catholiques anglais et le duc de Norfolk ! Les catholiques anglais sont les pires ennemis de l'Irlande !

10 janvier. — A Aberdeen, *M. Balfour* : La tendance moderne du développement des nations, c'est la consolidation ; le Home Rule, au contraire, c'est la dissociation. Quant à la Tariff Reform, le système fiscal allemand a-t-il étranglé l'industrie allemande ? L'Allemagne trouve du travail pour ses ouvriers ; les Etats-Unis en trouvent pour les immigrants. Nous, nous avons pléthore de chômeurs et nos capitaux émigrent par millions. Les électeurs soutiendront-ils un gou-

vernement dont les expériences sont contraires aux leçons de l'expérience et qui oppose les classes l'une à l'autre !

10 janvier. — A East Fife, *M. Asquith* : En rejetant le Budget, les Lords n'ont pas hésité à violer la Constitution pour sauver la cause de la Tariff Reform. Le Libre-Echange et le gouvernement populaire sont en jeu. La possession d'un veto sans limite par une seconde Chambre entachée de partialité est un obstacle insurmontable à la législation démocratique. Si ce veto n'est pas limité, c'en est fait des grandes réformes sociales que le parti libéral avait en vue.

11 janvier. — A Glasgow, *M. Balfour* : Le Gouvernement libéral nous a donné un déficit de 16 millions de livres et un Budget qui ne le comble pas. Le Premier Ministre s'occupe surtout des défectuosités de la seconde Chambre ; son but véritable, c'est de la supprimer, car c'est à cela que revient l'abolition du veto. Or le veto ne s'exerce pas contre le peuple, mais contre les Communes. La monarchie, basée sur le principe de l'hérédité, est essentielle à l'existence de l'Empire. Une seconde Chambre élue ne manquerait pas d'exiger des pouvoirs égaux à ceux de la première.

11 janvier. — A Ipswich, *M. Asquith* : Toute grande nation vit dans des conditions sociales qui lui sont particulières. La question n'est pas de savoir si le Libre-Echange peut convenir à certaines autres nations, mais s'il nous convient à nous. Dans un pays insulaire, qui possède la suprématie industrielle, qui est le grand banquier, le grand assureur et le premier agent de transports du monde, il faut garder le marché ouvert et éviter toute taxe susceptible de troubler l'industrie ou de gêner l'alimentation du peuple. Ce n'est pas au protectionnisme que l'Allemagne et les Etats-Unis doivent leur progrès.

11 janvier. — A South Shields, *Sir Wm Robson*, attorney-general, fait un exposé historique de la question du rejet et démontre que les Lords ont le devoir de voter les lois de finance. Si les Lords s'arrogent le droit de rejet, ils s'arrogeront un pouvoir que le roi ni les Communes n'ont jamais exercé : prérogative royale de dissolution, contrôle suprême de la législation commerciale et financière.

13 janvier. — A Bradford, *M. Asquith* : On avait prédit la mort de certaines industries. Depuis 1903, ces prédictions se trouvent démenties ; grâce à notre système fiscal, nous avons amorti notre dette alors que d'autres pays émettaient des emprunts.

CHAPITRE XX

Mort d'Edouard VII (6 mai 1910).

Avènement de George V.

Echec de la Conférence parlementaire.

Chacun des partis agissant de son côté, on prévoyait déjà que, vers la fin de juin, la situation politique se résoudrait par un *deadlock* qui mettrait les Conservateurs dans une position inextricable, quand un événement que rien ne permettait d'envisager se produisit.

Lorsqu'en mars, le roi Edouard VII, se rendant à Biarritz, s'était arrêté à Paris, il avait pris froid, dit-on, en assistant à une représentation de *Chantecler*. A Biarritz, il semblait cependant s'être remis de cette indisposition. Toutefois, lorsque, le 27 avril, il rentra à Buckingham-Palace, on constata que sa santé ne paraissait pas si bonne que d'habitude. Il était pâle et semblait fatigué quand il visita, deux jours après, l'exposition de la *Royal Academy*. Le 2 mai, il dut garder la chambre, mais accomplit ses travaux habituels ; le 5 mai, il discuta les détails de la réception prochaine du Prince Fushimi du Japon. Cependant, dans l'après-midi, un bulletin médical annonça qu'il souffrait d'une bronchite et que son état « causait quelque anxiété ». Le soir même, la reine arrivait de Corfou et se rendait en

hâte au Palais. Le lendemain matin, 6 mai, la santé du roi ne s'était pas améliorée et, disait le bulletin, « donnait lieu à de graves inquiétudes ». Mais le roi se leva et expédia les affaires courantes. A 1 heure, il déclara : « Je ne céderai pas : je veux continuer, je veux travailler jusqu'au bout ! » Cependant des accès de toux violents l'épuisaient. Le bulletin de 6 heures du soir annonça que son état était devenu critique. A 9 h. 1/2, la foule inquiète et silencieuse, massée aux abords de Buckingham-Palace, apprit que le prince et la princesse de Galles, la princesse royale et la princesse Louise passeraient la nuit au Palais, et que le primat d'Angleterre avait été mandé d'urgence. A 11 h. 45, un dernier bulletin annonça : « Le Roi est mort ».

Une des plus grandes, une des plus populaires figures venait de quitter la scène du monde. Edouard le Pacifique, comme on le nommait déjà, fut sincèrement pleuré non seulement par son propre peuple, mais par toutes les grandes nations du globe. La France perdait en lui un ami qui la comprenait et qui l'aimait profondément. Il avait, à son avènement, trouvé une Europe troublée et dans laquelle la moindre rupture d'équilibre risquait à chaque instant d'entraîner les plus terribles conflits. Il avait transformé la politique étrangère de la Grande-Bretagne. Grâce aux alliances que son tact diplomatique avait su combiner, il laissait à sa mort les états de l'Europe plus calmes, mieux équilibrés et dans des dispositions de bonne volonté mutuelle que seule l'ambition démesurée d'une Puissance éblouie par sa force et sa prospérité devait anéantir.

Dès le 24 mars 1909, Sir Edw. Grey, que ses fonctions mettaient mieux que quiconque à même d'apprécier les qualités de son souverain, avait déclaré aux Communes :

« C'est une pratique universellement admise que le travail du roi en matière de politique étrangère se fasse par le Foreign Office, uniquement et exclusivement par

« le Foreign Office. Qu'il me soit permis de dire qu'aucun
« souverain n'a observé cette règle constitutionnelle plus
« fidèlement, plus religieusement que le roi actuel. Je
« sais qu'il en est ainsi pour le Foreign Office, et je suis
« persuadé qu'il en est de même pour les autres départe-
« tements. Les visites du roi aux cours et aux nations
« étrangères ont été précieuses parce que le roi possède en
« lui un don spécial qui n'a, je crois, jamais été surpassé,
« d'inspirer aux gouvernements et aux peuples parmi les-
« quels il se rend l'impression du bon vouloir et des bonnes
« dispositions du peuple anglais ».

Le 11 mai, M. Asquith, proposant aux Communes les résolutions de condoléances officielles, prononça d'une voix émue l'éloge funèbre du grand roi qui venait de mourir :
« Dans les affaires extérieures, il s'est continuellement et
« diligemment appliqué avec toute sa puissante influence
« personnelle à éviter, non seulement la guerre, mais
« toutes les causes, tous les prétextes de guerre ». A l'intérieur, on le reconnaissait universellement comme « un
« arbitre d'expérience mûre, de tempérament judicieux, à
« la fois fervent adorateur de nos traditions et gardien
« fidèle de nos libertés constitutionnelles... Son devoir
« envers l'Etat passait toujours avant toute autre considé-
« ration... Il aimait ses peuples, en Grande-Bretagne et
« au-delà des mers. Leurs intérêts étaient les siens ; leur
« renommée était la sienne. Il n'existait pas en dehors
« d'eux... Il a laissé à ses peuples un souvenir et un
« exemple qu'ils n'oublieront jamais, le souvenir de grandes
« capacités magnifiquement employées, un exemple que
« le plus humble de ses sujets gardera comme un trésor et
« s'efforcera de suivre, l'exemple de la simplicité, du cou-
« rage, du désintéressement et du dévouement absolu,
« jusqu'aux derniers moments de sa vie, à son travail, à
« son devoir, au service du pays ».

Au nom du parti conservateur, M. Balfour déclara :
« Le roi Edouard fut un grand monarque... Il fit ce que

ni Ministre, ni Cabinet, ni Ambassadeur, ni traité, ni protocole ou entente, ni débats, banquets ou discours, n'avaient été capables d'accomplir. Par sa seule personnalité, ce monarque sut faire comprendre à des millions d'individus du continent, et comme nous n'eussions pu le faire nous-mêmes, les véritables sentiments d'amitié que professe à leur endroit le peuple sur lequel régnait Edouard VII. »

Au nom du Labour Party, M. Enveh Edwards (député travailliste de Hanley) rendit hommage au grand roi défunt qui a travaillé ardemment au soulagement des pauvres. Le peuple sent qu'en lui il a perdu un ami fervent. Dans les plus humbles foyers, à travers l'Empire tout entier, le chagrin sera sincère et profond.

Mais l'éloge le plus touchant qu'on puisse peut-être trouver de ce roi si universellement regretté, c'est un orateur révolutionnaire qui l'avait prononcé. Le 8 mai, au cours d'un meeting populaire, à l'heure où l'on venait d'annoncer l'état critique du souverain, William Crooks avait déclaré :

« Je suis peut-être un de ceux qui se trouvent en savoir
« plus long que les autres sur le roi. Je sais, je sens que la
« paix du monde est assurée dans ses mains et qu'il est le
« plus grand homme d'Etat que possède l'Europe au mo-
« ment où je parle. Vous me demanderez pourquoi je
« l'aime ? Est-ce parce qu'il est puissant ? Non : c'est
« parce que je sais qu'il aime les pauvres gens... Il est au-
« dessus des tories, au-dessus des libéraux, au-dessus des
« socialistes. Nous aimons à porter nos yeux, tout en haut,
« vers lui, comme vers notre père à tous, à nous dire qu'il
« est là, qu'il nous regarde et qu'il est content de nous
« voir livrer chacun notre bataille selon nos moyens et
« comme nous l'entendons. Je prie Dieu de tout mon cœur
« de nous le conserver ».

Au premier conseil privé qu'il tint après son avènement, Edouard VII avait dit : « Tant que j'aurai un souffle, je
« travaillerai au bien de mon peuple ». Il tint parole et,

moins de douze heures avant sa mort, il déclarait : « Je veux travailler jusqu'au bout ! » Au milieu des circonstances, tant intérieures qu'extérieures, les plus difficiles, il travailla, pendant tout son règne, au bien de son peuple et à la paix du monde.

L'Empire britannique fit à son souverain bien-aimé des funérailles d'une magnificence, d'une somptuosité solennelles. 48 souverains et personnages royaux, parmi lesquels se trouvaient le roi George V, l'Empereur d'Allemagne, le duc de Connaught, les rois de Norvège, de Grèce, d'Espagne, de Bulgarie, de Danemark, de Portugal et de Belgique, les princes héritiers de Turquie, de Roumanie, de Serbie et de Monténégro, le grand-duc Michel de Russie, le duc d'Aoste, le prince-consort de Hollande, etc, formaient à la prolonge d'artillerie sur laquelle était placé le cercueil, enveloppé dans l'Etendard Royal, une escorte telle que l'Histoire n'en vit probablement jamais.

Mais le spectacle de la foule était peut-être plus impressionnant encore. Celui qui a eu l'heur de voir ces millions d'êtres, accourus au cours de la nuit et dès les premières heures du jour, pour rendre un dernier hommage au souverain qu'ils chérissaient, attendre patiemment des heures entières, sans bruit, sans cris, sans tumulte, puis au passage du cercueil royal, tomber à genoux, hommes et femmes de tous âges et de toutes conditions, dans un silence que seuls des sanglots interrompaient ; celui-là a pu se rendre compte de l'attachement du peuple anglais à ses traditions séculaires ; il a pu comprendre que ce peuple, qui s'aime lui-même dans l'amour qu'il professe pour son roi et pour ses institutions, était moins divisé qu'on pouvait le croire, et que si, un jour, la patrie était menacée, il saurait oublier ses dissensions intestines, quelles qu'elles fussent, pour opposer un front uni au danger commun de l'Empire.

Par suite de la mort subite, le 14 janvier 1893, du duc de Clarence, fils aîné du prince Edouard, le prince

George était devenu héritier, après son père, du trône de Grande-Bretagne. Il avait alors 27 ans et servait dans la marine britannique. Il dut dès lors diriger son activité vers la politique et, à l'avènement d'Edouard VII, assumer les charges et les fonctions officielles dont son père s'était si longtemps acquitté. Lorsque l'heure vint où, à son tour, il monta sur le trône, on peut dire que jamais aucun souverain n'avait autant voyagé et ne connaissait aussi bien que lui l'Empire sur lequel il allait régner. En qualité d'aspirant de marine il avait, en 1880-81, avec son frère aîné, fait le tour du monde sur la *Bacchante* ; en 1902, il avait ouvert le premier Parlement de la République d'Australie et était revenu par l'Afrique du Sud, le Canada et Terre-Neuve ; en 1905-6, il avait visité l'Inde ; en 1908, il se rendait au Canada à l'occasion du tri-centenaire de Québec. — Il avait épousé la princesse Marie-Victoria de Teck, que sa destinée appelait certainement à régner sur le trône d'Angleterre, puisqu'elle avait d'abord été fiancée au duc de Clarence.

Le 22 juin 1911 eut lieu dans l'abbaye de Westminster, la cérémonie officielle du couronnement de George V et de la reine Mary. Il est à noter à ce sujet que, par un bill voté aux Communes le 29 juillet, et aux Lords le 3 août 1910, la Déclaration solennelle que, depuis 1678, les rois d'Angleterre prononçaient lors de leur couronnement, fut modifiée. L'ancienne déclaration, adoptée à une époque de complots catholiques réels ou supposés, n'avait plus aucune raison d'être. Elle contraignait, en particulier, le nouveau souverain à déclarer que « dans le Sacrement de la Cène du Seigneur, il n'existe aucun Transsubstantiation des éléments de Pain et de Vin en le Corps et le Sang du Christ, soit pendant, soit après la consécration de ces éléments par qui que ce soit », et que « l'Invocation ou l'Adoration de la Vierge Marie ou de tout autre saint, ainsi que le Sacrifice de la Messe, tels qu'ils sont en vigueur dans l'Eglise de Rome, sont des pratiques de superstition et d'idolâtrie ».

Cette déclaration, pour laquelle Edouard VII n'avait pas caché sa répugnance, fut considérée à bon droit comme une sorte de provocation et d'injure à l'adresse des 12 millions de catholiques que compte l'Empire britannique. Elle fut, après d'assez longs débats et non sans une sérieuse opposition, remplacée par la Déclaration suivante :

« En présence de Dieu, solennellement et sincèrement, je professe, témoigne et déclare que je suis un fidèle Protestant et que, conformément au but véritable des ordonnances qui assurent la succession protestante du Trône de mon Royaume, je soutiendrai et maintiendrai ces ordonnances dans toute la mesure de mon pouvoir ».

La mort d'Edouard VII avait surpris le Parlement britannique au milieu de la courte trêve qu'il s'était accordée à l'occasion des vacances de Pâques. Lorsqu'il se réunit de nouveau le 8 juin, il se trouva en présence d'un programme nouveau et d'une situation nouvelle. Il fallait voter divers bills afférents à l'avènement de George V au trône et, par respect pour le nouveau roi, pour ne pas assombrir les débuts de son règne par des dissensions politiques, des efforts sincères furent accomplis par les deux partis pour arriver à un compromis.

Dès le 8 juin, le *Times* annonça que le Ministère était prêt à proposer la réunion d'une conférence avec les leaders unionistes, et le 17 juin, cette conférence officiellement constituée tint sa première séance. Elle comprenait 8 membres : MM. Asquith, Lloyd George et Birrell et Lord Crewe pour le Gouvernement ; MM. Balfour et Austen Chamberlain, les Lords Lansdowne et Cawdor pour l'Opposition. Mais, le 10 novembre, la Conférence constitutionnelle tint sa vingt-et-unième et dernière séance qui dura une heure et demie et à l'issue de laquelle le Premier Ministre autorisa la publication du communiqué suivant :

« La Conférence réunie pour examiner la question cons-

titutionnelle est arrivée à son terme sans obtenir un accord. Tous ses membres sont d'avis que les conditions dans lesquelles elle s'est réunie s'opposent à ce qu'une révélation quelconque soit faite, tant sur le cours de ses négociations que sur les causes qui ont déterminé son dénouement ».

En même temps, le Gouvernement annonçait que des élections générales auraient lieu en décembre et, dès le lendemain, M. Asquith se rendait à Sandringham pour obtenir le consentement du roi à la dissolution du Parlement. Le 16 novembre, le roi, revenu à Londres, recevait M. Asquith et Lord Crewe et, dit-on, leur promettait, au cas où les élections seraient de nouveau favorables au gouvernement libéral, de consentir à créer un nombre de pairs libéraux suffisant pour former dans la Chambre des Lords une majorité libérale.

Sous cette menace, les Lords semblent donner dès lors les signes d'un véritable désarroi. On peut dire qu'ils acceptent à peu près tout ce qu'on leur soumet. Tour à tour des résolutions Rosebery et des résolutions Lansdowne sont proposées et acceptées, transformant la composition de la Chambre des Lords, renonçant au droit de rejet ou d'amendement des money-bills, allant même jusqu'à décider de soumettre à un *référendum* populaire les questions particulièrement graves sur lesquelles les deux Chambres ne pourraient se mettre d'accord.

Manœuvre de la dernière heure ! déclarèrent les Libéraux et, le 7 décembre, à Bangor, comme on lui demandait pourquoi le Gouvernement n'acceptait pas les propositions faites par les Lords pour la reconstitution de leur propre Chambre, M. Lloyd George de répondre : « Quelqu'un a-t-il la moindre notion de ce que sont ces propositions ? ».

CHAPITRE XXI

Les élections de décembre 1910.

Le Parlement Bill : abolition du veto des Lords.

... Et une nouvelle campagne électorale s'ouvrit, dans laquelle le veto des Lords, la Tariff Reform, le Home Rule, le Référendum « cet enfant trouvé d'origine étrangère », (Lord Crewe, 30 novembre), le Gouvernement uni-caméral, furent les questions les plus discutées. Ce n'étaient pas des questions nouvelles et l'on peut s'étonner que, malgré la lassitude évidente des électeurs, les orateurs des deux partis aient encore trouvé pour écouter leurs discours des auditoires énormes de plusieurs milliers de personnes. (1)

M. Lloyd George, qui s'était déjà signalé par la virulence injurieuse de ses harangues, n'en reprit que de plus belle ses attaques personnelles. Le discours qu'il prononça le 21 novembre, à Mile End, devant plus de 5.000 auditeurs, est un modèle du genre :

Demandez donc, dit-il, à l'Australie et au Canada s'ils voudraient avoir une Chambre des Lords... Une partie des Lords descendent des pillards qui ont envahi l'Angleterre avec Guillaume le Conquérant. Mais « l'aristocratie, c'est

(1) Voir l'Appendice à la fin du chapitre.

comme le fromage : plus elle est vieille, plus elle devient haute. » (Ici un jeu de mots intraduisible : *high cheese*, signifiant : du fromage dont la maturité se manifeste par son odeur violente)... La « deuxième qualité » de Lords provient des gens qui ont pillé les pauvres au moment de la Réforme... A côté de cela, j'ai vu à la prison de Dartmoor un homme condamné à « 13 ans de travaux forcés », pour avoir, étant ivre, volé 2 shillings dans un tronc d'église (1). Les seuls individus auxquels on puisse comparer les Lords, ce sont les *bushrangers* d'Australie ou les Indiens du Canada... « L'Australie aimerait mieux avoir un Sénat « de kangourous que d'être gouvernée par des hommes « comme ça... Les Conservateurs s'efforcent de redonner de « la vie au vieux cheval de tramway... Ils lui attachent « des fils électriques à la queue pour le faire durer encore « quelque temps. Lord Rosebery voudrait lui donner une « paire de jambes de derrière neuves. Au nom des principes « humanitaires, je suis l'adversaire de la cruauté à l'égard « des animaux. Volontiers je renverrais cette vieille re- « lique à quelque pâturage et je transformerais le tramway « en magasin à concombres... » Il faut, conclut-il, donner « à la justice un accès aussi facile aux maisons grises du peu- « ple qu'aux palais des puissants ! »

Quelquefois ces attaques tombèrent à faux. Le 26 novembre, il parlait à Edimbourg au sujet du rejet par les Lords de divers bills écossais : « Pourquoi, s'écria-t-il, « pourquoi les Ecossais seraient-ils incapables de conduire « leurs propres affaires sans être dirigés, par exemple, par « Lord Saint-John of Bletsoe ? » Il avait choisi ce nom au hasard. Or, il se trouva que Lord Saint John of Bletsoe

(1) L'individu en question était, en réalité, un berger d'une soixantaine d'années qui avait passé 38 ans de sa vie en prison, pour vols réitérés. Il semblait, en fait, avoir la manie du vol. Mis en liberté, le 7 janvier, par M. W. Churchill qui lui avait trouvé une situation à Wrexham, il disparut le lendemain, mais fut arrêté de nouveau en avril à Oswestry pour cambriolage et condamné à 9 mois de prison.

était universellement aimé et respecté dans son comté de Bedfordshire, et cette harangue fut loin de produire l'effet que M. Lloyd George en attendait.

Les orateurs unionistes dénonçaient ce Gouvernement dominé par le parti irlandais qui était allé chercher en Amérique l'argent nécessaire pour mener sa campagne. Ayant émis l'idée du référendum, ils acceptaient, en réponse au défi lancé par les radicaux, de soumettre à ce genre de consultation nationale la question de la Tariff Reform; mais ils demandèrent, par contre, que pareille consultation fût prise au sujet du Home Rule. Les Libéraux, assez embarrassés par cette décision aussi importante qu'inattendue, répondaient que les deux questions n'étaient pas assimilables, que le référendum coûterait aussi cher qu'une élection générale et constituerait d'ailleurs un moyen d'action dont l'opposition ne manquerait pas d'abuser; ce qui finirait par réduire à néant la responsabilité parlementaire. Mais les Conservateurs faisaient valoir que le référendum n'était pas en usage seulement en Suisse; le Natal en 1909 et l'Australie y avaient eu recours. — Devant les tergiversations et les capitulations successives des Conservateurs, M. Winston Churchill proclamait de tous côtés la déroute du parti tory, tandis que les Unionistes déclaraient que le Gouvernement, redoutant un échec décisif, n'avait hâté la dissolution que pour ne pas laisser à la Chambre des Lords le temps de présenter un projet de réforme.

Le résultat des élections fut désappointant pour tous les partis. Le tableau ci-dessous en établit la comparaison avec les élections de janvier.

Janvier 1910		A la dissolution 20 décembre 1910	
Libéraux	274	274	272
Labour Party.....	41	40	42
Nation. irlandais.....	71	72	76
» indépendants.	11	10	8
Conservateurs.....	229		
Libéraux unionistes.	43	273	271
	397	396	398
	272		

De tels résultats, obtenus après des polémiques aussi violentes et une campagne électorale aussi acharnée, prouvent bien l'apathie à peu près générale du corps électoral. La situation était, en effet, absolument défavorable à l'Opposition. Nous avons déjà mentionné le manque d'organisation du parti conservateur lors des élections de janvier. Cette organisation ne s'était guère améliorée : même dissémination des énergies, même manque de centralisation des ressources et des dépenses, même absence de plan général d'action et d'unité jusque sur les principes. L'autorité même de M. Balfour était contestée par nombre d'électeurs de l'Opposition.

D'autres raisons, non moins importantes, viennent s'ajouter pour rendre moins sympathique la cause des conservateurs. L'année 1910 avait été exceptionnellement prospère au point de vue commercial. Jamais les résultats n'avaient été aussi satisfaisants. Certaines industries même, celles de la métallurgie, du coton, etc., dont on avait prédit la décadence et la ruine sous l'influence de la concurrence étrangère, se sont relevées et les exportations ont augmenté dans des proportions considérables. Or ces résultats ont été obtenus sous le régime du Libre-Echange. Et quand on vient proposer à John Bull la *Tariff Reform*, quels que soient les attraits qu'on puisse faire miroiter à ses yeux, il préfère s'en tenir au *statu quo*, quitte à y remédier plus tard si la situation vient à changer.

Les Conservateurs lui parlent aussi de défense nationale, de rivalité navale. Mais après l'énervement et la panique de 1909, John Bull, à tort ou à raison, s'est ressaisi. La rivalité navale ? mais le gouvernement libéral y a paré. Les budgets navals n'ont jamais été aussi élevés. Sans doute l'Angleterre n'a pas maintenu l'avance qu'elle possédait pour les unités moyennes, croiseurs-cuirassés, contre-torpilleurs. Mais les grands experts navals proclament que l'avenir est aux grosses unités ; et là, du moins, malgré les efforts de l'Allemagne, la suprématie de l'Angleterre

est incontestable. De plus les chantiers de construction anglais travaillent et produisent plus vite que les Allemands.

Il y a bien aussi la question du Home Rule irlandais. Indubitablement, M. Redmond et son parti l'exigeront comme prix de l'aide si opportune qu'ils donnent au gouvernement libéral. Mais celui-ci, dans ses déclarations à ce sujet, s'il fait des promesses, a bien soin de rester dans le vague et assure d'ailleurs que le Home Rule ne coûtera rien à l'Angleterre et ne nuira en rien à l'unité de l'Empire. Bref, c'est là une question de demain, et John Bull retourne à ses affaires.

Et puis, et surtout, la cause déterminante de ces élections, a été le rejet par les Lords d'un Budget qui faisait face aux dépenses, même futures, sans imposer à la masse de la nation des charges exagérées. Il taxe les grosses fortunes et la grande propriété foncière. Et, dans ce pays d'agglomérations urbaines, cela n'intéresse pas personnellement « l'homme de la rue », dont le vote détermine en grande partie les majorités dans un sens ou dans un autre.

Et voici maintenant que les Conservateurs proposent le Référendum. A des gens déjà las de deux élections générales dans la même année, on vient dire : « Chaque fois qu'une *question grave* d'intérêt général se posera, sur laquelle les deux Chambres ne peuvent se mettre d'accord, on fera appel à vous. » Cela pourrait offrir quelque attrait à d'autres peuples plus entichés de leurs prérogatives électorales ; mais John Bull y voit surtout les ennuis, les dérangements, l'instabilité commerciale, les dépenses qu'entraînera fatalement ce genre de consultation nationale. Et cela ne l'intéresse pas non plus.

Enfin les capitulations successives et précipitées du parti conservateur, ses propositions généralement vagues, mais quelquefois aussi presque révolutionnaires, — puisqu'elles bouleversent en quelques jours tous les principes constitutionnels du pays, — ne sont pas sans laisser quelque doute

sur leur sincérité. De ce doute, c'est le parti libéral qui a bénéficié. Et si un étonnement subsiste après ces élections de décembre 1910, c'est qu'il n'en ait pas bénéficié plus (1).

Le 6 février 1911, George V, accompagné de la reine Mary, ouvrit le premier Parlement de son règne à la Chambre des Lords avec la solennité habituelle, tempérée cependant par le demi-deuil prescrit par l'étiquette de la Cour.

Le 21 février, M. Asquith déposa à la Chambre des Communes le *Parliament Bill*. Il était en tous points identique aux résolutions qu'il avait proposées le 21 mars 1910, mais était précédé d'un « Préambule » qui déclarait qu'une Seconde Chambre, constituée sur des bases, non plus héréditaires, mais démocratiques, serait substituée à la Chambre des Lords actuelle ; que les pouvoirs de cette Seconde Chambre seraient légalement définis et limités, mais que, cette substitution ne pouvant se faire immédiatement, il convenait de restreindre les pouvoirs actuels de la Chambre des Lords.

Les nationalistes irlandais et les travaillistes s'élevèrent contre ce « Préambule ». Ils auraient voulu qu'une date fût fixée pour la réforme de la Chambre des Lords. D'autre part, les Unionistes protestèrent avec indignation contre le fait que, le 6 décembre seulement, alors que les élections étaient déjà commencées partout, M. Asquith avait promis le Home Rule aux nationalistes. Bien mieux, voilà que M. Lloyd George préconisait le Home Rule pour les quatre Etats du Royaume-Uni. Où allait-on ? Le Gouvernement prétendait que la Chambre des Lords avait abusé de ses pouvoirs et qu'elle était mal constituée. Il eût été logique qu'il la réformât. Pas du tout ; il la laissait telle quelle,

(1) La fin de l'année 1910 fut assombrie par la catastrophe qui se produisit près de Bolton. Une explosion suivie d'incendie eut lieu dans la Yard Coal Mine et coûta la vie à 320 personnes.

mais la privait de toutes ses prérogatives. Combien de temps cet état de choses durerait-il et qui pouvait empêcher, dans l'intervalle, le Gouvernement de se lancer dans les expériences législatives les plus dangereuses ?

Et Lord Curzon of Kedleston (10 février) et Lord Selborne (18-22 mars) et Lord Lansdowne (8 mai) de proposer des projets de reconstitution de la Chambre des Lords, dont le mieux qu'on en peut dire, comme le déclara Lord Morley of Blackburn (8 mai), c'est qu'ils pourraient compléter ou compléter le *Parliament Bill*, mais non le remplacer.

Sans s'émouvoir, les Libéraux, forts de cet argument que le *Parliament Bill* avait été approuvé par deux élections générales successives, continuaient à le défendre à la Chambre des Communes où il passa finalement en troisième lecture, avec quelques modifications au texte primitif, le 15 mai, par 362 voix contre 241.

Dès son arrivée à la Chambre des Lords, le 28 juin, le *Parliament Bill* est assailli d'une foule d'amendements. Lord Cromer demande, entre autres choses, que l'arbitrage soit exercé non plus par le Speaker, mais par une Commission mixte de 14 membres choisis par moitié dans chacune des deux Chambres. Lord Lansdowne demande et fait accepter l'amendement suivant : Seront soumis à la consultation populaire tous les bills 1° intéressant l'existence de la Monarchie ou la Succession Protestante ; 2° établissant un Parlement ou un Conseil national dans l'un des trois royaumes ; 3° jugés par la Commission mixte comme soulevant une question de grande gravité sur laquelle l'opinion du pays n'est pas suffisamment connue.

Si bien que, le 20 juillet, Lord Morley put déclarer que le Bill se trouvait maintenant complètement « transformé » et, le 21, M. Balfour reçut de M. Asquith la lettre suivante :

10 Downing Street, 20 juillet.

Cher M. Balfour,

Je crois courtois et juste, avant qu'aucune décision soit publiquement annoncée, de vous faire savoir comment nous envisageons la situation politique.

Lorsque le *Parliament Bill*, sous la forme qu'il a maintenant acquise, reviendra à la Chambre des Communes, nous nous verrons contraints de demander à cette Chambre de refuser les amendements des Lords.

Dans ces conditions, si la nécessité s'en présente, le Gouvernement conseillera au Roi d'exercer sa prérogative pour assurer que le Bill devienne loi substantiellement sous la forme qu'il avait en quittant la Chambre des Communes, et Sa Majesté a bien voulu faire savoir qu'elle considère de son devoir d'accepter ce conseil et d'agir conformément.

Votre etc...

H. H. ASQUITH.

Le 22, M. Asquith fut reçu en audience par le roi qui, le 24, remettant à plus tard son voyage à Goodwood, manda à Buckingham Palace M. Balfour et Lord Lansdowne, puis le Premier Ministre.

La séance du 24 à la Chambre des Communes fut tumultueuse. Acclamé par les Libéraux et les Nationalistes, M. Asquith fut accueilli au cri de « Traître ! » par l'Opposition qui, au contraire, salua l'entrée de M. Balfour de vivats enthousiastes.

M. Asquith voulut alors montrer comment les amendements des Lords n'étaient pas, en vérité, des amendements de garantie, mais n'avaient d'autre but et effet que de substituer au bill un expédient que les électeurs avaient déjà condamné. Mais son discours fut continuellement interrompu par les cris de : « Consultez vos maîtres ! » — « La parole est à Redmond ! » — « Laissez le Roi tranquille ! » — « Qui a tué le Roi ? » etc. Finalement, M. Asquith, ayant refusé de « se dégrader plus longtemps », se contenta d'ajouter que, si la Chambre des Lords ne rétablissait pas le bill

avec des amendements raisonnables, le Cabinet serait contraint de faire appel à la prérogative royale. Et le Speaker leva la séance.

C'est en vain que, le 7 août, M. Balfour proposa un vote de censure contre le Gouvernement. L'avis donné à Sa Majesté par le Ministère, déclara-t-il, pour obtenir l'assurance de la création d'un grand nombre de pairs, « est une violation grossière des libertés constitutionnelles, qui, entre autres conséquences néfastes, empêchera le peuple de se prononcer à nouveau sur la question du Home Rule... » Parmi les Unionistes, ajouta-t-il, les opinions peuvent être divisées, mais le Gouvernement n'en tirera aucun avantage. La nation ne tardera pas à comprendre qu'un tel abus des prérogatives de la Couronne a été commis qu'il est impossible de permettre à l'état de choses actuel de durer. On verra que, huit mois à l'avance, le Gouvernement avait arraché au Roi une promesse qui rendait nulles toutes les mesures votées par l'une des deux Chambres. Et depuis, le Premier Ministre a continué à se donner des airs de ministre constitutionnel, bien qu'il ait fait des prérogatives royales un abus auquel jamais, dans les temps anciens, aucun ministre, aucun roi n'a osé se livrer. Le pays verra que la Constitution n'est plus qu'une ruine et il veillera à ce que « le crime de 1911 » ne se renouvelle pas.

M. Asquith expliqua que l'avis de dissolution donné au roi le 15 novembre 1910 était accompagné de la déclaration suivante :

« Les Ministres de Sa Majesté ne peuvent prendre la responsabilité de conseiller la dissolution s'il n'est pas nettement établi que, dans le cas où la politique du Gouvernement serait approuvée à la Chambre des Communes par la majorité voulue, Sa Majesté sera prête à exercer ses pouvoirs constitutionnels, y compris celui de créer, au besoin, un nombre de pairs suffisant pour assurer la mise en vigueur des décisions du pays. Les ministres de Sa Majesté comprennent combien il est important que le nom du Roi soit

tenu en dehors des discussions de parti et des controverses électorales. Ils prennent sur eux, comme ils en ont le devoir, la responsabilité pleine et entière de la politique qu'ils soumettront au corps électoral. Sa Majesté admettra sans doute que, dans l'intérêt de l'Etat, il est bon qu'aucune communication ne soit rendue publique concernant les intentions de la Couronne, tant que la nécessité ne s'en présentera pas. »

Malgré les protestations et les clameurs de l'Opposition, le vote de censure fut rejeté par 365 voix contre 245.

La Chambre des Lords, au contraire, vota la censure par 282 voix contre 68. Mais toute résistance était devenue inutile. Le 10 août, Lord Newton compara les Lords à ces Chinois qui, en manière de protestation, vont se suicider à la porte des gens qui les ont maltraités. « Le ridicule de la situation, dit-il, retombera sur les Lords, et le Gouvernement n'en aura pas moins les pairs qu'il aura fait nommer ». D'ailleurs, Lord Morley of Blackburn donna lecture d'une déclaration annonçant que, si le Bill n'était pas accepté par les Lords le soir même, « Sa Majesté consentirait à la création d'un nombre suffisant de pairs pour tenir en échec toute combinaison possible des divers partis de l'Opposition formée en vue de rejeter le Parliament Bill une seconde fois ». Enfin la motion : « que la Chambre n'insiste pas pour le maintien de l'amendement » fut votée par 131 voix contre 114, malgré la résistance des « *Die hards* » (les Lords Halsbury, Willoughby de Broke, Salisbury, Selborne etc. Les deux archevêques, onze évêques (dont ceux de Hereford, Birmingham et Chester) et 37 pairs unionistes (dont les Lords Minto, Camperdown, Gorell et Heneage) avaient voté en faveur du Gouvernement.

Ainsi se termina la grande bataille constitutionnelle, qui, sans effusion de sang, avait amené des transformations aussi importantes qu'une révolution. La Grande-Bretagne allait, en réalité, vivre désormais sous le régime du Gouvernement uni-caméral puisque les pouvoirs de la Seconde Chambre,

déjà bien réduits, ne pouvaient s'exercer que par une opposition dont la durée était limitée, et que, en fin de compte, la Chambre des Communes était toujours certaine d'avoir le dernier mot.

APPENDICE

Nous donnons ci-dessous un aperçu des principaux discours prononcés aux cours de la campagne électorale de 1910 :

21 novembre. — A Mile End, *M. Lloyd George* : C'est le rejet du Budget qui a précipité la crise. Le Gouvernement a besoin d'argent pour la défense nationale et les réformes sociales : il se le procure en taxant les gros revenus, les grosses fortunes et le luxe de toutes les classes. Les Lords ont exigé que l'on ne touche pas à la richesse, que l'on ne taxe pas le luxe et que toute la charge soit mise sur le pain et la viande dont le peuple se nourrit. Les Lords ont dit : « Sortez le Budget ! » Le Gouvernement crie : « A l'aide ! » pour les sortir. Il a entrepris cette élection dans l'espoir que le résultat en sera décisif. Dans d'autres pays, le déficit est dû aux dépenses en armements et à ce que le système protecteur ne donne pas les ressources qu'on en attendait. Le coût de la vie s'en trouve augmenté. Les salaires des fonctionnaires augmentent, même celui du Kaiser. Notre déficit, à nous, est dû aux réformes sociales ; mais le Budget y pourvoit ; il a produit 26 millions de livres sans gêner les affaires. L'augmentation du commerce n'est peut-être pas le résultat du Budget ; moi, j'y vois l'accomplissement de cette parole : « Béni soit celui qui a soin des pauvres ! » Le parti tory a toujours besoin d'agiter un épouvantail. Aux dernières élections, c'était l'invasion allemande ; en 1895, c'était un Irlandais ; en 1905, *M. Joseph Chamberlain*. Aujourd'hui, c'est encore un Irlandais, mais il est doré sur tranches, doré avec les dollars américains. Depuis quand l'aristocratie britannique méprise-t-elle les dollars américains ? Grâce à eux, plus d'un blason s'est vu redoré... (Pour la fin de ce discours, voir le texte ci-dessus).

22 novembre. — A Highbury, *M. Winston Churchill* défend le parti irlandais et l'habileté avec laquelle il a recueilli des fonds en Amérique. C'est le seul parti qui ne recherche ni office, ni faveurs ; depuis 30 ans, il travaille sans espoir de profit personnel. La réconciliation prochaine des peuples anglais et irlandais fortifiera considérablement la situation de la Grande-Bretagne dans le monde.

23 novembre. — Au Cannon Street Hotel à Londres, *M. Balfour*, candidat de la *City Conservative Association* : La Grande-Bretagne doit être dirigée par la majorité populaire et non par des manipulations de partis qui l'obligent à donner ce qu'elle ne veut pas. C'est aux électeurs à agir en conséquence. Le Gouvernement dissout le Parle-

ment pour échapper aux risques d'une défaite aux Communes au sujet du Budget. S'il y a parmi les électeurs des gens pour qui la Constitution ne compte pas et qui veulent le Home Rule, faut-il pour cela que la Chambre des Lords disparaisse ?

23 novembre. — A la Chambre des Lords, au cours de la discussion des résolutions Lansdowne, *Lord Morley of Blackburn* : Le gouvernement parlementaire en Angleterre repose sur la confiance des électeurs en leurs représentants. Le problème actuel est un problème pratique et non abstrait ; il s'agit de réparer la machine nationale. Je m'étonne de la légèreté avec laquelle les pairs conservateurs ont fait le sacrifice de leurs opinions et de leurs principes ; ils n'ont pas réfléchi « à cette chose qu'on appelle un plan. » Les discussions de la Chambre des Lords, depuis huit jours notamment, pourront être enregistrées dans l'histoire, sous le nom de « journée des dupes »... Au sujet du *Trade Disputes Bill* en 1906, Lord Lansdowne a dit que si les Lords se soumettaient, ce serait en tout cas sur un terrain aussi favorable que possible pour eux. En 1909, Lord Curzon a prêché la résistance en disant qu'autrement il n'y aurait plus rien entre le peuple et la Chambre des Communes. « Qui êtes-vous donc, Messieurs, pour vouloir dresser des mesures entre la Chambre des Communes et le peuple ?... » Ce que le Gouvernement demande à l'Opposition, ce ne sont pas des résolutions, c'est un plan tangible. Mais si l'opposition essaie de faire obstacle aux Communes, elle s'en mordra les doigts.

25 novembre — A Hull, *M. Asquith* rejette l'idée du Référendum, parce que : 1^o il permettra à la Chambre des Lords de rendre nécessaire une mesure qui revient pratiquement à des élections générales ; — 2^o Si le Ministère était battu, il s'ensuivrait forcément des élections générales ; — 3^o il annihile le sens de la responsabilité parlementaire, et par suite le gouvernement représentatif lui-même. Pourquoi les Irlandais auraient-ils honte d'avoir reçu l'argent américain ? Et si le Gouvernement donnait à l'Irlande l'autonomie, il aurait la joie d'alléger la tâche du Parlement et s'assurerait la sympathie des dominions qui savent combien il est facile de pratiquer l'autonomie tout en restant fidèle à l'Empire.

25 novembre. — A Glasgow, *Lord Lansdowne* : On nous dit que la question est aujourd'hui : « Les Pairs contre le peuple ! » ; or les quatre derniers ministères libéraux ont créé 136 pairs ; il y a aujourd'hui 120 pairs libéraux. Depuis janvier 1906, sur 230 projets ministériels, les Lords n'en ont rejeté que 6. Bien des gens disent que le principe de l'hérédité est une anomalie ; mais les modérés nous disent qu'en Grande-Bretagne, surtout aujourd'hui, une seconde Chambre réelle est nécessaire. Les ministres insultent la Chambre des Lords, mais refusent de la réformer. La réforme ou la révolution ? voilà la vraie question.

28 novembre. — *M. Balfour* : « Derrière le complot pour le régime uni-caméral, rôdent le Socialisme et le Home Rule ». Seule, la politique unioniste, fiscale, sociale, impériale et constitutionnelle, peut assurer l'ordre et le progrès.

29 novembre. — A Reading, *M. Asquith* : M. Redmond n'est pour rien dans la dissolution. En 1895, Lord Rosebery a condamné le veto des Lords : cependant, pendant les dix années suivantes, la majorité conservatrice a-t-elle essayé de réformer la Chambre des Lords ? Mais aujourd'hui, en huit jours, voici que Lord Lansdowne et Lord Rosebery étalent des plans pour la constitution d'une nouvelle seconde Chambre et y joignent un appendice démocratique, appelé Référendum. Si jamais les Tories reviennent au pouvoir, soumettront-ils au référendum la question de la Tariff Reform ?

29 novembre. — A l'Albert Hall, où deux tiers des demandes d'entrée avaient dû être refusées, *M. Balfour* : La révolution constitutionnelle qui nous menace a pour base les exigences d'une certaine section du parti irlandais. Le Gouvernement cède tantôt aux socialistes, tantôt aux Home Rulers et laisse en souffrance les intérêts des citoyens britanniques. Pour résoudre les litiges pendants entre les deux Chambres, Lord Lansdowne a proposé deux alternatives, une conférence de membres des deux Chambres qui ne peut se réunir qu'après la réforme de la Chambre des Lords, ou l'appel au peuple. Et voici que les Radicaux, en partisans fervents du gouvernement par le peuple, se trouvent embarrassés. Ils ont décidé la dissolution, mesure coûteuse et gênante pour tout le pays, dont le référendum pouvait éviter tous les inconvénients. Les Radicaux ont soulevé toutes sortes d'objections et demandent si l'on soumettrait la Tariff Reform au référendum. Pour moi je suis tout prêt à le faire (*L'assistance, debout, enthousiaste, applaudit longuement*). Par contre, les Radicaux sont-ils prêts à soumettre au référendum la question du Home Rule ? Ils répondront peut-être qu'ils n'ont pas d'argent, car il va leur en falloir pour payer les membres du Parlement. Mais supposons que le Parliament Bill soit voté ; le Gouvernement sera entre les mains d'une certaine majorité aux Communes : cette majorité sera dirigée par le Ministère, dirigé lui-même par « le gentleman le plus bruyant du Cabinet » ; celui-ci est dirigé par M. Redmond, dirigé lui-même par Patrick Ford et les souscripteurs des dollars américains. On a dit au pays : « Fiez-vous à Asquith ! » mais M. Redmond a déclaré qu'il ne se fie à aucun homme d'Etat britannique ; il a dit : « Fiez-vous à moi ! ». Et moi je vous dis : ne vous fiez pas à ces marionnettes, à l'Irlandais qui tire les ficelles, au caissier américain. Fiez-vous seulement au jugement sûr et au patriotisme éclairé du peuple britannique. »

30 novembre. — A Plymouth, *Lord Lansdowne* (et plus tard, les *Lords Cromer* et *Lytton* et *M. Harold Cox*) acceptent de soumettre la question de la Tariff Reform au référendum.

1^{er} décembre. — A Wolverhampton, *M. Asquith* : Quel chemin parcouru par le parti conservateur depuis les dernières élections ! La Chambre des Lords est mise de côté ; le plébiscite remplace le gouvernement parlementaire : la Tariff Reform est rejetée aux calendes grecques. C'est bien la plus vaste manœuvre qui ait jamais eu lieu pour gagner des votes. M. Balfour, une fois encore, a échappé aux Tariff Reformers. L'appel au peuple sera-t-il fait avant ou après le Bud-

get ? Qui votera ? Comment la réponse sera-t-elle interprétée ? Evidemment le Gouvernement va se trouver en face d'un verdict défavorable ! Mais non, le défi de M. Balfour ne m'embarrasse pas. Il y a 12 ou 13 ans, j'ai dit que le Référendum pouvait peut-être, après mûre considération, présenter la solution des difficultés constitutionnelles. Mais maintenant, après de longues réflexions, je suis arrivé à la conclusion qu'il n'offre pas la satisfaction voulue parce qu'un pourcentage relativement peu élevé des électeurs prend part aux votes ; il n'a eu qu'un succès partiel, et encore dans des pays où les conditions sociales et politiques sont totalement différentes de celles de la Grande-Bretagne. Il répandrait l'incertitude ; il donnerait tous les dérangements d'une élection générale ; il détruirait à la longue la responsabilité de la Chambre des Communes.

2 décembre. — A Grimsby, devant 10.000 auditeurs, *M. Balfour* déclare que la suprématie de la Chambre des Communes serait détruite le jour où la Chambre des Lords serait une Chambre élue. Mais le Gouvernement veut donner au pays une Chambre unique baïllonnée.

3 décembre. — A Newcastle, *M. Asquith* : Les Unionistes ne parlent pas beaucoup du Budget et des taxes foncières ! — Quelles sont les questions que l'on soumettrait au peuple ? Seraient-ce des questions vagues, par exemple : Etes-vous d'avis qu'il faut taxer l'étranger ? ou quelque plan concret que l'on pourrait juger dans son ensemble ?

2 décembre. — Les élections commencent par la nomination sans concurrents de 11 unionistes (parmi lesquels MM. Balfour, Joseph Chamberlain, Jesse Collings et George Wyndham) et de 4 libéraux (dont MM. Russell Ree et Burt.)

4 décembre. — A (Sheffield,) *M. Balfour* : Les libéraux s'efforcent d'obtenir une majorité sans dévoiler leurs plans et, sous l'influence d'un autre parti, ils tâchent d'imposer au peuple une constitution qu'il déteste et de l'obliger à accepter, au nom de la liberté, des projets qu'il rejetterait avec mépris s'il en avait la possibilité.

5 décembre. — A Burnley, *M. Asquith* : La coexistence de deux Chambres d'autorité coordonnée et égale est incompatible avec les principes démocratiques.

5 décembre. — A Glasgow, *M. Lloyd George* : La majorité du peuple, « la moitié industrielle, économe, travailleuse », a les mêmes droits que tous les autres citoyens. La Tariff Reform ne présente « aucun principe ».

5 décembre. — A Wooler, *Sir E. Grey* : Pour ce qui est du référendum, le Home Rule n'est pas assimilable à la Tariff Reform. Le Home Rule fait partie d'une vaste reconstruction de la Chambre des Communes, basée sur une nouvelle répartition des sièges suivant la population. L'Irlande aura alors moins de représentants, ce qui laissera à l'Angleterre, à l'Ecosse et au pays de Galles plus de temps pour s'occuper de leurs propres affaires. Ne peuvent être soumises au référendum (en admettant que le référendum soit une bonne chose) que les questions qui présentent pour toutes les parties du Royaume-Uni un égal intérêt.

6 décembre. — A Chester, devant 6.000 auditeurs, *M. Balfour* : Si l'on disait au pays quelles charges le Home Rule entraînera pour le contribuable britannique ; si l'on disait que le Home Rule donnera aux représentants britanniques à Westminster le droit de diriger la politique de l'Empire alors qu'à Dublin existera un autre Parlement pour ainsi dire sans contrôle, le sens commun des électeurs britanniques se révolterait. Mais le silence est d'or. C'est pourquoi le Gouvernement n'a jamais relevé le défi à ce sujet. Le Gouvernement est décidé à se débarrasser du contrôle de la Chambre des Lords en la privant de ses fonctions les plus importantes. La Chambre des Communes n'aura plus d'autre rôle que d'enregistrer les décisions du Cabinet.

6 décembre. — A East Fife, *M. Asquith* s'engage, au nom du Gouvernement, à présenter un Home Rule Bill.

6 décembre. — A Pwllheli, *M. Lloyd George* préconise le Home Rule pour le pays de Galles afin d'alléger les travaux de la Chambre des Communes.

7 décembre. — *M. Redmond* prenant au mot la déclaration faite la veille par *M. Asquith*, s'écrit à Dublin : « Ceci n'est plus seulement une élection pour le Home Rule, c'est la grande élection pour le Home-Rule. »

8 décembre. — A Hyde, *M. Balfour* : La victoire finale est entre les mains de *M. Redmond* et la suprématie parlementaire ne sera plus qu'une illusion. Et voici que *M. Lloyd George* propose le Home Rule pour le pays de Galles. Va-t-on découper le Royaume-Uni en 4 royaumes séparés ?

9 décembre. — A Dartford, devant 4.000 auditeurs, *M. W. Churchill* : Le parti unioniste est « en pleine déroute » ; il a jeté armes et bagages en mettant de côté la Tariff Reform. *M. Balfour* n'en est pas fâché, mais cet abandon et la soudaine suggestion du référendum ont abaissé les leaders conservateurs au rang des charlatans politiques.

12 décembre. — A Dartford, devant 4000 auditeurs, *M. Balfour* : *M. Churchill* prétend que nous avons abandonné la Tariff Reform. Si les Unionistes arrivent au pouvoir, ils présenteront un Budget basé sur la Tariff Reform et le soumettront au référendum. Quant au Home Rule, cela à l'air très gentil, très simple, très bienveillant, quand on le décrit comme devant permettre aux Irlandais de régler leurs propres affaires sans intervenir dans la suprématie du Parlement impérial. Mais attendez que ce projet devienne un bill ; vous verrez alors combien d'argent britannique sera consacré à l'Irlande et de quelle manière la majorité irlandaise agira à l'égard de l'Ulster. Attendez qu'on s'occupe du Home Rule en Galles et en Ecosse. En ce qui concerne la Constitution, la décision ne sera pas finale ; les relations entre les deux Chambres seront tôt ou tard reconstruites d'après les plans unionistes. Mais le Home Rule, une fois accordé, on ne le reprendra plus, ce sera un des plus grands crimes de l'histoire.

12 décembre. — A Parkstone, *M. Winston Churchill* expose le plan ministériel : Le Premier Ministre se trouve aujourd'hui dans une situation exceptionnellement forte, à la tête d'un parti victorieux et d'une coali-

tion puissante et unie, entouré d'un Ministère « absolument d'accord en pensée et en sentiment », et après une élection au cours de laquelle sa direction personnelle s'est affirmée. Le premier pas à faire, c'est l'abolition du veto ; après quoi le Ministère pourra de tout cœur s'occuper des grands problèmes sociaux et impériaux. La grande majorité de la nation demande la paix à l'extérieur, la loi et l'ordre à l'intérieur, la réconciliation des races dans le Royaume-Uni, l'unité et la consolidation de l'Empire, une marine inattaquable, une organisation meilleure et plus scientifique de la vie sociale, le redressement des abus de la richesse et des monopoles, l'égalité religieuse, le progrès industriel et, je l'espère aussi, les assurances nationales, la loi sur les pauvres, l'éducation, un Parlement irlandais pour les affaires purement irlandaises, la réforme des prisons, la réforme électorale et la nouvelle répartition des sièges législatifs. J'espère que le Couronnement sera la manifestation de l'unité profonde qui règne malgré les conflits de la vie nationale. Mais il faut, avant tout, abolir le veto. Les Conservateurs sont « des révolutionnaires à tête légère », qui ont abandonné leur programme fiscal pour présenter un projet ridicule de Constitution.



**Les radicaux au pouvoir.
(1911-1914)**

CHAPITRE XXII

Législation sociale et ouvrière.

**Le National Insurance Bill. — Le Trade Unions Bill.
Shop Hours Bill. — Coal Mines Bill etc.**

Débarrassé des entraves qui l'avaient jusqu'alors gêné dans l'accomplissement de son programme, le Gouvernement libéral peut maintenant reprendre le cours de ses réformes sociales. Il commence par faire voter, sous la forme d'une simple résolution, une indemnité parlementaire aux membres de la Chambre des Communes. Désormais, tous les députés, sauf les ministres et les fonctionnaires de la Maison Royale, recevront un traitement annuel de £ 400 (14 août 1911, 241 voix contre 128).

Le *National Insurance Bill* est une œuvre législative considérable qui constitue le complément du *Old Age Pensions Act* de 1908. Il en diffère cependant par un de ses principes essentiels. Dans la loi qui institue les retraites pour la vieillesse, l'Etat ne demande rien aux bénéficiaires et prend à sa charge tous les frais des retraites. L'*Insurance*

Bill, au contraire, institue entre l'Etat, l'employeur et l'employé une véritable collaboration dont tous doivent, suivant l'esprit de la loi, tirer un bénéfice. En effet, le salarié se verra à l'abri des aléas et des incertitudes dont les possibilités de chômage et de maladie font peser la menace sur son existence. La sérénité et le contentement qui résulteront de cette garantie d'une vie moins précaire, se traduiront par un meilleur rendement de la main-d'œuvre, d'où bénéfice pour l'employeur. Et l'Etat trouvera le profit de sa contribution dans le bien-être physique et moral de ses citoyens, qui se traduira par une augmentation de la prospérité nationale.

Le Bill fut introduit par M. Lloyd George le 4 mai 1911. C'est un monument énorme dont la complexité, accrue encore par les nombreux amendements acceptés par le Gouvernement au cours de la discussion, était telle que, le 24 octobre, M. Balfour put dire sans trop d'exagération que personne n'y comprenait rien, pas même son auteur.

Nous nous garderons donc d'entrer dans les détails du Bill et nous n'en donnerons que les grandes lignes. Il se compose de deux parties. Examinons d'abord la seconde, moins complexe que l'autre :

Elle établit l'*assurance contre le chômage*. L'organisation en avait été considérablement facilitée par les renseignements très précis fournis par les « Bourses du Travail » instituées en 1909 en application du *Labour Exchanges Act*. Cette assurance-chômage ne s'applique qu'à 1/6 environ de la population industrielle : les salariés de plus de 16 ans, mécaniciens, constructeurs de navires ou ouvriers du bâtiment. L'employeur et l'employé verseront chacun 2 1/2 pence par semaine ; l'Etat paiera le quart du total de leurs contributions. Les secours seront de 7 sh. par semaine, pendant 15 semaines au maximum par an. Toutefois, afin d'écartier les abus et d'assurer la moralité de cette mesure, les secours seront versés par l'intermédiaire des Bourses du Travail qui élimineront les professionnels

du chômage en leur offrant du travail ; en cas de refus, la question sera soumise à des arbitres. En tous cas, les hommes congédiés pour mauvaise conduite et les chômeurs par suite de grève ou de lock-out n'auront droit à aucune indemnité. D'après les calculs de M. Lloyd George, cette assurance devait s'appliquer à 2.400.000 ouvriers. Ceux-ci paieraient £ 1.100.000. Les employeurs (en raison de certaines réductions pour assurances à l'année) verseront £ 900.000 et l'Etat £ 750.000.

L'*assurance-maladie* est obligatoire pour tous les travailleurs employés des deux sexes de 16 à 65 ans recevant un salaire inférieur à £ 160 par an. Les hommes paieront 4 pence par semaine, les femmes 3 pence ; l'employeur paiera 3 d. et l'Etat 2 d. par ouvrier ou ouvrière et par semaine (1). En cas de maladie, la personne ainsi assurée recevra une allocation (10 sh. pour les hommes, 7 sh. 6 d. pour les femmes) pendant 26 semaines et, en cas d'invalidité, une pension viagère de 5 sh. par semaine. — Les femmes enceintes (2) toucheront 30 sh. par semaine, à condition de ne reprendre leur travail que 4 semaines au moins après l'accouchement. — Dans tous les cas, les soins médicaux et les médicaments seront gratuits, à condition que l'assuré se conforme aux prescriptions du docteur ; mais l'assuré n'aura pas droit à l'allocation spéciale si sa maladie est le résultat de son inconduite.

D'autre part, £ 1.500.000 seront consacrés immédiatement à l'érection de sanatoria pour les tuberculeux.

D'après les calculs de M. Lloyd George, les contribu-

(1) Le 14 octobre, à Whitefield's Tabernacle, Londres, devant un auditoire de 1.700 hommes, M. Lloyd George déclara qu'en vertu de cette loi, les ouvriers recevraient « 9 pence pour 4 pence. » Ces mots devinrent bientôt une sorte de rengaine que les adversaires du Bill répétèrent pour qualifier le caractère démagogique de la loi et l'onéreuse opération qu'elle représentait pour les finances nationales.

(2) Un amendement proposé par M. Keir Hardie, pour étendre aux filles-mères le bénéfice de cette allocation, fut repoussé par 207 voix contre 95 (17 juillet).

tions pour la première année (à compter du 1^{er} mai 1912) se répartiraient comme suit : employeurs, 9 millions de livres ; employés, 11 millions. Les dépenses en secours seraient de 7 millions en 1912-13 et s'élèveraient à 20 millions en 1915-16. Les charges pour l'Etat se monteraient à £ 1.742.000 en 1912-13, £ 3.359.000 en 1913-14, £ 4.563.000 en 1915-16.

Cette organisation sera exécutée par les *Insurance Commissioners* et les assurances seront effectuées par les *Sociétés de Secours Mutuels approuvées* ou par les anciennes *Commissions locales d'Hygiène* devenues pour la circonstance *Commissions d'Assurances*. Les contributions des patrons et employés se feront sous la forme de timbres-assurances, vendus par les bureaux de poste et collés par les contributeurs eux-mêmes sur des cartes spéciales.

Organisation colossale qui apportait indubitablement à l'imprévoyante et peu économe classe ouvrière anglaise des garanties matérielles, en même temps qu'elle la contraignait à accomplir elle-même un effort d'économie. Mais si, pour cette raison, le bill recueillit la faveur de beaucoup de politiciens économistes et moralistes, pour cette même raison, il fut combattu par nombre des gens mêmes qui devaient en bénéficier et qui y voyaient une ingérence de l'Etat dans la conduite de leur existence (1). D'autre part, les industriels, à qui le bill imposait des charges considérables, protestèrent qu'ils étaient déjà suffisamment taxés sans cet accroissement nouveau de contributions. La corporation des médecins se souleva : ils ne voulaient pas jouer le rôle de fonctionnaires ; ils perdraient une partie de leur clientèle, puisque des ouvriers gagnant jusqu'à £ 3 par semaine pourraient bénéficier des avantages de l'assu-

(1) Le 16 novembre, M. Lloyd George lut à la Chambre des Communes l'extrait suivant d'une lettre à lui adressée : « Je suis libérale et mon mari aussi ; mais je me refuse à lécher des timbres pour vous comme pour n'importe qui. — P. S. Mes deux domestiques disent la même chose. »

rance ; les malades ne pourraient plus choisir leur docteur et devraient se contenter des soins du médecin officiel, alors que la confiance du malade est un facteur important dans sa guérison, etc.

Mais M. Lloyd George qui, avant le 24 octobre, avait déjà reçu 100 députations et 2.500 communications, ne se laissa pas décourager. L'*Insurance Bill* « traversa à la nage un déluge de représentations mensongères » (Lloyd George à Bath, 24 novembre). La « guillotine » fonctionna plus que jamais. En une seule séance, la Chambre des Communes émit 470 votes. Dans la première partie du Bill, 32 clauses furent acceptées sans discussion ; devant la Commission d'enquête, 68 clauses furent amendées sans discussion. Vainement, l'Opposition s'éleva contre le formidable accroissement des dépenses nationales (les retraites pour la vieillesse allaient en 1911-12 absorber £ 12.415.000). Vainement, M. Bonar Law, devenu chef du parti unioniste à la suite de la retraite de M. Balfour, démontra que l'organisation des assurances entraînerait une dépense annuelle supérieure au triple de la charge imposée par le service de la Dette publique. Le *National Insurance Bill* fut voté en troisième lecture aux Communes par 324 voix contre 21, le 6 décembre 1911 ; et quelques jours après, la Chambre des Lords, comprenant que les objections qu'elle pourrait présenter ne seraient guère prises en considération, l'accepta également.

Le *Trade Unions Bill*, présenté à la Chambre des Communes le 30 mai 1911, repris le 6 août 1912, fut finalement voté le 31 janvier 1913. Il a pratiquement pour effet de renverser la décision rendue par les Lords en 1910 (1). Le Gouvernement soutient que l'action des Trade-Unions ne doit pas être limitée aux questions corporatives et industrielles, mais étendue à la vie politique, en venant en aide

(1) Voir chap. XIX, p. 232.

aux candidats au Parlement, en payant leurs frais d'élection, etc.,... mais aux conditions suivantes : 1^o les dépenses politiques devront être approuvées par un vote déclaré juste par le *Registrar* ; — 2^o les paiements seront prélevés sur un fonds spécial auquel les protestataires pourront être exempts de contribuer ; — 3^o les protestataires ne seront pas désavantagés ni exclus en aucune façon des bénéfices de leur syndicat.

Le *Shop Hours Bill* qui, faute de temps, n'avait pu être discuté en 1910, fut repris le 31 mars et voté le 5 décembre 1911. Il établit pour les magasins et boutiques une demi-journée de congé obligatoire par semaine et un temps raisonnable pour les repas. Sur la demande des patrons et des employés, des arrangements pourront être soumis à un arbitre nommé par le Home Office en vue d'organiser la fermeture de bonne heure des magasins suivant les localités.

Le *Coal Mines Bill*, composé de 123 articles, passa en deuxième lecture aux Communes le 17 mars 1911 et fut définitivement voté le 5 décembre pour entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1912. Il exige l'aménagement dans les mines de voies de sortie en nombre suffisant, d'appareils pour l'extinction des incendies. Défense de travailler sous un plafond non étayé ; défense d'introduire des allumettes dans les mines (les hommes seront fouillés). L'emploi de l'électricité est interdit là où il peut constituer un danger ; la ventilation sera assurée par des appareils d'un modèle approuvé. Obligation pour les mineurs de prendre un bain en sortant de la mine ; interdiction pour les garçons et filles de moins de 13 ans de travailler dans les superstructures, et pour les garçons de moins de 14 ans de travailler dans le sous-sol. Des mesures sévères répriment la cruauté à l'égard des chevaux employés dans les mines.

Nous mentionnerons encore le *Copyright Bill*, voté le 5 décembre 1911. Il assure à l'auteur, à ses descendants directs ou à tout possesseur légitime de ses droits, pendant 50 ans après sa mort, la propriété ou le bénéfice de la vente de toute œuvre en art, musique, théâtre, sculpture, littérature, etc. Il n'est plus nécessaire, comme c'était le cas jusqu'alors, qu'une œuvre théâtrale ait été représentée pour établir et assurer les droits de l'auteur.

CHAPITRE XXIII

Evolution du Labour Party de 1911 à 1914.

Le Coal Mines (Minimum Wage) Bill.

Les Grèves. — Le chaos législatif.

L'avènement du Labour Party et son entrée à la Chambre des Communes avait été le fait saillant des élections de 1906. Le parti libéral, si puissant que fût sa majorité, avait compris que le Labour Party représentait désormais une force politique qu'il fallait non seulement prendre en considération, mais cultiver. Aussi peut-on dire que la législation libérale, de 1906 à 1910, fut inspirée par les besoins, voire même par les exigences des travaillistes. Il est donc permis de s'étonner que, les élections de 1906 ayant envoyé aux Communes 53 députés travaillistes, il n'en restait plus que 46 à la dissolution en décembre 1909 et que 41 seulement furent élus en janvier et 42 en décembre 1910.

La cause principale de cette stagnation ou, si l'on préfère, de ce recul, paraît être d'ordre psychologique. Le Labour Party, conscient de sa force naissante, mais se rendant compte également que ses programmes sont trop professionnels, trop exclusifs pour conquérir la sympathie des grandes masses encore insuffisamment préparées et d'ailleurs trop accoutumées à une politique lentement

progressive, le Labour Party a préféré ne pas poser de candidatures dans un très grand nombre de circonscriptions où ses chances de succès étaient précaires. D'accord avec le parti libéral, il n'a présenté de candidats que dans les circonscriptions essentiellement ouvrières où son succès était à peu près certain, et, renonçant aux *three-cornered contests*, luttes électorales à trois candidats, il s'est contenté de laisser en présence les candidats conservateur et libéral en donnant son vote à ce dernier (1). Il aurait eu tout à perdre dans des luttes de ce genre où la division des votes et l'absence de second tour de scrutin pouvaient déterminer une majorité, si minime fût-elle, en faveur de l'Opposition.

Et d'ailleurs, l'effectif numérique du Labour Party au Parlement avait-il tant d'importance, puisqu'aussi bien le gouvernement libéral était tout décidé à suivre, et suivait effectivement un programme de réformes sociales et politiques tel qu'une majorité travailliste, même très avancée, eût à peine osé le proposer.

Mais les élections de 1910 n'avaient pas eu seulement pour effet de réduire considérablement la majorité ministérielle. Elles en avaient sérieusement modifié la composition. Entre les 315 libéraux-travaillistes et les 272 conservateurs-unionistes de janvier, entre les 314 libéraux-travaillistes et les 271 conservateurs-unionistes de décembre 1910, M. Redmond et son parti nationaliste irlandais interposaient leurs 71 ou leurs 76 voix. Et il faut noter que M. O'Brien et son parti nationaliste indépendant avaient tendance à se rallier aux conservateurs.

« La parole est à Redmond ! » s'écria un interrupteur, lors du discours de M. Asquith à la Chambre des Communes le 24 juillet 1910. Ce n'était que trop vrai. Dès les premières séances de février 1911, M. Redmond avait

(1) Dans 26 circonscriptions, le « *three-cornered contest* » a eu lieu. L'expérience a été concluante : dans 22 circonscriptions, le candidat ouvrier est arrivé en queue de la liste.

manifesté son indépendance, ou plutôt sa volonté nette d'exercer sur les Libéraux une véritable dictature. Avec ses 76 voix, il tenait maintenant à sa merci le Gouvernement dont il pouvait à sa guise maintenir ou démolir la majorité. Il le lui fit bien voir. Ayant obtenu l'abolition du veto des Lords, il s'attela résolument à la question du Home Rule.

Nous avons indiqué une des raisons de ce que beaucoup proclamèrent l'échec du Labour Party, aux élections de 1910. D'autres causes, d'ordre politique, contribuent à expliquer le fait et permettent de croire que cet échec apparent ne provenait pas en réalité d'une abstention accidentelle, mais volontaire, de prendre part aux luttes politiques par les moyens du parlementarisme.

Depuis 1909, en effet, une évolution aussi rapide que considérable, s'est produite dans le Labour Party ou plutôt dans les méthodes qu'il emploie pour arriver à ses fins. Ces fins mêmes se sont transformées. Il est toujours dangereux pour un Gouvernement, si bonnes que soient ses intentions, si fortes que soient ses convictions, de semer à travers le pays les germes de la lutte des classes (1). La politique socialiste du Gouvernement et les violences de ses orateurs ont ouvert les yeux au monde ouvrier et ont éveillé en lui des ambitions et des espoirs nouveaux. Les discours des Lloyd George et des Winston Churchill ont fait tomber le voile prestigieux dont les classes aristocratiques et dirigeantes étaient encore entourées. Sous l'influence des harangues qui lui ont révélé sa force et sa puissance, le peuple a levé la tête. Chose qu'il ne s'était jusqu'alors hasardé à faire qu'en de rares occasions, il a

(1) Le 16 août 1911, aux Communes, J. Ramsay Macdonald, secrétaire du Labour Party, déclara : « Je me permets de penser que si l'on s'était servi, dans les questions politiques, d'un langage plus réservé, on aurait eu moins d'ennuis dans les conflits industriels. Les gens doivent comprendre que, s'ils jouent avec le feu, dans un sens donné, il est probable que les étincelles allumeront un incendie dans d'autres directions. » (Cit. J. BARDOUX, *L'Angleterre radicale*).

regardé ses maîtres en face, et il a vu. Il a vu que beaucoup de ses maîtres, loin de mériter leur puissance par leur intelligence et leur travail, ne la devaient qu'à leur naissance et leur fortune. En lui est né le sentiment de l'injustice sociale (1). Il a vu aussi que ses maîtres ne se donnaient même plus la peine de cacher leur luxe et leurs jouissances, et il a comparé leur sort avec le sien. Pour lui, depuis 1900, les salaires sont restés sensiblement les mêmes alors que le coût des denrées alimentaires indispensables à son existence augmentait en moyenne de 25.0/0. Dirigées par les syndicats, les grèves ont d'abord eu pour objet d'obtenir une diminution des heures de travail et une augmentation des salaires. Mais l'organisation même du syndicalisme qui, en réglementant les heures de travail, réglemente aussi le salaire et souvent même le rendement, fixe à l'ambition du travailleur un maximum. L'ouvrier a perdu l'amour du travail ; il a perdu surtout l'amour-propre de son travail. Que lui importe la qualité de ce qu'il produit ! Il comprend qu'en poussant à leur limite ses revendications professionnelles, il arrivera peut-être à gagner un peu plus en travaillant un peu moins ; mais sa vie restera la même, triste, monotone et sans autre horizon qu'une retraite pour la vieillesse (2).

C'est là vraiment la cause profonde, exploitée par certains leaders sincères et convaincus, et par d'autres, ambi-

(1) Sentiment tout nouveau chez la très grande majorité de la classe ouvrière qui jusqu'alors était habituée à considérer comme normales les énormes différences sociales anglaises. A l'auteur de ces lignes qui le « tâtait » sur la question des riches seigneurs anglais, un artisan de Sheffield répondait en 1905 : « They are born to it ».

(2) H. G. Wells, disait, dans un article publié, le 10 octobre 1910, par le *Daily Mail* : « Une tâche qui n'est éclairée ni par le sentiment d'un haut idéal, ni par l'espoir d'un but intrinsèque... répugne à la masse des êtres humains... La véritable cause de l'agitation ouvrière ne réside pas dans le fait que le salarié gagne soixante centimes de moins qu'il ne devrait, ou que son atelier n'est pas convenablement inspecté... mais dans le fait que l'ouvrier a son travail en horreur. (Cit. J. BARDOUX, *L'Angleterre radicale*).

tieux que les lauriers de John Burns empêchaient sans doute de dormir, qui a déterminé le *labour unrest*, qui, à partir de 1910, a secoué douloureusement l'Angleterre et souvent compromis sa prospérité industrielle.

L'action parlementaire ne suffisait plus au monde ouvrier. Sans doute, le Labour Party proprement dit subsistait au parlement. Mais, parallèlement, se sont développés la *Social Democratic Federation* et l'*Independent Labour Party*, qui s'affranchissent si nettement de la discipline des Trade Unions que, devant l'audace de leur programme, Keir Hardie, J. Ramsay Macdonald, P. Snowden et Bruce Glasier, les chefs du parti, donnent leur démission (avril 1909). Le parti ouvrier veut désormais une action plus directe et surtout plus rapide. Il ne s'agit plus de s'en prendre aux industriels, aux producteurs ; c'est le consommateur, le public en général, que l'on menace.

En juillet 1910, pour un motif futile et purement personnel, une grève éclate sur le *North Eastern Railway* ; elle gagne de proche en proche. Le 20, 30.000 employés ont quitté le travail, entraînant l'inactivité dans nombre de ports et d'usines. — En juillet et en août 1910, d'autres grèves, dont une de 18 jours, sévissent dans les chantiers de construction de navires de la Tyne. — En octobre et novembre, plusieurs grèves éclatent dans les charbonnages du Pays de Galles. Les grévistes attaquent à coups de pierres les *blacklegs*, qui continuent à travailler ; ils pillent les bureaux des compagnies, saccagent les magasins des villages. Le 9 et le 13 novembre, la police locale étant insuffisante à réprimer les troubles, le Gouvernement est obligé de faire intervenir le 18^e hussards, puis l'infanterie elle-même.

Et dès lors, jusqu'à la déclaration de guerre en 1914, des grèves plus ou moins graves, plus ou moins étendues, se sont succédées presque sans interruption, sauf pendant un court intervalle de calme relatif, au début de 1911, lors des préparatifs et durant les fêtes du couronnement.

Le 3 février 1911, un différend s'élève entre certains transporteurs de poisson et la compagnie du *North Eastern Railway* à Hull. Les cheminots de la région décident de se mettre en grève « par sympathie » ; mais cette manifestation échoue dès le lendemain, n'ayant pas l'appui de l'*Amalgamated Society of Railway Servants*.

Le 14 juin, les marins, en désaccord avec la *Shipping Federation*, déclarent la grève. Ils demandent une augmentation de 10 sh. par mois pour les marins et les chauffeurs, une élévation de tarif pour les heures supplémentaires, un minimum de 35 sh. pour les hommes payés à la semaine. A Southampton, la situation est compliquée par une grève des porteurs de charbon ; les paquebots ne partent plus pour l'Amérique. Huit grands navires qui devaient assister à la revue navale et accomplir ensuite des croisières d'agrément, ne peuvent quitter le port. Grâce aux concessions consenties par la *Shipping Federation*, un accord est obtenu le 24 juin à Southampton, et le 27 à Liverpool ; mais, dans cette dernière ville et à Manchester, une grève des dockers et des charretiers éclate. Les marins décident alors de se joindre à eux par sympathie. Les dockers du Port de Londres avaient, le 27 juillet, obtenu 7 pence au lieu de 6 par heure. Les dockers des compagnies de navigation, se prétendant des travailleurs de choix, réclament alors 8 d. au lieu de 7. Le 1^{er} août, ils se mettent en grève. 20 transatlantiques sont retenus au port. 20.000 hommes ont quitté le travail. — Le 6 août, grâce à l'arbitrage de Sir Albert Rollit, ils obtiennent 8 d. l'heure et 1 sh. par heure supplémentaire. Toutefois, attendant le règlement de quelques autres conflits où les porteurs de charbon, etc. étaient intéressés, les dockers ne reprennent le travail que le 12 août.

Dans l'intervalle, les 8 et 9 août, les charretiers se sont mis en grève. Ils n'autorisent que le transport de la glace pour les hôpitaux et du papier pour les journaux. Des quantités de marchandises sont gâchées. Des usines ferment,

faute de matières premières. Le Gouvernement se prépare à envoyer de Woolwich et Aldershot 20.000 hommes de troupes, quand, le 11, par l'entremise du Board of Trade, les charretiers obtiennent gain de cause : semaine de 72 heures, salaire de 27 sh. pour les charretiers des voitures à un cheval, de 31 sh. pour ceux des voitures à 2 chevaux.

Cependant, à Liverpool, les armateurs ont décidé de reconnaître l'Union des Dockers et se plient à leurs revendications. Malgré cela, un grand nombre d'hommes refusent de reprendre le travail. Le 14 août, les armateurs déclarent le lock-out. Mais les cheminots à leur tour se mettent en grève. Le 5, 1.200 porteurs des gares du *Lancashire and Yorkshire Railway* quittent le travail, bientôt suivis par les porteurs des autres gares. En réponse au lock-out des armateurs qui affecte 25.000 hommes, le comité de grève des Dockers décide la grève de tous les transports, soit 75.000 hommes. — Le 13 août, collision entre les manifestants et la police : 200 blessés. — Le 14, des renforts de troupes arrivent ; la police est assaillie à coups de pierres. Les bagarres durent six heures. — Le 15, les émeutiers attaquent les voitures cellulaires qui transportent des individus arrêtés la veille. Les troupes font usage de leurs armes : 2 tués, 2 blessés. Vers la fin de la semaine, le croiseur *Antrim* est envoyé dans la Mersey et le croiseur *Warrior* à Douglas, prêts à intervenir. — Le 12 août, grève des charretiers à Manchester ; le 14, grève des tramways à Glasgow.

Mais c'est parmi les cheminots, mécontents de la lenteur et de la mauvaise volonté avec lesquelles les compagnies appliquent les conventions de 1907, que le mouvement prend une extension menaçante. Déjà 10.000 hommes ont quitté le travail dans la région de Liverpool. — Le 15 août, les délégués des 4 Unions des Cheminots décident que, faute de solution dans les 24 heures, ils déclareront la grève générale. Des conférences de M. Asquith et du président

du Board of Trade avec les représentants des compagnies et des cheminots séparément échouent. Cependant le 16, M. Lloyd George, tout en se déclarant prêt à examiner favorablement les revendications des grévistes, ajoute qu'il est décidé à faire respecter l'ordre et la loi avant tout. (La fermeté de ce langage n'avait d'autre cause que la tension très grave, à ce moment, des relations entre l'Angleterre et l'Allemagne). — Le 16, la grève commence. Le *London and South Western Railway* n'en est pas sérieusement affecté. Mais, à Londres, les gares de Saint-Paul's, Cannon Street et Marylebone sont fermées, ou à peu près. L'agitation est particulièrement dangereuse dans le quadrilatère Newcastle-Liverpool-Coventry-Hull et dans le sud du Pays de Galles. La région de Dublin est en grève également. Des troupes campent dans les parcs de Londres, Birmingham, Sheffield, etc. Les points stratégiques sont occupés. 6.000 hommes s'offrent comme policemen volontaires à Londres. — Le 19, des bagarres ont lieu en divers endroits, notamment à Llanelly (Galles) où les troupes tirent sur la foule : 2 tués, plusieurs blessés. Un train est attaqué et saccagé ; pendant le pillage, une explosion a lieu : 5 tués. A Blackpool, des milliers de gens venus en villégiature avec leurs familles, sont obligés de regagner Londres à pied ou par des moyens de fortune.

Le 19, à 11 heures du soir, l'accord intervient au cours d'une conférence à laquelle participaient le Chancelier de l'Echiquier, le Président et deux fonctionnaires du Board of Trade, Sir H. Llewellyn-Smith, M. G. Askwith, les délégués des cheminots et des compagnies et le président du Labour Party : la grève cessera ; les grévistes seront réintégrés dans leurs postes ; les Conseils de Conciliation prévus par la Convention de 1907 se réuniront immédiatement pour régler les questions en litige ; mais désormais les délégués des cheminots en choisiront parmi eux-mêmes le secrétaire. Les leaders des cheminots qualifièrent ce résultat de « magnifique victoire » ; et, malgré quelques

troubles occasionnels à Manchester, Darlington, Hull, et des émeutes à Tredegar (Galles du Sud), le travail reprit peu à peu sur toutes les lignes.

Le 22 août, M. Winston Churchill déclara aux Communes que, si la grève avait continué encore 8 jours, l'industrie aurait été totalement arrêtée et, 8 jours après, la famine aurait sévi dans maintes régions. Sans l'aide de la troupe, les chemins de fer auraient été complètement paralysés ; des émeutes sanglantes et des pillages désastreux auraient eu lieu. Pendant les troubles, la mortalité avait doublé à Liverpool.

Le 15 septembre, à Dublin, pendant une grève des bois de charpente, les porteurs de Kingsbridge Station refusent de transporter des bois pour une certaine firme de la région. Tous les cheminots syndiqués déclarent à leur tour la grève qui ne se termine que le 3 octobre, grâce aux conditions généreusement offertes par les compagnies. — La grève des bois cesse le 5 octobre. — Le 31 octobre, 6.000 chauffeurs de taxis à Londres se mettent en grève : une solution temporaire favorable aux taximen met fin au conflit le 9 novembre.

Le 19 décembre, une grève des charretiers et des dockers à Dundee, donne lieu à des troubles graves. 300 hommes de la Garde Noire sont appelés par le Lord Provost ; mais le conflit prend fin le 24 décembre, une augmentation sérieuse de salaire étant consentie aux grévistes.

Le 20 décembre, pour protester contre l'emploi de deux non-syndiqués (un homme et sa femme), les ouvriers d'une filature d'Accrington se mettent en grève. — Le 27, les fabricants déclarent le lock-out qui affecte 126.000 ouvriers et ouvrières. Le conflit s'apaise le 16 janvier 1912 par une trêve : le travail reprendra pour 6 mois, pendant lesquels Sir G. Askwith préparera un compromis concernant l'emploi des non-syndiqués. En cas de non-acceptation, patrons et ouvriers s'engagent à ne pas agir sans se donner 6 mois d'avertissement préalable. Cette grève coûte aux ouvriers

un million de livres en salaires et 250.000 livres en fonds de secours. Les pertes pour le Lancashire sont évaluées à 5 millions de livres.

En juin 1911, l'agitation avait commencé parmi les mineurs du Pays de Galles : ils demandaient qu'un salaire minimum fût fixé pour toutes les classes de travailleurs, de façon à régulariser les gains de ceux qui étaient employés dans les parties « anormales » des mines, c'est-à-dire celles où les conditions géologiques du sol, rendant l'extraction plus difficile, entravaient le rendement et, par conséquent, diminuaient les salaires. Le 18 janvier 1912, on annonça à Birmingham les résultats du référendum organisé à ce sujet : 445.801 ouvriers avaient voté pour, 115.721 contre la grève, soit une majorité de 4 contre 1 en faveur de la grève. Pour parer à cette menace, le Gouvernement convoqua à Londres une « Conférence Nationale » des propriétaires de mines et des mineurs. Ces derniers présentèrent une cédula fixant les salaires minima suivants d'après les régions :

Yorkshire.....	7 sh. 6
Lancashire.....	7 sh.
Midland Federation.....	6 à 7 sh.
Derbyshire.....	7 sh. 1 1/2 à 7 sh. 6
Nottinghamshire.....	7 sh. 6
Galles du Nord.....	6 sh.
Galles du Sud.....	7 sh. 1 1/2 à 7 sh. 6
Leicestershire.....	7 sh. 2
Cleveland.....	5 sh. 10
Derbyshire Sud.....	6 sh. 6
Somersetshire.....	4 sh. 11
Bristol.....	4 sh. 11
Cumberland.....	6 sh. 6
Ecosse.....	6 sh.
Northumberland.....	6 sh. à 7 sh. 2
Durham.....	6 sh. 1 1/2
Forêt de Dean.....	5 sh. 10

Lorsqu'il apparut qu'au mépris des conventions existantes, les hommes étaient décidés à exiger un salaire minimum,

les propriétaires des Galles du Sud se retirèrent. Les autres propriétaires, consentant à accorder un salaire journalier raisonnable pour un rendement journalier raisonnable et des conditions spéciales aux travailleurs des parties « anormales » en Lancashire, Yorkshire, Midland et Galles du Nord, insistèrent pour que le salaire fût proportionnel au rendement. Les hommes refusant de renoncer à leur cédula, la Conférence échoua.

Le 26 février 1912, plusieurs milliers d'ouvriers quittent le travail à Alfreton (Derbyshire). C'était le commencement de la grève. De nouveau, le 28, le Gouvernement fait des tentatives de conciliation. Il propose, pour chaque district, un salaire minimum à fixer par des comités de district auxquels assisterait un représentant du Gouvernement qui, faute d'accord au bout d'un temps raisonnable, déciderait lui-même des questions en litige. 60 % des propriétaires acceptent cette proposition, tout en demandant la garantie gouvernementale que les conventions, une fois conclues, seraient exécutées pendant un temps défini. Le 29, M. Asquith déclare aux mineurs que le Gouvernement est décidé à obtenir pour les ouvriers du sous-sol un salaire minimum avec certaines garanties de rendement, et leur conseille de ne pas s'obstiner sur des chiffres. Mais les propriétaires des Galles du Sud font valoir que leurs employés sont liés par un accord intervenu en 1910 et valable jusqu'au 31 mars 1915. Les propriétaires d'Ecosse se trouvaient dans une situation analogue. — Le 1^{er} mars, les négociations sont rompues.

Le 4 mars, un million d'ouvriers mineurs ont quitté le travail ; un million d'autres ouvriers, employés dans diverses industries, sont menacés de se trouver sans travail par suite du manque de charbon. Les compagnies de gaz et d'électricité et le chemin de fer du *Great Eastern*, ayant eu la prévoyance d'accumuler des stocks importants, n'ont qu'à restreindre leurs services. Mais les autres réseaux doivent réduire considérablement le nombre de leurs trains ;

le transport des marchandises est presque complètement arrêté. Nombre d'industries, les poteries et les verreries, notamment, ont sérieusement à souffrir. Le 11 mars, 1.300.000 ouvriers industriels sont réduits au chômage. Une nouvelle conférence mixte des propriétaires et des mineurs, réunie du 12 au 15 mars au Foreign Office par M. Asquith et quelques autres ministres, échoue.

Après avoir publié un communiqué à ce sujet, le Gouvernement présenta donc, le 19 mars, le *Coal Mines (Minimum Wage) Bill*. Il contient les propositions faites, le 28 février, aux représentants des propriétaires et des mineurs, acceptées par les mineurs et par 65 % des propriétaires : Garanties concernant l'efficacité et la régularité du travail ; salaire minimum, variant suivant les districts, fixé par 21 Conseils de District, mixtes, reconnus par le Board of Trade (représentation égale des employeurs et employés ; président indépendant nommé d'un commun accord par les deux parties ou, à défaut d'accord, par le Board of Trade et possédant une voix prépondérante). Le *Coal Mines (Minimum Wage Bill)* fut voté en troisième lecture, aux Communes, le 27 mars, par 213 voix contre 48 (et, le 29, aux Lords,) — avec cet amendement que, en fixant le salaire minimum, les Conseils de District « s'inspireront du taux moyen journalier des salaires. »

Une fois cette loi votée, et bien que les ouvriers fussent presque partout, malgré quelques troubles, retournés à leur tâche, un référendum (auquel plus de 75 % des intéressés prirent part) fut organisé parmi les mineurs sur le point de savoir s'il fallait ou non reprendre le travail, en attendant la fixation des salaires minima, suivant la procédure établie par la nouvelle loi. Les résultats furent publiés le 4 avril : 244.011 voix contre, 201.013 voix pour. Ainsi une majorité de 42.998 votants se déclarait opposée à la reprise du travail. Mais le Comité Exécutif, qui ne semblait pas avoir prévu ce résultat, déclara que, puisqu'il fallait une majorité des deux tiers pour déclarer

une grève, la même majorité était nécessaire pour la continuer. Et, malgré quelques bagarres en Lancashire et en Yorkshire, à la fin de la semaine suivante le travail avait repris partout.

La nouvelle loi ne donnait pas pleine satisfaction aux exigences des mineurs. Elle ignorait la cédula des salaires moyens au sujet de laquelle ils s'étaient montrés si intransigeants. Mais le principe qu'elle établit n'en est pas moins d'une importance considérable. C'est, en effet, le principe des salaires minima, fixés sous la surveillance et avec l'approbation de l'Etat, non plus pour des travailleurs dont l'emploi est précaire, comme c'était le cas dans le *Sweated Industries Act* de 1909, mais pour une des corporations les mieux rétribuées. Comment, en présence d'un résultat aussi encourageant, d'autres corporations n'auraient-elles pas été tentées d'user de leur force pour appuyer leurs revendications ?

De fait, l'année 1912 semble bien marquer dans l'agitation gréviste en Angleterre l'ouverture d'une phase nouvelle. Le 22 mars, Guy Bowman, directeur, et les frères B. et C. Buck, imprimeurs, du journal *The Syndicalist*, sont condamnés respectivement à 9 mois et 6 mois de prison, pour publication d'un article incitant les soldats à la désobéissance s'ils reçoivent l'ordre de tirer sur les grévistes. — Le 18 juin, un chauffeur de locomotive, Fred. Crowsley, est condamné à 4 mois de travaux forcés pour avoir distribué aux troupes un pamphlet les incitant à la révolte. — En janvier, les chefs du mouvement avaient fait circuler dans les Galles du Sud un programme d'action, préconisant l'hostilité ouverte à l'égard des employeurs, la grève perlée, le rendement minimum, l'agitation permanente, etc., « de façon à obtenir une augmentation des salaires minima et une diminution des heures de travail, pour arriver finalement à annihiler les profits des patrons. » La nationalisation, non seulement des mines, mais de la production en général, tel est, en

effet, le but vers lequel tend le mouvement nouveau et, pour y arriver, tous les moyens indiqués dans le programme des Galles du Sud seront employés, et l'on y ajoutera bientôt le sabotage.

Malgré la prospérité commerciale qui signale le second semestre de 1912 et malgré la hausse qui en résulte dans les salaires, les grèves continuent. Du 18 au 24 mars, 1.200 chauffeurs de taxis, à Londres, abandonnent le travail sous prétexte que les patrons ne se sont pas conformés à une convention récente. — Du 1^{er} mai au 4 juin, grève des tailleurs (1) à Londres, qui n'échoue que par suite de la rivalité entre deux groupements d'employés. — En mai, des désaccords se manifestent déjà dans les Galles du Sud au sujet de l'application de la nouvelle loi par le Comité de District.

Mais des difficultés autrement graves se produisent à Londres. Les Trade-Unions des Dockers, des Débardeurs et des Charretiers s'étaient amalgamées avec d'autres corporations syndicales et avec l'Union des Marins et des Chauffeurs pour former la Fédération des Transports qui comprenait ainsi 27 groupements. La Fédération avait déjà obtenu que, dans le Port de Londres, ses membres seraient employés de préférence. Un débardeur ayant refusé d'adhérer à l'Union des Débardeurs sous prétexte qu'il faisait déjà partie de l'Union des Contremaîtres restée en dehors de la Fédération, les autres débardeurs refusent de travailler avec lui. 2.000 d'entre eux sont congédiés le 18 mai. — Sur ce, la Fédération des Transports enjoint d'abord à ses membres de ne plus toucher aux marchandises des firmes intéressées ; puis, le 23 mai, elle déclare la grève des transports et, le 26, à une grande manifestation à Trafalgar Square, elle exige 1^o la reconnaissance absolue

(1) Cette grève démontra la prépondérance de l'élément étranger dans la corporation des tailleurs du West End et plus encore de l'East End. Un grand nombre des orateurs prononcèrent leurs harangues en yiddish et même en allemand.

du « ticket de la Fédération », c'est-à-dire la préférence pour ses syndiqués ; — 2° la journée de 10 heures à raison de 10 pence l'heure, y compris le temps des repas ; — 3° un salaire de 1 sh. 2 d. par heure supplémentaire. La grève s'étend à d'autres ports et le transatlantique *Olympic* est arrêté à Southampton.

Le Board of Trade ayant convoqué une conférence mixte, les armateurs refusent d'y assister ; les autres patrons suivent leur exemple. — Le 5 juin, probablement à l'instigation du Gouvernement, la Fédération, renonçant au principe du « ticket », propose la formation d'un Conseil de Conciliation ; mais, de nouveau, les employeurs s'y refusent, déclarant qu'avant tout les hommes devront revenir au travail, mais qu'il sera impossible de reprendre tous les grévistes dont un grand nombre ont déjà été remplacés.

Le 4 juin, aux Communes, le député travailliste O'Grady déclara que 100.000 ouvriers étaient sans travail et que les capitaux lésés par cette grève s'élevaient à 1.200 millions de livres. Le 7 juin, les délégués de la Fédération acceptèrent de nouvelles propositions faites par le Gouvernement : formation d'une Fédération des employeurs ; formation d'un Conseil mixte avec représentation égale des employeurs et des employés ; dépôt d'argent par les deux parties en garantie d'exécution des contrats. — Le 10 juin, les employeurs refusèrent ces propositions, objectant l'impossibilité de former des fédérations d'employeurs dans diverses branches d'industries, et le fait que le cas des non-syndiqués n'était pas envisagé. Sur ce refus, la grève s'étend plus ou moins aux ports de Southampton, Plymouth, Manchester, Bristol, Swansea. A Londres, la détresse commence à se faire sentir sérieusement chez les grévistes.

Du 15 au 17 juillet, une nouvelle tentative de conciliation échoue, les autorités du port de Londres et les employeurs refusant de reprendre les grévistes, les hommes, de leur

côté, exigeant l'emploi exclusif des syndiqués de la Fédération. — Le 27 juillet, à une grande manifestation à Tower Hill, le leader syndicaliste Ben Tillett demande aux assistants de répéter après lui cette « prière » : « O Dieu ! frappez de mort Lord Devonport ! » L'orateur suivant, Cunninghame Grahame, remarque que « la Grande Puissance est en grève aussi ! » A l'issue de cette manifestation, bagarres, pillage de voitures chargées de denrées alimentaires et de balles de laine, batailles entre les grévistes et la police. Cependant, une tentative de grève générale ayant complètement échoué, les leaders commencèrent à conseiller le retour au travail. Cela ne se fit pas sans quelques bagarres avec les « blacklegs » dont certains se défendirent le revolver au poing. Dans les premiers jours d'août, la situation était redevenue à peu près normale.

Le Congrès des Trade-Unions eut lieu le 26 septembre à Newport. Les deux chiffres suivants indiqueront l'extension du mouvement syndicaliste. Le nombre des Unions avait quelque peu diminué en raison des amalgamations récemment opérées ; mais le nombre des syndiqués qui était en 1911 de 1.662.133 était monté en 1912 à 1.971.109. Le Président, M. Thorn, annonça la proposition probable en 1913 d'un Bill pour la Nationalisation des Mines, et ne cacha pas que le but final du syndicalisme anglais était la nationalisation de la terre et des moyens de transport et de production.

Quelques mois s'étaient écoulés dans un calme relatif quand une nouvelle grève éclata en décembre sur le *North Eastern Railway*. Un mécanicien, surpris en état d'ébriété, ayant été déclassé et la Compagnie ayant refusé de le réintégrer dans son rang primitif, 8 à 10.000 cheminots de la région de Newcastle se déclarèrent en grève. Sur l'intervention de M. Mac Kenna, Home Secretary, l'employé en question fut finalement réintégré et la grève cessa le 14 décembre, non sans que les grévistes fussent punis d'une amende égale à 6 journées de salaire. Le public était

d'ailleurs nettement hostile à cette grève et les magistrats de Newcastle protestèrent contre l'intervention de M. Mac Kenna.

L'année 1913 débute par une grève. Le 1^{er} janvier, 6.000 chauffeurs de taxis, à Londres, abandonnent le volant pour protester contre l'augmentation du prix de l'essence. Cette grève ne se termina que le 19 mars. Les chauffeurs furent réintégrés et le prix de l'essence fut fixé pour eux à 8 d. le gallon. — Du 15 au 19 février, à Grimsby, grève de 2.000 dockers : augmentation des salaires et diverses autres concessions. — Le 26 février, à Bradford, 6.000 teinturiers commencent une grève qui durera 7 semaines ; après quoi les hommes accepteront le travail aux pièces pour un essai d'un an. — Le 3 mars, à Garston, grève des dockers, à la suite d'un différend entre deux Unions.

Du 20 juin au 7 juillet, dans le Lancashire, grève des garçons de ferme ; ils s'opposent à l'expédition des produits et demandent 1° la reconnaissance de leur Union ; — 2° la journée de 12 heures ; — 3° la cessation du travail le samedi à midi ; — 4° un salaire minimum de 24 sh. par semaine. Finalement, ils renoncent à la première de ces revendications ; les autres sont renvoyées à l'examen d'une Commission. — Le 7 juillet également, la concession d'un salaire minimum de 23 sh. par semaine met fin à une grève prolongée et coûteuse des ouvriers métallurgistes de Birmingham. Cependant, une certaine agitation se manifeste parmi les constructeurs de navires. On parle de grève générale. Mais un référendum des syndicats intéressés s'y oppose nettement par une majorité de presque 3 contre 1 (15.702 contre, 5.582 pour).

En août, des grèves nombreuses éclatent : à Londres, successivement les peintres-décorateurs, les électriciens, les mécaniciens, les boulangers, certains ouvriers employés par le Gouvernement, quittent le travail. — En Cornouailles, les potiers et faïenciers demandent un salaire minimum de 25 sh. par semaine et la reconnaissance de leur syndicat.

Une tentative de conciliation par le Board of Trade se heurte à la résistance des patrons. Le retour de quelques ouvriers donne lieu à des bagarres que le syndicat attribue à l'intervention de la police.

En septembre, grève des employés de la *Ship Canal Company* aux docks de Manchester. Les grévistes demandent et obtiennent une augmentation de salaire. — Dans les Galles du Sud, grève de 8.000 mineurs contre l'emploi de non-syndiqués. — A Londres, une grève générale des omnibus n'est évitée que par l'intervention du Lord-Maire et du Board of Trade et grâce aux concessions accordées aux employés.

Mais toute cette agitation est éclipsée par les troubles d'Irlande. Sous l'influence de l'Union Irlandaise des Transports, les ouvriers agricoles du nord de Dublin se mettent en grève en août. La Compagnie des Tramways de Dublin enjoint à ses employés de se séparer de l'Union sous peine de lock-out. L'agitateur Larkin, arrêté le 26 août, puis relâché sous caution, organise cependant une grande manifestation pour le 31 dans Sackville Street, artère principale de Dublin. — Le 30, bagarres sérieuses : 30 policemen, 400 civils sont blessés. Le 31, Larkin est arrêté de nouveau ; désordres graves. Plusieurs grandes fabriques, protestant contre l'action révolutionnaire de l'Union des Transports, congédient ceux de leurs employés qui en font partie. Le lock-out s'étend à diverses compagnies de navigation. Le 5 septembre, 6.000 ouvriers et ouvrières de Dublin sont sans travail. Mais, le 2 septembre, deux maisons de Church Street, occupées par 25 familles d'ouvriers, s'écroulent ; 8 personnes sont tuées. Une enquête menée à ce sujet révèle l'effrayant état sanitaire de la ville et la détresse lamentable qui y règne dans les milieux ouvriers : 21.000 familles y vivent dans des logements d'une seule chambre dont la plupart sont occupées par 4 personnes au moins. Dans certains cas, les locataires ayant recueilli des familles expulsées, le nombre des gens qui vivent dans la même

pièce est de 10, 11, et même 12 personnes. La Commission d'enquête déclare que les conditions de l'existence et du travail à Dublin sont ce qu'il y a de pire en Europe.

Le 13 septembre, lock-out de plusieurs milliers d'ouvriers du bâtiment et de plusieurs milliers d'ouvriers agricoles qui ont refusé de se séparer de l'Union des Transports. Le lock-out s'étend à Liverpool, Birmingham, Crewe, Derby, Sheffield, Leeds, et d'autres villes où les ouvriers refusent « par sympathie » de transporter les marchandises venant de Dublin. En Angleterre, un accord intervient cependant le 20 septembre ; mais, à Dublin, le 21, des bagarres violentes se produisent entre les grévistes et la police ; plusieurs tramways sont renversés et détruits. — Le 22, on estime à 13.000 le nombre des chômeurs dont beaucoup sont dans la plus affreuse misère. Le Comité Parlementaire du Congrès des Trade-Unions décide de leur envoyer pour 3.000 livres de provisions ; un premier navire de secours arrive à Dublin le 25. — Le 13 novembre, un millier d'hommes encore employés par les six compagnies de navigation qui assurent le service entre l'Irlande et l'Angleterre, se mettent en grève. Il ne reste plus qu'un seul service, celui des passagers par Holyhead, et Dublin devient « une cité de mort ». Sous la protection de la police, seuls, 300 « briseurs de grève » travaillent, tandis que Larkin, relâché le 13, harangue les foules, promet la grève générale et conseille aux grévistes de s'y préparer. Trois jours après sa mise en liberté, il s'écrie à Manchester : « A bas l'Empire, ou plutôt à bas ce que les politiciens appellent l'Empire ! »

En novembre, on essaie d'étendre la grève aux chemins de fer du *Great Western* dans les Galles du Sud. Deux mécaniciens ayant refusé de transporter des marchandises venant de Dublin sont renvoyés. Llanelly, Swansea, Neath, Cardiff, etc., sont plus ou moins affectés. Mais le syndicat refusant son appui à cette grève, les grévistes sont contraints de présenter des excuses et, en guise d'amende, envoient un don en argent à l'hôpital de Swindon.

Cependant la grève continue en Irlande. Un congrès des Trade-Unions était convoqué pour le 9 décembre. En attendant ses décisions, l'Union des Transports offre de rouvrir le port de Dublin, mais à la condition que les compagnies de navigation n'accepteront pas de marchandises pour le compte de la Brasserie Guinness et de la Biscuiterie Jacob. Les employeurs n'acceptent pas cette condition.

Enfin, du 4 au 7 décembre, les leaders des trade-unions ont une conférence avec les employeurs. Il est décidé que les « grèves de sympathie » seront abandonnées ; aucune grève, aucun lock-out ne seront déclarés sans un avis préalable d'un mois ; les grèves ne seront prononcées qu'à la suite d'un référendum. Les délégués des ouvriers demandaient la réintégration immédiate de tous les grévistes ; mais les employeurs, tout en promettant de faire de leur mieux, déclarèrent que dans l'état actuel de dislocation générale, il leur serait impossible de trouver du travail pour tout le monde.

Le 9 décembre, à Londres, eut lieu le Congrès des Trade-Unions. 600 délégués y assistaient, représentant 350 Unions affiliées et 2.500.000 ouvriers. La séance fut plus qu'orageuse. Les discours véhéments de Larkin (attaqué, d'ailleurs, par M. Henderson, membre des Communes) n'empêchèrent pas le Congrès de se déclarer (par 11 voix contre 1) opposé aux grèves de sympathie. Les ouvriers commençaient à se rendre compte que ces grèves partielles et éphémères finiraient par enlever toute sa force à la grève proprement dite. Le même jour, les cheminots du *London and North Western* à Dublin reprirent le travail ; les services de la mer d'Irlande furent rétablis. La grève s'effritait. Le 19 janvier 1914, elle se termina par la rentrée de la majorité des dockers et la réouverture des ateliers des tramways de Dublin qui étaient restés fermés pendant cinq mois.

L'année 1913 s'acheva comme elle avait commencé, par

une grève, celle de 3.000 employés municipaux (gaz, eau, électricité, cimetières et parcs, services sanitaires) à Leeds. La grève se déclancha le 10 décembre ; les employés demandaient une augmentation générale de 5 sh. par semaine. Mais le public, las de pâtir de tous ces troubles plus ou moins justifiés, commençait à réagir (1). Des volontaires et des étudiants prirent la place des grévistes. Pendant quelques jours l'éclairage des rues fut réduit ; des fabriques d'étoffes furent sérieusement affectées. Les employés des tramways, refusant d'utiliser un courant électrique produit par des « jaunes », se joignirent aux grévistes ; quelques tramways conduits par des volontaires, furent assaillis et saccagés. Mais, grâce à l'énergie des « briseurs de grève », au bout d'une semaine, la grève était virtuellement annihilée.

Pendant tout le cours de l'année 1913, une vive effervescence s'était manifestée dans les services des Postes et Télégraphes. Le 15 août, une Commission Parlementaire nommée en 1912 avait recommandé une augmentation générale des traitements que les employés, d'ailleurs, déclarèrent insuffisante. Deux députations envoyées au Postmaster-General, les 19 novembre et 11 décembre, ne réussirent pas à obtenir l'augmentation qu'elles étaient chargées de demander. Pendant quelque temps, l'Angleterre se trouva menacée d'une grève générale des Postes, qui fut cependant différée jusqu'à la présentation du Budget. Le 30 avril 1914, le Budget soumis au Parlement par le Postmaster-General, M. H. Hobhouse, présenta en effet, sur le précédent, un accroissement de dépenses de £ 1.770.000, dû à une augmentation des salaires s'élevant à environ 2 millions de livres et à l'octroi à tous les employés d'un salaire minimum de 22 sh. par semaine.

(1) Le 25 septembre, on avait annoncé la formation d'une Union de Défense des Employeurs, au capital de 50 millions de livres, pour la protection des employeurs contre les grèves agressives. Cette nouvelle organisation était puissamment appuyée.

L'année 1914 se lève sous les auspices les plus sombres : grève des chaisiers et autres ébénistes, et bagarres à High Wycombe (cette grève dure jusqu'au 23 février) ; — grève des chauffeurs de taxis à Londres ; — grève des employés municipaux à Blackburn ; — grève des instituteurs du Herefordshire. — Les conventions existantes dans les corporations des mécaniciens et des constructeurs de navires expirant en mars, on s'attend à un conflit nouveau. — Des troubles sont à prévoir dans l'industrie cotonnière. — Les gaziers et les ouvriers des transports s'agitent de nouveau. Et les cheminots élèvent des revendications au sujet de la reconnaissance de leur Union, d'une modification des Conseils de Conciliation et d'une réduction des heures de travail.

Le 21 janvier, les porteurs de charbon, ayant vu échouer les négociations entamées avec leurs patrons au sujet d'une augmentation de salaires, se mettent en grève. Le 23, les charretiers-charbonniers les imitent. 10.000 hommes ont quitté le travail. Ils ne laissent même plus passer le charbon destiné aux hôpitaux. Mais des volontaires de toutes sortes, employés, voyageurs de commerce, étudiants, internes des hôpitaux, offrent leurs services. Des véhicules de tous genres, des automobiles même, sont mis à leur disposition. — Le 28, les patrons consentent quelques concessions ; les grévistes reprennent le travail. Pendant toute cette période, le froid ayant été très vif, la grève avait causé des souffrances pénibles à la population.

Plus grave fut le conflit dans la corporation du bâtiment. L'Association des Entrepreneurs ayant eu à se plaindre de ce que, à maintes reprises, des hommes s'étaient refusés à travailler avec des non-syndiqués, veut exiger de chacun de ses ouvriers l'engagement écrit, sous peine d'une amende de 20 shillings, de ne pas se mettre en grève sous ce prétexte. Les hommes ayant refusé de se soumettre à ces conditions, le 24 janvier un certain nombre d'entre eux sont congédiés et l'Association menace de déclarer le lock-out

général. La majorité des ouvriers refuse cependant de céder et, contrairement aux avis des leaders, rejette, le 16 mai, par 21.017 voix contre 5.705, les offres faites en avril par le Conseil National de Conciliation. Seule, la déclaration de guerre met fin à ce conflit. — Le 6 août, les entrepreneurs déclarent qu'ils renoncent à leur projet de lock-out et la plupart des hommes acceptent de travailler avec des non-syndiqués.

Les ouvriers agricoles s'agitent aussi. Ils demandent une augmentation de salaires, la cessation du travail le samedi à midi, la reconnaissance de leur Union. Des grèves éclatent dans diverses localités, et notamment à Helions Bumpstead en Essex, à la fin de février, et sur les domaines de Lord Lilford en Northamptonshire, en avril.

En mars, malgré l'augmentation du salaire minimum, les mineurs du Yorkshire du Sud réclament la continuation du paiement de certains suppléments et se mettent en grève. — Le 15 avril, à la suite d'un référendum (27.259 contre 15.866) ils retournent au travail. — Le 16 mai, les leaders des cheminots décident d'exiger la reconnaissance de leur trade-union par les compagnies, la semaine de 48 heures et une augmentation générale de 5 shillings par semaine.

Derrière toutes ces manifestations d'une situation intérieure troublée, passait et repassait le spectre menaçant de la guerre civile entre l'Ulster et le reste de l'Irlande. Et voici que, le 3 juillet, au sujet du refus par un mécanicien de monter une machine sur une base préparée par un non-syndiqué, une nouvelle grève éclate, mais cette fois, à l'arsenal de Woolwich. Le 6 juillet, 10.000 hommes ont déjà quitté les ateliers. Cependant, à la suite du rapport d'une commission d'enquête présidée par Sir George Askwith, le 9, les ouvriers rentrent au travail.

Au milieu de tous ces conflits qui, depuis quatre ans, à peine éteints en un endroit, se rallumaient en un autre, le Gouvernement semble avoir été en proie à un certain désarroi. Devant cette marée montante des revendications

ouvrières qui, aussitôt satisfaites, font place à de nouvelles exigences, mais surtout devant la tactique nouvelle que le Labour Party emploie pour les faire aboutir et qui s'attaque, non plus aux seuls employeurs, mais à la collectivité tout entière, le Gouvernement est obligé d'intervenir. Il intervient en effet, essaie de concilier les parties et de trancher les questions en litige, mais toujours dans un sens favorable aux ouvriers. A un seul moment, en 1911, il montre quelque fermeté devant la poussée révolutionnaire ; c'est qu'alors la possibilité d'une guerre avec l'Allemagne (1) lui fait un devoir, pour la sécurité même de la nation, de ne pas tolérer que les transports et le ravitaillement en charbon puissent, d'un moment à l'autre, se trouver compromis. Mais, le danger passé, ou pour mieux dire différé, le Gouvernement s'est relâché ; il a repris sa politique d'atermoiements, de conciliation partielle et de concessions.

Or, depuis décembre 1910, le Gouvernement n'a cessé de perdre des sièges aux élections partielles. Les Unionistes enlèvent les circonscriptions d'Ayrshire, Cheltenham, Oldham et South Somerset en 1911, de Bow-Bromley, Crewe, Manchester South, Manchester North-West et Midlothian en 1912, de South Lanarkshire, Newmarket et Reading en 1913, et de Bethnal Green, N. E. Derbyshire, Ipswich et Leith du 1^{er} janvier au 1^{er} août 1914. Et pour compenser ces échecs, les Libéraux n'ont gagné que deux sièges, l'un à Glasgow en 1911, l'autre à Londonderry en 1913.

Devant ces victoires inquiétantes du parti unioniste, le Gouvernement est contraint de plier sa politique aux exigences des partis qui constituent sa majorité et dont la moindre défection pourrait entraîner sa défaite (2). Aussi,

(1) Voir : *Politique extérieure des Libéraux*, chapitre xxv.

(2) Le 11 novembre 1912, lors de la discussion aux Communes des clauses financières du Home Rule Bill, un amendement de Sir F. Banbury, limitant à un maximum de £ 2.500.000 la contribution

de 1911 au mois d'août 1914, défile à la Chambre des Communes une incroyable succession de bills, mal préparés, mal étudiés, les uns après les autres proposés, puis rejetés ou simplement retirés, beaucoup d'entre eux faute de temps pour les discuter (1).

annuelle de l'Angleterre aux finances d'Irlande, provoqua la défaite du Gouvernement qui fut mis en minorité par 228 voix contre 206. Ce fut un beau tumulte ! Les deux ministres présents durent quitter la salle aux cris de : « Démission ! démission ! adieu ! prenez votre retraite ! » Mais le Gouvernement réussit par la suite à faire admettre que le vote de cet amendement ne pouvait avoir d'effet rétroactif sur les clauses financières qui avaient été acceptées quatre jours auparavant.

(1) A titre documentaire, nous citerons ici quelques-uns de ces bills :

1911. — Aliens (Prevention of Crime) Bill, abandonné. — Bishops' Bill, abandonné. — County Courts Bill, abandonné. — Women's Enfranchisement Bill, renvoyé en mai à l'année suivante. — Employment of Children Act (1903) Amendment Bill, abandonné. — House of Lords Reconstitution Bill, présenté par Lord Lansdowne, passe en deuxième lecture, puis est abandonné. — Sweated manufactured goods Importation Prevention Bill, présenté par les Unionistes, qualifié d'impraticable et inutile par le Gouvernement, et finalement abandonné.

1912. — Bankruptcy Bill, abandonné. — Irish Creameries Bill, abandonné. — Education (School Attendance) Bill, abandonné. — Bishops' Bill, abandonné, mais repris, et enfin voté en 1913. — Clubs' Bill, abandonné. — Betting Inducements Bill, abandonné, repris et voté en 1914. — Gambling Advertisements Bill, abandonné. — Parliamentary Franchise (Women) Bill, rejeté en deuxième lecture. — Cottage Homes for Aged Persons Bill, adopté en deuxième lecture, puis abandonné. — Education Acts (Single School Areas) Amendment Bill, étouffé par obstruction. — Employment of Children Bill, voté en deuxième lecture et renvoyé à une commission. — Factory and Workshops Bill, abandonné. — Franchise and Registration Bill, renvoyé à 1913. — Housing of the Working Classes Bill, abandonné. — Acquisition of Land Bill, abandonné. — Mental Deficiency Bill, abandonné, puis repris et voté en 1913. — Ancient Monuments Bill, classé, puis repris et voté en 1913. — White Slave Traffic Bill, renvoyé à une Commission.

1913. — Real Property Bill, abandonné. — Betting Inducements Bill, abandonné, puis voté en 1914. — Public Rights of Way Bill, abandonné. — Underground Workrooms Bill, abandonné. — Merchant Shipping (Certificates Bill,) abandonné. — Moneylenders Bill, abandonné, repris et voté en 1914. — Land Purchase Bill, abandonné. — Franchise Bill, retiré. — Housing of the Working Classes Bill, retiré. — Land Purchase (Ireland) Bill, renvoyé à 1914. — London Elections Bill, abandonné. — Plural Voting Bill, rejeté par les Lords. — Representation

Sans doute le Parti Ouvrier reste toujours l'adversaire des conservateurs-unionistes, mais il n'évolue plus, comme avant 1910, dans l'orbite du gouvernement libéral. Si favorables que soient pour lui les mesures législatives que celui-ci propose et fait voter, si manifestement partiales que soient les offres de conciliation du Board of Trade, le Labour Party, s'il en profite, n'en garde au Gouvernement aucune reconnaissance. Au contraire, il ne lui pardonne pas d'avoir fait appel à la force armée pour réprimer les troubles grévistes de 1910 et 1911. Aussi, dans les élections partielles, assiste-t-on à des *three-cornered contests* de plus en plus nombreux, dont le résultat est d'ailleurs souvent à l'avantage des conservateurs. Est-ce à dire que le gouvernement radical ne peut plus compter sur l'appui du Labour Party ? Non, pas encore ; mais le Labour Party reprend de plus en plus son indépendance parlementaire et l'on peut prévoir que, le jour où il se sentira suffisamment fort, il sera pour le gouvernement libéral-radical, non plus un aide, mais un concurrent sérieux, sinon un adversaire. Cependant, comme nous l'avons vu, il préfère pour le

of the People (Women) Bill, rejeté. — Rural Cottages Bill, présenté par un Unioniste, rejeté par le Gouvernement. — Government of Scotland Bill, abandonné. — Welsh Church Bill, rejeté par les Lords.

1914. — Weekly Rest Day Bill (repos hebdomadaire) abandonné, parce que mal rédigé. — Sale of Intoxicants Bill, abandonné. — Small Holdings (Scotland) Bill, abandonné. — Children Employment and School Attendance Bill, abandonné. — Health Resorts and Watering Places Bill, abandonné. — Dogs Bill, prohibant les expériences de vivisection sur les chiens, abandonné devant l'opposition violente des savants. — Importation of Plumage Bill, interdisant l'importation des plumes de certains oiseaux, abandonné. — Foreign Companies Central Bill, ne fut jamais discuté. — Plural Voting Bill, rejeté par les Lords. — Government of Scotland Bill, abandonné. — Women's Enfranchisement Bill, proposé par Lord Selborne et rejeté par les Lords. — Criminal Law Amendment Bill, pour la protection de la jeune fille, abandonné. — Moneylenders' Bill, abandonné. — Betting Inducements Bill, abandonné. — Matrimonial Causes Bill, abandonné puis renvoyé à 1915. — Ces quatre derniers bills, avaient été proposés par la Chambre des Lords.

moment l'action directe qui lui rapporte des avantages rapides et très appréciables (1), mais qui n'est pas sans créer au Gouvernement de sérieux embarras.

(1) Victor Grayson s'écrie dans le *Clarion* du 1^{er} sept. 1911 : « Nous avons essayé une grève concertée ; et, bien que nous n'ayons pas rallié un dixième de nos bataillons, nous avons planté la terreur de Dieu dans les cœurs de nos maîtres puissants ». (Cit. J. BARDOUX, *L'Angleterre Radicale*).

CHAPITRE XXIV

Le suffrage féminin.

**Organisations militantes et non-militantes.
Attentats féministes. — Le Cat and Mouse Bill.**

Si harcelé que fût le Gouvernement par l'agitation ouvrière, des difficultés de nature différente venaient rendre plus difficile encore sa situation. Depuis plusieurs années déjà, un mouvement se dessinait en faveur du suffrage féminin.

En effet, le suffrage n'était pas universel. Seuls étaient électeurs les hommes qui remplissaient certaines conditions, dont l'une était le paiement d'un montant minimum de taxes ou son équivalent pour ceux qui vivaient en pension, dans une famille ou autrement. Les assistés n'étaient pas électeurs.

Or, d'après le recensement de 1911, sur une population totale de 45.216.665 habitants, le nombre des femmes dans le Royaume-Uni dépassait de 1.178.317 celui des hommes. Outre les considérations d'ordre général que peuvent faire valoir dans tous les pays les partisans du suffrage féminin, il paraît donc assez naturel que, dans le Royaume-Uni en particulier, les femmes, et notamment les femmes non-mariées, qui remplissaient les conditions exigées des hommes pour être électeurs, revendiquassent pour elles-mêmes

le droit de suffrage. Le pour et le contre trouvaient des adeptes acharnés.

Cependant, à part quelques exceptions, les membres de la Chambre des Communes de 1910 ne semblent prendre à la question qu'un intérêt très modéré; peut-être n'envisagent-ils pas avec plaisir la possibilité éventuelle de candidatures féminines aux sièges qu'ils occupent aujourd'hui. Le Ministère lui-même est loin d'être unanime à ce sujet. Si Sir E. Grey et MM. Lloyd George et J. Burns se déclarent favorables au suffrage féminin, par contre MM. L. Harcourt, W. Churchill, H. Samuel, S. Buxton, le colonel Seely ne cachent pas leur hostilité et M. Asquith lui-même déclare que donner le droit de vote aux femmes « serait une grave erreur politique ».

Aussi ne peut-on s'étonner outre mesure de voir que le *Women's Enfranchisement Bill*, voté en deuxième lecture le 5 mai 1911, est renvoyé à 1912, où il reparaît, en effet, sous une forme nouvelle et sous le nom de *Parliamentary Franchise (Women) Bill*; mais il est rejeté le 22 mars par 222 voix contre 208. Parmi les membres du Cabinet, 16 avaient voté pour, 9 contre. MM. Balfour et Bonar Law avaient voté pour. En fait, cet échec était dû au vote hostile de 47 Nationalistes irlandais qui n'admettaient aucun obstacle à la discussion du *Home Rule Bill*.

La *Franchise Bill*, présenté le 17 juin 1912 par M. J. A. Pease, ministre de l'Éducation, avait pour but, d'une part, de supprimer le vote plural et, d'autre part, d'augmenter considérablement le nombre des électeurs en élargissant les conditions du suffrage, puisqu'il devait conférer le droit de vote à 2.500.000 citoyens qui jusqu'alors ne le possédaient pas. (Il y avait alors environ 4 millions de non-électeurs). Il fut voté en deuxième lecture le 12 juillet par 290 voix contre 248. Mais quand, le 27 janvier 1913, le Bill fut proposé en troisième lecture, à la Chambre des Communes, le Speaker déclara que les amendements qui y étaient proposés, — et en particulier un amendement de Sir E. Grey

qui avait pour effet de conférer le droit de vote à environ 13 millions de femmes — en faisaient un bill entièrement différent qui devrait être présenté conformément à la procédure habituelle, et qu'il devenait donc inutile de continuer la discussion du bill primitif. En conséquence, M. Asquith déclara que le Gouvernement retirait le *Franchise Bill* et ne présenterait plus désormais de bill relatif au suffrage féminin et laisserait ce soin à tout membre particulier de la Chambre qui voudrait bien s'en charger.

Cependant, le 5 mai 1913, M. Dickinson (départ. lib. Saint-Pancras N.) proposa la deuxième lecture du *Representation of the People (Women) Bill*, qui avait pour effet de conférer le droit de vote, à partir de l'âge de 25 ans, à un nombre de femmes évalué de 6 millions à 7.200.000. Le Premier Ministre, tout en déclarant que les ministérialistes étaient parfaitement libres de voter suivant leur opinion personnelle, se déclara opposé à cette mesure. Vainement Sir E. Grey prononça en faveur du projet un plaidoyer habile, sage et pondéré: Démocratie, dit-il, est synonyme de responsabilité. Si donc on ne peut prouver que les femmes sont irresponsables, pourquoi ne pas leur donner le droit de vote... Tout ce que nous faisons actuellement a pour but d'encourager chez les femmes l'intérêt pour les choses intellectuelles. Est-ce seulement pour en faire des compagnes plus agréables, ou pour leur donner plus d'indépendance, plus d'intérêt personnel et les rendre aptes à jouer un rôle dans la vie de la nation. « Vous ne pouvez pas, à la fois, encourager tout cela, et maintenir la barrière des sexes contre le vote. Salaires, main-d'œuvre, ménage, question foncière, tempérance, taxation, éducation, tous les sujets qui touchent à l'efficacité et à l'élévation de la vie humaine et de la vie familiale, tant que les femmes n'auront pas le droit de vote, votre démocratie sera, sur toutes ces questions, désespérément incomplète. »

Cependant le Bill fut rejeté par 267 voix contre 219. MM. Balfour et Bonar Law s'étaient abstenus.

Diverses organisations avaient été créées pour mener une propagande active en faveur du suffrage féminin. La *National Union of Women's Suffrage Society* (N.U.W.S.), présidée par Mrs. Fawcett, et la *Conservative and Liberal Unionist Women's Franchise Association*, s'efforcent de répandre leurs idées par des moyens de persuasion pacifique et des manifestations souvent imposantes ; tel ce cortège historique du 17 juin 1911 où les femmes célèbres de l'histoire, y compris Jeanne d'Arc, sont représentées ; — tel aussi ce cortège de femmes (dont 6 sont venues à pied d'Edimbourg et ont été rejointes par les autres sur le chemin), qui présente, le 16 novembre 1912, au Premier Ministre une pétition demandant au Gouvernement de proposer, au cours de la session, un bill en faveur du suffrage féminin ; — tel encore ce « pèlerinage » du 26 juillet 1913, où 50.000 femmes, venues à pied des quatre coins de l'Angleterre, se réunissent dans Hyde Park pour assister aux meetings en plein air où des orateurs, du haut de 19 estrades, prennent la parole.

A côté de ces « non-militantes », la *Women's Social and Political Union* (W.S.P.U.) dont Mrs. Pankhurst et ses deux filles Christabel et Sylvia sont l'âme, pour secouer l'apathie ministérielle et l'indifférence du public, préconise et met en pratique les moyens violents (1). Elles interrompent les discours des hommes politiques hostiles à leur cause, cassent les glaces des magasins, crèvent des tableaux de prix dans les musées, troublent par des cris intempestifs (« Votes

(1) Quelquefois ces moyens ressemblent à une mauvaise farce : elles envoient à certains membres du Parlement des lettres pleines de poudre sternutatoire, versent de la farine sur la tête du Premier Ministre, ou du haut des galeries de la Chambre des Communes, tirent des coups de pistolet d'enfant à détonation violente. D'autres « attentats » tournent au comique : le 21 décembre 1913, deux femmes s'apprêtent à mettre le feu à une maison, mais versent le pétrole sur leurs bas. Arrêtées, elles sont obligées de comparaître, jambes nues, devant le tribunal.

for Women ! ») des représentations de gala auxquelles assistent les couples royaux d'Angleterre et d'Italie, mettent le feu à des boat-houses, des maisons inoccupées, voire même des églises, etc. Vainement la fureur du public (1), en présence de ces attentats, dont quelques-uns causent des dégâts considérables, se manifeste par des représailles : une société se forme contre le suffrage féminin ; des vitres sont brisées dans les boutiques et bureaux qui servent de siège à l'organisation militante ; des meetings suffragistes sont envahis par une foule hostile et les orateurs houspillés et malmenés. Vainement les organisations non-militantes manifestent hautement leur réprobation de tout acte violent (2). Les attentats, explosions, incendies, etc., se succèdent sans interruption. Le Gouvernement qui, tout d'abord, a feint de ne pas prendre les « suffragettes » au sérieux, est obligé d'intervenir : un grand nombre de musées sont fermés ; dans les autres, les visiteurs et surtout les visiteuses sont fouillés à l'entrée. Des arrestations sont opérées en grand nombre. Les condamnations pleuvent.

Mais voici que les prisonnières, qui réclament le régime des prisonniers politiques, font la grève de la faim et de la soif. On les alimente par force ; mais le procédé, extrêmement douloureux, soulève la réprobation presque générale. Le Gouvernement a recours alors à un stratagème ingénieux. Il fait voter, le 3 avril 1913, le *Prisoners' (Temporary Discharge) Bill* qui lui permet de mettre en liberté provisoire, sous certaines conditions, les prisonnières dont la santé est ébranlée, quitte à les réarrêter à la première incar-

(1) Il est incontestable que l'impression extrêmement défavorable produite sur le public par les agissements des suffragettes a été pour beaucoup dans l'insuccès des divers bills proposés en faveur du suffrage féminin.

(2) Le 12 juin 1914, les deux associations non-militantes publient une protestation dans laquelle elles déclarent que les agissements de la W. S. P. U. sont « la négation des principes mêmes que nous représentons ».

tade (1). D'où le sobriquet de *Cat and Mouse Bill* (Bill du Chat et de la Souris) qui fut immédiatement donné à la nouvelle loi.

Les procédés employés par le Gouvernement pour lutter contre l'agitation suffragiste donnèrent lieu à des interpellations quelquefois acrimonieuses à la Chambre des Communes. Le 11 juin 1914, le Home Secretary fut amené à passer la question en revue : Le nombre des militants et militantes punis de prison était de 31 en 1906, 156 en 1909, 188 en 1911, 290 en 1912, 183 en 1913 et 108 du 1^{er} janvier au 10 juin 1914. Quatre méthodes sont proposées, dit-il, pour mettre fin à leurs agissements : 1^o les laisser faire la grève de la faim et les laisser mourir ; méthode impraticable et inhumaine qui aura, d'ailleurs, le grave inconvénient de conférer aux intéressées la palme du martyr ; — 2^o les déporter, dans l'île de Saint-Kilda, par exemple, où elles feront la grève de la faim si on ne les fait pas s'échapper ; — 3^o les traiter comme folles ; mais aucun médecin ne consentira à délivrer le certificat médical indispensable ; — 4^o leur donner le vote, — ce qui ne paraît guère une juste réponse aux attentats actuels. Le moyen le plus simple et le plus efficace est de frapper la caisse des associations militantes en déclarant leurs adhérents personnellement et pécuniairement responsables des dégâts commis.

Et, en effet, un jugement avait déjà été rendu dans ce sens le 7 juin 1913. Des descentes de police avaient été opérées dans divers centres de propagande pour se procurer les noms et adresses des adhérents. Mais si le nombre des attentats commis semblait en diminution, par contre leur gravité s'accroissait.

La question paraissait donc sans issue, entre l'entêtement des femmes à réclamer le droit de vote et celui du Gouvernement à le leur refuser, lorsqu'éclata la guerre en août 1914.

(1) C'est ainsi que Mrs. Pankhurst, 9 fois arrêtée, fit 9 fois la grève de la faim et fut relâchée 9 fois.

Comme pour l'agitation ouvrière, la déclaration de guerre eut au moins l'avantage de sortir le Gouvernement d'une situation fort embarrassante. Le 14 août, une amnistie générale était prononcée dont le bénéfice s'étendait en particulier aux prisonniers et prisonnières suffragistes. Bientôt d'un commun accord les groupes militants et non-militants renoncèrent provisoirement à leur propagande pour se consacrer à l'organisation de secours aux femmes et enfants victimes de la guerre. Et l'on vit Miss Christabel Pankhurst elle-même, revenue de Paris, prononcer des discours en faveur du recrutement de la « nouvelle armée ».

APPENDICE

Nous donnons ci-dessous l'énumération des principaux événements qui, à partir de 1911, ont signalé la campagne féministe :

1911. — 5 mai. — Sir George Kemp (député lib. de Manchester N. W.) propose en deuxième lecture le *Women's Enfranchisement Bill*. Ce Bill aurait eu pour effet de donner le droit de vote à environ un million de femmes. Il fut voté en deuxième lecture par 255 voix contre 88, puis renvoyé à 1912 où, déclara M. Lloyd George, il serait possible de lui consacrer une semaine entière ; au cas où cela serait insuffisant, il serait repris en 1913.

17 juin. — Le samedi avant le Couronnement, grande manifestation suffragiste. Cortège historique auquel prennent part 40.000 femmes dont de nombreuses déléguées d'Ecosse, Irlande, Galles, de toutes les colonies et de tous les pays d'Europe. Conduit par Mrs. Drummond à cheval, le cortège avait quatre milles de long.

21 novembre. — Grand meeting au Caxton Hall, en protestation contre le *Manhood Suffrage Bill*. — Une délégation envoyée pour protester à la Chambre des Communes est disloquée par la police. — Les manifestantes brisent des vitres dans les ministères et les magasins, avec des pierres, des hachettes et des marteaux. £ 550 de dégâts dans le Strand seul. — 223 arrestations.

29 novembre. — Au City Temple, les suffragistes empêchent par leurs cris et leurs interruptions le Premier Ministre de prononcer un discours.

1912. — Janvier. — La *Westminster Gazette* propose un référendum au sujet du suffrage féminin. Cette proposition est combattue par le *Daily News*.

23 février. — A l'Albert Hall, M. Lloyd George déclare que le Gou-

vernement est prêt à accepter, en faveur du suffrage féminin, un amendement au *Manhood Suffrage Bill*, si les Communes en décident ainsi. Fréquemment interrompu par les suffragistes, il a quelque difficulté à achever son discours.

29 février. — « Anti-suffrage » manifestation à l'Albert Hall ; plusieurs ministres y assistent.

1^{er} mars. — Plusieurs centaines de femmes, armées de marteaux qu'elles avaient dissimulés dans leurs manchons, brisent des vitres dans les magasins du West End de Londres. Les dégâts sont évalués à £ 5.000. — 124 femmes arrêtées. — Mrs. Pankhurst condamnée à deux mois de prison.

4 mars. — Vitres et glaces brisées à Knightsbridge, Kensington, dans les bureaux de poste du West End et chez le Lord Chancelier, Lord Cromer, le Ministre de l'Education, etc. — 200 arrestations.

En représailles, un groupe d'étudiants en médecine brise les vitres de deux magasins loués par les suffragistes pour leur propagande.

5 mars. — Raid de la police au siège social de la *Women's Social and Political Union*. — Arrestation de M. et Mrs. Pethick Lawrence.

7 mars. — Meeting suffragiste au London Opera House.

28 mars. — Deuxième lecture et rejet par 222 voix contre 208 du *Parliamentary Franchise (Women) Bill*.

13 juin. — Vitres brisées dans les édifices du Gouvernement à Dublin.

15 juin. — A l'Albert Hall, la grève de la faim dans les prisons est décidée à partir du 19. — Plusieurs prisonniers suffragistes, après avoir été alimentés par force, doivent être relâchés. — Une prisonnière, Miss Emily Davison, se précipite par-dessus la rampe de l'escalier dans la prison de Holloway.

25 juin. — Interpellation violente aux Communes au sujet de l'alimentation par force.

27-28 juin. — Vitres brisées dans un grand nombre de bureaux de poste de province.

18 juillet. — M. Asquith à Dublin. — Une hachette lancée contre sa voiture blesse légèrement à l'oreille M. Redmond. — Tentative d'incendie du Théâtre Royal.

5 septembre. — M. Lloyd George fréquemment interrompu à une réunion à Wrexham.

21 septembre. — M. Lloyd George fréquemment interrompu à l'inauguration des Llanystumdwy Institutes. — Les interrupteurs malmenés par la foule.

21 octobre. — Les suffragistes imaginent de jeter du phosphore, des acides etc, dans les boîtes aux lettres pour détruire les correspondances. — Vitres brisées. — Faux appels d'incendie. — Répétition des mêmes faits le 26 novembre.

16 novembre. — Un groupe de suffragettes, dont six arrivent d'Edimbourg à pied, remettent une pétition au Premier Ministre, lui demandant de présenter dans la session actuelle un projet de loi pour le suffrage féminin.

29 novembre. — Lloyd George à Aberdeen. — Avant le meeting, on

découvrir, cachées dans la salle, trois jeunes filles armées de pistolets d'enfant, à détonation très forte, susceptible de causer une panique. Le lendemain, une suffragette, prenant un clergyman pour M. Lloyd George, le frappe à coups de cravache.

3 décembre. — M. Lloyd George reçoit une députation de la *Liberal Women's Federation* galloise.

1913. — 27 janvier. — Echec du *Franchise Bill*. — Le Gouvernement estime que désormais le suffrage féminin ne pourra être proposé que par un membre des Communes en son nom personnel, et non plus par le Gouvernement.

28 janvier. — En protestation, nombreuses glaces et vitres brisées dans les rues principales du West End.

31 janvier. — Terrains de golf endommagés par des suffragettes près de Birmingham et de Londres, à Sandwich et Pontypool (15 février).

8 février. — Deux serres d'orchidées saccagées dans les jardins de Kew.

19 février. — Une maison en construction pour M. Lloyd George est incendiée à Walton-on-the-Heath, près Epsom, à la suite de l'explosion d'une bombe.

20 février. — Incendie du pavillon de thé aux jardins de Kew.

23 février. — Mrs. Pankhurst, se déclarant responsable de ces attentats, est arrêtée, puis relâchée sous caution.

9 mars. — Incendie des gares de High Wycombe et de Croxley Green.

10 mars. — Comme le roi et la reine se rendent à l'ouverture du Parlement, 5 suffragettes essaient de leur tendre une pétition. Elles sont arrêtées.

14 mars. — Glaces brisées dans Bond Street et Holborn. — En guise de représailles, la foule hostile disloque les meetings suffragistes dans High Park et malmène sérieusement les orateurs.

18 mars. — Interpellation à la Chambre des Communes contre l'alimentation par force des suffragistes en prison. Le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur répond que l'unique alternative serait de les laisser mourir de faim, ce qui leur donnerait le prestige du martyre et ne ferait qu'encourager leurs agissements.

19 mars. — Une maison inoccupée appartenant à Lady White est incendiée à Ascot.

24 mars. — Incendie d'une maison inachevée à Parklangley.

3 avril. — Vote en deuxième lecture par 296 voix contre 43 du « *Cat and Mouse Bill* » (Prisoners (Temporary Discharge) Bill), pour remédier à la grève de la faim et à l'inefficacité de l'alimentation par force.

1^{er} avril. — Plusieurs tableaux endommagés au Musée de Manchester.

2 avril. — Mrs. Pankhurst condamnée à 3 ans de travaux forcés.

3 avril. — Miss Olive Hockin condamnée à 6 mois de prison.

3-4 avril. — Explosion à la gare d'Oxted. — Un wagon saccagé à Chester. — Incendie d'une maison inoccupée près de Chorleywood. — Autres incendies à Potter's Bar et Norwich. — Tentative d'incendie des tribunes du champ de courses de Cardiff.

26 avril. — Incendie d'un train vide à Teddington.

30 avril. — Raid de la police aux bureaux de la *Women's Social and Political Union* dans Kingsway. — Mrs. Drummond et Miss Annie Kenney arrêtées.

4 mai. — Meeting de protestation à Trafalgar Square contre l'interdiction des meetings suffragistes dans Hyde Park le dimanche. — Bagarres.

5 mai. — Le *Representation of the People (Women) Bill*, qui aurait conféré le droit de vote à 6 ou 7 millions de femmes, est rejeté en deuxième lecture, par 267 voix contre 219, malgré un éloquent plaidoyer de Sir E. Grey.

6 mai. — Incendie de St-Catharine's Church à Hatcham.

7 mai. — Une bombe de dynamite, d'ailleurs mal construite, est découverte sous le trône de l'Evêque dans la cathédrale de St-Paul.

10 mai. — Incendie de deux maisons inoccupées à Oak Lea, près Barrow-in-Furness, et à Faringdon Hall, près Dundee.

10-20 mai. — Bagarres aux meetings suffragistes dans Hyde Park. —

On découvre des bombes à la gare de Lime Street à Liverpool, au Théâtre de l'Empire à Dublin, au pavillon de football de l'Université de Cambridge et à la chapelle épiscopale de Ste-Marie à Dalkeith. — Pendant le procès des inculpées de la *Women's Social and Political Union*, une bombe est adressée au magistrat M. Curtis Bennett. — Incendie d'un *boat-house* à Nottingham. — Mutilation de la statue du Earl of Derby à Preston. — Incendie de l'Eglise Ste-Anne à Upperton, près Eastbourne.

21 mai. — Explosion à l'Observatoire d'Edimbourg.

Le bruit ayant couru que le Gouvernement se proposait de supprimer le journal *The Suffragette*, M. Ramsay Macdonald, chef du Labour Party au Parlement, prend la direction de la *National Labour Press* et assume la responsabilité d'imprimer ce journal.

3 juin. — Incendie d'un *boat-house* à Oxford. Dégâts : £ 3.000.

4 juin. — Incendie d'une maison inoccupée à Bradford ; dégâts : £ 15.000. — Des matières colorantes sont jetées dans les réservoirs d'eau de Bradford en Yorkshire.

A la course du Derby, à Epsom, une femme se jette devant les chevaux. Piétinée, elle meurt à l'hôpital d'Epsom le 8 juin.

Ses funérailles donnent lieu à une grande manifestation à laquelle prennent part plusieurs milliers de suffragettes, chaque groupe étant accompagné d'une musique jouant tour à tour la *Marseillaise* et la *Marche Funèbre*.

7 juin. — Un jugement rend pécuniairement responsable chacun des membres appartenant à la *Women's Social and Political Union* avant le 1^{er} mars 1912, pour tous les dégâts commis à l'instigation de cette société.

17 juin. — Miss Annie Kenney condamnée à 18 mois de prison ; M. Edwy Clayton à 21 mois.

18 juin. — Tentative d'explosion sur le Canal de Birmingham et Stratford-on-Avon.

21 juin. — Incendie d'une partie du Laboratoire de la Marine à St-Andrews. — Tentative d'incendie d'une église à Southend. — Incendie du château de Ballikinrain (Stirlingshire) ; dégâts évalués à £ 70,000. — Incendie de la gare de Leuchars.

8 juillet. — Incendie d'une maison à Rivington (Lancashire) appartenant à Sir Wm. Lever (Dégâts : £ 20,000). — L'incendiaire, Mrs. Rigby, femme d'un docteur de Preston, est condamnée à 9 mois de prison ; elle avait également placé une bombe à la Bourse de Liverpool.

18 juillet. — Une députation de 40 baillis et conseillers municipaux de Glasgow et Edimbourg présente au Secrétaire pour l'Ecosse une pétition pro-suffragiste.

22 juillet. — Incendie d'une maison à Perry Bar, près Birmingham.

25 juillet. — Grand « pèlerinage » organisé par les sociétés de l'Union Nationale pour le Suffrage féminin venues de toutes les parties de l'Angleterre. 50,000 personnes y prennent part ; 19 estrades dressées dans Hyde Park. Ordre parfait.

27 juillet. — Manifestation et bagarres à Trafalgar Square. — Un groupe de suffragettes essaie de se rendre aux Ministères. — Miss Sylvia Pankhurst réarrêtée.

28 juillet. — Réarrestation de Miss A. Kenney.

3 août. — Des suffragettes interrompent le chant des litanies à l'abbaye de Westminster en y mêlant des invocations pour certaines de leurs militantes prisonnières.

6 octobre. — La réarrestation de Miss A. Kenney au London Pavilion donne lieu à des bagarres sérieuses avec la police.

12 octobre. — Le chant des litanies interrompu à la cathédrale de St-Paul.

23 octobre. — A une délégation des *National Union of Women's Suffrage Societies*, M. Lloyd George répond que les méthodes employées par les militantes ont aliéné l'opinion publique au point qu'aucun bill en faveur du suffrage féminin n'aurait la moindre chance de succès.

24 octobre. — L'évêque de Winchester, dans le *Times*, se déclare favorable au suffrage féminin.

11 novembre. — Une explosion détruit la serre des cactus dans Alexandra Park à Manchester. — Incendie d'une maison inoccupée à Frenchay, près Bristol.

2 décembre. — Mrs. Pankhurst rentre d'une tournée en Amérique. — Une manifestation est organisée à l'avance à Plymouth pour empêcher sa réarrestation. — Mais la police vient l'arrêter en rade à bord même du navire et la fait débarquer dans un endroit éloigné.

6 décembre. — Incendie du Rusholme Exhibition Hall à Manchester et de Kelly House à Wemyss Bay. — Manifestation du clergé contre l'alimentation par force, au Queen's Hall. 7 évêques y assistaient.

16 décembre. — Mrs. Pankhurst réarrêtée, puis relâchée quelques jours plus tard, va à l'étranger. — Incendie de l'église Ste-Anne à Aigburth.

18 décembre. — Deux explosions devant la prison de Holloway ne produisent que des dégâts insignifiants.

21 décembre. — Tentative d'incendie à Cheltenham. — Incendie d'une maison inoccupée à Bath.

1914. — 24 janvier. — Incendie d'une maison inoccupée à Lanark.

2 février. — Interruptions suffragistes à la consécration d'une église à Golder's Green.

14 février. — 342 organisations ouvrières tiennent à l'Albert Hall un meeting de protestation contre le refus du Premier Ministre de recevoir les députations des suffragistes.

24 février. — Miss Phyllis Brady, incendiaire de la résidence de Lady White à Ascot, condamnée à 18 mois de prison. — En représailles, l'église de Whitekirk (East Lothian) est incendiée.

1^{er} mars. — Explosion à l'église de St-Jean l'Evangeliste (Westminster).

8 mars. — Des suffragistes aspergent de peinture blanche l'intérieur de la cathédrale de Birmingham, y accrochent des inscriptions suffragistes et brisent un vitrail.

8-9 mars. — Mrs. Pankhurst et sa fille, Miss Sylvia, réarrêtees, puis relâchées, le 15, après grève de la faim. — En représailles: tentatives d'incendie d'églises à Clevedon (21 mars) et Glasgow (28 mars); incendie d'une maison inoccupée à Stewarton (Ayrshire) (12 mars). — Incendie d'une propriété appartenant au général Mac Calmont à Abbeylelands, près Belfast.

10 mars. — La Vénus de Vélasquez, (achetée en 1906 par souscription nationale) endommagée avec un couperet par Miss Mary Richardson à la National Gallery.

16 mars. — Une femme, déguisée en homme, essaie de frapper le Premier Ministre et le Home Secretary avec une cravache dans les couloirs des Communes: 6 semaines de prison.

17 mars. — Des suffragistes interrompent une représentation de bienfaisance à laquelle le roi et la reine assistaient au Palladium.

17 avril. — Le pavillon de la jetée de Yarmouth incendié. — Le Bath Hotel incendié à Felixtowe; dégâts: £. 35.000.

4 et 12 mai. — Divers tableaux (dont le portrait du duc de Wellington par Herkomer) endommagés à la Royal Academy.

11 mai. — Une représentation de gala en l'honneur du roi et de la reine d'Italie est interrompue par les suffragistes.

15 mai. — Incendie d'un pavillon de cricket à Harborne, près Birmingham.

21 mai. — Une délégation suffragiste essaie de gagner Buckingham Palace pour présenter une pétition au roi. — Bagarres avec la police. — 66 femmes, 2 hommes sont arrêtés. — Mrs. Pankhurst réarrêtee, puis relâchée 4 jours après.

21 mai. — Raid de la police dans un local de Maida Vale. Plusieurs arrestations.

22 mai. — 5 tableaux de l'école italienne sont endommagés à la

National Gallery. — Tous les musées seront désormais fermés jusqu'à nouvel ordre.

23 mai. — Un portrait du roi exposé à la Royal Scottish Academy est endommagé. — Tentative de rupture de l'aqueduc du Loch Katrine à Glasgow.

23 mai. — Raid de la police aux bureaux de la *Women's Social Political Union* dans Kingsway.

31 mai. — Incendie de l'église historique de Wargrave, près Henley. — Incendie d'un château près de Windsor. — Interruptions dans les offices religieux à Westminster, à St-Paul et à l'Oratoire de Brompton. — Un tableau est détruit à la Galerie Doré.

2 juin. — Vitres brisées à Criccieth pendant un discours de M. Lloyd George.

4 juin. — A la réception de la Cour, une femme, (Miss Mary Blomfield, fille d'un architecte célèbre et descendante d'un évêque de Londres) tombe aux pieds du roi et de la reine, en s'écriant : « Majesté ! ne mettez-vous pas un terme aux tortures qu'on inflige aux femmes ! »

6 juin. — Incendie d'une maison inoccupée à High Wycombe.

9 juin. — Raid de la police au siège des militantes, dans le quartier de Westminster.

10 juin. — Une délégation féministe parvient jusqu'aux Chambres du Parlement. — Miss Sylvia Pankhurst réarrêtée.

11 juin. — Interpellation à la Chambre des Communes. Le Home Secretary donne une statistique des condamnations à la prison. Il passe en revue divers moyens de mettre fin aux attentats suffragistes ; le plus efficace paraît être de s'attaquer à la caisse des organisations militantes.

12 juin. — La *National Union of Women's Suffrage* et la *Conservative and Liberal Unionist Women's Franchise Association* publient une protestation contre les méthodes des militantes.

14 juin. — Explosion d'une bombe à l'église de St-George, dans Hanover Square. Dégâts peu importants.

16 juin. — L'explosion d'une bombe sous le Trône du Couronnement dans l'abbaye de Westminster ne produit que des dégâts peu importants.

3 juillet. — Incendie de Ballymenoch House, près de Belfast ; dégâts évalués à £ 20.000. — Tentative d'incendie de Carmichael Church à Lanark.

5 juillet. — Dans une lettre adressée au *Times*, l'évêque de Londres se déclare partisan du suffrage féminin, mais désapprouve les agissements des militantes.

8 juillet. — Mrs. Pankhurst, réarrêtée, se livre pour la neuvième fois, à la grève de la soif et de la faim. — L'imprimeur du journal « *The Suffragette* » est condamné à 2 mois de prison.

9 juillet. — Tentative d'incendie de la maison natale de Robert Burns à Alloway.

9 juillet. — Le *Representative Church Council* de l'Eglise anglicane décide d'autoriser les femmes à voter dans les Conseils Ecclésiastiques et à siéger dans les Conseils de Paroisse.

12 juillet. — Explosion d'une bombe à l'église de St-Jean l'Evangéliste (Westminster) en représailles pour la réarrestation de Mrs. Pankhurst.

17 juillet. — Le Home Office promet de prendre en considération la nomination de femmes dans certaines branches des services de la police.

11 août. — Une amnistie générale est votée, dont le bénéfice s'étend à tous les prisonniers et prisonnières incarcérés pour attentats suffragistes.

Les groupes militants et non-militants des sociétés suffragistes décident de renoncer provisoirement à leur propagande et organisent des secours, sous diverses formes, en faveur des femmes et des enfants qui souffrent des conséquences de la guerre.

TROISIÈME PARTIE

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE
DES LIBÉRAUX

A

La Politique coloniale et étrangère des Libéraux.

CHAPITRE XXV

Politique extérieure des Libéraux.

I. Politique coloniale. — L'impérialisme d'union. — La 5^e Conférence coloniale (août 1907). Ses décisions : armée et marine, émigration, question fiscale. — Résultats de cette nouvelle politique. — Conférence impériale de 1911.

Tout en consacrant aux questions de politique intérieure une part considérable de son attention et de son énergie, le gouvernement libéral de Sir Henry Campbell-Bannerman et ceux de MM. Asquith et Lloyd George qui lui succédèrent, n'en restèrent pas moins attachés à la politique impérialiste de leurs devanciers, mais ils la modifièrent. Au lieu de l'impérialisme d'expansion dont J. Chamberlain avait été le protagoniste fervent et heureux, ils pratiquèrent l'impérialisme d'union, moins hautain, plus modeste et aussi plus sage. Comprenant que la différence des conditions géographiques, économiques et sociales avait déterminé dans les Colonies une mentalité différente de celle de

la mère-patrie, respectant les tendances individualistes des colonies dans leur politique administrative, fiscale, militaire et navale, ils ne cherchèrent pas à imposer une union impériale, mais s'efforcèrent de concilier l'indépendance individuelle des colonies avec la solidarité impériale. Aussi lorsque les sentiments pacifiques des libéraux se heurtèrent à la mauvaise volonté de l'Allemagne, les colonies britanniques s'offrirent de bonne grâce à coopérer à l'œuvre de la défense impériale. Et si, dans la guerre de 1914-18, elles répondirent avec tant d'unanimité et d'enthousiasme à l'appel de la mère-patrie, il faut peut-être voir dans ce fait l'heureux résultat de la largeur d'idées et de la sage tolérance qui avaient été la caractéristique de la politique impérialiste des Libéraux.

Dès l'ouverture de la 5^e conférence inter-coloniale, le 15 août 1907, Sir Henry Campbell-Bannerman fit remarquer que ce n'était pas là une Conférence des Premiers Ministres coloniaux avec le Ministre des Colonies, mais avec les divers membres du Gouvernement impérial sous la présidence du Ministre des Colonies. Sir Wilfrid Laurier, Premier Ministre du Canada, marqua d'une façon plus nette encore la différence entre cette conférence et celles qui l'avaient précédée sous le gouvernement conservateur. « C'est, dit-il, une conférence entre le gouvernement de la « Grande-Bretagne et les gouvernements des Colonies « autonomes. » Le général Botha y représentait la colonie du Transvaal à laquelle l'autonomie avait été accordée en décembre 1906. Il n'est pas sans intérêt de noter qu'il s'exprima en hollandais, chaque fois qu'il eut l'occasion de prendre la parole au nom de son pays.

Au cours de cette Conférence, les membres du Gouvernement anglais traitent les ministres coloniaux sur le pied d'égalité ; aucun effort n'est tenté pour leur faire accepter un point de vue contraire à leurs préférences. Dans toutes les mesures prises, on a soin que l'autonomie et l'indépendance financière des colonies soient respectées et l'on rem-

place même, dans les procès-verbaux officiels, le nom de « colonies », par celui de « dominions ». On décide que l'Etat-Major Général, créé en septembre 1906, pourra renfermer des officiers appartenant aux états-majors généraux coloniaux, et certaines décisions sont adoptées concernant l'unification de l'armement et de l'équipement et l'achat des armes et des approvisionnements par l'intermédiaire du Ministre de la Guerre.

En ce qui concerne l'émigration, le Gouvernement impérial apportera son aide à toutes les colonies en quête d'émigrants et facilitera l'émigration des personnes offrant les garanties convenables.

Mais sur la politique fiscale préférentielle, malgré la pression exercée par les protectionnistes, le gouvernement libéral adopte une attitude nettement différente de celle qu'avait préconisée le gouvernement conservateur. Si les colonies sont libres de pratiquer la politique douanière qui répond le mieux à leurs intérêts, de son côté la métropole, attachée au libre-échange, ne peut modifier ses principes. On cherchera cependant à développer le commerce impérial par des améliorations de détail : extension des moyens de communication, nomination d'agents commerciaux, réduction des droits de passage du Canal de Suez, etc.

Les résultats de cette politique libérale, basée à la fois sur le respect mutuel de la liberté et sur la communauté des intérêts et des aspirations, ne tarda pas à porter ses fruits. Une compréhension très nette de la nécessité d'une collaboration plus intime entre les différentes parties de l'Empire se manifesta. Sir Wilfrid Laurier déclara : « Si nous avons des devoirs à remplir en tant que Canadiens, nous avons aussi des devoirs à remplir en tant que sujets britanniques. Si nous avons des droits, des privilèges et des responsabilités en tant que Canadiens, nous en avons aussi en tant que sujets britanniques. » Le budget canadien pour 1910-11 prévoyait déjà une dépense de 3.676.500 dollars pour les « Services navals ».

Dès le 27 août 1919, M. Asquith annonçait aux Communes les décisions prises par la Conférence de Défense Impériale (28 juillet — 19 août 1909) : un plan d'organisation militaire permettant, le cas échéant, de transformer toutes les forces britanniques en une armée impériale homogène ; la création d'une marine canadienne et d'une marine australienne ; la contribution certaine de la Nouvelle-Zélande et la contribution probable de l'Afrique du Sud au budget naval de l'Empire britannique.

Une entente plus profonde encore se manifesta entre les Colonies et la mère-patrie lors de la Conférence Impériale (1) de 1911. Sir Wilfrid Laurier n'hésita pas à dire que, pour la conclusion des traités avec les Puissances étrangères, le Gouvernement anglais était entièrement libre de consulter ou de ne pas consulter les Dominions. La Nouvelle-Zélande ayant demandé la création d'un « Conseil d'Etat impérial » où toutes les parties de l'Empire seraient représentées et que le Gouvernement britannique pourrait consulter sur toutes les questions concernant l'Empire en général, cette proposition ne fut pas adoptée, les Colonies désirant garder leur indépendance absolue. On approuva les mesures adoptées par la Conférence de 1907 concernant l'émigration. En effet, alors qu'en 1900, sur 100 émigrants anglais, 33 seulement se dirigeaient vers des pays faisant partie de l'Empire britannique, en 1911, ce nombre était passé à 80 0/0. Des résolutions et des vœux importants furent adoptés, entre autres une mesure fixant à 5 ans le temps de résidence dans une partie quelconque de l'Empire, nécessaire pour tout étranger désirant se faire naturaliser sujet britannique.

En ce qui concerne l'armée et la marine, les résolutions prises restèrent secrètes. M. Mac Kenna, alors Ministre de la Marine, déclara, le 13 juin, qu'elles étaient « extrême-

(1) Tel était le nouveau titre adopté par la Conférence Coloniale à la suite de ses délibérations de 1907, pour bien marquer que les différents Etats qui y étaient représentés, s'y réunissaient sur un pied d'égalité absolue.

ment satisfaisantes ». Les officiers des marines spéciales des Dominions seraient interchangeables avec ceux de la mère-patrie et les principes adoptés pour l'instruction et la discipline étaient tels qu'une action commune efficace serait assurée en cas de guerre.

La Conférence Impériale ayant décidé de s'assembler tous les quatre ans, la réunion suivante aurait dû avoir lieu en 1915. La grande guerre fournit aux Dominions et aux Colonies l'occasion d'envoyer d'autres représentants, et en grand nombre, à la conférence tragique et de donner ainsi, à l'heure du péril, la preuve la plus manifeste et la plus magnifique des liens de solidarité qui unissaient les diverses parties de l'Empire.

II. Politique étrangère. — La continuité de vues, qui est l'une des caractéristiques de la politique étrangère de la Grande-Bretagne, quelles que puissent être les évolutions de sa politique intérieure, ne se démentit pas sous le gouvernement libéral. Le gouvernement conservateur était tombé, mais les principes si féconds en réalisations fructueuses, qui avaient inspiré ses relations avec les Puissances étrangères, restèrent les mêmes. Edouard VII continua à être le grand ambassadeur de l'Angleterre et à diriger, en plein accord avec ses ministres, la politique étrangère du pays, dans ses grandes manifestations. Lorsqu'il mourut, son successeur George V n'eut qu'à suivre la route que son père lui avait si bien tracée.

I

JAPON

Le Japon ne tarda pas à bénéficier de la situation nouvelle que son alliance avec la Grande-Bretagne lui avait créée auprès des autres grandes puissances mondiales. Le 10 juin 1907, il signait avec la France un traité recon-

naissant l'intégrité et l'indépendance de la Chine et le maintien du *statu quo* territorial en Extrême-Orient. — En juillet 1907, un traité russo-japonais consacra certains accords concernant le chemin de fer de Mandchourie, quelques stipulations commerciales et les droits de pêche des deux pays dans la mer du Japon et le détroit de Behring. — Enfin, en 1908, un traité d'arbitrage entre le Japon et les Etats-Unis, prévoyait le règlement à l'amiable des litiges qui pouvaient surgir entre les deux gouvernements.

Avec l'Angleterre, les relations établies par les traités d'alliance de 1902 et 1905 devinrent de plus en plus amicales. En mai 1907, le prince Fushimi vint rendre à l'Angleterre la visite que le prince Arthur de Connaught et sa mission avait faite au Japon l'année précédente. Un banquet de gala fut donné par Edouard VII en son honneur. Il fut reçu en outre par le Conseil Municipal de Londres, par le Ministre des Affaires Etrangères et par l'Université de Cambridge, visita l'Ecosse et retourna au Japon en passant par le Canada. De grandes fêtes furent données également en juin 1907 en l'honneur du vice-amiral Ijuin et des officiers et équipages des croiseurs japonais *Tsukuba* et *Chitose* à Chatham et à Londres.

Enfin, en 1910, fut organisée à Londres une grande Exposition anglo-japonaise ; mais la mort du roi Edouard VII, survenue quelques jours à peine avant son inauguration, empêcha cette exposition d'avoir tout le succès qu'on en pouvait espérer.

En avril 1911, un traité commercial fut conclu entre les deux pays. La Grande-Bretagne s'engageait à laisser entrer, exempts de droits de douane, certains articles japonais. Par contre, le Japon réduisait considérablement les droits d'entrée prélevés d'après le nouveau tarif fiscal, sur les cotonnades, lainages, fers et aciers ouvrés qui constituaient environ 80 % des exportations de la Grande-Bretagne au Japon. Ces concessions démontraient assez nettement quel prix le Japon attachait à son alliance avec le Royaume-Uni.

Cette alliance fut d'ailleurs renouvelée pour dix ans, le 13 juillet 1911, mais avec cette modification importante que ni l'un ni l'autre des pays contractants ne serait obligé de se joindre à son allié dans une guerre contre une puissance avec laquelle il aurait signé un traité d'arbitrage. Etant donné que l'Angleterre venait de conclure, le 28 juin, un accord préliminaire d'arbitrage avec les Etats-Unis, l'alliance anglo-japonaise perdait, du fait de cette clause, une bonne part de son importance.

Cependant, lorsque la Grande-Bretagne, en août 1914, ayant déclaré la guerre à l'Allemagne, demanda au Japon de protéger ses intérêts commerciaux en Extrême-Orient, le Japon répondit loyalement et fidèlement à cette requête. Ayant adressé à l'Allemagne un ultimatum exigeant la reddition de Kiao-Tchéou, il reçut du Kaiser cette réponse : « J'aurais plus de honte à rendre Kiao-Tchéou aux Japonaïs qu'à livrer Berlin aux Russes. » Le 23 août, le Japon allié de l'Angleterre, déclarait la guerre à l'Allemagne.

II

ITALIE

Le rapprochement de l'Angleterre et de l'Italie, auquel l'entente franco-italienne avait tant contribué, ne fit que s'affirmer après 1906, au fur et à mesure que les relations de l'Italie avec la France devenaient plus cordiales.

En 1906, le Président Loubet rendait visite au roi Victor-Emmanuel à Rome et à Naples. — En avril 1909, une escadre italienne, sous le commandement du duc de Gênes, s'arrêtait à Nice où se trouvait alors le Président Fallières (1). — En juin 1909, la France se faisait représenter au cinquantenaire des batailles de Magenta le 4, et de Solferino le 24. — En octobre, une escadre française rendait à Naples la visite faite à Nice par l'escadre italienne.

(1) Pour l'inauguration d'une statue de Gambetta.

De son côté, Edouard VII saisissait toutes les occasions de resserrer l'entente anglo-italienne. Lors de sa grande croisière dans la Méditerranée, en 1907, il se rencontra avec le roi Victor-Emmanuel, le 18 avril, à Gaète, et le 30, à Roma Tuscolana. — Le 29 avril 1909, il était reçu par le roi et la reine d'Italie à Baïes. — Enfin, après le premier discours du trône prononcé par George V, M. Asquith, faisant allusion au cinquantaine de l'unité italienne où la Grande-Bretagne serait représentée, parla de la « cordialité ininterrompue qui règne entre les deux royaumes. »

Le désir, — nettement manifesté d'ailleurs au cours des discussions parlementaires, — qu'avait le Gouvernement italien d'accentuer la caractère amical de ses relations avec l'Entente Cordiale, n'était pas sans causer quelque inquiétude à l'Allemagne et à l'Autriche. Il ne se passait guère de session, en effet, sans que quelque voix ne s'élevât au Parlement italien pour mettre en doute l'opportunité pour l'Italie de rester fidèle à la Triple-Alliance (1). Les sentiments irrédentistes se manifestaient fréquemment, non seulement par des assemblées ou des discours, mais par des émeutes, voire même par des démonstrations contre l'ambassade d'Autriche-Hongrie. Ce fut le cas, notamment, en 1908 et 1909, en raison de la mauvaise volonté témoignée par le Gouvernement autrichien au sujet de la fondation d'une université italienne à Trieste, et aussi à la suite de la saisie d'un voilier italien à Sebenico. — En avril 1910, le nouveau Président du Conseil, Signor Luzzatti, dans son discours-programme au Parlement, après avoir fait la déclaration d'usage sur la Triple-Alliance et ses avantages, affirma la sincère amitié de l'Italie pour les puissances de la Triple-Entente. En mars et en mai, cependant, le Chancelier d'Allemagne Bethmann-Hollweg se rendit en Italie ; il eut,

(1) « Si la Triple-Alliance ne suffit pas à nous protéger contre certaines surprises, je ne vois pas trop à quoi elle nous servirait, tandis que je vois très bien ce qu'elle nous coûte. » (Interview de l'historien Guglielmo Ferrero publiée par le *Corriere d'Italia*, octobre 1908).

à Rome et à Florence, avec les deux ministres successifs des Affaires Etrangères, des entretiens qui démontrèrent paraît-il, le parfait accord existant entre les deux gouvernements au sujet de la politique extérieure en général et du maintien du *statu quo* dans les Balkans en particulier. — Malgré ces assurances officielles, les sentiments mutuels de l'Italie et de l'Autriche avaient atteint un tel degré d'acuité qu'en septembre 1910, pour épargner les susceptibilités autrichiennes, le Gouvernement italien jugea bon d'interrompre les manœuvres navales dans l'Adriatique, au moment où allaient commencer les opérations de débarquement d'un ennemi supposé sur les côtes italiennes.

Pendant la guerre de Tripoli en 1912, l'inaction diplomatique des Etats de l'Europe Centrale, loin d'être considérée comme une marque de bienveillance, fut interprétée par les irrédentistes comme le résultat d'une politique équivoque de l'Autriche-Hongrie qui ne tendait à rien moins, disait-on, qu'à fomentier et faire tourner à son avantage des troubles dans les Balkans. Des manifestations anti-autrichiennes eurent lieu à Udine, à Trieste et à Riva, sur le lac de Garde.

Sur ces entrefaites, la saisie par des torpilleurs italiens, en janvier 1912, de deux paquebots français, le *Carthage* et le *Manouba*, faillit entraîner un conflit entre la France et l'Italie ; mais grâce à la cordiale bonne volonté des deux gouvernements, l'incident fut réglé amicalement et, d'ailleurs, à la satisfaction de la France. « L'ambassadeur de France et le Ministre des Affaires Etrangères d'Italie, disait le rapport officiel de la commission d'enquête, ayant examiné dans l'esprit le plus cordial les circonstances de l'incident... ont été heureux de constater d'un commun accord et avant toute autre considération qu'il n'en résultait de la part d'aucun des deux pays aucune intention contraire aux sentiments de sincère et constante amitié qui les unissent... » (1) La

(1) Cité par M. AUGUSTE GAUVAIN, *L'Europe au jour le jour*, tome III.

presse allemande ne manqua cependant pas de se réjouir de l'incident et de l'interpréter comme le prélude « du grand combat inévitable par lequel l'Italie revendiquera vis-à-vis de la France la place à laquelle elle a droit dans la Méditerranée. »

L'Allemagne s'empessa de saisir cette occasion pour essayer de resserrer la Triple-Alliance. Son ministre des Affaires Etrangères, Herr Kiderlen-Waechter, accourut à Rome où il fut reçu par le roi et eut de longs entretiens avec le président du Conseil Signor Giolitti, le ministre des Affaires Etrangères marquis di San Giuliano, et le Cardinal Merry del Val. A peine était-il retourné à Berlin que le duc de Turin, cousin du roi Victor-Emmanuel, s'y rendait pour représenter la reine Hélène et la reine Marguerite d'Italie au baptême du plus jeune fils du Kronprinz, leur filleul, tandis que l'archiduc François-Ferdinand, héritier du trône austro-hongrois, assistait à la cérémonie en qualité de parrain. — En avril, l'Empereur d'Allemagne lui-même qui venait de rendre visite à l'Empereur François-Joseph à Schœnbrunn, fut reçu à Venise par le roi Victor-Emmanuel ; il y prépara le renouvellement de la Triple-Alliance qui, à la suite du séjour à Pise du comte Berchtold, en octobre, et de la visite, en novembre, du marquis di San Giuliano à Berlin, fut prolongée, le 5 novembre, pour une durée de 5 ans. Quelques jours plus tard, le député Barzilai ayant déclaré que la Triple-Alliance était pour l'Italie un fardeau inutile, le marquis di San Giuliano répondit que la Triple-Alliance était et devait rester le pivot de la politique étrangère de l'Italie. Le 14 janvier 1913, Herr von Jagow, ambassadeur d'Allemagne à Rome, qui avait été l'instrument principal du renouvellement de la Triple-Alliance, recevait le portefeuille des Affaires Etrangères.

En 1913, bien qu'il se trouvât encore au Parlement italien des députés pour déclarer que l'Italie n'avait aucun avantage à rester fidèle à la Triple-Alliance, le Gouvernement parut nettement attaché à sa politique et le marquis di San

Giuliano déclara même que, grâce à la cordialité des relations italo-autrichiennes, aucune nation ne pourrait désormais prétendre appeler la Méditerranée *mare nostrum*. En juillet, le roi Victor-Emmanuel se rendant en Suède, passait la grande « semaine navale » à Kiel.

En dépit des manifestations extérieures et des déclarations officielles, l'opinion publique restait froide au sujet de la Triple-Alliance. Les sympathies à l'égard de l'Angleterre et surtout de la France s'étaient au grand jour. Dans le conflit austro-serbe, la diplomatie italienne avait vainement conseillé à l'Autriche la prudence et la modération. Le 30 juillet 1914, la flotte italienne est mobilisée à Gaète. Le 31 juillet, l'ambassadeur d'Autriche, Herr von Flotow, ayant fait part au Gouvernement italien de l'ultimatum adressé à la Russie et à la France et demandé quelle attitude l'Italie se proposait d'adopter en cas de conflit, il lui est répondu, le 2 août, que l'Autriche-Hongrie ayant agi de sa propre initiative, l'Italie restera neutre. C'est en vain que, le lendemain, le major Kleist apporte au roi Victor-Emmanuel une lettre autographe de l'Empereur Guillaume ; le roi se contente de répondre que la constitution lui fait un devoir de soutenir l'attitude adoptée par son ministère responsable. — Le 5 décembre, Signor Giolitti donne à la Chambre lecture d'une lettre qu'il avait reçue en août 1913 (il était alors président du Conseil), et par laquelle l'Autriche-Hongrie, désirant, dès cette époque, attaquer la Serbie, lui avait demandé son aide. Il avait refusé. Le vote de confiance (413 voix contre 49) qui suivit cette déclaration, rendit à l'Italie son indépendance et sonna le glas de la Triple Alliance. Malgré l'envoi, comme ambassadeur extraordinaire d'Allemagne, de l'ex-chancelier, le prince von Bülow, dont les relations personnelles à Rome étaient très étendues, l'opinion publique italienne avait déjà arrêté ses préférences et, vers la fin de décembre, les troupes italiennes débarquaient à Valona. C'était à la fois une prise de gage pour l'Italie et un avertissement à l'adresse

de l'Autriche-Hongrie qui n'osa élever aucune protestation.

Les longs efforts faits par les gouvernements anglais et français, depuis le début du siècle, pour rapprocher d'eux la nation italienne, étaient bien récompensés.

III

RUSSIE

L'Entente Cordiale s'affirmant de jour en jour, le rapprochement anglo-italien étant en bonne voie de réalisation, Edouard VII et le gouvernement libéral poursuivirent le but que le gouvernement conservateur n'avait pu atteindre, à savoir le rapprochement et finalement l'entente anglo-russe.

Aussi bien la tâche était-elle facilitée par les sentiments anglophiles qui se manifestaient en Russie de plus en plus, au fur et à mesure que les points de friction avec l'Allemagne devenaient plus nombreux et plus sensibles. Le gouvernement anglais avait eu soin d'assurer au gouvernement russe que le traité anglo-japonais ne pouvait porter ombrage à aucune autre puissance, n'avait qu'un but purement pacifique et ne tendait qu'à « protéger des droits et des intérêts dont la validité est incontestable. » D'autre part, la Russie se rendait compte de la reconnaissance qu'elle devait à la Grande Bretagne pour l'influence modératrice qu'elle avait exercée sur les prétentions du Japon lors des négociations du traité russo-japonais.

En Angleterre même, le désir d'un rapprochement était tel que, dès le 24 mai 1906, sur une question posée, aux Communes, par M. Redmond, Sir Edward Grey répondit, aux applaudissements de l'assemblée, qu'aucun accord formel anglo-russe n'existait encore, mais qu'il se manifestait depuis quelque temps déjà dans les deux pays une tendance à résoudre amicalement toutes les questions qui

s'élevaient entre eux et que les deux gouvernements avaient déjà eu plus d'une fois l'occasion d'agir en parfaite coopération.

Le 26 mars 1907, trois navires de guerre russes ayant fait escale à Spithead, une réception fut donnée en l'honneur de leurs officiers et marins à l'Amirauté à Londres, et le roi leur envoya un message de bienvenue. A la même époque, l'Impératrice douairière de Russie rendait visite à la famille royale à Londres. Le ton de la presse anglaise, au sujet de ce voyage, fut presque unanimement cordial et ne rappelait en rien l'hostilité violente qui s'était manifestée lors de l'incident du Dogger Bank.

L'entente anglo-russe était d'ailleurs prévue en Allemagne. Dès le 30 avril 1907, le prince von Bülow fit allusion aux conséquences qui pourraient en résulter pour les intérêts de l'Allemagne en Orient. L'entrevue du Tsar et de l'Empereur Guillaume à Swinemünde, les 3-5 août 1907, n'eut pas l'importance politique que voulait lui attribuer la presse chauviniste allemande en y voyant les prémisses d'une combinaison germano-russe contre la France et l'Angleterre. La Presse de Saint-Pétersbourg répondit que « la Russie ne manque pas de loyauté envers ses voisins, mais n'a aucune intention de se prêter à leur antagonisme pour la combinaison anglo-franco-japonaise, qui seule offre des avantages aux intérêts russes. » Et, plus tard, M. Isvolsky, ministre des Affaires Etrangères, interviewé à Carlsbad par un journaliste autrichien, déclarait que « l'alliance franco-russe est et reste la base immuable de la politique étrangère russe ».

L'accord anglo-russe, signé le 31 août 1907, fut officiellement communiqué aux Puissances à Saint-Pétersbourg le 24 septembre. De même que le traité anglo-français de 1904 avait résolu les litiges coloniaux qui séparaient la France et la Grande-Bretagne, la convention anglo-russe résolut d'une façon amicale toutes les questions qui s'étaient si souvent dressées entre la Grande-

Bretagne et la Russie, en Asie en général, et particulièrement en Perse, en Afghanistan et au Thibet.

Elle établissait en Perse deux zones d'influence, l'une au nord, pour la Russie, ayant une grande importance commerciale, l'autre au sud pour l'Angleterre, ayant une grande importance stratégique et comprenant le port de Bender-Abbas. La convention réglait d'autre part entre les deux pays certaines questions d'ordre financier. Elle ne faisait pas mention du Golfe Persique ; mais, durant les négociations, le gouvernement russe avait reconnu formellement les intérêts spéciaux de la Grande-Bretagne dans cette région. En Afghanistan, la Grande-Bretagne s'engageait à maintenir le *statu quo* politique. La Russie, d'autre part, s'engageait à ne pas y envoyer d'agents et à recourir à l'intermédiaire du gouvernement britannique dans toutes ses relations politiques avec ce pays. Enfin, en ce qui concerne le Thibet, la Grande-Bretagne et la Russie s'engageaient à maintenir le régime politique établi par les accords anglo-thibétain du 7 septembre 1904 et anglo-chinois du 17 avril 1906, et les deux nations s'interdisaient mutuellement de rechercher pour leur compte ou celui de leurs nationaux des concessions concernant les mines, chemins de fer, télégraphes, etc. Il était même stipulé qu'aucune mission scientifique, anglaise ou russe, ne pourrait pénétrer au Thibet avant trois ans.

Un traité russo-japonais avait d'ailleurs été signé à Saint-Pétersbourg le 30 juillet, par lequel les deux puissances reconnaissaient mutuellement leurs droits territoriaux. Elles reconnaissaient aussi l'indépendance et l'intégrité de l'empire chinois, « ainsi que l'égalité des droits commerciaux pour toutes les nations dans ledit empire ».

Le 23 avril 1908, tandis que la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, le Danemark, la Suède et la Hollande signaient un accord garantissant le *statu quo* territorial des puissances de la mer du Nord, la Russie signait avec l'Allemagne, la Suède et le Danemark un accord analogue

relatif à la mer Baltique. Ces conventions étaient en quelque sorte le pendant de l'accord conclu récemment entre la France, l'Espagne, l'Angleterre et l'Italie au sujet de la Méditerranée.

Le rapprochement anglo-russe avait cependant en Angleterre des détracteurs parmi les membres radicaux et libéraux avancés du Parlement et lorsque, le 21 mai, on annonça officiellement le voyage prochain du roi Edouard VII en Russie, des protestations se firent entendre aux Communes contre une visite officielle du roi d'Angleterre au chef du régime autocratique qui avait dissous la Douma après dix semaines d'existence. Mais Sir Edward Grey répondit énergiquement qu'il ne lui appartenait pas de défendre ou de critiquer la situation intérieure de la Russie, que cette visite était due depuis longtemps ; la différer encore serait un manque grave de courtoisie. Il déclara qu'il était en faveur d'une politique d'entente avec la Russie et que, si cette politique était désapprouvée, il tomberait avec elle, car la paix du monde, autant que l'intérêt de la Grande-Bretagne et de la Russie, dépendait peut-être en grande partie des relations que les deux nations auraient entre elles.

Le 5 juin 1908, le roi, la reine et la princesse Victoria quittaient l'Angleterre sur leur yacht *Victoria and Albert* escorté de navires de guerre et, le 9 juin, par un temps magnifique, ils arrivaient à Réval où ils reçurent du Tsar et de la famille impériale une visite qu'ils rendirent immédiatement sur le yacht impérial. Le soir, au banquet de gala offert par le Tsar en l'honneur de ses hôtes royaux, des toasts cordiaux furent échangés. « Je suis convaincu », déclara Edouard VII parlant de la convention anglo-russe, « que non seulement elle tendra à rapprocher nos deux pays, mais qu'elle contribuera puissamment à favoriser « et à maintenir la paix générale dans le monde. »

La presse russe commenta dans les termes les plus favorables la visite d'Edouard VII, et M. Homiakoff, prési-

dent de la Douma, dans un message que, sur la demande de l'Agence Reuter, il adressa à ce sujet à la nation britannique, déclara que la visite du roi d'Angleterre le remplissait d'une affection sincère et patriotique et que ces sentiments étaient ceux de la Douma tout entière, représentant l'esprit national.

L'accueil enthousiaste fait au président Fallières, lors de son voyage en Russie, le 27 juillet, l'invitation cordiale et très significative faite par Edouard VII à M. Clémenceau et à M. Isvolsky, pendant son séjour à Marienbad le 26 septembre, les entretiens de M. Isvolsky à Londres avec Sir E. Grey et le roi Edouard au sujet de la crise balkanique, en octobre, la création d'une Chambre de Commerce anglo-russe à Saint-Pétersbourg, en octobre, et aussi le succès remarquable de l'Exposition franco-britannique à Londres, inaugurée solennellement le 14 mai par le Prince de Galles, et la réception magnifique et cordiale faite au Président Fallières lors de son voyage à Londres du 25 au 28 mai, consacrèrent l'entente anglo-franco-russe. Ainsi se trouvait atteint le but diplomatique d'Edouard VII, depuis son avènement, pour le rétablissement de l'équilibre en Europe.

Malgré le caractère pacifique, maintes fois proclamé, de la nouvelle alliance, la presse allemande s'en était émue et, en mars 1909, le Gouvernement allemand prit une attitude nettement hostile en déclarant à la Russie que, si elle ne reconnaissait pas l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie et se décidait au contraire à intervenir en faveur de la Serbie, l'Allemagne se verrait contrainte, de par les obligations que lui imposait la Triple-Alliance, à prendre parti pour l'Autriche. C'était, en fait, une menace de déclaration de guerre. La Russie céda.

Cependant les relations entre les deux gouvernements restèrent officiellement cordiales. Nicolas II et Guillaume II eurent ensemble des rencontres amicales, le 17 juin, à

Bjorkoe, et le 8 août, à Kiel, et parlèrent de leurs relations traditionnelles d'amitié et de confiance mutuelle qui étaient un gage de paix générale. Mais, lors de la visite qu'il fit au roi d'Italie à Racconigi, les 23-24 octobre, le Tsar eut l'occasion de manifester sa mauvaise humeur à l'égard de l'Autriche-Hongrie. Il se rendit en Italie par la voie de terre; mais, pour ne pas avoir à traverser le territoire autrichien, il passa par l'Allemagne, la France et le Mont-Cenis. La réception qui lui fut faite fut d'autant plus cordiale que la situation politique dans les Balkans avait singulièrement rapproché les deux nations au grand détriment de la solidité de la Triple-Alliance dont le 30^e anniversaire ne donna lieu en Italie à aucune manifestation officielle.

L'entente anglo-franco-russe ne fit que s'affermir en 1909 et se manifesta d'une façon très significative lors d'un incident survenu au moment de l'entrevue du Tsar et de l'Empereur d'Allemagne à Bjorkoe le 17 juin. Un destroyer russe ayant tiré sur le vapeur britannique *Woodburn* qui avait pénétré dans la zone prohibée réservée aux navires impériaux, un chauffeur avait été blessé. Mais cet incident qui, dans d'autres circonstances, aurait pu entraîner les conséquences les plus graves, fut résolu sans difficulté. — Le 20 juin, un groupe de membres de la Douma, sous la conduite de leur président, M. Homiakoff, arriva à Londres, fut reçu par la Chambre des Communes le 22, par le roi le 25, et visita en outre Liverpool, Oxford et Cambridge.

Le 2 août, le yacht impérial *Standart*, venant de Cherbourg, amenait le Tsar dans la rade du Solent où se trouvait encore la flotte britannique, « la plus grande flotte qui peut-être, ait jamais été rassemblée », dit Edouard VII qui, l'avait passée en revue quelques jours auparavant. Les toasts échangés au banquet offert devant Cowes, par le roi Edouard sur son yacht *Victoria and Albert*, furent extrêmement cordiaux. Le roi fit allusion à la visite récente

des parlementaires russes et exprima l'espoir que les bonnes relations existant déjà entre la Grande-Bretagne et la Russie en seraient encore améliorées. Le Tsar répondit en déclarant que l'accueil amical fait aux membres de la Douma et à l'escadre russe, lors de sa dernière visite, marquerait l'accentuation des relations cordiales basées sur les intérêts communs et l'estime mutuelle des deux nations.

Le 18 février 1910, un groupe de parlementaires français était reçu par le Tsar et par la Douma à Saint-Pétersbourg et, le 10 juin, la Chambre de Commerce anglo-russe de Saint-Pétersbourg recevait le Prof^r. Pares, représentant la Chambre de Commerce de Liverpool.

La démission de M. Isvolsky en octobre (1), et son remplacement au ministère des Affaires Etrangères par M. Sazonoff, atténua dans une certaine mesure la tension des relations entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. Quelques jours après, le 4 novembre, le Tsar rendait visite à l'empereur d'Allemagne à Potsdam. Depuis quelque temps déjà le Tsar et sa famille étaient en visite chez les parents de la Tsarine. Cette rencontre n'avait donc que très peu d'influence politique. Mais, la presse allemande, prenant ses désirs pour des réalités, se hâta d'y voir la manifestation d'un rapprochement de la Russie avec la Triple-Alliance et le Chancelier von Bethmann-Hollweg, au Reichstag, fit remarquer en décembre, le parfait accord existant entre les gouvernements russe et allemand au sujet de la Perse; il parla des facilités que la Russie s'était engagée à donner à l'extension vers la Perse du chemin de fer de Bagdad, et exprima l'assurance que toutes les questions qui s'élèveraient entre les deux gouvernements pourraient désormais être facilement résolues.

L'année 1911 vit le règlement du dernier litige pendant entre la Russie et le Japon. Au cours de la guerre russo-

(1) Il fut alors nommé ambassadeur de Russie à Paris.

japonaise, deux navires russes, l'*Angara* et l'*Orel*, pour lesquels la Russie réclamait le privilège de la Croix-Rouge, avaient cependant été condamnés par la cour des prises japonaise. Maintenant l'empereur du Japon ordonnait la remise de l'*Angara* au gouvernement russe, « en témoignage de ses sentiments d'inaltérable amitié pour la Russie ». Quant à l'*Orel*, il était rendu à ses propriétaires contre paiement d'une somme de 375.000 francs.

Grâce aux bons offices du gouvernement britannique, une grave crise russo-persane fut évitée au cours de cette même année. M. Morgan Shuster, conseiller financier de Perse, avait créé, sous le nom de gendarmerie du Trésor, une force de 10.000 hommes, à la tête de laquelle il avait placé un officier anglais, le Major Stokes, et quelques autres sujets anglais. Cette force ayant reçu l'ordre de saisir les biens du frère de l'ex-shah, qui se trouvait sous la protection de la Russie, le gouvernement russe adressa au gouvernement persan un ultimatum appuyé par l'envoi de troupes dans le nord de la Perse. Grâce à la médiation de Sir E. Grey, et malgré l'opposition du Medjliss persan qui fut dissous, les termes de l'ultimatum russe furent acceptés et M. Morgan Shuster renvoyé. Ainsi fut aplanie une difficulté qui eût pu entraîner les conséquences les plus sérieuses.

Les relations de la Russie avec la France et l'Angleterre, au cours de l'année 1912, furent empreintes de la plus grande cordialité. Du 23 janvier au 6 février, une députation représentant, comme le déclara l'ambassadeur de Grande-Bretagne à la réception qu'il donna en son honneur à l'Ambassade, « le Parlement, l'église, l'armée, la marine, le commerce et la presse de la Grande Bretagne », visita Saint-Pétersbourg et y fut chaleureusement accueillie.

En août, on annonçait qu'une convention navale franco-russe venait d'être signée et, quelques jours après, M. Poincaré, alors Président du Conseil, se rendait lui-même en Russie. En septembre, le bruit courut même

d'un accord naval anglo-franco-russe, aux termes duquel la défense de la Baltique était réservée à la Russie, celle de la mer du Nord à l'Angleterre et celle de la Méditerranée à la France.

Du 23 au 28 septembre, M. Sazonoff eut avec Sir E. Grey une série d'entretiens au cours desquels les deux ministres se mirent d'accord sur l'attitude à tenir en présence de la crise balkanique pour assurer le maintien de la paix. Aussi, le 31 décembre, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Saint-Petersbourg déclarait-il au *New English Club* que les relations anglo-russes n'avaient jamais été plus cordiales et que « si l'on arrivait finalement à une solution par laquelle tout danger de guerre serait éloigné de l'Europe au sujet de la crise balkanique, personne n'y aurait autant contribué que les ministres des Affaires Etrangères de Russie et de Grande-Bretagne ».

Cependant, le 4 juillet, le Tsar et l'Empereur d'Allemagne s'étaient rencontrés à Port-Baltic et le communiqué officiel publié au sujet de cette entrevue déclarait qu'elle était la manifestation de « l'amitié ferme et durable entre l'Allemagne et la Russie » et des « principes pacifiques qui déterminent à un degré égal la politique des deux Empires ».

En mai 1913, presque immédiatement après la visite du roi et de la reine d'Angleterre, le Tsar Nicolas se rendit à Berlin ; la réception officielle fut cordiale, mais l'accueil de la foule fut très froid ; on prétendit que l'unique drapeau russe que l'on vît dans les rues à cette occasion était celui de l'ambassade de Russie. La guerre des Balkans avait en effet suscité dans la nation russe, à l'égard des nations de race slave, un grand élan de sympathie qui rendait plus difficile que jamais le maintien de relations pacifiques entre la Russie et les Empires centraux.

L'année 1914 devait amener la rupture de l'équilibre que, pendant de longues années, la Triple Entente s'était efforcée, par tous les moyens, de maintenir.

IV

AUTRICHE-HONGRIE ET BALKANS

De 1901 à 1908, le gouvernement britannique prit à tâche d'affranchir l'Autriche-Hongrie de la tutelle allemande, de lutter contre l'influence sans cesse grandissante de l'Allemagne en Turquie et dans la péninsule des Balkans, et d'y imposer, autant que faire se pouvait, sa propre politique. Aussi bien François-Joseph ne paraissait-il pas disposé à laisser le pangermanisme absorber son empire. Edouard VII n'avait pas manqué d'encourager ces sentiments d'indépendance en rendant fréquemment visite au vieil empereur, le 31 août 1903 à Vienne, le 15 août 1905 à Ischl, le 14 août 1907 à Ischl, le 12 août 1908 à Ischl. Ces voyages, sans affaiblir la solidité de l'alliance germano-autrichienne, eurent cependant pour résultat de l'empêcher d'assumer le caractère provoquant et belliqueux que l'Allemagne eût aimé à lui donner. Ils servirent surtout à imprimer à la politique autrichienne dans les Balkans les tendances que la Grande-Bretagne elle-même favorisait et à résoudre de façon pacifique, entre l'Autriche et la Russie, des problèmes épineux qui, sans elle, auraient mis souvent en danger la paix européenne.

Afin de remédier à l'état d'anarchie, de meurtres et de pillages, qui régnait en Macédoine, par suite des conflits entre les ambitions grecques, bulgares et serbes, et que l'inspecteur-général Hilmi-Pacha était incapable de réprimer, le comte Goluchovski, ministre des Affaires Étrangères d'Autriche Hongrie, et le comte Lamsdorff, ministre des Affaires Étrangères de Russie, élaborèrent, le 2 octobre 1903, le « programme de Mürtzsteg » qu'ils présentèrent au gouvernement ottoman. En réalité, ce programme avait été inspiré par le Gouvernement de Londres par l'intermédiaire de son ambassadeur à Vienne. Des agents civils russe et autrichien furent attachés à Hilmi-Pacha ;

la réorganisation de la gendarmerie fut confiée au général italien de Giorgis secondé par d'autres officiers étrangers. La police militaire de la Macédoine fut répartie en 5 secteurs, confiés, celui de Drama aux Anglais, celui de Sérès aux Français, celui de Monastir aux Italiens, celui d'Uskub aux Autrichiens et celui de Salonique aux Russes.

Mais, en 1904, les batailles reprirent de plus belle entre les bandes bulgares et grecques, tandis que des discussions s'élevaient entre la Grèce et la Roumanie sur des questions de langue, d'écoles et d'églises. Le gouvernement britannique proposa en 1905 que le programme de Mürzsteg fût étendu au vilayet d'Andrinople et demanda la nomination d'une commission internationale chargée d'étudier les réformes financières. Le Sultan, qui avait d'abord refusé de se plier à cette ingérence étrangère dans ses finances, céda à la suite d'une démonstration navale internationale devant Mitylène : quatre experts, anglais, français, italien et allemand et un turc furent donc adjoints aux deux agents civils russe et autrichien.

En 1907, les bandes bulgares, grecques et serbes n'en continuèrent pas moins à s'entr'égorger, sans que les représentations austro-russes faites à ce sujet à Sofia, Athènes et Belgrade, produisissent le moindre effet, chaque pays voulant acquérir la plus grande influence possible sur la Macédoine, dans l'espoir que cette influence serait reconnue si, un jour, la question macédonienne était définitivement réglée. En 1908, toutes les nominations militaires, civiles et financières, faites en Macédoine en 1905, furent renouvelées pour 6 ans ; mais, lorsque la Turquie devint un Etat constitutionnel, les postes militaires subsistèrent seuls.

Cependant, en octobre 1906, le comte Goluchovski, en présence de l'hostilité hongroise, avait dû démissionner. Son successeur, le baron d'Aehrenthal, ex-ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Saint-Pétersbourg, manifesta immédiatement ses intentions d'inaugurer une politique étrangère plus indépendante et plus personnelle. Toutefois, le 4 dé-

cembre 1906, il déclara, au sujet de la Macédoine, qu'il fallait poursuivre avec patience et persévérance l'exécution du programme de Mürzsteg qui avait déjà produit des résultats appréciables, et il affirma sa conviction que « dans toutes les questions importantes, les intérêts de l'Autriche-Hongrie et de la Russie étaient parallèles » ; et, lors de la rencontre d'Edouard VII et de François-Joseph à Ischl en août 1907, le communiqué officiel, publié à ce sujet, constatait « que les réformes introduites dans les vilayets macédoniens par les Puissances de l'Entente avec le concours des autres Puissances, sont pleinement conformes aux déclarations faites tout récemment par le Gouvernement britannique » et qu'une « pareille identité de vues se manifeste également sur les propositions à faire à la Sublime Porte et sur la manière dont il faut juger et réprimer l'organisation des bandes armées en Macédoine ».

Ces déclarations furent reçues très favorablement par la presse en Autriche-Hongrie. On y vit une manifestation d'indépendance à l'égard de l'Allemagne. Le public s'était offensé de l'appellation de « brillant second » dont Guillaume II avait, à Algésiras, qualifié son allié. Déjà la population slave de l'empire austro-hongrois se montrait favorable à la dissolution de la Triple-Alliance.

Entre temps, en juin 1906, la Grande-Bretagne avait rétabli avec la Serbie les relations interrompues à la suite de l'assassinat du roi Alexandre et de la reine Draga, en 1903. Mais les rapports de la Serbie et de l'Autriche-Hongrie étaient loin d'être cordiaux. Dès septembre 1906, au sujet d'une lutte de tarifs commerciaux entre les deux Etats, le roi de Serbie avait déclaré à une délégation de paysans que la Serbie résisterait « jusqu'à la dernière goutte de son sang » à toute ingérence étrangère capable de la léser dans ses droits de nation indépendante.

Mais le prince von Bülow, inquiet de l'influence et du prestige acquis par l'Angleterre dans la politique balkanique, profitant de l'affaiblissement de la Russie depuis sa

guerre avec le Japon, et enhardi par son demi-succès d'Algésiras, pensa que le moment était venu pour l'Allemagne de jouer un rôle plus actif dans la péninsule des Balkans et de servir ses propres intérêts tout en soutenant ceux de son allié. L'ambitieux baron d'Aehrenthal ne se prêta que de trop bonne grâce à cette politique.

Dès le 27 janvier 1908, il fit à la Chambre hongroise, sur sa politique étrangère, une déclaration au cours de laquelle il annonça son intention de prolonger le chemin de fer bosniaque jusqu'à Mitrovitza, dans le Sandjak de Novi-Bazar, ce qui rapprocherait singulièrement l'Autriche-Hongrie de la mer Egée et de la Méditerranée. Tout en assurant qu'il ne visait à aucune acquisition territoriale, il ajouta que l'exécution de ce projet serait la base de l'extension future de l'Autriche-Hongrie vers l'Orient, extension nécessaire, car « l'Autriche-Hongrie ne pourrait faire entendre sa voix dans le concert des nations qu'autant qu'elle aurait le bras fort ». Cette déclaration suscita une émotion violente parmi les Puissances et, en particulier, en Russie et dans la Serbie qui proposa à son tour l'établissement d'une ligne concurrente allant du Danube à l'Adriatique.

Mais la révolution qui, depuis longtemps, couvait en Turquie, éclata le 22 juillet et vint arrêter momentanément ces rivalités. Le 24, la Constitution, suspendue depuis 1878, était rétablie et le Grand-Vizir, Férid-Pacha, qui, le 21, venait de recevoir de Guillaume II auquel il était entièrement dévoué, la décoration de l'Aigle Noir, était remplacé par Saïd-Pacha, dont les sentiments anglophiles étaient bien connus. Tous les hauts fonctionnaires de l'ancien régime étaient renvoyés. Le nouvel ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Gerald Lowther, fut accueilli à son arrivée, le 30, par des démonstrations du plus grand enthousiasme populaire. En Macédoine, les bandes armées disparurent comme par enchantement. Grecs, Serbes, Bulgares, Turcs, Roumains, qui s'entr'égorgeaient encore quinze jours aupara-

vant, fraternisaient maintenant dans la plus sincère cordialité. Le 27 juillet, Sir Edouard Grey saluait avec joie aux Communes le rétablissement de la Constitution turque et, le 15 septembre, Edouard VII adressait un télégramme de félicitations au Sultan à l'occasion de l'anniversaire de son arrivée au pouvoir, ainsi qu'au nouveau Grand-Vizir, Kiamil-Pacha. Le 16 septembre, M. Laurent, président de la Cour des Comptes, était nommé conseiller financier du gouvernement ottoman, et Sir William Willcocks, conseiller pour les travaux d'irrigation de l'Empire en général et de la Macédoine en particulier.

Le coup était dur pour les Empires Centraux. Sous l'ancien régime, la Turquie n'avait eu en Europe qu'une amie, l'Allemagne. Maintenant, au contraire l'Angleterre, la Russie, la France, l'Italie lui offraient leur concours. L'Angleterre jouissait tout particulièrement de la faveur populaire. Le principal organe des Jeunes-Turcs, le journal « *Ikdam* » l'expliquait ainsi : « Tout d'abord, l'Angleterre a toujours été le centre de la liberté en Europe et la constitution britannique est la mère des constitutions du monde entier ; il est donc naturel qu'un peuple qui vient de conquérir sa liberté manifeste son amitié pour la libre nation anglaise. D'autre part, ... l'Angleterre s'est toujours déclarée franchement favorable au progrès politique et aux réformes commerciales dans l'Empire ottoman. Si nous n'avons pas toujours profité de son amitié, nous n'avons pas oublié les efforts qu'elle a faits pour nous aider ni les souvenirs d'autrefois. Plus tard, l'Angleterre s'est montrée froide et sévère à notre égard ; mais ce n'est pas contre nous, peuple turc, que son hostilité était dirigée, mais contre notre Gouvernement qui nous était hostile, à nous, ses sujets, et qui travaillait à la dissolution de notre Empire avec plus de persistance et de succès qu'aucune puissance étrangère. »

Quant à l'Autriche-Hongrie, elle avait tout d'abord paru accepter de bon cœur le fait accompli. La visite

d'Edouard VII à François-Joseph, à Ischl, le 12 août, avait donné lieu à un échange de toasts cordiaux, et les conversations du baron d'Aehrenthal avec Sir Charles Hardinge à cette occasion, puis avec Signor Tittoni le 4 septembre, et avec M. Isvolsky le 15, semblèrent témoigner d'un parfait accord au sujet de la nouvelle situation en Turquie. Mais l'impopularité de l'Allemagne, trop longtemps complice des agissements d'Abdul-Hamid, et l'influence croissante de l'Angleterre auprès du nouveau Gouvernement n'étaient pas sans lui causer quelque inquiétude. Le baron d'Aehrenthal comprit que les Jeunes-Turcs ne se plieraient pas volontiers à la réalisation de ses ambitions et, au risque de déclencher contre son pays une explosion d'hostilité, peut-être même de déclancher une guerre européenne, il se décida à frapper un grand coup.

Le 23 septembre, le prince Ferdinand de Bulgarie était reçu par François-Joseph à Budapest avec les honneurs royaux et, le 5 octobre, il déclarait l'indépendance du *royaume* de Bulgarie et prenait lui-même le titre de Ferdinand I^{er}, Roi et Tsar des Bulgares. Deux jours après, le 7 octobre, François-Joseph proclamait l'annexion de la Bosnie-Herzégovine à l'empire austro-hongrois.

Pour justifier la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie, Ferdinand avait déclaré que, « tout en étant pratiquement indépendante, la nation bulgare était entravée, dans son développement normal et pacifique, par des liens dont la rupture allait mettre fin à la tension qui existait entre la Bulgarie et la Turquie », et que « la Turquie et la Bulgarie, libres et indépendantes l'une et l'autre, pourront exister dans des conditions qui leur permettront de fortifier leurs relations amicales et de se consacrer pacifiquement à leur développement intérieur ».

De son côté, François-Joseph avait proclamé au peuple de Bosnie-Herzégovine que, « pour l'élever à un plus haut degré de vie politique, » il lui accordait « des institutions constitutionnelles qui tiennent compte des conditions et des in-

« intérêts généraux actuels », et qui lui permettront de donner « son avis sur les affaires de son pays, lequel aura, comme « par le passé, une administration séparée. » Pour ce faire, considérant les liens qui existaient autrefois « entre nos « glorieux ancêtres sur le trône hongrois et ce pays », il étendait sur lui les droits de la souveraineté austro-hongroise, pour lui-même et ses successeurs.

Si précieux que fussent ces arguments, leur caractère cynique fut encore accru par la déclaration faite par le baron d'Aehrenthal, le 8 octobre. Il était résolu, dit-il, à poursuivre « une politique étrangère active », car « l'Autriche-Hongrie devait occuper toute la place qui lui revenait dans le monde ». Dans le cas présent, elle « avait dû « prendre les affaires en mains, parce qu'autrement elles « auraient pu tourner contre elle ».

Cependant, le jour même de la déclaration de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, M. Asquith à Leven (Perthshire) et Sir E. Grey à Wooler (Northumberland) avaient annoncé que les actes de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie, constituant une violation des clauses du traité de Berlin, devraient être sanctionnés par les Puissances signataires de ce traité et que l'Angleterre ferait tout son possible pour que les intérêts et les droits de la Turquie fussent sauvegardés et respectés.

Mais c'est dans les Etats balkaniques, (la Bulgarie exceptée, naturellement) que l'émotion fut la plus vive. La Serbie et le Monténégro, nations de race slave, comme la Bosnie-Herzégovine, furent le théâtre de démonstrations violentes contre l'Autriche-Hongrie. Le Monténégro n'hésita pas à déclarer qu'il s'unirait à la Serbie pour résister à l'annexion, par la force des armes si c'était nécessaire. La Serbie lança, le 7 octobre, une proclamation déclarant qu'elle ne pouvait être « pleinement satisfaite que si la situation de « la Bosnie-Herzégovine fixée par le traité de Berlin était « complètement rétablie. Au cas où cette solution serait « considérée comme absolument impossible, le Gouverne-

« ment royal, faisant appel aux sentiments d'équité des
« Puissances signataires du traité de Berlin, demande pour
« la Serbie une compensation adéquate, afin de maintenir les
« garanties qui lui sont indispensables comme Etat indé-
« pendant et rétablir pour la nation serbe en général des
« conditions d'existence équivalentes tout au moins à celles
« qui lui étaient assurées par le traité de Berlin. » M. Mila-
novitch, ministre des Affaires Etrangères, demandait une
garantie internationale de l'intégrité de la Serbie et du
Monténégro, l'autonomie de la Bosnie-Herzégovine et « une
« bande de territoire bornée par Novi-Bazar d'un côté et
« par la Bosnie-Herzégovine de l'autre, formant tampon
« entre l'Autriche-Hongrie et la Turquie et permettant à
« la Serbie de tendre au Monténégro une main frater-
« nelle ». Quant au Monténégro, il demandait l'abolition
de l'art. 29 du traité de Berlin qui donnait à l'Autriche-
Hongrie le contrôle sur les côtes et les ports du Monté-
négro, ainsi que le district maritime de Spezzia qui com-
mande le port d'Antivari.

Cependant, en Russie, l'annexion avait soulevé une vio-
lente indignation. Une assemblée tumultueuse de plus de
2.000 personnes, à la Salle des Nobles, à Saint Pétersbourg,
flétrit « la mise en esclavage définitive des Bosniaques
sous le joug de l'Autriche ». — M. Isvolsky, avait convié
les Puissances signataires du traité de Berlin à se réunir en
conférence pour considérer la nouvelle situation. L'Angle-
terre, la France, la Turquie et l'Italie avaient accepté cette
proposition. Tout en recommandant à la Serbie et au Mon-
ténégro de s'abstenir de toute manifestation belliqueuse,
M. Isvolsky insistait sur la nécessité pour les trois nations
slaves des Balkans, Serbie, Monténégro et Bulgarie, d'une
étroite union morale et politique.

La situation se compliquait encore du fait que la Bulgarie,
s'étant déclarée indépendante, refusait désormais de payer
à la Turquie le tribut qu'elle lui devait en raison de
l'annexion de la Roumélie orientale en 1886. Sans l'inter-

vention de l'Angleterre, de la France, de la Russie et de l'Italie, une guerre aurait probablement éclaté à ce sujet entre la Bulgarie et la Turquie.

L'Allemagne, cependant, était jusqu'alors restée dans la coulisse. Le 7 décembre, le prince von Bülow déclara que l'Allemagne avait, sans doute, d'importants intérêts économiques dans les Balkans, mais que, « pas plus maintenant » que 30 ans auparavant, elle n'avait de raison de se laisser « entraîner à prendre une part prépondérante dans l'œuvre » de reconstruction entreprise par des Puissances plus directement intéressées. »

Aussi, le 26 février 1909, l'Autriche-Hongrie, embarrassée par ses luttes intestines de races et de partis politiques, se débattant péniblement dans une crise financière aiguë, conclut, grâce à l'intervention pressante de l'Angleterre, un accord avec la Turquie, par lequel, « à titre » d'indemnité pour les anciens domaines de l'Etat turc en « Bosnie-Herzégovine », elle lui accordait une somme de 55 millions et diverses concessions douanières et autres.

La Serbie, cependant, restait intransigeante. Dans les deux pays, les armées avaient été mobilisées et déjà la guerre paraissait inévitable, lorsque l'Allemagne, quittant subitement l'indifférence apparente dans laquelle elle avait affecté de s'enfermer, déclara péremptoirement au Gouvernement de Saint-Pétersbourg qu'en cas de guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, l'Allemagne, fidèle aux stipulations de la Triple-Alliance, se rangerait du côté de son alliée. En présence de ce véritable ultimatum, la Russie, encore trop affaiblie par sa défaite dans la guerre russo-japonaise, dut reconnaître l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et conseilla au gouvernement serbe de renoncer à ses prétentions. Quelques satisfactions furent accordées au Monténégro et la Serbie céda. En même temps, la Russie trouva moyen d'aplanir le conflit turco-bulgare qui risquait de dégénérer en guerre. La Turquie réclamait à la Bulgarie, comme indemnité pour son indépendance, une somme de 125 mil-

lions. La Bulgarie ne voulait payer que 82 millions. La Russie prit à sa charge la somme réclamée par la Turquie, à valoir sur les 550 millions environ que la Turquie restait lui devoir sur l'indemnité de la guerre de 1877-78, tandis que la Bulgarie ne paierait à la Russie que les 82 millions qu'elle avait offerts à la Turquie. La Russie perdait à ce compte environ 43 millions, mais elle rendait à la Bulgarie un grand service dont celle-ci ne se souvint d'ailleurs pas longtemps.

Le 8 avril 1909, les Puissances signataires du traité de Berlin en abrogeaient l'article 25 et reconnaissaient l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. En juin, le Président Fallières était nommé Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Etienne et, lors du séjour d'Edouard VII à Marienbad, en août, la presse autrichienne reconnut que, si la guerre avait été évitée, c'était grâce à la médiation de l'Angleterre et de la France. Le 18 août, le baron d'Aehrenthal recevait de l'Empereur-roi le titre de comte.

Les résultats moraux ne furent pas moins importants. Non seulement l'Autriche-Hongrie se trouvait placée, plus que jamais, dans un état d'obligation servile à l'égard de l'Allemagne, mais elle s'était aliéné irrévocablement les sympathies de la Serbie et de la Russie. L'avenir devait prouver que M. Milanovitch n'avait que trop raison lorsque, le 2 janvier 1909, il avait déclaré à la Skoupchtina, que, tant que l'Autriche-Hongrie resterait une puissance balkanique, la liberté des nations des Balkans et l'équilibre européen seraient en danger.

Le 22 février 1910, une constitution fut donnée à la Bosnie-Herzégovine et si, au cours de l'année, les relations de l'Autriche-Hongrie avec la France furent empreintes de froideur par suite de l'échec des négociations entamées pour l'émission d'un emprunt hongrois sur le marché français, par contre elles furent relativement amicales avec la Turquie et retrouvèrent avec l'Angleterre un peu de leur cordialité d'autrefois. Une mission anglaise, sous la conduite de

Lord Rosebery, fut envoyée à Vienne pour y annoncer officiellement l'avènement de George V et y reçut un accueil très sympathique.

Cependant les Empires Centraux, poursuivant leur rêve de domination orientale, avaient trouvé moyen de se rapprocher du gouvernement Jeune-Turc. Déjà l'Allemagne avait réussi à établir sur le nouveau régime une grande partie de l'influence qu'elle exerçait sur l'ancien et les Jeunes-Turcs commençaient à encourager le mouvement nationaliste en Egypte. La formation de la Ligue Balkanique, sous la conduite de deux grands hommes d'Etat, M. Vénizelos, de Grèce, et M. Patchitch, de Serbie, faillit tout gêner.

La Serbie, le Monténégro nouvellement érigé en royaume, la Grèce et la Bulgarie, diplomatiquement unis, mais agissant militairement chacun pour son compte personnel, attaquèrent la Turquie, lui infligèrent des défaites sanglantes et menacèrent même Constantinople. Mais lorsque, épuisés, les belligérants se réunirent à la Conférence de Londres et que les Etats de la Ligue Balkanique voulurent se partager les fruits de leurs conquêtes, les Empires Centraux, comprenant qu'il fallait les diviser entre eux pour régner sur eux, brouillèrent les cartes. Non seulement la Ligue Balkanique fut dissoute, mais, le 30 juin 1913, la Bulgarie qui, ayant joué le plus grand rôle dans les opérations militaires, prétendait se réserver la plus grande part du butin, attaqua les positions grecques et serbes. Mal lui en prit. Attaquée à son tour, non seulement par la Grèce et la Serbie, mais aussi par la Roumanie le 9 juillet, et par la Turquie le 12, elle subit revers sur revers et se vit obligée de signer un armistice le 31 juillet.

L'Empereur Guillaume II adressa alors au roi de Roumanie le télégramme suivant : « Je vous offre mes félicitations les plus sincères et les plus cordiales pour le « résultat magnifique que vous avez obtenu et que non seulement votre propre pays, mais tous les Etats belligérants

« et l'Europe entière, doivent à votre politique sage et digne
« d'un grand homme d'Etat... Je suis heureux que nous
« ayons tous deux coopéré à la cause de la paix. » — Le
roi Ferdinand lui-même reconnut que c'était « aux efforts
« incessants » du roi de Roumanie « que le monde devait la
« fin de cette guerre sanglante et dévastatrice. »

En fait, au cours des deux guerres de 1912 et 1913, la Bulgarie avait perdu 100.000 officiers et soldats. Elle avait dépensé environ 1 milliard ; elle avait irrémédiablement perdu la Macédoine que se partageaient la Grèce et la Serbie, ainsi qu'une grande partie de la Thrace rendue à la Turquie. Elle était surtout définitivement brouillée avec la Serbie et la Grèce. Il ne lui restait plus, pour réaliser ses ambitions balkaniques, qu'une seule ressource : se jeter dans les bras de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie ; ce qu'elle fit.

D'autre part, grâce à la parenté qui unissait les maisons régnantes de Roumanie et de Grèce avec Guillaume II, les Empires Centraux reprenaient dans les Balkans une partie de la prépondérance qui avait un moment paru leur échapper. Le prince Guillaume de Wied, neveu de la reine de Roumanie et officier de l'armée prussienne, fut choisi par les Puissances comme « M'pret » (1) de l'Etat nouvellement formé d'Albanie, tandis que le général allemand Liman von Sanders était nommé commandant du 1^{er} corps à Constantinople, mais en réalité chef de l'Etat-Major général turc.

Mais, de toutes ces luttes, la Serbie, quoiqu'ayant naturellement beaucoup souffert, était sortie considérablement grandie moralement et matériellement. Elle était devenue l'Etat balkanique avec lequel les Puissances Centrales auraient désormais à compter, car, par sa situation même, elle leur barrait la route de l'Orient. Se l'attacher par des moyens diplomatiques, il n'y fallait pas songer. Elle avait

(1) Le mot « m'pret » serait, au dire de certains philologues, dérivé du latin *imperator*.

trop de sympathie naturelle pour la Russie et la France et trop d'antipathie pour l'Autriche-Hongrie. Il ne restait qu'un moyen : la détruire purement et simplement. Nous avons vu que, dès 1913, l'Autriche-Hongrie aurait été disposée à le faire (1) ; elle en fut dissuadée par l'Allemagne qui n'avait pas encore terminé son canal de Kiel ni recueilli tous les fruits de ses dernières lois militaires. Mais, en 1914, tout était prêt. Sans doute, au début de l'année, le comte Berchtold, parlant des relations de la Triple-Alliance avec la Triple-Entente, constatait « un certain relâchement de la tension » qui avait existé entre les deux groupes. Il attribua ce relâchement à la politique de la Grande-Bretagne « dans laquelle nous pouvons constater « des efforts pour prévenir désormais des dangers semblables à ceux que la paix européenne a courus en raison « des événements récents. Cette politique est capable « d'écarter les malentendus qui pourraient s'élever entre « les deux groupes de Puissances, et de compenser ainsi « dans une certaine mesure les défauts qui s'attachent « à la mise en pratique d'un système rigide d'équilibre. »

Malgré ces paroles, l'Autriche-Hongrie était décidée à mener à bonne fin ses projets sur la Serbie. L'assassinat de l'héritier du trône autrichien, l'archiduc François-Ferdinand, et de sa femme, par un étudiant serbe à Serajevo, le 28 juin, lui fournit un prétexte qu'elle s'empressa de saisir. Elle adressa immédiatement à la Serbie un ultimatum ignominieux et, malgré toutes les concessions offertes par la Serbie, malgré l'attitude conciliante de la Russie, malgré la proposition de médiation de Sir Edward Grey, l'Autriche-Hongrie, le 28 juillet 1914, déclara la guerre à la Serbie.

V

FRANCE

Edouard VII entretint et développa, avec l'aide du gouvernement libéral, les relations cordiales qu'il avait si

(1) Voir ci-dessus, p. 335.

heureusement établies entre la Grande-Bretagne et la France sous le gouvernement conservateur, et George V, son successeur, sut continuer l'œuvre de son père. L'amitié anglo-française donna lieu, de 1907 à 1914, à de nombreuses manifestations dont nous nous bornerons à mentionner les principales.

Du 2 au 9 février 1907, le roi Edouard et la reine Alexandra vinrent à Paris. Le 3, ils échangèrent avec le Président Fallières des visites cordiales. Leur voyage n'avait aucun caractère officiel, mais leur incognito fut vite dévoilé et la presse qualifia de « presque affectueux », l'accueil fait aux deux souverains par la population parisienne.

Le 3 avril, le roi qui se trouvait à Biarritz depuis le 5 mars, se rendit à Toulon où il fut rejoint par la reine avant de s'embarquer pour sa grande croisière méditerranéenne au cours de laquelle il devait avoir avec le roi d'Espagne, récemment marié à sa nièce, la princesse Ena de Battenberg, et aussi avec le roi d'Italie, des entrevues qui suscitèrent les commentaires aigres-doux de la presse allemande (1).

L'excellence des relations anglo-françaises fut marquée, en 1908, par plusieurs manifestations officielles dont la grande Exposition franco-britannique, qui eut lieu à Shepherd's Bush (Londres-ouest), fournit le prétexte. Visitée dès le 7 mai par M. Cruppi, alors Ministre du Commerce, inaugurée solennellement par le Prince de Galles le 14 mai, cette exposition ne ferma ses portes que le 31 octobre après avoir attiré un nombre de visiteurs, touristes et commerçants, que l'on évalue à près de 5 millions.

Du 25 au 28 mai, le Président Fallières, accompagné de

(1) A ces manifestations des sympathies anglo-françaises, il convient d'ajouter, que le 25 avril 1907, le Lord-Maire de Dublin inaugura à Fontenoy près de Tournai, un monument destiné à commémorer l'héroïsme de la brigade irlandaise dans la fameuse bataille du 30 avril 1745.

M. Pichon, Ministre des Affaires Étrangères, arrivé à Douvres sur le croiseur *Léon Gambetta*, fut l'objet de réceptions enthousiastes, au palais de Saint-James le 25, à l'Exposition qu'il visita avec le roi le 26, au Guildhall où il fut l'hôte du Lord-Maire et du Conseil Municipal de Londres le 27. Au banquet de gala offert en l'honneur de M. Fallières au palais de Buckingham, le roi parla de la force et de la valeur de l'Entente Cordiale, nécessaire au bien-être et à la prospérité des deux nations et au maintien de la paix en Europe, et exprima l'espoir qu'elle serait permanente.

Au cours d'une interview accordée à l'Agence Reuter, M. Pichon exprima la profonde impression produite sur le Président Fallières par l'accueil qui lui avait été fait et qui prouvait que l'Entente était devenue la base fondamentale de la politique des deux pays et le moyen le plus sûr de contrebalancer toute combinaison hostile à la paix européenne.

Malgré les assurances pacifiques données à maintes reprises par M. Asquith et Sir E. Grey, la presse allemande s'exprima en termes nettement hostiles au sujet de la visite du Président Fallières à Londres et des discours prononcés à cette occasion. Elle affecta d'y voir une démonstration contre l'Allemagne, une tentative d'isolement de plus en plus complet de l'Allemagne. « Devenons assez forts », concluaient les *Hamburger Nachrichten*, le 27 mai, « pour « pouvoir supporter une guerre, mais sur deux fronts : il « est possible que nos adversaires réfléchissent à deux fois « avant de nous mettre le pistolet sous la gorge. Mettons la « main sur la poignée de notre épée et attendons avec « confiance dans notre bonne étoile le développement de la « situation politique » (1).

En mars, le roi Edouard VII avait fait son séjour habituel

(1) Cité par M. Ernest LEMONON : *L'Europe et la politique britannique*.

à Biarritz ; le 26 septembre, il reçut à Marienbad M. Clemenceau et eut avec lui un long entretien.

Le 23 avril, la Grande-Bretagne et la France avaient signé, en accord avec l'Allemagne, le Danemark et la Hollande, la convention relative au *statu quo* des puissances de la mer du Nord, dont il a été question plus haut.

Edouard VII qui, en mars 1910, était allé, pour la dernière fois à Biarritz, mourut le 6 mai. La France perdait un de ses meilleurs amis, peut-être son meilleur ami. Cependant la mort d'Edouard VII ne modifia en rien la politique étrangère de la Grande-Bretagne. Aussi bien, M. Paul Cambon, malgré l'âge et la fatigue, accepta-t-il de continuer à l'Ambassade de France à Londres, tandis que son frère occupait celle de Berlin, l'œuvre magnifique et féconde dont il avait été l'un des plus habiles artisans. George V, dès son avènement au pouvoir, lui manifesta d'ailleurs son entière sympathie pour la France et son vif désir de voir se resserrer davantage encore les liens étroits qui unissaient les deux nations.

Cette continuité de l'Entente Cordiale se manifesta d'une façon éclatante lors de la visite à Londres du Président Poincaré en juin 1913. Le Président Loubet avait été accueilli cordialement, le Président Fallières chaleureusement. La société londonienne non seulement fit au Président Poincaré une réception grandiose et enthousiaste, mais lui manifesta tout le respect qu'elle éprouvait pour sa haute valeur intellectuelle et politique. Parti de Cherbourg sur le cuirassé *Courbet*, il fut accueilli à son arrivée à Portsmouth par le Prince de Galles. Le roi lui-même l'attendait à la gare de Victoria à Londres et le conduisit par les rues magnifiquement pavoisées, aux acclamations d'une foule immense, au palais de Saint-James. Quelques visites officielles et une réception à l'Ambassade furent suivies d'un banquet de gala au palais de Buckingham. Le roi George y parla du profond respect mutuel des deux nations, de leur entente constante et de leur harmonieuse coopération dans les affaires d'ordre

international, depuis l'accord de 1904. Les deux Gouvernements avaient toujours eu en vue la cause de la paix ; ils avaient considéré avec intérêt et gravité les problèmes qui s'étaient récemment posés ; ils les avaient étudiés dans un esprit de confiance et de franchise réciproques, et il était satisfaisant de constater que toutes les puissances avaient travaillé au maintien de la paix. Il fit allusion à la double distinction du Président Poincaré, à la fois homme d'Etat et membre de l'Académie française dont il parla en termes élogieux.

Le Président remercia le roi, le Gouvernement et le peuple de Grande-Bretagne de la réception qui lui avait été faite comme représentant de la France et déclara que l'amitié qui unissait les deux nations était un sentiment profondément enraciné dans leurs cœurs. Grâce au règlement de toutes les questions en litige, elles avaient pu donner libre cours à leurs sentiments : leur respect mutuel s'était graduellement transformé en affection et, à la courtoisie d'autrefois, se joignait maintenant une confiante intimité. Il fit allusion également à l'harmonieuse coopération des deux Gouvernements dans les assemblées des Puissances et se réjouit de les voir travailler pour la cause de la paix avec la collaboration de toutes les Chancelleries.

Le lendemain matin, le Président adressait à la nation britannique un message dans lequel il l'assurait de la sympathie unanime de toute la France à l'égard du roi et demandait s'il n'était pas décrété par la nature même des choses que les deux peuples restassent toujours unis pour le progrès de la civilisation et le maintien de la paix dans le monde. L'avantage d'une telle solidarité ne s'était jamais autant fait sentir qu'au cours des événements récents. Jamais occasion meilleure de l'exercer ne s'en était présentée.

Au banquet du Guildhall, le Président déclara que l'amitié des deux nations était plus intime et plus ferme que jamais ; dans toutes les questions de politique internationale,

les deux Gouvernements échangeaient leurs vues loyalement. Cette collaboration n'excluait nullement la participation d'aucune autre puissance ; elle tendait au maintien de la paix en Europe et établissait entre la France et le Royaume-Uni une habitude de confiance fraternelle.

Même cordialité au banquet offert au roi par le Président à l'Ambassade de France ; même accueil enthousiaste au cours des visites du Président à Windsor et au Concours Hippique, au banquet offert par Sir E. Grey, Ministre des Affaires Etrangères. La réception faite au Président de la République française fut une véritable manifestation nationale en faveur de la continuation de l'entente entre la Grande-Bretagne et la France.

Le 21 avril 1914, le roi George V et la reine Mary, accompagnés du Ministre des Affaires Etrangères, quittaient Douvres sur le yacht royal *Alexandra*, escorté des croiseurs *Nottingham* et *Birmingham*, puis de croiseurs, torpilleurs et sous-marins français venus à leur rencontre. Ils débarquaient à Calais et, de là, se rendaient à la gare du Bois de Boulogne où les attendaient le Président de la République et M^{me} Poincaré, ainsi qu'une foule enthousiaste. Au banquet de gala donné le soir même à l'Elysée, le Président fit observer que ce jour marquait le 10^e anniversaire de l'Entente anglo-française qui était devenue l'une des meilleures garanties de l'équilibre européen. Il exprima sa certitude que, sous les auspices du roi et du gouvernement royal, ces liens d'amitié se resserreraient chaque jour davantage, pour le plus grand bien de la civilisation et de la paix universelles.

Le roi fit une réponse parfaitement cordiale, mais évita soigneusement toute allusion politique. Une grande partie de la presse des deux pays avait cependant exprimé l'espoir que l'Entente allait se transformer en une alliance ; mais le gouvernement britannique se tenait encore sur la réserve.

Toutefois, la visite des souverains anglais, — laquelle comprenait une revue à Vincennes, un banquet à l'Ambas-

sade de Grande-Bretagne, une représentation de gala à l'Opéra, les courses d'Auteuil, un banquet offert par M. Doumergue, président du Conseil, — se termina par un échange de présents somptueux. Le roi offrit à la République française des médaillons de bronze enlevés pendant la Révolution à une statue de Louis XIV et achetés ensuite par le roi George III. L'accueil enthousiaste de la population parisienne impressionna vivement le roi et la reine dont la visite contribua certainement à raffermir les bons sentiments réciproques des deux nations.

Ce n'étaient là d'ailleurs que des expressions officielles de l'entente entre les deux pays, qui, après 1906, se manifesta également dans toutes les occasions.

Au sujet du Maroc ou de l'Égypte, dans la conclusion du traité franco-siamois du 23 mai 1907 et de l'accord anglo-russe du 31 août 1907, au cours de la 2^e Conférence de la Paix de juin à octobre 1907, dans l'imbroglio des affaires balkaniques, la Grande-Bretagne et la France sont toujours restées associées. Grâce à leur unité de vues et d'action, bien des questions, telles que les différends franco-espagnols relatifs au Maroc, purent être résolues amicalement. De cette collaboration pacifique aurait pu naître pour l'Europe une ère d'équilibre et de tranquillité, si l'Entente Cordiale ne s'était heurtée presque en toutes circonstances à la mauvaise volonté manifeste et au parti pris systématique du gouvernement allemand.

VI

ALLEMAGNE

Il se trouvait indubitablement, en Angleterre aussi bien qu'en Allemagne, nombre de personnalités désireuses, non seulement de voir cesser l'antagonisme latent d'où pouvait à tout instant sortir un conflit terrible, mais de créer un rapprochement anglo-allemand réel et durable. Nombreux

furent, de part et d'autre, les efforts accomplis dans ce but, nombreuses les manifestations, souvent sincères, de bon vouloir réciproque.

Du 13 au 20 mai 1906, un groupe de représentants des municipalités allemandes, comprenant les principaux bourgmestres de Berlin, Aix-la-Chapelle, Dresde, Cologne et Charlottenburg, de conseillers et de fonctionnaires municipaux, visita l'Angleterre. Ils furent reçus par le roi au palais de Buckingham, le 18, inspectèrent diverses institutions municipales de Londres et de Birmingham, le village modèle établi par la fabrique de chocolat Cadbury à Bournville ; des réceptions furent données en leur honneur par le Lord-Maire de Londres et par diverses associations, entre autres par le Comité britannique pour l'Etude des Institutions municipales étrangères, par l'Association des Conseils Municipaux et par le « Eighty Club », par le propriétaire du journal « Tribune », par Sir Clifton Robinson, représentant le Conseil Général de Londres, etc. Des discours de bienvenue furent prononcés par le Premier Ministre, par M. Haldane, M. Bryce, M. John Burns et M. Winston Churchill. Ce dernier, en particulier, blâma les efforts de la presse alarmiste qui tendaient à jeter le désaccord entre les deux nations.

Le 20 juin 1906, c'est un groupe de directeurs de journaux et de journalistes allemands qui, sur l'invitation du Comité d'Amitié anglo-allemande, arrive à Southampton. Au banquet offert en leur honneur, le 21, le Président, Lord Avebury, et le Lord Chancelier expriment leur vif désir de voir s'accroître l'amitié des deux nations. Le Dr Theodor Barth, directeur de la « Nation », principal organe hebdomadaire du libéralisme allemand, répond avec une égale cordialité en suggérant que le désarmement, tant préconisé, devrait bien commencer par la presse. Ces visiteurs sont également reçus par le roi, le Lord-Maire, divers ministres et plusieurs directeurs de journaux.

Ces deux groupes de visiteurs ne représentaient en

aucune façon le gouvernement allemand lui-même. Toutefois l'accueil qui leur fut fait contribua à améliorer les relations anglo-allemandes.

Aussi la visite d'Edouard VII à l'Empereur Guillaume, à Kronberg, le 15 août, fut-elle saluée avec une sympathie unanime par la presse allemande et l'officieuse *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* exprima l'espoir que la rencontre des deux souverains servirait à affermir la paix universelle.

Cette amélioration des rapports anglo-allemands fut compromise en 1907 par l'attitude du gouvernement allemand. En mai, cependant, un groupe de journalistes anglais se rendit en Allemagne. Au banquet donné en leur honneur à Berlin, le Dr Mühlberg, alors sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, dit qu'il avait entendu « des voix, « venant de l'Angleterre, accuser l'Allemagne de dissimuler « ses programmes navals et de masquer son but final... », mais que « les forces navales allemandes étaient uniquement « destinées à protéger les côtes de l'Allemagne et son « commerce maritime. » (1)

Le 14 août 1907, Edouard VII, toujours désireux de conserver avec son impérial neveu des relations correctes et cordiales et d'effacer les malentendus auxquels la presse allemande affectait de se prêter au sujet des intentions de l'Entente Cordiale fit à Guillaume II une nouvelle visite à Wilhelmshöhe.

Le Kaiser lui rendit sa visite du 14 au 18 novembre, avec l'Impératrice. Arrivés à Portsmouth le 14, les souverains allemands se rendirent immédiatement à Windsor. Des toasts cordiaux furent échangés, le soir même, au banquet de gala, le Kaiser exprimant l'espoir que les liens étroits qui unissaient les deux familles royales uniraient aussi les

(1) A ce sujet, l'officieuse *Novoe Vremya* de St-Petersbourg, remarqua que « pour défendre 150 milles de côtes sablonneuses, l'Allemagne n'avait pas besoin d'une pareille flotte, d'autant plus que personne ne songeait sérieusement à l'attaquer », et que « cette folie d'armements n'avait vraiment qu'un but : la maîtrise de l'univers ».

deux nations pour le plus grand bien de la paix mondiale. Le 13, visite de Londres ; enthousiasme de la population londonienne ; adresse de bienvenue du Conseil Municipal. Le Kaiser, dans son discours, fit allusion au titre de citoyen libre de Londres qui lui avait été conféré en 1891. Il avait dit alors que son but le plus cher serait le maintien de la paix ; il espérait que l'histoire lui rendrait cette justice qu'il avait toujours poursuivi ce but sans défaillance. La base principale de la paix mondiale était le maintien des bonnes relations entre les deux pays et quant à lui, il contribuerait, dans toute la mesure de son pouvoir, à affirmer ces bonnes relations (1). Ces excellentes paroles n'empêchèrent pas le budget naval allemand de s'élever en 1907 à près de 425 millions, en augmentation de plus de 75 millions sur le précédent, et le budget militaire à plus de 1.051 millions, en augmentation de près de 70 millions.

Le vote de ces budgets et la répercussion qu'il devait entraîner nécessairement sur les budgets britanniques refroidirent quelque peu la ferveur germanophile de certains milieux anglais. Les échanges de visites officielles n'en continuèrent pas moins en 1908. — Du 17 au 23 mai, c'est un groupe de bourgmestres et de conseillers municipaux allemands qui, venus en Angleterre sous les auspices de la Société britannique pour l'étude des Institutions municipales coloniales et étrangères, est reçu par le Lord-Maire, puis par des représentants du Gouvernement à la Chambre des Communes, et enfin le 23 mai, par le roi. — La semaine suivante, c'est une députation de pasteurs protestants et de prêtres catholiques allemands qui est reçue par

(1) L'Impératrice retourna en Allemagne le 18 novembre. L'Empereur resta pour sa santé à Highcliffe Castle près de Bournemouth et ne quitta l'Angleterre que le 11 décembre. — La « Norddeutsche Allgemeine Zeitung » déclara que « les hôtes impériaux s'étaient trouvés entourés d'une atmosphère de sympathie que la nation allemande n'oublierait jamais », et que « les efforts sincères des deux nations pour vivre ensemble en paix et en amitié » avaient fait de cette visite « un événement de la plus haute importance ».

le Lord-Maire à Mansion-House où le Primat et l'Archevêque de Westminster prononcent des discours, et par M. Runciman à la Chambre des Communes. — Le 6 juin, c'est un groupe de 120 ouvriers allemands de Duisbourg et de Dusseldorf qui est reçu à Londres par diverses organisations ouvrières, puis à la Chambre des Communes et enfin par le président du Conseil Municipal.

Par contre, en septembre, ce sont des ouvriers anglais qui visitent Berlin où ils sont reçus par le prince von Bülow qui prononce pour eux un discours très pacifique.

Entre temps, le roi Edouard, se rendant à Marienbad, s'arrêtait, le 11 août, à Kronberg où il avait avec Guillaume II une entrevue des plus cordiales. L'organe du prince von Bülow, la *Suddeutsche Reichskorrespondenz*, déclara que cette entrevue inaugurait dans la situation européenne une phase nouvelle « qu'il fallait élargir par l'amélioration définitive et une fois pour toutes des relations entre l'Allemagne et l'Angleterre... Tôt ou tard, toutes ces doctrines hérétiques qui représentent comme inévitable un conflit armé entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, seront réfutées par le fait même que les marines allemande et britannique ont autre chose à faire que de se battre. »

Et le 30 août, à Strasbourg, le Kaiser exprime sa « profonde conviction que la paix européenne n'est pas en danger », que les princes et hommes d'Etat de l'Europe « savent qu'ils sont responsables devant Dieu de la vie et de la prospérité des peuples confiés à leur gouvernement », que les peuples eux-mêmes désirent jouir en paix des bienfaits de la civilisation et que « fière de la mâle discipline et de l'honneur de ses forces armées, l'Allemagne est décidée à maintenir leur niveau élevé sans menacer personne, et à les développer suivant les exigences de ses propres intérêts sans favoriser personne et sans nuire à personne » (1).

(1) Cette dernière remarque fut considérée comme une réponse à la récente suggestion anglaise d'une réduction des armements navals.

Belles paroles, en contradiction flagrante d'ailleurs avec l'attitude adoptée par l'Allemagne à la 2^e Conférence de la Paix en 1907 et surtout à l'égard de la France au Maroc, et que devait bientôt démentir d'une façon plus brutale encore le quasi-ultimatum par lequel l'Allemagne força la main au gouvernement de Saint-Pétersbourg, dans la question de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

Ces derniers événements donnèrent lieu en Angleterre à une véritable campagne d'effroi. Dans tous les événements malheureux, la presse anglaise affecta de voir la main de l'Allemagne. Parmi la population, d'étranges rumeurs coururent : On avait aperçu, dans des endroits très éloignés l'un de l'autre, à Lowestoft et à Cardiff, par exemple, de mystérieux dirigeables ; on en avait même découvert un sur une montagne du Pays de Galles et l'on avait entendu deux hommes qui le montaient parler une langue étrangère. D'autre part, on racontait que 50.000 fusils Mauser avec des approvisionnements de 160 cartouches à balles pour chacun, étaient déposés dans une cave à moins d'un quart de mille de Charing Cross, tout prêts pour les 60.000 soldats allemands que l'on déclarait se trouver déjà en Angleterre.

Ces bruits ridicules furent aisément expliqués ou démentis ; mais ils n'en démontrent pas moins à quel point de nervosité l'opinion publique anglaise était arrivée. On jugea qu'il était nécessaire de réagir contre une pareille disposition d'esprit. Les chefs du parti ouvrier allemand, invités à Londres par la Ligue d'Arbitrage international, furent reçus le 1^{er} mai 1909 au Waldorf Hotel. M. John Burns y déclara que leur visite coïncidait avec l'effondrement des tentatives faites pour fomentér une guerre anglo-allemande et prédit que, plus jamais, on ne verrait une grande guerre internationale mettant aux prises la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la Russie. — Un groupe de députés anglais du parti ouvrier se rendit à son tour en Allemagne du 28 mai au 10 juin et tandis que, le 23 mai, les autorités

municipales de Manchester et de Salford visitaient Hambourg, la municipalité de Berlin et plusieurs bourgeois allemands, arrivés à Londres le 23, étaient reçus le 24 par le roi au palais de Buckingham, et par le Conseil Municipal de Londres au Guildhall, puis par le Lord-Maire à Mansion-House. Toutes ces réceptions donnaient lieu, de part et d'autre, à des toasts et des discours empreints d'une grande cordialité.

Cependant, le 9 février 1909, le jour même où était signé l'accord franco-allemand par lequel l'Allemagne reconnaissait « les intérêts politiques spéciaux » de la France au Maroc, Edouard VII, accompagné de la reine Alexandra, et de Lord Crewe et d'une nombreuse suite, arrivait à Berlin. Ce n'était pas là une simple coïncidence. La visite du souverain anglais avait manifestement pour but de calmer les appréhensions exprimées dans la presse, aussi bien de l'Angleterre que de l'Allemagne, sur leurs sentiments et leurs intentions à l'égard l'une de l'autre. Edouard VII rendait ainsi la visite que Guillaume II lui avait faite dans l'automne de 1907 à Windsor. Son voyage permit aux deux gouvernements et aux deux nations de se manifester leur désir de bonne entente. L'accueil fait au roi, aussi bien par le peuple allemand que par la famille impériale, fut éminemment cordial. Edouard VII affirma que « tous ses efforts ne tendaient qu'à maintenir la paix universelle. » Pour la première fois, il fut reçu par la municipalité de Berlin au Rathaus. En fait, la presse berlinoise exprima ses regrets que cette visite n'eût pas été rendue plus tôt et les commentaires allèrent leur train sur les résultats politiques et diplomatiques qu'elle pourrait entraîner. La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* déclara à ce sujet : « Les fêtes de Berlin se sont admirablement passées et sont un encouragement des plus satisfaisants aux efforts faits pour dissiper les brouillards qui, de temps en temps, tombent entre les deux peuples et leur bloquent la vue. Plus l'atmosphère sera limpide, plus il sera facile

« d'arriver à ce que les peuples allemand et britannique se comprennent, d'empêcher les appréhensions troublantes, « et d'établir les relations entre les deux nations sur une « base solide de confiance mutuelle ».

Aussi le 16 février 1909, en ouvrant la session du Parlement, Edouard VII fit-il allusion à ce voyage en Allemagne si fertile en espérances. « Je crois sincèrement », déclara-t-il dans le discours du Trône, « que l'impression de la cordiale « bienvenue dont nous avons été l'objet, aura pour effet de « fortifier les sentiments d'amitié entre les deux nations, « sentiments qui sont indispensables à leur vie commune « et au maintien de la paix. »

Ce fut la dernière visite officielle d'Edouard VII en Allemagne ; il mourut le 6 mai 1910. Le vendredi 20 mai, l'empereur Guillaume II, suivait à cheval, à droite du roi George V, les funérailles d'Edouard le Pacifique. Il devait revenir à Londres, accompagné de l'impératrice et de la princesse Victoria-Louise, l'année suivante, pour y assister, le 16 mai, à l'inauguration du monument élevé, face au palais de Buckingham, à la mémoire de la reine Victoria.

Officiellement du moins, les relations entre les deux pays étaient donc, non pas seulement correctes, mais cordiales. — Au cours de l'année 1910, des groupes d'agriculteurs, d'étudiants et de sociologues allemands vinrent successivement visiter l'Angleterre. — En août, une mission spéciale, à la tête de laquelle se trouvait le field-marshal Earl Roberts, alla porter à Berlin l'annonce officielle de l'avènement du roi George V au trône de Grande-Bretagne et d'Irlande.

En mai 1913, George V et la reine Mary assistèrent au mariage du prince Ernest-Auguste de Cumberland, fils du duc de Cumberland, avec la princesse Victoria-Louise, fille unique de l'empereur d'Allemagne. Cet événement considéré comme le préliminaire de la réconciliation entre les maisons de Hanovre et de Hohenzollern fut marqué par la mise en liberté, par ordre de l'empereur, de trois sujets bri-

tanniques, les capitaines Trench et Brandon et M. Bertrand Stewart, condamnés pour espionnage par la cour martiale allemande. — Les souverains anglais rentrèrent en Angleterre le 27 mai et l'on escomptait que leur visite, malgré son caractère purement familial et intime, servirait à améliorer les relations anglo-allemandes.

Aussi, le 4 février 1914, Herr von Jagow, secrétaire d'Etat à l'Office des Affaires Etrangères, déclarait-il au Reichstag que l'Allemagne et l'Angleterre entretenaient des relations basées sur une confiance réciproque absolue ; que les deux pays se rendaient compte de plus en plus qu'ils pouvaient travailler en complète harmonie sur bien des questions et qu'à bien des points de vue leurs intérêts étaient les mêmes.

En juin 1914, alors qu'un groupe de manufacturiers allemands, parmi lesquels se trouvait Herr Dernburg, ex-ministre des Colonies, visitaient l'Angleterre et étaient reçus au Guildhall, le roi George V se rendait, le 25, à l'inauguration du Canal de Kiel, dont la largeur avait été doublée et la profondeur augmentée de 2 mètres, et grâce auquel la distance entre Kiel et Wilhelmshafen se trouvait réduite de 500 à 80 milles marins. Guillaume II, après avoir inauguré deux nouvelles écluses, monta pour la première fois à bord d'un dreadnought anglais, le *King George V*, sur lequel il fit hisser son pavillon d'amiral britannique. Des discours enthousiastes furent prononcés à l'Hôtel de Ville par le vice-amiral Sir George Warrender et par le président de la Ligue maritime allemande, tandis que les matelots des deux nations, descendus à terre, fraternisaient joyeusement.

B

La rivalité anglo-allemande.

CHAPITRE XXVI

La rivalité anglo-allemande.

Les affaires marocaines (1907-1912). — Le coup d'Agadir.

Traité franco-allemand (4 novembre 1911).

Si, dans leurs relations officielles, les gouvernements britannique et allemand gardaient, l'un envers l'autre, une attitude correcte et même cordiale, il était loin d'en être de même dans leurs rapports politiques et diplomatiques. Les causes, d'ordre commercial, économique et naval, qui, de 1902 à 1906, avaient creusé entre eux un fossé déjà difficile à combler, ne firent que s'accroître au cours des années suivantes, au fur et à mesure que l'ambition allemande, dans ses manifestations presque quotidiennes, inspirait à l'Angleterre des craintes de plus en plus sérieuses pour son avenir et même pour sa sécurité. Il ne faut donc pas s'étonner si, de 1906 à 1914, tout en s'efforçant de dissimuler les divergences qui les divisaient et malgré des apparences de cordialité et des protestations officielles d'amitié, les deux gouvernements ont suivi presque partout une politique opposée.

La Grande-Bretagne et la France, fidèles à leur Entente Cordiale, se sont au contraire constamment soutenues l'une l'autre. Ce fut le cas, notamment, dans les affaires du Maroc et, bien que cette question soit de celles qui intéressent plus particulièrement la France, le rôle que l'Angleterre y a joué est d'une importance telle qu'il est indispensable de le rappeler ici, du moins dans ses grandes lignes.

L'influence prise par l'Allemagne sur le gouvernement ottoman, les déclarations bruyantes de Guillaume II qui se proclamait le défenseur de l'Islam, l'attitude de l'Allemagne lors de la Conférence d'Algésiras, avaient porté leurs fruits. Les éléments de désordre au Maroc se croyant encouragés et soutenus dans leur résistance à la pénétration française, l'anarchie y avait fait des progrès tels que, le 19 mars 1907, le Dr Mauchamp avait été assassiné à Marrakesh. En mai, Sir Harry Maclean, qui s'était rendu à Fez pour entamer, au nom du sultan Abdul-Aziz, des négociations avec le chef de brigands Raisouli, fut fait prisonnier par celui-ci et relâché seulement sept mois après, le 24 janvier 1908, moyennant une rançon de 20.000 livres sterling. En juillet 1907, 5 Français, 2 Espagnols et 1 Italien, employés aux travaux du port de Casablanca, avaient été assassinés.

Pour remédier à une pareille situation, les Français avaient, le 29 mars, occupé Oudjda, sur les confins de l'Algérie, et le général Drude, puis le général d'Amade, avaient dû entreprendre, dans la région de Casablanca, une campagne longue et difficile, qui aboutit, en mars 1908, à la pacification de la Chaouïa, tandis qu'en janvier 1908, le général Lyautey obligeait la tribu des Beni Snassen à se soumettre.

Pendant le prétendant Moulaï-Hafid, demi-frère d'Abdul-Aziz, s'était fait proclamer sultan à Fez où il arriva le 7 juin 1908. Ses forces rencontrèrent celles d'Abdul-Aziz qui s'avançaient vers Marrakesh et les mirent

en déroute. Immédiatement après cette victoire, Moulaï-Hafid fut proclamé sultan à Tanger, seul centre important qui fût resté jusqu'alors fidèle à Abdul-Aziz, et annonça qu'il observerait l'Acte d'Algésiras et reconnaîtrait les dettes de son prédécesseur. L'Allemagne, sans en informer les consuls de Grande-Bretagne, de France et d'Espagne qui s'étaient retirés de Fez lors de l'usurpation du pouvoir par Moulaï-Hafid, se hâta de renvoyer à Fez son propre consul, le Dr Vassel. Il y adopta immédiatement une attitude favorable à Moulaï-Hafid, bien que la France et l'Espagne qui, aux termes de l'Acte d'Algésiras, avaient au Maroc le mandat de l'Europe, eussent proposé aux Puissances de ne reconnaître le nouveau sultan que s'il acceptait les obligations imposées à son prédécesseur. Cette façon d'agir que la *Frankfurter Zeitung* elle-même déclara être « un de ces « mouvements brusques de la politique allemande qui font « un bruit énorme, mais s'évanouissent ensuite sans laisser « la moindre trace », n'entraîna aucune conséquence. Les Puissances n'en tinrent aucun compte, pas plus que des démonstrations enthousiastes de la Ligue Pangermanique en faveur de Moulaï-Hafid, lequel ne fut reconnu que lorsqu'il eut accepté toutes les conditions stipulées dans la note que la France et l'Espagne lui avaient adressée.

Le 9 février 1909, le jour même de l'arrivée du roi Edouard VII à Berlin, était signé l'accord franco-allemand par lequel la France s'engageait « à ne pas faire obstacle « aux intérêts commerciaux et industriels allemands au « Maroc », tandis que l'Allemagne, « ne poursuivant au « Maroc que des intérêts économiques et reconnaissant en « même temps que les intérêts politiques spéciaux de la « France sont étroitement liés, dans ce pays, au rétablisse-
« ment de l'ordre et de la paix intérieure », s'engageait à ne pas s'opposer à ces intérêts et « à n'encourager aucune « mesure susceptible de créer en faveur d'elle-même ou en « faveur d'une puissance quelconque un privilège écono-
« mique ». En fait, l'Allemagne reconnaissait les intérêts

politiques spéciaux de la France au Maroc, que la Grande-Bretagne avait explicitement proclamés dans la convention anglo-française du 8 avril 1904.

Grâce à l'appui déclaré de l'Angleterre, l'incident des désertions, favorisées, sinon provoquées, dans la Légion étrangère par le consul allemand à Casablanca en 1908, ainsi que la question des privilèges miniers octroyés aux frères Mannesmann par le sultan Moulaï-Hafid, avant sa reconnaissance par les Puissances, furent amicalement réglés respectivement en mai 1909 et mars 1910.

Tandis que 1910 n'avait guère vu se produire que des règlements franco-marocains d'ordre financier, l'année 1911 devait amener des événements graves. Les rébellions contre Moulaï-Hafid devinrent si fréquentes et si puissantes que le nouveau sultan, assiégé dans sa propre capitale, dut appeler la France à son secours. Le général Moinier, commandant un corps expéditionnaire important, mena à bien une série d'opérations difficiles et entra à Fez le 21 mai.

Subitement, le 1^{er} juillet, la veille même du départ du Président Fallières pour la Hollande où il allait rendre visite à la reine Wilhelmine, la canonnière allemande *Panther* jeta l'ancre devant Agadir, sous prétexte de « porter aide et protection aux sujets et protégés allemands, ainsi qu'aux intérêts considérables de l'Allemagne » dans le sud du Maroc. C'était une façon d'exercer une pression sur la France pour l'obliger à céder à l'Allemagne des compensations, et le Chancelier impérial reconnut lui-même quelques jours après au Reichstag que cette manœuvre avait pour but de « démontrer au monde que l'Allemagne était fermement résolue à ne pas se laisser mettre de côté ».

Le moment était bien choisi : le gouvernement anglais se trouvait alors au milieu d'une grave crise constitutionnelle, la lutte entre la Chambre des Communes et la Chambre des Lords. Au cas où l'affaire dégénérerait en conflit entre l'Allemagne et la France, il ne lui serait guère

facile d'intervenir. Mais le gouvernement allemand s'était une fois de plus trompé.

Dès le 6 juillet, M. Asquith annonçait aux Communes que, dans les discussions diplomatiques relatives à la question du Maroc, la Grande-Bretagne se conformerait à ses engagements contractuels envers la France. Le 21 juillet, au banquet annuel des banquiers et négociants, offert par le Lord-Maire en l'honneur de M. Lloyd George, alors Chancelier de l'Echiquier, celui-ci, lisant le passage de son discours relatif à la politique étrangère, déclara que, quoi qu'il pût advenir, la Grande-Bretagne devait maintenir son rang et son prestige parmi les grandes puissances. Il était certes décidé à faire de grands sacrifices pour la conservation de la paix. Mais si la Grande-Bretagne se voyait placée dans une situation telle que, pour conserver la paix, elle dût renoncer à la position qu'elle avait acquise par des siècles d'héroïsme et de hauts faits et se laisser traiter comme si elle ne comptait plus dans le concert des nations, la paix à ce prix serait une humiliation intolérable... Ce discours, prononcé par un ministre qui passait pour pacifiste et germanophile, produisit en France une impression profonde. Le *Journal des Débats* déclara qu'il valait bien autant que l'envoi d'un croiseur.

Entre temps, la presse allemande haussait le ton et devenait menaçante. Le 27 juillet, la *Gazette de Cologne* proclamait : « Qu'à Londres et à Paris, on se garde de toucher aux « impondérables susceptibles de mettre actuellement l'Allemagne en mouvement... »

Le même jour, le Premier Ministre anglais, M. Asquith, déclarait aux Communes que le gouvernement ne désirait pas s'immiscer dans des négociations d'ordre territorial, mais qu'il devait veiller à ce que celles qui étaient en cours entre la France et l'Allemagne ne fussent pas de nature à léser les intérêts britanniques et que, si ces négociations n'aboutissaient pas à des règlements « considérés comme « raisonnables par ceux qui y sont plus directement inté-

« ressés », ce serait le devoir de la Grande-Bretagne, de par l'accord franco-britannique et l'Acte d'Algésiras, de prendre une part active à la discussion. Et l'opposition elle-même, par la voix de M. Balfour, pour les conservateurs, et de M. Ramsay Macdonald, pour le parti ouvrier, appuya chaleureusement cette énergique déclaration.

Déjà, d'ailleurs, des mesures avaient été prises pour parer à toutes éventualités : le roi, qui devait se rendre à Goodwood, avait différé son voyage et avait reçu Sir Edward Grey, le 25 juillet, en une audience particulière à la suite de laquelle le Conseil des Ministres s'était réuni d'urgence. Les manœuvres prévues pour l'escadre de l'Atlantique sur les côtes de la Norvège avaient été décommandées et cette escadre avait reçu l'ordre de se rendre à Portsmouth.

La situation déjà tendue et difficile s'aggrava de ce fait qu'une grève des chemins de fer éclata subitement en août. Elle se termina d'ailleurs rapidement, grâce à la médiation de M. Lloyd George entre les cheminots et les compagnies. — Le 27 août, le Kaiser prononça à Hambourg un discours retentissant dans lequel il préconisait l'augmentation de la puissance navale allemande « pour que l'Allemagne fût « certaine que personne ne viendrait lui disputer sa place « au soleil. » Quelques jours après, toutes les permissions et congés étaient suspendus dans la marine et l'armée anglaises et des trains de charbon étaient expédiés du Pays de Galles aux navires de guerre mobilisés à Cromarty Firth.

Nul doute que l'attitude énergique de l'Angleterre dans cette occasion, malgré les protestations véhémentes qu'elle suscita dans la presse allemande, inspira au gouvernement allemand de sages réflexions. Toujours est-il qu'après de longues négociations, la France signa avec l'Allemagne (4 novembre 1911) un accord assez humiliant par lequel, en échange d'environ 14.000 kilomètres carrés de territoire allemand, elle cédait à l'Allemagne une partie du Congo français d'une superficie estimée à plus de 200.000 kilo-

mètres carrés. Mais le conflit aurait pu tourner d'une tout autre manière si l'Angleterre ne s'était constamment montrée résolument disposée à nous soutenir. — Le 27 novembre, le croiseur *Berlin*, qui était venu en juillet relever la canonnière *Panther*, quittait Agadir.

De fait, le Maroc était enfin placé définitivement sous le protectorat français (1). Le ministre des Colonies allemand, Herr Lindenquist, donna sa démission et, dans la presse allemande, ce fut une explosion de colère à laquelle le Chancelier impérial crut devoir répondre le 9 novembre. L'Allemagne, dit-il, avait « exécuté son programme original, programme de négociations avec la France seule, « sans qu'aucune tierce partie ne fût admise à intervenir ». Mais, ajouta-t-il, « si l'heure sonnait pour l'Allemagne de « défendre son honneur, elle ne manquerait pas de tirer son « épée... Il était impossible de déclarer une guerre pour la « conquête du sud du Maroc... L'Allemagne devait maintenir ses forces sur le continent européen, chose qui deviendrait impossible si elle les disséminait pour garder des « positions lointaines... » Une guerre, même victorieuse, serait « un danger qu'il faut s'efforcer d'éviter ; nul ne peut « dire si l'Allemagne aura à se battre un jour ; mais, en tant « que Chancelier, son devoir était d'éviter toute guerre que « ne nécessitait pas la défense de l'honneur allemand... Le « règlement pacifique de la question marocaine était un « gain considérable et, puisque l'Angleterre s'était engagée « par traité à soutenir la France dans tous ses différends « avec l'Allemagne au sujet du Maroc, ce règlement avait « éclairci la situation en ce qui concerne aussi les relations « avec l'Angleterre. »

Le chef du parti conservateur, Herr Heydebrand, répondit à ces déclarations. « Le discours de M. Lloyd George, dit-il, « était un défi humiliant que la nation allemande n'oublie-

(1) Le traité de protectorat français sur le Maroc fut signé à Fez par le sultan, le 30 mars 1912.

« rait pas de si tôt... » L'Allemagne savait maintenant « où
« trouver son véritable ennemi... La nation allemande sau-
« rait lui donner une réponse allemande ». On remarqua
beaucoup, pendant ce discours, l'attitude du Kronprinz qui,
venu tout exprès de Dantzig pour assister à cette séance,
applaudit chaleureusement les paroles de Herr Heydebrand.
Mais, le lendemain, le Chancelier répliqua que les paroles
prononcées la veille « à l'adresse d'une nation étrangère
« avec laquelle nous entretenons des relations normales,
« peuvent servir l'intérêt d'un parti, mais font du tort à
« l'Empire allemand. L'homme fort n'a pas besoin de porter
« constamment son épée entre ses dents... »

Les commentaires de la presse furent cependant défavo-
rables au Gouvernement. Certains journaux essayèrent de
jeter le désaccord entre la France et l'Angleterre. Au sujet
des négociations alors en cours entre la France et l'Espagne,
la *Frankfurter Zeitung* disait : « L'Angleterre n'a pas
« réussi à prendre part aux négociations entre la France et
« l'Allemagne ; mais, dans les pourparlers franco-esp-
« gnols, elle ne se laissera pas évincer. La France aura
« donc en face d'elle l'Espagne et l'Angleterre, et qui aura-
« t-elle derrière elle ? L'Allemagne, qui lui a assuré le pro-
« tectorat sur le Maroc et qui s'en porte en quelque sorte
« garante. Les Français reconnaîtront-ils enfin de quel
« côté ils doivent diriger leur politique dans l'intérêt de la
« France » ?

D'autres journaux, au contraire, tels que le *Berliner Tageblatt*, préconisaient un rapprochement avec l'Angle-
terre. Mais, le 27 novembre, Sir E. Grey fit à ce sujet une
déclaration bien nette : Lorsqu'une nation, dit-il, qui pos-
sède l'armée la plus puissante, augmente sans cesse sa ma-
rine déjà très forte, il est naturel que les autres Puissances
en éprouvent quelque inquiétude. Personnellement, il ne
pensait pas que l'Allemagne nourrit des desseins agressifs
et la Grande-Bretagne, comme ses autres voisins, désiraient
vivre avec elle sur un pied d'égalité ; mais, proclamer qu'en

aucune circonstance, nous ne porterons secours à une nation amie, ce serait revenir au « splendide isolement ». Tout en souhaitant une amélioration des relations britanniques avec l'Allemagne, il considérerait comme un principe essentiel que l'amitié de l'Angleterre pour d'autres nations ne fût en rien modifiée. « On ne crée pas, dit-il, de nouvelles amitiés en « désertant les anciennes. »

CHAPITRE XXVII

La rivalité anglo-allemande (*suite*).

La « Mittel Europa ». — Le « Drang nach Östen ».

Le chemin de fer de Bagdad.

Par observation des clauses de l'Entente Cordiale, et aussi peut-être pour réprimer les ambitions coloniales de l'Allemagne, l'Angleterre avait puissamment soutenu la France dans le conflit marocain. Mais, déjà, pour les grandes puissances colonisatrices et pour l'Angleterre en particulier, les agissements de l'Allemagne avaient posé un autre problème d'une extrême gravité et qui, en l'absence même de toute guerre issue d'autres causes, aurait amené fatalement, un jour ou l'autre, un conflit international.

L'Empire allemand, né trop tard dans un monde où tous les territoires de valeur étaient déjà accaparés, avait dû se contenter d'exercer ses velléités d'expansion coloniale sur des régions infertiles ou insalubres. Poussé cependant par son besoin d'extension, il avait conçu un plan grandiose que nous avons appris à mal connaître sous le nom de *Mittel Europa*, car il s'étendait bien au delà des confins de l'Europe.

La Confédération germanique voyait, au sud de ses frontières, deux empires politiquement faibles, l'Autriche-

Hongrie et la Turquie, sur lesquels ses ambitions pouvaient facilement se satisfaire. Plus loin, au delà de la mer de Marmara et de l'Asie Mineure, elle apercevait une vaste région, autrefois l'un des foyers les plus prospères de la civilisation humaine, aujourd'hui abandonnée, presque inhabitée et laissée inculte par la négligence de ses possesseurs. Etablir un empire immense, ou plutôt une agglomération d'états et de colonies, dépendant de l'Empire allemand, vivant sous sa tutelle ou sa suzeraineté, étendant la domination allemande de la mer du Nord à l'Adriatique et de la Baltique aux frontières de Perse et jusqu'au Golfe Persique, tel était le rêve que le gouvernement allemand avait conçu et à l'accomplissement duquel il se consacra avec toute l'activité et la persévérance qui le caractérisent.

L'Autriche-Hongrie voyait dans son alliance avec l'Allemagne des avantages défensifs et offensifs de nature à tenir la Russie en respect ; mais elle y trouvait aussi un relèvement de son prestige grâce auquel il lui devenait plus facile de faire échec aux velléités séparatrices des peuples hétérogènes dont elle était en grande partie composée. Elle favorisa donc de tout son pouvoir les projets allemands. Elle le fit d'autant plus volontiers qu'elle entrevoyait dans l'avenir l'absorption, sinon la conquête, de ses voisins balkaniques de race slave. C'est là, plus que partout ailleurs, qu'elle fut le « brillant second » de l'Allemagne. Celle-ci lui en sut gré et lui prouva sa reconnaissance par la façon dont elle imposa à la Russie et, partant, aux autres puissances européennes, la reconnaissance de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Cette annexion faisait d'ailleurs partie intégrante du programme de germanisation de l'Orient qui se résumait en une formule : le *Drang nach Osten*.

Quant à la Turquie, les circonstances mêmes dans lesquelles elle vivait parmi les autres nations européennes expliquent l'empressement avec lequel elle se jeta dans les bras que l'Allemagne lui tendait, en apparence, si généreusement. Voué au mépris et à la haine de l'Europe, en-

touré d'ennemis toujours prêts à assouvir sur lui leurs ressentiments implacables, le vieil Abdul-Hamid fut d'abord surpris, puis flatté de voir son amitié recherchée par la puissante militaire la plus forte du monde. La protection que lui offrait Guillaume II le mettait à l'abri des attaques de son ennemie séculaire, la Russie. Et lorsque le Kaiser de l'Allemagne protestante se fut, à maintes reprises, et notamment en 1898 et 1904, proclamé le défenseur du Croissant, Abdul-Hamid entrevit sans doute la possibilité de reconquérir, dans une guerre sainte, soutenue et peut-être même conduite par l'Allemagne, les colonies françaises et anglaises peuplées de sujets musulmans (1).

Restaient les Etats balkaniques, tous ennemis, soit de l'Autriche-Hongrie, soit de la Turquie. Les amener à s'associer avec ces deux puissances, aurait pu paraître une tâche impossible. Mais l'ambition est un grand mobile dans les actions humaines et l'Allemagne fit preuve de psychologie en attisant chez les chefs de ces Etats, l'un après l'autre, la soif du pouvoir et de la domination. D'ailleurs, un Hohenzollern régnait en Roumanie, un Cobourg en Bulgarie ; le roi de Grèce avait épousé la propre sœur de

(1) Le passage suivant du livre du Dr. Rohrbach *Die Bagdad-bahn* (1911), et cité par le Prof. Ch. Sarolea dans son ouvrage : *The Anglo-German Problem*, est extrêmement significatif à ce sujet :

« L'Angleterre ne peut être attaquée du côté de l'Europe et mortellement blessée sur terre que dans un seul endroit : l'Egypte. La perte de l'Egypte signifierait pour elle non seulement la fin de sa domination sur le canal de Suez et de ses rapports avec l'Inde et l'Extrême-Orient, mais entraînerait probablement aussi la perte de ses possessions de l'Afrique centrale et orientale. La conquête de l'Egypte par une puissance musulmane comme la Turquie, mettrait également en péril la souveraineté de l'Angleterre sur les 60 millions de sujets musulmans qu'elle possède dans l'Inde et compromettrait en outre ses relations avec l'Afghanistan et la Perse... L'Egypte vaut bien la peine que la Turquie risque de s'allier à l'Allemagne dans une guerre contre l'Angleterre. La politique de protectorat de la Turquie actuellement poursuivie par l'Allemagne n'a pas d'autre but que le désir de s'assurer contre les dangers d'une guerre avec l'Angleterre. »

Guillaume II et, si peu d'importance que l'on attache volontiers à ces considérations dynastiques, l'expérience de la grande guerre nous a appris quel rôle elles peuvent jouer à l'occasion. Seule, la Serbie, la plus indépendante, la plus intransigeante de toutes ces petites nations, restait inattaquable. Or, c'est à travers ses territoires que devait passer la voie ferrée principale reliant les Empires Centraux à la Turquie et à l'Asie. Aussi le *delenda est Servia* avait-il été décrété bien avant que l'assassinat de Serajevo ne vînt opportunément en fournir le prétexte.

Non seulement ce projet véritablement colossal avait le mérite d'offrir à l'expansion allemande des débouchés commerciaux et industriels pour ainsi dire illimités. Non seulement il plaçait l'Allemagne au niveau des grandes puissances mondiales en mettant en son pouvoir l'équivalent d'un immense empire colonial. Il donnait surtout à l'Allemagne une situation centrale par rapport à toutes les autres nations et leurs colonies. La France, coupée de ses colonies asiatiques, pouvait être frappée en Europe même. La Russie devenait attaquable sur toute sa frontière occidentale et sud-occidentale. Quant à l'empire britannique, menacé en Egypte, centre de ses communications maritimes, il ne l'était pas moins dans la direction de l'Inde, par le Golfe Persique (1).

Chaque fois donc que, soit à l'occasion de l'anarchie macédonienne, soit au sujet des massacres des chrétiens en Arménie, les autres Puissances voulurent intervenir, l'Allemagne s'interposa entre elles et la Turquie. Et celle-ci, d'autant plus charmée qu'elle était peu habituée à rencontrer tant de complaisance chez une puissance catholique, laissa l'Allemagne prendre chez elle une influence chaque jour plus grande.

(1) « L'Allemagne respire par les Balkans », s'écriait encore en juillet 1918 le comte Czernin devant la Haute Assemblée.

Les conventions du 27 novembre 1889 et du 16 janvier 1902, signées entre le Sultan et la Compagnie allemande des chemins de fer d'Anatolie, autorisaient cette compagnie à prolonger ses voies ferrées jusqu'au Golfe Persique. Peu à peu, l'Allemagne prit en mains la réorganisation de l'armée turque qu'elle finit par avoir pratiquement tout entière sous sa direction. La plupart des chemins de fer turcs furent achetés et dirigés par des compagnies allemandes. Il est vrai que la révolution Jeune-Turque de 1908 et la chute d'Abdul-Hamid portèrent un coup dangereux à la prépondérance allemande. L'Angleterre et la France semblèrent un moment reprendre leur place au premier plan dans les affaires ottomanes. Mais il apparut bientôt que les Jeunes-Turcs n'étaient pas moins corruptibles que leurs prédécesseurs : en 1910, l'Allemagne avait trouvé moyen d'établir à Constantinople sur le gouvernement de Mahomet V la même influence qu'elle exerçait auparavant sur celui d'Abdul-Hamid.

Le chemin de fer de Bagdad devait relier Haïdar-Pacha, faubourg de Constantinople sur la côte asiatique, à quelques kilomètres au sud de Scutari, avec l'un des ports que l'Allemagne s'était fait céder sur le Golfe Persique. Il était même question, afin d'éviter les transbordements, d'établir un tunnel sous-marin sous le Bosphore et de relier ainsi directement la ligne asiatique avec la ligne européenne déjà dirigée par les Allemands. Non seulement l'Allemagne s'était assurée la ligne centrale de Constantinople au Golfe Persique, mais elle possédait aussi la direction des lignes secondaires déjà construites. Elle avait racheté à des compagnies françaises la ligne de Smyrne à Afioun-Kara-Hissar, presque au centre de l'Asie-Mineure, et celle de Adana à Mersina qui commandait le Golfe d'Alexandrette.

Le 1^{er} septembre 1908, une mission impériale fut envoyée spécialement de Constantinople pour inaugurer le chemin

de fer de Damas au Hedjaz et à la ville sainte de Médine. La partie nord de la ligne, qui atteignait déjà Alep, devait être continuée jusqu'à Tel Habesh où elle devait se raccorder au chemin de fer d'Anatolie ; au sud, elle devait être poussée jusqu'à La Mecque reliée par un embranchement avec le port de Djeddah sur la mer Rouge. — Les discours prononcés à cette occasion firent remarquer que l'importance politique de cette ligne augmenterait considérablement le jour où seraient terminées les quatre nouvelles sections du chemin de fer de Bagdad autorisées par un iradé du Sultan en date du 22 mars ; car Constantinople se trouverait alors en communication directe avec les villes saintes de l'Islam.

Le 18 mars 1911, la compagnie allemande et le gouvernement ottoman signaient deux nouvelles conventions en vertu desquelles la compagnie était autorisée à construire : 1^o le tronçon du chemin de fer reliant El Halif à Bagdad ; 2^o la ligne d'Alexandrette d'une longueur d'environ 38 milles et demi.

Le 19 août 1911, un accord était signé entre l'Allemagne et la Russie par lequel l'Allemagne s'engageait à ne pas demander de concessions de chemin de fer en Perse au nord d'une ligne allant de Kasr-i-Shirin, sur la frontière ouest de la Perse, à la frontière afghane. Par contre, le gouvernement russe s'engageait à demander la concession d'un chemin de fer allant de Téhéran à Khanikin, à 150 kilomètres au nord-est de Bagdad sur la frontière persane. Cette ligne devrait être mise en construction au plus tard deux ans après l'achèvement de la ligne de Sadidje à Khanikin, sans quoi le gouvernement allemand pourrait en réclamer pour lui-même la concession. Ainsi l'Allemagne espérait bien contrebalancer à son profit les avantages qui résulteraient pour la Russie de la voie ferrée aboutissant par le nord à Téhéran, puisqu'elle s'assurait, aux frais de la Russie, ou mieux encore, éventuellement, en toute propriété, la construction d'un embranchement qui

ferait certainement dévier vers la ligne de Bagdad une bonne part du commerce persan.

Dès 1906, l'Angleterre avait eu l'occasion de constater quel danger constituait pour l'Égypte l'influence prise par l'Allemagne sur la Turquie. Lorsque les troupes égyptiennes furent envoyées pour occuper, conformément à une convention turco-khédivienne de 1892, certains postes de la région de la presqu'île du Sinaï et en particulier Tabah, elles trouvèrent ces postes occupés par des troupes turques. Le gouvernement ottoman ayant refusé de les faire évacuer et ayant même réclamé Tabah comme se trouvant dans la zone turque, l'Angleterre fit une démonstration navale à la fin d'avril et, le 3 mai, adressa à Constantinople un ultimatum exigeant le retrait des troupes turques dans les dix jours. Le 13 mai, sur les instances de la France et de la Russie, la Turquie céda. — Cette affaire n'était pas sans relation avec certain projet de prolongement du chemin de fer allemand de Bagdad à Damas et bien que, par la suite, l'ambassadeur d'Allemagne, le baron Marschall von Bieberstein, affectât d'appuyer les réclamations de l'Angleterre, il est plus que probable que la manœuvre turque avait été conseillée par l'Allemagne. Si elle avait réussi, c'était indirectement l'établissement de l'influence allemande sur une région limitrophe des possessions anglaises et toute voisine du canal de Suez.

En janvier 1908, une compagnie allemande ayant fait l'acquisition de certains terrains dans l'île d'Abou-Massa qui commande le détroit d'Ormuz, à l'entrée du Golfe Persique, l'Angleterre obtint l'annulation du marché.

En décembre 1909, eut lieu la fusion de la Compagnie anglaise de navigation à vapeur du Tigre et de l'Euphrate avec la compagnie turque Hamidieh. La nouvelle société dont le capital devait se trouver par moitié entre les mains des Anglais et du gouvernement ottoman, recevait pour 75 ans la concession exclusive des droits de navigation de

Basra à Mossoul sur le Tigre et de Basra à Miskeneh sur l'Euphrate.

A part ces quelques manifestations imposées par la nécessité impérieuse de défendre ses propres intérêts, la Grande-Bretagne observa, au sujet du chemin de fer de Bagdad, une politique d'attente. Et l'Allemagne ne manqua pas d'en profiter. Elle avait échoué dans ses tentatives sur la Chine et le Maroc ; mais par contre, son chemin de fer trans-mésopotamien, jouant en Asie sud-occidentale le même rôle que le transsibérien en Extrême-Orient, lui assurait pratiquement la possession de la Mésopotamie ou, pour mieux dire, de l'Asie Mineure, et le protectorat sur la Turquie. Car, d'après les clauses de la concession, le gouvernement turc avait garanti à la compagnie allemande une somme de 16.000 francs par kilomètre carré d'exploitation. Comme il y avait peu de chances que la ligne fût d'un tel rapport avant de très nombreuses années, c'était la mainmise de l'Allemagne sur les douanes, ports et docks ottomans. C'était le Sultan devenu le vassal du Kaiser. C'était la possibilité de transporter les forces allemandes à quelques heures de l'Egypte, à quelques jours de l'Inde, sans que la puissance navale de la Grande-Bretagne pût s'y opposer.

On comprend l'inquiétude de l'Angleterre en présence d'une pareille situation ; et quand bien même la grande guerre de 1914 n'eût pas éclaté, on conçoit aisément que, tôt ou tard, la question du chemin de fer de Bagdad aurait déterminé un conflit formidable dans lequel, non seulement la France, l'Angleterre et la Russie, chassées de l'Orient, mais aussi toutes les puissances du sud de l'Europe, se seraient trouvées inéluctablement entraînées.

CHAPITRE XXVIII

La rivalité anglo-allemande (*suite*). — La rivalité navale.

Les tentatives conciliantes de l'Angleterre.

Les offres de « vacances navales ».

La mauvaise volonté de l'Allemagne.

L'Angleterre entre dans la grande guerre (4 août 1914).

Si importante que fût pour l'Angleterre la question du chemin de fer de Bagdad, si graves que pussent en devenir éventuellement les conséquences, elle cédait le pas indubitablement à un problème plus angoissant encore pour l'Angleterre, celui de sa suprématie navale menacée par les progrès formidables de la marine allemande. Nous avons déjà parlé des inquiétudes que cette question avait causées au gouvernement conservateur jusqu'en 1906. Elles ne firent que s'aggraver au cours des années suivantes. Le gouvernement libéral, animé du désir de réaliser des économies, tenta dans les premières années qui suivirent son arrivée au pouvoir de restreindre cette course aux armements. Le budget naval de 1905-6 était de £ 33.390.000 (1) ; celui de 1908-9, bien que supérieur d'un million de livres au budget précédent, n'atteignait cependant encore que £ 32.320.000. Dans le même temps, au contraire, celui de l'Allemagne

(1) En chiffres ronds. Voici d'ailleurs les chiffres comparatifs en

était passé de £ 12.400.000 à £ 21.000.000. Force fut donc au gouvernement libéral, sous peine de voir à brève échéance la suprématie navale britannique sérieusement compromise, de reprendre une politique d'augmentation intensive de sa marine. Mais la progression suivie, même alors, par la Grande-Bretagne, est loin de rivaliser avec celle de l'Allemagne. D'un budget de £ 33.390.000 en 1905-6, elle atteignait £ 46.310.000 en 1913-14, tandis que, dans le même intervalle de moins de dix ans, le budget de l'Allemagne, passant de £ 12.400.000 en 1905-6, à £ 24.398.000 en 1913-14, avait presque doublé. Il avait plus que triplé depuis 1900.

Le programme naval allemand de 1900 ayant été jugé insuffisant, l'amiral von Tirpitz, alors Ministre de la Marine, mettant en avant la situation nouvelle créée par le lancement du *Dreadnought* en Angleterre, fit voter en mai 1906 un nouveau programme prescrivant la mise en chantier de 2 cuirassés de 19.000 tonnes au lieu de 10.500, et de 6 croiseurs de 18.000 tonnes. Dès le 5 mars 1908, le *Nassau* était lancé, jaugeant 18.000 tonnes, filant 19 nœuds et portant 41 canons de 280.

Mais en 1908, bien que, depuis 2 ans, les budgets navals anglais fussent en diminution sur les budgets précédents,

livres sterling, des budgets navals de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne :

	Grande Bretagne	Allemagne
1905-6	£ 33.389.500	£ 12.400.000
1906-7	£ 31.869.500	£ 13.925.140
1907-8	£ 31.419.500	£ 16.966.186
1908-9	£ 32.319.500	£ 20.917.000
1909-10	£ 35.142.700	£ 22.157.031
1910-11	£ 40.603.700	£ 22.500.000
1911-12	£ 44.392.500	£ 22.861.315
1912-13	£ 44.085.400	£ 23.855.350
1913-14	£ 46.309.300	£ 24.397.607
1914-15	£ 51.550.000	

l'amiral von Tirpitz, poussé par les demandes toujours croissantes de la Ligue maritime allemande, qui comptait déjà alors plus d'un million de membres, fit voter une nouvelle loi, par laquelle le service actif des cuirassés et des croiseurs-cuirassés était réduit de 25 à 20 ans, et prévoyant la construction de 4 cuirassés par an au lieu de 3, 6 grands croiseurs et 18 petits croiseurs. Ainsi devait s'effectuer le rajeunissement continu de la marine allemande et le remplacement des unités anciennes par des unités d'un plus fort tonnage et d'un armement plus puissant.

Cependant le gouvernement allemand déclarait qu'il n'avait nullement l'intention de rivaliser avec la Grande-Bretagne dans ses armements navals : L'Allemagne, possédant déjà l'armée la plus forte, n'aspirait pas à posséder aussi la marine la plus puissante. Tirpitz ajoutait que d'ailleurs l'Angleterre, pouvant construire ses navires beaucoup plus rapidement que l'Allemagne, avait toujours la certitude de ne pas rester en arrière. Le 24 mars, le prince von Bülow déclarait même au Reichstag qu'« en présence
« des tentatives continuelles faites pour imputer à l'Alle-
« magne des intentions agressives à l'égard de l'Angleterre,
« on ne saurait trop insister sur le caractère purement
« défensif du programme naval allemand. » Le 18 septembre, au Congrès inter-parlementaire réuni à Berlin, il se présentait comme un partisan convaincu de la paix, faisait remarquer que l'Allemagne n'avait été en guerre avec aucune puissance depuis 38 ans et que le véritable patriotisme consiste, non pas à provoquer, mais à éviter les conflits. Mais il annonçait en même temps que l'Allemagne n'avait pas la moindre intention de réduire ses armements.

Et en effet, en 2 ans, le budget naval allemand avait augmenté de près de 175 millions de francs. D'après les programmes de 1908, la Grande-Bretagne aurait, en 1917, possédé 81 cuirassés et 47 croiseurs-cuirassés, et l'Allemagne 48 cuirassés et 14 croiseurs-cuirassés. Ainsi la Grande-Bretagne, même en maintenant à 25 ans la durée de service

de ses unités, ne pourrait donc plus conserver le principe du « 2-power standard », ni même opposer 2 cuirassés anglais à 1 cuirassé allemand.

Il eût d'ailleurs suffi aux pacifistes anglais de se rappeler certains faits pour se rendre compte du peu de sincérité des déclarations de Tirpitz et de Bülow.

En avril 1907, Herr Bassermann, chef du parti national-libéral, avait déclaré à Magdebourg : « La situation politique « est en ce moment dominée par l'Angleterre. L'Angle-
« terre est partout ; le roi d'Angleterre est partout. Pour un
« Allemand, c'est un fait pénible ; mais, dans tous les coins
« du monde, l'Angleterre poursuit une politique défavorable
« à l'Allemagne. Tout en proposant une limitation des
« armements, l'Angleterre augmente les siens avec une
« extrême précipitation. »

En réalité, l'Angleterre avait proposé que la question de la limitation des armements fût étudiée par la 2^e Conférence de la Paix qui devait se réunir en juin (1). Mais cette proposition fut rejetée par l'Allemagne et, dès le 30 avril, au Reichstag, le prince von Bülow s'expliqua sur ce refus : « L'Allemagne, dit-il, n'a trouvé aucune formule appli-
« cable à la grande diversité qui caractérise la position
« géographique, économique, militaire et politique des
« différentes nations, et capable en même temps de fournir
« la base d'un accord ». En conséquence, l'Allemagne ne pouvait prendre part à une discussion sur ce sujet à la Conférence de la Haye, discussion « qui, c'est ma conviction,

(1) Dans le premier numéro du journal *Nation*, le 2 mars 1907, le premier ministre, M. Campbell-Bannerman, rappelait que cette question avait été discutée à la première Conférence de la Paix, en 1899, et que cette discussion n'avait fait de mal à personne. Depuis, les charges imposées aux nations avaient augmenté et l'on pouvait penser qu'elles augmenteraient encore. Cependant les divergences entre les Puissances étaient moins graves et plus limitées en 1907 qu'en 1898. Les idées de paix et d'arbitrage avaient fait leur chemin. La question de la limitation des armements semblait donc pouvoir être étudiée avec quelque chance de succès.

« n'est pas pratique, en admettant même qu'elle ne comporte pas certains dangers. »

Et, comme on lui exprimait la crainte que l'Allemagne ne se trouvât isolée du fait des accords et des alliances conclus entre les autres Puissances, il répondit que la paix continuerait à être imposée, comme par le passé, par respect pour les armements de l'Allemagne, si elle les maintenait assez forts pour qu'aucune puissance ou coalition de puissances n'osât se risquer à entrer en conflit avec elle.

Aussi lorsque les délégués anglais proposèrent à la Conférence de la Haye de limiter l'emploi des mines sous-marines qui constituaient un danger pour le commerce neutre, le baron Marschall, représentant l'Allemagne, s'y opposa formellement, déclarant qu'une telle limitation « pourrait être rendue inapplicable par la loi des faits », et que « la conscience, le bon sens, le sentiment du devoir » seraient de meilleures garanties qu'une loi contre l'abus des mines. Il ajouta qu'aucune nation au monde ne possède autant que l'Allemagne le sentiment de l'humanité, mais que l'Allemagne devait se réserver le droit d'employer les mines sous-marines de toutes les façons que nécessiteraient « des raisons militaires d'un caractère absolument urgent. »

Au début de 1908, un incident se produisit qui vint encore surexciter en Angleterre les esprits déjà passablement échauffés à l'égard de l'Allemagne. Le *Times* et le *Standard* affirmèrent qu'en février le Kaiser avait adressé à Lord Tweedmouth une lettre sur la politique navale de l'Angleterre et de l'Allemagne. Suivant le *Times*, cette lettre « constituait une véritable tentative faite pour influencer, dans l'intérêt de l'Allemagne, le ministre responsable du budget de la marine anglaise. » Cette révélation souleva une telle émotion que, le 6 mars, le Chancelier de l'Echiquier dut affirmer aux Communes qu'en effet, Lord Tweedmouth avait bien reçu du Kaiser une lettre et y avait répondu, mais que cette lettre n'avait qu'un caractère abso-

lument privé et non officiel et que, d'ailleurs, lors de sa réception, le Cabinet avait déjà arrêté ses décisions au sujet du budget de la marine. Après des déclarations diverses de Lord Tweedmouth, du marquis de Lansdowne, du Earl of Rosebery et de M. Asquith, l'émotion finit par s'apaiser (1). Mais quand, en avril, à la suite de la démission de M. Campbell-Bannerman pour cause de maladie, M. Asquith fut chargé de former le nouveau ministère, M. Mac Kenna remplaça à l'Amirauté Lord Tweedmouth qui dut se contenter du poste de « President of the Council », qu'il abandonna, d'ailleurs, pour raison de santé, au mois de septembre.

L'incident eut cependant pour effet de secouer l'apathie et le pacifisme du Parlement anglais à l'égard des constructions navales. Bien que dépassant de près d'un million de livres celui de 1907-8, le budget naval de 1908-9 fut trouvé insuffisant par l'opposition qui protesta si violemment que M. Asquith, Chancelier de l'Echiquier, déclara, le 10 mars : « Si nous voyons en 1909 le programme naval allemand s'exécuter en tous points, nous estimerons de notre devoir, non seulement d'ordonner des mises en chantier suffisantes, mais d'en calculer les dates de telle manière qu'en 1911, la supériorité allemande n'existe pas ».

Cependant le désir d'établir des relations amicales avec l'Allemagne, peut-être aussi celui de réaliser des économies dans des finances sur lesquelles les réformes sociales projetées allaient peser lourdement, étaient trop forts chez le gouvernement libéral pour qu'il ne se livrât pas encore

(1) Le 24 mars au Reichstag, lors du débat sur le Budget des Affaires Etrangères, le prince von Bülow fut amené à déclarer que cette lettre aurait pu porter la signature de « n'importe quel partisan sincère des bonnes relations entre l'Allemagne et l'Angleterre... Notre Empereur serait la dernière personne au monde à imaginer que le patriotisme d'un ministre britannique pût s'abaisser à recevoir de l'étranger des conseils sur l'établissement du budget de la marine britannique ».

à quelques tentatives d'accord. A diverses reprises, des membres du Cabinet ne se firent pas faute de manifester les bonnes intentions qu'ils nourrissaient à l'égard de l'Allemagne. Le 27 juillet, aux Communes, Sir Edward Grey s'éleva contre certaines parties de la presse qui représentaient la politique de l'Angleterre comme tendant à isoler l'Allemagne. Depuis 20 ans, l'Angleterre s'était toujours montrée favorable au maintien des bonnes relations avec l'Allemagne et ne devait pas profiter de ses accords avec certaines nations pour semer l'inimitié entre les autres. Elle n'avait jamais protesté contre la Triple Alliance italo-austro-allemande et n'avait nul désir d'isoler aucune puissance, quelle qu'elle fût. — Le 28, au Queen's Hall, M. Lloyd George, maintenant Chancelier de l'Echiquier, alla plus loin encore. Il tourna en ridicule les alarmistes que hantait l'idée d'une guerre anglo-allemande. L'armée allemande n'était-elle pas aussi indispensable à l'Allemagne pour sa défense que la marine anglaise à la Grande-Bretagne ? Pourtant l'Allemagne n'appliquait pas sur terre le principe du « 2-power standard ». Les nations ne pouvaient-elles économiser les 400 millions de livres qu'elles dépensaient annuellement en moyens de destruction et les consacrer à sauver l'humanité de l'intempérance, du crime, de l'ignorance et de la maladie ? — Le 15 août, à Swansea, M. Winston Churchill, qui avait succédé à M. Lloyd George au Board of Trade, dit qu'il était absurde de considérer comme inévitable une guerre anglo-allemande. Même après une défaite de l'Angleterre, la situation des grandes colonies autonomes et de l'Inde resterait la même. Alors pourquoi se battraient-elles ? Pour quelques plantations tropicales et quelques dépôts de charbon éparpillés à travers le monde. Le parti de la guerre en Allemagne ne comptait pas 10.000 adhérents ; en Angleterre, il n'existait que dans les asiles d'aliénés et dans le comité de rédaction de la *National Review*. Et il fit l'éloge du « peuple allemand, fort, patient et travailleur ».

Quelques jours auparavant, M. Lloyd George s'était rendu à Berlin pour y étudier diverses questions sociales, en particulier celle des retraites ouvrières. Là, il s'était assez imprudemment laissé interviewer par un reporter de la *Neue Freie Presse* de Vienne et s'était montré extrêmement favorable à une entente anglo-allemande.

A la même époque, le roi lui-même, accompagné de Sir Charles Hardinge, mettait à profit son voyage à Marienbad pour faire encore quelques tentatives de rapprochement. Le 11 août, il avait à Kronberg une entrevue très cordiale avec Guillaume II.

Celui-ci, d'ailleurs, ne manquait pas une occasion d'affirmer son amitié à l'égard de l'Angleterre. C'est ainsi qu'il laissa publier dans le *Daily Telegraph* du 28 octobre, sous le titre de « Conversation avec un diplomate », une interview dans laquelle il exposait, ou croyait exposer, ses sentiments anglophiles. L'article tendait à démontrer que l'Empereur était un fervent pacifiste et que « l'un de ses « souhaits les plus chers était de vivre en excellents termes « avec l'Angleterre, bien qu'une grande partie de la bourgeoisie et de la classe ouvrière allemandes ne fût pas « amicalement disposée à l'égard de l'Angleterre ». N'avait-il pas, lui, prouvé son amitié pour l'Angleterre en refusant de recevoir à Berlin les délégués boers, alors que d'autres nations européennes les avaient « reçus et fêtés », et que le peuple allemand était disposé à les « couronner de fleurs » ? N'avait-il pas refusé l'invitation que lui avaient adressée la Russie et la France de « se joindre à elles pour « demander à l'Angleterre de mettre fin à la guerre sud-africaine » ? N'avait-il pas envoyé à Windsor, en décembre 1899, un plan de campagne contre les Boers, qu'il avait élaboré lui-même et qui, « dans ses grandes « lignes, était celui que Lord Roberts avait adopté ultérieurement » ? L'auteur de l'article ajoutait que l'Empereur, parlant de la nécessité pour l'Allemagne d'avoir une flotte puissante « pour protéger son commerce toujours croissant

« et ses intérêts multiples », avait dit que l'Allemagne « devait se tenir prête à toutes les éventualités en Extrême-Orient » ; que, vu la puissance navale du Japon et l'éveil national possible de la Chine, « seules, les puissances qui possèdent de grandes flottes seraient écoutées avec respect le jour où se décidera l'avenir du Pacifique », et que l'Angleterre elle-même aurait peut-être à se féliciter de ce que l'Allemagne possédât une grande flotte, « lorsque les deux nations soutiendraient la même cause dans les grands débats de l'avenir ».

Une pareille publication ne pouvait que créer de l'inimitié en Angleterre, en France, en Russie et au Japon. En Allemagne même, le résultat fut tel que, devant les nombreuses demandes d'interpellations émanant de tous les partis, le prince von Bülow envoya sa démission. L'Empereur la refusa, plaçant ainsi son Chancelier dans l'humiliante nécessité de défendre l'indiscrétion de son souverain et de s'excuser lui-même de sa propre négligence. Le 11 novembre, le Chancelier déclara donc que, sur bien des points, l'article était inexact ou exagéré ; que l'Empereur n'avait pas envoyé de plan de campagne à la reine Victoria, pendant la guerre sud-africaine, mais seulement des « aphorismes » sur l'art de la guerre ; que la nation allemande n'était pas hostile à l'Angleterre et ne désirait rien tant qu'une amitié basée « sur des termes réciproques » ; que la flotte allemande n'était pas construite pour faire face aux éventualités qui pouvaient se produire en Extrême-Orient ; que le Gouvernement était décidé à « mettre un terme à tout ce qui pouvait paraître une recherche excessive des faveurs de l'étranger. » Le Chancelier déclara de plus qu'en acceptant de rester au pouvoir, il avait accompli le plus dur sacrifice de toute sa vie ; il affirma sa conviction qu'à l'avenir l'Empereur se montrerait plus réservé, même dans ses conversations particulières, ajoutant que, dans le cas contraire, ni lui ni aucun de ses successeurs ne pourrait en assumer la responsabilité.

Bien qu'accueillies assez froidement au Reichstag, ces déclarations furent généralement approuvées par l'opinion publique et, le 18 novembre, l'officiel *Reichanzeiger* publiait un communiqué suivant lequel l'Empereur, « avait écouté
« très sérieusement les déclarations et les explications du
« Chancelier impérial ; malgré l'exagération et l'injustice des
« critiques auxquelles il avait été soumis, il considérait de
« son devoir impérial de sauvegarder la stabilité de la poli-
« tique de l'Empire sans porter préjudice aux responsabilités
« que lui imposait la Constitution » et « en conséquence,
« il approuvait les déclarations du Chancelier impérial au
« Reichstag et donnait au prince von Bülow l'assurance de
« son inébranlable confiance. »

Ces paroles vagues ne satisfirent personne, pas plus que personne ne se laissait plus prendre aux assurances pacifiques du gouvernement allemand. Herr Bebel ne s'était-il pas écrié au Reichstag : « Il viendra peut-être un jour où
« les Anglais penseront : il faut frapper ou mourir ! » ? D'ailleurs, le prince von Bülow, interpellé le 9 décembre sur le refus du gouvernement allemand d'accepter les propositions anglaises de limitation des armements navals, répondit qu'il doutait que ces propositions eussent un caractère pratique. Dans les constructions navales, il y a des considérations qui ne se prêtent pas à de simples calculs numériques ; en admettant qu'il soit possible d'évaluer les intérêts maritimes des diverses nations, « il est excessive-
« ment difficile de séparer les aspirations qui sont justifiées
« de celles qui ne le sont pas, d'escompter à l'avance l'aug-
« mentation des intérêts économiques, des ambitions et des
« espérances économiques. » La situation de l'Allemagne, au centre de l'Europe, est « au point de vue stratégique la
« plus défavorable du monde », et sa politique d'armements lui est dictée par la nécessité où elle peut se trouver un jour de se défendre de plusieurs côtés à la fois.

Aussi, nombreux étaient devenus en Angleterre les par-

tisans, non seulement d'une forte marine, mais aussi d'une armée puissante. La loi Haldane de 1907 apporta dans l'organisation militaire des améliorations considérables. Désormais, les forces militaires anglaises comprendraient une armée régulière, destinée aux expéditions à l'extérieur, et une armée territoriale métropolitaine. Le 23 novembre 1908, Lord Roberts prononça à la Chambre des Lords un discours retentissant sur les possibilités d'une invasion allemande et, par conséquent, la nécessité pour l'Angleterre de posséder une armée puissante et efficace. La maîtrise de la mer, dit-il, « pourrait suffire si l'ennemi nous avertissait six « mois à l'avance. » Tout en se défendant d'avoir des sentiments hostiles à l'égard de l'Allemagne, il déclara : « Chaque jour le danger devient plus pressant. En dix ans, « l'Allemagne est devenue la plus grande puissance maritime qui, l'Angleterre mise à part, ait jamais existé ». Les ports allemands de la mer du Nord sont aménagés pour assurer le transport sans délai de 200.000 hommes et ces ports sont plus près que les ports français de la côte est de l'Angleterre qui serait probablement choisie par l'envahisseur... « 80.000 Allemands vivent dans le Royaume-Uni. Si une armée allemande débarquait en Angleterre, « elle y trouverait son service d'espionnage immédiatement « organisé », et il suffirait d'un coup de surprise pour permettre à l'Allemagne de s'assurer temporairement la maîtrise de la mer qui rendrait l'invasion possible... Tout en reconnaissant que les réformes de M. Haldane constituaient une « admirable charpente », il déclara que les forces militaires anglaises étaient tout à fait insuffisantes pour faire face à la situation nouvelle. « Sous nos yeux se déroule le spectacle le plus extraordinaire que le monde ait jamais contemplé : un peuple de 60 millions d'individus, notre rival « le plus puissant dans le domaine commercial, le premier « peuple guerrier du monde, doublant sa force militaire « écrasante d'une force navale sans cesse croissante. Si nous « n'avons pas à nous offenser de ces efforts, nous devons

« prendre les mesures que réclame notre sécurité... Il ne
« faut pas que l'absence d'une armée enchaîne notre marine
« à nos rivages. »

Le 4 mars 1909, M. Haldane, exposant le budget de l'armée, établissait que l'armée « territoriale », organisée suivant son projet de réformes militaires, comprenait déjà 240.000 hommes. Ces résultats étaient donc très satisfaisants (1).

Ce ne fut pas l'avis de Lord Roberts, qui, le 18 mai, bien que l'armée territoriale comptât maintenant 263.000 hommes (2) déclara que la nation ne croyait pas que cette armée territoriale fût « réelle ». Comment, étant donné l'état actuel de l'Europe, pouvait-on se trouver satisfait de la situation militaire de la Grande-Bretagne à laquelle il manquait des milliers d'officiers et qui, en réalité, ne possédait ni une armée expéditionnaire, ni une armée de défense métropolitaine ?

En ce qui concerne les constructions navales, la majorité de l'opinion publique commençait à comprendre qu'en présence des progrès menaçants de la flotte allemande, l'heure était venue, non plus de diminuer ou de limiter, mais d'augmenter considérablement la marine britannique. L'entrevue d'Edouard VII et de Guillaume II à Kronberg, le 11 août 1908, n'avait pas donné les résultats qu'on avait tant espérés. Au contraire, le 17 mars 1909, lors de la

(1) Ces résultats étaient dus à diverses causes : l'appui très décidé du roi ; la campagne de presse, menée en particulier par le *Daily Mail* ; les facilités et les encouragements fournis par les patrons et les manufacturiers à leurs employés pour s'engager ; l'effet moral produit par une pièce du Major du Maurier intitulée : *An Englishman's home* (le foyer d'un Anglais), représentant l'Angleterre envahie par les troupes de « l'Empereur du Nord » ; et aussi cette sorte de germanophobie malade qui faisait voir partout des espions allemands ou des manifestations de l'espionnage allemand.

(2) L'effet produit par la brutale pression exercée par l'Allemagne sur la Russie au sujet de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, avait sans doute contribué à cette accélération du recrutement.

discussion au Reichstag du budget de la marine, le baron von Schoen, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, déclarait que le gouvernement anglais avait bien « annoncé « d'une façon générale qu'il était disposé à conclure un « accord anglo-allemand sur l'étendue et les dépenses des « programmes navals », mais qu'il n'avait fait, au sujet de la limitation des armements, aucune proposition qui, de l'avis du gouvernement allemand, « pût servir de base à « des négociations officielles ». Et le 29 mars, le prince von Bülow, ayant réitéré ces déclarations, ajouta que, tant qu'une base pratique ne serait pas proposée pour la discussion, le gouvernement allemand ne voyait aucune chance de succès dans des négociations sur la réduction des armements. Il ne s'agissait pas cependant de rivaliser avec la puissance navale britannique ; les armements navals allemands « n'avaient d'autre but que la protection des côtes « de l'Allemagne et du commerce allemand »... C'était seulement « au plus tôt en automne 1912 » que l'Allemagne « aurait, prêts à entrer en service, les 13 grands nouveaux « navires, dont 3 croiseurs cuirassés, prévus par le budget » de 1909-10. L'amiral von Tirpitz spécifia que ces 13 navires comprenaient « 10 Dreadnoughts et 3 Invincibles » et ajouta que l'Allemagne construisait tous ses navires « en 36 mois environ. »

En fait l'Allemagne poussait ses constructions à l'extrême limite de ses possibilités. Le 7^e Dreadnought allemand fut lancé à Brême le 27 novembre. Le budget naval allemand pour 1909-10 s'élevait à £ 22.157.031.

Aussi, le 16 mars, M. Mac Kenna, en proposant un budget naval de £ 35.143.000, en augmentation de près de 3 millions de livres sur le précédent, attira-t-il l'attention du Parlement sur la rapidité des constructions navales de l'Allemagne. Elle possédait déjà 14 navires capables de se mesurer avec un « Dreadnought » ; elle en avait 3 autres en construction. En un an, Krupp était à même de fournir les blindages, les canons et leurs accessoires, pour 8 cui-

rassés. Pour maintenir la supériorité britannique, il fallait qu'en plus du programme déjà établi, l'Amirauté fût autorisée à ordonner la mise en chantier de 4 autres Dreadnoughts à livrer en mars 1912, ce qui donnerait à l'Angleterre 20 navires de cette classe contre 17 allemands.

M. Balfour, au nom de l'Opposition, déclara que la marine britannique était dans « une situation que nos ancêtres « n'auraient jamais tolérée ». Tandis que le Parlement anglais délibérait sur une réduction imaginaire et illusoire des armements, l'Allemagne, elle, construisait non seulement des navires, mais des docks, des chantiers, des cales etc. Au taux actuel de construction, elle aurait, en avril 1912, 25 Dreadnoughts contre 20 anglais. La situation navale était si nouvelle et si dangereuse qu'il était difficile d'en saisir toute l'importance et le programme du Gouvernement était absolument insuffisant pour y faire face. — M. Arthur Lee alla même jusqu'à proposer, le 29 mars, un ordre du jour de blâme contre le Gouvernement. Cet ordre du jour fut repoussé par 353 voix contre 155 ; mais l'agitation qui s'ensuivit en faveur de l'accélération des constructions fut telle que, le 29 avril, M. Lloyd George, Chancelier de l'Echiquier, reconnut qu'il pourrait être nécessaire de mettre en chantier 4, et peut-être même 8 nouveaux Dreadnoughts avant le 1^{er} avril 1910 (1).

Mais, comme pour atténuer l'effet de cet aveu M. Asquith déclara, le 26 mai, que le principe du « 2-power « standard » devait s'entendre ainsi : Les forces navales anglaises doivent être maintenues à un degré tel « qu'elles « nous donnent la maîtrise complète et absolue de la mer « contre toute combinaison *raisonnablement possible* de « puissances ennemies », mais que l'on ne pouvait considérer une flotte chinoise de Dreadnoughts comme équivalente à une flotte allemande et que, dans l'évaluation des marines

(1) Le 16 juillet, le Cabinet décida la mise en chantier de 4 Dreadnoughts nouveaux. Le 26, M. Mac Kenna annonça que le Gouvernement pensait que deux d'entre eux seraient lancés au cours de l'année.

étrangères, les Etats-Unis ne pouvaient compter pour autant que l'Allemagne, la France ou l'Autriche.

L'Allemagne ne parut pas s'apercevoir de cette concession. Le *Militär Wochenblatt*, dans son numéro du mois de mai, ne disait-il pas : « La guerre et la préparation à la guerre « sont aussi nécessaires au développement des peuples que « la lutte pour la vie est nécessaire à l'individu ». La solution imposée par la pression allemande sur la Russie au sujet de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, montrait bien d'ailleurs quel usage l'Allemagne avait l'intention de faire de sa force. Le budget militaire de l'Allemagne pour 1909-10 dépassa un milliard de francs et s'éleva à £ 40.372.909.

La signature, au cours de l'été 1909, d'un accord anglo-allemand relatif à des délimitations de frontières entre l'Ouganda et l'Afrique orientale allemande, ne changea rien aux rivalités réelles des deux pays, pas plus que la retraite du prince von Bülow et son remplacement, le 14 juillet, par Herr von Bethmann-Hollweg, malgré les assurances anglophiles de ce dernier. En décembre 1910, il éludait ainsi le problème de la limitation des armements : « Nous par-
« tageons avec l'Angleterre son désir d'éviter les rivalités
« en ce qui concerne les armements. Mais dans tous les
« pourparlers — officieux et animés d'un esprit de mutuelle
« amitié — qui ont eu lieu de temps en temps à ce sujet,
« nous avons toujours mis au premier plan l'opinion que
« c'est la discussion ouverte et franche, suivie par des
« accords concernant les intérêts politiques et économiques
« des deux parties, qui constitue le moyen le plus sûr
« d'écarter toute méfiance au sujet de la force comparative
« des deux puissances sur mer et sur terre. En elle-même,
« la continuité d'un échange de vues volontaire et franc sur
« toutes les questions, est une garantie d'intentions ami-
« cales des deux côtés et parviendra, lentement mais
« sûrement, à faire disparaître la méfiance qui s'est
« malheureusement fait sentir, non pas de la part des

« gouvernements, mais dans l'opinion publique des deux « peuples ».

De son côté, le Kaiser rompt le silence qu'il avait cru bon d'observer depuis sa fameuse interview du *Daily Telegraph*. — Le 25 août 1910, il parlait à Königsberg sur son « Droit Divin » et déclarait que « sans tenir compte « des opinions du jour », il se considérait comme l'instrument du Seigneur. Le 21 septembre, à l'Hôtel de Ville de Vienne, il fit allusion à la crise balkanique et se félicita d'avoir pris sa place, « en armure brillante », dans un moment critique, aux côtés du souverain austro-hongrois ; il avait ainsi obéi aux « injonctions du devoir et de l'amitié, « car l'alliance austro-allemande, pour le plus grand bien « du monde, était devenue un des éléments impondérables « de l'opinion et de la vie des deux peuples .»

On ne peut donc s'étonner, tandis que le budget naval de l'Allemagne pour 1910-11 s'élevait à £ 22.500.000, de voir celui de l'Angleterre dépasser un milliard de francs et monter à £ 40.603.700.

1911, — l'année d'Agadir, — ne pouvait guère amener une amélioration des relations anglo-allemandes. Dès le 13 février, l'amiral von Tirpitz, lors des débats sur le budget naval allemand, affirma qu'il était inutile de répéter que la flotte allemande n'était pas construite dans un but agressif. Mais il déclara aussi que la puissance navale de l'Allemagne devait être telle que n'importe quelle autre nation comprît qu'elle courrait des risques en s'attaquant à l'Allemagne. Et il ajouta : « Il est surprenant qu'en Angleterre on puisse « croire que nous avons pu accélérer la construction de « notre marine au delà des prévisions de nos lois navales. « Cela n'eût été possible si le Reichstag nous avait voté « les fonds nécessaires. En fait, nous n'avons pas eu un « pfennig pour cela, et nous sommes étrangement affectés « de voir qu'une pareille assertion ait pu se répandre en « Angleterre. Au contraire, les explications de notre part « à ce sujet n'ont jamais fait défaut. »

Aussi, le 13 mars, Sir E. Grey, défendant aux Communes le nouveau budget naval anglais (£ 44.392.500), déclara-t-il que les estimations du Gouvernement n'étaient nullement supérieures aux besoins de la nation et que la Grande-Bretagne devait posséder « une flotte suffisante pour garder « la maîtrise des mers contre n'importe quelle coalition « raisonnablement probable ». Il ajouta cependant qu'il ne s'ensuivait pas pour cela que les relations de l'Angleterre avec certains autres pays fussent mauvaises. « Nous avons « le plus grand désir de voir ceux qui sont nos amis en « bons termes avec toutes les autres puissances ; nous considérons ces bonnes relations sans jalousie, mais avec « satisfaction ».

Une fois de plus, l'Allemagne fit la sourde oreille à ces paroles de conciliation. Le 30 mars, le Chancelier Bethmann-Hollweg prononça au Reichstag un discours très caractéristique au sujet de la limitation des armements. Il n'avait, dit-il, rencontré sur cette question aucune proposition qui valût la peine d'être discutée sérieusement. Les partisans du désarmement s'étaient imposé une tâche qui est peut-être idéale, mais qui ne saurait être mise en pratique. De nos jours, les guerres ne peuvent surgir que par suite d'antagonismes ayant leurs racines dans le sentiment populaire, lequel est éminemment susceptible de se laisser influencer par les « agitateurs irresponsables de la presse ». Les propositions de désarmement, loin de contribuer à la paix, peuvent facilement la troubler. Car chaque nation réclamerait dans le monde une place correspondante à la somme totale de ses capacités nationales et s'arrogerait une puissance militaire en rapport avec ces capacités. C'est du moins la réponse qu'il donnerait, lui, au nom de l'Allemagne... « Le désarmement sera impraticable tant que les hommes « seront des hommes et que les Etats seront des Etats... « Quant aux traités d'arbitrage internationaux englobant « le monde entier et édictés par l'aréopage international, je « les considère comme tout aussi impossibles que le désar-

« mement international général... Un traité d'arbitrage sans restrictions ne scelle qu'un état de choses existant déjà de fait. Si les rapports entre les deux nations venaient à se modifier, je voudrais voir si ce traité d'arbitrage ne s'enflammerait pas comme de l'amadou... Si une nation ne veut plus, ou ne peut plus, consacrer à son armée autant qu'il est nécessaire pour conserver son influence dans le monde, elle passe immédiatement au second rang. Nous, Allemands, nous devons regarder en face cette dure réalité : L'unique condition de la paix, c'est la force ! »

Nous ne reviendrons pas sur la tension que le « coup d'Agadir » provoqua entre l'Angleterre et l'Allemagne, tension que le discours prononcé par Guillaume II, à Hambourg, le 27 août, n'était pas de nature à atténuer. Parlant de la marine allemande, il exprima le souhait de la voir plus puissante encore à l'avenir « pour que personne ne vînt disputer à l'Allemagne sa place au soleil. » — En novembre, l'amiral von Kœster, président de la Ligue Maritime, déclarait que la « jalousie » de l'Angleterre et les leçons de Tripoli et de Chine rendaient indispensable un accroissement de la flotte allemande.

Aussi, le 9 novembre, au banquet du Lord-Maire au Guildhall, M. Winston Churchill qui, en octobre, avait remplacé à l'Amirauté M. Mac Kenna, devenu secrétaire d'Etat au Home Office, déclara-t-il que la marine anglaise doit être forte et être gardée forte, et qu'il serait futile de prétendre que l'accroissement de la marine allemande n'était pas un facteur prépondérant dans les décisions sur les dépenses et les nouvelles constructions anglaises. « Le maintien de la suprématie navale, dit-il, c'est la condition *sine qua non* de notre existence. »

Cependant, pour ne laisser place à aucune équivoque et à aucun soupçon, quelques jours après la publication en France des conventions franco-espagnoles relatives au

Maroc, le gouvernement britannique fit publier, le 24 novembre, les clauses secrètes de l'accord franco-anglais de 1904.

L'année 1911, après avoir vu se produire les événements les plus inquiétants, se termina plus paisiblement sur un discours prononcé par le Chancelier d'Allemagne le 5 décembre : « ...Les préparatifs de guerre, — réels ou « supposés, — faits par l'Angleterre, avaient naturellement causé en Allemagne une surexcitation considérable » ; mais tous les ministres anglais avaient exprimé le désir de voir de meilleures relations s'établir avec l'Allemagne. Pour lui, il partageait ardemment ce désir : mais il fallait que l'Angleterre abandonnât ce sentiment de méfiance qui avait causé tous les désaccords entre les deux pays. L'Allemagne n'était pas agressive ; mais son développement et ses progrès ne devaient pas s'arrêter et sa puissance lui était un sûr garant qu'aucune autre nation ne viendrait lui chercher querelle.

En vérité, si l'Allemagne, au lieu de songer à « la guerre et la préparation à la guerre », avait été animée du désir sincère d'arriver à un accord avec l'Angleterre, elle aurait trouvé ce pays tout disposé à l'écouter. Nombreuses furent en 1912 les manifestations de la bonne volonté anglaise. Sir Frank Lascelles, ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin de 1895 à 1908, avait déjà, en octobre 1911, au Congrès Ecclésiastique de Stoke-on-Trent, déploré la méfiance des deux pays à l'égard l'un de l'autre. Le 29 janvier 1912, à Glasgow, et le 31, à Winchester, il déclarait qu'il était absolument faux que l'Angleterre désirât faire la guerre à l'Allemagne ; au contraire, le pays tout entier souhaitait de tout cœur une entente anglo-allemande.

L'Allemagne ne voulait pas comprendre. Le 3 février, la cour martiale de Leipzig condamnait à 3 ans et demi de forteresse, pour « trahison de secrets militaires », M. Bertrand Stewart qui appartenait à une firme de « solicitors »

bien connue de Londres. Et le 7 février, Guillaume II, ouvrant la session du Reichstag, déclarait que sa politique consistait à « maintenir dans son intégrité la texture solide « de l'Empire et de l'Etat, accroître le bien-être de toutes « les classes du peuple, conserver et augmenter la force et « le prestige de la nation ». Et il annonçait le dépôt de quelques projets de lois financières, nécessaires pour « maintenir « et fortifier, sur terre et sur mer, la puissance défensive du « peuple allemand » ; car, pour prospérer, il fallait que « l'Empire restât assez fort pour sauvegarder en tous temps « dans le monde, son honneur national, ses possessions et « ses justes intérêts. »

Cependant, le même jour, Lord Haldane, ministre de la Guerre britannique, accompagné de son frère, professeur de physiologie à Oxford, partait pour Berlin où se trouvaient déjà Lord Charles Beresford et Sir Ernest Cassel. Le but officiel de ce voyage était une « visite universitaire ». On l'attribua cependant à l'invitation directe du Kaiser. Le bruit courut qu'il en résulterait un accord anglo-allemand relatif à Zanzibar, la Baie des Baleines et les colonies portugaises, accord qui ne serait qu'un prélude à une entente beaucoup plus intéressante au sujet des armements. En fait, au cours de sa visite, Lord Haldane eut des entrevues avec le Kaiser, le Chancelier et divers ministres ; mais il revint en Angleterre sans que son voyage eût de résultats « visibles », malgré les espérances exprimées par M. Asquith aux Communes le 15 février et par Sir E. Grey à Manchester le 16.

L'Allemagne avait cependant fait à Lord Haldane une proposition ; mais elle était telle que le gouvernement anglais ne jugea même pas nécessaire de la publier ou d'en tenir compte. Ce n'est que par un article de la *Nord-deutsche Allgemeine Zeitung*, de juillet 1915, reproduit par le *Temps* du 21 juillet, que le monde en apprit le texte. L'Allemagne proposait en effet : « Si l'une des hautes parties contractantes est entraînée dans une guerre contre

« une ou plusieurs puissances, et qu'on ne puisse pas évaluer quel a été l'agresseur, l'autre partie observera à son égard au moins une neutralité bienveillante ». Il fallait toute l'audace cynique de l'Allemagne pour présenter une telle proposition, et plus encore peut-être pour la publier en plein milieu d'une guerre qu'elle avait voulue et déchaînée !

D'ailleurs, le 9 février 1912, M. Winston Churchill, ministre de la Marine, avait exposé nettement à Glasgow la politique navale de l'Angleterre. La puissance navale de la Grande-Bretagne, avait-il dit, était essentiellement défensive ; mais il y avait entre elle et celle du grand Empire d'Allemagne une différence considérable : pour la Grande-Bretagne, la marine, c'était son existence même ; pour l'Allemagne, c'était un luxe ou plutôt une manifestation du désir d'expansion ; car il était faux de prétendre que les deux nations avaient à faire face aux mêmes risques. La Grande-Bretagne était donc résolue à maintenir sa suprématie navale contre tous les accroissements de l'étranger. Ses constructions pouvaient s'exécuter plus vite, à plus bas prix et sur une plus vaste échelle que partout ailleurs. « Nous considérons donc l'avenir comme nos ancêtres l'auraient considéré, sans trouble, sans arrogance, mais avec une détermination solide et inflexible ». Il ajouta cependant que la Grande-Bretagne serait la première à accueillir avec joie toute atténuation de la rivalité navale ; mais si, au contraire, des accroissements se produisaient sur le continent, elle n'aurait aucune difficulté à y répondre. Plus la concurrence navale s'accentuerait, plus l'Angleterre augmenterait non seulement le nombre de ses navires, mais la suprématie de sa puissance navale sur celle des autres nations (1).

(1) Comme pour atténuer la portée de ce discours, le 15 mai, Lord Haldane, ministre de la Guerre, et Lord Crewe, au cours d'un débat sur la politique étrangère, tout en reconnaissant que la politique de splendide isolement est finie, s'opposent à toute idée d'une « alliance

Et le 18 mars, présentant aux Communes un budget naval de £ 44.085.000 pour 1912-13, M. Winston Churchill passa en revue la situation navale. Il était obligé, dit-il, de parler surtout de l'Allemagne ; mais l'heure était venue où, sans colère et sans feinte, les deux nations devaient comprendre les conditions futures de leur rivalité navale. Le « 2-power standard » avait été originairement adopté contre la France et la Russie ; mais, aujourd'hui, la Grande-Bretagne avait devant elle, concentrée à peu de distance de ses côtes une flotte très puissante, homogène, sous les ordres d'un seul Gouvernement. Depuis quelques années, l'Amirauté s'était contentée d'une supériorité de 60 % en Dreadnoughts sur la marine allemande ; mais la supériorité britannique en pré-Dreadnoughts allait naturellement en décroissant ; la proportion devait donc augmenter. En ce qui concerne les Dreadnoughts, l'Angleterre en construirait donc désormais dans la proportion de 4 pour 2 allemands, de 6 pour 3. Toutefois, tout retard ou toute réduction des constructions allemandes serait immédiatement suivie d'une réduction parallèle tout au moins proportionnelle des constructions anglaises. La marine britannique devait toujours être prête à se défendre et maintenue « en état de tenir tête aux forces navales d'un agresseur quelconque qui aurait choisi son propre moment ». Une nation qui posséderait la marine la plus forte soutenue par une armée écrasante, deviendrait pour le monde une menace, et il en résulterait une catastrophe à brève échéance. Il ne fallait pas qu'une puissance, quelle qu'elle fût, pût jamais attaquer l'Angleterre avec une chance raisonnable de succès.

L'Allemagne ne discuta même pas la proposition qui lui était faite de retarder ses armements. Déjà, en 1911, elle avait accru de 10.000 hommes l'effectif de son armée sur

étroite avec de grandes puissances européennes » et rejettent d'une façon absolue le principe des « embarrassantes (entangling) alliances militaires ».

le pied de paix. Le budget militaire de 1912 créa deux nouveaux corps d'armée, l'un à la frontière ouest, l'autre à la frontière est, et porta l'effectif de 515.000 à 544.000 hommes. — Quant à la marine, le budget prévoyait la construction de 3 cuirassés, 2 croiseurs non-cuirassés, un certain nombre de sous-marins et une augmentation d'effectif de 15.153 officiers et hommes d'équipage. Le tableau ci-dessous fera comprendre ce que la flotte allemande était en 1898 et ce que, selon les prévisions des budgets successifs, elle devait devenir en 1920.

Budget naval	Cui- rassés	Croiseurs cui- rassés	Petits croi- seurs	Tor- pilleurs	Sous- marins	Effectifs
1898, £ 6.000.000	9	3	28	113	—	25.000
1920, environ £ 23.000.000	41	20	40	144	72	101.500

L'Autriche-Hongrie, de son côté, enhardie par son succès de 1911, et encouragée par la puissance de son alliée, faisait elle-même de nouveaux efforts. En avril, le nouveau ministre des Affaires Etrangères, le comte Berchtold, déclara à la Chambre qu'il était impossible de ne pas tenir compte des modifications profondes apportées dans le système des relations internationales par l'abandon par la Grande-Bretagne de sa politique de « splendide isolement », par l'entrée du Japon dans une alliance européenne, par l'accord russo-japonais et par l'établissement de vastes sphères d'influence en Asie et en Afrique. Cette complication des rapports internationaux créait des points de friction qui constituaient des éléments de trouble dans les affaires étrangères. « Notre « politique, conclut-il, est une politique de stabilité et de « paix, organisée de façon à servir et à protéger nos intérêts « légitimes, en tous temps et en tous lieux. Nous ne pour- « suivons pas une politique révolutionnaire ; nous n'avons « aucune tendance agressive, aucune idée d'expansion ; « mais nous sommes géographiquement placés au milieu « d'Etats militaires qui augmentent sans cesse leur puis- « sance défensive et ne souffrent aucune ingérence étran-

« gère dans leurs décisions. » Et il demanda à la Chambre de voter les crédits nécessaires pour augmenter l'armée et la marine de la Monarchie.

Du même genre, mais en termes plus précis encore, fut le discours prononcé par le Chancelier d'Allemagne, le 22 avril, au sujet des nouvelles lois militaires et navales. Il déclara qu'en présentant les deux budgets, le gouvernement fédéral n'avait en vue aucune menace immédiate. La situation actuelle de l'Europe ne donnait lieu à aucune inquiétude. Il avait cependant le devoir de maintenir les armements de l'Empire au niveau de ses ressources et de sa puissance, mais non pas dans un désir de guerre ni de menace contre les autres peuples. L'Allemagne était prête à la guerre si la guerre lui était imposée, mais elle ne cherchait querelle à personne. Cependant des armements puissants lui étaient nécessaires pour réaliser ses buts et ses projets, et non seulement pour se garder contre une attaque possible, mais pour conserver sa situation dans la paix et sauvegarder son bien-être en tous temps. Etant donné sa position géographique et ses frontières ouvertes de tous côtés, des défenses puissantes constituaient sa plus sûre garantie de paix. Les relations internationales s'étendaient de plus en plus sur le globe ; les points de contact pacifique devenaient donc de plus en plus nombreux ; mais, en même temps, avec la concurrence des intérêts matériels, les possibilités de conflit augmentaient. Il était personnellement convaincu que, parmi les grandes puissances, il ne s'en trouvait pas une qui désirât ou cherchât une guerre avec l'Allemagne. Toutefois, ce sont non pas les gouvernements, mais souvent des minorités bruyantes et fanatiques qui font éclater les guerres et ce danger existait maintenant peut-être plus qu'autrefois. L'Allemagne ne devait donc pas envisager seulement l'éventualité prochaine ou lointaine d'une guerre. C'est de sa puissance militaire que dépendaient son prestige et son bien-être en temps de paix. C'est d'après sa puissance que l'on mesurait sa valeur

comme amie ou alliée, son importance comme ennemie possible, le poids de son opinion dans les questions internationales et la considération que les autres nations devaient éprouver pour ses propres intérêts.

La publication d'un livre intitulé « L'Allemagne et la prochaine guerre » vint encore accentuer les désaccords déjà si profonds entre l'Angleterre et l'Allemagne. Son auteur, le général Bernhardi, était considéré comme possédant sur toutes les questions militaires modernes l'autorité la plus influente. Il y déclarait que le peuple allemand ne pouvait remplir ses devoirs et accomplir sa tâche que par l'épée, — que l'esprit guerrier n'attendait, pour s'éveiller en lui, qu'un appel à la force ; — que l'Allemagne devait réclamer « non seulement sa place au soleil, mais sa part « pleine et entière de la domination mondiale » ; — que l'Allemagne devait détruire l'équilibre actuel de l'Europe pour établir à la place une confédération d'Etats dont elle serait la tête ; — et que, par-dessus tout, l'Angleterre était l'ennemie qu'il fallait vaincre sur mer. La conclusion générale du livre était que l'unique question qui intéressât l'Allemagne pouvait se résumer ainsi : « Weltmacht oder Niedergang » (La domination mondiale ou la déchéance).

Comment s'étonner alors que le gouvernement britannique organisa, le 9 juillet, à Spithead, une grande revue navale à laquelle participèrent 44 cuirassés, 5 croiseurs de bataille, 25 croiseurs-cuirassés, 9 croiseurs protégés, 12 croiseurs de flottille, 106 destroyers, 5 sous-marins, 6 poseurs de mines, 3 balayeurs de mines, 7 navires-ateliers et 1 navire-hôpital, soit en tout 223 navires. — Le Premier Ministre et les membres du Cabinet, ainsi que plusieurs ministres du Canada, alors en visite en Angleterre, montés sur le yacht *Enchantress*, et 95 membres de la Chambre des Lords et 345 membres de la Chambre des Communes, montés sur le *Armada Castle*, assistèrent à cette revue que le *Times* décrivit comme « le déploiement de force le plus mé-

« morable et le plus splendide que le monde ait jamais vu. »

Et le 22 juillet, M. Winston Churchill présentait aux Communes un budget naval supplémentaire de 900.000 dont la cause directe, dit-il, était la nouvelle loi navale allemande votée sans opposition au Reichstag et en vertu de laquelle près des $\frac{4}{5}$ de la marine allemande seraient maintenus constamment sur le pied de guerre. Grâce à ce programme, le tableau comparatif des forces navales anglaises et allemandes en cuirassés et croiseurs-cuirassés, devait être le suivant :

	Fin 1913	Fin 1914	Fin 1915
	—	—	—
Cuirassés : Angleterre..	18	24	27
» Allemagne..	13	16	17
Croiseurs-Cuirassés : Angleterre..	8	9	10
» Allemagne..	4	5	6

Au nom de l'Opposition, M. Balfour appuya chaleureusement les propositions du Gouvernement. La paix moderne, dit-il, quoique presque aussi coûteuse que la guerre d'autrefois, est encore moins chère que la guerre moderne ; non seulement une guerre moderne détruirait la richesse et la vie, mais aussi désorganiserait l'industrie au point que les hommes d'Etat les plus aventureux devraient trembler à cette idée. L'union des Puissances en groupes tels que les groupes actuels rendait une guerre impossible, à moins que ce ne fût une guerre universelle ; c'était donc dans une certaine mesure une garantie de paix. Les budgets devaient donc augmenter tant que continuerait cette folle rivalité de construction. Mais, tant que la Grande-Bretagne construirait ses navires, non par ambition, mais pour sauvegarder la paix et sa propre sécurité, elle aurait pour elle l'opinion des Dominions et des petits Etats et l'approbation unanime de l'humanité. « Si nous pouvons conserver la paix, même « à ce prix, nous aurons dans cette génération accompli de « grandes choses. »

L'opinion anglaise se rendait si bien compte maintenant de la nécessité vitale pour la Grande-Bretagne de maintenir sa suprématie navale que, sauf dans quelques milieux ultraradicaux et travaillistes et quelques journaux tels que le *Manchester Guardian* et le *Daily News*, on ne reprochait guère au nouveau programme que son insuffisance.

Cependant, cette rivalité intense d'armements, outre les charges écrasantes qu'elle imposait aux deux nations, présentait en elle-même trop de dangers pour qu'il ne se trouvât pas, en Allemagne comme en Angleterre, des partisans sincères sinon d'une entente, du moins d'une amélioration des relations anglo-allemandes. Le 10 juillet, aux Communes, Sir E. Grey déclara que la base de la politique étrangère de la Grande-Bretagne restait le maintien de son amitié avec la France et la Russie ; mais, ajouta-t-il, « l'existence de groupes diplomatiques séparés n'exclut en rien la franchise et l'échange de vues quand des questions d'intérêt mutuel se présentent ; si cette pratique s'établit, les groupes diplomatiques séparés ne seront pas forcément dans des camps diplomatiquement opposés. » Et faisant allusion à la récente entrevue du Tzar et du Kaiser à Port Baltic (4 juillet), il dit que la Grande-Bretagne verrait avec joie tous les accords amicaux qui pourraient se produire entre la France, la Russie et une tierce Puissance. Un accord de ce genre avec l'Allemagne ne pourrait qu'améliorer les relations anglo-allemandes.

A la même époque, un magazine allemand, le *Nord und Sud*, avait eu l'idée de recueillir et de publier des extraits de déclarations faites par des personnages éminents des deux nations, dans les milieux politiques, journalistiques, industriels, financiers, etc. M. Balfour, M. J. L. Garvin (rédacteur de l'*Observer*), Sir E. Speyer, Sir Alfred Mond, s'y trouvaient cités. En général, ces déclarations démontraient le désir de voir se manifester une meilleure compréhension réciproque et moins de nervosité au sujet des préparatifs militaires et navals.

Le comte Wolff-Metternich, ambassadeur d'Allemagne à Londres, étant sur le point de prendre sa retraite, le baron Marschall von Bieberstein, réputé comme le plus habile diplomate allemand, avait été désigné pour le remplacer. On attendait beaucoup de cette nomination et l'on espérait que, par l'entremise du nouvel ambassadeur, un accord relatif au chemin de fer de Bagdad et à certaines questions africaines conduirait à une entente sur la réduction des armements. Mais le baron Marschall mourut en septembre avant d'être entré en fonctions, et le prince Lichnowsky, nommé ambassadeur, bien que jouissant d'une haute réputation en Allemagne, était assez peu connu à l'étranger. Il n'avait d'ailleurs occupé jusqu'alors que des postes diplomatiques secondaires.

Cependant, le 2 décembre, le ministre des Affaires Etrangères, Herr Kiderlen Waechter, déclara au Reichstag que, dans toute la crise balkanique, « les relations de l'Allemagne et de l'Angleterre avaient été caractérisées par une « confiance mutuelle toute particulière », et que les conversations entre les deux gouvernements avaient, « dans toutes « les phases de la crise, non seulement produit une heureuse intimité » dans leurs relations, mais puissamment contribué à déterminer l'entente entre toutes les Puissances.

Malgré la reprise de la guerre dans les Balkans, au début de 1913, la Conférence des Ambassadeurs continua à siéger à Londres et ses séances semblèrent indiquer une amélioration notable des relations de la Grande-Bretagne avec l'Allemagne. Le 1^{er} février, à un dîner de la colonie allemande de Londres à l'occasion de l'anniversaire du Kaiser, le nouvel ambassadeur, le prince Lichnowsky, déclara que le Kaiser était fermement décidé à coopérer, avec ses alliés et avec le gouvernement ami de la Grande-Bretagne, au maintien de la paix en Europe et exprima l'espoir que la Conférence des Ambassadeurs atteindrait ce but. Le 7 février, le ministre des Affaires Etrangères d'Allemagne

annonça que l'Allemagne accepterait la proportion de 10 à 16 entre sa marine et la marine britannique (1).

Le 26 mars, M. Winston Churchill présenta au Parlement britannique un budget naval de £ 46. 309. 300, nécessité en majeure partie par l'augmentation de la flotte allemande conformément aux nouvelles lois navales. Mais, en même temps, il faisait à l'Allemagne des propositions très nettes : Pourquoi les Puissances ne prendraient-elles pas en 1914 des « vacances navales » ? Au cas où l'Allemagne accepterait cette proposition et déciderait de modifier son programme pour 1914, elle n'aurait qu'à le faire savoir. Il serait facile d'arriver avec les autres Puissances à une entente similaire.

Mais le 7 avril, le Chancelier impérial, Herr von Bethmann-Hollweg, présentait au Reichstag une nouvelle loi militaire en vertu de laquelle l'armée allemande était augmentée de 4.000 officiers, 15.000 sous-officiers, 117.000 hommes, 27.000 chevaux, de sorte que son effectif sur le pied de paix était porté à 870.000 hommes. 18 régiments d'infanterie étaient augmentés d'un 3^e bataillon ; 18 bataillons de chasseurs étaient pourvus de compagnies de mitrailleuses et de compagnies cyclistes ; 4 régiments bavarois étaient accrus d'un 5^e escadron ; 6 nouveaux régiments de cavalerie et 3 d'artillerie de forteresse étaient créés, etc. Les événements balkaniques, dit le Chancelier, avaient modifié l'équilibre européen de sorte que « dans « une guerre où l'Allemagne pourrait être entraînée, elle « aurait à protéger contre plusieurs ennemis des frontières « très étendues et naturellement très exposées ». L'augmentation de l'armée était, « suivant le jugement des autorités « militaires, indispensable pour assurer l'avenir de l'Alle-

(1) L'amiral von Tirpitz modifia d'ailleurs cette déclaration, le 4 février 1914, en disant que la proportion de 10 à 16 offerte par la Grande-Bretagne était encore acceptable si elle ne s'appliquait qu'aux cuirassés.

« magne... » Selon toute probabilité, il n'y aurait pas de guerre en Europe sans que l'Allemagne n'y fût entraînée et n'eût à combattre pour son existence... « S'il se produisait « jamais une conflagration dans laquelle les Slaves seraient « rangés d'un côté et les Allemands de l'autre, la vitalité « dont les Slaves ont récemment fait preuve serait un désa- « vantage pour l'Allemagne ; car ils seraient les maîtres « dans une région jusqu'alors dominée par la Turquie. « L'Allemagne a donc le devoir de se précautionner contre « cette éventualité, car nul ne peut dire qu'une collision entre « les Slaves et les Allemands soit inévitable... Le mouve- « ment panslaviste a été puissamment encouragé par les ré- « centes victoires des Etats slaves dans les Balkans...et nous « sommes obligés de tenir compte de ce fait quand nous « pensons à l'avenir... » Personne, ajouta-t-il, ne pouvait se faire une idée de l'étendue d'une conflagration mondiale, ni des misères et des désastres qu'elle entraînerait pour les nations. Toutes les guerres précédentes ne seraient que jeux d'enfants en comparaison. Aucun homme d'Etat responsable ne se déciderait de gaité de cœur à mettre le feu aux poudres... La loi militaire allemande était donc présentée, non parce que l'Allemagne désirait la guerre, mais parce qu'elle désirait la paix et que, si la guerre éclatait, l'Allemagne voulait vaincre.

En terminant ce discours, le Chancelier parla des « vacances navales » dont M. Winston Churchill avait émis l'idée. Dans les deux pays, dit-il, les experts navals étaient à peu près unanimes à déclarer qu'elle était difficile à exécuter et, en Grande-Bretagne même, elle n'avait pas, à sa connaissance, été considérée comme pratique, ni par le Parlement, ni par l'opinion publique. Il fallait donc attendre que le gouvernement britannique fît des propositions concrètes ; toutefois, « le seul fait que l'idée avait été émise et « la forme que le Premier Lord de l'Amirauté lui avait « donnée, constituaient un grand progrès. »

Plusieurs manifestations, telles que la célébration en

février du centenaire du soulèvement national allemand de 1813, celle du 25^e anniversaire de l'avènement de l'Empereur (16 juin), celle du centenaire de la bataille de Leipzig, donnèrent à Guillaume II l'occasion de prononcer des discours plus ou moins belliqueux et échauffèrent dans le peuple le sentiment militaire. Le 10 août, à Lübeck, le Kaiser, parlant des progrès immenses du commerce dans les villes de l'Allemagne du Nord, s'écria : « Je suis ici « sous l'uniforme du marin, celui sous lequel j'ai été élevé, « celui qui contribue, maintenant et dans l'avenir, à assurer « au marchand allemand la force et la protection pour qu'il « puisse garder la place au soleil qui lui appartient ; car le « marchand, animé de l'esprit hanséatique, représente la « culture allemande et travaille pour l'Allemagne. Moi, « je protège le marchand. Son ennemi est mon ennemi. »

De son côté, le général Bernhardi, dont le livre *L'Allemagne et la prochaine guerre*, avait eu tant de retentissement en 1912, publia dans la *Post* un article sur « *l'Irlande, l'Angleterre et l'Allemagne* », dans lequel il déclara : « Si « jamais il y a une guerre avec l'Angleterre, l'Allemagne « aura dans le camp ennemi des alliés qui causeront à l'Angleterre de graves inquiétudes et retiendront peut-être une « bonne part des troupes anglaises ». Et faisant allusion à d'autres « faiblesses », telles que l'Afrique du Sud, l'Inde, l'Égypte, il concluait que ce n'était pas le moment pour l'Allemagne de poursuivre « une politique de renonciation ».

Des apparitions nocturnes de dirigeables ou d'aéroplanes mystérieux à Liverpool et dans la baie de Cardigan, le 25 janvier, puis à Gosport, Ipswich, Hornsea et Hull, les 24 et 25 février, avaient jeté l'alarme dans la population anglaise, et il n'est peut-être pas déplacé de rapprocher ces faits des incursions aériennes faites à Arracourt et à Lunéville, en avril de la même année, par des appareils allemands.

Malgré l'accueil peu favorable fait par le Chancelier à la

proposition de « vacances navales » de M. Winston Churchill, celui-ci la renouvela en termes plus précis encore à Manchester le 18 octobre. Les relations anglo-allemandes, déclara-t-il, s'étaient sensiblement améliorées. Le moment paraissait donc propice pour reprendre la question. En 1914, l'Angleterre devait mettre en chantier 4 cuirassés et l'Allemagne 2. Si l'Allemagne consentait à différer de 12 mois la construction de ses 2 unités, la Grande-Bretagne consentirait aussi en toute bonne foi à différer de 12 mois la construction de ses 4 navires. Les deux nations auraient donc des vacances de 12 mois pleins et il en résulterait une économie répartie sur 3 années de £ 6.000.000 pour l'Allemagne et £ 12.000.000 pour la Grande-Bretagne, sans que leur puissance relative en fût en rien modifiée. Et si la Grande-Bretagne et l'Allemagne tentaient une démarche sur ce sujet auprès de leurs amies respectives, ne serait-ce pas avec quelque chance de succès ? La Grande-Bretagne était décidée à faire tout son possible pour mettre un terme à cette mélancolique et peu édifiante période de rivalité dans les armements ; mais elle avait aussi le devoir de s'assurer que les forces de son Empire fussent aussi grandes et aussi inattaquables que jamais.

Mais cette seconde proposition ne fut pas mieux accueillie que la première. L'amiral von Tirpitz la rejeta nettement le 4 février 1914 comme « irréalisable ». Le journal conservateur *Kreuz Zeitung* alla même jusqu'à déclarer que c'était une tentative faite pour « réduire à néant la loi navale allemande ». Le 25 novembre 1913, le gouvernement allemand présentait au Reichstag un budget naval pour 1914 de 487.952.140 marks (£ 24.397.607), le plus élevé qui ait jamais été voté jusqu'alors dans ce pays.

Cependant une sorte d'optimisme officiel, — réel ou simulé ? — caractérisait encore les déclarations gouvernementales. Le 9 décembre, l'ancien ambassadeur d'Allemagne à Rome, Herr von Jagow, qui, le 14 janvier, avait succédé à l'Office impérial des Affaires Etrangères à

Herr von Kiderlen-Waechter (1), prononçait au Reichstag un grand discours sur la politique étrangère. Il déclarait que le programme présenté par Sir E. Grey et M. Asquith au sujet de la Turquie était « en complet accord avec les vues allemandes ». Et il ajoutait : « Les progrès satisfaisants « accomplis dans l'amélioration de nos relations avec l'Angleterre nous ont permis, par un sincère échange de « vues, d'approcher de la solution du problème de Bagdad. « Bien plus, éminemment désireux de ramener, — par des « accords relatifs aux questions particulières afférentes à la « compétition commerciale et à la politique coloniale, — les « relations des deux pays dans les chemins paisibles qu'elles « avaient depuis quelque temps menacé de quitter, nous « avons entamé avec le gouvernement anglais des négociations de nature à écarter toute apparition d'antagonismes « économiques en Afrique. Sans léser les droits des tierces « parties, — j'insiste tout particulièrement sur ce point, — « nous travaillons à une solution équitable qui tienne « compte des intérêts des deux nations. Il n'est nullement « question de renonciations unilatérales de la part de l'Allemagne, pas plus que de compensations à donner en « échange de certains avantages en Afrique centrale, ou « vice-versa ».

Le 4 février 1914, au Reichstag, il déclara que l'Allemagne avait maintenant avec l'Angleterre des relations de confiance mutuelle absolue. Dans les deux nations, on comprenait de plus en plus qu'elles pouvaient collaborer sur bien des questions et qu'à bien des points de vue elles avaient des intérêts communs. Les événements balkaniques et les négociations de Londres avaient largement contribué à ce résultat et le peuple de Grande-Bretagne avait pu se convaincre que l'Allemagne ne poursuivait aucune politique agressive.

Cependant, le 20 février, lors du débat sur le budget

(1) Mort subitement à Stuttgart, le 20 décembre 1912.

naval, le grand-amiral von Tirpitz dit qu'il n'y a « pas seulement une nécessité économique et politique pour l'Allemagne à ce que ses navires évoluent à l'étranger aussi bien que dans les eaux métropolitaines, mais aussi une nécessité militaire ». Si, depuis quelques années, la flotte allemande a été concentrée dans les eaux métropolitaines, cela est dû « à des circonstances sur lesquelles il est inutile d'insister » ; mais il avait confiance que, désormais, la marine allemande serait « plus active » à l'étranger.

La loi militaire de 1913 avait porté ses fruits. Le ministre de la guerre de Prusse annonça que le logement de 60.000 nouvelles recrues et de 21.000 chevaux ajoutés à la cavalerie s'était effectué sans difficulté. La loi militaire avait créé 10.000 nouveaux postes de sous-officiers ; six semaines après sa promulgation, il n'en restait que 4.000 vacants, lesquels seraient d'ailleurs remplis avant la fin de l'année. L'état sanitaire de l'armée était excellent. Le 6 octobre 1913, cinq jours après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, toutes les unités nouvelles étaient complètement équipées.

Enfin, le 25 juin, le canal de Kiel étant terminé, l'empereur d'Allemagne en célébra solennellement l'inauguration à laquelle assistait une escadre anglaise. Il monta, pour la première fois, à bord d'un dreadnought anglais, le *King George V*, sur lequel il fit hisser son pavillon d'amiral britannique.

En 1913, l'Allemagne n'était pas encore prête à la guerre. Le canal de Kiel n'était pas ouvert. L'armée allemande n'avait pas encore atteint tout le développement que devait lui assurer l'exécution des dernières lois militaires. Aussi Guillaume II avait-il déclaré nettement à l'empereur François-Joseph qu'il ne devait pas compter sur l'Allemagne au cas où, ayant attaqué la Serbie, il serait à son tour attaqué par la Russie. Il avait, d'autre part, prévenu la Russie que si, malgré la non-intervention de l'Autriche-Hongrie dans les Balkans, elle attaquait cette puissance, l'Allemagne se rangerait aux côtés de son alliée. Guillaume II avait ainsi

Le 3 mars 1914, l'Amirauté britannique publia une statistique des forces navales des 8 Grandes Puissances au 1^{er} janvier 1914. Le tableau que nous reproduisons ci-dessous ne comprend pas les navires ayant plus de 20 ans de service. Les navires en construction sont précédés du signe +. Les chiffres donnés pour la Grande-Bretagne comprennent les navires des Dominions. Le nombre donné pour les sous-marins allemands était certainement inférieur à la réalité.

	Cuirassés	Croiseurs	Croiseurs légers	Contre- Torpilleurs	Destroyers	Torpilleurs	Sous-marins
Grande-Bretagne.	58 + 14	47	65 + 20	25 + 1	201 + 36	70	69 + 29
Allemagne.....	35 + 6	9	43 + 6	—	132 + 12	80	24 + 14
France	21 + 10	24	8	3	80 + 7	153	50 + 26
Russie.....	8 + 7	12	2 + 8	—	95 + 45	25	25 + 18
Italie.....	9 + 5	9	14 + 4	3	30 + 16	94 + 1	18 + 2
Autriche.....	14 + 2	2	9 + 3	11	15 + 3	58 + 27	6 + 5
Etats-Unis.....	30 + 6	17	18	2 + 2	52 + 9	21	29 + 21
Japon	17 + 2	15	19	3	51 + 2	33	13 + 2

évité, en 1913, une guerre qui eût été préjudiciable à l'achèvement de ses préparatifs militaires.

Mais maintenant le canal de Kiel terminé réduisait de 500 à 80 milles marins la distance entre Kiel et Wilhelmshaven ; il assurait donc le passage rapide et sans difficultés diplomatiques des unités allemandes de la mer Baltique à la mer du Nord. L'armée allemande complètement organisée possédait sur toutes les armées du globe une supériorité écrasante. La marine allemande n'avait jamais été aussi forte. Le moment était donc venu pour l'Allemagne de mettre à exécution ses rêves de conquête. L'assassinat de Serajevo en fournit l'occasion propice (1). La guerre de 1914-1918 devait apporter à la rivalité navale anglo-allemande une solution que l'Allemagne n'avait pas prévue.

Le 4 août 1914, à minuit, la Grande-Bretagne déclarait la guerre à l'Allemagne.

(1) Il n'est pas sans intérêt de citer ici un passage du livre de Treitschke, *L'Allemagne, la France, la Russie et l'Islam* : « Ne sera-ce pas la mission de l'Allemagne d'assurer la paix du monde ? La Russie, cet immense Colosse aux pieds d'argile, sera absorbée dans ses difficultés économiques et domestiques ; l'Angleterre, plus forte en apparence qu'en réalité, verra probablement ses colonies se séparer d'elle et s'épuiser en luttes stériles ; la France, vouée aux discussions intérieures et aux querelles de partis, tombera dans une décadence sans espoir. Quant à l'Italie, elle aura assez à faire pour assurer un croûton de pain à ses enfants. L'avenir appartient à l'Allemagne, à qui l'Autriche s'attachera si elle veut survivre. »

CONCLUSION

Le ^{xx}e siècle s'est ouvert pour l'Angleterre par une guerre coloniale, non pas une de ces expéditions rapides qui ne sont souvent qu'une simple prise officielle de possession de territoires longtemps convoités ou déjà officieusement occupés, mais une véritable guerre, coûteuse en hommes et en argent, contre un peuple brave et résolu à défendre sa liberté, guerre d'une durée plus longue que toutes celles auxquelles le pays avait été mêlé depuis près d'un siècle.

La victoire et l'annexion qu'elle entraîna d'un vaste territoire excessivement riche à l'immense empire britannique, accentuèrent indubitablement les sentiments impérialistes qui sont la base même de la pensée politique anglaise. Ces sentiments, les gouvernements précédents les avaient soigneusement cultivés et Joseph Chamberlain, avec toute la conviction de sa conscience admirablement servie par l'habileté de son éloquence, avait su les exalter.

Mais si la victoire avait à la fois flatté l'orgueil de la nation et favorisé ses intérêts financiers, par contre la longue durée de la guerre sud-africaine, les lourdes pertes qu'elle avait causées en vie humaines, les dépenses, énormes pour l'époque, qu'elle avait entraînées, avaient créé dans l'âme anglaise un profond besoin de repos. Le peuple anglais était las de la guerre. Peut-être aussi se rendait-il compte que le domaine colonial britannique avait atteint son maximum d'expansion et ne pouvait plus guère s'accroître que par

l'acquisition de territoires de peu de valeur dont l'exploitation reviendrait plus cher qu'elle ne rapporterait, ou de territoires déjà occupés par d'autres puissances et qui ne pourraient être annexés que par conquête.

L'avènement d'Edouard VII, ami de la France et ami de la paix, instaura une politique extérieure totalement différente de celle du règne précédent, mais conforme aux tendances nouvelles de l'opinion. En rétablissant, par un système d'alliances défensives, l'équilibre européen, cette politique ne devait-elle pas en effet réduire considérablement les risques de guerre. En fait, elle les recula d'année en année, jusqu'au jour où l'Allemagne se crut assez puissante et s'imagina aussi avoir reconquis sur les masses populaires anglaises une influence assez forte pour infirmer le jeu des alliances.

L'évolution politique intérieure, — à ses débuts du moins, — est peut-être aussi une résultante de l'état d'esprit déterminé par cette longue guerre coloniale de trois ans. Chamberlain, protagoniste de l'impérialisme belliqueux, protagoniste d'un système fiscal belliqueux aussi, se voit peu à peu abandonné par la masse de la nation. Les Conservateurs eux-mêmes, tout en restant fidèles aux principes généraux du parti, n'approuvent plus les moyens d'action qu'il préconise. Très rapidement, son parti se désagrège et, aux élections de janvier 1906, c'est à l'effondrement de toute une politique que nous avons assisté.

Fort d'une majorité libre de tous compromis avec les autres partis, le gouvernement libéral se met résolûment à l'œuvre. Et tout d'abord, en application de ses principes pacifistes, il réduit les crédits affectés jusqu'alors aux armements, dépenses très lourdes, mais que la nation, jalouse de la suprématie et de l'« efficiency » de sa marine, supportait fièrement. Des économies très appréciables sont donc réalisées. Elles vont permettre la mise à exécution du programme des grandes réformes sociales.

Auprès des libéraux de vieille souche, les Campbell-Bannerman, les Asquith, des hommes nouveaux prennent une place prépondérante dans le Gouvernement, Lloyd George surtout qui, sorti des couches populaires et puritaines, porte en lui la haine de l'aristocratie et des vieilles traditions. En entendant leurs discours enflammés, le peuple ouvre les yeux sur ses propres misères ; dans son âme s'éveillent le sentiment de sa force, la soif du bien-être qu'il n'a jamais goûté, mais aussi la conscience des injustices sociales, l'envie à l'égard des riches et des puissants. La haine des classes inférieures qui peinent et souffrent contre l'aristocratie qui jouit de sa richesse et de son luxe, est amorcée. L'avènement du Labour Party comme parti politique donne un surcroît de vigueur aux sentiments nouveaux.

Et le peuple attend impatiemment déjà les réformes sociales tant prônées. On va lui ouvrir les portes de la Terre Promise : Des augmentations de salaires, des réductions d'heures de travail, vont enfin lui permettre de vivre confortablement ; l'assurance contre le chômage, les retraites de la vieillesse le mettront à l'abri des soucis matériels de l'existence.

Ces réformes, et bien d'autres que l'on projette déjà, coûteront cher. On compte y pourvoir grâce aux économies effectuées sur les armements. La formation de la Triple-Entente n'a-t-elle pas d'ailleurs rétabli l'équilibre européen ? Mais voici que l'Allemagne, merveilleusement organisée et outillée, devenue une concurrente commerciale et industrielle inquiétante, augmente d'année en année sa puissance navale et militaire et fait la sourde oreille d'abord aux suggestions, puis aux propositions effectives que lui fait le gouvernement anglais à l'effet de limiter les budgets navals des deux nations.

Le gouvernement anglais s'aperçoit qu'il a fait fausse route ; il est déjà trop tard pour rattraper l'avance que l'on a imprudemment perdue ; on en est réduit à une inter-

prétation habile mais spécieuse du principe du « two-power standard » ; mais il faut, coûte que coûte, reprendre la course aux armements si l'on ne veut mettre en péril la sécurité même du pays. Les budgets navals font un bond considérable ; on introduit des réformes urgentes dans l'armée même.

Quant aux réformes sociales, le Gouvernement s'est trop avancé pour pouvoir les différer. Mais où trouvera-t-on l'argent ? A cette question angoissante, Lloyd George tient une réponse toute prête : son « People's Budget » ! L'argent, on le trouvera dans la poche de ceux qui le détiennent et ne cessent de s'enrichir aux frais et à la sueur du peuple. C'est la substance même de ses discours.

En présence de tels arguments exposés devant un pays de suffrage quasi universel, on pourrait s'étonner que les élections de janvier et décembre 1910, loin de fortifier la position du Gouvernement, n'aient marqué qu'une diminution sensible de sa majorité, si l'on n'y voyait un signe que le peuple comprend qu'on lui a promis plus de beurre que de pain, qu'il ne recevra probablement ni l'un ni l'autre, et que le seul résultat de toute cette politique n'est qu'une augmentation considérable des budgets, sans bénéfice appréciable pour personne.

Cette constatation ne fait qu'aggraver les ferments de haine que les diatribes électorales ont semés dans les masses populaires. Mais celles-ci n'ont plus confiance dans le Gouvernement. Abandonnant, quitte à la reprendre plus tard, l'action politique qui ne leur a rapporté que des demi-satisfactions, elles se livrent à l'action directe, sabotages et grèves sans nombre qui ne s'éteignent en une région que pour se rallumer dans une autre, et auxquelles le Gouvernement, feignant de jouer le rôle d'arbitre, trouve des solutions qui ne sont que des capitulations dissimulées. Pendant trois ans, c'est le chaos législatif : les projets de lois se succèdent sans interruption, beaucoup d'entre eux morts-nés, la plupart des autres retirés ou renvoyés aux calendes grecques.

Les suffragettes dont l'agitation n'a d'abord pas été prise au sérieux, mais dont l'« action directe » finit, elle aussi, par forcer l'attention, causent au Gouvernement un surcroît de trouble.

D'autre part, la question irlandaise — que le cadre de cet ouvrage nous a à peine permis d'effleurer — est revenue à l'ordre du jour, mais sous une forme combien différente de celle qu'elle avait sous Gladstone. Le parti irlandais possède au Parlement une force suffisante pour déplacer la majorité du Gouvernement et, là encore, celui-ci est obligé de céder. Mais, pour les Sinn-Feiners, le Home Rule n'est qu'un pis-aller tout à fait temporaire, une étape. Ce qu'ils veulent, c'est l'affranchissement absolu de l'Irlande. D'autre part, les Conservateurs rejettent le Home Rule qu'ils considèrent comme un commencement de désagrégation de l'Empire. Le comté d'Ulster, anglais et presbytérien, le rejette aussi ; car il ne veut pas, par son travail et son commerce, entretenir un gouvernement irlandais et catholique qui ne saurait lui être que défavorable. Il organise la résistance par les armes. En quelques semaines, il lève et équipe une armée de 100.000 hommes. Les nationalistes irlandais s'arment de leur côté. Un conflit sanglant se produit à Dublin le 26 juillet 1914. D'un moment à l'autre, la guerre civile peut éclater.

Une situation intérieure extrêmement troublée, l'agitation ouvrière de plus en plus inquiétante, une majorité gouvernementale de jour en jour moins certaine, la guerre civile imminente en Irlande, telles étaient les conditions dans lesquelles se trouvait l'Angleterre lorsque la grande guerre éclata. Et l'on pourrait se demander quelles solutions le gouvernement aurait trouvées à toutes ces difficultés si, de nombreuses concessions aidant, le patriotisme n'avait pour un temps imposé silence aux revendications multiples des partis et des factions.

En moins de 20 années, quelles transformations im-

menses se sont accomplies dans la politique du Royaume-Uni ! La Chambre des Lords, qui imposait naguère si puissamment à la Chambre des Communes son action modératrice, n'a plus qu'un pouvoir nominal. Le suffrage universel, vers lequel on ne s'acheminait autrefois que par étapes lentes et mesurées, est aujourd'hui accordé non seulement aux hommes, mais aux femmes. L'Irlande est une république sur laquelle l'Angleterre ne garde que le contrôle strictement nécessaire à sa sécurité. Est-ce une évolution ou une révolution ? Et toutes ces transformations ont été, il faut bien le reconnaître, accomplies ou préparées à pas de géant, par la politique suivie au cours des 14 années dont nous avons ici essayé de retracer l'histoire.

Si étonnants que soient ces changements, il en est cependant un autre plus surprenant encore par la rapidité avec laquelle il s'est accompli. C'est l'avènement dans la politique anglaise, à côté des partis conservateur et libéral, d'un troisième parti : le Labour Party. Nous l'avons vu entrer pour la première fois en force aux Communes aux élections de janvier 1906 ; nous l'avons vu accueillir sans reconnaissance les amabilités du parti libéral qu'il juge remercier suffisamment en lui accordant son vote ; nous l'avons vu mobiliser toutes ses forces contre la Chambre des Lords, puis, celle-ci abattue, déclancher à l'appui de ses revendications tous les jours plus exigeantes une campagne d'action directe et de grèves. On sait quelles concessions le Gouvernement dut lui consentir au cours de la guerre.

A l'heure où nous écrivons ces lignes (1924), le Parti Ouvrier qui occupe plus de 185 sièges dans la nouvelle Chambre, tient en échec les deux autres partis et menace d'orienter toute la politique anglaise dans une voie inconnue jusqu'alors. Et cette transformation, dont, il y a seulement vingt ans, on n'aurait même pas soupçonné la possibilité, ne laisse pas que d'inquiéter les esprits les

plus hardis, ceux mêmes qui naguère se faisaient les protagonistes de réformes sociales qu'on jugeait alors des plus imprudentes.

A qui s'en prendraient-ils cependant, sinon à eux-mêmes ? N'ont-ils pas eux-mêmes accueilli avec faveur le Parti nouveau ? N'ont-ils pas appuyé de tout leur pouvoir son développement ? Ne sont-ils pas allés même, bien souvent, au-devant de ses revendications en faisant voter des réformes que le Parti Ouvrier, encore incomplètement conscient de sa force, n'eût pas eu lui-même l'audace de proposer ? Sous le couvert de l'arbitrage gouvernemental, n'ont-ils pas presque constamment, de 1911 à 1914, cédé devant les manifestations de l'action directe mettant en péril la prospérité même de la nation ? Et depuis la conclusion de la grande guerre, n'ont-ils pas trop souvent subordonné la politique extérieure elle-même du pays aux injonctions, aux exigences du Labour Party.

Nous touchons ici à la partie la plus délicate de cette conclusion. Il y a des choses que beaucoup savent, dont quelques-uns parlent et que personne, cependant, n'écrit, parce que, dans la période singulièrement troublée que nous traversons, il est peut-être préférable de ne pas écrire tout ce qu'on sait.

La politique extérieure nouvelle, inaugurée et développée par Edouard VII et fidèlement suivie par le gouvernement de George V, fut féconde, nous l'avons vu, en résultats heureux pour l'Angleterre aussi bien que pour la France. Se soutenant l'une l'autre, les deux nations ont résolu amicalement et pour le plus grand bien d'elles-mêmes et de l'humanité, nombre de questions épineuses. Pendant la guerre, cette politique nous a valu aussi, de la part de notre alliée, une collaboration généreuse, puissante et décisive, dont nous lui garderons une éternelle reconnaissance.

Hélas ! depuis la conclusion de la paix, il faut bien reconnaître que la France n'a pas rencontré, de la part de son

alliée, l'appui sans réserves auquel elle croyait avoir droit.

Quelquefois, malgré nous, ces paroles de Lord Chatham nous reviennent à la mémoire : « Que les ministres de Sa Majesté n'oublient jamais ce grand principe, le principe directeur de notre politique : la seule chose que l'Angleterre ait à craindre ici-bas, c'est de voir la France devenir une puissance maritime, commerciale et coloniale ».

Bien des années se sont écoulées, bien des événements se sont produits depuis que Lord Chatham prononça ces paroles. La France, et d'autres puissances en même temps qu'elle, sont devenues des puissances maritimes, commerciales et coloniales, sans pour cela entraver la prospérité et l'expansion de la Grande-Bretagne. Mais, si les paroles de Lord Chatham nous paraissent aujourd'hui désuètes ou tout au moins exagérées, il n'en reste pas moins vrai que l'unique principe directeur de la politique anglaise est de ne tolérer à aucun prix qu'un Etat quelconque puisse devenir assez puissant pour viser éventuellement à l'hégémonie sur le continent européen. Toute la politique extérieure de l'Angleterre, depuis plusieurs siècles, n'a eu d'autre base que ce principe irrévocable. Napoléon en fut la victime. Et si la politique d'Edouard VII, bien que renversant en fait celle du règne précédent, conquiert immédiatement la faveur de l'opinion anglaise, c'est qu'elle tendait à neutraliser les efforts de l'Allemagne marchant à pas de géant vers la suprématie en Europe.

Aujourd'hui, l'Angleterre n'a plus à redouter, ni comme puissance coloniale, ni comme puissance navale, l'Allemagne qui peut cependant redevenir une concurrente commerciale et industrielle redoutable ; mais l'Angleterre se rend bien compte qu'on ne peut empêcher un peuple de 85 millions d'individus de produire et de vendre. Mais, en l'état actuel des choses, la France, dans son incroyable vitalité, se relevant de ses ruines avec une énergie et une rapidité qu'on n'eût jamais soupçonnées, reste sur le continent européen

la seule grande puissance commerciale, coloniale, navale, militaire surtout. N'est-ce pas là le grand reproche, dirons-nous l'unique reproche, que, dans leur incompréhension surprenante de la psychologie française, les hommes d'Etat anglais ont à faire à la France ?

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet. Quelles que soient ses opinions en matière de politique intérieure, qu'il soit conservateur, libéral ou travailliste, l'homme d'Etat anglais est, en matière de politique extérieure, exclusivement impérialiste. Sa règle unique est : *Charity begins at home*. Il semble bien même qu'on puisse compléter cette devise en disant : *Charity begins and finishes at home* .

Et pourtant, si intransigeante, si exclusive que soit une telle façon de penser, bien des politiciens anglais, qui ne se laissent aveugler ni par l'orgueil chauviniste, ni par la haine puritaine, ni par on ne sait quelle ambition démagogique de mauvais aloi, aiment la France.

Puissent les autres se souvenir que, dans la grande guerre, si la France n'est pas le pays qui a le plus récolté, elle est celui qui a le plus souffert ! Puissent-ils se rappeler qu'en présence d'autres dangers beaucoup plus réels et plus menaçants que ceux qu'ils redoutent ou feignent de redouter, une entente cordiale entre les deux nations fut autrement féconde et profitable que la défiance ! Puissent les paroles d'Edouard VII le Pacifique, qui connaissait le monde et les hommes, leur revenir à la mémoire : « Il n'est pas deux nations au monde que leur prospérité fasse plus intimement solidaires l'une de l'autre » ! Et, comprenant enfin que les deux nations ont d'innombrables intérêts communs, que la France, tout en réclamant logiquement et sur la foi des traités ce qui lui est dû, n'aspire qu'à travailler dans le calme et la sécurité, puissent-ils tendre à la France une main amicale et renouer avec elle, en toute sincérité, une entente cordiale et féconde, pour le plus grand bien de la paix, de la civilisation et de l'humanité !

BIBLIOGRAPHIE

HISTOIRE GÉNÉRALE

- BROOKS ADAMS. — *The new Empire*. (Macmillan, 1902). (1).
- SIR W. R. ANSON. — *Loi et pratique constitutionnelle de l'Angleterre*, 2 vols. (trad. C. Gandillon). (Giard et Brière, 1905).
- A. J. BALFOUR. — *Essays (speculative and political)*. (Hodder and Stoughton, 1920).
- J. BARDOUX. — *Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine*.
I. *Les crises belliqueuses* (1815-1900). — II. *Les crises politiques, protectionnisme et radicalisme* (1900-1905). — III. *L'Angleterre radicale* (1906-1913). (F. Alcan, 1906, 1907, 1913).
- CH. BASTIDE. — *Les Institutions de l'Angleterre sous Edouard VII*. (H. Paulin et C^{ie}, 1915).
- V. BÉRARD. — *L'Angleterre et l'impérialisme*. (A. Colin, 1900).
- E. BIRÉ. — *Etudes et Portraits — Choses d'Angleterre*. (Lyon, E. Vitte, 1913).
- E. BOURGEOIS. — *Manuel historique de politique étrangère*. (Belin frères, 1916).
- E. BOUTMY. — *Essai d'une psychologie politique du peuple anglais*. (A. Colin, 1901).
- L. CAZAMIAN. — *L'Angleterre moderne — Son évolution*. (Flammarion, 1911).
- L. CAZAMIAN. — *L'évolution psychologique et la littérature en Angleterre* (1660-1914). (F. Alcan, 1920).
- A. CHEVRILLON. — *Nouvelles études anglaises*. (Hachette, 1910).
- S. R. CHOW. — *Le contrôle parlementaire de la politique étrangère en Angleterre, en France et aux Etats-Unis* (thèse Paris). (Sagot, 1920).
- N. COLAJANNI. — *Latins et Anglo-Saxons* (trad. F. Dubois). (F. Alcan, 1905).
- EARL OF CROMER. — *Political and Literary Essays* (articles parus dans

(1) Sauf indication expresse, les ouvrages en langue anglaise mentionnés dans la présente bibliographie ont été publiés à Londres.

- *the Edimburgh Review*, — *the Quarterly Review*, — *the XIXth Century*, — *the Spectator*. (2 vols., 1908-14). (Macmillan, 1914).
- LORD CURZON OF KEDLESTON. — *Subjects of the day* (discours et articles). (Allen and Unwin, 1915).
- J. A. CRAMB. — *The origins and destiny of imperial Britain*. (J. Murray, 1915).
- P. DESCHAMPS. — *La formation sociale de l'Anglais moderne*. (R. Chapelot, 1905).
- T. H. S. ESCOTT. — *The Story of British diplomacy*. (T. F. Unwin, 1908).
- A. FILON. — *L'Angleterre d'Edouard VII*. (Libr. Nilsson, 1911).
- A. FILON. — *Histoire générale de l'Angleterre jusqu'en 1918*. (Hachette, 1923).
- H. A. L. FISHER. — *The republican tradition in Europe*. (Methuen, 1911).
- A. FOUILLÉE. — *Esquisse psychologique des peuples européens*. (F. Alcan, 1903).
- W. MORTON FULLERTON. — *Problems of power*. (*Les grands problèmes, de la politique mondiale*) trad. par B. Mayra. (Imhaus et Chapelot, 1916).
- H. ADAMS GIBBONS. — *The new map of Europe (1911-14)*. (New-York, The Century C^o, 1914).
- R. H. GRETTON. — *Modern history of the English people*. (Grant Richards, 1913).
- E. HALÉVY. — *L'Angleterre et son empire*. (Pages libres, 1905).
- G. HANOTAUX. — *La paix latine*. (Combet et C^{ie}, 1903).
- L. HENNEBICQ. — *Genèse de l'impérialisme anglais*. (F. Alcan, 1913).
- W. M. HUGHES. — *The day and after* (Discours de guerre. (Cassell 1916).
- L. JERROLD. — *The French and the English*. (Chapman and Hall, 1913).
- J. JOUBERT. — *A travers les continents pendant la guerre*. (Berger-Levrault, 1918).
- H. LEA. — *The day of the Saxon*. (Harper Bros., 1912).
- J. MAC CARTHY. — *A history of our own times* (vol. II, 1897-1902). (Chatto and Windus, 1905).
- F. W. MAITLAND. — *The constitutional history of England*. (University Press, 1908).
- P. MANTOUX. — *A travers l'Angleterre contemporaine*. (F. Alcan, 1909).
- C. F. G. MASTERMAN. — *L'Angleterre d'aujourd'hui* (trad. F. M. Le Meur). (P. Lethielleux, 1912).
- LORD MILNER. — *The nation and the Empire* (Discours prononcés de 1898 à 1912). (Constable et C^o, 1913).
- E. de MOUSSAC. — *L'Angleterre depuis son origine jusqu'à nos jours*. (Tours, A. Mame, 1909).
- A. F. POLLARD. — *The war, its history and its morals*. (Longmans, 1915).
- G. POTON. — *L'impérialisme en Angleterre*. (R. Chapelot, 1905).

- H. PRENTOUT. — *Histoire d'Angleterre*. (Hachette, 1920).
- J. REDLICH. — *Le gouvernement local en Angleterre* (2 vols) (trad. W. Oualid). (Giard et Brière, 1905).
- A. REGNARD. — *Histoire de l'Angleterre* (1815-1910). (F. Alcan, 1912).
- J. HOLLAND ROSE. — *The development of the European nations*. (A. Constable, 1905).
- J. HOLLAND ROSE. — *Nationality as a factor in modern history*. (Rivingtons, 1916).
- R. SAMUEL et G. BONET-MAURY. — *Annuaire du Parlement*. (Années 1898 —...). (Roustan).
- R. W. SETON-WATSON, J. DOVER-WILSON, A. ZIMMERN et A. GREENWOOD. — *The war and democracy*. (Macmillan, 1915).
- A. SIEGFRIED. — *L'Angleterre d'aujourd'hui ; son évolution économique et politique*. (G. Crès et Cie, 1916).
- A. SUARES. — *Angleterre*. (Emile-Paul, 1916).
- J. TCHERNOFF. — *Les Nations et la Société des Nations dans la politique moderne* (préf. d'Alb. Thomas). (F. Alcan, 1919).
- A. TODD. — *Le gouvernement parlementaire en Angleterre* (2 vols). (Giard et Brière, 1900).
- A. J. TOYNBEE. — *Nationality and the war*. (Dent, 1915).
- O. UZANNE. — *Instantanés d'Angleterre*. (Payot, 1914).
- R. VÉRON. — *Du développement du gouvernement de cabinet en Angleterre* (thèse Poitiers). (Poitiers, Société française d'imprimerie, 1908).
- A. VIALATE et M. CAUDEL. — *La vie politique dans les Deux-Mondes*. Articles d'A. TARDIEU, M. CAUDEL, J. P. ARMAND HAHN, W. BEAUMONT, R. HENRY, G. GIDEL, A. TERRIER, P. BOYER, H. ROBERT SAVARY, etc. (1906-1913), 7 vols. (F. Alcan).
- R. WALLIER. — *Le xx^e siècle politique* (1901-1907) 7 vols. (Charpentier).
- S. WHITMAN. — *Things I remember*. 7 vols. — (Cassell and Co, 1916).
- E. WINGFIELD-STRATFORD. — *The history of English patriotism*. (J. Lane, 1913).
- W. B. WORSFOLD. — *The Empire on the anvil*. (Smith Elder, 1916).
- ANNUAL REGISTER (années 1900-1914). (Longmans, Green et Co).
- DIVERS. — *International Reconstruction*, dans « *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 84, juillet 1919.
- DIVERS. — *La politique budgétaire en Europe*, (Conférences Ecole libre des Sciences politiques par H. Gans, Ch. Picot, R.-G. Lévy, etc.). (F. Alcan, 1910).

POLITIQUE EXTÉRIEURE

CONFÉRENCES organisées par la Société des anciens élèves et élèves de l'Ecole libre des Sciences Politiques :

Les questions actuelles de politique étrangère. (Conf. par MM. F. Charmes,

- A. Leroy-Beaulieu, R. Millet, A. Ribot, A. Vandal, R. de Caix, R. Henry, G. Louis-Jaray, R. Pinon, A. Tardieu). (F. Alcan, 1907), *Les questions actuelles de politique étrangère en Asie*. (Conf. par MM. P. Deschanel, V. Bérard, D^r Rouire, J. Rodes, M. Revon, R. de Caix, E. Etienne. (F. Alcan, 1910).
- L'Afrique du Nord*. (Conf. par MM. A. Bernard, L. de Lacharrière, C. Guy, A. Tardieu, R. Pinon). (F. Alcan, 1913).
- La guerre*. (Conf. par MM. E. Bourgeois, L. Renault, Gén. Malterre, Raph. George-Levy, D. Bellet, D. Zolla, P. E. Flandin, P. de Roussiers, J. Chailley, R. Pinon, A. Liesse) 2 vols. (F. Alcan, 1915-16).
- Les Appétits allemands* (Conf. organisées par la Société de Géographie dans les Arrondts. de Paris, par MM. H. Lichtenberger, G. Blondel, J. Barthélemy, G. Bienaimé, F. Engerand, E. Haumant, R. Henry, E.-A. Martel, Baron Hulot, H. Froidevaux, G. Dybowski) 2 vols. (F. Alcan, 1908).
- P. ALBIN. — *Les grands traités politiques depuis 1815 jusqu'à nos jours*. (F. Alcan, 1911).
- P. ALBIN. — *Le coup d'Agadir*. (F. Alcan, 1912).
- P. ALBIN. — *43 ans de politique conciliante envers l'Allemagne (1871-1914)*. (G. Delmas, 1914).
- P. ALBIN. — *D'Agadir à Serajevo*. (F. Alcan, 1915).
- NORMAN ANGELL. — *The foundations of international polity*. (W. Heinemann, 1914).
- J. ARREN. — *Guillaume II, ce qu'il dit, ce qu'il pense*. (P. Laffitte, 1911).
- E. AUBIN. — *Le Maroc d'aujourd'hui*. (A. Colin, 1904).
- J. AULNEAU. — *La question macédonienne* (dans « Les Aspirations autotomistes en Europe »). (F. Alcan, 1913).
- J. BAINVILLE. — *Le coup d'Agadir et la guerre d'Orient*. (Nouvelle Librairie Nationale, 1913).
- J. BAINVILLE. — *Histoire de deux peuples, la France et l'empire allemand*. (Nouvelle Librairie Nationale, 1915).
- BALKANICUS. — *Le problème albanais, la Serbie et l'Autriche-Hongrie*. (Challamel, 1913).
- BALKANICUS. — *Les Serbes et les Bulgares dans la guerre balkanique*. (P. Brodard, 1913).
- BALKANICUS. — *The aspirations of Bulgaria*. (Simpson et Co, 1915).
- SIR THOMAS BARCLAY. — *30 years of Anglo-French reminiscences (1876-1906)*, traduit sous le titre : « L'Entente Cordiale par un de ses artisans », par Ch. Furby. (P. Laffitte, 1915).
- J. ELLIS BARKER. — *The foundations of Germany*. (Smith Elder, 1916).
- M. BARRÈS. — *L'âme française et la guerre. Voyage en Angleterre*. (E. Paul, 1919).
- J. BARTHÉLEMY. — *Les institutions politiques de l'Allemagne contemporaine*. (F. Alcan, 1915).
- J. BARTHÉLEMY. — *Démocratie et politique étrangère*. (F. Alcan, 1917).
- P. BAUDIN. — *Nous et les autres*. (Charpentier, 1908).

- P. BAUDIN. — *La politique réaliste à l'extérieur*. (Charpentier, 1909).
- P. BAUDIN. — *L'empire allemand et l'empereur*. (E. Flammarion, 1911).
- J. H. BECK. — *The double alliance v. the triple entente*. (Oxford, Univ. Press, 1914).
- V. BÉRARD. — *L'affaire marocaine*. (A. Colin, 1906).
- V. BÉRARD. — *Le Sultan, l'Islam et les Puissances*. (A. Colin, 1907).
- V. BÉRARD. — *La France et Guillaume II*. (A. Colin, 1907).
- V. BÉRARD. — *La révolution turque*. (A. Colin, 1909).
- V. BÉRARD. — *La France et le monde de demain*. (Cagniard, 1912).
- V. BÉRARD. — *Les nations européennes et la caserne germanique* (dans *L'Effort de la France*). (Berger-Levrault, 1916).
- V. BÉRARD. — *L'éternelle Allemagne*. (A. Colin, 1916).
- GÉN. F. VON BERNHARDI. — *La guerre d'aujourd'hui* (trad. M. Etard). (Chapelot, 1913).
- GÉN. F. VON BERNHARDI. — *World-power or downfall*. (C. A. Pearson, 1915).
- GÉN. F. VON BERNHARDI. — *Notre avenir* (trad. E. Simonnot). (L. Conard, 1915).
- GÉN. VON BERNHARDI — *L'Allemagne et la prochaine guerre* (trad. fr^{se}). (Payot et Cie, 1916).
- L. BERTRAND. — *Le mirage oriental*. (Perrin, 1910).
- R. BLATCHFORD. — *Le danger allemand* (trad. fr^{se}). (Perrin, 1910).
- G. BLONDEL. — *La doctrine pangermaniste*. (Chapelot, 1915).
- E. BOURGEOIS et G. PAGÈS. — *Les origines et les responsabilités de la grande guerre. Preuves et aveux*. (Hachette, 1922).
- P^{ice} de BÜLOW. — *La politique allemande* (trad. M. Herbette). (Ch. Lavauzelle, 1914).
- L. CAHEN. — *L'Angleterre au XIX^e siècle, son évolution politique*. (A. Colin, 1924).
- V. CAMBON. — *L'Allemagne au travail*. (P. Roger et Cie, 1909).
- R. de CAIX. — *Terre-Neuve, St Pierre et le French Shore*. (Société française d'Imprimerie, 1904).
- E. ROUARD de CARD. — *Traité de la France avec les pays de l'Afrique du Nord*. (A. Pedone, 1906).
- E. ROUARD de CARD. — *Traité et accords concernant le protectorat de la France au Maroc*. (A. Pedone, 1906).
- E. ROUARD de CARD. — *Documents diplomatiques pour servir à l'étude de la question marocaine*. (A. Pedone, 1911).
- J. CARRÈRE. — *L'impérialisme britannique et le rapprochement franco-anglais*. (Perrin, 1917).
- M. CAVAILLÉ. — *Le Maroc et les perspectives économiques de l'Europe* (thèse Grenoble). (Grenoble, Elie Rey et Cie, 1909).
- L. CAZAMIAN. — *La Grande Bretagne et la guerre*. (Flammarion, 1917).
- CH. CESTRE. — *L'Angleterre et la guerre*. (H. Didier, 1915).
- H. STEWART CHAMBERLAIN. — *England and Germany* (X... 1914).
- A. CHÉRADAME. — *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du xx^e siècle*. (Plon, 1901).

- A. CHÉRADAME. — *Le chemin de fer de Bagdad*. (Plon-Nourrit, 1903).
- A. CHÉRADAME. — *La colonisation et les colonies allemandes*. (Plon-Nourrit, 1905).
- A. CHÉRADAME. — *Le monde et la guerre russo-japonaise*. (Plon-Nourrit, 1906).
- A. CHÉRADAME. — *Le plan pangermaniste démasqué*. (Plon-Nourrit, 1906).
- J. CHOPIN. — *L'Autriche-Hongrie « brillant second »*. (Bossard, 1917).
- J. COCHERIS. — *Situation internationale de l'Égypte et du Soudan (juridique et politique)* (thèse Paris) — (bibliographie importante). (Plon, 1903).
- CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS. — *Visite de S. M. le roi Edouard VII à l'Hôtel de Ville de Paris* (2 mai 1903). (Imprimerie Nationale, 1903).
- Sir ED. COOK. — *How Britain strove for peace (1898-1914)*. (Macmillan, 1914).
- P. de COUBERTIN. — *Pages d'histoire contemporaine*. (Plon, 1909).
- J. A. CRAMB. — *Germany and England*. (J. Murray, 1915).
- J. CVIJIC. — *Questions balkaniques*. (Attinger, 1916).
- J. CVIJIC. — *L'annexion de la Bosnie et la question serbe*. (Hachette, 1909).
- J. CVIJIC. — *The geographical distribution of the Balkan peoples*. (New-York, Amer. Geog. Soc., 1918).
- E. DANIELLOU. — *Études contemporaines*. (E. Figuière et Cie., 1913).
- J. DARCY. — *Cent années de rivalité coloniale*. (Perrin, 1904).
- TARAKNATH DAS. — *India in world-politics*. (New-York, B. W. Huebsch, 1923).
- W. H. DAWSON. — *The evolution of modern Germany*. (T. Fisher Unwin, 1908).
- W. H. DAWSON. — *The German Empire and the unity movement*. (G. Allen and Unwin, 1919).
- G. DEMORGNY. — *La question du Danube*. (Larose et Tanin, 1911).
- J. DENAIS. — *La Turquie nouvelle et l'ancien régime*. (M. Rivière, 1909).
- E. DENIS. — *La Grande Serbie*. (Delagrave, 1915).
- E. DENIS. — *L'Allemagne et la paix*. (Delagrave, 1918).
- F. DESPAGNET. — *La diplomatie de la troisième république et le droit des gens*. (Larose, 1904).
- CAPITAINE DIDREL. — *Russes et Anglais en Asie Centrale*. (Ch. Lavauzelle, 1904).
- T. C. DJUVARA. — *Cent projets de partage de la Turquie*. (F. Alcan, 1914).
- A. G. DRANDAR. — *La Bulgarie sous le roi Ferdinand (1887-1908)*. (Bruxelles, Etab. gén. d'Imp. 1909).
- A. G. DRANDAR. — *Actualités balkaniques*. (Bruxelles, Etab. gén. d'Imp., 1912).
- E. DRIAULT. — *La question d'Orient*. (F. Alcan, 1917).
- CH. DUPUIS. — *Le principe d'équilibre et le concert européen*. (Perrin, 1909).

- F. ENGERAND. — *Les frontières lorraines et la force allemande*. (Perrin, 1916).
- D'ESTOURNELLES DE CONSTANT. — *Le rapprochement franco-allemand, condition de la paix du monde*. (Delagrave, 1909).
- P. FESCH. — *Constantinople aux derniers jours d'Abdul-Hamid*. (Rivière, 1907).
- C. FIDEL. — *L'opinion allemande et la question du Maroc*. (Comité du Maroc, 1905).
- C. FIDEL. — *L'Allemagne d'outremer*. (Boivin et Cie, 1915).
- VICE-AMIRAL E. FOURNIER. — *La politique navale et la flotte française*. (Berger-Levrault, 1910).
- C. de FREYCINET. — *La question d'Egypte*. (Calmann-Lévy, 1905).
- H. GASTON. — *Où va l'Allemagne ?* (Editions et Librairie, 1913).
- G. GAULIS. — *La ruine d'un empire — Abdul-Hamid*. (A. Colin, 1913).
- A. GAUVAIN. — *Les origines de la guerre européenne*. (A. Colin, 1915).
- A. GAUVAIN. — *L'Europe avant la guerre*. (A. Colin, 1917).
- A. GAUVAIN. — *L'Europe au jour le jour* (1918...) 6 vols. (Bossard, 1921).
- Y. M. GOBLET. — *L'autonomie irlandaise* (dans *Les aspirations autonomistes en Europe*. (F. Alcan, 1913).
- S. GORIAINOW. — *Le Bosphore et les Dardanelles*. (Plon, 1910).
- A. GOURDIN. — *La politique française au Maroc* (thèse Paris). (A. Rousseau, 1906).
- N. F. GRANT. — *The Kaiser's letters to the Tzar*. (Hodder and Stoughton, 1920).
- Y. GUYOT. — *Les causes et les conséquences de la guerre*. (F. Alcan, 1916).
- VISC. HALDANE. — *Before the war*. (Cassell, 1920).
- G. HANOTAUX. — *Fachoda. — Le partage de l'Afrique*. (E. Flammarion, 1909).
- G. HANOTAUX. — *La politique de l'équilibre* (1907-1911). (Plon, 1912).
- G. HANOTAUX. — *La guerre des Balkans et l'Europe* (1912-1913). (Plon, 1914).
- G. HANOTAUX. — *Pendant la grande guerre*. (Plon, 1916).
- A. HASSALL. — *The history of British foreign policy*. (W. Blackwood, 1912).
- R. HENRY. — *L'accord anglo-allemand*. (Rev. politiq. et parl., 1901).
- R. HENRY. — *Questions d'Autriche-Hongrie et Question d'Orient*. (Plon, 1904).
- R. HENRY. — *Des monts de Bohême au Golfe Persique*. (Plon, 1908).
- M. HOSCHILLER. — *L'Europe devant Constantinople*. (Rivière, 1916).
- E. HOVELAQUE. — *Les causes profondes de la guerre* (Allemagne-Angleterre). (F. Alcan, 1915).
- L. HUBERT. — *L'effort brisé. Situation économique de l'Allemagne à la veille de la guerre*. (F. Alcan, 1915).
- A. HURD et H. CASTLE. — *German sea-power*. (J. Murray, 1913).
- P. IMBART de LA TOUR. — *Le pangermanisme et la philosophie de l'histoire*. (Perrin et Cie, 1916).
- P. IMBERT — *La rénovation de l'Empire ottoman*. (Perrin, 1909).

- M. JASTROW — *The war and the Bagdad Railway*. (J. B. Lippincott, 1918).
- L. JERROLD. — *The French and the English*. (Chapman et Hall, 1913).
- M. LAIR. — *L'impérialisme allemand*. (A. Colin, 1902).
- J. LARMEROUX. — *L'Autriche-Hongrie au Congrès de Berlin* (thèse Paris). (G. Beauchesne, 1915).
- E. LÉMONON. — *L'Europe et la politique britannique (1882-1912)*. (F. Alcan, 1910).
- EV. LEWIN. — *The Germans in Africa*. (Oxford univ. Press., 1914).
- H. LICHTENBERGER. — *L'Allemagne moderne. Son évolution*. (E. Flammarion, 1907).
- ART. LLOYD. — *Admiral Togo*. (Kinkodo Publ. Co, 1905).
- D. LLOYD GEORGE. — *La guerre européenne* (discours 19 sept. 1914). (Lausanne, Payot, 1914).
- CH. LOISEAU. — *Le Balkan slave et la crise autrichienne* (Perrin, 1898).
- CH. LOISEAU. — *L'équilibre adriatique*. (Perrin, 1901).
- P. LOUIS. — *L'Europe nouvelle*. (F. Alcan, 1915).
- P. LOUIS. — *La guerre d'Orient et la crise européenne*. (F. Alcan, 1916).
- G. LOUIS-JARAY. — *Les nationalités en Autriche-Hongrie*. (F. Levé, 1902).
- G. LOUIS-JARAY. — *La papauté, la Triple-Alliance et la politique extérieure de la France*. (Libr. des Quest. diplom. et col., 1904).
- G. LOUIS-JARAY. — *La politique franco-anglaise et l'arbitrage international*. (Perrin, 1904).
- G. LOUIS-JARAY. — *Au jeune royaume d'Albanie*. (Hachette, 1914).
- V. MANTEGAZZA. — *La Turchia liberale e le questioni balcaniche*. (Milan, Trêves, 1908).
- W. MARTIN. — *La crise politique de l'Allemagne contemporaine*. (F. Alcan, 1913).
- CH. MAURRAS. — *Kiel et Tanger (1895-1905)*. (Nouvelle Librairie Nationale, 1914).
- MERMEIX. — *La Chronique de l'an 1911*. (B. Grasset, 1912).
- P. MEURIOT. — *Le Reichstag impérial (1871-1912)*. (Berger-Levrault, 1914).
- A. MÉVIL. — *De la paix de Francfort à la conférence d'Algésiras*. (Plon, 1909).
- R. MILLET. — *Notre politique extérieure de 1898 à 1905* (préf. de G. Hanotaux), (F. Juven, 1905).
- R. MILLET. — *La conquête du Maroc (1911-13)*. (Perrin, 1913).
- R. MOULIN. — *Une année de politique extérieure (1904)*. (Plon, 1905).
- R. MOULIN. — *Force et faiblesse de la Jeune-Turquie*. (Plon, 1910).
- R. MOULIN et S. DE CRESSIN. — *Une année de politique extérieure (1908)*. (Plon, 1909).
- H. MOYSSSET. — *L'esprit public en Allemagne vingt ans après Bismark*. (F. Alcan, 1911).
- R. MUIR. — *Britain's case against Germany*. (Manchester, Univ. Press, 1914).
- M. MURET. — *L'orgueil allemand*. (Payot, 1915).
- P. NOEL. — *Les rapports de la France et du Maroc* (thèse Paris)

- (bibliographie étendue, en particulier pour articles de revues).
(L. Larose et L. Tanin, 1905).
- SIR E. PEARS. — *Forty years in Constantinople*. (II. Jenkins, 1916).
- J. PÉLISSIER. — *L'Europe sous la menace allemande en 1914*. (Perrin, 1916).
- R. DE LA PENHA. — *La Commission internationale d'enquête sur l'incident anglo-russe de la mer du Nord* (thèse Paris). (Libr. Droit et Jurisprudence, 1906).
- R. PINON. — *L'empire de la Méditerranée*. (Perrin, 1904).
- R. PINON. — *Origines et résultats de la guerre russo-japonaise*. (Perrin, 1906).
- R. PINON. — *A travers la péninsule des Balkans*. (E. Gagniard, 1907).
- R. PINON. — *L'Europe et l'Empire ottoman* (voir en particulier, p. 104-107, bibliographie sur la question de Macédoine). (Perrin, 1908).
- R. PINON. — *L'Europe et la Jeune-Turquie*. (Perrin, 1911).
- R. PINON. — *France et Allemagne, 1870-1913*. (Perrin, 1913).
- R. PINON. — *La suppression des Arméniens*. (Perrin, 1916).
- J. POIRIER. — *Feuilles d'histoire* (2^e série). (Albin Michel, 1909).
- A. PONSONBY. — *Parliament and foreign policy*. (37, Norfolk St, London, 1913).
- G. PRECIOZI. — *L'Allemagne et la conquête de l'Italie*. (Delagrave, 1916).
- R. PUAUX. — *De Sofia à Tchataldja*. (Perrin, 1913).
- A. F. PRIBRAM. — *Les traités politiques secrets de l'Autriche-Hongrie (1879-1914)*. (trad. C. Jordan). (A. Costes, 1923).
- M. REVON. — *Le Japon moderne*. (G. Naud, 1904).
- M. REVON. — *La politique étrangère du Japon contemporain*. (Quest. dipl. et col., 1909).
- CH. G. ROBERTSON. — *Germany, — the economic problem*. (Oxford, Univ. Press, 1914).
- J. RODES. — *Le Céleste Empire avant la révolution*. (F. Alcan, 1914).
- L. ROLLAND-CHEVRILLON ET P. BÉRAL. — *La France et l'Allemagne au Maroc*. (A. Challamel, 1907).
- J. HOLLAND ROSE. — *The origins of the war*. (University Press, 1914).
- D^r ROUIRE. — *La rivalité anglo-russe au xix^e siècle en Asie*. (A. Colin, 1908).
- G. SAMNÉ et Y. M. GOBLET. — *La vie politique orientale en 1909*. (Edit. Corresp. d'Orient, 1910).
- D^r SANDAY. — *The deeper causes of the war*. (Oxf. Univ. Press, 1914).
- CH. SAROLEA. — *Le problème anglo-allemand*. (trad. Ch. Grolleau. (bibliog. importante). (G. Crès et Cie, 1915).
- G. SAUNDERS. — *The last of the Huns*. (G. Routledge, 1914).
- V. R. SAVIC. — *The reconstruction of the South-Eastern Europe*. (Chapman and Hall, 1917).
- B. E. SCHMITT. — *England and Germany. (1740-1914)* (Princeton, Univ. Press, 1916).
- CH. SEIGNOBOS. — *1815-1915. Du Congrès de Vienne à la guerre de 1914*. (A. Colin, 1915).
- H. SÉMENOFF. — *L'escadre Rodjestvensky*. (A. Challamel, 1909).

- R. W. SETON-WATSON. — *The Southern Slav question and the Habsburg monarchy*. (Constable, 1911).
- R. W. SETON-WATSON. — *The rise of nationality in the Balkans* (bibliogr. importante). (Constable, 1917).
- SIR SW. SMITH. — *The real German rivalry : yesterday, to-day and to-morrow*. (T. Fisher Unwin, 1918).
- TH. F. A. SMITH. — *The soul of Germany*. (Hutchinson et Co, 1915).
- H. WICKHAM-STEED. — *La monarchie des Habsbourg*. (A. Colin, 1914).
- H. WICKHAM-STEED. — *L'Angleterre et la guerre*. (A. Colin, 1915).
- A. TARDIEU. — *Questions diplomatiques de l'année 1904*. (F. Alcan, 1905).
- A. TARDIEU. — *La conférence d'Algésiras* (F. Alcan, 1907).
- A. TARDIEU. — *La France et les alliances*. (F. Alcan, 1909).
- A. TARDIEU. — *Le Prince de Bülow*. (Calmann-Lévy, 1909).
- A. TARDIEU. — *Le mystère d'Agadir*. (F. Alcan, 1921).
- O. R. TATTENBERG. — *La plus grande Allemagne* (Gross Deutschland, tr. franç.). (Payot et Cie, 1916).
- CH. S. TERRY. — *German sea-power*. (Oxf. Univ. Press, 1914).
- T. TITTONI. — *Le jugement de l'histoire sur la responsabilité de la guerre*. (Bloud et Gay, 1916).
- R. TROUSSELLE. — *La politique étrangère en 1907*. (Nouvelle Revue, janv. 1908).
- A. de VAULX. — *La France et le Maroc* (thèse Paris). (L. Larose, 1903).
- A. VIALATE. — *La crise anglaise, — impérialisme et protection*. (Dujarric et Cie, 1905).
- G. WEIL. — *Le pangermanisme en Autriche*. (A. Fontemoing, 1904).
- SP. WILKINSON. — *Great Britain and Germany*. (Oxf. Univ. Press, 1914).
- ***. — *Le problème turc*. (E. Leroux, 1917).
- DIVERS. — *Germany on the brain*, articles tirés de la « National Review » (1889-1914). (très curieuse liste des dates concernant l'évolution du conflit germano-franco-anglais de 1896 à 1914). (National Review, 1915).

POLITIQUE INTÉRIEURE

LA POLITIQUE DE RÉFORME SOCIALE EN ANGLETERRE :

- PH. MORRELL. — *La politique agraire*.
- A. G. GARDINER. — *La politique sociale*.
- J. BRUNNER. — *La politique industrielle*.
- CH. MALLET. — *La politique fiscale*. (Bruxelles, Misch et Thron, 1912).
- L. AMILHAT. — *Les taxes foncières anglaises (1909-10)*. (Thèse Toulouse). (Toulouse, Rivière, 1913).
- H. H. ASQUITH. — *Occasional addresses (1893-1916)*. (Macmillan et Co, 1918).

- E. ATTAL. — *Le vote politique des femmes en Angleterre* (thèse Paris). (Sagot et Cie, 1921).
- J. BARDOUX. — *L'Angleterre radicale*. (F. Alcan, 1913).
- J. ELLIS BARKER. — *The great problems of British statesmanship*. (J. Murray, 1917).
- J. BARTHÉLEMY. — *Le vote des femmes*. (F. Alcan, 1920).
- H. BELLOC. — *The House of Commons and Monarchy*. (G. Allen and Unwin, 1920).
- HIL. BLACKBURN. — *Women's suffrage*. (Williams and Norgate, 1902).
- G. BLONDEL. — *La politique protectionniste en Angleterre*. (V. Lecoffre, 1904).
- E. BOUTMY. — *Le développement de la Constitution et de la société politique en Angleterre*. (A. Colin, 1897).
- L. COURTNEY. — *The working Constitution of the United Kingdom and its outgrowths*. (Dent, 1901).
- E. H. DAVENPORT. — *Parliament and the tax-payer*. (Skeffrington and Co, 1918).
- P. DESCAMPS. — *Les pouvoirs publics en Angleterre*. (Bureau Sciences Sociales, mai 1912).
- M. R. P. DORMAN. — *The mind of the nations* (a study of political thought in the 19th century). (K. Paul, 1900).
- F. DREUX. — *Les attributions de la Chambre des Lords en matière financière*. (A. Rousseau, 1912).
- E. FLANDRIN. — *Institutions politiques de l'Europe contemporains*. (Le Soudier, 1907).
- G. FOURCADE. — *La réforme de la Chambre des Lords*. (Toulouse, Sébille, 1910).
- A. P. C. GRIFFIN. — *Select list of references on the British Tariff movement* (jq. 1906). (Washington, Gov. Printg. Off. 1906).
- ANS. GUÉRET. — *Les plus-values immobilières et leur imposition en Angleterre* (thèse Paris). (Giard et Brière, 1912).
- E. GUYOT. — *Le socialisme et l'évolution de l'Angleterre contemporaine*. (Alcan, 1913).
- E. GUYOT. — *L'Angleterre. Sa politique intérieure*. (Delagrave, 1917).
- Y. GUYOT. — *La politique protectionniste en Angleterre*. (Guillaumin, 1904).
- P. HAMELLE. — *La querelle des Communes et des Lords*. (Plon-Nourrit, 1913).
- TH. JORAN. — *Le suffrage des femmes*. (A. Savaète. 1913).
- J. B. LLOYD. — *Histoire du féminisme en Angleterre* (thèse Caen) (bibliog. importante). (Lille, G. Sautai, 1912).
- D. LLOYD GEORGE. — *Preferential Trade* (Colonial Conference, 1907). (Free Trade League, 1907).
- S. LOW. — *The governance of England*. (T. Fisher Unwin, 1904).
- A. LAWRENCE LOWELL. — *Le gouvernement de l'Angleterre* (2 vol). (trad. A. Nérinex). (Giard et Brière, 1910).
- A. LAWRENCE LOWELL. — *Public opinion and popular government*. (Longmans, 1913).

- M. MACDONAGH. — *The Reporter's Gallery*. (Hodder and Stoughton).
 W. S. MAC KECHNIE. — *The new democracy and the Constitution*. (J. Murray, 1912).
 E. MARTIN. — *Les impôts directs en Angleterre*. (Berger-Levrault, 1905).
 SIR TH. ERSKINE MAY. — *A treatise on the law, privileges, proceeding and usage of Parliament*. (Butterworth and Co, 1917).
 MERMEIX. — *L'Angleterre. Aspects inconnus*. (P. Ollendorf, 1911).
 PH. MILLET. — *La crise anglaise*. (A. Colin, 1910).
 E. MONTAGU et B. HERBERT. — *Canada and the Empire*. (P. S. King and Son, 1904).
 OSTROGORSKI. — *La démocratie et les partis politiques*. (Calmann-Lévy, 1912).
 E. S. PANKHURST. — *The Suffragette*. (Gay and Hancock, 1911).
 A. PONSONBY. — *The decline of aristocracy*. (T. F. Unwin, 1912).
 A. TOLMAN SMITH. — *The Education Bill of 1906 as it past the Houses of Commons*. (Washington, Gov. Printg. off., 1907).
 D. WARNOTTE. — *Bibliographie de la question douanière en Angleterre* (de l'origine au 1^{er} avril 1904). (Bruxelles, Mischet Thron, 1904).
 E. WEINSTEIN. — *Les conflits des Chambres en Angleterre et en France*. (Larose et Tanin, 1910).
 E. HILTON YOUNG. — *The system of national finance*. (Smith Elder, 1915).

QUESTIONS SOCIALES ET OUVRIÈRES

- Free Trade, preferential tariffs, etc.* (The Cobden Club, 1897).
Labour and Industry. (Conférences par P. Alden, J. B. Baillie, G. Bellhouse, J. R. Clynes, G. D. H. Cole, Sir M. Delevingne, Sir D. D. Fraser, F. W. Goldstone, P. J. Pybus, R. H. Tawney, Miss E. B. Voysey, J. H. Whitley. (Longmans, 1920).
 M. ALFASSA. — *L'évolution politique actuelle des organisations ouvrières en Grande-Bretagne*. (Rev. pol. et parl., mai, 1903).
 M. ALFASSA. — *La crise ouvrière récente des chemins de fer anglais*. (A. Rousseau, 1908).
 J. BARDOUX — *L'ouvrier anglais d'aujourd'hui*. (Hachette, 1921).
 J. BARDOUX, P. QUENTIN-BAUCHART, J. BOURDEAU, etc. — *Le socialisme à l'étranger*. (F. Alcan, 1909).
 J. ELLIS BARKER. — *British Socialism* (bibliog. importante). (Smith Elder, 1908).
 H. E. BARRAULT et M. ALFASSA. — *Coopération et socialisme en Angleterre*. (Rivière, 1909).
 M. BEER. — *A history of British socialism* (2 vols). (G. Bell et Sons, 1920).
 P. BESSE. — *La crise et l'évolution de l'agriculture en Angleterre de 1875 à nos jours* (thèse Paris) (bibliog. importante). (F. Alcan, 1910).

- M. GILB. BOUCHER. — *Un député ouvrier anglais.* (Calmann-Lévy, 1892).
- F. BOUFFARD. — *Les pensions. de vieillesse en Angleterre* (thèse Paris). (Levé, 1910).
- R. BOVERAT. — *Le socialisme municipal en Angleterre et ses résultats financiers* (thèse Paris). (A. Rousseau, 1907).
- P. BOYAVAL. — *La lutte contre le sweating system.* (F. Alcan, 1912).
- R. BRODA. — *La fixation légale des salaires. — Expérience de l'Angleterre.* (Giard et Brière, 1912).
- A. CARPENTIER. — *La législation anglaise sur les accidents du travail* (thèse Paris). (Lille, Sautai, 1909).
- G. D. H. COLE. — *Labour in war-time.* (G. Bell and Sons, 1915).
- G. D. H. COLE. — *Self-government in industry.* (G. Bell and Sons, 1917).
- G. D. H. COLE. — *An introduction to Trade-Unionism.* (G. Allen and Unwin, 1918).
- G. D. H. COLE. — *Labour in the Commonwealth.* (Hcadley Bros, 1918).
- W. CROOKS. — *L'ouvrier anglais défenseur de son foyer.* (Londres, Harrison et Sons, 1918).
- W. COLLISON. — *The apostle of free labour* (autobiographie). (Hurst et Blackett, 1913).
- A. DEJEAN. — *La licence des débits de boissons en Angleterre* (thèse Paris). (A. Rousseau, 1909).
- O. J. DUNLOP. — *English apprenticeship and child labour* (bibliogr. importante). (T. Fisher Unwin, 1912).
- O. J. DUNLOP. — *The farm labourer* (T. Fisher Unwin, 1913).
- A. DUPONT. — *Le Labour Party* (thèse Lille). (A. Rousseau, 1912).
- D. ECONOMO-PRAHOVA. — *La question de minimum de salaire* (Et. de législation comparée). (Jouve et Cie, 1912).
- F. FAGNOT. — *Le syndicalisme anglais (1799-1905).* (E. Cornély et C^{ie}, 1906).
- ED. FUSTER. — *La durée du travail dans les mines en Grande-Bretagne.* (55, R. de Châteaudun, 1907).
- P. GALICHET. — *Les mineurs anglais et leurs Trade-Unions.* (Musée Social, 1913).
- C. GÉRARD. — *Industries féminines anglaises. — Lutte contre le chômage.* (Musée Social, 1909). (A. Rousseau, 1909).
- A. GLEASON. — *What the workers want.* (Allen and Unwin, 1920).
- E. GUYOT. — *Le socialisme et l'évolution de l'Angleterre contemporaine (1880-1911)* (bibliog. importante). (F. Alcan, 1913).
- F. G. HEATH. — *British rural life and labour.* (P. S. King, 1911).
- J. A. HOBSON. — *Problems of poverty.* (Methuen, 1891).
- G. HOWELL. — *Le passé et l'avenir des Trade Unions* (trad. Le Cour-Grandmaison). (Guilleaumin, 1892).
- R. HUNTER. — *Socialists at work.* (New-York, Macmillan, 1908).
- B. L. HUTCHINS et A. HARRISON. — *A history of factory legislation.* (P. S. King, 1903).
- H. M. HYNDMAN. — *The evolution of revolution.* (Grant Richards, 1920).
- L. JEBB. — *The small holdings of England.* (J. Murray, 1907).

- A. de LAVERGNE. — *Les pensions de vieillesse en Angleterre*. (F. Alcan, 1911).
- P. LOUIS. — *Le syndicalisme européen*. (F. Alcan, 1914).
- J. RAMSAY MACDONALD. — *National Defence*. (Allen and Unwin, 1917).
- W. M. MALLOCK. — *The limits of pure democracy*. (Chapman and Hall, 1918).
- R. MANIER. — *Les assurances sociales en Angleterre* (thèse Lille). (Marchal et Godde, 1914).
- P. MANTOUX et M. ALFASSA. — *La crise du Trade-Unionisme*. (A. Rousseau, 1903).
- J. A. R. MARRIOT. — *The English land system*. (J. Murray, 1914).
- A. II. H. MATTHEWS. — *50 years of agricultural politics*. (P. S. King and Son, 1915).
- A. MÉTIN. — *Le socialisme en Angleterre*. (F. Alcan, 1897).
- M. MORIN. — *Situation juridique des Trade-Unions en Angleterre* (thèse Caen). (Caen, Ch. Valin, 1907).
- W. MORRIS. — *Socialism, its growth and outcome*. (S. Sonnenschein, 1896).
- J. S. NETTLEFOLD. — *Practical town planning*. (St. Catherine Press, 1914).
- G. OLPHE GALLIARD. — *Le problème des retraites ouvrières*. (Bloud, 1909).
- A. PETIT. — *Formation du syndicalisme en France et à l'étranger* (Angleterre, Etats-Unis, Allemagne) (thèse Rennes). (Angers, Burdin, 1911).
- E. PFEIFFER. — *La société fabienne et le mouvement socialiste contemporain* (thèse Paris). (Girard et Brière, 1911).
- G. PRATO. — *Le protectionnisme ouvrier* (trad. G. Bourgin). (M. Rivière, 1912).
- P. de ROUSIERS. — *La question ouvrière en Angleterre*. (Firmin-Didot, 1895).
- P. de ROUSIERS. — *Le Trade-Unionisme en Angleterre*. (A. Colin, 1897).
- H. H. SCHLOESSER AND W. SMITH CLARK. — *The legal position of Trade-Unions*. (P. S. King and Son, 1912).
- B. SHAW. — *Fabianism and the Empire*. (Grant Richards, 1900).
- B. SHAW. — *Fabianism and the fiscal question*. (Fabian Society, 1904).
- M. SIBERT. — *Etude sur le Premier Ministre en Angleterre* (thèse, Paris). (A. Rousseau, 1909).
- R. SIMON. — *La coassociation du capital et du travail en Angleterre*. (Marseille, Baclatier, 1920).
- G. SLATER. — *Peace and war in Europe*. (Constable, 1915).
- W. STEED. — *La démocratie anglaise*. (Foi et Vie, 1917).
- W. SUTHERLAND. — *Rural regeneration in England*. (Methuen, 1913).
- P. VERHAEGEN. — *Socialistes anglais* (thèse Louvain). (Larose, 1897).
- BR. VILLIERS. — *The socialist movement in England*. (T. Fisher Unwin, 1908).
- Mrs. S. WEBB. — *The new crusade against destitution*. (Coop. Printg. Soc., 1910).

- S. AND B. WEBB. — *Industrial democracy*, 2 vols (bibliog. importante). (Longmans, 1897),
 S. AND B. WEBB. — *The history of liquor licencing in England*. (Longmans 1903).
 S. AND B. WEBB. — *English local government (I. The parish and the county. — II. The manor and the borough)*. (Longmans, 1908).
 S. AND B. WEBB. — *Le problème de l'assistance publique en Angleterre* (trad. M. et M^{me} H. Bourgin). (M. Rivière, 1912).
 W. LAWLER WILSON. — *The menace of socialism*. (Grant Richards, 1909).

ARMÉE ET MARINE

- A. J. BALFOUR. — *The freedom of the seas*. (T. Fisher Unwin, 1916).
 P. CAMENA D'ALMEIDA. — *L'armée allemande avant et pendant la guerre de 1914-1918*. (Berger-Levrault, 1919).
 CIVIS. — *The state of the navy in 1907*. (Smith Elder, 1907).
 J. DELIMAL. — *Les colonies anglaises et la marine impériale*, (R. Chapelot, 1909).
 R. B. HALDANE. — *Army Reform*. (T. Fisher Unwin, s. d.)
 GEN. SIR. IAN HAMILTON. — *Compulsory Service*. (J. Murray, 1910).
 GEN. H. LANGLOIS. — *L'armée anglaise dans un conflit européen*, (Berger-Levrault, 1910).
 C^t. MAROIX. — *Notice sur l'armée des Indes*. (Ch. Lavauzelle, 1910).
 MIN. de la MARINE. — *Situation des marines de guerre étrangères au 1^{er} janvier 1908*. (Imprimerie nationale 1908).
 J. POIRIER. — *L'évolution de l'armée allemande (1888-1913)*. (L. Fournier, 1914).
 R. PUAUX. — *L'armée anglaise sur le continent*. (E. Fasquelle, 1916).
 L^t RAFFENEL. — *L'armée anglaise*. (Ch. Lavauzelle, 1910).
 LORD ROBERTS. — *Message to the nation*. (J. Murray, 1913).
 LORD ROBERTS. — *Campaign Speeches*, (J. Murray, 1913).
 CAP. A. de TARLÉ. — *La préparation militaire et l'éducation nationale en Angleterre*. (R. Chapelot, 1912).
 H. F. WYATT AND G. HORTON SMITH. — *The true truth about the navy*. (Sampson Low 1909).
 X. — *Ce qu'il faut savoir de l'armée allemande*. (Ch. Lavauzelle, 1914).

IRLANDE

- E. BARKER. — *Ireland in the last fifty years (1866-1918)*. (Clarendon Press, 1919).
 E. BÉCHAUX. — *La question agraire en Irlande au commencement du xx^e siècle* (thèse Paris). (Rousseau, 1905).
 G. BICOT. — *Le Home Rule irlandais* (thèse Paris). (Giard et Brière, 1914).

- EARL OF DUNRAVEN. — *The finances of Ireland, before the union and after.* (J. Murray, 1912).
- T. H. EMMET. — *Ireland under English rule.* (Putman's Sons, 1903).
- SIR TH. FRASER. — *The military danger of Home Rule for Ireland.* (J. Murray, 1912).
- STEPH. GWYNN. — *John Redmond's last years.* (E. Arnold, 1919).
- F. P. JONES. — *History of the Sinn-Fein movement.* (New-York, P. W. Kenedy, 1917).
- G. LECARPENTIER. — *La Constitution irlandaise, d'après le Home Rule Bill de 1912.* (M. Rivière, 1913).
- J. F. MAC CARTHY. — *Irish recollections.* (Hodder and Stoughton, 1911).
- J. F. MAC CARTHY. — *The Irish revolution.* (W. Blackwood, 1912).
- L. MAISONNIER et G. LECARPENTIER. — *L'Irlande et le Home Rule.* (M. Rivière, 1912).
- J. MITCHEL. — *Ireland, France and Prussia.* (T. Fisher Unwin, 1918).
- W. O'BRIEN. — *The downfall of Parliamentarism.* (Dublin, X, 1918).
- F.H. O'DONNELL. — *A history of the Irish parliamentary party.* 2 vols. (Longmans Green, 1910).
- L. PAUL-DUBOIS. — *L'Irlande contemporaine et la question irlandaise.* (Perrin, 1907).
- F. ROZ. — *Sous la couronne d'Angleterre.* (Plon-Nourrit, 1905).
- T. W. ROLLESTON. — *L'Irlande actuelle dans le Royaume-Uni.* (Alabaster, 1918).
- GOLDWIN SMITH. — *Irish history and the Irish question.* (T. C. and E. C. Jack, 1905).

COLONIES

- G.F. ABBOTT. — *Through India with the Prince.* (E. Arnold, 1906).
- L. S. AMERY. — *The « Times » history of the war in South Africa (1899-1902)* 2 vols. (Sampson Low, 1906).
- J. d'ANDRÉ. — *L'Angleterre et ses colonies autonomes* (thèse Paris). (L. Larose et L. Tanin, 1910).
- P. AUBRY. — *Etude critique de la politique coloniale de l'Angleterre à l'égard de ses colonies* (thèse Toulouse). (Toulouse, V. Rivière, 1904).
- H. D. BARKER. — *New Zealand.* (rapport consulaire) (Washington, Gov., Printg. Off., 1912).
- H. D. BARKER. — *Australia* (rapport consulaire). (Washington, Gov. Printg. Off., 1915.)
- H. D. BARKER. — *Australia and British India* (rapport consulaire). (Washington, Gov. Printg. Off., 1919).
- F. BRADSHAW. — *Self-government in Canada.* (P. S. King and Son, 1908).
- J. CHAILLEY. — *L'Inde britannique.* (A. Colin, 1910).
- C. H. CHOMLEY. — *Protection in Canada and Australasia.* (P. S. King and Son, 1904).

- C^{te} CRÉSSATY. — *L'Égypte d'aujourd'hui*. (M. Rivière, 1912).
- L. CURTIS. — *The Commonwealth of Nations*. (Macmillan, 1917).
- TARAKNATH DAS. — *India in world politics*. (New-York. B. W., Huebsch, 1923).
- A. DEMANGEON. — *L'Empire britannique*. (A. Colin, 1923).
- E. DICEY. — *The Egypt of the future*. (W. Heinemann, 1907).
- E. EUTROPE. — *Le régime politique des colonies anglaises à self-government* (thèse Aix-Marseille). (Larose et Tanin, 1908).
- J. F. FRASER. — *L'Australie : Comment se fait une nation*. (P. Roger et Cie, 1916).
- L. FRASER. — *India under Curzon and after*. (W. Heinemann, 1911).
- C. J. FUCHS. — *The trade policy of Great Britain and her colonies since 1860* (trad. anglaise par C. H. Archibald). (Macmillan, 1905).
- H. GARNEAU. — *Histoire du Canada*. (F. Alcan, 1913).
- J. GAZEAC. — *L'impérialisme anglais — son évolution* (Carlyle, Seeley, Chamberlain) (thèse Paris). (A. Rousseau, 1903).
- SIR COURTNEY ILBERT. — *The government of India*. (Clarendon Press, 1898).
- R. JEBB. — *Studies in colonial nationalism*. (E. Arnold, 1905).
- R. JEBB. — *The Imperial Conference*. 2 vols. (Longmans Green, 1911).
- A. B. KEITH. — *Responsible government in the Dominions*. (Stevens and Son, 1909).
- A. B. KEITH. — *Imperial unity and the Dominions*. (Clarendon Press, 1916).
- S. LOW. — *A vision of India during the tour of the Prince and Princess of Wales*. (Smith, Elder et C^o, 1906).
- SIR CH. LUCAS. — *A historical geography of the British colonies*, 4 vols. (Clarendon Press, 1913).
- H. H. LUSK. — *Social welfare in New Zealand*. (H. Heinemann, 1913).
- SIR ALF. LYALL. — *The rise and expansion of the British dominion of India*. (J. Murray, 1894).
- P. MAISTRE. — *Le Commonwealth d'Australie*. (Revue de géographie 1913). (Delagrave, 1913).
- H. MÉRENS. — *Etude sur les colonies anglaises autonomes de l'Australie et du Canada* (thèse Toulouse). (Toulouse, Impr. coop., 1907).
- P. MÉRIMÉE. — *La politique anglaise au Transvaal*. — (thèse Paris) — (bibliog. et documents intéressants). (Toulouse, M. Bonnet, 1913).
- S. M. MITRA. — *Anglo-Indian studies*. (Longmans Green, 1913).
- H. P. MODY. — *The political future in India*. (Hodder and Stoughton, 1908).
- E. S. MONTAGU AND B. HERBERT. — *Canada and the Empire*. (P. S. King and Son, 1904).
- W. HARRISON MOORE. — *The Constitution of the Commonwealth of Australia*. (J. Murray, 1902).
- SIR TH. MORISON. — *The economic transition in India*. (J. Murray, 1911).
- H. W. NEVINSON. — *The new spirit in India*. (Harper Bros, 1908)

- E. PIRIOU. — *L'Inde contemporaine et le mouvement national*. (F. Alcan, 1905).
- A. B. POLEY. — *The federal system of the United States and the British Empire* (Is. Pitman, 1913).
- K. SRINAVASA RAU. — *The crisis in India*. (Madras, Addison Press, 1918).
- J. D. REES. — *The real India*. (Methuen, 1908).
- MAJ.-GEN. C. W. ROBINSON. — *Canada and Canadian Defence*. (H. Rees, 1910).
- G. H. SCHOLEFIELD. — *New Zealand in evolution*. (T. Fisher Unwin, 1916).
- E. SICÉ. — *Etude sur les colonies de la couronne britannique*. (Thèse Paris). (Giard et Brière, 1913).
- J. STUART. — *A history of the Zulu rebellion* (1906). (Macmillan, 1913).
- G. P. TATE. — *The frontiers of Baluchistan*. (Witherby, 1909).
- B. R. WISE. — *The making of the Australian Commonwealth*. (Longmans, 1913).
- W. B. WORSFOLD. — *The reconstruction of the new colonies under Lord Milner*. (Kegan Paul, 1913).
- SIR FR. YOUNGHUSBAND. — *India and Tibet*. (J. Murray, 1910).

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

- BOARD OF TRADE. — *British and foreign trade and industrial conditions*. — *Memoranda, Statistical tables and charts*.
- A. MARVAUD, H. DE PEYERIMHOFF, P. GUEBHARD ET CH. DE LASTEYRIE. — *Conférences sur les : Intérêts économiques et Rapports internationaux à la veille de la guerre*. (F. Alcan, 1915).
- N. ANGELL. — *La grande illusion* (trad franç.). (Nelson, 1911).
- M. ANJURAULT. — *La marine marchande anglaise*. (Thèse Paris). (A. Rousseau, 1907).
- G. BLONDEL. — *L'essor industriel et commercial du peuple allemand*. (Larose, 1900).
- G. BLONDEL. — *L'éducation économique du peuple allemand*. (L. Larose et L. Tanin, 1908).
- G. BRY. — *Histoire industrielle et économique de l'Angleterre*. (Larose, 1900).
- V. CAMBON. — *Les derniers progrès de l'Allemagne*. (P. Roger, 1916).
- R. S. CARMICHAEL. — *Les projets fiscaux de l'Angleterre et nos relations avec nos colonies*. (L. Larose, 1904).
- HAR. COX. — *British industries under free trade* (Essays by experts, edited by H. C.). (T. Fisher Unwin, 1903).
- P. DESEILLE. — *Le développement des trusts en Angleterre* (thèse Paris). (H. Jouve, 1909).

- G. GANNAY. — *L'impérialisme économique et la grande industrie anglaise* (thèse Paris). (Pichon et Durand-Auzias, 1905).
- Y. GUYOT et G. A. SANDOZ. — *Rapport général sur l'exposition franco-britannique de Londres 1908*. — 3 tomes (Comité fr. des Expos. à l'étranger).
- J. F. HERBERT et G. MATHIEU. — *La Grande-Bretagne au travail*. (P. Roger et Cie, 1909).
- J. A. HOBSON. — *The evolution of modern capitalism*. (W. Scott Publ. Co, 1917).
- L. HUBERT. — *L'effort allemand*. (F. Alcan, 1911).
- R. KOBATSCH. — *La politique économique internationale*. (Giard et Brière, 1913).
- G. LECARPENTIER. — *Le commerce international*. (M. Rivière, 1908).
- G. LECARPENTIER. — *Commerce maritime et marine marchande*. (M. Rivière, 1910).
- G. PAISH. — *The credit of nations*. (Washington, Gov. Printg. Off., 1910).
- C^{te} de SAINT-MAURICE. — *Les instruments modernes de la politique étrangère. — Les emprunts d'Etat*. 2 vols. (Bibl. études économiques et financières, 1912).
- J. H. SCHOOLING. — *The British Trade year-book*. (J. Murray, annuel).
- M. TOUGAN-BARANOWSKY. — *Les crises industrielles en Angleterre* (trad. J. Schapiro). (Giard et Brière, 1913).

BIOGRAPHIES

- Who was who* (1897-1916). (A. and C. Black, 1920).
- Who's who* (annuel). (A. and C. Black).
- B. ALDERSON. — *Arthur James Balfour, the man and his work*. (Grant Richards, 1903).
- SIR TH. BARCLAY. — *Le roi George V d'Angleterre*. (Bloud et Gay, 1917).
- J. BARDOUX. — *Silhouettes d'Outre-Manche* (Campbell-Bannerman, D. Lloyd George, Asquith, W. Churchill, Grey, J. Chamberlain, Balfour, etc.). (Hachette, 1909).
- J. BARDOUX. — *Lloyd George et la France*. — (F. Alcan, 1924).
- W. L. AND J. E. COURTNEY. — *Pillars of Empire*. (Jarrolds, 1918).
- H. D. DAVRAY. — *L'œuvre et le prestige de Lord Kitchener*. (Plon-Nourrit, 1917).
- PH. DESCHAMPS. — *La reine Victoria et le roi Edouard VII*. (A. Lemerre, 1902).
- F. DILNOT. — *Lloyd George, the man and his story*. (T. F. Unwin, 1917).
- J. H. EDWARDS. — *The life of David Lloyd George*. 2 vols. (Waverley Bk. Co, 1913).
- T. H. S. ESCOTT. — *King Edward and his court* (T. Fisher Unwin, 1903).

- VISC. ESHER. — *The influence of King Edward*. (J. Murray, 1915).
- B. EVANS. — *The life romance of David Lloyd George* (trad. : « La vie de roman de Lloyd George par R. Lebellet. (Delagrave s.d.)
- ▲. FILON. — *L'Angleterre d'Edouard VII* (Asquith, Balfour, Lloyd George). (Libr. Nilsson, 1911).
- E. FLOURENS. — *La France conquise. Edouard VII et Clemenceau*. (Garnier, 1906).
- SIR TH. E. FULLER. — *The Right Hon. Cecil J. Rhodes*. (Longmans Green, 1910).
- E. LEGGE. — *King Edward in his true colours*. (Eveleigh Nash, 1912).
- E. LEGGE. — *King Edward, the Kaiser and the war*. (Grant Richards, 1917).
- G. LE SUEUR. — *Cecil Rhodes, the man and his work*. (J. Murray, 1913).
- J. MAC CARTHY. — *British political leaders*. (A. Balfour, Salisbury, Rosebery, J. Chamberlain, Burns, Hicks-Beach, Redmond, Campbell-Bannerman, etc.). (T. Fisher Unwin, 1904).
- A. MACKINTOSH. — *Joseph Chamberlain* (Hodder and Stoughton, 1901).
- H. DU PARCQ. — *David Lloyd George*. (G. Newnes, 1915).
- PSSE CATH. RADZIWILL. — *Cecil Rhodes, man and empire-maker* (Cassell and C^o, 1918).
- G. W. E. RUSSELL. — *Politics and Personalities*. (T. Fisher Unwin, 1917).
- H. SPENDER. — *David Lloyd George* (trad. Rob. L. Cru). (A. Colin, 1907).
- H. SPENDER. — *General Botha*. (Constable et C^o, 1916).
- H. SPENDER. — *Herbert-Henry Asquith*. (G. Newnes, 1915).
- J. E. VINCENT. — *The life of Edward the Seventh*. (G. Newnes, 1910).
- J. d'YVELET. — *Edouard VII, roi d'Angleterre*, (Impr. nouv., 1905).
- J. d'YVELET. — *H. R. H. The Prince of Wales*. (Grant Richards, 1898).
- A FOREIGN RESIDENT. — *Society in the new reign*. (T. Fisher Unwin, 1904).
- X... — *An empire in mourning* (mort et funérailles d'Edouard VII). (Paris, Ch. Eggermann, 1910).
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	v

PREMIÈRE PARTIE

Les dernières années du gouvernement conservateur

A. — L'ENTENTE CORDIALE ET L'ANTAGONISME ANGLO-ALLEMAND.

CHAPITRE I. — L'Angleterre à la fin du xix ^e siècle. — Mort de Victoria (22 janvier 1901). — Avènement d'Edouard VII.....	3
CHAPITRE II. — La politique étrangère de la Grande-Bretagne à la fin du règne de Victoria et au début du règne d'Edouard VII.	11
CHAPITRE III. — Les causes de l'antagonisme anglo-allemand.	25
CHAPITRE IV. — Edouard VII inaugure une politique nouvelle. L'Entente Cordiale.....	29
CHAPITRE V. — Les relations anglo-allemandes. — La question marocaine. — Conférence d'Algésiras (janvier-avril 1906). L'Acte d'Algésiras (7 avril 1906)	37

B. — POLITIQUE INTÉRIEURE DU GOUVERNEMENT CONSERVATEUR.

CHAPITRE VI. — L'impérialisme d'expansion et l'affaiblissement du ministère conservateur	49
CHAPITRE VII. — Le Protectionnisme. — Décadence du parti conservateur. — Campbell-Bannerman forme un ministère libéral (11 décembre 1905). — Les élections de 1906. — Déroute des conservateurs. — Appendice	59

C. — REVUE GÉNÉRALE DE LA POLITIQUE
DU GOUVERNEMENT CONSERVATEUR.

	Pages
CHAPITRE VIII. — La politique étrangère du gouvernement conservateur de 1900 à 1906.....	85
CHAPITRE IX. — La politique intérieure de 1900 à 1906. — Armée et marine. — Réformes sociales. — Le <i>Licensing Act</i> . — L' <i>Education Act</i> de 1902.....	102

DEUXIÈME PARTIE

La politique intérieure des libéraux

A. — LES MINISTÈRES CAMPBELL-BANNERMAN ET ASQUITH.

CHAPITRE X. — Causes de la défaite des Conservateurs aux élections de 1906	117
CHAPITRE XI. — Evolution de la politique anglaise vers le radicalisme et le socialisme. — Puissance du Premier Ministre....	120
CHAPITRE XII. — L'avènement du <i>Labour Party</i>	121
CHAPITRE XIII. — Les premières manifestations des nouvelles tendances politiques. — Législation ouvrière	132
CHAPITRE XIV. — Démission et mort de Campbell-Bannerman. — Le Ministère Asquith. — David Lloyd George.....	142
CHAPITRE XV. — La législation libérale. — L'opposition de la Chambre des Lords. — Les <i>Education Bills</i> de Birrell (1906) et Mac Kenna (1908). — Le <i>Licensing Bill</i> (1908).....	149

B. — LA BATAILLE DES LORDS ET DES COMMUNES.

CHAPITRE XVI. — La question de la Chambre des Lords en 1908. — Appendice	167
CHAPITRE XVII. — Le « <i>People's Budget</i> » de Lloyd George....	180
CHAPITRE XVIII. — La bataille budgétaire. — Les Lords rejettent le Budget (30 novembre 1909). — Appendice.....	192
CHAPITRE XIX. — La campagne contre les Lords. — Les élections de janvier 1910. — Appendice.....	230
CHAPITRE XX. — Mort d'Edouard VII (6 mai 1910). — Avènement de George V. — Echec de la Conférence Parlementaire.	250
CHAPITRE XXI. — Les élections de décembre 1910. — Le <i>Parliament Bill</i> . — Abolition du <i>veto</i> des Lords. — Appendice.	258

C. — LES RADICAUX AU POUVOIR (1911 à 1914).

	Pages
CHAPITRE XXII. — Législation sociale et ouvrière. — Le <i>National Insurance Bill</i> . — Le <i>Trade Unions Bill</i> . — <i>Shop Hours Bill</i> . — <i>Coal Mines Bill</i> , etc.....	275
CHAPITRE XXIII. — Evolution du <i>Labour Party</i> de 1911 à 1914. — Le <i>Coal Mines (Minimum Wage) Bill</i> . — Les grèves. — Le chaos législatif.	282
CHAPITRE XXIV. — Le suffrage féminin. — Organisations militantes et non-militantes. — Attentats féministes. — Le <i>Cat and Mouse Bill</i> . — Appendice.....	309

TROISIÈME PARTIE

La politique intérieure des libéraux

A. — LA POLITIQUE COLONIALE ET ÉTRANGÈRE DES LIBÉRAUX.

CHAPITRE XXV. — Politique extérieure des Libéraux.....	325
I. — Politique coloniale. — L'Impérialisme d'union. — La 5 ^e Conférence coloniale (août 1907). — Ses décisions: armée et marine, émigration, question fiscale. — Résultats de cette nouvelle politique. — Conférence impériale de 1911.....	325
II. — Politique étrangère. — Japon. — Italie. — Russie. — Autriche-Hongrie et Balkans. — France. — Allemagne.....	329

B. — LA RIVALITÉ ANGLO-ALLEMANDE.

CHAPITRE XXVI. — Les affaires marocaines (1907-1912). — Le coup d'Agadir. — Traité franco-allemand (4 novembre 1911)	373
CHAPITRE XXVII. — Le « Mittel Europa ». — Le « Drang nach Osten » — Le chemin de fer de Bagdad.....	382
CHAPITRE XXVIII. — La rivalité navale. — Les tentatives conciliantes de l'Angleterre. — Les offres de « vacances navales ». — La mauvaise volonté de l'Allemagne. — L'Angleterre entre dans la grande guerre (4 août 1914). — Tableau des forces navales des 8 grandes Puissances au 1 ^{er} janvier 1914.....	390

	Pages
CONCLUSION	427
BIBLIOGRAPHIE	437
Histoire générale	437
Politique extérieure	439
Politique intérieure.....	446
Questions sociales et ouvrières.....	448
Armée et Marine.....	451
Irlande.....	451
Colonies.....	452
Questions économiques.....	454
Biographies.....	455
TABLE DES MATIÈRES	457

Vu, le 20 mars 1924,
Le doyen de la Faculté des lettres
de l'Université de Paris.

F. BRUNOT

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie
de Paris.

P. APPELL

